Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 6 décembre 2022

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée Bureau d'arrondissement à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, 2e étage (40.18)
- 1225, rue du Sussex, suite 102 (40.19)
- 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal, sous-sol (40.20)

10.03 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 6 décembre 2022

10.04 Questions
CA *Direction des services administratifs* - 1222678010
Période de questions du public

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.06 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678046

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 8 novembre 2022

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678049

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au règlement CA-24-282.134

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678050

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif du 10 novembre 2022

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678047

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022

10.10 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs* - 1222678051

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2022

15 – Sujets d'ouverture

15.01 Déclaration /Proclamation
CA *Direction des services administratifs* - 1220858012

Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité à l'occasion de la COP15

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1227709001

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 128 103,48 $

District(s) : Saint-Jacques

20.02 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1227709002

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Oxy-Jeunes inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 15 996,15 $

District(s) : Saint-Jacques

20.03 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1227709004

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » ainsi que « jeunesse » et accorder une contribution totale de 129 764,74 $

District(s) : Saint-Jacques

20.04 Subvention - Contribution financière
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1227709003

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 35 511,45 $

District(s) : Saint-Jacques

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1225179011

Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023 et accorder une contribution de 7 000 $

District(s) : Sainte-Marie
Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1224105004

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution financière totale de 165 053,61 $

District(s) : Sainte-Marie

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1229054002

Approuver la convention avec Les YMCA du Québec, se terminant le 31 décembre 2023, dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 26 660,25 $

District(s) : Peter-McGill

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1220173004

Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes (FEEJAD) dans le cadre du « Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 20 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1224105007

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des Jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 18 662,18 $

District(s) : Sainte-Marie

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1217709002

Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du « Programme d'intervention pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 16 471 $, majorant ainsi la contribution totale de 50 413,50 $ à 66 884,50 $

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1217709004

Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de prolonger la durée de 3 projets jusqu'au 30 juin 2023 et réduire de 6 228,40 $ la contribution octroyée au YMCA du Québec. Autoriser une dépense de 16 102 $, majorant ainsi la contribution totale de 75 171 $ à 85 044,60 $

20.12 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1217709001

Approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 8 987 $, majorant la contribution de 17 989 $ à 26 976 $

District(s) : Peter-McGill

20.13 Appel d'offres public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1220173003

Accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19604- 2 soumissionnaires conformes)

District(s) : Peter-McGill

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1228270009

Modifier la résolution CA22 240387 afin de rectifier les montants accordés, conformément aux conventions approuvées dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1224105006

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières « activités physiques et de loisirs », « jeunesse » et « club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission concernant la gestion et l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine » et accorder une contribution totale de 864 237,86 $

District(s) : Sainte-Marie

20.16 Appel d'offres public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1224951003

Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois avec Vivaction inc. pour la fourniture d'un service de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2023 (CA20 240412) et autoriser une dépense additionnelle de 335 164,30 $ taxes incluses, en majorant ainsi la dépense autorisée de 631 093,98 $ à 966 258,28 $

District(s) : Sainte-Marie

20.17 Immeuble - Location

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1225038002

Accorder un prêt de local au Club de soccer Montréal Centre, à titre gratuit, pour l'utilisation du local communautaire au 2e étage de la piscine Quintal situé au 1550, rue Dufresne et approuver un projet de convention se terminant le 31 décembre 2023 à cette fin

District(s) :	Sainte-Marie
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens

20.18 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1226164003

Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie, avec la firme Provencher Roy + associés architectes inc. (contrat de 1 778 490,79 $, taxes incluses) pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-22-19606 - 6 soumissionnaires)

20.19 Subvention - Contribution financière

CM *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1228781003

Accorder un soutien financier de 1 000 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour son projet d'agrandissement et de déploiement, sous réserve de l'approbation, du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 1 000 000 $ à l'arrondissement de Ville-Marie. Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), la prise en charge de la gestion et l'application de ce convention de contribution financière. Approuver le projet de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière

District(s) : Saint-Jacques

20.20 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1224105005

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 84 685,50 $

District(s) : Sainte-Marie

20.21 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1228965003

Autoriser une dépense additionnelle de 313 351,52 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA22 240067), afin d'augmenter le budget de frais incidents et de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là ou requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 4 165 254,34 $, taxes incluses

20.22 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1228447003

Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses

District(s) : Saint-Jacques

20.23 Subvention - Contribution financière

CA *Direction d'arrondissement* - 1226091006

Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution totale de 21 288 $

20.24 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1228966005

Autoriser une affectation de surplus de 211 930,00 $ afin de financer en 2023 le contrat de Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YAM) pour l'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation (CA22 240388)

20.25 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1228965007

Autoriser une affectation de surplus de 142 087,77 $ net de ristournes, accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 155 604,63 $, taxes incluses (Contrat: 119 695,87 $ + Contingences: 23 939,17 $ + Incidences: 11 969,59 $) - (appel d'offres public VMP-22-017 - 4 soumissionnaires)

District(s) : Sainte-Marie

20.26 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction d'arrondissement* - 1229705007

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Innovation Jeunes pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme d'aide au développement économique de Ville-Marie 2022-2024 pour une contribution totale de 35 000 $

District(s) : Peter-McGill

20.27 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels
CA *Direction d'arrondissement* - 1226091005

Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en œuvre du Plan d'action 2023 et accorder une dépense maximale de 214 380 $, taxes incluses, le cas échéant

District(s) : Peter-McGill

20.28 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des services administratifs* - 1220175010

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 6 000 $

20.29 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels
CA *Direction d'arrondissement* - 1226091004

Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion de l'éco-quartier des districts de Sainte-Marie et de Saint-Jacques et la mise en œuvre du Plan d'action 2023 et approuver une dépense maximale de 513 601 $, taxes incluses

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.30 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction d'arrondissement* - 1229705008

Approuver une convention, se terminant le 15 avril 2023, avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023 (Projet Apik,), dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Accorder une contribution totale de 575 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.31 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1225876005

Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à GoCube (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

20.32 Contrat de services professionnels

CA *Direction d'arrondissement* - 1225374004

Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $ et accorder un contrat de services professionnels au regroupement des firmes Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture et de la bibliothèque Frontenac, située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 101 018,20 $, taxes incluses (contrat : 1 563 257,59 $ + contingences : 312 651,52 $ + incidences: 225 109,09 $) – (appel d'offres public no : 22-19547 - 4 soumissionnaires)

District(s) : Sainte-Marie

20.33 Immeuble - Location

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1229653006

Approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble sis au 2349, rue de Rouen, d'une superficie 10 107 pi², à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216,24 $, excluant les taxes (Bâtiment 4201)

30 – Administration et finances

30.01 Nomination / Désignation d'élus
CA *Direction des services administratifs* - 1222678043

Désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er janvier au 30 juin 2023

30.02 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des services administratifs* - 1222678048

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2022

District(s) : Saint-Jacques

30.03 Recours judiciaires et règlement de litiges
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228308002

Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1

District(s) : Saint-Jacques

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Avis de motion
CA *Direction des services administratifs* - 1222678044

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2023 - Adoption

40.02 Règlement - Emprunt
CA *Direction des services administratifs* - 1228958002

Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

40.03 Règlement - Emprunt
CA *Direction des services administratifs* - 1225958001

Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

40.04 Règlement - Avis de motion
CA *Direction d'arrondissement* - 1229678006

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales - Adoption

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1219276002

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement et la transformation des bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, afin d'y aménager une école secondaire (Trafalgar School for girls), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1227303008

Adopter une résolution autorisant, par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Quartier des lumières - 2e projet de résolution

40.07 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1224680002

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2023

40.08 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1228270011

Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2023

40.09 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1228270010

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2023 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants

40.10 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1225907013

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 10e partie A) et édicter les ordonnances

40.11 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1227317030

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023

40.12 Règlement - Circulation / Stationnement

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1225914003

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance afin d'implanter un arrêt d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM), en retirant 5 espaces de stationnement tarifés

District(s) : Peter-McGill

40.13 Ordonnance - Bruit
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1226220006

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2022-2023

District(s) : Saint-Jacques

40.14 Règlement - Adoption
CA *Direction d'arrondissement* - 1229678003

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.15 Règlement - Adoption
CA *Direction d'arrondissement* - 1229705003

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Adoption

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques

40.16 Règlement - Adoption
CA *Direction d'arrondissement* - 1229705004

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.17 Règlement - Adoption
CA *Direction d'arrondissement* - 1229678005

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.18 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1229276005

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

District(s) : Peter-McGill

40.19 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228398010

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « restaurant » comme usage commercial associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 pour la suite 102 du 1225, rue du Sussex, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Peter-McGill

40.20 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228398011

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » comme usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 pour le sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Peter-McGill

40.21 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1228449001

Adopter une résolution autorisant l'occupation de la toiture du basilaire par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons pour le bâtiment situé au 1050, rue De La Gauchetière Ouest conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 67
Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 1
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 0

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.04

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (décembre)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-01-17 10:53

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1222678010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (décembre)

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-14

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.06

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 8 novembre 2022

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 8 novembre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 09:51

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222678046**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 8 novembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 8 novembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-14

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678046

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 8 novembre 2022



PV20221108_Projet.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 8 novembre 2022 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, mairesse
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Serge Sasseville, conseiller du district Peter-McGill
Mme Vicki Grondin, conseillère désignée
Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des services administratifs
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mme Melissa Lapierre-Grano, chef de division des communications et des relations avec les citoyens
Mme Marion Angély, cheffe de division des ressources humaines
M. Simon Durocher, commandant du poste 21 du Service de police
Mme Krisztina Balogh, Commandante du poste 22 du Service de police
M. Fredy Enrique Alzate Posada, Secrétaire de l'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne son mot d'ouverture.

10.02 - Demande de dérogation mineure- Période d'intervention du public

- 930, rue Mill (40.10)

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1455, rue Montcalm (40.09) – Une intervention du public

CA22 240378

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 8 novembre 2022 en ajoutant le point :

40.21 : Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance permettant la manœuvre de virage à gauche en double à l'approche ouest de l'intersection du boulevard René-Lévesque et de l'avenue Papineau à titre de mesure de mitigation liée aux travaux du tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine

Adoptée à l'unanimité.

10.04

Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

14 citoyens ont posé leurs questions en présentiel et 7 questions ont été lues

Monsieur Lucien Landry
-reconnaissance patrimoniale de la crèche de la Miséricorde

Monsieur Édouard Staco
- place Marie-Josée-Angélique

Madame Bouchra Boussif
- demande de vignettes de stationnement pour la coopérative de la Montagne Verte – Dépôt d'une pétition

Monsieur Jean Duval
- sécurité des citoyens au 800 De Maisonneuve

Monsieur Guy Plante
- demande de vignettes de stationnement pour la coopérative de la Montagne Verte

Monsieur Mustapha Zeguelli
- demande de vignettes de stationnement pour la coopérative de la Montagne Verte – place en garderie

- -

CA22 240379

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-135) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu qu'à 19 h 18, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1222678009

_____

Période de questions du public - Prolongation

Madame Colette Alary
- mobilier urbain permanent – dépôt d'une pétition

Monsieur Karim Kammah
- utilité du SPVM

Monsieur Anthony Arnaud
- nuisance en lien avec l'itinérance – intervention du SPVM

Madame Alice Dufour-Thériault
- mesures concrètes prises suites aux inondations - gestion des eaux de pluie.pdf

Monsieur Robert Hajaly
- consultation publique PDI en octobre
- réforme démocratique dans Ville-Marie

Monsieur André Pappathomas
- subvention concernant La voix culturelle des Faubourgs
- intérêt de l'arrondissement envers cette chorale

Monsieur Frédéric Prud'homme
- Signalisation routière installée

Madame Camille Sykes
- 1455 rue Montcalm - clinique médicale

Madame Sylvie Labrosse
- dos d'âne sur la rue Dorion

Mme Murielle Laperrière
- fermeture de l'accès Dubuc en direction Ouest

Dominique Lavoie
- 1455,rue Montcalm - dossier 1224869004

Madame Renée Lalonde
- 1455,rue Montcalm - dossier 1224869004

Monsieur Olivier Vallerand-
innondations du 13 septembre 2022

Monsieur Carl Saint-Denis
- intervention du SPVM- Sens de rue De Rouen

Monsieur Chrisropher McCray
- Google maps- Site web de la Ville

Delaney Cres- **(non lue en séance)**
- 1455,rue Montcalm - dossier 1224869004

Monsieur Alex Lavigne_
1455, rue Montcalm - dossier 1224869004 **(non lue en séance)**

Madame Sylvie Laflamme **(non lue en séance)**
- subvention concernant La voix culturelle des Faubourgs

Madame Nancy Lagrange
- subvention pour **Les voix culturelles des Faubourgs (non lue en séance)**

Monsieur. Émeric Vincent
dossier 1224869004 -crise du logement **(non lue en séance)**

Guy Plante
- coopérative de la Montagne Verte **(non lue en séance)**

Monsieur Pierre Caron
- sécurité et surveillance aux abords de la Coopérative La Montagne Verte **(non lue en séance)**

10.06 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question

CA22 240380

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA22 240381

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 11 octobre 2022 (Budget-PDI)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 11 octobre 2022 (Budget-PDI).

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1222678038

CA22 240382

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 octobre 2022

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 octobre 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1222678039

CA22 240383

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 11 octobre 2022

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 11 octobre 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1222678040

CA22 240384

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 26 octobre 2022

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 26 octobre 2022.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1222678041

CA22 240385

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA22 240386

Approuver une convention, se terminant le 28 février 2023, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Nouvel An Lunaire et accorder une contribution de 200 000 $ à Partenariat du quartier des spectacles

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 28 février 2023 avec Partenariat du Quartier des spectacles pour le projet Nouvel An lunaire ;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 200 000 ;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Cette dépense sera assumée par la ville centre.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1229678004

CA22 240387

Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2023, avec 2 organismes dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 25 000 $

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2023, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie»;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 10 000 $ à Auguste théâtre (L');
- 15 000 $ à Diffusions gaies et lesbiennes du Québec.

D'imputer cette dépense totale de 25 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1228270009

CA22 240388

Accorder un contrat à Y'a quelqu'un l'aut'bord du Mur (YAM), pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 3 & 2A de l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale 243 044,98 $, taxes incluses (contrat : 220 949,99 $ + contingences : 22 095,00 $) - Appel d'offres public 22-19545 - 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à Y'a quelqu'un l'aut'bord du Mur (YAM), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 3 & 2A de l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 220 949,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19545) ;

D'autoriser une dépense de 22 095,00$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 96 % par la Ville centre.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1228966005

CA22 240389

Abroger la résolution CA22 240256 et annuler la contribution de 4 000 $ accordée à La Fondation B.B.C.M. dans le cadre du projet « Carnaval des couleurs » dans l'arrondissement de Ville-Marie

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA22 240256 adoptée à sa séance du 5 juillet 2022, approuvé les conventions, se terminant le 8 janvier 2023, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accordé une contribution totale de 69 000 $;

Attendu que l'organisme a décidé d'annuler la mise en Suvre du projet étant donné qu'il n'a pas été en mesure de compléter le montage financier :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'abroger la résolution CA22 240256 et d'annuler la contribution de 4 000 $ accordée à la Fondation B.B.C.M. dans le cadre du projet « Carnaval des couleurs » dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'imputer cette dépense modifiée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1228270006

CA22 240390

Approuver la convention, se terminant le 31 mai 2023, avec Spectre de rue dans le cadre du programme « TAPAJ » pour le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2022-2023 dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution maximale de 12 950 $

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 31 mai 2023, avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2022-2023;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution maximale de 12 950 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1229051008

CA22 240391

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 500 $ à l'organisme Chez Doris et une contribution de 500 $ à la Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre de la Bourse Rosario-Demers

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, dans le cadre de la Bourse Rosario-Demers, les contributions suivantes :

- 500 $ à la Fondation du refuge pour femmes Chez Doris Inc.;
- 500 $ à La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1224951002

CA22 240392

Autoriser une dépense additionnelle de 40 241,25 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du Skate Plaza, dans le cadre du contrat octroyé à Expertise Sports Design LG (CA21 240114)

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA21 240114 adoptée à sa séance du 13 avril 2021, approuvé la convention et accordé un contrat de services professionnels de 175 870,94 $, taxes incluses, à Expertise Sports Design LG pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du Skate Plaza et autorisé une dépense maximale de 193 458,03 $ (appel d'offres public VMP-21-007 - 2 soumissionnaires);

Attendu que des modifications nécessaires pour la réalisation des travaux ont été apportées et nécessitent une dépense additionnelle :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une dépense supplémentaire de 40 241,25 $, taxes incluses, majorant la dépense totale de 193 458,03 $ à 233 699,28 $, pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux, dans le cadre du projet de réaménagement du Skate Plaza, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'augmenter le budget prévisionnel de contingences de 40 241,25 $, taxes incluses pour un total de 57 828,34 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1216143002

CA22 240393

Accorder un contrat à Balises et Poteaux du Nord Plus, pour la période du 1er novembre 2022 au 30 avril 2025 avec 2 options de renouvellement de 12 mois chacune, pour la fourniture, l'installation, la désinstallation, l'entreposage, la réparation et l'entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie (2 lots - Voirie et Parcs). Dépense maximale de 820 582,04 $ (Contrat: 745 983,67 $ + Contingences: 74 598,37 $) - (Appel d'offres public 22-19597 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder un contrat à Balises et Poteaux du Nord Plus pour la fourniture, l'installation, la désinstallation, l'entreposage, la réparation et l'entretien de balises de déneigement pour l'arrondissement de Ville-Marie (2 lots - Voirie et Parcs), au montant de sa soumission soit 745 983,67 $, taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 74 598,37 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense maximale de 820 582,04 $, taxes incluses, à Balises et Poteaux du Nord Plus;

De procéder à une évaluation du rendement à Balises et Poteaux du Nord Plus;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1228966008

CA22 240394

Accorder un contrat à 9083-0126 Québec inc. (creusage RL), pour les services d'excavation pneumatique dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de 3 ans, Dépense totale de 1 599 877,13$, taxes incluses - (Appel d'offres public 22-19426 Lot #6 - 1 soumissionnaire conforme)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à 9083-0126 Québec inc. (Creusage RL), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'excavation pneumatique dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 599 877,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19426);

D'autoriser une dépense de 1 599 877,13 $, taxes incluses;

De procéder à une évaluation du rendement de 9083-0126 Québec inc. (Creusage RL);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1228323005

CA22 240395

Résilier le contrat accordé à 9154-6937 Québec inc. - Location Guay (lot 1) (CA22 240166) pour les services de location de pelles hydrauliques avec opérateur, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de 24 mois (Appel d'offres public 22-19229)

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA22 240166 adoptée à sa séance du 10 mai 2022, accordé un contrat de 1 160 626,64 $ taxes incluses à 9154-6937 Québec inc. - Location Guay (lot 1) et un contrat de 875 879,55 $, taxes incluses, à Manorex inc. (lot 2), pour les services de location de pelles hydrauliques avec opérateur, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de 24 mois et autorisé une dépense totale de 2 036 506,19 $ (lots 1 et 2), taxes incluses - appel d'offres public 22-19229 - 4 soumissionnaires);

Attendu qu'à la suite d'une information erronée, la Division de la voirie de la Direction des travaux publics désire se prévaloir de la clause prévue au Contrat No 22-19229 art 13.01 pour mettre fin, d'un commun accord avec 9154-6937 Québec Inc. - Location Guay, au contrat :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De résilier le contrat accordé à (9154-6937 Québec inc) - Location Guay, par la résolution CA 22-240167 pour les services de location de pelle hydraulique avec opérateur, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 2 ans. Appel d'offres public nº 22-19229, lot #1.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1228323003

CA22 240396

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 3 700 $

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 200 $ à Chœur Enharmonique de Montréal;
- 500 $ à OGIVE art, égalité et éducation;
- 3 000 $ à Le Pas de la Rue.

D'imputer cette dépense totale de 3 700 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1220175009

CA22 240397

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.07.

Adoptée à l'unanimité.

CA22 240398

Approuver les modifications apportées au Programme de soutien financier aux initiatives culturelles (PSIC) et au Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (FSOC) sous la responsabilité de la Division de la culture et des bibliothèques

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver les modifications apportées au Programme de soutien financier aux initiatives culturelles et au Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie sous la responsabilité de la Division de la culture et des bibliothèques.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1228270008

CA22 240399

Adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2023 :

Date CA	Heure	* Lieu	* Adresse
7 février	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
7 mars	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
11 avril	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
9 mai	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
6 juin	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
4 juillet	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
12 septembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est,

			Rez-de-chaussée
10 octobre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
7 novembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
5 décembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

* Les dates pourraient être sujettes à changement.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1222678045

CA22 240400

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 octobre 2022

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 octobre 2022.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1222678042

CA22 240401

Autoriser une affectation de 69 449,23 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation de 69 449,23 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo, sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1228966009

CA22 240402

Adopter le plan 2022-2024 pour l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI) de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le plan 2022-2024 pour l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI) de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1222818001

CA22 240403

Autoriser une affectation de surplus de 70 980,89 $ et une dépense maximale de 198 817,93 $, taxes incluses (Mandat : 165 681,61 $ + Contingences: 33 136,32 $) à la firme Groupe ABS inc. pour un mandat de services professionnels dans le cadre de l'entente 1541633 (AO 22-19127) pour la caractérisation environnementale des sols en lien avec le programme de réfection routière 2023 et 2024 sur plusieurs rues dans l'arrondissement Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une dépense maximale de 165 681,61 $, taxes incluses à la firme Groupe ABS inc. pour la caractérisation environnementale des sols en lien avec le programme de réfection routière 2023 et 2024 sur plusieurs rues dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 33 136,32 $, taxes incluses;

D'affecter des surplus au montant de 70 980,89 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.06 1228964004

CA22 240404

Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 18 340 800 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 18 340 800 $, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023.

Adoptée à l'unanimité.

30.07 1228327003

CA22 240405

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA22 240406

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le Règlement CA-24-282.133 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) afin de permettre l'usage débit de boissons alcooliques accessoire à un usage commercial culturel et à encadrer les certificats d'occupation des usages transitoires ».

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-282.133
1227303006

CA22 240407

Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la conversion des habitations avec service de soin de santé en un usage commercial ou un autre usage résidentiel privé - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le Règlement CA-24-282.134 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la conversion des habitations avec service de soin de santé en un autre usage résidentiel privé ou en un usage commercial ».

Adoptée à l'unanimité.

40.02
CA-24-282.134
1227303007

CA22 240408

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement afin de permettre le paiement par carte de débit et sans contact à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C-4.1) - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation et au stationnement à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., C. C-4.1), afin de modifier le mode de paiement du stationnement géré par les bornes et distributeurs de l'Agence de Mobilité durable », lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 par sa résolution CA22 240376;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation et au stationnement à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., C. C-4.1), afin de modifier le mode de paiement du stationnement géré par les bornes et distributeurs de l'Agence de Mobilité durable » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 par sa résolution CA22 240376;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le Règlement CA-24-351 intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la circulation et au stationnement à l'égard de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., C. C-4.1), afin de modifier le mode de paiement du stationnement géré par les bornes et distributeurs de l'Agence de Mobilité durable »

Adoptée à l'unanimité.

40.03
CA-24-351
1223172003

CA22 240409

Adopter un règlement imposant, à partir du 1er janvier 2023, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2023) imposant, à compter du 1er janvier 2023, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 par sa résolution CA22 240377;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2023) » imposant, à compter du 1er janvier 2023, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service lors de la séance du conseil d'arrondissement du 11 octobre 2022 par sa résolution CA22 240377;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le règlement CA-24-352 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2023) » imposant, à compter du 1er janvier 2023, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
CA-24-352
1222678035

CA22 240410

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement et la transformation des bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, afin d'y aménager une école secondaire (Trafalgar School for girls), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 11 octobre 2022 et l'a soumis à une consultation publique le 26 octobre 2022 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour les bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

   a) déroger notamment aux articles 5, 15 et 16 du Règlement sur le développement du campus de l'Université McGill et autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment pour la faculté de génie (95-039) relativement à l'usage,

   b) transformer, agrandir et occuper par l'usage « école secondaire » conformément aux plans numérotés 18 à 21, 24, 25, 29, 43, à, 63, réalisés par Brian Burrows Architecte et Le Groupe Architex et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie, le 28 septembre 2022.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) de restaurer les bâtiments tel qu'illustré aux plans 18, 19, 20, 21;

   b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);

   c) de fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp. 460
1219276002

CA22 240411

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'occupation du domaine public du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit :

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 688 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 279 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 638 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 190 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 208 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1227317025

CA22 240412

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 9e partie A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 9e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 338 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 689 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 280 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 639 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 191 permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1225907012

CA22 240413

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance autorisant la manœuvre de virage à gauche, pour les véhicules d'urgence seulement, à l'intersection de la rue Ontario et de la rue Saint-Hubert

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 339 autorisant la manœuvre de virage à gauche, pour les véhicules d'urgence seulement, à l'intersection de la rue Ontario et de la rue Saint-Hubert.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1225914002

CA22 240414

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « clinique médicale » relativement à l'occupation d'un cabinet de médecin spécialiste au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1455, rue Montcalm, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « clinique médicale » prévu à l'alinéa 2º de l'article 150 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'occupation d'un cabinet de médecin spécialiste au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1455, rue Montcalm, conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1224869004

CA22 240415

Accorder une dérogation mineure relativement à l'installation d'un équipement mécanique en cour avant pour le bâtiment situé au 930, rue Mill, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder une dérogation mineure notamment à l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'installation d'un équipement mécanique en cour avant pour le bâtiment situé au 930, rue Mill, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008);

D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- confiner l'implantation de l'équipement mécanique de manière substantiellement conforme à l'emplacement identifié « ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE » tel qu'indiqué au plan d'implantation modifié et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 septembre 2022.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1227303004

CA22 240416

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 et 40.12.

Adoptée à l'unanimité.

CA22 240417

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant la manoeuvre de virage à gauche de 15 h à 19 h à diverses intersections du quartier Sainte-Marie à titre de mesure de mitigation liée aux travaux du tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 340 déterminant l'interdiction de virage à gauche entre 15 h et 19 h aux intersections suivantes:

- Sherbrooke / Wurtele approche Est;
- Sherbrooke / Hogan approche Est ;
- Sherbrooke / Gascon approche Est;
- Wurtele / Hochelaga approche Est;
- Hogan / Hochelaga approche Est ;
- Gascon / Hochelaga approche Est;
- De Rouen / Fullum approche Est;
- De Rouen / Parthenais approche Est;
- Ontario / Parthenais approche Est;
- Hochelaga / Fullum approche Est.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1223172004

CA22 240418

Adopter une résolution autorisant, par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Quartier des lumières - 1er projet de résolution

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, sur le lot 6 380 793, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:

a) déroger notamment aux articles 34.2, 170.2, 174, 179, 182 et 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la superficie de plancher pour un volume en surhauteur, à l'exigence d'une entrée principale par établissement, à la superficie maximale d'un usage commercial spécifique, à la superficie d'un usage commercial au sous-sol et à l'aménagement d'un débarcadère et à l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) relativement à l'exigence d'un versement compensatoire en argent d'un projet de redéveloppement;

b) démolir le bâtiment par phase et de manière substantiellement conforme au plan numéroté 23 réalisé par Neuf Architectes, annoté et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 31 octobre 2022;

c) ériger, aménager et occuper, par phase, un ou des complexes immobiliers sur le site visé conformément aux plans numérotés 29, 45a, 45c, 45d et 89, réalisés par Neuf Architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 31 octobre 2022.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes visant l'ensemble du site identifié à la page 89 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution :

a) aucun bâtiment hors-sol n'est autorisé dans les îlots 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17 et 18;

b) à l'exception d'une dépendance, aucun bâtiment hors-sol n'est autorisé dans l'îlot 4;

c) la première demande de permis de construction ou de transformation visant à construire un nouveau bâtiment ou agrandir un bâtiment existant dans l'îlot 2, 3, 5B, 6 ou 8B doit être accompagnée:

i) d'un engagement du propriétaire du lot 6 380 793 à céder une partie de ce terrain à des fins de parc comprenant les îlots 4 et 7B et représentant 10 % de la superficie de ce lot, selon les dispositions imposés par les articles 14, 15 et 16 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055);

ii) d'une lettre de garantie bancaire irrévocable dont la valeur doit être égale à 25 % de la valeur du site visé par le PPCMOI au rôle d'évaluation foncière, en vigueur au moment de la demande, du bâtiment et du terrain du lot 6 380 793;

iii) d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'assurer les travaux permettant la cession des îlots 4 et 7B conformément aux articles 14, 15 et 16 de ce règlement;

d) les garanties monétaires visées par le paragraphe c. de l'article 2. doivent demeurer en vigueur jusqu'au lotissement de deux terrains conformément à l'article 190.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec comprenant les îlots 4 et 7B et d'une valeur correspondant à 10 % de la superficie de ce site; advenant que ce lotissement n'ait été réalisé dans un délai de 60 mois suivant la demande de permis mentionnée au paragraphe c. de l'article 2., les garanties bancaires seront réalisables par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

e) la construction d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite d'une superficie plancher supérieure à 750 m² est uniquement autorisée dans les îlots 5A, 5B, 6, 7A, 8A et 8B;

f) seul un bâtiment situé dans l'îlot 6 peut comprendre un usage commercial spécifique d'une superficie de plancher supérieure à 4 000 m²;

g) un débarcadère pour véhicule automobile pour un bâtiment ne comportant pas un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels peut être uniquement situé dans l'îlot 6.

3) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes visant les îlots 5A, 5B, 6, 7A, 8A et 8B identifiés à la page 89 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution :

a) la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage d'un volume distinct situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à la superficie de plancher maximale indiquée à la page 29 de ces plans;

b) sauf pour le plan de façade du bâtiment identifié « Tour Radio Canada », un plan de façade doit présenter un retrait égal ou supérieur aux « Retraits de surhauteurs » indiquées à la page 29 de ces plans pour la portion située au-dessus de la hauteur en mètres prescrite sur au moins 80 % de la largeur du bâtiment face à l'îlot 14, l'îlot 15, l'îlot 17, l'îlot 18, une voie publique ou une servitude de passage.

4) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes visant l'îlot 6 identifié à la page 89 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution :

a) un commerce spécifique peut uniquement occuper les étages identifiés « USAGE COMMERCIAL SPÉCIFIQUE » aux pages 45c et 45d de ces plans;

b) un seul établissement commercial spécifique occupant l'îlot 6 peut occuper une superficie plancher supérieure à 4 000 m²;

c) un établissement commercial spécifique ne peut dépasser une superficie plancher de 10 000 m²;

d) une entrée principale peut être partagée par un maximum de 5 établissements commerciaux spécifiques;

e) un mur qui fait face aux îlots 14, 15, 17, 18 et à l'avenue Viger doit comprendre un nombre de portes équivalent aux nombres d'accès piétons identifiés à la page 45a;

f) le nombre maximal d'unités de stationnement est de 1 000;

g) un seul débarcadère automobile est autorisé et doit:

i) être accessible uniquement depuis l'avenue Viger;

ii) avoir au plus 2 accès à la voie publique d'une largeur maximale de 5 m chacune.

5) D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement

de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

a) afin de minimiser l'impact des constructions d'un étage à une hauteur supérieure à 30 m sans superficie plancher maximale et d'assurer la qualité architecturale du projet :
   i) sauf pour un mur du bâtiment identifié « Tour Radio Canada », dans les îlots 5B, 6, et 8B identifié à la page 29 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution, un mur d'un bâtiment faisant face à un îlot adjacent ou à une servitude de passage doit avoir un recul égal ou supérieur à une « Marge de recul proposée entre la ligne de lot et le basilaire »;
   ii) sauf pour plan de façade du bâtiment identifié « Tour Radio Canada », un plan de façade doit présenter un retrait égal ou supérieur aux « Retraits proposés entre la ligne de lot et le volume en surhauteur » indiquées à la page 29 de ces plans pour la portion située au-dessus de la hauteur en mètres prescrite;
   iii) un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit tendre à être construit à un emplacement identifié « Superficie de plancher supérieure à 750 m² » identifié à la page 29 de ces plans;
   iv) les retraits des volumes en hauteur sur les rues locales doivent être maximisés et tendre à être reportés sur le boulevard René-Lévesque, l'avenue Viger et la rue Alexandre-DeSève;
   v) favoriser un alignement sur la rue de la Visitation qui offre des perspectives sur l'église Saint-Pierre-Apôtre;
   vi) la volumétrie et l'architecture d'un bâtiment doivent minimiser, dans les espaces publics actuels et projetés, les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes;
   vii) favoriser un traitement architectural de qualité en conformité avec les critères en vigueur dans l'unité de paysage et une présence réduite de murs rideaux en verre;
   viii) la composition des façades des intersections des rues Wolfe, de la Visitation et Alexandre-DeSève avec l'avenue Viger doit marquer fortement le coin;
   ix) les travaux de rénovation ou transformation de la tour existante doivent favoriser une interprétation en continuité des éléments caractéristiques de son architecture tels que les arêtes marquant l'implantation hexagonale et la forme de la fenestration;
   x) les garde-corps des balcons des étages inférieurs doivent tendre à être constitués de barrotins;
   xi) un entablement séparant le rez-de-chaussée des étages supérieurs pour supporter une enseigne doit être favorisé;
   xii) favoriser l'intégration des balcons au volume principal lorsqu'ils sont en surhauteur et qu'ils font face à de grands axes ou au fleuve;
   xiii) les appareils électriques ou mécaniques, tels que des condenseurs ou des thermopompes, doivent tendre à être intégrés au bâtiment ou sur le toit;
   xiv) la conception d'un bâtiment doit favoriser les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;
   xv) la construction doit favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs;

b) afin de favoriser l'animation et la sécurité des déplacements piétons :
   i) un mur faisant face aux îlots 14, 15, 17, 18 et à l'avenue Viger doit tendre à localiser ses portes aux emplacements identifiés « Accès piéton aux commerces grandes surfaces » et « Accès piéton sur rue » à la page 45a des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution;
   ii) favoriser la perméabilité des îlots notamment par une multiplication de passages piétonniers;
   iii) lorsqu'il fait face à la servitude de passage identifiée à la page 89 de ces plans, un mur doit tendre à avoir une interface ouverte et transparente au niveau du rez-de-chaussée;

iv) l'interface des rez-de-chaussée ayant front sur la rue Alexandre-DeSève doit favoriser l'ouverture, l'animation du domaine public et la sécurité des piétons;

v) favoriser la mutualisation des chambres annexes électriques entre plusieurs bâtiments et tendre à les localiser sur les côtés ayant un caractère privé;

vi) l'aménagement du débarcadère hors rue doit favoriser la sécurité des déplacements actifs, notamment par l'installation de bollards, un revêtement favorisant l'apaisement des déplacements véhiculaires et une visibilité accrue des piétons et des cyclistes;

vii) les aires à rebuts doivent tendre à être intégrées à l'architecture du bâtiment et être conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment le bruit et les odeurs.

6) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.12
pp. 460
1227303008

CA22 240419

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2023 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2023 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.13 1222678044

CA22 240420

Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière de l'arrondissement de Ville-Marie », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.14 1228958002

CA22 240421

Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.15 1225958001

CA22 240422

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.16 1229678006

CA22 240423

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.17 1229678003

CA22 240424

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.18 1229705003

CA22 240425

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.19 1229705004

CA22 240426

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Valérie Plante annonçant l'adoption du règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 », et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.20 1229678005

CA22 240427

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance permettant la manœuvre de virage à gauche en double à l'approche ouest de l'intersection du boulevard René-Lévesque et de l'avenue Papineau à titre de mesure de mitigation liée aux travaux du tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 341 permettant la manœuvre de virage à gauche en double à l'approche ouest de l'intersection du boulevard René-Lévesque et de l'avenue Papineau à titre de mesure de mitigation liée aux travaux du tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1225275004

Levée de la séance

70.01

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 6 décembre 2022 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h 40.

_____	_____
Valérie Plante	Fredy Enrique ALZATE POSADA
Mairesse	Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA22 240xxx lors de la séance du conseil tenue le 6 décembre 2022

_____

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 6 décembre 2022.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678049

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au règlement CA-24-282.134

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au règlement CA-24-282.134.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 10:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222678049**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au règlement CA-24-282.134

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, une résolution, une ordonnance, un règlement ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise. Dans un tel cas, le greffier joint à l'original du document modifié un procès-verbal de la correction effectuée et dépose à la prochaine séance du conseil, du comité exécutif ou du conseil d'arrondissement, selon le cas, une copie du document modifié et du procès-verbal de correction.
L'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) stipule que le secrétaire d'arrondissement est investi pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs du greffier d'une municipalité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA22 240407 (1227303007) - Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la conversion des habitations avec service de soin de santé en un usage commercial ou un autre usage résidentiel privé - Adoption

DESCRIPTION

Des erreurs cléricales se sont glissées aux articles aux articles 11, 12, 13 et 15 du règlement CA-24-282.134 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la conversion des habitations avec service de soin de santé en un usage commercial ou un autre usage résidentiel privé» adopté par le conseil d'arrondissement lors de sa séance du 8 novembre 2022.
Ainsi, ces articles devraient se lire ainsi :

11. *L'article 227 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :*

« habitation avec service de soin de santé; ».

12. L'article 234 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

13. L'article 247 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

15 . L'article 276 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 2° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

1° « habitation avec service de soin de santé; ».

Le secrétaire d'arrondissement a donc dressé, le 28 novembre 2022, un procès-verbal de correction modifiant le règlement CA-24-282.134 Par conséquent, il y a lieu de déposer au conseil d'arrondissement une copie de ce procès-verbal de correction préparé à cet effet par le secrétaire d'arrondissement, ainsi qu'une copie du document modifié.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678049

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de correction signé par le secrétaire d'arrondissement relatif au règlement CA-24-282.134

CA-24-282.134_habitations_avec_soins_corr.pdf

PROCÈS VERBAL DE CORRECTION_ CA-24-282_134_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.134	**Règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la conversion des habitations avec service de soin de santé en un autre usage résidentiel privé ou en un usage commercial**

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 155 et 169 de l'annexe C de cette Charte;

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du 8 novembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par :

1° l'ajout, à la définition d'« habitation avec service » après le mot « offert », des mots « à l'exception d'un bâtiment abritant un usage résidentiel et dans lequel est offert un service de soin de santé »

2° l'insertion, après la définition d'« habitation avec service », de la définition suivante :
« « habitation avec service de soin de santé » : un bâtiment abritant un usage résidentiel et dans lequel est offert un service de soin de santé destiné à un occupant d'un logement ou d'une chambre de ce bâtiment; ».

2. L'article 141.3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **141.3** Malgré les usages prescrits, il est interdit de remplacer :
1° une maison de chambres par un autre usage sauf par un bâtiment de logements sociaux ou communautaires;
2° un usage habitation avec service de soin de santé par un autre usage sauf par un bâtiment de logements sociaux ou communautaires ou un usage équipement collectif et institutionnel. ».

3. L'article 149 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

4. L'article 152 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

5. L'article 188 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

6. L'article 194 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

7. L'article 200 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

8. L'article 207 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

9. L'article 213 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

10. L'article 220 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

11. L'article 227 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

12. L'article 234 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

13. L'article 247 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

14. Le paragraphe 1° de l'article 265 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression des mots « maison de retraite »;

2° l'insertion, après le mot « garderie; », des mots « habitation avec service de soin de santé; ».

15. L'article 276 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 2° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

1° « habitation avec service de soin de santé; ».

16. L'article 301.1 est modifié par :

1° le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Sont associés à la catégorie E.5
1° les usages résidentiels complémentaires suivants :
• bâtiment abritant un nombre illimité de logements;
• habitation avec service de soin de santé. »;

2° l'insertion, au deuxième alinéa, après les mots « L'usage résidentiel complémentaire» des mots « un bâtiment abritant un nombre illimité de logements »..

_____

GDD : 1227303007

Ville-Marie
Montréal

PROCÈS VERBAL DE CORRECTION

6 décembre 2022

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C19),* le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou tout autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4),* le secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QUE de telles erreurs apparaissent au règlement CA-24-282.134 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'interdire la conversion des habitations avec service de soin de santé en un usage commercial ou un autre usage résidentiel privé » adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 novembre 2022;

EN CONSÉQUENCE, les erreurs qui apparaissent de façon évidente au Règlement CA-24-282.134, sont corrigées de la façon suivante :

11. L'article 227 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

12. L'article 234 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

13. L'article 247 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 1° après le sous-paragraphe « gîte touristique », du sous-paragraphe suivant :

« habitation avec service de soin de santé; ».

15. L'article 276 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 2° après le sous-paragraphe « habitation avec service; », du sous-paragraphe suivant :

1° « habitation avec service de soin de santé; ».

EN FOI DE QUOI, j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction, ce 28ième jour du mois de novembre 2022.

Fredy Alzate
_____
Fredy Alzate
Secrétaire d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678050

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif du 10 novembre 2022

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif du 10 novembre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 14:11

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1222678050

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif du 10 novembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif du 10 novembre 2022 .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-11-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678050

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif du 10 novembre 2022

PV_CCU_2022-11-10_signé_pour_dépôt_CA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

10 novembre 2022
8h30

Séance en vidéoconférence

Sont présents

M. Robert Beaudry, président

M. Joël Bellerose, membre suppléant
M. Lorenz Herfurth, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Réjean Martineau, membre

Mme Stéphanie Turcotte, directrice - Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
M. Louis Routhier, chef de division - Urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche

Présentent leurs dossiers

M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement
Mme Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement

1. Ouverture de la séance			
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h42.			
2. Adoption de l'ordre du jour			
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.			
3. Dépôt des procès-verbaux			
Le procès-verbal du comité du 13 octobre 2022 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.			
4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations			
4.1 Article 89			
Aucun dossier			
4.2 Projet particulier			
4.2.1	3003217456	1050, rue De La Gauchetière Ouest	Favorable avec conditions
4.3 Modifications réglementaires			
Aucun dossier			
4.4 Dérogation mineure			
Aucun dossier			
4.5 Usage conditionnel			
4.5.1	3003230293	2162, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable
4.5.2	3003220352	1225, rue Du Sussex, suite 102	Favorable avec condition
4.5.3	s. o.	1001, av. des Canadiens-de-Montréal	Favorable avec condition
4.6 Titre VIII – Révision de projet			
4.6.1	3003179659	1420, rue Peel	Favorable avec conditions
4.6.2	3003189879	400, rue Saint-Jacques	Favorable avec conditions
4.6.3	3003196888	2057, rue Montgomery	Favorable avec conditions
4.6.4	3003129568	3111, Le Boulevard	Favorable avec conditions
4.6.5	3002719514	1010, rue de la Commune	Favorable avec commentaire
4.6.6	3003172054	2300, rue Tupper	Favorable
4.6.7	3003072014	1245, rue Redpath-Crescent	Favorable avec conditions
4.6.8	3003217456	1050, rue De La Gauchetière Ouest	Favorable avec conditions
4.6.9	3003193580	1345, rue Redpath-Crescent	Défavorable avec commentaires
4.6.10	3003170317	805, rue Ontario Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.7 Surhauteur			
Aucun dossier			
4.8 Avis préliminaire			
4.8.1	3003212209	2162, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable avec conditions, suggestion et commentaire
4.8.2	3003092336	1840, rue Frontenac	Favorable avec conditions

4.8.3	3003218356	2801, rue De Rouen	Favorable
4.9 Autres dossiers			
4.9.1	3003187390	1000, rue Berri	Favorable avec conditions et commentaires
5. Prochaine rencontre			
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 6 décembre 2022 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 8 décembre 2022.			
6. Varia			
Aucun dossier			
7. Levée de l'assemblée			
L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 11h31.			

Robert Beaudry 2022-11-28 Robert Beaudry date Président	Billy Chérubin 2022-11-21 Billy Chérubin date Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003217456
4.2.1 et 4.6.8

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1050, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	La demande vise à autoriser l'occupation de la toiture du basilaire de l'hôtel le Château Champlain par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons exploité par l'hôtel et l'aménagement de la terrasse. Les travaux d'aménagement ont déjà été réalisés, mais le café-terrasse n'est pas déjà exploité par l'occupant de l'établissement. Le bâtiment visé par la présente autorisation, construit selon les plans de la firme D'Astous & Pothier et achevé en 1967, est localisé dans le centre des affaires. Il fait partie d'un ensemble de deux bâtiments en surhauteur reliés par un basilaire commun comportant des commerces. Le deuxième bâtiment de ce complexe, construit selon les plans de Parkin architecte, est occupé par des bureaux. Aux abords du bâtiment, l'on retrouve une occupation principalement commerciale ou institutionnelle. Aucune occupation résidentielle n'est adjacente au site à l'étude. Le projet initial comprenait la construction d'une passerelle qui enjambe la rue De La Gauchetière afin de relier la Place du Canada au basilaire du nouveau complexe immobilier. En continuité et au même niveau que le parc, le basilaire a été conçu comme un espace accessible pour la clientèle des bâtiments. Au fil du temps, l'aménagement de cette toiture a évolué de manière à ce que seule la portion nord-est et sud-ouest est accessible. Plus précisément la demande vise à l'occupation d'une partie de la toiture du basilaire à des fins de café-terrasse. Cette occupation sera accessoire au restaurant d'une superficie de 320 m² aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment. Le café-terrasse étant à l'étage supérieur, les clients et les employés utiliseront les ascenseurs du bâtiment pour y accéder. L'espace visé pour l'aménagement de cet usage est localisé en contrebas du bâtiment de l'hôtel sur les sections nord et ouest de la toiture du basilaire. La superficie occupée par le café-terrasse sera de 450 m², soit 1.4 fois la superficie du restaurant, ce qui permettra d'accueillir environ 80 personnes. L'aménagement du café-terrasse comprend l'installation d'un plancher en tuile de céramique sur plot occupant l'ensemble de l'espace entre le

	parapet et le bâtiment. Tout le mobilier, à l'exception des banquettes en bois, sera amovible et pourra être retiré durant la période hivernale. Pour les garde-corps, le propriétaire a installé des panneaux de granite noir sur la portion horizontale du parapet sur lequel est apposé un sabot en acier inoxydable supportant un panneau de verre transparent. Étant continu et sans ouverture, ce garde-corps aura aussi comme effet de réduire la propagation du son vers le domaine public et les autres bâtiments du secteur. Deux pergolas sont installées sur la toiture, celle au nord a des dimensions de 4.8 m par 6.5 m alors que celle au sud a des dimensions de 7.4 m par 6.5 m. Afin de réduire la visibilité depuis la voie publique de cette dernière, elle sera tronquée de manière à avoir les mêmes dimensions que la pergola nord. Finalement, une végétation synthétique imitant les plantes grimpantes a été installée sur l'ensemble des murs donnant directement sur le café-terrasse. Cette installation, de faible qualité et incompatible avec l'architecture moderne du bâtiment, sera retirée. En remplacement, le requérant propose d'installer des plantes en pots, d'une hauteur d'un mètre, le long des murs extérieurs de la tour.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'occupation projetée répond adéquatement aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011), est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme et du PPU du Quartier des gares.
Considérant que :	L'aménagement de la terrasse répond adéquatement aux critères du *Règlement d'urbanisme 01-282*, et aux objectifs de conservation et de mise en valeur du site patrimonial du Square Dorchester et de la Place du Canada (12-006).
Considérant que :	La toiture du basilaire est en continuité avec la Place du Canada, et que cette toiture donne accès au hall principal du 1010, rue De La Gauchetière Ouest.
Considérant que :	L'occupation de la toiture par un café-terrasse est compatible avec le milieu avoisinant dont les activités sont principalement commerciales et institutionnelles.
Considérant que :	L'aménagement du café-terrasse permettra l'intensification de l'occupation commerciale d'un espace sous-utilisé et favorisera le dynamisme et l'animation du secteur.
Considérant que :	Ce nouveau café-terrasse permettra d'offrir une expérience urbaine supplémentaire pour le secteur centre des affaires et permettra d'apprécier l'architecture distinctive du site patrimonial cité.

Considérant que :	La matérialité des garde-corps minimise l'impact visuel sur l'architecture de la tour du Château Champlain.
Considérant que :	Les matériaux utilisés pour les garde-corps sont de bonne qualité et sont sobres.
Considérant que :	La végétation synthétique sera retirée pour être remplacée par des plantations en bacs.
Considérant que :	La pergola sud sera tronquée de manière à réduire significativement son impact sur l'apparence des façades de cet immeuble d'intérêt.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retirer l'ensemble du revêtement de plantes artificielles sur les murs de la tour.**
- **Favoriser une végétation dense et continue au bas des murs du bâtiment, et détailler les bacs de plantation et les espèces plantées.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003230293
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2162, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	La présente demande est en lien avec une demande d'avis préliminaire en vue de la présentation au comité d'études des demandes de démolition pour autoriser la démolition du bâtiment localisé au 2162, boulevard De Maisonneuve Est en vue de la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 46 logements et d'une hauteur de 8 étages. La demande vise à déroger à l'obligation commerciale au rez-de-chaussée et ainsi obtenir l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour l'ensemble du bâtiment. Cette autorisation permettra l'aménagement de 6 logements sur cet étage. À noter que les 7 plex localisés à l'ouest sont entièrement résidentiels, alors qu'à l'est, le bâtiment en construction aura lui aussi un rez-de-chaussée résidentiel autorisé conformément au processus d'autorisation des usages conditionnels (résolution CA20 240576). D'un point de vue réglementaire, le site est localisé dans un secteur de la catégorie M.7C (Zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité) et il fait face à un secteur de la catégorie M.3C (Zone de mixité à dominante résidentielle autorisant les commerces et les services de faible intensité). Selon le *Règlement d'urbanisme 01-282*, il y a une obligation commerciale pour un local au rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Une demande d'avis préliminaire pour une démolition et un projet de remplacement, a été soumise en parallèle au comité lors de la présente séance. Un avis favorable avec certaines conditions a été émis par le comité concernant cette demande d'avis préliminaire.
Considérant que :	L'occupation projetée du rez-de-chaussée répond adéquatement aux critères du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'ajout de logements supplémentaires dans ce projet contribuera à l'atteinte de certaines orientations du PPU des faubourgs.

Considérant que :	L'offre commerciale se concentre principalement sur les rues Sainte-Catherine Est et Ontario Est, et que l'ajout de logements supplémentaires pourrait s'avérer bénéfique pour l'achalandage de ces rues existantes et à consolider.
Considérant qu' :	Un usage résidentiel au rez-de-chaussée est compatible au milieu d'insertion, qui est de part et d'autre résidentiel.
Considérant que :	L'offre commerciale se concentre plutôt sur les rues Ontario Est et Sainte-Catherine Est, et qu'il serait bénéfique pour ces deux rues d'augmenter le bassin de consommateurs pour consolider leurs activités.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003220352
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1225, rue Du Sussex
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande concerne un local qui se situe au rez-de-chaussée d'un immeuble construit en 1964. Cette tour comporte 17 étages et 111 logements. Deux immeubles, de style « maisons en rangées » le bordent de part et d'autre au nord et au sud. Ces bâtiments comportent un rez-de-chaussée et 3 étages créant ainsi un contraste au niveau des hauteurs et du style architectural sur le côté est de la rue Du Sussex. De plus, la tour d'habitation est reculée de plusieurs mètres par rapport aux bâtiments qui la côtoient. L'immeuble fait face au nouveau complexe immobilier du Children. La Place Henri-Dunant se situe entre le bâtiment à l'étude et les tours du Children. Le square Cabot et le parc Hector-Toe-Blake sont également situés dans un rayon d'environ 100 m du 1225, rue Du Sussex. Le local, la suite 102, pour lequel la présente demande d'usage conditionnel est demandée, abritait un dépanneur jusqu'à tout récemment (depuis 2004). La demande vise à aménager un restaurant dans la suite 102 du 1225, rue Du Sussex. Le restaurant, une boulangerie, occupera une superficie de 99 m² au rez-de-chaussée de l'immeuble. La requérante projette également d'aménager un café-terrasse de 43 m² dans la cour avant du local, soit dans l'espace faisant face à la future boulangerie pour l'été 2023.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet de restaurant est compatible avec le milieu de par sa proximité de la clientèle visée en plus de s'inscrire comme un restaurant de proximité dans un secteur résidentiel dense.
Considérant que :	Le local visé est inoccupé depuis le départ du dépanneur.

Considérant que :	Le restaurant participera à l'animation et à l'ambiance urbaine du secteur.
Considérant que :	Les secteurs limitrophes possèdent un caractère commercial.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante : ● **Implanter l'usage conditionnel « restaurant » de la présente autorisation de manière substantiellement conforme au plan estampillé par l'arrondissement le 4 octobre 2022.**	
Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003224621
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1001, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » au sous-sol de l'église St. George's Anglican Church qui sera aménagé, afin de recevoir des personnes en situation d'itinérance. Des services comportant un vestiaire, avec douches, seront offerts aux bénéficiaires et des repas, préparés à l'extérieur, seront également offerts. Le centre sera ouvert uniquement le jour. L'entrée à ce centre se fera par la porte d'accès de la rue Stanley. Aucune transformation extérieure n'est requise. Le local à l'étude se situe au sous-sol de l'église St. George's Anglican Church. Ce bâtiment a été construit en 1868. Cette église, conçue par l'architecte William Tuttin Thomas possède une grande richesse architecturale inspirée du style néo-gothique. L'église est située au cœur du centre-ville de Montréal dans le Site patrimonial du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. Entre 1947-1948, à la suite de la vente du terrain au nord du bâtiment, une construction annexe a été érigée du côté ouest de l'église. Cette annexe est en continuité avec l'église par son parement et ses détails de pierre ainsi que par la configuration de ses ouvertures. L'annexe est le siège des activités communautaires de la communauté religieuse.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « activité communautaire ou socioculturelle » est compatible avec le milieu environnant lequel est composé d'une mixité d'usages propre à un centre-ville habité.
Considérant que :	L'église agit comme un pôle institutionnel dont l'une des principales missions est de venir en aide aux démunis.

Considérant que :	La demande en service d'aide aux personnes en situation d'itinérance est importante sur l'ensemble du territoire montréalais.
Considérant que :	La mission communautaire de l'église St. George's Anglican Church depuis plus de 150 ans.
Considérant que :	L'ajout de l'usage conditionnel ne nécessite aucune modification extérieure.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Implanter l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » de la présente autorisation de manière substantiellement conforme au plan estampillé par l'arrondissement le 3 novembre 2022.**

Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et donc ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003179659
4.6.1

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1420, rue Peel
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise la rénovation complète de la façade du rez-de-chaussée, il est à noter que cette façade est dans un état de détérioration avancée. Le bâtiment visé par les travaux a été construit vers 1870 et transformé ultérieurement vers 1910 selon les plans de l'architecte George Taylor Hyde dans un style beaux-arts. L'édifice est situé sur le côté ouest de la rue Peel entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest. Le contexte entourant l'édifice est entièrement commercial et regroupe plusieurs bâtiments d'échelles, de styles et d'époques de construction différentes. C'est un bâtiment de 3 étages revêtu d'un décor de maçonnerie de terra cota se terminant par une corniche ouvragée et un toit plat. Le rez-de-chaussée a été transformé à de nombreuses reprises et sa forme actuelle date d'environ 1990. L'arche présente au rez-de-chaussée n'est pas l'originale; elle a été réinterprétée et simplifiée lors de la dernière rénovation. Une photographie ancienne datant d'environ 1920 permet de bien comprendre la morphologie d'origine du bâtiment en question. La proposition est de conserver l'arche existante et de remplacer le revêtement par de la pierre calcaire Indiana avec deux textures, soit mate ou boucharchée. Une base de granite termine le tout à la jonction avec le sol. Le traitement de l'appareillage des pierres est fait de façon plus contemporaine avec des joints alignés. La fenestration et les ouvertures sont remplacées de façon similaire au rez-de-chaussée. Les fenêtres des étages supérieurs sont remplacées par des modèles similaires aux originaux de 1910. Tous les menuiseries ou cadrages sont en métal de couleur bronze architectural. Un solin métallique est ajouté sous la corniche de l'entablement à la jonction avec la nouvelle pierre.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	La proposition est composée avec soin et qu'elle permet de réinterpréter de façon contemporaine l'apparence originale du rez-de-chaussée.
Considérant que :	L'intervention comprend des matériaux de qualité et s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un tableau de portes et fenêtres avec les détails des petits-bois, ceux-ci devront être appliqués des côtés extérieur, intérieur et inclure un intercalaire.**
- **Retirer le solin intermédiaire sous la corniche de l'entablement pour le remplacer par un parement de maçonnerie.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003189879
4.6.2

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	400, rue Saint-Jacques
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	La demande vise le remplacement du revêtement du rez-de-chaussée en conservant les portes et baies commerciales existantes. Le bâtiment visé par les travaux aurait été construit vers 1880, le nom de l'architecte du bâtiment n'est pas connu et les plans originaux n'ont pu être retrouvés. La façade de l'édifice a été recomposée dans un style moderniste en 1940 et deux étages supplémentaires ont été ajoutés en 1950 dans un style coordonné. Le bâtiment s'implante dans un contexte historique à forte valeur architecturale. Il est situé du côté sud de la rue Saint-Jacques entre les rues McGill et Saint-Pierre. C'est un bâtiment de 5 étages revêtu de brique rouge avec détails décoratifs de béton et se terminant par un toit plat. Une photographie ancienne datant de 1920 permet de bien comprendre la morphologie d'origine de la rue et du bâtiment en question. Une photographie de 1966 permet de voir la forme modifiée en 1950, on peut y observer le rez-de-chaussée avant transformation subséquente dans les années 1980. Le projet reprend, dans la mesure du possible, la composition originale avec un revêtement de pierre calcaire Saint-Marc. L'appareillage de la pierre est d'expression contemporaine avec deux textures différentes, lisses et bouchardées. Cette disposition de textures permet de rappeler la composition du rez-de-chaussée moderne de 1950. Les éléments métalliques sont de couleur anodisé champagne.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal et certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. La proposition a reçu un avis préliminaire favorable de la part de la Division du patrimoine.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation du secteur et du site patrimonial déclaré de Montréal.

Considérant que :	L'intervention s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante.
Considérant que :	La proposition conserve les dispositions générales et l'esprit du bâtiment existant tout en reprenant les proportions originales du rez-de-chaussée du bâtiment des années 50.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Soumettre une coupe de l'assemblage indiquant la structure existante, les supports du revêtement et le nouveau revêtement.**
- **Fournir une élévation du revêtement de l'alcôve d'entrée.**
- **Fournir les fiches techniques et des images des produits proposés.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003196888
4.6.3

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2057, rue Montgomery
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment résidentiel de deux étages et deux logements construits en 1910. La galerie a été refaite en 1989 et la brique existante n'est pas d'origine. Le bâtiment a perdu la plupart de ses caractéristiques d'origine. Toutefois, son volume et la proportion des ouvertures n'ont pas été modifiés. Le bâtiment est vacant depuis mai 2022 et en très mauvais état dû à des infiltrations d'eau récurrentes. La superficie du terrain est de 187 m^2, le bâtiment actuel occupe environ 30% du terrain. Le bâtiment est bordé par un duplex sur deux étages sur sa gauche et un triplex de 3 étages légèrement en avancée sur sa droite. Le secteur est varié et compte des bâtiments résidentiels de deux et trois étages en briques. Le demandeur propose d'ajouter un 3^e étage et d'agrandir vers l'arrière en aire de bâtiment d'environ 60 m^2 sur trois étages avec sous-sol et construction hors-toit afin d'aménager 4 logements et une unité de stationnement à l'arrière. L'agrandissement en hauteur est surmonté d'une mezzanine avec terrasse couverte d'une structure et pergola légèrement plus haute que le triplex adjacent qui est lui-même en avance par rapport au plan de façade. Les deux façades ne sont donc pas sur le même plan. Le dépassement est d'environ 18" du point le plus haut du voisin. La hauteur de la pergola est à 7'-2" de dégagement libre. L'escalier en façade et les garde-corps de la façade existante sont remplacés en interprétant les caractéristiques d'origine de la typologie. Les ouvertures sont remplacées conformément aux critères de retour aux composantes d'origine. Le bâtiment occupera 67.9% du terrain. Un aménagement paysager sobre est proposé et comprend un couvre-sol au lieu du gazon, l'espace de stationnement arrière est recouvert de pavés de béton sur fondation granulaire perméable.

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le secteur comprend une mixité de hauteur et de typologie de bâtiment de 2 et 3 étages.
Considérant que :	Le bâtiment étant légèrement en recul par rapport au triplex voisin, un léger rehaussement est acceptable.
Considérant que :	La proposition de la structure en avancée de l'agrandissement a un effet monumental et imposant qui ne permet pas une intégration adéquate de l'agrandissement par rapport au bâtiment existant et son environnement bâti.
Considérant que :	Le bâtiment a perdu la majorité de ses caractéristiques de détails d'origine et que l'allure actuelle est plus dénudée, la simplification des détails des saillies est acceptable dans le contexte.
Considérant que :	L'asphalte qui recouvre l'entièreté de la cour arrière est retiré et remplacé majoritairement par des matériaux perméables ou des végétaux en pleine terre.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retirer la structure devant l'agrandissement proposé afin d'obtenir un retrait pour le 3e étage. Intégrer la structure de la pergola de la mezzanine dans le prolongement du mur de l'agrandissement.**
- **Retravailler la façade proposée de l'agrandissement en harmonie avec la façade existante.**
- **Présenter la version révisée de la proposition lors d'une séance ultérieure du comité.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003129568
4.6.4

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	3111, Le Boulevard
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	La demande concerne un bâtiment qui est un garage double situé en cours avant et construit en 1965 sous forme d'abri ouvert, il aurait été fermé par la suite, à une date inconnue. La maison principale située à l'arrière fut construite en 1922, d'une architecture sobre et symétrique avec toiture d'ardoise. Le garage est actuellement recouvert d'un revêtement de clin de simili bois, il comporte une large porte double. La demande vise : ▪ l'agrandissement du garage existant de 16.5 m^2; ▪ le remplacement des revêtements extérieurs par une maçonnerie de brique d'argile avec appareillage et motif reprenant ceux de la résidence principale; ▪ remplacement des solins par un solin d'acier et un solin de bordure en cuivre; ▪ le remplacement de la double porte par 2 portes simples en bois reprenant le motif des portes de la résidence.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, et les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les interventions proposées sont compatibles avec les caractéristiques de la maison et du secteur.
Considérant que :	Les matériaux proposés sont de grande qualité et s'harmonisent au cadre bâti environnant.
Considérant qu' :	Un certificat d'aménagement paysager a été déposé et que les travaux concernant l'allée d'accès devront être inclus dans ce certificat.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir la soumission du modèle de portes de garage.**
- **Fournir la spécification de la brique de parement proposée.**
- **Retirer les travaux concernant le pavage d'accès des plans.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3002719514
4.6.5

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1010, rue de la Commune Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser des modifications apportées en cours de chantier au projet « Sax sur le fleuve ». Trois arches en béton prévues à la limite sud de la terrasse arrière n'ont pas été construites. Quatre bandes d'accent surimposées aux balcons de la façade sud qui devaient être continues, ont été construites de façon discontinue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les modifications présentent une certaine perte de détail de la proposition, mais qu'elles touchent la façade du bâtiment qui n'est visible qu'à distance, au travers du fleuve.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, le comité se désole de constater que les rendus du projet qui avaient été présentés aux membres lors d'une séance passée, ne correspondent pas à ce qui a été construit par la suite.

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003172054
4.6.6

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	2300, rue Tupper
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise des transformations mineures à la façade de la tour 1 du complexe du Children. Suite à une réorganisation des aménagements intérieurs, et l'ajout d'une nouvelle section de résidence pour personnes âgées avec services, une nouvelle porte d'accès est ajoutée à la façade sud. La nouvelle porte est double et entièrement vitrée. Quatre sections de panneaux tympans sont également ajoutées à la façade nord de la tour, entre les étages 2 et 3.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les modifications présentent peu d'impact sur l'architecture du bâtiment, les portes vitrées s'intégrant au reste de la façade à cet endroit.
Considérant que :	L'ajout d'une porte d'accès permettra une meilleure animation de la voie publique adjacente.
Considérant que :	L'ajout de panneaux tympans présente également un impact neutre sur l'apparence du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003072014
4.6.7

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1245, rue Redpath-Crescent
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le réaménagement de la cour latérale Est du bâtiment résidentiel unifamilial. Selon le demandeur, la pente existante de l'entrée de stationnement se révèle dangereuse pour les piétons l'empruntant, particulièrement en hiver lorsqu'elle se couvre de glace. Celle-ci est donc adoucie dans le cadre des travaux proposés, et une section d'asphalte est végétalisée. L'accès à l'entrée de cette façade est modifié par la construction d'un nouvel escalier de pierres calcaires grises. Suite à la transformation d'un stationnement en salle de séjour, une porte de garage est remplacée par un ensemble de fenêtres, dans la même ouverture. Le garde-corps longeant le nouvel escalier est en fer ornemental soudé ajouré.
Élément particulier :	Les travaux sont proposés sur un bâtiment situé dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal, et devront obtenir l'autorisation de la division du patrimoine.
Remarque importante :	Un projet similaire à celui à l'étude a été présenté au CCU le 9 août 2018, et a reçu un avis favorable, assorti d'une condition relative à la nature du garde-corps prévu au nouvel escalier, qui devait être ajouré.
Considérant que :	L'aménagement proposé vise à augmenter la sécurité des utilisateurs.
Considérant que :	Les superficies minérales sont réduites et les surfaces végétales sont augmentées relativement à la situation existante.
Considérant que :	Les modifications au bâtiment restent compatibles à son style architectural.
Considérant que :	Le garde-corps est ajouré tel que recommandé par le CCU lors de la présentation de 2018.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un plan d'aménagement paysager détaillant les plantations dans les zones visées par les travaux.**
- **Prévoir des marches de pierre naturelle appareillant celle du bâtiment, pour le nouvel escalier.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003193580
4.6.9

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1345, rue Redpath-Crescent
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'agrandissement de la résidence, afin d'y aménager de nouveaux espaces de vie pour les résidents. La superficie actuelle de 827 mètres carrés serait agrandie de 619 mètres carrés pour un nouveau total de 1446 mètres carrés. La résidence unifamiliale de 6 étages fut construite en 1929 selon les plans de l'architecte Ernest Isbell Barott de la firme Barott & Blackader, pour le compte de la Quebec Trust and Savings company. Le bâtiment est construit dans un style historique inspiré des manoirs anglo-saxons de l'époque Tudor, en vogue au début du XXe siècle. Il est revêtu de pierres naturelles de textures différentes présentant de riches tonalités. La résidence est située sur un lot d'une superficie d'exception d'environ 2600 mètres carrés à la courbe ouest de la rue Redpath-Crescent. Si la portion avant du lot a fait l'objet d'aménagements dont la construction d'un garage souterrain en 1985, la promotion ouest du site n'a jamais été aménagée et présente un caractère naturel, jouxtant d'ailleurs directement le parc du Mont-Royal sur deux côtés. Cette portion du site est visible depuis le chemin Olmsted, qui passe à l'arrière. L'agrandissement proposé se déploie principalement vers l'ouest, nécessitant l'excavation d'une partie du flanc de la montagne pour un déblai total estimé d'environ 1300 mètres cubes. Il est composé de volumes superposés et s'alignent sur des niveaux du bâtiment d'origine, leur forme courbe faisant écho de celle de la rue Redpath-Crescent à cet endroit. Des ouvertures existantes de la façade ouest de la maison sont agrandies pour laisser place à des passages vers l'agrandissement. Abritant des usages divers (gym, piscine, sauna et salles mécaniques attenantes, bureau, lounge, salle de projection et cuisine), l'agrandissement présente sa propre entrée secondaire et supporte des terrasses extérieures ceintes de garde-corps de verre clair. Les volumes sont revêtus de panneaux de pierre calcaire Adair-Clip de Arriscraft en fini

	bleu-gris, de texture meulée, et supportent aussi deux toitures végétalisées. Une portion de 1.5 mètre de large à la jonction entre le nouveau et l'existant présente un revêtement vitré en recul de 1.5 mètre. Un nouveau volume de 33 mètres carrés est également proposé de l'autre côté du bâtiment, au-dessus du garage d'origine. Cet agrandissement supporte également une toiture végétalisée. Les façades orientées sud des volumes agrandis sont principalement vitrées, avec des cadrages minimaux en aluminium de couleur grise. L'aménagement paysager au pourtour de l'agrandissement n'est pas détaillé à ce stade-ci du projet. La demande prévoit l'abattage de 32 arbres dans le cadre de la construction de la proposition. Selon le rapport du consultant en foresterie urbaine Marc Grégoire, ces arbres abattus sont soit malades, ou d'un calibre de moins de 25 cm. Deux arbres seraient plantés dans le cadre du projet.
Élément particulier :	Les travaux sont proposés sur un bâtiment situé dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal, et devront obtenir l'autorisation du ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le vocabulaire architectural de l'agrandissement, quoiqu'il soit adéquatement contemporain, fait peu écho des caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine, et n'est pas exprimé en continuité de celui-ci. Il présente un caractère contrastant de sa matérialité, des proportions de ses ouvertures, de sa composition et de sa volumétrie, et lui paraît peu compatible.
Considérant que :	Les agrandissements de part et d'autre du corps de bâtiment principal atténuent sa prédominance sur le site et son caractère architectural, en brouillant la lecture de sa volumétrie d'origine, assez groupée et verticale. Le résultat final présente un caractère ambivalent affectant l'unité architecturale de l'ensemble.
Considérant que :	Les excavations importantes dans la portion ouest du lot altèrent de façon irréversible la topographie du site, qui représente le flanc naturel de la montagne à cet endroit. Même si elles sont un élément positif du projet, les toitures végétalisées ne compensent pas la perte du couvert végétal induite par l'agrandissement.
Considérant que :	L'agrandissement ne s'inscrit pas en continuité du caractère d'ensemble du secteur, du point de vue de la volumétrie, des revêtements, et des ouvertures, et paraît plutôt contrastant.
Considérant que :	Le bâtiment d'origine présente une riche matérialité incarnée par son appareillage, ses textures et ses pierres de différentes tonalités, qui trouve peu d'écho dans celle de l'agrandissement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Les membres du comité ne s'opposent pas à un agrandissement comme tel mais pour être acceptable, l'implantation de la proposition doit être réduite de façon sensible et importante, afin de préserver le plus possible le couvert végétal et la topographie naturelle du flanc de la montagne et de préserver la prédominance du bâtiment existant.

Les demandeurs pourraient considérer les orientations suivantes afin de permettre au projet d'évoluer et de davantage correspondre aux objectifs et critères de la réglementation d'urbanisme :

- **Retravailler la proposition de manière à préserver la prédominance du bâtiment d'origine sur le site, et de réduire l'impact sur la topographie et le couvert végétal de la portion Ouest du terrain. Cet objectif ne saurait être atteint sans prévoir une réduction importante du gabarit de l'agrandissement et éviter les interventions de part et d'autre brouillant la lecture de la volumétrie d'origine.**
- **Dans le cas où le projet aurait un impact minime mais inévitable sur la végétation, les pertes devront être compensées dont la plantation d'arbres ailleurs sur le site.**
- **Tout en conservant une expression contemporaine, le projet devrait évoluer vers une meilleure compatibilité avec le bâtiment agrandi, tant au point de vue de sa volumétrie, de sa matérialité que des proportions de ses ouvertures, par exemple. Privilégier une approche sobre s'inspirant de son caractère unique et distinctif.**
- **La riche matérialité du bâtiment d'origine devrait être davantage tenue compte pour le revêtement prévu de l'agrandissement.**
- **La jonction entre le nouveau et l'existant pourrait être beaucoup plus légère, en marquant une faille permettant une lisibilité claire entre les époques de développement.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003170317
4.6.10

Objet :	**RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	805, rue Ontario Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la construction d'un bâtiment abritant les services de l'organisme Spectre de Rue. Le programme prévoit l'aménagement de chambres pour les résidents, de même que des bureaux d'intervenants, et un espace commercial au rez-de-chaussée. Le nouveau bâtiment de trois étages présente une expression architecturale originale, avec une emphase sur l'expression de l'intersection des rues Ontario et Saint-Hubert. Les façades de ces deux artères, l'une ascendante et l'autre descendante, se rejoignent au coin dans une géométrie triangulaire, au-dessus de la porte d'entrée commerciale. Les fenêtres des deux étages supérieurs sont alignées horizontalement, et sont insérées dans des alcôves légèrement triangulées, dont celles de la rue Saint-Hubert comportent des pliages métalliques. Le rez-de-chaussée des deux façades est largement vitré,et présente une entrée commerciale au coin, et une entrée pour les résidences dans une alcôve localisée la façade de la rue Ontario. Les façades sont revêtues d'un mélange de brique d'argile de couleur ocre, de type Ironspot.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet précédent de construction sur le site a été présenté au CCU à deux reprises, aux séances du 6 juillet 2017 et du 5 octobre 2017. Le projet avait reçu des avis favorables de la part des membres du comité, mais le demandeur s'était finalement désisté avant l'émission du permis.
Considérant que :	La proposition incarne la vision du zonage et le potentiel de développement sur ce lot désormais vacant.
Considérant que :	L'inclusion d'alcôves de proportions verticales permet d'induire un lien avec la composition des maisons victoriennes de la rue St-Hubert, qui présentent des rythmes de composition également verticaux.

Considérant que :	La façade de la rue Ontario pourrait présenter un traitement d'alcôve plus riche qui induirait une meilleure unité architecturale au bâtiment.
Considérant que :	La brique d'argile, un matériau préconisé pour l'unité de paysage "Maison en rangée", est un choix de revêtement adéquat.
Considérant que :	Les ouvertures de l'intersection pourraient davantage participer à l'expression du coin.
Considérant que :	La façade de la rue St-Hubert pourrait mieux s'intégrer au continuum des volumes des bâtiments, et davantage exprimer la topographie descendant de cette rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Enrichir le traitement des alcôves prévues à l'étage de la rue Ontario.**
- **Revoir les ouvertures situées à l'intersection afin qu'elles participent davantage à l'expression du coin, en considérant des alcôves ou des projections.**
- **Retravailler la configuration du parapet prévu sur St-Hubert de manière à exprimer la topographie du terrain et s'inscrire en continuité des volumes descendants sur cette rue.**
- **Fournir le détail des écrans architecturaux au toit, en visant une intégration architecturale adéquate au bâtiment.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Par ailleurs, les membres du comité demandent à obtenir des précisions quant à l'usage prévu au rez-de-chaussée ainsi que l'utilisation des différents accès.

Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et donc ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Antonin Labossière, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.5.3 et 4.6.10, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

☒ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;

☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;

☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;

☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;

☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 10 NOV. 22

Signature du membre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678047

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022

De prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 14:10

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1222678047

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-14

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-11-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678047

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022




2022-11-23 PV APC signé.pdf2022-11-23_APC_ Groupe Mach Lettre_biffé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

23 novembre 2022
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est (rez-de-chaussée)

Sont présents

Monsieur Robert Beaudry, président de l'Assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division - Aménagement urbain et mobilité

Monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement

M. Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement

Madame Aline Fokam, analyste de dossiers et secrétaire de l'Assemblée

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Robert Beaudry, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru le 12 novembre 2022 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 29.

8 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DU PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) Cession de terrains pour fins de parcs – PPCMOI 461 (dossier 1227303008)

Le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 8 novembre 2022, le premier projet de résolution autorisant par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793, en vertu du Règlement sur le projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - pp 461 (dossier 1227303008).

Le président de l'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux chiffres sur les surfaces résidentielles, sociales et communautaires;*
- *à la mixité, l'inclusivité, l'accessibilité et la mobilité durable prises en compte dans ce projet;*

(un document a été déposé)

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, le président de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 07.

29-11-2022		29-11-2022	
Mme Aline Fokam	date	M. Robert Beaudry	date
Analyste de dossiers		Président d'assemblée	

Montréal, le 23 novembre 2022

Ville de Montréal
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Division de l'urbanisme
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4M8

Référence : Dossier 1227303008 / PPCMOI (Règ. No CA-24-011)
Objet : **Projet de redéveloppement – Quartier des lumières, Lot no. 6 380 793**
Assemblée de consultation publique – Dépôt d'un mémoire

Madame, Monsieur,

MACH a développé une vision innovante pour un quartier complet qui contribuera à la dynamisation du centre-ville de Montréal. Plus qu'un simple projet immobilier, le Quartier des lumières créera un milieu de vie favorisant le bien-être de ceux qui y vivent, y travaillent et le visitent et ce, à la porte d'entrée Est du centre-ville de Montréal.

La transformation de ce vaste site comprendra un très grand parc et plusieurs espaces verts, sera axé sur la mobilité durable et connecté au quartier existant. L'humain sera au coeur de ce concept, créant ainsi un quartier équilibré, certifié LEED ND, grâce à sa mixité sociale et d'usages.

C'est d'ailleurs pourquoi, dans l'élaboration du projet, qu'une demande (PPCMOI) a été soumise à la Ville de Montréal afin de considérer et d'autoriser une réalisation sur une période de 10 ans et ce, en plusieurs phases. Par ailleurs, MACH assurera la livraison du parc selon le calendrier convenu. Aussi, pour assurer une qualité optimale du projet à échelle humaine, l'implantation d'une école urbaine est essentielle. Le projet prévoit un espace à cette fin.

Plus précisément, sur le plan résidentiel, ce projet permettra d'accueillir sur son site plus de 3000 unités de logements, dont près de 480 logements sociaux et 10% abordables. L'accessibilité des logements locatifs est un élément très important pour MACH afin de permettre aux citoyens du quartier ainsi qu'à ses nouveaux résidents de s'y installer. En lien avec les logements communautaires, MACH fournira trois (3) terrains, prêts à construire. Tel que convenu dans l'entente, la construction sera possible entre 2023 et 2025 et il est essentiel que cela se fasse rapidement. Notés que ces terrains sont stratégiquement localisés sur le site. Cela nous permettra d'offrir à la population des logements de qualité, variés, à des prix accessibles et tout en

Siège Social
630, rue Saint-Paul Ouest, bureau 600
Montréal (Québec) H3C 1L9
T. 514 374-6224

considérant l'inclusion familiale. La présente demande de PPCMOI autorisant des étages en surhauteur d'une superficie supérieure à 750 mètres carrés permettra donc à MACH d'offrir ces logements.

Maintenant, en regard au centre d'affaires et de services, aux commerces de proximité et aux commerces de grandes surfaces, le projet du Quartier des lumières va amener pas moins de 5000 travailleurs sur le site. Les commerces projetés s'inscriront dans la complémentarité de l'offre existante et non dans la concurrence et dont plusieurs auront pignon sur rue.

Les superficies plus grandes des bâtiments permettront d'y aménager des espaces locatifs de bureaux attirant et s'adressant à tout type de clientèle. Caractérisés par de grandes surfaces, ces espaces de bureau seront offerts à des prix compétitifs. Également, les commerces de grandes surfaces aménagés en sous-sol, seront l'hôte de commerces spécialisés et répondant aux besoins de la clientèle du quartier. À cet effet, MACH a reçu plusieurs demandes de clients intéressés par cette nouvelle opportunité d'affaires; et sur le plan économique, le projet récupérera les fuites commerciales du quartier. Il est à noter aussi qu'un stationnement sous-terrain y est aussi prévu offrant environ 1000 cases de stationnement, limitant ainsi les mouvements véhiculaires sur le site et laissant la place aux déplacements durables.

Dans le cadre de son élaboration, MACH s'est entretenu avec de nombreux partenaires du milieu dont la Corporation de développement commerciale (CDC) et le Comité des grands projets. Le projet du Quartier des lumières leur a été bien expliqué tant sur le plan socio-économique et environnemental. D'ailleurs, sa conception s'inscrit dans la transition écologique et tous les paramètres sont rencontrés garantissant l'unicité de notre projet.

En somme, considérant que MACH demeurera propriétaire du projet Quartier des lumières, il est primordial pour nous de collaborer avec le milieu pour concevoir un projet inclusif, accessible, responsable et durable. Cette vision, permettant de créer un projet de qualité et s'inscrivant sur le long terme, pourra prendre vie si et seulement si les conditions sont réunies. L'acceptation des modifications réglementaires soumises à cette assemblée publique est donc un élément clé nous permettant de réaliser ce vaste projet.

Si vous souhaitez discuter du sujet, n'hésitez surtout pas à nous contacter.

Vous pouvez communiquer avec [redacted] directrice de projets au développement, en copie à ce message, au [redacted]

Au plaisir,

[redacted]

Siège Social
630, rue Saint-Paul Ouest, bureau 600
Montréal (Québec) H3C 1L9
T. 514 374-6224

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.10

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2022

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-05 10:52

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1222678051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2022

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-12-05

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 28 novembre 2022



2022-11-28 démolition PV_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

28 novembre 2022
18 h 30

Salle Espaces citoyens (nes)
800, boulevard De Maisonneuve Est

Sont présents

M. Robert Beaudry, président du comité et conseiller de la ville

Mme Sophie Mauzerolle, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Réjean Martineau, membre
M. Joël Bellerose, membre
M. Antonin Labossière, membre

M. Louis Routhier, chef de division Urbanisme
M. Thomas Fontaine, architecte
M. Sébastien Aumais, architecte
M. Jordan Lapointe, urbaniste

M. Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement
Mme Sandy Pinna, secrétaire-recherchiste

Séance tenue en présentiel

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 18 h 31. Il présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président fait lecture de l'ordre du jour; après que monsieur Joël Bellerose eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

Une présentation sommaire des demandes sera faite, sur demande des citoyens, et par la suite, un résumé des commentaires reçus pendant la période du 12 novembre 2022 au 22 novembre 2022 inclusivement sera présenté. Au besoin, des précisions pourront être apportées quant aux projets, puis le comité rendra sa décision motivée pour chacune des demandes.

Il ajoute que s'il y a lieu, les commentaires et/ou questions écrites reçues après la date du 22 novembre 2022 ont été transmis aux responsables de chacun des dossiers.

3. DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE TENUE LE 19 AVRIL 2022

4. ÉTUDE DES DEMANDES

4.1) 2801, rue de Rouen

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 12 novembre 2022, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de réception des oppositions, soit entre le 12 novembre et 2022 et le 22 novembre 2022 inclusivement.

Le président invite alors monsieur Sébastien Aumais, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 2801, rue de Rouen, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages comprenant 12 chambres au total et des services communs.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Aucune demande de présentation.

Le président invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

Le président fait lecture du projet de décision, après que monsieur Joël Bellerose eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment dont la démolition est proposée ne présente pas d'intérêt architectural, et a même un impact visuel négatif sur le paysage du secteur;

Considérant que la proposition de projet de remplacement incarne la vision de développement du zonage pour ce secteur, et que l'usage résidentiel y sera compatible;

Considérant que le gabarit et la matérialité proposés permettent une intégration adéquate au secteur;

Considérant que la proposition architecturale est sensible au programme particulier du bâtiment, et présente une qualité d'expression qui va assurément améliorer l'apparence du paysage adjacent;

Considérant que la proposition fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 2801, rue de Rouen, et ce, à la condition suivante :

- *Réaliser un projet de remplacement substantiellement conforme aux documents reçus le 27 octobre 2022 et conçus par L'OEUF, architecte.*

Abstention de monsieur Antonin Labossière en raison d'un conflit d'intérêt apparent.

Adoptée

Le président rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4.2) 1840, rue Frontenac

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir du 12 novembre 2022*, les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune opposition et/ou commentaire quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de réception des oppositions, soit entre le 12 novembre 2022 et le 22 novembre 2022 inclusivement.

Le président invite monsieur Sébastien Aumais, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 1840, rue Frontenac, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages avec mezzanine comprenant 14 unités de logements au total et 14 stationnements intérieurs pour vélos.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Aucune demande de présentation.

Le président invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

Le président fait lecture du projet de décision après que monsieur Joël Bellerose eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment d'origine a perdu toutes ses composantes de façades et ne présente actuellement aucune caractéristique architecturale intéressante;

Considérant que le bâtiment est dans un état de vétusté avancé et présente des enjeux de sécurité;

Considérant que la structure est fortement dégradée et que son état continu à se détériorer en raison de l'effondrement partiel arrière;

Considérant que le projet de remplacement proposé présente une architecture contemporaine intéressante pouvant avoir une contribution positive pour le secteur ;

Considérant que le projet de remplacement exploite le plein potentiel de développement du site et permettra de créer plusieurs nouveaux logements;

Considérant que la proposition fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1840, rue Frontenac, *et ce, aux conditions suivantes :*

- *Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents déposés le 22 novembre 2022 et conçus par Zoubeir Azouz, architecte;*

- *Déposer la demande de permis de construction du projet de remplacement avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;*

- *Préciser les aménagements au sol de la cour arrière, favoriser les surfaces perméables et la végétalisation.*

Adoptée à l'unanimité.

Le président rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4.3) <u>1381-1385, rue Saint-Jacques</u>

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir du 12 novembre 2022*, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucun commentaire et/ou oppositions quant à cette demande n'a été reçue pendant la période de réception des oppositions, soit entre le 12 novembre 2022 et le 22 novembre 2022 inclusivement.

Le président invite alors monsieur Sébastien Aumais, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro <u>1381-1385, rue Saint-Jacques</u>, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages avec mezzanine comprenant 9 unités de logements au total et 9 stationnements extérieurs pour vélos.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Aucune demande de présentation.

Le président invite les membres du comité à poser des questions ou à commenter la demande.

Personne ne souhaite intervenir.

Le président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Joël Bellerose eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment dont la démolition est proposée présente une faible valeur architecturale et historique ;

Considérant que le bâtiment est dans un état de vétusté avancé et présente des enjeux de sécurité;

Considérant que la structure est fortement dégradée et que son état continu à se détériorer en raison des perforations au niveau de la toiture:

Considérant que le projet de remplacement proposé présente une architecture contemporaine intéressante et de qualité pouvant être une contribution pouvant être positive pour le secteur;

Considérant que la proposition fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure;

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro <u>1381-1385, rue Saint-Jacques</u>,
et ce, aux conditions suivantes :

- *Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents déposés le 20 juillet 2022 et conçus par François-Martin Mortier d'Aumont, architecte;*
- *Déposer la demande de permis de construction du projet de remplacement avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;*
- *Préciser les aménagements paysagers et les végétaux utilisés, favoriser la diversité des espèces et maximiser les surfaces végétales.*

Le président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

Adoptée à l'unanimité.

4.4) <u>2162, boulevard De Maisonneuve Est</u>

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir du 12 novembre 2022*, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents, et que 23 lettres d'oppositions ont été reçue par le secrétaire d'arrondissement pendant la période de réception des oppositions, soit entre le 12 novembre 2022 et le 22 novembre 2022 inclusivement.

Le président invite alors monsieur Jordan Lapointe, urbaniste de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à rappeler sommairement la demande à l'étude, et dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro <u>2162, boulevard De Maisonneuve Est,</u> et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 7 étages comprenant 44 unités de logements et 12 cases de stationnements pour voiture au sous-sol.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Une demande de présentation est formulée.

À la suite de l'affichage sur le bâtiment et de l'avis publié dans le journal Le Devoir en date du 12 novembre 2022, l'Arrondissement a reçu 23 avis d'opposition à la demande de certificat d'autorisation de démolition. Les avis d'opposition portaient davantage sur :

- *le fait que les infrastructures existantes ne sont pas en mesure de supporter la pression de nouveaux bâtiments, en regard des inondations répétitives actuelles et de la vétusté du système d'égout de la Ville;*
- *le fait que les compagnies d'assurances ne veulent plus assurer les bâtiments de ce secteur, vu le risque élevé d'inondations;*
- *l'absence de verdissement et de gestion de l'eau dans le projet de remplacement;*
- *le faible taux de commerces à proximité;*
- *la possibilité pour la Ville de demander des adaptations du projet au promoteur.*

Le président invite les membres du comité et les personnes présentes dans la salle à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *aux améliorations substantielles qu'apportera le projet de remplacement au site, vu son état actuel;*
- *à un projet de remémoration par la création d'une murale sur l'un des murs;*
- *à la possibilité d'intégrer la poutre de levage ainsi que la poulie dans le projet de remplacement;*
- *à l'effet que le comité de démolition ne peut pas imposer au promoteur des contraintes qui revient au Service de l'eau de la Ville de Montréal.*

Le président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Joël Bellerose eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le rapport préparé par l'ingénieur en structure indique que les appuis du système principal sont manquants et que la structure du bâtiment est instable rendant le bâtiment dangereux pour la sécurité du public;

Considérant que le bâtiment est représentatif de l'activité industrielle qui a supporté le développement du secteur Sainte-Marie, et qu'il est un des rares témoins à ne pas avoir été démoli;

Considérant que l'intégration du bâtiment dans un projet d'agrandissement ou de redéveloppement du site est techniquement et économiquement injustifiable selon le rapport de l'ingénieur en structure;

Considérant que le projet de remplacement exploite le plein potentiel de développement du site et permettra de créer plusieurs nouveaux logements;

Considérant que le gabarit et la modulation des volumes pourraient mieux s'adapter à la présence d'un îlot complet de bâtiment vernaculaire;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure;

Considérant que le CCU a donné un avis favorable à la demande d'usage conditionnel pour autoriser un usage résidentiel au rez-de-chaussée du bâtiment.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 2162, boulevard De Maisonneuve Est, *et ce, aux conditions suivantes :*

- *le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents estampillés par l'arrondissement le 3 novembre 2022;*
- *mettre en place un comité de bon voisinage;*
- *intégrer un système innovant de rétention des eaux sur le site afin de réduire la pression sur le système d'infrastructure municipale, telle qu'une toiture végétalisée extensive ou intensive permettant l'absorption et la rétention des eaux;*

- *proposer un geste architectural ou une œuvre commémorative arrimée spécifiquement à l'activité industrielle propre au lieu, tel que la fabrication de fournaise, ou à la volumétrie distinctive du bâtiment;*
- *déposer une stratégie de conservation de la poutre de levage, de la poulie et de tout autres matériaux en vue de l'intégration au projet de remplacement;*
- *déposer la demande de permis de construction du projet de remplacement avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;*
- *en vue de la révision architecturale à venir :*
  - *poursuivre le travail d'harmonisation du projet avec le contexte environnant en proposant, notamment, un meilleur arrimage de la portion du volume rattachée aux bâtiments voisins de 3 étages, afin de permettre une meilleure transition;*
  - *revoir la volumétrie ou l'alignement de construction face à la rue Laforce (au sud du projet) afin de mieux s'intégrer au contexte et d'améliorer la relation avec le domaine public;*
  - *améliorer la végétalisation de la cour avant face au boulevard De Maisonneuve Est et face à la rue Laforce (au sud du projet) et des toitures du bâtiment;*
  - *fournir des plans et documents préparés par un expert en gestion des eaux pluviales ou en toiture végétalisée détaillant la proposition et la réduction de la pression des eaux de pluie sur le système d'infrastructure municipale.*

Le président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

Adoptée à l'unanimité.

5. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 19 h 09.

Sandy Pinna
Signature numérique de Sandy Pinna
Date : 2022.12.01 15:03:15 -05'00'

Mme Sandy Pinna date
Secrétaire du comité

Robert Beaudry
Signature numérique de Robert Beaudry
Date : 2022.12.05 08:37:40 -05'00'

M. Robert Beaudry date
Président du comité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 15.01

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1220858012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité à l'occasion de la COP15

Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à *L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité* à l'occasion de la COP15.

ATTENDU QUE la 15e Conférence des Parties (COP15) sur la biodiversité se tiendra à Montréal du 7 au 19 décembre prochain et rassemblera des représentants de nombreux pays et organisations dans le monde;

ATTENDU QUE les villes sont aux premières loges pour constater la perte de biodiversité mondiale et en subissent les conséquences;

ATTENDU QUE en tant que gouvernements de proximité, les villes sont bien placées pour agir concrètement et rapidement pour freiner ce déclin;

ATTENDU QUE à l'approche de ce rendez-vous international critique en matière de lutte contre les changements climatiques, la mairesse de Montréal, également mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie et ambassadrice mondiale ICLEI pour la biodiversité locale, Valérie Plante, appelle les villes du monde à poursuivre et accélérer leurs actions pour protéger la biodiversité et les écosystèmes;

ATTENDU QUE cette dernière invite les villes à s'engager à accomplir 15 actions concrètes en ce sens, en cohérence avec le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020;

ATTENDU que les 15 actions consistent à :

1. Intégrer la biodiversité à la planification territoriale et réglementaire;

2. Rétablir et restaurer les écosystèmes et leur connectivité;
3. Conserver les milieux naturels existants grâce à des systèmes de zones protégées et d'autres mesures efficaces et équitables;
4. Assurer la conservation et de rétablissement des espèces vulnérables, sauvages et domestiques, et gérer efficacement leurs interactions avec l'humain;
5. Contrôler ou éradiquer les espèces exotiques envahissantes afin d'éliminer ou de réduire leurs impacts;
6. Réduire la pollution de toutes les sources à des niveaux qui ne nuisent pas à la biodiversité, aux fonctions des écosystèmes et à la santé humaine;
7. Viser l'élimination des déchets plastiques;
8. Viser la réduction de l'utilisation des pesticides du deux tiers au moins;
9. Contribuer aux mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques grâce à des approches fondées sur les écosystèmes;
10. Viser à ce que les zones d'agriculture, d'aquaculture et de sylviculture urbaines soient accessibles, gérées durablement et contribuent à la sécurité alimentaire;
11. Prioriser les solutions basées sur la nature en matière de protection contre les aléas et événements climatiques extrêmes et de régulation de la qualité de l'air et de l'eau;
12. Augmenter la superficie des espaces verts et bleus et améliorer l'accès équitable à ces espaces;
13. Intégrer la biodiversité dans les cadres de gouvernance et les politiques publiques, et accroître les ressources financières allouées à sa conservation et à sa gestion durable;
14. Contribuer, par l'éducation et la participation citoyenne, à ce que les populations et les entreprises soient encouragées à faire des choix responsables envers la biodiversité et aient les moyens et les connaissances pour le faire;
15. Assurer la participation équitable et effective des peuples autochtones et des communautés locales à la prise de décisions et au processus d'acquisition et de transmission des connaissances;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie réitère année après année son engagement envers la transition écologique, le verdissement et la protection de la biodiversité en réalisant des actions concrètes à toutes les échelles;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie travaille à mettre en place une série de mesures visant à protéger la biodiversité, comprenant :

- Une réduction de 10% des plantations de fleurs annuelles et une augmentation de l'utilisation de plantes indigènes et vivaces dans les aménagements paysagers;
- Des interventions en verdissement et agriculture urbaine dans une dizaine de ruelles;

- Des réaménagements de parcs et de plates-bandes selon les principes de permaculture;
- Des aménagements comestibles intégrés à plusieurs parcs et espaces verts;
- La gestion circulaire du cycle de vie des arbres;
- La mise en place de projets de verdissement vertical;
- Le déchiquetage des feuilles mortes sur place, dans les parcs et les espaces verts, pour protéger et nourrir les écosystèmes, en alimentant la litière végétale;
- La mise à l'essai de pratiques innovantes visant à réduire les effets néfastes de

l'épandage de sels sur les écosystèmes;
- L'implantation de la gestion différenciée des espaces verts dans plus de 15 parcs et emplacements visés;
    - Plantation de champs et de prés fleuris pro-pollinisateurs;
    - Implantation de couverts végétaux prolifères dont la diversité végétale permet de concurrencer les plantes allergènes;
    - Tonte différenciée et naturalisation.

ATTENDU QUE depuis 2017, l'arrondissement a planté plus de 3000 arbres afin d'encourager l'utilisation de nos parcs, et ainsi, de mettre en valeur des milieux de vie pour nos citoyens;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie s'est donné l'objectif d'ajouter 20 000 m2 de nouveaux espaces verts d'ici 2025, et que près de 3 000 m2 ont été ajouté en 2022, dont la déminéralisation de 850 m2;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie est en cours de planification ou de réalisation pour le déploiement de projets de verdissement importants, comme la création d'une coulée verte dans le district Peter-McGill aux abords du futurs centre Sanaaq, la végétalisation des murs du viaduc Berri, la création de mini-forêts et l'ajout de plantations ou d'aménagements verdis le long de la rue Ontario, favorisant ainsi une biodiversité riche, la lutte contre les îlots de chaleur et un meilleur écoulement des eaux pluviales;

ATTENDU QUE l'arrondissement a créé plus de 20 nouvelles ruelles vertes depuis 2018 et vise la bonification et la créations de nombreuses autres ruelles d'ici 2025;

ATTENDU QUE l'arrondissement privilégie de plus en plus l'utilisation de techniques de permaculture dans l'aménagement de certains parc, comme le PAQ 26 en 2022, soit par des plantations denses incluant des végétaux d'espèce indigènes qui favorisent une meilleure biodiversité, l'installation d'une cabane à insecte et l'aménagement d'un petit plan d'eau;

Il est proposé par Vicki Grondin, appuyé par Sophie Mauzerolle

QUE les membres du conseil d'arrondissement signifient unanimement leur adhésion à l'Engagement de Montréal et que l'arrondissement de Ville-Marie entend réaliser 15 actions concrètes afin de poursuivre et accélérer ses efforts dans la préservation des écosystèmes.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 16:35

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220858012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité à l'occasion de la COP15

CONTENU

CONTEXTE

Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité à l'occasion de la COP15.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 438 837-4592
Télécop. : N/A

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-02

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-12-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1220858012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité à l'occasion de la COP15



Déclaration d'engagement - Engagement COP15 - CA VM 06-12-22.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agente de recherche

Tél : 438 837-4592
Télécop. : N/A

Déclaration confirmant l'adhésion de l'Arrondissement de Ville-Marie à *L'engagement de Montréal : Villes unies et en action pour la biodiversité* à l'occasion de la COP15.

ATTENDU QUE la 15e Conférence des Parties (COP15) sur la biodiversité se tiendra à Montréal du 7 au 19 décembre prochain et rassemblera des représentants de nombreux pays et organisations dans le monde;

ATTENDU QUE les villes sont aux premières loges pour constater la perte de biodiversité mondiale et en subissent les conséquences;

ATTENDU QUE en tant que gouvernements de proximité, les villes sont bien placées pour agir concrètement et rapidement pour freiner ce déclin;

ATTENDU QUE à l'approche de ce rendez-vous international critique en matière de lutte contre les changements climatiques, la mairesse de Montréal, également mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie et ambassadrice mondiale ICLEI pour la biodiversité locale, Valérie Plante, appelle les villes du monde à poursuivre et accélérer leurs actions pour protéger la biodiversité et les écosystèmes;

ATTENDU QUE cette dernière invite les villes à s'engager à accomplir 15 actions concrètes en ce sens, en cohérence avec le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020;

ATTENDU que les 15 actions consistent à :

1. Intégrer la biodiversité à la planification territoriale et réglementaire;
2. Rétablir et restaurer les écosystèmes et leur connectivité;
3. Conserver les milieux naturels existants grâce à des systèmes de zones protégées et d'autres mesures efficaces et équitables;
4. Assurer la conservation et de rétablissement des espèces vulnérables, sauvages et domestiques, et gérer efficacement leurs interactions avec l'humain;
5. Contrôler ou éradiquer les espèces exotiques envahissantes afin d'éliminer ou de réduire leurs impacts;
6. Réduire la pollution de toutes les sources à des niveaux qui ne nuisent pas à la biodiversité, aux fonctions des écosystèmes et à la santé humaine;
7. Viser l'élimination des déchets plastiques;
8. Viser la réduction de l'utilisation des pesticides du deux tiers au moins;
9. Contribuer aux mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques grâce à des approches fondées sur les écosystèmes;
10. Viser à ce que les zones d'agriculture, d'aquaculture et de sylviculture urbaines soient accessibles, gérées durablement et contribuent à la sécurité alimentaire;
11. Prioriser les solutions basées sur la nature en matière de protection contre les aléas et événements climatiques extrêmes et de régulation de la qualité de l'air et de l'eau;

12. Augmenter la superficie des espaces verts et bleus et améliorer l'accès équitable à ces espaces;
13. Intégrer la biodiversité dans les cadres de gouvernance et les politiques publiques, et accroître les ressources financières allouées à sa conservation et à sa gestion durable;
14. Contribuer, par l'éducation et la participation citoyenne, à ce que les populations et les entreprises soient encouragées à faire des choix responsables envers la biodiversité et aient les moyens et les connaissances pour le faire;
15. Assurer la participation équitable et effective des peuples autochtones et des communautés locales à la prise de décisions et au processus d'acquisition et de transmission des connaissances;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie réitère année après année son engagement envers la transition écologique, le verdissement et la protection de la biodiversité en réalisant des actions concrètes à toutes les échelles;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie travaille à mettre en place une série de mesures visant à protéger la biodiversité, comprenant :

- Une réduction de 10% des plantations de fleurs annuelles et une augmentation de l'utilisation de plantes indigènes et vivaces dans les aménagements paysagers;
- Des interventions en verdissement et agriculture urbaine dans une dizaine de ruelles;
-
- Des réaménagements de parcs et de plates-bandes selon les principes de permaculture;
- Des aménagements comestibles intégrés à plusieurs parcs et espaces verts;
- La gestion circulaire du cycle de vie des arbres;
- La mise en place de projets de verdissement vertical;
- Le déchiquetage des feuilles mortes sur place, dans les parcs et les espaces verts, pour protéger et nourrir les écosystèmes, en alimentant la litière végétale;
- La mise à l'essai de pratiques innovantes visant à réduire les effets néfastes de l'épandage de sels sur les écosystèmes;
- L'implantation de la gestion différenciée des espaces verts dans plus de 15 parcs et emplacements visés;
    - Plantation de champs et de prés fleuris pro-pollinisateurs;
    - Implantation de couverts végétaux prolifères dont la diversité végétale permet de concurrencer les plantes allergènes;
    - Tonte différenciée et naturalisation.

ATTENDU QUE depuis 2017, l'arrondissement a planté plus de 3000 arbres afin d'encourager l'utilisation de nos parcs, et ainsi, de mettre en valeur des milieux de vie pour nos citoyens;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie s'est donné l'objectif d'ajouter 20 000 m2 de nouveaux espaces verts d'ici 2025, et que près de 3 000 m2 ont été ajouté en 2022, dont la déminéralisation de 850 m2;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie est en cours de planification ou de réalisation pour le déploiement de projets de verdissement importants, comme la création d'une coulée verte dans le district Peter-McGill aux abords du futurs centre Sanaaq, la végétalisation des murs du viaduc Berri, la création de mini-forêts et l'ajout de plantations ou d'aménagements verdis le long de la rue Ontario, favorisant ainsi une biodiversité riche, la lutte contre les îlots de chaleur et un meilleur écoulement des eaux pluviales;

ATTENDU QUE l'arrondissement a créé plus de 20 nouvelles ruelles vertes depuis 2018 et vise la bonification et la créations de nombreuses autres ruelles d'ici 2025;

ATTENDU QUE l'arrondissement privilégie de plus en plus l'utilisation de techniques de permaculture dans l'aménagement de certains parc, comme le PAQ 26 en 2022, soit par des plantations denses incluant des végétaux d'espèce indigènes qui favorisent une meilleure biodiversité, l'installation d'une cabane à insecte et l'aménagement d'un petit plan d'eau;

Il est proposé par Vicki Grondin, appuyé par Sophie Mauzerolle

QUE les membres du conseil d'arrondissement signifient unanimement leur adhésion à l'Engagement de Montréal et que l'arrondissement de Ville-Marie entend réaliser 15 actions concrètes afin de poursuivre et accélérer ses efforts dans la préservation des écosystèmes.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1227709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 128 103,48 $

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2023 avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs »;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 128 103,48 $ pour l'année 2023;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:38

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227709001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 128 103,48 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie soutient l'offre de services en sports et loisirs de l'organisme a but non lucratif Go jeunesse (anciennement le Service des loisirs St-Jacques de Montréal) depuis plus de 19 ans. La convention de soutien financier actuelle venant à terme au 31 décembre 2022, l'organisme a soumis un plan d'action et un projet d'offre de services pour l'année 2023 qui répondent aux objectifs du programme ''Activités physiques et de loisirs'' de l'arrondissement, le tout en proposant un éventail d'activités et mesures destinées aux enfants âgées entre 6 et 15 ans du district de Saint-Jacques.
Le rapport d'activités de l'année 2022 de l'organisme ayant rejoint les objectifs visés, le présent dossier recommande l'approbation d'une convention d'une durée d'un (1) an se terminant le 31 décembre 2023 ainsi que l'octroi d'une contribution financière de 128 103,48 $ dans le cadre du programme « activités physiques et de loisirs ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240447 (1217709006) Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 124 979 $

DESCRIPTION

Situé au coeur des Habitations Jeanne-Mance, Go jeunesse a développé une expertise en animation en contexte multiculturel. Grâce à la pratique régulière d'activités sportives et/ou éducatives qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire, l'isolement et la détresse psychologique, Go Jeunesse offre un milieu de vie propice à la découverte et l'initiation à de nouvelles activités.
Étant bien enraciné dans son quartier depuis maintenant plus de 50 ans, Go Jeunesse offre une structure d'accueil saine et sécuritaire à l'ensemble de la population, ainsi qu'un encadrement qui favorise la cohésion sociale, la concertation, l'implication citoyenne et le partenariat avec les organismes du milieu. À travers un panel d'activités proposées tout au long de l'année, l'organisme vise à promouvoir l'éducation, la pratique sportive et la concrétisation de meilleures habitudes pour le quotidien des jeunes et de leur famille en situation de pauvreté.

La contribution financière de l'arrondissement de Ville-Marie permet de soutenir financièrement 36 % de la programmation offerte par l'organisme dans le cadre du programme activité physique et de loisirs de l'arrondissement. L'organisme recueil du financement de divers partenaires financiers afin de bonifier son offre, le tout afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins de ce milieu distinct en intervenant sur certains enjeux.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de ce programme les principaux objectifs de l'organisme sont :
1- Assurer un suivi sur la qualité et la sécurité des services offerts ainsi qu'un soutien auprès aux jeunes;
2- Contribuer à l'autonomisation et l'émancipation du jeune à travers les différents programmes offerts par l'organisme;
3- Développer des services adaptés, une programmation adaptée à la nouvelle réalité du quartier et particulièrement des Habitations Jeanne-Mance.

L'Arrondissement s'associe avec l'organisme en financement, en ressources et en expertise afin de contribuer à sa programmation d'activités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'Arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5 % par rapport à celle octroyée en 2022. Tel que précisé dans l'intervention financière au dossier, la contribution de 128 103,48 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention dûment signée entre les parties.
De plus, l'arrondissement prête gratuitement des plateaux sportifs et d'espaces multi-usages situés au Cégep du Vieux Montréal ainsi que le chalet Toussaint-Louverture afin qu'il réalise son offre de service.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution financière permet une offre de service gratuite, des activités diversifiées et de qualité, dans un cadre sécuritaire, le tout supervisé par du personnel qualifié.
L'absence de contribution financière pour cet organisme mettrait en péril l'accessibilité, la diversité et la qualité de l'offre de service déployée pour les jeunes au sein des Habitations Jeanne-Mance et dans le district Saint-Jacques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Au besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. l'*Organisme* devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;
Réalisation et évaluation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL
L'OBNL devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports, loisirs et développement social

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-23



2023 GO JEUNESSE CONVENTION (1).pdf



Annexe 1 Demande de soutien 2023-Go jeunesse.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **GO JEUNESSE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 200, rue Ontario est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 867380495RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1008115661DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 867380495 RR002

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de de prévenir le décrochage scolaire, la violence, l'isolement par le biais d'une programmation diversifiée afin de contribuer au développement physique, psychologique, éducatif et social des jeunes de 5 à 20 ans;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme activités physiques et de loisir pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

Paraphes	
Organisme	Ville

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme activités physiques et de loisir;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

2.5 « **Annexe 5** » : Reddition de compte ;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent vingt-huit mille cent trois dollars et quarante-huit cents (128 103,48 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de**

terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins

Paraphes	
Organisme	Ville

de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

Paraphes	
Organisme	Ville

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf

Paraphes	
Organisme	Ville

quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200, rue Ontario est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale, Valérie Koporek. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
Organisme	Ville

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de ..... 20__

GO JEUNESSE

Par : _____
Valérie Koporek
Directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__
(Résolution …….).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville

Paraphes	
Organisme	Ville

n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L’Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d’évacuation en cas de situation d’urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L’ORGANISME

Nom de l’Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Plateaux sportifs Cégep du Vieux Montréal	225, rue Ontario Est	Gymnase Palestre	Janvier	Décembre		Selon la programmation de l’annexe 1 environ 600 heures
Chalet du parc Toussaint- Louverture	137, Boul. de Maisonneuve Est	salles du Chalet	Janvier	Décembre		Selon la programmation de l’annexe 1

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :	**GO JEUNESSE**			
Tableau des versements Année 2023				
Année	**Montant global**	**1er versement 50%**	**2e versement 40%**	**3e versement 10%**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 juin**	**au plus tard le 31 décembre**
2023	128 103,48 $	64 051,74 $	51 241,39 $	12 810,35 $

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Go jeunesse

Adresse : 200, rue Ontario est, local 3004

Téléphone : 514-872-7948 **Poste :**

Date de constitution en OBNL : **03-12-1968**
NEQ : **1143971712**

N° TPS : 867380495RT0001
N° TVQ : 1008115661DQ0001
No charité : 867380495 RR002
No fournisseur Ville : **565797**

Représentant désigné : Valérie Koporek
Titre : **directrice générale**
Téléphone : **514-984-9936**
Courriel @ : valeriekoporek@gojeunesse.org

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

☑ Programme activités physiques et de loisir ☐ Programme clubs sportifs

☐ Programme jeunesse

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☑	☐	☐	☐	Développer une programmation inclisive, accessible, diversifiée et de quaité pour les jeunes de 6/12 ans	Accueil d'au moins 60 jeunes dans les activités régulières de l' organisme (dans les groupes 6-12 et ados) par jour Organisation d'activités de débats et discussions au moins 1 fois par session Tous les jeunes s'inscrivent à au moins 2 activités culturelles par session Inscription de 40 à 80 jeunes, selon les ententes possibles avec la Ville ou autre institutiion Élève-athlète compte de 10 à 50 jeunes inscrits, et le programme 4QT compte de 80 à 120 jeunes inscrits Organisation d'au moins 5 conférences par année le samedi dans le cadre du programme 4 Quart temps (virtuelles ou en présentiel). Participation de 50 jeunes différents (6-12 et ados) à au moins 3 événements sportifs (jeux de la rue, jeux de Montréal, plaisir d' hiver, bouger dehors-découvertes) (si les conditions sanitaires le permettent); Participation aux activités du Square (BANQ) 3 à 5 fois par mois ou faire une activité similaire.	Créer des occasions physiques ou virtuelles pour permettre aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les différents enjeux de la société Proposer des activités axées sur les arts et la culture dans le cadre de la programmation régulière. Coordonner, promouvoir la ligue de basket du Centre-Sud Proposer deux programmes de leadership jeunesse (Élève -Athlète et 4 Quart temps) axés sur le sport Participer à des initiatives collectives comme des festivals sportifs, les Jeux de Montréal, à Plaisirs d'hiver et autres évènements offerts et en collaboration avec l' arrondissement Ville-Marie.	
☑	☐	☐	☐	favoriser les saines habitudes de vie	Une activité culinaire est proposée à tous les groupes, au moins une fois par semaine, toute l'année (si les mesures sanitaires le permettent) En moyenne 40 jeunes participent aux ateliers de cuisine au moins une fois par semaine ; Organisation de 5 conférences destinés à tous les membres	Offrir des ateliers pratiques de cuisine encadré pour chaque groupe, c'est-à-dire de 50 à 80 jeunes. Inviter des intervenants montréalais inspirants pour proposer des conférences sur les saines habitudes de vie.	
☑	☐	☐	☐	Promouvoir et valoriser le sport dans la vie quotidienne des jeunes	Tous les jeunes inscrits au groupe 6/12 ans s'adonnent 2 à 3 fois par semaine à une gamme d'activités physiques proposées	Pour les groupes 6/12, mettre en place des activités sportives motivantes et amusantes permettant d'améliorer leurs connaissances et leurs habilités et qui tiennent compte de leur niveau de développement.	
☑	☐	☐	☐	Contribuer au développement de l'autoniomisation, L'émancipation et l'engagement civique des jeunes à travers différents programmes	Organisation de 5 conférences destinés à tous les membres Les activités proposées dans la programmation dédiée aux jeunes sont des activités d'équipe (natation, jeux de balle, volleyball, soccer, etc.)	Organiser des conférences et des ateliers par des intervenants engagés et inspirants afin de promouvoir l'implication sociale, le sport et les saines habitudes de vie. Agir sur le renforcement des traits de caractère positifs, l'esprit d'équipe et la coopération et la compétition saine et amicale.	

☑	☐	☐	☐	Créer un environnement favorable et sécuritaire	Aménagement d’espace de travail avec tablettes et ordinateurs pour les besoins des jeunes Aménagement d’espaces de rangements pour chaque jeune Maintien de l’accès prioritaire pour les gyms et les terrains sportifs du parc Toussaint Louverture (camp ou activités régulières); Rappel des règles de sécurité avant le début de chaque activité, ainsi tous les jeunes inscrits aux activités connaissent les comportements attendus et les règles de sécurité de l’activité. Suivi étroit de l’évolution des normes de santé et sécurité, notamment celles reliées à la pandémie de Covid-19. Mise à jour constante du document présentant les pratiques sécuritaires en animation et intervention est présenté lors d’une rencontre Poursuite du mandat par la Ville d’assurer la sécurité du parc Toussaint-Louverture durant l’été et sur la patinoire durant l’hiver. Les antécédents judiciaires de chaque employé.e.s ou bénévoles sont vérifiés	Aménager des espaces propices activités Maintenir la sécurité des activités pour les jeunes et les employés	
☑	☐	☐	☐	Assurer un suivi sur la qualité des services offerts par l'organisme (activités et intervention)	L’ensemble des employés est consulté lors des réunions hebdomadaires concernant le développement d’activités et dans les décisions relatives à la programmation. À long terme, 50% des parents de nos jeunes inscrits sont rencontrés pour obtenir leur rétroaction Deux jours semaines, une psychoéducatrice intervient auprès des jeunes et fait une rétroaction auprès des intervenants et de la coordination Les employés du terrain se consultent et se concertent lors des réunions hebdomadaires pour identifier les problématiques et mettre en place des solutions Actualisation en continu d’un document de références afin d’ outiller le personnel de terrain ; Évaluer chacun membre du personnel 2 fois par année en leur fixant des objectifs et des livrables Inscription des membres directement aux différentes activités ou programmes sur la plateforme sécurisée Sondage 3 à 4 fois l’an auprès des membres sur la qualité des services Envoie d’une Infolettre à tous les membres et partenaires Création d’un espace membre sur le site Internet dans lequel l’ organisme peut diffuser des sondages destinés aux parents	Évaluer la qualité des activités offertes à chaque session par les jeunes et employés Adapter les techniques d'animation et d’intervention grâce au soutien d’un psychoéd Favoriser l’embauche de personnel dont les études et les expériences sont en lien a Obtenir de la rétroaction sur nos activités et services par la communauté en général	

☑	☐	☐	☐	Travailler de concert avec les partenaires afin de maximiser les ressources et créer des liens	Participation active aux tables de concertation 6/12 et jeunesse du Centre-sud, de la table du Faubourg St-Laurent, ainsi que sur des comités rattachés (plan d'action, organisation d'évènements, politique de l'enfant, etc) ; développement des partenariats à long terme ; L'organisme se positionne comme fiduciaire dans certains programmes. Continuation du programme Mtess-Ville qui permet le partage d' une ressource en psychoéducation entre trois organismes (et mise en commun des résultats obtenus auprès de la table) Notre projet porteur de 4QT est ouvert à tous les membres de la table Des employés sont mandatés pour siéger sur certaines tables, pour favoriser le partage d'expertise-terrain. La programmation inclut toujours les activités organisées par les partenaires du milieu et les tables de concertation, comme les Olympiades,, etc… Demeurer un acteur majeur dans l'organisation de la ligue de basket de la table	Participer proactivement aux tables de développement social et de concertation Mettre en commun, avec d'autres partenaires du milieu, nos expériences et notre ex Mobiliser les jeunes à participer aux activités offertes par la concertation du quartier	
☑	☐	☐	☐	Favoriser le bénévolat dans toutes les sphères de l'organisme.	Accueil entre 10 et 15 bénévoles et 2 stagiaires par session. Création d'un comité de bénévole Les bénévoles sont mobilisés dans la communauté pour supporter les besoins ponctuels (recrutement, diffusion, traduction, recueil d'information)	Accueillir hebdomadairement des bénévoles dans le cadre de certains programmes (présence ou en ligne) ; Mettre en place une structure de gestion des bénévoles	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**358 165,22 $**
Revenus autonomes	**1 000,00 $**
Autres	
TOTAL	**359 165,22 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir				Programme jeunesse				Programme camp du jour				Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	direction	60 000,00 $	42 000,00 $														
	coordination	42 588,00 $	36 400,00 $														
	animateur TP	35 135,10 $	35 135,00 $														
	educateurs	85 662,72 $															
	Intervenants	48 976,20 $															
	animateurs partiels	5 803,20 $	5 803,00 $														
	coachs sportifs	15 000,00 $															
	charge de projets	48 976,20 $															
	SOUS-TOTAL	**293 165,22 $**	**119 338,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Programme sports/oisirs	25 000,00 $	8 765,48 $														
	transport																
	frais equipem fourniture	3 000,00 $															
	SOUS-TOTAL	**28 000,00 $**	**8 765,48 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration ***max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement***	comptabilité tenue de livre	6 500,00 $															
	verification comptable	5 500,00 $															
	frais admi generaux tel ecom etc	25 000,00 $															
	SOUS-TOTAL	**37 000,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**358 165,22 $**	**128 103,48 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : **** Réservé à l'administration***	**128 103,48 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**358 165,22 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**36%**

5. Engagement de l’organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l’organisme : *Go jeunesse*

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l’appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l’acceptation par le conseil d’arrondissement de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.
- Nous nous engageons maintenir en vigueur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.

  Échéance de la police d'assurances actuelle : 29 novembre 2022
- Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	VALERIE KOPOREK, directrice générale
Signature représentant de l'organisme	VALERIE KOPOREK
Date	1/11/2022

Nom du représentant de l'arrondissement	Véronique Lebel Bilodeau
Signature représentant de l'arrondissement	VERONIQUE LEBEL BILODEAU
Date	10/11/2022

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 128 103,48 $

Liste des pièces disponibles au bureau de la DSLDS ayant fait l'objet d'une vérification par le personnel :
- Preuve d'assurance incluant les avenants de la Ville
- Rapport de l'IGIF
- Lettre patente et règlements généraux
- Bilan financier le plus récent
- Résolutions du conseil d'administration
- Rapport annuel



Aspect financier: Aspect financier GDD 1227709001.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030 :



2023 GO JEUNESSE _Grille analyse Montréal 2030.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1227709001***

Unité administrative responsable : ***Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : *Organisme Go jeunesse dans le cadre du Programme activités physiques et de loisirs*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Solidarité, équité et inclusion

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Humain

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9: Des services adaptés, une programmation ciblée à la nouvelle réalité du quartier et particulièrement des habitations Jeanne-Mance.

Priorité 19: Développer une programmation sportive et culturelle riche, diversifiée, de qualité, pour les jeunes de 5 à 29 ans incluant les évènements proposés par l'arrondissement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1227709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 128 103,48 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1227709001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1227709001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2023 avec l'organisme Go jeunesse dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder, à cette fin, une contribution totale de 128 103,48 $ pour l'année 2023."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 128 103,48 $

	Années antérieures	2023
Montant		128 103,48 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 128 103,48 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-18**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:50:54

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1227709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Oxy-Jeunes inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 15 996,15 $

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2023 avec l'organisme Oxy-Jeunes inc., dans le cadre du « Programme jeunesse »;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 15 996,15 $ taxes incluses, le cas échéant, pour l'année 2023;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:39

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227709002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Oxy-Jeunes inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 15 996,15 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie soutient l'offre de services en loisirs culturels de l'organisme a but non lucratif Oxy-Jeunes inc. depuis plus de 6 ans. La présente convention de soutien financier venant à terme au 31 décembre 2022, l'organisme a soumis un plan d'action et un projet d'offre de services pour l'année 2023 qui répondent aux objectifs du programme jeunesse de l'arrondissement en proposant un éventail d'activités et mesures destinées aux enfants de 12 à 17 ans de l'arrondissement de Ville-Marie.
Le rapport d'activités de l'année 2022 de l'organisme ayant rejoint les objectifs visés, l'arrondissement recommande l'approbation d'une convention d'une durée de un an se terminant le 31 décembre 2023 et l'octroi d'une contribution de 15 996,15 $ pour le « Programme Jeunesse » La contribution de l'arrondissement permettra de compléter le montage financier nécessaire à l'organisme, afin de poursuivre ses activités pour l'année 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240477 Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec Oxy-Jeunes dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 15 606 $.

DESCRIPTION

Oxy-Jeunes œuvre depuis sa création au développement de la pratique artistique amateur et au développement du loisir culturel auprès des adolescents de 12 à 17 ans, en complémentarité avec les milieux communautaires et culturels sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. La mission de l'organisme est de soutenir l'expression et l'épanouissement des jeunes montréalais de 12 à 17 ans et encourager la créativité et l'inclusion, en offrant des espaces et des projets de création et diffusion artistiques. Et ce, à partir de plusieurs disciplines culturelles tel que la musique, la danse, l'art médiatique, le Rap-beatmaking et les techniques de scènes. Un studio mobile se déplace dans certains organismes de l'arrondissement permettant aux jeunes de ces derniers de participer à des ateliers et du mentorat dans l'une de ces disciplines. De plus, les jeunes de l'organisme peuvent participer à divers spectacles se déroulant majoritairement dans les locaux de l'organisme ainsi que quelque-uns dans les parcs, les écoles et les espaces publics de

l'arrondissement.
La contribution financière de l'arrondissement de Ville-Marie permet de financer 20 % de la programmation offerte par l'organisme dans le cadre du programme jeunesse de l'arrondissement. L'organisme recueil du financement de divers partenaires financiers afin de bonifier son offre.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de ce programme les principaux objectifs de l'organisme sont :
1- L'acquisition de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales par les jeunes
2- La découverte et l'exploration d'activités de nature diversifiée
3- L'implication des jeunes dans les processus décisionnels
4- Le renouvellement de la programmation en fonction des nouvelles tendances

Les activités déployées s'adresseront à une trentaine de jeunes par semaine. Oxy-Jeunes est le seul organisme dans l'arrondissement à se vouer entièrement au développement artistique amateur auprès d'une clientèle adolescente.

L'arrondissement s'associe avec l'organisme en financement, en ressources et en expertise afin de contribuer à sa programmation d'activités pour l'année 2023.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5 % par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 15 996,15 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière permet à Oxy-Jeunes de poursuivre l'offre de service en loisir culturel pour une clientèle adolescente de 12 à 17 ans avec l'aide d'artistes professionnels et de participer à diverses activités municipales (Festival sportif, Jeux de la rue, activités estivales).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Au besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'Organisme quant à lui devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec

l'organisme;
Réalisation et évaluation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL
L'OBNL devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports, loisirs et développement social

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-23



2023 OXY JEUNES CONVENTION_culture_sports_loisirs 1227709002.docx (1).pdf



Annexe 1 Demande de soutien 2023_Oxy-Jeunes inc.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **OXY-JEUNES INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2020, rue de la Visitation, Montréal, QC, H2L 3C7, agissant et représentée par Claire Péré, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : N/A
Numéro d'inscription TVQ : N/A
Numéro d'organisme de charité : 10403-5936 RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir l'expression et l'épanouissement des jeunes Montréalais de 12 à 17 ans, d'encourager la créativité et l'inclusion, en offrant des espaces et des projets de création et de diffusion artistiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme jeunesse pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

2.5 « **Annexe 5** » : Reddition de compte ;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quinze mille neuf cent quatre-vingt-seize dollars et quinze cents (15 996,15 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

Paraphes	
Organisme	Ville

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de**

Paraphes	
Organisme	Ville

terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins

Paraphes	
Organisme	Ville

de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

Paraphes	
Organisme	Ville

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf

quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

Paraphes	
Organisme	Ville

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2020, rue de la Visitation, Montréal, QC, H2L 3C7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale, Claire Péré. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
Organisme	Ville

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de ..... 20__

OXY-JEUNES INC.

Par : _____
Claire Péré
Directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville

Paraphes	
Organisme	Ville

n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L’Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d’évacuation en cas de situation d’urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L’ORGANISME

Nom de l’Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
N/A						

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :		**OXY-JEUNES INC.**	
Tableau des versements Année 2023			
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 31 décembre**
2023	15 996,15 $	14 396,54 $	1 599,62 $

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Oxy-jeunes

Adresse : 2020 rue de la visitation

Téléphone : 514-728-5297 **Poste :**

Date de constitution en OBNL : 12/12/85
NEQ : 1144264976

N° TPS : **N/A**
N° TVQ : **N/A**
No charité : 10403-5936 RR0001
No fournisseur Ville : 129243

Représentant désigné : Claire Péré
Titre : **Directrice**
Téléphone : **438-521-5973 (cell)**
Courriel @ : **direction@oxy-jeunes.com**

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

☐ Programme activités physiques et de loisir ☐ Programme clubs sportifs

☑ Programme jeunesse ☐ Programme camp de jour

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

2.2 Programme jeunesse

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Le projet vise à offrir des espaces de pratique artistique (chant, musique, rap, beatmaking, dessin, photo, danse, écriture,...) et de diffusion, accompagnés par des artististes-mentors ou en autonomie. Ces espaces prendront la forme d'ateliers hebdomadaires ou ponctuels, de mentorat, de temps de pratique libre et de spectacles ou d'expositions. Ils seront complétés par des propositions de sorties culturelles.
Ce projet est construit en adéquation avec les besoins et les envies des jeunes qui sont notamment exprimés au sein du comité jeunes d'Oxy-Jeunes.
En donnant accès à la pratique artistique et à la culture, le projet souahite soutenir l'expression et l'épanouissement des jeunes et à encourager la créativité, l'engagement et l'inclusion.
Il s'adresse à des jeunes de 12 à 22 ans, avec une attention partriculière aux plus vulnérables. Il se déroulera tout au long de l'année 2023, de janvier à décembre, et se réalisera dans les locaux d'Oxy-Jeunes, chez des partenaires et dans des espaces extérieurs (notamment parcs) du quartier. Il devrait rejoindre 75 à 100 jeunes de 12 à 17 ans du Centre-Sud.

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.

Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☐	☑	☐	☐	Outiller les jeunes pour les soutenir dans leurs explorations créatives, favoriser la socialisation et le développement de compétences personnelles et sociales	75 à 100 jeunes de 12 à 17 ans participent à une activité Environ 180 activités sont développées 80% des jeunes sont statisfait.e.s de leur participation et de la programmation Les jeunes développent leur capacité d'expression et acquièrent des compétences artistiques Les jeunes tissent de nouvelles amitiés et des liens se créent entre jeunes d' horizons sociaux et culturels différents Les talents créatifs des jeunes sont valorisés auprès de leurs pairs, de leurs familles et de résdient.e.s du quartier, ils et elles vivent des réussites Les jeunes renforcent leur confiance en eux et leur estime de soi Ils et elles développent des liens de confiance significatifs avec des adultes, notamment les artistes-mentor et les intervenantes d'Oxy-Jeunes Ils et elles apprennent à collaborer, à être à l'écoute des autres, à persévérer et ont développé leur autonomie.	Ateliers animés par des artistes-mentors Créneaux de pratique libre Accompagnement d'initiatives Programmation de spectacles à Oxy-Jeunes, à Squat ton parc et à la maison de la culture (en projet) Organisation d'une porte ouverte en septembre 23 Opportunité de performance dans des événements du quartier	
☐	☑	☐	☐	Encourager l'implication et la participation des jeunes, les outiller pour être acteurs et actrices de leur milieu et valoriser leur parole	6 à 7 jeunes sont élu.e.s et participent au comité de jeunes tout au long de l' année (12 à 15 rencontres) 10 à 15 jeunes sont présent.e.s à l'AGA et participent à son déroulement 10 à 15 jeunes sont bénévoles durant diverses activités ou événements d' Oxy-Jeunes (spectacles, portes ouvertes, etc.) Les jeunes participent à la réflexion sur les valeurs de l'organisme. Ils et elles proposent des projets, contribuent à l'amélioration des locaux, etc. Les jeunes du comité des jeunes sont force de proposition auprès des membres du CA, leur parole a de la valeur et est prise en compte pour le développement de l'organisme. Les jeunes acquièrent des compétences sur le fonctionnement démocratique d'un organisme et sont outillé.e.s pour poursuivre leur engagement	Accompagnement et animation du comité des jeunes d'Oxy-Jeunes Offre d'implication bénévole pour l'organisation d'événements (spectacles à Oxy-Jeunes, événements spéciaux, Squat ton parc, etc.) Co-construction de projets (de l'idéation à la réalisation) Projet de réaménagement des locaux d'Oxy-Jeunes selon les idées des jeunes Sondage auprès des jeunes pour recueillir leurs souhaits	
☐	☑	☐	☐	Participer à la découverte du milieu culturel et développer la citoyenneté culturelle	Environ 50 jeunes assistent à 8 spectacles, événements ou expositions Les jeunes découvrent des structures culturelles du quartier (maison de la culture, LNI, Théâtre Espace libre, etc.) et des festivals ou événements (Francos de Montréal, Montréal Complètement Cirque, etc.) Les jeunes découvrent différentes facettes du milieu culturel et les « coulisses » de ce milieu Les jeunes apprennent à se familiariser avec le monde du spectacle et à développer leurs compétences de spectact.eurs.rices	Organisation de sorties culturelles tout au long de l'année, selon les envies des jeunes et les opportunités offertes par les partenaires Rencontre avec des artistes et artisan.e.s du secteur culturel et découverte des professions de ce milieu (technique, administratif, etc.)	
☐	☑	☐	☐	Développer le partenariat entre organismes et favoriser une meilleure connaissance du territoire et de ses organismes par les jeunes.	Oxy-Jeunes participe et contribue à la table de concertation Jeunesse du Centre-Sud Le maillage entre organismes jeunesse et culturels est renforcé à l'échelle du territoire Des jeunes font connaissance avec des organismes jeunesse et de santé et services sociaux du territoire, notamment des structures vers lesquelles ils et elles peuvent se tourner pour du soutien et/ou de l'accompagnement Des projets d'activités sont co-construits avec des organismes et structures du quartier	Réalisation et coordination de l'événement jeunesse Squat ton parc en partenariat avec plusieurs organismes, notamment au sein du comité organisateur avec minimum 4 organismes (Chemins du Soleil, Maison des Jeunes Quinka-Buzz, CODEM-CJE et Projet TRIP) Mise en place d'activités avec 3 organismes : co-organisation d'ateliers avec Chemins du Soleil, implication dans les RDVi coordonné par le CRIC (participation au comité organisateur de l'événement) et organisation d'activités communes avec En Marge 12-17 Mise en place d'activités avec l'équipe jeunesse en santé mentale du CIUSSS du Centre-Sud Organisation d'un spectacle à la maison de la culture avec l' appui de du médiateur culturel de la structure Projet de partenariat avec l'école Pierre-Dupuy (à confirmer) Participation à la TCJCS et implication dans des comités de travail.	
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**102 785,00 $**
Revenus autonomes	**175 670,00 $**

Autres	
TOTAL	**278 455,00 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme jeunesse				Programme activités physiques et de loisirs				Programme camp du jour				Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	coordinatrice	28 900,00 $	5 780,00 $														
	intervenante-animatrice	16 900,00 $	3 380,00 $														
	Honoraires artistes	12 560,00 $	2 512,00 $														
	SOUS-TOTAL	**58 360,00 $**	**11 672,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Equipement, matériel activités, etc.	4 000,00 $	800,00 $														
	Soutien aux jeunes, collations, etc.	1 500,00 $	300,00 $														
	Communication publicité	2 800,00 $	560,00 $														
	Locaux	4 100,00 $	820,00 $														
	SOUS-TOTAL	**12 400,00 $**	**2 480,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	téléphone, internet, etc.	970,00 $	194,00 $														
	fournitures	150,00 $	80,15 $														
	Assurances	350,00 $	100,00 $														
	Compta, tenue de livres, etc.	6 400,00 $	1 470,00 $														
	SOUS-TOTAL	**7 870,00 $**	**1 844,15 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**78 630,00 $**	**15 996,15 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**15 996,15 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**78 630,00 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**20%**

5. Engagement de l'organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l'organisme : Oxy-jeunes

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.

•

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.

•

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.

•

Nous nous engageons maintenir en vigueur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.
Échéance de la police d'assurances actuelle : 30 novembre 2022

•

Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Claire Péré
Signature représentant de l'organisme	
Date	11 novembre 2022

Nom du représentant de l'arrondissement	Véronique Lebel Bilodeau
Signature représentant de l'arrondissement	Véronique Lebel Bilodeau
Date	11 novembre 2022

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Oxy-Jeunes inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 15 996,15 $

Liste des pièces disponibles au bureau de la DSLDS ayant fait l'objet d'une vérification par le personnel :
- Preuve d'assurance incluant les avenants de la Ville
- Rapport de l'IGIF
- Lettre patente et règlements généraux
- Bilan financier le plus récent
- Résolutions du conseil d'administration
- Rapport annuel

Aspect financier : Aspect financier GDD 1227709002.pdf

Grille Montréal 2030: 2023 Oxy-jeunes_Grille analyse Montréal 2030.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1227709002***

Unité administrative responsable : ***Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : *Organisme Oxy-Jeunes dans le cadre du Programme jeunesse*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Solidarité, équité et inclusion

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Humain

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9: Renforcer les liens entre jeunes, organismes jeunesse et locaux, écoles et développer des pratiques collaboratives complémentaires et structurantes entre partenaires

Priorité 19 :Collaborations avec des partenaires jeunesse du Centre-Sud pour offrir des activités de loisir culturel conjointement ou au sein de leurs milieux de vie, adaptées au profil des jeunes et du milieu.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1227709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Oxy-Jeunes inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 15 996,15 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1227709002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-22

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1227709002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2023 avec l'organisme Oxy-Jeunes inc., dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder, à cette fin, une contribution totale de 15 996,15 $ taxes incluses, le cas échéant, pour l'année 2023."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 15 996,15 $

	Années antérieures	2023
Montant		15 996,15 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 15 996,15 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-18**

Date et heure système : 22 novembre 2022 08:40:10

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1227709004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » ainsi que « jeunesse » et accorder une contribution totale de 129 764,74 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et «jeunesse»;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 129 764,74 $ pour l'année 2023;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:39

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1227709004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » ainsi que « jeunesse » et accorder une contribution totale de 129 764,74 $

CONTENU

CONTEXTE

L'Association Les Chemins du Soleil a pour mission principale d'intervenir auprès des jeunes de 6 à 17 ans, issus principalement de l'arrondissement de Ville-Marie, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.
De plus, au cours des dernières années, l'Association Les Chemins du Soleil a bonifié ses activités offertes aux jeunes de 6 à 12 ans et de 13 à 17 ans, en invitant les familles de ces derniers à participer à certaines activités.

Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention d'une durée d'un an se terminant le 31 décembre 2023 et l'octroi d'une contribution de 129 764,74 $ pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « jeunesse ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240488 (1214105003) : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec l'Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » ainsi que « jeunesse » et accorder une contribution totale de 126599,75 $

DESCRIPTION

L'organisme offre aux jeunes de 6 à 12 ans habitant l'arrondissement de Ville-Marie une programmation basée sur des activités à caractère physique, sportif, culturel, socioéducatif, scientifique, récréative et de plein air après l'école leur permettant d'accroître leur autonomie et de développer de saines habitudes de vie. Ceci, dans le cadre d'un milieu de vie où les idées et les intérêts des jeunes sont au cœur du calendrier d'activités. Ce service est entièrement gratuit pour les participants incluant les sorties, le transport et une collation par jour.
Les jeunes de 12 à 17 ans bénéficient, quant à eux, d'un programme axé sur une approche "par et pour" par le biais du sport et du loisir. Ce programme a pour principal objectif de favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès de ces derniers et ce, gratuitement.

De plus, au travers de diverses activités l'organisme accorde beaucoup d'importance à l'accueil des familles de ces jeunes 6-12 ans dans les différentes activités spéciales tels que la fête de la Rentrée, l'Halloween, la fête de Noël et une sortie durant le semaine de relâche et du camp de jour.

JUSTIFICATION

Par les objectifs des différents programmes, l'arrondissement reconnaît que l'organisme est un lieu significatif dans le district Saint-Jacques ainsi que dans l'arrondissement de Ville-Marie et qui, par son offre d'activités gratuites, dynamise le milieu de vie et améliore la qualité de vie des citoyens.nes du secteur. Au cours des dernières années, le taux de fréquentation et le nombre d'enfants desservis par l'organisme démontre l'importance de ces derniers auprès des familles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5 % par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution financière de 129 764,74 $ se détaille comme suit et devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'Arrondissement :

Programme "activités physiques et de loisirs" : 42 290,33 $
Programme "jeunesse" : 87 474,41 $

De plus, l'Arrondissement prête gratuitement des locaux situés au Centre Alexandre-de-Sève ainsi qu'une partie du chalet du parc des Vétérans.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement et l'accessibilité aux activités ont un impact direct sur le développement social et physique ainsi que sur la santé et les saines habitudes de vie des jeunes de 6 à 17 ans inscrits aux activités.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Au besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'Organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;
Réalisation et évaluation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL
L'OBNL devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports, loisirs et développement social

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-23



2023 ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL CONVENTION (1).pdf



Annexe 1 Demande de soutien 2023_Association Les chemins du Soleil.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2040 rue Alexandre-DeSève, Montréal, QC H2L 2W4, agissant et représentée par Daniel Lauzon, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : N/A
Numéro d'inscription TVQ : N/A
Numéro d'organisme de charité : 106729890RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement de VIlle-Marie, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme activités physiques et de loisir ainsi que du Programme jeunesse pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme activités physiques et de loisir et du Programme jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.5 « **Annexe 5** » : Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent vingt-neuf mille sept cent soixante-quatre dollars et soixante-quatorze cents (129 764,74 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution

Paraphes	
Organisme	Ville

financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

Paraphes	
Organisme	Ville

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

Paraphes	
Organisme	Ville

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2040 rue Alexandre-DeSève, Montréal, QC H2L 2W4, et tout avis doit être adressé à l'attention de Daniel Lauzon, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de ..... 20__

ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL

Par : _____
Daniel Lauzon
Directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville

Paraphes	
Organisme	Ville

n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L’Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d’évacuation en cas de situation d’urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L’ORGANISME

Nom de l’Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Chalet Parc des Vétérans	1655, Papineau	Salle commune 0055-E0 2 casiers de rangement Accès à la cuisine et aux salles de bain de l'aire commune	annuel			Selon la programmation à l’annexe 1
Centre Alexandre-De Sève	2040, Alexandre-DeSève	Bureaux administratifs, grande salle communautaire et un rangement au rez-de-chaussé Locaux du dernier étage	annuel			Selon la programmation à l’annexe 1
École Garneau	1808 av. Papineau	Gymnase	annuel			Selon les disponibilités de l’école

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :		**ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL**		
Tableau des versements Année 2023				
Année	**Montant global**	**1er versement 50%**	**2e versement 40%**	**3e versement 10%**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 juin**	**au plus tard le 31 décembre**
2023	129 764,74 $	64 882,37 $	51 905,90 $	12 976,47 $

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Association Les chemins du Soleil

Adresse : **2040 rue Alexandre de Sève**

Téléphone : 438-380-5893 **Poste :**

Date de constitution en OBNL : 11/25/1983
NEQ : 1143918911

N° TPS :
N° TVQ :
No charité : 106729890RR0001
No fournisseur Ville : 133186

Représentant désigné : **Daniel Lauzon**
Titre : **Directeur**
Téléphone : **450-445-5524 (cell)**
Courriel @ : **daniel.lauzon@leschemins dusoleil.org**

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

- [x] Programme activités physiques et de loisir
- [ ] Programme clubs sportifs
- [x] Programme jeunesse
- [ ] Programme camp de jour

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

D'une durée de 39 semaines, ce programme est destiné aux jeunes de 6 à 12 ans (1re à 6e année) qui habitent l'arrondissement Ville-Marie. Il vise à offrir aux enfants une programmation d'activités physiques, sportives, culturelles, socioéducatives, scientifiques, récréatives et de plein air variées après l'école leur permettant d'accroître leur autonomie et de développer de saines habitudes de vie. d'un milieu de vie où les idées et les intérêts des jeunes sont au cœur du calendrier d'activités. ***Ce service est entièrement gratuit pour les participants (aucun frais de membership) incluant les sorties, le transport et une collation par jour.***

Basé sur l'approche inclusive et participative «par, pour et avec» les jeunes, le programme 6-12 permet à une quarantaine d'enfants — fréquentant majoritairement l'école Garneau — de vivre des réussites, et ce, peu importe leur milieu culturel, leur statut socioéconomique ou leur rendement scolaire. Le tout, dans un environnement sécuritaire. À titre d'exemples, les intervenants en animation vc chercher les enfants à l'école Garneau avant les activités, quatre intervenants sont en tout temps avec le groupe (ratio 1 pour 6 de manière générale et de 1 pour 8 maximum).

PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PROGRAMME :

1-Offrir aux participants un encradrement sécuritaire et de qualité.

2-Être complémentaire à la programmation des organismes du milieu.

3-Encourager l'acquisition de connaissances et d'habilités nécessaires à la pratique d'activités physiques et de loisirs.

4-Favoriser un développement continu et proactif de la programmation.

Horaire prévu :
Les activités régulières se dérouleront du lundi au vendredi de 15 h à 17 h 30.

Lieux :
Lorsque les conditions climatiques le permettent (généralement de septembre à octobre et de mai à juin), nous accueillons les enfants au 1655 avenue Papineau — petit chalet situé à l'intérieur du Parc des Vétérans. De novembre à avril, les activités se déroulent à l'intérieur de nos locaux au 2040 rue Alexandre-De Sève.








. Ceci, dans le cadre
ont directement

2.2	**Programme jeunesse**

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Dans une approche "par et pour" les jeunes et par le biais du sport et du loisir, ce programme a pour principal objectif de favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès de tout adolescent âgé de 12 à 17 ans de l'arrondissement Ville-Marie. Ce programme offre à ces jeunes un milieu de vie où se retrouver, se divertir, se dépenser, échanger et s'impliquer à tr activités sportives, physiques, culturelles, éducatives et sociales. Activités basées sur les besoins et les intérêts des participants dont, entre autres: basketball, hockey cosom, soccer, volleyball, jeux de tables, cuisine, musique, ateliers artistiques et médiatiques, sorties culturelles et sportives, ateliers de sensibilisation en lien avec les problématiques et questionnements des jeunes, etc. À cette p s'ajoutent des assemblées de jeunes et des projets structurants comme le "Projet Aventure" (court séjour à l'extérieur de Montréal) de même que des activités et projets de concertation (squat ton parc, JTC) qui amènent les adolescents à s'impliquer activement et à vivre des expériences de groupe positives. Bref, en plus de proposer une programmation de loisirs accessibles et diversifiés, ce pr l'implication des jeunes afin qu'ils développent un esprit critique et deviennent des citoyens actifs; le développement de liens avec des adultes significatifs dans un environnement sécuritaire; le développement continu d'activités et de projets répondant aux besoins jeunes; le travail en concertation avec les instances et organismes du milieu. ***Ce service est entièrement gratuit pour les participa membership) incluant les sorties, le transport et une collation par jour.***

Principaux objectifs du programme:

-Offrir une programmation de loisirs favorisant le développement de saines habitudes de vie et d'habilités sociales. Cette programmation pour les jeunes de 12 à 17 ans doit être proprice à la découverte et à l'exploration d'activités culturelles, physiques, sportives, éducatives, scientifiques et sociales. Proposer un horaire d'activités qui est complémentaire au calendrier scolaire. Assurer une interv reflète la concertation et la complémentarité d'action avec les autres organismes du milieu. Maintenir un accueil à tous les adolecents sans discrimination et tenir compte des trois principes en matières de loisirs: accessibilité, qualité et diversité.

-Permettre aux jeunes de s'impliquer dans le processus d'élaboration, de réalisation et de gestion de leurs activités. Favoriser la consultation des jeunes dans le processus décisionnel de la programmation. Adapter l'offre de service d'activités aux besoins et aux intérêts des jeunes de 12 à 17 ans.

Horaire prévu :
Les activités régulières se dérouleront du lundi au vendredi, entre 15 h et 21 h 00, selon les besoins des jeunes et notre capacité financière. Nous offrirons un minimum de 3 heures de service par jour. Nous offrions donc enrtre 15 et 30 heures par semaine d'activités dédiées aux ados.
Lieux :
Nous accueillons les jeunes au 1655 avenue Papineau — petit chalet situé à l'intérieur du Parc des Vétérans. Quelques activités se déroulent à l'intérieur de nos locaux au 2040 rue Alexandre-De Sève ainsi que dans le gymnase de l'école Garneau.

3. Plan d'action

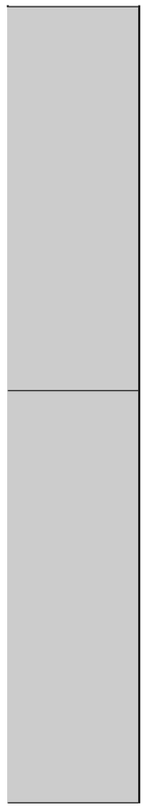
Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☑	☐	☐	☐	**Offrir aux participants un encadrement sécuritaire et de qualité.**	- 1 intervenant pour 8 enfants maximum. - Au moins 3 des 4 intervenants présents sur le terrain possèdent une formation de premiers soins à jour. - Renouveler la formation de premiers soins des intervenants-animateurs aux 2 ans. -Vérification des antécédents judiciaires du personnel et des bénévoles à l'embauche et aux trois ans. -1 réunion d'équipe par semaine. - Réduire au maximum les risques d'accidents et de blessures. - Permettre aux jeunes, à leur famille et aux intervenants d'obtenir du soutien en cas de besoins.	- Voir à maintenir un petit ratio jeunes/intervenant. (maintenir l'ajout d'un quatrième intervenant sur le terrain avec les jeunes). - Voir à ce que les membres de l'équipe d'animation suivent une formation de premiers soins adéquate. - S'assurer que l'équipe d'animation possède une formation et/ou une expérience pertinente en animation et en intervention jeunesse. - Vérifier les antécédents judiciaires du personnel et des bénévoles. - S'assurer d'avoir en main la fiche santé de chaque enfant. - Mettre à la disposition de l'équipe une trousse de premiers soins à jour. - Vérifier l'état du matériel et des installations avant les activités. - Proposer des interventions adaptées aux besoins et aux problématiques des jeunes : élaboration d'un cadre d'intervention, outils de communications internes, suivi auprès des parents et rencontres avec un psychoéducateur. - Tenir des réunions d'équipe afin d'évaluer les activités et les besoins des jeunes. - Référer, au besoin, l'enfant et sa famille vers des ressources spécialisées (banques alimentaires, CLSC, etc.) - Renouveler le matériel afin qu'il demeure sécuritaire.	
☑	☐	☐	☐	**Être complémentaire à la programmation des organismes du milieu.**	- Activités sportives et de loisirs réalisés dans au moins 3 parcs de l' arrondissement. - 6 à 8 sorties culturelles et sportives dans le quartier : piscine, aréna, bibliothèques. - 7 organismes et 3 institutions membres de la table 6-12 : 5 à 6 réunions par année. - Comité activités de la table 6-12 rejoint 220 enfants, entre 120 et 150hrs implication pour notre organisme (5 activités réalisées dont le projet « gourmet gourmand »). - Réalisation d'activités (autre que table 6-12) et d'ateliers avec au moins 2 autres organismes partenaires. - Connaître les espaces publics et installations du quartier afin que les familles les utilisent.	- Utiliser les espaces publics et les installations disponibles dans l'arrondissement Ville-Marie pour la réalisation d'activités (Ex. : aréna, bibliothèques, piscines intérieures, parc des Vétérans, parc des Faubourgs, parc Charles.S-Campbell, etc.) - S'impliquer et impliquer les enfants dans les activités municipales destinées à la jeunesse (ex. : festival sportif, plaisir d'hiver) - Maintenir notre implication auprès des différentes tables de concertation jeunesse : Table 6-12 ans, TCJCS, inter-table jeunesse CDC - Maintenir notre implication à l'intérieur du comité activités de la table 6-12. - Voir à développer et à participer à des activités inter-organismes autres que celles liées à table 6-12 (ex. : projet intergénérationnel avec le PAS de la rue, jeux physiques et sportifs offerts par le centre Père Sablon, Carrefour alimentaire, etc.)	

avers diverses
ogrammation,
ogramme favorise:
nts (aucun frais de

ention en loisirs qui

☑	☐	☐	☐	**Encourager l'acquisition de connaissances et d'habilités nécessaires à la pratique d'activités physiques et de loisirs.**	- Desservir une vingtaine de jeunes âgés de 6 à 12 ans (1re à sixième année) dans le cadre de la programmation régulière et quotidienne. - Desservir une vingtaine de familles différentes. - Accueillir, chaque semaine, plus d'une vingtaine d'enfants différents. - Recruter une dizaine de nouveaux jeunes dont certains seront référés par l'équipe-école. - Maintenir le taux de participation des familles aux activités spéciales : 40-45 personnes (autres que jeunes inscrits). - Amener une dizaine de parents ou grands-parents à s'impliquer bénévolement dont au moins un parent sur le CA de l'organisme. - Donner accès à des activités variées et de qualité, peu importe la culture ou la situation socioéconomique généralement précaire des familles du quartier.	- Offrir nos activités gratuitement à tous les participants (aucun frais d'adhésion). - Permettre les inscriptions en tout temps durant l'année scolaire (selon les places disponibles).1 - Rendre nos activités accessibles aux familles en allant chercher les enfants dans la cour de l'école Garneau. - Permettre aux jeunes et à leurs parents de choisir, en tout temps, les jours où ils souhaitent participer aux activités. - Proposer un calendrier et un horaire complémentaire à celui des écoles : - Offrir nos services dès la fin des classes soit de 14 h 55 à 17 h 30 ; - Offrir nos services dès la première semaine de classe et terminer seulement une semaine avant la fin de l'année scolaire ; - Organiser des activités thématiques ou des sorties lors de certaines journées pédagogiques, et ce, sans frais pour les participants ; - Contacter l'équipe-école pour leur faire connaître nos services (ex. : orthopédagogue, travailleur social). - Permettre aux parents et aux familles de s'impliquer dans les activités, ex. : bénévolat lors de sorties, ateliers de cuisine interculturels, participation aux fêtes, etc.	
☑	☐	☐	☐	**Favoriser un développement continu et proactif de la programmation.**	- Pratiquer au moins 30 minutes d'activités physiques et/ou sportives par jour après l'école. - Permettre à une quarantaine d'enfants de développer de nouveaux intérêts et de nouvelles compétences - 1 période de jeux libre et 1 à 2 activités dirigées par jour ; - 12 à 15 activités différentes offertes chaque mois ; - 6 à 8 sorties culturelles et sportives dans le quartier : piscine, aréna, bibliothèque… ; - 2 à 4 sorties ou activités spéciales lors de journées pédagogiques - Permettre à une vingtaine d'enfants de découvrir de nouveaux aliments et de s'initier à l'art culinaire : 12 à 14 ateliers de cuisine - Une dizaine d'activités réalisées avec des organismes partenaires - Développer l'ouverture aux autres et les valeurs d'entraide d'une vingtaine de jeunes (projet intergénérationnel). 2	- Valoriser l'approche « par, pour et avec » en invitant les enfants à participer à la réalisation du calendrier mensuel et à la réalisation d'activités. - Responsabiliser les jeunes dans différentes tâches et les impliquer dans l'évaluation des activités. - Proposer des activités physiques et sportives diversifiées sur une base quotidienne (ex. : roller-hockey, soccer, basket, jeux de tag et de ballons, période, etc.) - Offrir des ateliers de cuisine dans le cadre du projet « ateliers supervisé» et à l'intérieur de la programmation régulière. - Proposer des activités artistiques variées : bricolage, ateliers de cirque, danse, musique, etc. - Offrir une variété d'activités de loisirs : grand-jeux, ateliers scientifiques, jeux coopératifs, etc. - Planifier des activités sportives, culturelles et de loisirs à l'extérieur de nos locaux (ex. : sorties à la bibliothèque, piscine, patin à l'aréna, etc.)2 - Proposer des activités et des projets novateurs (ex. : roller disco, grandeur nature volet jeu de rôle et couture, etc.) - Offrir des activités en partenariat avec d'autres organismes comme : Père Sablon, PAS de la rue (projet intergénérationnel), carrefour alimentaire, etc.2 - Proposer des activités thématiques en vue de souligner certaines fêtes ou journées spéciales comme l'Halloween, Noël, la Saint-Valentin, etc.	

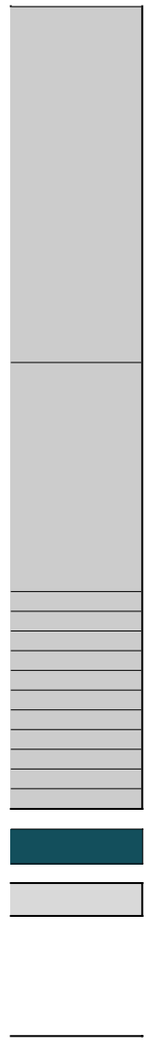


☐	☑	☐	☐	**Offrir une programmation de loisirs favorisant le développement de saines habitudes de vie et d'habilités sociales. Cette programmation pour les jeunes de 12 à 17 ans doit être proprice à la découverte et à l'exploration d'activités culturelles, physiques, sportives, éducatives, scientificiques et sociales.** **Proposer un horaire d'activités aux besoins et aux intérêts des jeunes de 12 à 17 ans.** **Assurer une intervention en loisirs qui réflète la concertation et la complémentarité d'action avec les autres organismes du milieu.** **Maintenir un accueil à tous les adolescents sans discrimination et tenir compte des trois principes fondamentaux de la Ville en matière de loisirs: accessibilité, qualité et diversité.**	- Proposer quotidiennement des activités sportives et culturelles basées sur les intérêts et les besoins des jeunes. - Discuter des habitudes alimentaires et responsabiliser les jeunes lors d'ateliers de cuisine (choix de recettes, achats, tâches à répartir, etc.). - Proposer des activités de sensibilisations sur divers sujets. - Permettre de s'inscrire en tout temps et de participer librement aux activités de son choix quotidiennement. - Proposer une quinzaine d'activités sportives et physiques. - Planifier une programmation permettant de découvrir de nouvelles activités culturelles et de loisir chaque mois. - Proposer des sorties culturelles et sportives. - Tenir des réunions d'équipe afin d'évaluer les besoins et d'apporter les ajustements nécessaires. - Trouver du financement pour l'achat de nouveau matériel. - Se tenir informé auprès de nos partenaires (tables de concertation, FQCCL, arrondissement Ville-Marie, etc.)	- Adopter un mode de vie sain et développer son autonomie par la pratique de sports, d'activités de loisirs et d'ateliers culinaires. - Inciter les filles à bouger tout autant que les garçons; voir à prévenir les troubles alimentaires. - Amener les jeunes à réfléchir, discuter et se questionner sur différents sujets touchant l' actualité et la vie adolescente. - Développer de nouveaux intérêts et de nouvelles compétences en matière de sports et de loisirs. - Développer son ouverture d'esprit face à de nouvelles activités. - Donner un accès gratuit à des sorties sportives et culturelles	
☐	☑	☐	☐	**Permettre aux jeunes de s'impliquer dans le processus d'élaboration, de réalisation et de gestion de leurs activités.** **Favoriser la consultation des jeunes dans le processus décisionnel de la programmation.** **Adapter l'offre de service d'activités, aux besoins et aux intérêts des jeunes de 12 à 17 ans.** **Permettre aux jeunes de s'épanouir et de développer des liens avec des adults significatifs.**	- Valoriser l'approche "par et pour" au quotidien. - S'épanouir et vivre de petits succès en participant à l'élaboration du calendrier et des activités. - Se sentir écouté et valorisé peu importe sa culture, sa situation socioéconomique, ses difficultés ou ses besoins particuliers. - Comprendre et faire partie d'un système démocratique.	- Impliquer les jeunes dans le volet visibilité du programme ados (création du logo, choix de la couleur du chandail, etc.) - Tenir des assemblées de jeunes de façon régulière. - Responsabiliser les jeunes dans différentes tâches et les impliquer dans l'évaluation des activités. - Proposer des activités physiques et sportives diversifiées sur une base quotidienne (ex. : roller-hockey, soccer, basket, jeux de tag et de ballons, période, etc.) - Offrir des ateliers de cuisine dans le cadre du projet « ateliers supervisé» et à l'intérieur de la programmation régulière. -Répondre par sa mission à un approche "par et pour" dans l'ensemble de sa dynamique et l'application de sa programmation.	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**266 244,00 $**
Revenus autonomes	**328 500,00 $**
Autres	**1 850,00 $**
TOTAL	**596 594,00 $**



Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir				Programme jeunesse				Programme camp du jour				Programme clubs sportifs		
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Animation/intervant(e)s	76 020,00 $	36 290,33 $			85 522,00 $	63 000,00 $									
	Coordination	29 853,00 $	4 000,00 $		.	29 853,00 $	18 474,41 $									
	SOUS-TOTAL	**105 873,00 $**	**40 290,33 $**	**- $**	**- $**	**115 375,00 $**	**81 474,41 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Activités	3 500,00 $	1 000,00 $			5 500,00 $	3 000,00 $									
	Nourriture	2 300,00 $				3 000,00 $										
	Matériel	2 500,00 $				2 500,00 $										
	fêtes et sortie	1 500,00 $				1 500,00 $										
	SOUS-TOTAL	**9 800,00 $**	**1 000,00 $**	**- $**	**- $**	**12 500,00 $**	**3 000,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*		17 350,00 $	1 000,00 $			19 180,00 $	3 000,00 $									
	SOUS-TOTAL	**17 350,00 $**	**1 000,00 $**	**- $**	**- $**	**19 180,00 $**	**3 000,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
	GRAND TOTAL	**133 023,00 $**	**42 290,33 $**	**- $**	**- $**	**147 055,00 $**	**87 474,41 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**129 764,74 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**280 078,00 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**46%**

Programme jeunesse = 87 474,41 $
Programme act.physiques = 42 290,33 $

5. Engagement de l'organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l'organisme : *Association Les Chemins du Soleil*

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondisse demande de soutien financier.

•

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.

•

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.

•

Nous nous engageons maintenir en vigueur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.

Échéance de la police d'assurances actuelle : 1er décembre 2022

•

Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Daniel Lauzon
Signature représentant de l'organisme	Daniel Lauzon
Date	09 novembre 2022

Nom du représentant de l'arrondissement	Veronique Lebel Bilodeau
Signature représentant de l'arrondissement	Veronique Lebel Bilodeau
Date	11 novembre 2022

Affectation de la subvention de l'arrondissement ***À remplir à l'étape du bilan***
- $
- $
- $
- $

ment de notre

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227709004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » ainsi que « jeunesse » et accorder une contribution totale de 129 764,74 $

Liste des pièces disponibles au bureau de la DSLDS ayant fait l'objet d'une vérification par le personnel :
- Preuve d'assurance incluant les avenants de la Ville
- Rapport de l'IGIF
- Lettre patente et règlements généraux
- Bilan financier le plus récent
- Résolutions du conseil d'administration
- Rapport annuel

Aspect financier : Aspect financier GDD 1227709004.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030:

2023 ASSO CHEMIN DU SOLEIL_MTL_2030_activites_physiques_loisirs.docx.pdf

2023 ASSO CHEMIN DU SOLEIL_MTL_2030_jeunesse.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1214105003***
Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***
Projet : Organisme l'Association des Chemins du Soleil, ***Programme Activités physiques et de loisirs***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Solidarité, équité, inclusion

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Humain

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
Intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie à Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Priorité 19 : Permettre aux jeunes de vivre des réussites, et ce, peu importe leur milieu culturel, leur statut socioéconomique ou leur rendement scolaire. Le tout, dans un environnement sécuritaire.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1214105003***
Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***
Projet : Organisme l'Association des Chemins du Soleil, ***Programme jeunesse***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Solidarité, équité, inclusion

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Humain

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
Intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie à Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Priorité 19 : Permettre aux jeunes de vivre des réussites, et ce, peu importe leur milieu culturel, leur statut socioéconomique ou leur rendement scolaire. Le tout, dans un environnement sécuritaire.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité**	**X**		

● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1227709004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » ainsi que « jeunesse » et accorder une contribution totale de 129 764,74 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1227709004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1227709004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Association Les Chemins du Soleil dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et «jeunesse» et accorder, à cette fin, une contribution totale de 129 764,74 $ pour l'année 2023."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 129 764,74 $

	Années antérieures	2023
Montant		129 764,74 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 129 764,74 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-18**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:56:02

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1227709003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 35 511,45 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs »;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 35 511,45 $ pour l'année 2023;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:36

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227709003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 35 511,45 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie soutient l'offre de services en sports et loisirs de l'organisme à but non lucratif Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (CCLSCA) depuis plus de 23 ans. La convention de contribution venant à terme, l'organisme a soumis un plan d'action ainsi qu'un projet d'offre de services pour l'année 2023 répondant aux objectifs du programme « Activités physiques et de loisirs » de l'Arrondissement. Le projet déposé propose plusieurs activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans et à la clientèle aînée du district de Saint-Jacques.
Le rapport d'activités de l'année 2021 de l'organisme ayant rejoint les objectifs visés, l'Arrondissement recommande l'approbation d'une convention d'une durée d'un an se terminant le 31 décembre 2023 et l'octroi d'une contribution financière de 35 511,45 $ pour le Programme « activités physiques et de loisirs ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240478 Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 34 645,32 $

DESCRIPTION

Situé au coeur du district de Saint-Jacques, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie a développé et mis en place une offre de service en animation tant pour les jeunes que les aînés et ce, dans un contexte de vulnérabilité et de mobilité.
De par sa programmation d'activités de sports et de loisirs, l'organisme vise l'amélioration globale de la qualité de vie collective et le développement intégral de la personne et ce, dans le but de promouvoir le respect, l'inclusion, l'équité et la solidarité. Reconnu comme étant un milieu de vie accueillant, l'organisme mise sur l'accessibilité temporelle et financière afin d'offrir une programmation d'activités adaptée aux différents besoins de la clientèle du secteur. La contribution financière de l'arrondissement de Ville-Marie permet de financer 12 % de la programmation offerte par l'organisme dans le cadre du programme activité physique et de loisirs de l'arrondissement. L'organisme recueille également du financement de divers partenaires financiers afin de maximiser et bonifier son offre et répondre le plus

adéquatement possible aux besoins des résidents de ce secteur et par le fait même intervenir sur certains enjeux.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de ce programme les principaux objectifs de l'organisme sont :
1- Offrir un environnement sécuritaire et accueillant, exclu de toute violence (peu importe sa forme), aux participants de tous les groupes d'âge.
2- Favoriser l'accès et la participation des membres du CCLSCA à des activités culturelles, sportives et sociales dans le but de développer de nouvelles compétences et connaissances mais aussi un sentiment d'appartenance et d'implication sociale.
3- Développer en continu une programmation culturelle et sportive actualisée pour les enfants, leurs familles et les aînés du CCLSCA.
4- Favoriser les partenariats et poursuivre notre implication auprès de divers organismes et regroupements du domaine du communautaire et du loisir.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'Arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5 % par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 35 511,45 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.

De plus, l'Arrondissement prête gratuitement les locaux qu'elle loue au 1700, rue Atateken.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d’analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution financière permet une offre de service gratuite, des activités diversifiées et de qualité, dans un cadre sécuritaire, le tout supervisé par du personnel qualifié. L'absence de contribution financière pour cet organisme mettrait en péril l'accessibilité, la diversité et la qualité de l'offre de service déployée pour les jeunes et les personnes ainées du secteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'organisme quant à lui devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur son site internet et sur sa page Facebook. L'organisme s'engage à respecter les normes de visibilité de l'arrondissement de Ville-Marie qui se retrouvent à l'annexe 3 de sa convention. L'annexe 3 stipule que l'organisme doit mettre en évidence la participation de l'arrondissement dans ses documents promotionnels en lien avec le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;
Réalisation et évaluation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL
L'OBNL devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
Chef de division sports, loisirs et développement social

Tél : 514 872-6365
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-23



2023 CCLSCA - CONVENTION culture_sports_loisirs 1227709003docx.pdf



Annexe 1 Demande de soutien CCLSCA.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Donald Gaumont, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 138898036
Numéro d'inscription TVQ : 1006097568
Numéro d'organisme de charité : 91713856

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'être un milieu de vie ouvert à tous, où le loisir communautaire représente l'outil privilégié pour accompagner les membres dans les domaines de l'éducation populaire, du loisir sportif et culturel et favoriser l'épanouissement de la clientèle dans une approche favorisant la prise en charge par le participant et l'amélioration de la qualité de vie collective et citoyenne;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme activités physiques et de loisir pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme activités physiques et de loisir**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.5 « **Annexe 5** » : Reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de trente-cinq mille cinq cent onze dollars et quarante-cinq cents (35 511,45 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution

Paraphes	
Organisme	Ville

financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Paraphes	
Organisme	Ville

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par

Paraphes	
Organisme	Ville

l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général, Donald Gaumont, Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
Organisme	Ville

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE

Par : _____
Donald Gaumont
Directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville

Paraphes	
Organisme	Ville

n’est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
L’Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d’évacuation en cas de situation d’urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L’ORGANISME

Nom de l’Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d’Alexandrie	1700 Atateken et le sous-sol sous le 1710 rue Atateken	Tout le centre à l’exception des bureaux réservés par les représentants de l’arrondissement de Ville-Marie (Table de concertation du faubourg Saint-Laurent)	janvier 2023	décembre 2023		Selon la programmation de l'annexe 1

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

Paraphes	
Organisme	Ville

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :		**CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE-D'ALEXANDRIE**		
Tableau des versements Année 2023				
Année	**Montant global**	**1er versement 50%**	**2e versement 40%**	**3e versement 10%**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 juin**	**au plus tard le 31 décembre**
2023	35 511,45 $	17 755,73 $	14 204,58 $	3 551,14 $

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-D'Alexandrie

Adresse : **1700 Atateken**

Téléphone : 514-524-6626 **Poste :**

Date de constitution en OBNL : **24-01-1966**
NEQ : **1144368041**

N° TPS : 138898036
N° TVQ : 1006097568
No charité : 91713856
No fournisseur Ville : 119746

Représentant désigné : **Donald Gaumont**
Titre : **Directeur général**
Téléphone : **514-779-3863 (cell)** **514-524-6626 poste 205**
Courriel @ : **dirgen@cclsca.qc.ca**

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

☑ Programme activités physiques et de loisir ☐ Programme clubs sportifs

☐ Programme jeunesse

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (CCLSCA), est un milieu de vie ouvert à tous, sans discrimination aucune. Le loisir communautaire représente l'outil privilégié pour agir dans les domaines de l'éducation, du développement social, de la prévention et de la promotion des saines habitudes de vie. C'est pouquoi nos activités favorise la prise en charge par le participant dans un objectif global d'amélioration de la qualité de vie collective et de développement intégral de la personne. Aussi notre projet s'adresse aux jeunes familles, aux adultes ainsi qu'aux ainés, plus particulièrement ceux et celles de l'arrondissemenet VIlle-Marie. De plus, divers événements culturels permettront de recruter et faire connaître le CCLSCA à la population qui fréquentent notre arrondissement.

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☑	☐	☐	☐	Maintenir et bonifier l'offre de service en activités physiques et de loisirs pour les résidents aînés de l'Arrondissement	Notre club de marche faisant relâche à la session d'hiver, offrir des cours de mise en forme (ex : gymnastique douce), et, pour les plus actifs, des cours stimulant le cardio (ex : zumba). Nous comptons organiser des ateliers participatifs en art.	Offrir une programmation Aînés 4 saisons en adaptant les activités physiques selon la saison, les intérêts et les capacités des participants. Recruter plusieurs nouveaux bénévoles (1 par saison) intéressés à partager une forme d'art, de création ou d'artisanat avec les membres aînés du CCLSCA. Évaluation, à moyen terme, du format « 1 bénévole - 5 semaines » élaboré en 2021.	
☑	☐	☐	☐	Lutter contre la fracture numérique	Tout en maintenant l'ouverture de notre halte informatique, augmenter au quotidien notre support technologique/informatique (tutorat) pour les 55 ans et + ; de 5h (en ce moment), à 10h par semaine. Offrir de 3 à 5 ateliers en lien avec les nouvelles technologies et leur avantages/risques (fraude en ligne, cyber sécurité, réseaux sociaux, rencontres en ligne…) Certains ateliers s'adresseront aux aînés et d'autres aux jeunes ou/et familles.	Offrir aux aînés un accès aux outils informatiques du CCLSCA. Offrir du support aux aînés pour leur permettre d'utiliser divers outils technologiques de socialisation (téléphones intelligents, tablettes, applications, réseaux sociaux…). Offrir du support aux aînés pour leur permettre d'utiliser divers outils technologiques de socialisation (téléphones intelligents, tablettes, applications, réseaux sociaux…)	
☑	☐	☐	☐	Développer des activités de loisirs « virtuels » et faire profiter nos membres Aînés et Jeunesse de nos acquisitions en matière de technologie informatique et de réalité virtuelle.	Offrir à même notre site 3 activités ludiques : pour les Aînés (histoires du quartier et recueil d'expression art Offrir chaque saison 1 activités de réalité virtuelle (ludiques ou/et pédagogiques) adaptée aux aînés (visite de musée, art, voyage…)	Développer une section « récréathèque » sur notre site Internet. Développer divers outils et formations permettant aux aînés d'apprivoiser les outils technologiques (téléphones intelligent, tablettes, ordinateurs…) en s'amusant. Former de nouveaux bénévoles (2) pour les activités de réalité virtuelle et pour le tutorat. Développer une section histoire sur notre site internet. Développer un recueil de différentes expressions artistiques réalisés par les aînés à partir d'atelier thématique et d'apprentissage des médiums.	
☑	☐	☐	☐	Favoriser un développement continu et proactif de la programmation du CCLSCA	Proposer minimalement 1 nouvelle activité chaque saison aux aînés (4 saisons). Proposer minimalement 1 nouvelle activité aux Jeunes chaque saison (3 saisons) Accueillir minimalement 1 projet citoyen de loisirs pouvant être intégré à la programmation du CCLSCA.	Adapter l'horaire des activités aux besoins des Jeunes et de leur famille. Cibler les intérêts des jeunes de l'Arrondissement pour offrir des activités gratuites de semaine en présentiel. Favoriser les initiatives citoyennes. Valoriser le bénévolat. Accueillir des stagiaires afin d'enrichir notre expertise et notre programmation.	
☑	☐	☐	☐	Augmenter l'offre de service en loisirs culturels, communautaires et artistiques pour les aînés, prioritairement les résidents de l'Arrondissement Ville-Marie	Mettre sur pied et offrir une activité traditionnelle de Bingo pour les aînés. Offrir, lors d'activités spéciales, des Bingo familiaux. Mettre sur pied un comité de bénévoles pour gérer l'activité Bingo. Augmenter notre « membership » ainés grâce à cette activité.	Favoriser le développement d'activités de loisirs communautaires « pour et par » les ainés. Suite à la pandémie de COVID-19, permettre aux ainés de retrouver une vie sociale active et valorisante. Mettre sur pied la très demandée activité « Bingo ».	
☑	☐	☐	☐	Augmenter l'offre de service en loisirs culturels, communautaires et artistiques pour les Jeunes et les Familles, prioritairement les résidents de l' Arrondissement Ville-Marie	Offrir des ateliers (virtuels ou présentiels) mensuels aux Jeunes. Offrir des activités familiales thématiques mensuelles. Mise sur pied de « micro-évènements » Jeunes et/ou familiaux adaptés aux normes sanitaires en vigueur.	Favoriser le développement d'activités Jeunesse et Famille adaptées à la réalité des résidents de l'Arrondissement Ville-Marie. Permettre aux enfants de partager avec l'ensemble de leur famille des activités de loisirs communautaires mobilisantes et ludiques. Adapter nos techniques de mobilisation aux populations et à leurs habitudes. Valoriser le bénévolat Jeunesse.	

☑	☐	☐	☐	Offrir aux participants un encadrement sécuritaire et de qualité	Plan de déconfinement. Politiques de contrôle sanitaire. Contrôle du passeport vaccinal (lorsque nécessaire). Offre de tutorats informatiques. Maintien de la Halte-numérique. Offre d'ateliers de sensibilisation et de prévention sur des thèmes touchant de près la santé et la sécurité.	Offrir des activités de sensibilisation sur différents sujets touchant la santé et la sécurité des ainés. Lutter contre la fracture numérique pour favoriser la participation des 55 ans et + aux activités de loisir communautaire. Offrir gratuitement des facilités d'accès au Wifi et du support informatique.	
☑	☐	☐	☐	Améliorer la mobilité des 55 ans et+	Proposer une programmation variée, attrayante et adaptée à différents niveaux de capacités motrices. Proposer une programmation offrant entre 5 et 7 activités physiques pour les ainés.	Évaluation des activités 2021/2022 ci-après en vue du maintien (ou non) de ces dernières : Qi Gong; Tai Chi débutant et intermédiaire;Pilates; Tai Chi Éventail; Yoga sur chaise. Mobiliser de nouveaux bénévoles et des contractuels spécialisés (au besoin).	
☑	☐	☐	☐	Augmenter la participation du CCLSCA dans les actions concertées visant les activités de loisirs communautaires et le développement social.	Participation au Groupe aînés de Montréal de la FQCCL Participation au ROAF: Regroupement des organismes pour aînés des Faubourgs. Participation à la Table de développement social Centre-Sud. Participation à La Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud. participation : Projet Communauté Compatissante. Participation à l'étude : « soutenir l'inclusion d'aînés vivant avec une problématique de santé mentale dans les CCL ». Un projet de la FQCCL et de l'UQTR, subventionné par le programme « Action concertée » du FQRSC. Participation au conseil d'administration d'En Marge 12-17. Participation au conseil d'administration de la FQCCL	Contribuer activement au milieu communautaire et au développement ainsi qu'à la cohésion sociale de notre communauté. Participer à différents projets de concertation ainés et jeunesse. Favoriser le développement de l'implication philanthropique au bnéfice du CCLSCA et des projets de loisirs provenant de nos participants.	
☑	☐	☐	☐	Participer aux activités développées par des partenaires communautaires ou institutionnels.	Collaborer avec un minimum de 4 partenaires dans un cadre d'activités/évènements de loisirs communautaires. Accueillir au CCLSCA un minimum de 2 stagiaires.	Participation au Groupe aînés de Montréal de la FQCCL Participation au ROAF: Regroupement des organismes pour aînés des Faubourgs. Participation à la Table de développement social Centre-Sud. Participation à La Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud. participation : Projet Communauté Compatissante. Participation à l'étude : « soutenir l'inclusion d'aînés vivant avec une problématique de santé mentale dans les CCL ». Un projet de la FQCCL et de l'UQTR, subventionné par le programme « Action concertée » du FQRSC. Participation au conseil d'administration d'En Marge 12-17. Participation au conseil d'administration de la FQCCL	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**413 783,45 $**
Revenus autonomes	**244 184,00 $**
Autres	
TOTAL	**657 967,45 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir				Programme jeunesse				Programme camp du jour				Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Animation à la vie communautaire	74 843,34 $	30511,34														
	Animation spécialisée	15 071,16 $	5 000,11 $		.												
	Coordination	39 375,23 $															
	SOUS-TOTAL	**129 289,73 $**	**35 511,45 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Équipements	70 809,55 $															
	Activités	25 000,00 $															
	Spécialiste et experts	60 000,00 $															
	SOUS-TOTAL	**155 809,55 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Gestion	5 326,72 $															
	SOUS-TOTAL	**5 326,72 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**290 426,00 $**	**35 511,45 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**35 511,45 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**290 426,00 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**12%**

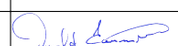
5. Engagement de l’organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l’organisme : **Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-D'Alexandrie**

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l’appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l’acceptation par le conseil d’ arrondissement de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.
- Nous nous engageons maintenir en vigeur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.
  Échéance de la police d'assurances actuelle : 1er décembre 2022
- Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Donald Gaumont
Signature représentant de l'organisme	
Date	2022-11-11

Nom du représentant de l'arrondissement	Veronique Lebel Bildoeau
Signature représentant de l'arrondissement	Véronique Lebel Bilodeau
Date	2022-11-15

6. Reddition de comptes et évaluation

** Réservé à l'administration*

- ☐ **L'organsime a complété la portion des résultats obtenus à même ce formulaire**
- ☐ **L'organsime a complété la portion du bilan financier dans la section *montage financier* à même ce formulaire**
- ☐ **Fréquentations remises sur une base trimestrielle**
- ☐ **Codes postaux des participants - hiver - été (camp de jour) et automne**
- ☐ **Rapports d'accidents graves - max trois jours après l'événement (accident impliquant un équipement municpal seulement)**

Les résultas obtenus répondent aux attentes (section 3) **** Réservé à l'administration***	☐	**Les résultats obtenus surpassent les attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus répondent pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus ne répondent pas pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus sont grandement inférieurs aux attentes signifiées.**
Commentaires de l'arrondissement: **** Réservé à l'administration***		
Commentaires de l'organisme:		

Je sousigné, confirme que les données transmises lors de l'étape bilan sont conformes

Nom du représentant désigné par l'organisme	
Signature représentant de l'organisme	
Date	

Nom du représentant de l'arrondissement	
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227709003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 35 511,45 $

Liste des pièces disponibles au bureau de la DSLDS ayant fait l'objet d'une vérification par le personnel :
- Preuve d'assurance incluant les avenants de la Ville
- Rapport de l'IGIF
- Lettre patente et règlements généraux
- Bilan financier le plus récent
- Résolutions du conseil d'administration
- Rapport annuel

Aspect financier : Aspect financier GDD 1227709003.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030 : 2023 CCLSCA_Grille analyse Montréal 2030.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
Agente de développement sports, loisirs et développement social

Tél : 438-777-6951
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1227709003***
Unité administrative responsable : ***Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social***
Projet : Organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du Programme activités physiques et de loisirs

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **Solidarité, équité et inclusion** Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire **Humain** Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 9: Favoriser l'accès et la participation des membres du CCLSCA à des activités culturelles, sportives et sociales dans le but de développer de nouvelles compétences et connaissances mais aussi un sentiment d'appartenance et d'implication sociale. Priorité 19: Développer en continu une programmation culturelle et sportive actualisée pour les enfants, leurs familles et les aînés du CCLSCA.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1227709003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 35 511,45 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1227709003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1227709003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder, à cette fin, une contribution totale de 35 511,45 $ pour l'année 2023."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 35 511,45 $

	Années antérieures	2023
Montant		35 511,45 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 35 511,45 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-18**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:54:25

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1225179011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023 et accorder une contribution de 7 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023;
D'accorder une contribution de 7 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:34

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225179011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023 et accorder une contribution de 7 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans un quartier qui accueille de plus en plus de familles immigrantes, la diversité culturelle est bien présente dans les écoles et représente un défi d'adaptation tant pour les jeunes d'ici que pour ceux issus de l'immigration; les différences peuvent provoquer des confrontations de valeurs et faire place à la discrimination et au racisme. Les jeunes issus de la diversité qui ont de la difficulté à tisser des relations avec leurs pairs et qui se retrouvent en situation d'exclusion sont ainsi plus susceptibles d'éprouver des difficultés d'adaptation à la société québécoise. Les Rendez-vous interculturels (RDVI) poursuivent l'objectif d'accompagner les jeunes dans le développement de leurs compétences sociales afin prévenir le racisme, la discrimination, l'intolérance et l'exclusion. Ils permettent aussi de favoriser les rapprochements interculturels et la création de nouveaux liens entre les jeunes, les adultes et les organismes communautaires et institutions du quartier Centre-Sud.
Les RDVI, un projet concerté et initié par la Table de concertation jeunesse du Centre-Sud (TCJCS), est coordonné par le Carrefour de ressources en interculturel (CRIC).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240379 (1217709002): Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et accorder une contribution totale de 29 863,50 $ (PIMJ : 25 688 $, 4 175,50 $: Division sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie)
CA20 240461 (1207709009): Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2021, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2020 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une

contribution totale de 25 688 $

CA19 240503 (1194105004): Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2020, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2019 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution totale de 25 688 $

DESCRIPTION

Dans le cadre des Rendez-vous interculturels, les jeunes sont amenés à développer des projets interculturels qu'ils pourront par la suite présenter à la communauté, lors de l'événement de clôture. Chaque année, l'événement est différent puisqu'il prend la couleur des réalités vécues par les jeunes participant à l'édition annuelle. Le projet permet de diminuer les risques de discrimination, de marginalisation et d'exclusion des jeunes de la diversité ethnoculturelle et contribue à créer un milieu de vie ouvert pour les jeunes de toutes origines, en mobilisant les jeunes d'ici et d'ailleurs autour de projets rassembleurs et en créant des occasions de reconnaissance positive au sein de leur quartier.

JUSTIFICATION

Le projet promeut l'inclusion et le vivre-ensemble et met de l'avant la diversité culturelle présente au Centre-Sud. La contribution permettra de soutenir la tenue de l'édition 2022-2023 de l'événement.
À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement souhaite :

- favoriser le dynamisme des milieux de vie et la création d'espaces de rencontres citoyennes;
- réduire les inégalités sociales et soutenir les personnes dans le besoin;
- assurer une solidarité et une cohésion sociale dans les quartiers;
- favoriser la cohabitation harmonieuse entre les personnes fréquentant ou résidant sur le territoire;
- soutenir l'intégration socio-économique des citoyens d'origines diverses

Ainsi, le soutien offert au projet du CRIC permet donc de concrétiser particulièrement les engagements de l'Arrondissement :

- Engagement 9 : Soutenir la lutte à l'exclusion, promouvoir la mixité sociale et contribuer au vivre-ensemble.
- Engagement 11 : Favoriser l'intégration des nouveaux arrivants et résidents.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée provient du Fonds de soutien financier en développement social et du budget de fonctionnement de la Division des sports, des loisirs et du développement social et représente 16,4 % du montage financier du projet. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

	2022	Durée	2023	Durée
Carrefour de ressources en interculturel	6 300 $	1 mois	700 $	6 mois

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle du Plan stratégique Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les services offerts par le CRIC contribuent à agir sur la problématique de l'intégration des jeunes du Centre-Sud, issus de la diversité ethnoculturelle.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél :	514 868-4180	**Tél :**	514-872-1769
Télécop. :	514 868-5810	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-20



1225179011_convention_CRIC_RV interculturels.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS DE SOUTIEN FINANCIER EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1-1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2k 3K4, agissant et représentée par Veronica Islas, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : (inscrire le numéro)
Numéro d'inscription T.V.Q. : (inscrire le numéro)
Numéro d'inscription d'organisme de charité : (inscrire le numéro)

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de rassembler et développer des ressources dans le domaine interculturel avec et pour les organismes, résidents et résidentes du quartier Centre-Sud afin de favoriser le rapprochement interculturel entre toutes les communautés culturelles du quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de

gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui

fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en

raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SEPT MILLE dollars (7 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de SIX MILLE TROIS CENT dollars (6 300 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de SEPT CENT dollars (700 $), dans les 30 jours de la remise du rapport final, lequel est dû au plus tard le 31 juillet 2023,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1-1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2k 3K4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2022

CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Par : _____
Véronica Islas, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement Ville-Marie de Montréal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

ANNEXE 1
PROJET

Voir le document PROJET_Carrefour des ressources en interculturel - Rendez-vous interculturels 2022-2023 dans la section « Pièces jointes» du sommaire décisionnel ».

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie Montréal

Lien pour télécharger les logos.

2.1.2.1 Normes graphiques

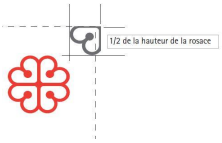
- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :
    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
    - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. **»**

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. **»**

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.

- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225179011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023 et accorder une contribution de 7 000 $



PROJET_Carrefour des ressources en interculturel - Rendez-vous interculturels 2022-2023.pdf



Aspect financier_GDD_1225179011_CRIC.pdf



1225179011_ Grille d'analyse Montréal 2030_CRIC.pdf



REQ CRIC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1225179011
Unité administrative responsable : Div des sports, des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie
Projet : Les Rendez-vous Interculturels 2022-2023

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous :

- Sensibilisation à la réalité de la diversité et augmentation de l'empathie des jeunes envers les personnes issues de communautés ethnoculturelles différentes de la leur;
- Meilleure connaissance des pairs et développement d'outils pour la compréhension et le dialogue interculturel contribuant au vivre-ensemble.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-11-09 18:11:16

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1160062320
Nom	CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Adresse du domicile

Adresse	1-1851 rue Dufresne Montréal (Québec) H2K3K4 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Carrefour de ressources en interculturel
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Islas
Prénom	Veronica

Adresse	1-1851 rue Dufresne Montréal (Québec) H2K3K4 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2001-04-26
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2001-04-26
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2001-04-26 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2022-11-01
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2022-11-01 2022
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2022-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2021-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	ÉDUCATION ET SENSIBILISATION EN RELATIONS INTERCULTURELLES CONCERTATION INTER-ORGANISME

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	8631
Activité	Centres locaux de services communautaires
Précisions (facultatives)	Soutien et accompagnement aux personnes immigrantes

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 11 à 25

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Chouaiby
Prénom	Fatima
Date du début de la charge	2021-10-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	12160 rue Anna-Paquin Montréal (Québec) H1E7H1 Canada

Nom de famille	Bah
Prénom	Halimatou
Date du début de la charge	2021-10-20
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	10 rue Laforêt Saint-Constant (Québec) J5A2M7 Canada

Nom de famille	Deschamps
Prénom	Cécile
Date du début de la charge	2017-10-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	4-2363 rue La Fontaine Montréal (Québec) H2K1Z8 Canada

Nom de famille	Galli
Prénom	Andrea
Date du début de la charge	2019-09-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	2-2440 rue Honoré-Beaugrand Montréal (Québec) H1L6M3 Canada

Nom de famille	Almsiati
Prénom	Samar
Date du début de la charge	2022-10-12
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1-2105 av. Gascon Montréal (Québec) H2K2W3 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	ISLAS
Prénom	VERONICA
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Principal dirigeant
Adresse du domicile	1-1851 rue Dufresne Montréal (Québec) H2K3K4 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL	2187 rue Larivière Montréal Québec H2K1P5 Canada	Centres locaux de services communautaires (8631)
(Établissement principal)		
0002 - CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL	2240 rue Fullum Montréal (Québec) H2K3N9 Canada	Centres locaux de services communautaires (8631) Organismes de planification et de soutien des services sociaux (8694)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-11-01
Déclaration de mise à jour courante	2022-03-16
Déclaration de mise à jour courante	2021-11-22

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-11-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-10-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-10-23
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-11-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-11-14
Lettres patentes supplémentaires	2017-06-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-09-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-12-07
Déclaration de mise à jour courante	2015-04-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-11-21
Déclaration de mise à jour courante	2013-12-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-06-11
Déclaration de mise à jour courante	2013-02-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-11-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-03-05
Déclaration de mise à jour courante	2011-03-30
Déclaration annuelle 2010	2011-01-11
État et déclaration de renseignements 2009	2009-12-05
Déclaration modificative	2009-11-04
Déclaration annuelle 2008	2009-06-01
Avis de défaut	2009-04-29
Déclaration modificative	2009-01-30
Déclaration annuelle 2006	2008-08-08
Avis de défaut	2008-03-11
État et déclaration de renseignements 2007	2008-01-28
Déclaration modificative	2008-01-28
Déclaration modificative	2007-02-14
Lettres patentes supplémentaires	2006-03-20
Déclaration annuelle 2005	2005-11-17
Déclaration annuelle 2004	2005-01-24
Déclaration annuelle 2003	2003-11-27
Avis de changement de nom	2003-11-26
Changement du nombre d'administrateurs	2003-11-26
Déclaration annuelle 2002	2002-11-19
Déclaration initiale	2001-06-21
Certificat de constitution	2001-04-26

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2003-11-26

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL		2003-11-26		En vigueur
TABLE DE CONCERTATION EN RELATIONS INTER-CULTURELLES		2001-04-26	2003-11-26	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
CRIC (CONCERTATION EN RELATIONS INTER-CULTURELLES)		2001-06-21		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1225179011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023 et accorder une contribution de 7 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1225179011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1225179011

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2023, avec le Carrefour de ressources en interculturel pour la tenue des Rendez-vous interculturels 2022-2023 et accorder une contribution de 7 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 7 000,00 $

	Années antérieures	2022	2023	**Total**
Montant		6 300,00 $	700,00 $	**7 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 7 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002850	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM25179011
- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-17**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:46:05

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1224105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution financière totale de 165 053,61 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif »;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 165 053,61 $ pour l'année 2023;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-25 10:26

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224105004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution financière totale de 165 053,61 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie s'associe à des organismes à but non lucratif intervenant en activités physiques et de loisirs afin d'offrir à ses citoyennes et citoyens une programmation variée. Par l'entremise d'une convention de contribution financière, l'arrondissement de Ville-Marie soutient la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour assurer la réalisation d'activités culturelles, sportives et de loisirs diversifiées et de qualité ainsi que deux clubs sportifs aquatiques auprès des jeunes âgés de 6 à 17 ans principalement du district Sainte-Marie.
Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention d'une durée d'un an se terminant le 31 décembre 2023 et l'octroi d'une contribution financière de 165 053,61 $ pour les programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240480 Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution totale de 161 027,91 $

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît que le centre Jean-Claude-Malépart est un milieu de vie significatif pour les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement.
Pour l'année 2023, la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart (CCJCM) prévoit offrir cent soixante (160) activités sportives et cinquante (50) activités culturelles aux enfants et adultes de l'arrondissement. La clientèle aînée, quant à elle, pourra bénéficier d'une dizaine de nouvelles activités. De plus, une cinquantaine d'activités communautaires ainsi qu'environ quatre événements seront organisés pour les résidents.es du secteur.

Par la signature de cette convention, l'Arrondissement octroi une contribution financière à l'organisme pour les deux programmes suivants :

- **Programme "activités physiques et de loisirs"** permettant d'assurer une couverture de services adaptée pour les jeunes par le biais d'une programmation diversifiée faisant place au loisir sportif, culturel et communautaire;
- **Programme "club sportif**" permettant de contribuer au développement de l'offre aquatique du quartier en poursuivant l'offre de services des clubs aquatiques de la CCJCM en water-polo et en natation.

Le plan d'action de ces deux programmes se trouve dans la section 3 du «formulaire de demande de soutien et de reddition de compte 2023» et est en pièce jointe de ce dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

Par sa contribution financière, l'Arrondissement veut assurer à ses citoyennes et citoyens un accès à des services et des activités de sports et de loisirs répondants à leurs besoins. En fonction des différents programmes, l'organisme devra s'assurer d'offrir des activités en priorisant les jeunes de 6 à 17 ans de l'arrondissement tant au niveau sportif que culturel tout en portant une attention particulière à la clientèle des aînés. L'organisme offre également dans le cadre du programme « club sportif » des activités aquatiques tel que le water-polo et un club de natation.
Durant la saison estivale, l'organisme offre des activités de tennis au parc Médéric-Martin aux jeunes de 6 à 12 ans et assure les locations des terrains pour une pratique libre de l'activité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5% par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 165 053,61 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'Arrondissement et se détaille comme suit :

- **Programme "activités physiques et de loisirs :** 145 858,23 $
- **Programme "club sportif" :** 19 195,38 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière, assure principalement aux jeunes venant du quartier Sainte-Marie, l'accessibilité à des activités permettant le développement et le maintien de saines habitudes de vie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'Organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart figurent dans les outils de promotion et sur le site internet de l'arrondissement de Ville-Marie. L'organisme prépare et distribue aux citoyens un cahier de programmation. Il communique également les informations sur ses réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;

- Réalisation et évaluation de l'offre de service;
- Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'organisme ;
- La CCJCM devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514 232-3298
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-23

Convention : CCJCM_2023_convention.docx (1).pdf

Annexe 1 : CCJCM_2023_formulaire_demande_soutien_et_reddition_compte.pdf

Ventilation de la contribution financière :

CJCM_2023_ventilation_contribution_financière.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2633 Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, agissant et représentée par Dominique Bonetto, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il(elle) le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141283093 RT
Numéro d'inscription TVQ : 11451167661
Numéro d'organisme de charité : 14128 3093 RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'amélioration de la qualité de vie de la population qu'il dessert en lui offrant des programmes, des activités et des événements à caractère éducatif, culturel, sportif, physique, social, environnemental, scientifique et de loisirs communautaires;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre des Programmes suivants: Programme activités physiques et de loisir et Programme clubs sportifs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie des Programmes suivants: Programme activités physiques et de loisir et Programme clubs sportifs;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.5 **« Annexe 5 » :** reddition de compte;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3

Paraphes	
Organisme	Ville

OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent soixante-cinq mille cinquante-trois dollars et soixante et une cents (165 053,61 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de**

terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins

de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

Paraphes	
Organisme	Ville

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

Paraphes	
Organisme	Ville

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf

quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2633 Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Paraphes	
Organisme	Ville

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de 2022

CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART

Par : _____
Dominique Bonetto
Directeur général

La présente convention a été approuvée par le le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Formulaire de demande de soutien et de reddition de comptes 2023

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

Paraphes	
Organisme	Ville

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Période de l'année	Jours	Heures
Centre Jean-Claude Malépart	2633, Ontario Est, H2K 1W8	la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre	du dimanche au samedi	selon la programmation
Piscine du Centre Jean-Claude Malépart	2633, Ontario Est, H2K 1W8	la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre	du dimanche au samedi	selon la programmation (maximum de 400 heures/an)
Terrains de tennis Médéric-Martin	2255, rue du Havre	Du 1 mai au 15 novembre 2023	du dimanche au samedi	selon la programmation
Salle de musculation	2633, Ontario Est, H2K 1W8	Annuellement	du dimanche au samedi	selon la programmation
Bureau administratif	2633, Ontario Est, H2K 1W8	Annuellement		
Bureau de l'accueil au rdc	2633, Ontario Est, H2K 1W8	Annuellement		
2 locaux de rangement	2633, Ontario Est, H2K 1W8	Annuellement		

La Corporation du Centre Jean-Claude Malépart a la priorité sur la réservation des salles requises pour la réalisation de sa programmation au Centre Jean-Claude-Malépart.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
Organisme	Ville

En collaboration avec
Ville-Marie
Montréal

En collaboration avec
Ville-Marie
Montréal

En collaboration avec
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :		**CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART**		
Tableau des versements Année 2023				
Année	**Montant global**	**1er versement 50%**	**2e versement 40%**	**3e versement 10%**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 juin**	**au plus tard le 31 décembre**
2023	165 053,61 $	82 526,80 $	66 021,44 $	16 505,37 $

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Paraphes	
Organisme	Ville

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution financière totale de 165 053,61 $

Aspects financiers : CCJCM_2023_aspect_financier_GDD_1224105004.pdf

Montréal 2030

Activités physiques et de loisirs :

CCJCM_2023_MTL_2030_act_physiques_loisirs.docx.pdf

Club sportif :

CCJCM_2023_MTL_2030_clubs_sportifs.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart

Adresse : 2633, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W8

Téléphone : 514 521-6884

Date de constitution en OBNL : 3 octobre 1995
NEQ : 1145116761

N° TPS : 141283093 RT
N° TVQ : 11451167661
No charité : 14128 3093 RR0001
No fournisseur Ville : 118738

Représentant désigné : Dominique Bonetto
Titre : Directeur
Téléphone : 514 521-6884
Courriel @ : dbonetto@ccjcm.ca

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

- [x] Programme activités physiques et de loisir
- [x] Programme clubs sportifs
- [ ] Programme jeunesse

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Assurer une couverture de services adaptée pour les jeunes par le biais d'une programmation diversifiée faisant place au loisir sportif, culturel et communautaire; Voir au débeloppement de disciplines sportives et assurer leur pérennité, dans un cadre sécurité et assuré par des professeurs et entraîneurs compétents et adéquatement qualifiés afin de donner la chance aux jeunes de participer à des compétitions (Ville de Montréal, provinciales ou autres) qui favoriseront leur développement; Diversifier l'offre culturelle et communautaire en bonifiant progressivement la programmation sur la base des demandes des membres.

2.2 Programme clubs sportifs

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Contribuer au développement de l'offre aquatique du quartier en poursuivant l'offre de services des clubs aquatiques de la CCJCM en waterpolo et en natation; Assurer la livraison de ces entraînements par du personnel qualifié et certifiés selon les disciplines dans une

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	**Objectifs de l'organisme au regard du programme**	**Résultats attendus**	**Moyens**	**Résultats obtenus** * Remplir seulement à la période de bilan
☑	☐	☐		Assurer l'encadrement et la sécurité des participants dans le déroulement des activités	Offrir 160 activités adultes/enfants sportives; 50 activités adultes enfants culturelles; 10 activités aînés; 50 activités communautaires; 2 à 4 événements annuels.	**Assurer une bonne gestion des ressources humaines; Engager du personnel compétent et qualifier et/ou contribuer à leur qualification. Engager des professeurs et entraîneurs idéalement provenant du milieu - qualifiés; Mise à dispositions de locaux, de personnel et de matériel adapté en fonction des activités; assurer la qualité des activités et du matériel mis à la disposition.**	
☑	☐	☐		Favoriser l'acquisition de connaissance et d'habilités par les participants	Viser 2000 participants/an dans le secteur sportif; 300 participants/an dans le culturel; 100p./an dans le secteur aîné; 100p./an dans le secteur communautaire; 100 à 500 personnes par événement. Offrir des activités d'au moins une heure par semaine et encourager la pratique sur 2-3 jours/semaine.	**Offrir un nombre d'heure d'entraînement suffisant pour favoriser la progression des participants; Adapter l'offre à divers niveaux de difficulté; Mettre à disposition des plateaux d'activités et une fréquence adaptée; Offrir des formations au personnel pour favoriser une amélioration continue; Évaluer le personnel sur une base continue afin de perfectionner nos pratiques et d'dapter les services au besoin**	
☑	☐	☐		Instaurer des pratiques de développement continu favorisant une diversification des services	Procéder à au moins 2 évaluations saisonnière par sondage; exécuter au moins un focus groupe; Faire au moins une rencontre par an sur le thème des demandes des membres/usagers.	**Faire progresser la programmation dans le temps afin de répondre aux attentes des membres. Évaluer par sondage sur une base régulière les diverses programmations de l'organisme; Implanter la vision et les recommandation de planification stratégique (2022-2023) dans le développement des services; Favoriser l'implication et le bénévolat**	
☐	☐	☑		Assurer l'accessibilité des activités et des événements sportifs auprès des jeunes	Participer à au moins une compétitions (Jeux de Montréal) en natation et en waterpolo.	**Procéder à l'inscription des jeunes; assurer les affiliations adéquates; assurer les entraînement des jeunes et encadrement lors des événements sportifs.**	
☐	☐	☑		Développer une pratique sportive soutenue et structurée auprès des jeunes	Offrir 9 heures/semaine pour le secteur initiation et 9h/semaine pour le secteur compétition	**Développement du potentiel potentiel en offrant environ 18h de bassin par semaine; Présence de personnel d'encadrement (coordination, entraîneurs, etc.), Formation et la qualification du personnel.**	
☐	☐	☑		Favoriser le développement d'un cadre social et communautaire valorisant l'implication sportive et sociale et le développement du sentiment d'appartenance, la fierté et l'estime de soi.	Réaliser un événement/an honorant les performances, participations et distinctions de nos athlètes	**Réaliser le Gala sportif de la CCJCM; participer à des compétition et faire homologuer les résultats des jeunes en vue de souligner les progrès et procéder à des distinctions spéciales.**	
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					
☐	☐	☐					

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**477 853,00 $**
Revenus autonomes	**750 000,00 $**
Autres	
TOTAL	**1 227 853,00 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir				Programme jeunesse				Programme camp du jour				Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordination	74 833,20 $	47718,93											4 928,04 $	- $		
	Profs/entraineurs	47 139,30 $	47 139,30 $		.									21 902,40 $	15 195,38 $		
	Appariment/Accuei	20685,6	- $														
	SOUS-TOTAL	**142 658,10 $**	**94 858,23 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**26 830,44 $**	**15 195,38 $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Équipement	8 500,00 $	8 500,00 $											1 500,00 $	1 000,00 $		
	Frais Amilia	5 000,00 $	5 000,00 $											2 500,00 $	1 000,00 $		
	Dépenses activités	12 500,00 $	12 500,00 $											3 000,00 $	1 000,00 $		
	Communications	5 000,00 $	5 000,00 $											1 000,00 $	1 000,00 $		
	SOUS-TOTAL	**31 000,00 $**	**31 000,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**8 000,00 $**	**4 000,00 $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	15% gestion	26 049,00 $	20 000,00 $											3 483,04 $	- $		
	SOUS-TOTAL	**26 049,00 $**	**20 000,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**3 483,04 $**	**- $**	**- $**	**- $**
	GRAND TOTAL	**199 707,10 $**	**145 858,23 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**38 313,48 $**	**19 195,38 $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**165 053,61 $**	*Act. sports et loisirs : 145 858,23 $* *Club sportif : 19 195,38 $*
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**238 020,58 $**	
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**69%**	

5. Engagement de l’organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l’organisme : Corporation du Centre Jean-Claude-Maléaprt

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l’appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l’acceptation par le conseil d’arrondissement de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.
- Nous nous engageons maintenir en vigeur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 5 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.
  Échéance de la police d'assurances actuelle : *1 décembre 2022*
- Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Dominique Bonetto, directeur
Signature représentant de l'organisme	Dominique Bonetto, M.A., P.C.P.E.S., P.C.G.E.S.C.
Date	27 octobre 2022

Nom du représentant de l'arrondissement	Linda Goulet, agente de développement
Signature représentant de l'arrondissement	 Signature numérique de Linda Goulet Date : 2022.11.12 14:57:59 -05'00'
Date	

6. Reddition de comptes et évaluation

** Réservé à l'administration*

- ☐ **L'organsime a complété la portion des résultats obtenus à même ce formulaire**
- ☐ **L'organsime a complété la portion du bilan financier dans la section *montage financier* à même ce formulaire**
- ☐ **Fréquentations remises sur une base trimestrielle**
- ☐ **Codes postaux des participants - hiver - été (camp de jour) et automne**
- ☐ **Rapports d'accidents graves - max trois jours après l'événement (accident impliquant un équipement municpal seulement)**

Les résultas obtenus répondent aux attentes (section 3) **** Réservé à l'administration***	☐	**Les résultats obtenus surpassent les attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus répondent pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus ne répondent pas pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus sont grandement inférieurs aux attentes signifiées.**
Commentaires de l'arrondissement: **** Réservé à l'administration***		
Commentaires de l'organisme:		

Je sousigné, confirme que les données transmises lors de l'étape bilan sont conformes

Nom du représentant désigné par l'organisme	
Signature représentant de l'organisme	
Date	

Nom du représentant de l'arrondissement	
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et clubs sportifs – 2023

EXPLICATIONS	*CALCUL*	*SOUS-TOTAL $*	*TOTAL $*
SALAIRES – ACTIVITÉS PHYSIQUES ET LOISIRS			142 658,10 $
Coordonnateur sportif	20h x 52 sem. x (27$ + 17%)	32 853,60 $	
Coordonnateurs : progr + communication	2 x 15h x 52 sem. x (23$ + 17%)	41 979,60 $	
Appariement / Accueil	20h x 52 sem. x (17$ + 17%)	20 685,60 $	
Professeur – Familles en art	44 sem. x 3h30 x (27$ + 17%)	4 864,86 $	
Professeur – Éveil musical	44 sem. x 3h x (27$ + 17%)	4 169,88 $	
Professeur - Petits versatils	44 sem. X 3h x 1 x (27$ + 17%)	4 170,00 $	
Animateurs - Dimanche, on joue! (gratuité)	44 sem. X 2h x 3 x (15$ + 17%)	4 633,00 $	
Professeur – Anglais par le jeu	44 sem. x 3h x (27$ + 17%)	4 169,88 $	
Entraîneur – Lutte (gratuité)	32 sem. x 4h x 50$	7 488,00 $	
Entraîneur – Badminton 6-12 ans (gratuité)	32 sem. x 3h x (30$ + 17%)	3 369,60 $	
Entraîneur – Badminton 13-17 ans (gratuité)	32 sem. x 1h30 x (30$ + 17%)	1 684,80 $	
Entraîneur – Athlétisme (gratuité)	24 sem. x 2h x (25$ + 17%)	1 404,00 $	
Entraîneur – Handball (gratuité)	32 sem. x 3h x (22$ + 17%)	2 471,04$	
Entraîneur – Spikeball (gratuité)	24 sem. x 1h30 x (20$ + 17%)	842,00 $	
Entraîneur – Haltérophilie	24 sem. x 3h x (40$ + 17%)	3 369,60 $	
Entraîneur - Baseball	36 sem. x 4h x (22$ x 17%)	3 706,56 $	
Entraîneur – Basketball (cours)	44 sem. x 3h x (22$ + 17%)	3 369,00 $	
Assistant – Basketball (cours)	44 sem. x 3h x (17$ + 17%)	2 625,48 $	
Entraîneur - Judo	44 sem. x 6h x (40$ + 17%)	12 355,20 $	
Entraîneur – Tennis (cours)	44 sem. 4h x (30 $ + 17%)	6 177,60 $	
Entraîneur – Tennis (été)	5 sem. x 6h x (30 $ + 17%)	1 053,00 $	

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et clubs sportifs – 2023

Entraîneur – Gym. rythmique	44 sem. x 4h x (30$ + 17%)	6 177,60 $	
Acrobaties et équilibrisme	32 sem x 2h x (29$ + 17%)	2 171,52 $	
EXPLICATIONS	***CALCUL***	***SOUS-TOTAL $***	***TOTAL $***
FRAIS D'ACTIVITÉS – ACTIVITÉS PHYSIQUES ET LOISIRS			**31 000$**
Équipements: entretien et achats (Ballons, dossards, matériels brico, instruments, raquettes, volants etc.)	8 500$	8 500,00 $	
Frais de gestion Amilia	5 000$	5 000,00$	
Dépenses d'activité (Affiliations, compétitions, vérifications d'antécédents, 1ers soins, etc.)	12 500$	12 500,00 $	
Dépenses en communication/publicité (Flyers, site web, Facebook, Médias sociaux, brochures etc.)	5 000$	5 000,00 $	
FRAIS ADMINISTRATIFS			
Assurance, papeterie, téléphones etc…	15%		**26 049,00 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION DU CENTRE			**199 707,00 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION VILLE			**145 858,23$**
ÉCART (CONTRIBUTION CENTRE – CONTRIBUTION VILLE)			**53 848,59 $**

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et clubs sportifs – 2023

EXPLICATIONS	*CALCUL*	*SOUS-TOTAL $*	*TOTAL $*
SALAIRES – CLUBS SPORTIFS			
			32 212 $
Coordonnateur	52 sem. x 3h x (26$ + 16%)	4 705 $	
Assistant - coordo (x 2)	52 sem. x 6h x (16$ + 16%)	5 791 $	
Entraîneur - Natation	52 sem. X 9h x (20$ + 16%)	10 858 $	
Entraîneur – Water-polo	52 sem. X 9h x(20$ + 16%)	10 858 $	
FRAIS D'ACTIVITÉS – CLUBS SPORTIFS			
			8 000 $
Compétitions / Ligue de pamplemousse	15 jeunes x 25$ x 4 comp.	1 500 $	
Affiliations – Natation et Water-polo (clubs et jeunes)	1 250$ x 2	2 500 $	
Formations: (PNCE1 +PNCE2) RCR/DEA/1er soins + Antécédents Judiciaires SN Gestion aqua.	1 000$ x 2 100$ x 4 100$ x 3 300$ x 1	3 000 $	
Équipements et matériels périssables		1 000 $	
FRAIS ADMINISTRATIFS – CLUBS SPORTIFS			
Téléphone, papeterie, tenue de livre etc…		4 021 $	**4 021 $**
TOTAL DE LA CONTRIBUTION DU CENTRE			**44 233 $**

Ventilation des contributions financières dans le cadre des programmes : Activités physiques et de loisirs et clubs sportifs – 2023

TOTAL DE LA CONTRIBUTION DE LA VILLE			**18 000 $**
ÉCART (CONTRIBUTION CENTRE – CONTRIBUTION VILLE)			**26 233 $**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105004***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : ***Programme Activités physiques et de loisir***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
Maintenir un lieu de vie et de rencontre significatif pour les citoyens du quartier Sainte-Marie et de l'arrondissement de Ville-Marie

Priorité 19 :
Maintenir un milieu de vie significatif pour les citoyens du quartier

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105004***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : ***Programme Clubs Sportifs***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
Maintenir un lieu de vie et de rencontre significatif pour les citoyens du quartier Sainte-Marie et de l'arrondissement de Ville-Marie

Priorité 19 :
Maintenir un milieu de vie significatif pour les citoyens du quartier



Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1224105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder une contribution financière totale de 165 053,61 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1224105004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1224105004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs » et « club sportif » et accorder, à cette fin, une contribution totale de 165 053,61 $ pour l'année 2023."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 165 053,61 $

	Années antérieures	2023
Montant		165 053,61 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 165 053,61 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-21**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:36:38

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229054002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec Les YMCA du Québec, se terminant le 31 décembre 2023, dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 26 660,25$

D' approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec les YMCA du Québec dans le cadre du « Programme jeunesse »;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 26 660,25 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-25 14:32

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229054002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec Les YMCA du Québec, se terminant le 31 décembre 2023, dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 26 660,25$

CONTENU

CONTEXTE

L'offre de service en sports et loisirs pour les adolescentes et adolescents de 12 à 17 ans dans le district de Peter-McGill est assurée depuis plusieurs années par le Les YMCA du Québec à son antenne du YMCA Centre-ville. Cet organisme offre un local pour les jeunes de 12 à 17 ans au rez-de-chaussée de leur immeuble situé sur la rue Drummond. Outre ce local, les jeunes ont aussi accès à des activités en gymnase selon un horaire prédéterminé. Le présent dossier vise à octroyer un financement à Les YMCA du Québec dans le cadre du « Programme jeunesse » de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240481 : Approuver la convention avec Les YMCA du Québec, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 46 925 $

DESCRIPTION

Le YMCA Centre-ville maintient son offre de service pour les jeunes de 12 à 17 ans dans le local, la Zone jeunesse. Il s'agit d'un lieu où peuvent se retrouver des adolescentes et des adolescents. Les jeunes peuvent venir et partir lorsqu'ils le souhaitent (participation libre, volontaire, avec ou sans inscription). Ouverte après l'école et la fin de semaine ainsi que pendant les jours de congé scolaire, la Zone jeunesse est un espace gratuit et sécuritaire pour les adolescentes et les adolescents, sans discrimination. La Zone jeunesse est d'abord un lieu où les jeunes peuvent s'autoriser à ne rien faire, à trouver du répit dans les moments de détresses, une oasis où ils peuvent, à leur gré, mettre de côté leurs problèmes ou en discuter et y trouver leurs propres solutions. Les jeunes peuvent créer ou développer des relations avec leurs pairs et des adultes significatifs et choisir librement leurs activités.
La Zone jeunesse donne aux jeunes une multitude d'occasion de participer à des activités variées, structurées ou non, à des ateliers, à des sorties et à des événements spéciaux. Grâce aux installations sportives du YMCA, les jeunes bénéficient aussi d'une programmation où l'activité physique est centrale. Elles et ils ont également accès à des activités de loisirs culturels, artistiques, du tutorat, de la cuisine ainsi que des activités de sensibilisation, de prévention ou de développement personnel.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de ce programme les principaux objectifs de l'organisme sont :
1- Favoriser et soutenir le développement de l'esprit, du corps et de l'intelligence, l'acquisition de saines habitudes de vie et des habiletés sociales;
2- Favoriser la découverte et l'entretien, par les jeunes, de leur motivation propre en lien avec leurs centres d'intérêts;
3- Favoriser l'implication des jeunes dans les processus décisionnels, le développement des compétences et des habiletés en lien avec l'autonomisation;
4- Développer et offrir des programmations en loisirs qui soient à la fine pointe des nouvelles tendances et qui sont mises en place par et pour les jeunes.

L'offre de service sera offerte sur 52 semaines par année à raison d'un minimum de 25 heures par semaine, du mardi au samedi. La Zone jeunesse vise à retrouver graduellement les taux de fréquentation d'avant la pandémie, soit d'environ 20 jeunes par jour.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 26 660,25$ $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'évaluation en pièce jointe de ce dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution financière permet une offre de service gratuite, des activités diversifiées et de qualité, dans un cadre sécuritaire, le tout supervisé par du personnel qualifié. Le projet soumis vise à mettre en place des actions favorisant l'activité physique chez les adolescentes et adolescents du secteur de Peter-McGill. L'absence de contribution aurait des répercussions sur l'offre de services.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. Le YMCA Centre-ville quant à lui devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant. Le YMCA appliquera toutes les recommandations de la santé publique applicables pour ce type de programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur son site Internet et plus particulièrement sur sa page Instagram. L'organisme s'engage à respecter les normes de visibilité de l'arrondissement de Ville Marie qui se retrouvent à l'annexe 3 de sa convention. L'annexe 3 stipule que l'organisme doit mettre en évidence la participation de l'arrondissement dans ses documents promotionnels en lien avec les projets.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat

avec l'organisme;
- Réalisation et évaluation de l'offre de service;
- Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'organisme ;
- L'Organisme devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agent (e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportives

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514-872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-23



1229054002_Convention_YMCA_zone jeunesse.docx (1).pdf



Annexe1_Projet_Zone jeunesse.pdf

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

Nom légal de l'organisme : Les YMCA du Québec (YMCA Centre-Ville)

Adresse : 1435, rue Drummond, Montréal, QC, H3G 1W4

Téléphon *514 242-8040* **Poste : N/A**

Date de constitution en OBNL : 1870 1870
NEQ : 1141011800

N° TPS : 119307031RT
N° TVQ : 1006243548TQ0002
No charité : 119307031RR0001
No fournisseur Ville : 296130

Représentant désigné : George Kalimeris
Titre : Directeur du développement
Téléphone : 514-262-0107
Courriel @ : George.Kalimeris@ymcaquebec.org

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

☐ Programme activités physiques et de loisir

☐ Programme clubs sportifs

☑ Programme jeunesse

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Jeunes de 12 à 17 ans Zone jeunesse du YMCA Centre-ville dessert les jeunes du district de Peter-McGill, de Ville-Marie et tous les jeunes qui transitent par le Centre-ville. Ouvert du mardi au samedi. Étant en post pandémie et relance, nous visons entre 15 et 20 jeunes par soir.

2.2 Programme jeunesse

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Les Zones jeunesse sont des lieux pour les ados de 12 à 17 ans, où ils peuvent venir et partir quand ils le souhaitent (participation libre, volontaire, avec ou sans inscription). Ouvertes après l'école et la fin de semaine, ainsi que pendant les congés, les Zones jeunesse sont des espaces gratuits et sécuritaires pour tous les ados et sans discrimination. Les Zones jeunesse, ce sont d'abord des lieux où ils peuvent s'autoriser à ne rien faire, trouver du répit dans les moments de détresse, une oasis où ils peuvent à leur gré mettre de côté leurs problèmes ou en « jaser » et y trouver leurs propres solutions. Ils peuvent y créer ou y développer des relations avec leurs pairs et des adultes significatifs et choisir leurs activités librement. Les Zones donnent aux jeunes une multitude d'occasions de participer à des activités variées structurées ou non, à des ateliers, à des sorties et à des évènements spéciaux. Grâce aux installations sportives du YMCA, les jeunes bénéficient aussi d'une programmation où l'activité physique est centrale, ainsi que des activités de loisirs culturels, artistiques, du tutorat, de cuisine, de même que des activités de sensibilisation, de prévention ou de développement personnel.

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.

Objectifs généraux du programme camp de jour	

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☐	☑	☐	☐	Dans une approche holistique, favoriser et soutenir le développement de l'esprit, du corps et de l'intelligence, l'acquisition de saines habitudes de vie et des habiletés sociales.	L'acquisition de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales par les jeunes : Environ 150 à 200 jeunes auront eu accès de manière fréquente et régulière à de l'activité physique ; ils auront appris des recettes simples et saines ; ils auront eu des discussions à propos des saines habitudes de sommeil, de gestion des écrans, et des relations harmonieuses avec les personnes avec un intervenant selon leurs besoins.	Offrir 4 plages horaires d'activités sportives par semaine pour 7 à 15 jeunes par plages. Offrir au moins un atelier cuisine par mois à 8 jeunes. L'équipe fait une intervention de manière formelle ou informelle avec un jeune de 2 à 5 par fois semaines. Offrir un lieu inclusif de socialisation qui donne aux jeunes des occasions d'améliorer ou d'acquérir des habiletés sociales avancées, notamment les aptitudes à accepter les points de vue divergents, les aptitudes à la résolution pacifique de conflits et liées au leadership participatif. Intervention informelle et formelle, atelier de sensibilisation, prévention des comportements à risques et développement personnel, discussions thématiques	
☐	☑	☐	☐	Favoriser la découverte et l'entretien par les jeunes de leur motivation propre en lien avec leurs centres d'intérêts. Favoriser la capacité des jeunes à faire des découvertes en les mettant fréquemment en contact avec des opportunités d'exploration riches et variées, parfois hors de leur zone de confort.	La découverte et l'exploration d'activités de nature diversifiée : Environ 150 à 200 jeunes auront eu des occasions variées de faire des activités et des sorties qui répondent à leurs envies et élargissent leur horizons en leur faisant vivre des expériences qu'ils n'auraient pas vécu sans la Zone.	Durant nos heures d'ouverture, offrir en libre accès aux moins 3 activités différentes simultanémment. Offrir au moins 2 fois par semaine un temps multi-sport au gym destinés à la pratique de sports moins populaires. Offrir 3 sorties ayant le but de découvrir 3 lieux de la Ville. Offrir une fois par semaine la pratique de jeux de société pour ados moins connus des jeunes.Consulter les jeunes sur leurs envies. Proposer des activités variées dans tous les domaines (sport, loisirs, art, cuisine, discussion, nature, aventure, jeux vidéos, plein air,...). Offre de formation aux intervenant.e.s sur les enjeux jeunesse afin de mieux cerner les besoins. Solliciter des intervenant.e.s/entreprises extérieures pour accéder à des expertises variées.	
☐	☑	☐	☐	Donner accès à un milieu de vie qui soit un lieu de liberté et d'expérimentation supervisée propice à la confiance mutuelle dans lequel on reconnaît les aptitudes des jeunes et on croit à leur potentiel, on les considère principalement selon leurs forces. Favoriser la prise de conscience de leurs capacités et responsabilités individuelles et collectives, la participation et l'implication dans les décisions pour modifier et améliorer leur milieu selon leurs besoins et leurs aspirations.	L'implication des jeunes dans les processus décisionnels: Environ 150 à 200 jeunes auront développé des habitudes liées à la fréquentation d'un espace public : developpement des compétences (faire sa vaisselle, ranger le matériel spontanément) et habiletés (respecter des règles, attendre son tour, partager, proposer des idées et participer à leur réalisation etc.) reliées à l'autonomisation. Il en résulte une augmentation de la participation.	Commodités en libre service (cuisinette, sofas, jeux vidéos, billard, ping pong, babyfoot matériels accessibles, participation volontaire aux activités. Écoute attentive et active des opinions, idées et commentaires des jeunes par divers moyens informels et formels (sondages en ligne ; discussions planifiées fréquentes) sur tous les sujets qui concernant la Zone (règles, programmation, achats).	
☐	☑	☐	☐	Offrir une programmation qui contient les activités attendues par les jeunes et intégrer de nouvelles activités inspirées des tendances du loisirs culturel.	Renouvellement de la programmation en fonction des nouvelles tendances du secteur loisirs culturels : Environ 150 à 200 jeunes auront eu accès à du matériel et des activités plus onéreux et moins accessibles ce qui permetttra notamment de briser la fracture numérique et le sentiment d'être moins favorisés chez les jeunes. Les jeunes auront le sentiment d'avoir accès à une multitude d'opportunité et cela favorisera une vision positive de l'avenir.	Permettre la pratique libre d'activités à disposition et visite d'autres espaces selon l'intérêt des jeunes. Être à l'écoute des jeunes et les impliquer dans la programmation. Donner accès au loisir culturel liées aux technologies numériques (accès à des consoles de jeux vidéos récentes ; visite d'une nouvelle activité payante tel que le site UPLA ; tournage dans le studio vidéo profesionel du Y, etc.). Participation au CAJ et différentes tables de concertation ; Concertation avec les Zones jeunesse du YMCA et autres organismes jeunesse. Être actif, mais aussi observateur sur les réseaux sociaux. Formations jeunesse et participation à la rencontre annuelle sur le loisir culturel de Montréal.	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**141 000,00 $**
Revenus autonomes	**- $**
Autres	**65 500,00 $**
TOTAL	**206 500,00 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordonnateur 28h/sem				
	Intervenant 35h/sem				
	Animateurs/interv t.partiel				
	Avg sociaux				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Équipement et matériel				
	Collations				
	Sorties				
	Locations espaces/gymnase				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Taux des frais admin du				
	YMCA = 26% des dépenses				
	éligibles				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

	Détails de la dépense	Programme jeunesse			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordonnateur 28h/sem	36 520,00 $	2 500,00 $		
	Intervenant 35h/sem	37 124,00 $	12 500,00 $		
	Animateurs/interv t.partiel	37 856,00 $	2 500,00 $		
	Avg sociaux	15 988,00 $	3 000,00 $		
	SOUS-TOTAL	**127 488,00 $**	**20 500,00 $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Équipement et matériel	5 328,00 $	1 000,00 $		
	Collations	1 950,00 $	400,00 $		
	Sorties	2 400,00 $	1 282,85 $		
	Locations espaces/gymnase	50 000,00 $	- $		
	SOUS-TOTAL	**59 678,00 $**	**2 682,85 $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Taux des frais admin du	48 663,16 $	3 477,43 $		
	YMCA = 26% des dépenses				
	éligibles				
	SOUS-TOTAL	**48 663,16 $**	**3 477,43 $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**235 829,16 $**	**26 660,28 $**	**- $**	**- $**

	Détails de la dépense	Programme camp du jour			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordonnateur 28h/sem				
	Intervenant 35h/sem				
	Animateurs/interv t.partiel				
	Avg sociaux				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Équipement et matériel				
	Collations				
	Sorties				
	Locations espaces/gymnase				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Taux des frais admin du				
	YMCA = 26% des dépenses				
	éligibles				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

	Détails de la dépense	Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordonnateur 28h/sem				
	Intervenant 35h/sem				
	Animateurs/interv t.partiel				
	Avg sociaux				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Équipement et matériel				
	Collations				
	Sorties				
	Locations espaces/gymnase				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Taux des frais admin du				
	YMCA = 26% des dépenses				
	éligibles				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**26 660,25 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**235 829,16 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**11%**

5. Engagement de l'organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l'organisme : Les YMCA du Québec

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.

•

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.

•

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.

•

Nous nous engageons maintenir en vigeur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.
Échéance de la police d'assurances actuelle : juin 2023

•

Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	George Kalimeris. Directeur exécutif. Communautaire et développement des partenariats
Signature représentant de l'organisme	
Date	2022-11-11

Nom du représentant de l'arrondissement	Roxanne Dufour
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	Le 16 novembre 2022

6. Reddition de comptes et évaluation

Réservé à l'administration

- ☐ **L'organsime a complété la portion des résultats obtenus à même ce formulaire**
- ☐ **L'organsime a complété la portion du bilan financier dans la section *montage financier* à même ce formulaire**
- ☐ **Fréquentations remises sur une base trimestrielle**
- ☐ **Codes postaux des participants - hiver - été (camp de jour) et automne**
- ☐ **Rapports d'accidents graves - max trois jours après l'événement (accident impliquant un équipement municpal seulement)**

Les résultas obtenus répondent aux attentes (section 3) ***Réservé à l'administration***	☐	**Les résultats obtenus surpassent les attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus répondent pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus ne répondent pas pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus sont grandement inférieurs aux attentes signifiées.**
Commentaires de l'arrondissement: ***Réservé à l'administration***		
Commentaires de l'organisme:		

Je sousigné, confirme que les données transmises lors de l'étape bilan sont conformes

Nom du représentant désigné par l'organisme	
Signature représentant de l'organisme	

Date	

Nom du représentant de l'arrondissement	
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17 étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par M. Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1435 rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par Monsieur George Kalimeris, Directeur exécutif, Communautaire et développement des partenariats, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : R103036653
Numéro d'inscription TVQ : 1002684574

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme jeunesse pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme jeunesse**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 **« Annexe 4 » :**	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
2.5 **« Annexe 5 » :**	Reddition de compte;
2.6 « **Responsable** » :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-six mille six cent soixante dollars et vingt-cinq cents (26 660,25 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de treize mille trois cent trente dollars et treize cents (13 330,13 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de dix mille six cent soixante-quatre dollars et dix cents (10 664,10 $), au plus tard le 30 juin 2023;

- un troisième versement d'un montant maximal de deux mille six cent soixante-six dollars et deux cents (2 666,02 $), au plus tard le 30 décembre 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de **deux millions de dollars (2 000 000 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de

collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à

cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435 rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur exécutif, Communautaire et développement des partenariats. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

LES YMCA DU QUÉBEC

Par : _____
George Kalimeris, Directeur exécutif, Communautaire et développement des partenariats

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution…….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET
«Projet Zone jeunesse-YMCA_2023.pdf»

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Ville-Marie Montréal

Tableau des versements de la contribution financière
Les YMCA du Québec

2023	**1er versement 50 %** Au plus tard le 30 janvier 2023	**2e versement 40%** Au plus tard le 30 juin 2023	**3e versement 10%** Au plus tard le 31 décembre 2023
26 660,25 $	13 330,13 $	10 664,10 $	2 666,02 $

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229054002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec Les YMCA du Québec, se terminant le 31 décembre 2023, dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 26 660,25$

Montréal 2030

1229054002_Grille d'analyse Montréal 2030_YMCA_zone jeunesse.pdf

Aspect financier

1229054002_Aspect financier_YMCA_zone jeunesse.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agent (e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportives

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1229054002***
Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***
Projet : ***YMCA Centre-Ville Programme jeunesse***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalais.e.s des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9:

Profondément enracinés au Québec depuis près de 170 ans, Les YMCA sont des témoins quotidiens des défis auxquels nos communautés sont confrontées. Ils aident des personnes à adopter de saines habitudes de vie, à se développer et à avoir un plus grand sentiment d'appartenance envers leur communauté. Ils aident à cultiver des quartiers forts et en santé, dynamiques et pleins de vie, où les générations se côtoient, s'engagent et se respectent et qui réservent un accueil indéfectible aux différences. La programmation 12-17 ans de la Zone jeunesse offerte par le YMCA ne fait pas exception en offrant gratuitement aux jeunes l'accès à un local en plein cœur du centre-ville. Les jeunes y rencontrent d'autres jeunes de leur âge, mais peuvent aussi rencontrer des intervenant.e.s qualifié.e.s.

Priorité 19:

Le local de la Zone jeunesse du YMCA Centre-ville est souvent utilisé comme havre de paix et comme lieu où les jeunes viennent et se sentent inclus, compris, acceptés et en sécurité, tant au niveau physique que psychologique. Iels peuvent s'adonner à une grande diversité d'activités selon leurs intérêts.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité**	**x**		

● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1229054002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec Les YMCA du Québec, se terminant le 31 décembre 2023, dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 26 660,25$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1229054002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1229054002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec les YMCA du Québec dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder, à cette fin, une contribution de 26 660,25 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 26 660,25 $

	Années antérieures	2023
Montant		26 660,25 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 26 660,25 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-18**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:58:36

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1220173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes (FEEJAD) dans le cadre du « Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 20 000 $.

D'approuver la convention se terminant le 31 octobre 2023 avec la Feejad (Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes) pour le projet « Les familles des Habitations Jeanne-Mance en action »;
D'accorder une contribution totale de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-25 14:30

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220173004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes (FEEJAD) dans le cadre du « Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 20 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Feejad (Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes) intervient sur le territoire des Habitations Jeanne-Mance (HJM) depuis plus de 10 ans afin de mobiliser les familles pour qu'elles prennent part aux activités offertes dans le secteur. Ce complexe d'habitations est l'un des plus grands ensembles de logements sociaux du Canada et compte 260 unités de logements destinés aux familles à faible revenu. Plusieurs communautés ethnoculturelles cohabitent sur ce territoire et certaines de ces familles vivent des enjeux d'intégration.
Le besoin de maintenir les liens avec les familles plus isolées des Habitations Jeanne-Mance est toujours présent, afin notamment de favoriser leur peine participation à la société d'accueil et favoriser la prise de parole des femmes et des jeunes filles. Le projet vise donc à proposer diverses activités en ligne et en présence et de créer des discussions sur des thématiques diverses abordant les enjeux propres à ces familles, notamment tous les aspects de l'éducation à la citoyenneté. L'organisme permet ainsi aux gens de s'exprimer et d'apprendre sur divers sujets en portant une attention particulière et en valorisant à la prise de parole des femmes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240274 : Approuver la convention, se terminant le 31 mai 2021, avec la Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes (FEEJAD) pour le projet « Les pères et les familles des Habitations Jeanne-Mance en action » et accorder une contribution totale de 20 000 $

DESCRIPTION

Le projet permettra d'offrir des activités et des animations variées en petits groupes, afin de favoriser l'interrelation et le soutien auprès des familles des HJM. Il est notamment prévu de tenir des ateliers d'initiation aux technologies et réseaux sociaux, des cafés thématiques, des sorties socio-éducatives, des activités culinaires, etc. Ces activités contribueront à mieux informer la communauté résidente, la maintenir engagée et mobilisée et à briser son isolement.

JUSTIFICATION

À travers le plan d'action en développement social 2020-2022, l'arrondissement prévoit :

- favoriser le dynamisme des milieux de vie et la création d'espaces de rencontres citoyennes;
- réduire les inégalités sociales et soutenir les personnes dans le besoin;
- assurer une solidarité et une cohésion sociale dans les quartiers;
- favoriser la cohabitation harmonieuse entre les personnes fréquentant ou résidant sur le territoire;
- soutenir l'intégration socio-économique des citoyens d'origines diverses;

Ainsi, le soutien offert au projet de Feejad (Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes) permet donc de concrétiser particulièrement l'engagement de l'arrondissement :

- Engagement 11 : Favoriser l'intégration des nouveaux arrivants et résidents.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. Un montant de 20 000 $ est prévu pour l'année 2023, dans le Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement du projet permet le soutien et l'amélioration des conditions de vie des résidents et résidentes de l'arrondissement de Ville-Marie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale, l'Organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.
Le projet permettra de maintenir les liens et d'offrir des activités en présence ou en ligne, selon les règles de santé publique applicables, à des populations vivant des difficultés d'intégration.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications de l'organisme doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de visibilité de l'arrondissement de Ville-Marie, Annexe 2 de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme. Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 438 820-0040
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514-872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-22



conv_FEEJAD_22.pdf



Annexe 1_Feejad_22.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Feejad (Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes),** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 250, rue Ontario Est, bureau 5014, Montréal (Québec), H2X 1H4, agissant et représentée par madame Perpétue Mukarugwiza, coordonnatrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration;

No d'inscription T.P.S. : N/A
No d'inscription T.V.Q. : N/A
No d'inscription d'organisme de charité : 83115 0552 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit afin de soutenir les familles et les enfants plus isolés des Habitations Jeanne-Mance.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le

niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

Utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.1 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent-vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une

copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de quinze mille huit cent soixante-quinze dollars (15 875 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de deux mille cent vingt-cinq dollars (2 125 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- et un troisième versement d'un montant maximal de deux mille dollars (2000 $), au plus tard le 30 novembre 2023;

  Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 novembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 250 Rue Ontario E #5014, Montréal, QC H2X 1H4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

FEEJAD

Par : _____
Perpétue Mukarugwiza, Coordonnatrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__
(Résolution CA …….).

ANNEXE 1

PROJET

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

En collaboration avec
Ville-Marie
Montréal

En collaboration avec
Ville-Marie
Montréal

En collaboration avec
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

#8800 - Les familles des habitations Jeanne-Mance en action - Demande de soutien financier (envoyée le 14 novembre 2022 à 16:28)

Nom de l'organisme	Mission
Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et des Adultes	La FEEJAD est un organisme communautaire qui accompagne les familles immigrantes des Habitations Jeanne-Mance dans leur processus d'intégration sociale à la société d'accueil et d'autonomie de chacun en privilégiant leur mobilisation dans le milieu. L'organisme promeut l'éducation, soutient la famille dans le développement des compétences personnelles et professionnelles.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie - Appel sur sur invitation 2022 Fonds de soutien financier en développement social - INTÉGRATION ET INCLUSION SOCIALE (Source budgétaire non reliée au SDIS)

Informations générales

Nom du projet: Les familles des habitations Jeanne-Mance en action

Numéro de projet GSS: 8800

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Perpétue
Nom: Mukarugwiza
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 543-3236
Numéro de télécopieur:
Courriel: feejad@hotmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Perpétue
Nom: Mukarugwiza
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2022-12-07	2023-10-31

Date limite de réception du rapport final
2023-12-01

Résumé du projet

Depuis que la FEEJAD organise des activités impliquant les familles des habitations Jeanne-Mance, nous constatons que ce travail porte ses fruits. Certains hommes participent à nos activités en présence des femmes et des jeunes, ce qui intègre les aspects liés à ADS+ dans nos volets d'intervention. Ce projet mobilise les pères de familles autour de nos actions pour faciliter l'intégration de toutes les familles à la société d'accueil. Nous voulons agir sur le rôle que jouent les pères dans la participation aux tâches familiales, dans la compréhension selon laquelle, certains codes traditionnels empêchent encore l'intégration à la société québécoise. Ces éléments qui peuvent sembler anodins, sont en fait des transformations importantes dans le rôle et la culture familiale des participants. Ils témoignent d'une acceptation plus grande de la part des pères d'une dynamique familiale plus en phase avec la société d'accueil. Ainsi, de par leur fait public, ces gestes normalisent aux yeux des autres membres de la communauté, cette harmonisation des coutumes collectives. Dans le contexte d'améliorer les bien-être et la cohésion familiale des résidents de Jeanne-Mance, des activités seront organisées plusieurs fois de manière très ciblée, en prenant en compte la dimension genre. Cela permettra à la FEEJAD de constater l'impact que ces activités auront sur les filles, les garçons ainsi que leurs parents. Il est donc très capital pour la FEEJAD de continuer à impliquer les familles en général et en particulier les pères. Selon notre expérience, des difficultés apparaissent toujours pendant la mise en œuvre du projet. Plusieurs hommes et femmes au foyer vivent en exclusion sociale et il est difficile de les rejoindre. Des femmes sont toujours soumises aux décisions de leurs conjoints pour participer à nos activités, malgré que certaines d'entre elles, se sentent épanouies en y participant. Aussi, plusieurs adolescentes sont contraintes aux décisions de leurs parents, et plus difficile, parmi elles, certaines nous témoignent que leurs parents organisent des mariages arrangés. Ces difficultés sociales, très cachées et profondes, nous amènent à intervenir pour la gestion du stress, le développement de l'estime de soi, l'implication citoyenne, l'autonomie ainsi que la valorisation de la femme et de la jeune fille. Notre objectif est de leur permettre de devenir des citoyens actifs, responsables, sécures et critiques. Nous devons ainsi entrevoir notre intervention en adaptant nos activités aux réalités multiculturelles. Les activités qui sont proposées dans ce projet, permettront les débats démocratiques et participatifs lors des cafés rencontres par exemple. Aussi, nous allons familiariser nos membres avec les outils informatiques alors que les diners communautaires comme les activités de loisirs feront un moyen de création du sentiment d'appartenance au milieu.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Augmenter la participation aux activités des familles et en particulier des pères. Augmenter le sentiment d'appartenance au milieu.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Susciter la participation de tous les membres de familles (y compris les pères) dans les activités de la FEEJAD et dans les activités quotidiennes dans le foyer

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Cafés rencontres avec thématiques choisies par les participants (es) (en ligne ou en présentiel).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	8	2	3	10	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Fêtes interculturelles et intergénérationnelles des familles.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	7	1	6	15	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de développent des habilités propres aux nouvelles technologies et réseaux sociaux dans une perspective à la fois ludique et instructive.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	8	1	8	10	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Prestations musicales des résidents du milieu et d'autres pour valoriser des talents cachés, en privilégiant les femmes musulmanes qui vont inspirer d'autres femmes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	4	1	3	3	200

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmenter le pouvoir d'agir des jeunes filles adultes et leurs mères, et également le sentiment de compétences parentales dans leur savoir-faire et savoir-être.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organiser des sorties socio-éducatives entre femmes et jeunes filles adultes en collaboration avec les pères de familles pour éviter les conflits causés par le choc culturel

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	9	1	4	2	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Loisirs culturels, piscines et marches favorisant le bien-être pour les mères isolées et celles avec de problèmes physiques et mentales.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	8	1	3	1	6

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Diner communautaires en collaboration avec les organismes du milieu comme CERF et Action Centre-Ville.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	8	1	4	6	5

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer la prise de parole des femmes et les jeunes filles adultes.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Valorisation de la prise de parole des femmes et des jeunes filles adultes pour s'exprimer dans un groupe mixte.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Reconduction des ateliers de cuisines en ligne avec les recettes des familles en impliquant les pères (Zoom ou autres plateformes).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	20	1	3	20	100

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activité(s) prévue(s) Continuation de création et diffusion de capsules culinaires originales de différentes sociétés d'origine (chaque membre participe à la création du capsule)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	7	1	1	20	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Création d'un nouveau livre de recettes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	7	1	1	20	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Services d'intervention psychosociale de première ligne en utilisant le téléphone, en ligne ou en présentiel. Suivis téléphoniques et/ou visites à domicile. Mobilisation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	36	5	5	50	250

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 250
Rue: Ontario Est
Numéro de bureau: 5014
Code postal: H2X 1H4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Diversité sociale
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	110	140	0	250

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les groupes d'âge

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration
- Résidents de logements sociaux

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires: Ce projet prône la mobilisation et l'implication directe de tous les membres dans les rencontres et les activités socialisantes que nous mettons en place pour favoriser l'intégration sociale et la cohésion dans la communauté. Les actions que nous conduisons et animons se basent sur des proposions de tous les membres dans le respect démocratique de la participation citoyenne. Avec l'approche de l'implication et de la participation citoyenne, nous mettons en avant la prise de parole des jeunes filles et les mères au même pied d'égalité avec les hommes. Nos rencontres mixtes vont créer la confiance en soi et le pourvoir d'agir chez les femmes comme chez les hommes sans distinctions de genre. Pour permettre la prise de parole des jeunes filles les mères et les pères, nous nous inscrivons dans un contexte multiculturel dans lequel les femmes sont gênées à s'exprimer publiquement et en présence de leurs maris. De ce fait, nous formerons des groupes mixtes dans certaines rencontres même si dans d'autres circonstances d'accompagnement, les filles adultes organiseront des activités entre-elles comme elles le préfèrent souvent.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Ville de Montréal
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Roxanne Dufour
Adresse courriel: roxanne.dufour@montral.ca
Numéro de téléphone: (438) 820-0040
Adresse postale: 800 boulevard De Maisonneuve Est, au 8e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Étudiants stagiaires		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 405 Rue Sainte Catherine Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 2C4

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: CEGEP du Vieux-Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Bénévoles et échanges interculturels et intergénérationnels		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 255 Rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1X6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Corporation des Habitations Jeanne-Mance

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 150 Rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 2Z7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Action Centre-Ville

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Rapprochement interculturel et intergénérationnel de nos membres		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 105 Rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1G9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: C.E.R.F

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Collaboration et référencement		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 105 Rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1G9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Go Jeunesse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Collaboration et référencement		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 200 Rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 1H3

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	20,00 $	25,00	0,00 $	40	1	20 000,00 $
Total						**20 000,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Source budgétaire non reliée au SDIS: Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**20 000,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Intervenant(e)	20 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**20 000,00 $**	20 000,00 $
Total	**20 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**20 000,00 $**	**20 000,00 $**

Frais d'activités	**Total**	

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Source budgétaire non reliée au SDIS: Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**20 000,00 $**	
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**0 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**0 %**			
Total	**20 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**20 000,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**20 000,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Intervenant de milieu sera chargé de:

(a) Créer des liens de confiance auprès de nouvelles familles;

(b) Consolider des liens existants;

(c) Promouvoir les activités adaptées aux familles;

(d) Favoriser les liens de confiance et de partenariat avec d'autres acteurs du milieu;

(e) Mobiliser les parents à participer aux activités et à encadrer les jeunes;

(f) Encourager l'entraide entre les membres de familles et entre les familles;

(g) Concevoir des outils nécessaires à l'intervention individualisée ou de groupes;

(h) Rédaction et soumission du rapport final du projet.

Service d'intervention de première ligne:

Les interventions qui ne relèvent de notre mission ou dont nous n'avons pas d'expertise, nous les référons à d'autres structures et organismes du milieu. Par exemple, les aînés sont référés à Action Centre-Ville, l'un de nos partenaires. Les jeunes intéressés aux jeux et loisirs sont directement référés à Go-jeunesse.

Profil des familles concernées par le projet:

Nos interventions touchent toute la communauté des Habitations Jeanne-Mance indépendamment des origines ethniques et culturelles. Notre clientèle est majoritairement issue de l'immigration. À titre d'exemple, nous servons des familles originaires de l'inde, de Bangladesh, d'Haïti, les pays Latino comme le Mexique, le Panama, la République dominicaine, du Maghreb (Algérie, Maroc,). Nous avons aussi les familles qui viennent dans les autres parties de l'Afrique, pour ne citer que ceux-là.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
DETAIL DE LA LIGNE BUDGETAIRE.docx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

Nom du fichier	Périodes
Rapport Projet des Pères 2022 VERSION FINALE (1).docx	*Non applicable*

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution du Conseil d'Administration.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Document d'engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1220173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes (FEEJAD) dans le cadre du « Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 20 000 $.



Grille d'analyse Montréal 2030 - 1220173004.pdf



Résolution_signataire_Feeajd.pdf



Engagement_GSS_Feejad.pdf



Aspect financier_1220173004.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 438 820-0040
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220173004*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*
Projet : *Les familles des Habitations Jeanne-Mance en action*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision

11. Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Valorisation de la prise de parole des femmes et des jeunes filles dans des groupes mixtes, lors des discussions aux thématiques diverses auxquelles 100 jeunes femmes et jeunes filles prendront part.

Ateliers de développement des habiletés propres aux nouvelles technologies et réseaux sociaux dans une perspective à la fois ludique et instructive pour 50 personnes.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

FEEJAD

Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et des Adultes

RESOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA)

Réuni en sa session spéciale du 9 novembre 2022, le Conseil d'Administration de la FEEJAD a pris la résolution suivante :

Résolution portant autorisation à la Coordonnatrice Générale de la FEEJAD, Madame Perpétue MUKARUGWIZA à postuler pour un soutien financier vis-à-vis de la Ville Montréal/Arrondissement Ville-Marie. Le projet à soumettre s'intitule : « Les familles des habitations Jeanne-Mance en action ».

La résolution susmentionnée a été proposée par Monsieur Eric GITI, Président du CA et appuyée par Monsieur Patience KUBWUMUREMYI, Trésorier.

Pour le CA de la FEEJAD

Eric GITI

Président

09.11.22

200, Ontario Est, suite 3003, Montréal (Québec), H2X 1H3
Téléphone / Télécopieur : 514-840-9261 / Cellulaire : 514-452-2036 / Courriel : feejad@hotmail.com

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Perpétue Mukarugwiza** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Les familles des habitations Jeanne-Mance en action** pour Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et des Adultes.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



le 03-11-2022

Perpétue Mukarugwiza

Coordonnateur(trice)

Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1220173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes (FEEJAD) dans le cadre du « Fonds en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 20 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1220173004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1220173004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 octobre 2023 avec la Feejad (Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et Adultes) pour le projet «Les familles des Habitations Jeanne-Mance en action» et accorder une contribution totale de 20 000$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 000,00 $

	Années antérieures	2022	2023	Total
Montant		15 875,00 $	4 125,00 $	20 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 20 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM20173004
- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-18**

Date et heure système : 21 novembre 2022 12:26:11

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1224105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des Jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 18 662,18 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du programme « jeunesse »;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 18 662,18 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-25 14:41

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224105007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des Jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 18 662,18 $

CONTENU

CONTEXTE

La Maison des Jeunes Quinka-Buzz inc. est un espace qui favorise l'établissement d'une relation significative entre les adultes qui y travaillent et les jeunes. La vision de l'organisme est d'aborder les adolescentes et les adolescents dans leur globalité, comme des personnes capables de trouver des solutions, d'être inventives et de contribuer au développement de leur communauté.
Par l'octroi d'une contribution financière, l'Arrondissement favorise le développement de saines habitudes de vie et de saines habiletés sociales.

Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention d'une durée d'un an se terminant le 31 décembre 2023 et l'octroi d'une contribution de 18 662,18 $ pour le Programme jeunesse.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240491 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 18 207 $

DESCRIPTION

Dans un souci de prise en charge qui privilégie une approche «par et pour les jeunes», l'organisme offre aux adolescents.es du quartier Centre-Sud un milieu de vie dynamique et à leur image, en les impliquant dans tous les paliers de gouvernance et de décisions de la maison des jeunes.
Pour la prochaine année, le projet vise de façon plus particulière l'apprentissage de la démocratie par le biais du loisir, catégorisé en trois thématiques: vivre en santé, vivre en société et vivre cultivé. Orienté sur la réflexion et l'action, les jeunes pourront cheminer dans l'actualisation et la prise en charge de leurs projets et le développement de leur autonomie. Pour ce faire, la maison des jeunes offrira, entre autre, des activités physiques, des ateliers thématiques éducatives, des sorties de groupe et des ateliers culinaires. Afin de favoriser l'accès à la culture, les adolescents.es seront appelés.es à participer à des sorties culturelles (musée, expositions, spectacles extérieurs, etc). De plus, dans le but de rendre

les jeunes critiques, actifs et responsables, ces derniers seront appelés à s'impliquer activement dans la vie démocratique de l'organisme (comités de jeunes, conseil d'administration).

JUSTIFICATION

Par sa contribution financière, l'arrondissement de Ville-Marie désire offrir aux jeunes de 12 à 17 ans du quartier Centre-Sud, un lieu dédié qui favorisera le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales.
L'offre de service de l'organisme sera offerte sur cinquante (50) semaines à raison d'un horaire qui correspond aux besoins des jeunes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5% par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 18 662,12 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties :

- Programme "jeunesse : 18 662,18 $

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En participant aux différentes activités de loisirs proposées, ces jeunes expérimentent et vivent l'amélioration de leur cadre de vie individuelle et sociale.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'Organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur leur site Internet et leur page Facebook. De plus, les activités de l'organisme figurent dans les outils de promotion de l'arrondissement de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;

- Réalisation et évaluation de l'offre de service;
- Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'organisme ;
- L'Organisme devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514 232-3298
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-22

:



Convention QB_2023_convention.pdf

Annexe 1 :



QB_2023_formulaire_dépôt_et_reddition_comptes.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2102 rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N7, agissant et représentée par Alexandra O'Dowd, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 10759 3162 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006 359767 TQ 0001
Numéro d'organisme de charité : 107 593-162

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens critiques, actifs et responsables;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme jeunesse pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

2.4 « **Annexe 4** » : reddition de compte;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.5 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix-huit mille six cent soixante-deux dollars et dix-huit cents (18 662,18 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 3 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution

Paraphes	
Organisme	Ville

financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.3 **ASSURANCES**

5.3.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.3.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.4 **ASPECTS FINANCIERS**

5.4.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.4.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.4.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.4.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables

Paraphes	
Organisme	Ville

ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.5 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.5.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.5.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.6 RESPECT DES LOIS

5.6.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.6.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.7 STATUT D'OBSERVATEUR

5.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.8 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce

Paraphes	
Organisme	Ville

qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.9 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

Paraphes	
Organisme	Ville

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

Paraphes	
Organisme	Ville

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Paraphes	
Organisme	Ville

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2102 rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de 2022

LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC.

Par : _____
Alexandra O'Dowd
Directrice générale

La présente convention a été approuvée par le le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Formulaire de demande de soutien et de reddition de comptes 2023

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire # 1224105007

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 3

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :	**LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC.**				
Tableau des versements Année 2023					
Année	**Montant global**	**1er versement 90%**	**2e versement 10%**		
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 31 décembre**		
2023	18 662,18 $	16 795,96 $	1 866,22 $		

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire # 1224105007

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc.

Adresse : 2102 Rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N7

Téléphone : 514 524-3008

Date de constitution en OBNL : 18 mars 1981
NEQ : 1142339499

N° TPS : 10759 3162 RT 0001
N° TVQ : 1006 359767 TQ 0001
No charité : 107 593-162
No fournisseur Ville : 119429

Représentant désigné : Alexandra O'Dowd
Titre : Directrice générale
Téléphone : 514 524-3008
Courriel @ : mjquinkabuzz@hotmail.com

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

☐ Programme activités physiques et de loisir

☐ Programme clubs sportifs

☑ Programme jeunesse

2.2 Programme jeunesse

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Offrir aux adolescents du quartier Centre-Sud un milieu de vie dynamique et à leur image, en les impliquant dans tous les paliers de gouvernance et de décisions de la maison des jeunes. Le projet vise de façon plus particulière l'apprentissage de la démocratie par le biais du loisir, que nous catégorisons en 3 thématiques: vivre en santé, vivre en société et vivre cultivé. C'est par le développement de liens significatifs avec les intervenants.es et leur soutien qu'il est possible de faire cheminer les jeunes dans l'actualisation et la prise en charge de leurs projets et le développement de leur autonomie. C'est un milieu pour, par et avec les jeunes orienté sur la réflexion et l'action et sont encouragés.es à actualiser leur potentiel et à développer leur sens des responsabilités, entre autre en faisant la programmation à chaque mois. Les jeunes sont sensibilisés.es à la vie de groupe, à prendre conscience l'impact de leurs comportements sur ce dernier et sur l'environnement en général afin de les outiller le mieux possible pour leur vie adulte.

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Programme Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☐	☑	☐	☐	Intervenir sur les comportements individuels et groupaux des jeunes en instaurant un environnement favorisant l'adoption de saines habitudes de vie afin de rendre les choix durable	Activité physique 1x par mois, avoir été impliqué dans au moins 2 évènements du quartier, Approndir la connaissance et culture générale des jeunes dans au moins 10 sujets différents, Augmenter l'implications sociales des jeunes au sein de la Maison des Jeunes et du quartier centre-sud	**Trouver en comité jeunes une activité physique au 1x par mois selon intérêts des jeunes (san Offrir un atelier thématiques éducatifs 1x/mois (santé) Faire 12 sorties de groupe (santé et social) Effectuer 10 activités conjointes avec d'autres organismes/mdj (social) Effectuer une fois par mois l'entretien des locaux et/ou extérieur (social)**	
☐	☑	☐	☐	Favoriser l'accès des jeunes à la culture	Découverte de 10 nouvelles recettes lors des ateliers culinaires, Avoir fait au moins 10 ateliers de créativités, Écoute de 10 documentaires sur divers sujets culturels	**Lorsque cela s'applique, en conseil de jeunes relayer aux membres les nouvelles tendances Participation à plusieurs jeux de questions de culture générale. Visite de différentes expositions (Musée, expositions extérieurs, etc) Création de divers quiz sur divers sujets sur nos réseaux sociaux.**	
☐	☑	☐	☐	Rendre les jeunes critiques, actifs et responsables en les familiarisant avec les mécanismes démocratiques	Implications mensuelles des jeunes membres de la Maison des Jeunes lors des comité jeunes. Avoir au moins 2 jeunes sur le conseil d'administration, Mise en place d'au moins 4 comités pour organiser des activités Participer à un conseil d'arrondissement	**Tenir un conseil de jeunes chaque mois, prendre des décisions par vote. Établir en groupe le discuter en groupe des choses à mettre en place pour maintenir leur milieu de vie agréable, participation aux entrevues d'embauche s'il y lieu, Choisir l'horaire d'ouverture (2x/an)**	
☐	☑	☐	☐	Favoriser la prise en charge des jeunes tant qu'à leur temps de loisir	Établir 1x/mois la programmation par les jeunes présents.es au comité des jeunes. Réduire les temps morts et l'utilisation des cellulaires	**Offrir des acitivités spotannées ludiques. Tenir un conseil de jeunes chaque mois, prendre d discuter en groupe des choses à mettre en place pour maintenir leur milieu de vie agréable**	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	188 171,00 $
Revenus autonomes	34 000,00 $
Autres	
TOTAL	222 171,00 $

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

Programme activités physique et de loisir

	Détails de la dépense	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Ressources humaines				
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
Frais d'activités	Matériel d'animation				
	Matériel autofinancement				
	Atelier Cuisine				
	Transport				
	Matériel informatique				
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*					
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
GRAND TOTAL		- $	- $	- $	- $

Programme jeunesse

	Détails de la dépense	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Ressources humaines	138 754,00 $	18 038,00 $		
	SOUS-TOTAL	138 754,00 $	18 038,00 $	- $	- $
Frais d'activités	Matériel d'animation	1 000,00 $	130,00 $		
	Matériel autofinancement	125,00 $	16,18 $		
	Atelier Cuisine	1 200,00 $	108,00 $		
	Transport	1 500,00 $	195,00 $		
	Matériel informatique	3 000,00 $	175,00 $		
	SOUS-TOTAL	6 825,00 $	624,18 $	- $	- $
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*					
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
GRAND TOTAL		145 579,00 $	18 662,18 $	- $	- $

Programme camp du jour

	Détails de la dépense	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Ressources humaines				
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
Frais d'activités	Matériel d'animation				
	Matériel autofinancement				
	Atelier Cuisine				
	Transport				
	Matériel informatique				
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*					
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
GRAND TOTAL		- $	- $	- $	- $

Programme clubs sportifs

	Détails de la dépense	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Ressources humaines				
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
Frais d'activités	Matériel d'animation				
	Matériel autofinancement				
	Atelier Cuisine				
	Transport				
	Matériel informatique				
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*					
	SOUS-TOTAL	- $	- $	- $	- $
GRAND TOTAL		- $	- $	- $	- $

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**18 662,18 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**145 579,00 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**13%**

VOUS PAYEZ 12,81%

5. Engagement de l’organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l’organisme : La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc.

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l’appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d’arrondissement de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.
- Nous nous engageons maintenir en vigueur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.
  Échéance de la police d'assurances actuelle : *1 décembre 2022*
- Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Alexandra O'Dowd
Signature représentant de l'organisme	
Date	7 novembre 2022

Nom du représentant de l'arrondissement	Linda Goulet, agente de développement
Signature représentant de l'arrondissement	 Signature numérique de Linda Goulet
Date	Date : 2022.11.17 09:11:58 -05'00'

6. Reddition de comptes et évaluation

** Réservé à l'administration*

- ☐ **L'organsime a complété la portion des résultats obtenus à même ce formulaire**
- ☐ **L'organsime a complété la portion du bilan financier dans la section *montage financier* à même ce formulaire**
- ☐ **Fréquentations remises sur une base trimestrielle**
- ☐ **Codes postaux des participants - hiver - été (camp de jour) et automne**
- ☐ **Rapports d'accidents graves - max trois jours après l'événement (accident impliquant un équipement municpal seulement)**

Les résultas obtenus répondent aux attentes (section 3) **** Réservé à l'administration***	☐	**Les résultats obtenus surpassent les attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus répondent pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus ne répondent pas pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus sont grandement inférieurs aux attentes signifiées.**
Commentaires de l'arrondissement: **** Réservé à l'administration***		
Commentaires de l'organisme:		

Je sousigné, confirme que les données transmises lors de l'étape bilan sont conformes

Nom du représentant désigné par l'organisme	
Signature représentant de l'organisme	
Date	

Nom du représentant de l'arrondissement	
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des Jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 18 662,18 $

Aspects financiers :

QB_2023_aspect financier_GDD_1224105007.pdf

Montréal 2030 : QB_2023_MTL_2030_jeunesse.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105007***
Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***
Projet : ***Programme Jeunesse***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire* *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 9 : Offrir un milieu de vie pour, par et avec les jeunes orienté sur la réflexion et l'action et sont encouragés.es à actualiser leur potentiel et à développer leur sens des responsabilités,			

Priorité 19 :
Offrir aux adolescents du quartier Sainte-Marie un milieu de vie dynamique et à leur image.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1224105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des Jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du « Programme jeunesse » et accorder une contribution totale de 18 662,18 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1224105007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1224105007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. dans le cadre du programme « jeunesse » et accorder, à cette fin, une contribution de 18 662,18 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 18 662,18 $

	Années antérieures	2023
Montant		18 662,18 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 18 662,18 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-21**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:43:05

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.10

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1217709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du « Programme d'intervention pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 16 471 $, majorant ainsi la contribution totale de 50 413,50 $ à 66 884,50 $

D'approuver les conventions modifiées avec les trois organismes suivants dans le cadre de la période de transition 2023 du "Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans", afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et majorer les contributions.
D'autoriser, à cette fin, les dépenses additionnelles suivantes:

- 5 060 $ à la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes) majorant ainsi le montant total à 18 255 $;

- 6 076 $ à Go jeunesse majorant ainsi le montant total à 20 473 $;

- 5 335 $ à Les YMCA du Québec majorant ainsi le montant total à 20 145,50 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 11:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217709002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du « Programme d'intervention pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 16 471 $, majorant ainsi la contribution totale de 50 413,50 $ à 66 884,50 $

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240 379 adoptée à sa séance du 5 octobre 2021, accordé une contribution de 29 863,50 $ à quatre organismes à but non lucratif pour la réalisation de projets dans le cadre de l'édition 2021-2022 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans ».
Par la suite, le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240268 adoptée à sa séance du 5 juillet 2022, accordé une modification aux conventions de trois organismes afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 31 décembre 2022 et autoriser une dépense de 20 550 $, majorant ainsi la contribution à ces organismes de 29 863,50 $ à 50 413,50 $.

Le présent addenda vise, dans le cadre d'une seconde période de transition du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, à prolonger les conventions jusqu'au 30 juin 2023 et octroyer un financement supplémentaire pour la réalisation des activités des organismes pour cette période de prolongation.

L'arrimage des programmes et des leviers d'interventions Enfance-Jeunesse-Famille

Le SDIS a entamé une réflexion afin d'arrimer les fonds qui touchent les enfants, les jeunes et les familles pour optimiser ses façons de faire et en rehausser l'impact, en lien avec les objectifs de Montréal 2030. La convergence entre les fonds Enfance-Jeunesse-Famille pose la nécessité d'arrimer les différents calendriers pour 2023-2025 et de prolonger les projets actuels jusqu'au 30 juin 2023.

Suite à l'analyse des projets en cours et des résultats probants de ces derniers, la division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS) fait les recommandations suivantes :

Organismes	Nom de projet	Montant	Montrant	Somme	Fin de projet

		octroyé 2022 (initial et prolongation 2022)	recommandé prolongation 2023	totale attribuée dans le cadre du projet	
Carrefour de ressources en interculturel	Les Rendez-vous interculturels 2022	8 011 $	N/A	8 011 $	Projet terminé au 30 juin 2022 |Non reconduit
Direction chrétienne inc. (Innovation Jeunes)	De la Racine à la Ville: nourrir son quartier 2	13 195 $	5 060 $	18 255.00 $	Prolonger jusqu'au 30 juin 2023
Go jeunesse	4 Quarts Temps pour agir phase III	14 397 $	6 076 $	20 473 $	Prolonger jusqu'au 30 juin 2023
Les YMCA du Québec	Équipé pour une transition vers l'âge adulte	14 810,50$	5 335 $	20 145,50 $	Prolonger jusqu'au 30 juin 2023
	TOTAL	**50 413,50 $**	**16 471 $**	**66 884,50 $**	

Aspects financiers:

Ce soutien financier supplémentaire de 16 471 $ demeure non récurrent. Dans un premier temps, celui-ci sera assumé en totalité à même le budget de fonctionnement de la division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS). Par la suite en 2023, le SDIS remboursera à la DSLDS la somme totale accordée .

Dernier versement dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude OUELLET, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Yan TREMBLAY, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 24 novembre 2022
Yan TREMBLAY, 22 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
agent(e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportivess

438-777-6951
Tél :
Télécop. : 000-0000



2023 DIRECTION CHRÉTIENNE (INNOVATION JEUNES) conv_addenda.pdf



2023 GO JEUNESSE conv_addenda.pdf



2023 YMCA QC conv_addenda.pdf

ADDENDUM
CA21 240379

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**,(Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE (INNOVATION JEUNES)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2205 rue Tupper, Montréal, Québec, H3H 1Z4, agissant et représentée par Christa Smith-Kingston, coordonnatrice - Innovation Jeunes dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 130326424 RR0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a attribué une contribution financière pour la réalisation du projet "De la Racine à la Ville: nourrir son quartier 2" dans le cadre du Programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans , laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240379 en date du 5 octobre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention initiale est modifiée :

1- L'article 5.1 est modifié comme suit;

5.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-huit mille deux cent cinquante-cinq dollars (18 255 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2- L'article 5.2 est modifié comme suit :

5.2 Versements

Pour l'année 2023:

- une somme maximale de quatre mille cinq cent cinquante-quatre dollars (4 554 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- une somme maximale de cinq cents six dollars (506 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

3- Le premier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit;

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023. »

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 202

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 202

ORGANISME

Par : _____
Christa Smith-Kingston
Coordonnatrice

Cet addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution).

ADDENDUM
CA21 240379

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**,(Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **GO JEUNESSE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 200, rue Ontario est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 867380495RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1008115661DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 867380495 RR002

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a attribué une contribution financière pour la réalisation du projet "4 Quarts Temps pour agir phase III" dans le cadre du Programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans, laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240379 en date du 5 octobre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention initiale est modifiée :

1- L'article 5.1 est modifié comme suit;

5.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille quatre cent soixante-treize dollars (20 473 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2- L'article 5.2 est modifié comme suit :

5.2 Versements

Pour l'année 2023:

- une somme maximale de cinq mille quatre cent soixante-huit dollars (5 468 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- une somme maximale de six cent huit dollars (608 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

3- Le premier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit;

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023. »

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 2022

ORGANISME

Par : _____
Valérie Koporek
Directrice générale

Cet addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution).

ADDENDUM
CA21 240379

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**,(Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **YMCA DU QUÉBEC (Centre-ville)** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1435 rue Drummond, Montréal (Québec) H3G1W4, agissant et représentée par Monsieur Benoît Tremblay, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;
N° d'inscription T.P.S. : 119307031RT
N° d'inscription T.V.Q. : 1006243548TQ0002
N° d'inscription d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après appelée
l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a attribué une contribution financière pour la réalisation du projet "Équipé pour une transition vers l'âge adulte" dans le cadre du Programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans, laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240379 en date du 5 octobre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention initiale est modifiée :

1- L'article 5.1 est modifié comme suit;

5.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille cent cinquante-cinq dollars et cinquante cents (20 145,50 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2- L'article 5.2 est modifié comme suit :

5.2 Versements

Pour l'année 2023:

- une somme maximale de quatre mille huit cent deux dollars (4 802 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- une somme maximale de cinq cent trente trois dollars (533 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

3- Le premier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit;

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023. »

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 202

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 202

ORGANISME

Par : _____
Benoît Tremblay
Directeur général

Cet addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1217709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du « Programme d'intervention pour les jeunes 12-30 ans » afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 16 471 $, majorant ainsi la contribution totale de 50 413,50 $ à 66 884,50 $



Aspect financier : 2023 Aspect financier 1217709002 addenda.pdf



Direction Chrétienne inc.(Innovation jeunes): Innovation jeunes prolongation PIMJ.pdf



Prolongation PIMJ 2023 (1).xlsx





Projet Go jeunesse : GO jeunesse prolongation PIMJ.pdfBudget prolongation PIMJ.pdf



Projet Les YMCA du Québec : YMCA Prolongation PIMJ .docx.pdf



Budget prolongation_YMCA-projet.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
agent(e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportivess

Tél : 438-777-6951
Télécop. : 000-0000

Prolongation projet « De la racine à la Ville : nourrir son quartier 2 »

Janvier à juin 2023

En hiver et printemps 2023 (janvier à juin), De la racine à la ville d'Innovation Jeunes débutera sa première édition d'une cohorte printanière de jeunes stagiaires. Afin de bonifier le stage d'été, la cohorte printanière pourra bénéficier d'ateliers sur le rôle de l'hiver dans l'agriculture, la vie d'une semence, comment partir les semis, la transformation alimentaire, etc. Les stagiaires, dirigé.es par l'éducatrice en environnement, planteront les semis et participeront à l'ouverture des jardins, une étape essentielle à l'agriculture urbaine. On achètera des installations de serres intérieures pour commencer les semis. Ces dernières se trouveront dans des différents locaux des partenaires (Evangel, Concordia Greenhouse, CJE, St Jax, Éco-quartier).

Ce projet permet aux stagiaires de participer au cycle entier de l'agriculture urbaine à Montréal, et non seulement en été. Les stagiaires pourront comprendre le processus complet du semis à l'assiette, un désir d'apprentissage nommé par la cohorte estivale 2022. L'objectif est d'avoir les mêmes 4-6 stagiaires au printemps (en commençant en mars) qu'en été, tout en leur offrant un honoraire pour leur participation au printemps. Leur stages se déroulera sur 2 jours par semaine, après l'école. De janvier à mars, l'éducatrice en environnement profitera de l'occasion d'offrir des ateliers au grand public, afin de sensibiliser les citoyen.nes de Peter-McGill à l'agriculture urbaine et l'utilisation des espaces verts, et d'en faire la promotion pour le bénévolat dans les jardins. Ces ateliers seront offerts à Innovation Jeunes, au CJE, à l'Éco-quartier, ainsi que lors des marchés solidaires et les marchés mobiles pour aînés (dans les manoirs Dufort et Durocher).

Budget en pièce-jointe. Ce budget démontre la totalité du projet proposé.

De la Racine à la Ville: nourrir son quartier 2
Janvier à juin 2023

	Direction Chrétienne (Innovation jeunes)						
			MTESS Ville	**ACPL**	**PIC 2**	**PIMJ**	**PIMJ Prolongation**
	Coordination (7h/semaine, 25 semaines	4,336.00 $	$ 2375.00	1961			
	Educatrice environnementale (15h/semaines, 25 semaines)	7,522.00 $		$ 2708.00		4,814.00 $	$ 100.00
	Stagiaires (6 stagiaires)	3,000.00 $				$ 3000.00	3,000.00 $
	Animateur-trices	500.00 $				500.00 $	$ 500.00
	Total RH	**15,358.00 $**	$ 2375.00	4669	0	**8,314.00 $**	**$ 3,600.00**
	Frais activités						
	Serres intérieures (4)	1,200.00 $				$ 1200.00	
	Matériaux (terreau, semences, etc.)	1,000.00 $				$ 1000.00	$ 1000.00
	Cuisines collectives	250.00 $			$ 250.00		
	Mobilisation citoyenne	250.00 $			$ 250.00		
	Total activités	2,700.00 $	0	0	500	**2,200.00 $**	**$ 1000.00**
	TOTAL	18,058.00 $				10,514.00 $	$ 4600.00
	Administration	1,805.80 $				1,051.40 $	$ 460.00
	GRAND TOTAL	19,863.80 $				**11,565.40 $**	**$ 5060.00**



Prolongation Programme 4 QT Temps pour agir

16 janvier au 30 janvier 2023

Nous souhaitons poursuivre la phase III, 4 Quart Temps pour Agir, du 16 janvier au 30 juin 2023, afin de continuer de soutenir ces personnes au travers d'une offre sur l'année scolaire en tenant compte de leurs besoins et de leur permettre de poursuivre l'année scolaire sur de bonnes bases.

La continuité de ce projet 4QT pour agir - phase III, permettra à nos membres de pouvoir participer à divers ateliers sportifs encadrés par des entraîneurs qualifiés , de recevoir des conseils informatifs grâce à des conférences métiers mais aussi grâce à divers témoignages d'athlètes de hauts niveaux, des conseils de professionnels sur leur parcours personnel et professionnel et des capsules santé au travers d'ateliers de cuisine sur les saines habitudes de vie afin d'éviter une coupure d'activités.

4QT va donc continuer avec ses partenaires comme CJE, pour 3 points, le CERF et l'INS toujours au travers d'ateliers et de conférences tout au long de l'année. Nous avons établi une programmation riche sportivement parlant (yoga, boxe) mais parsemée d'ateliers de discussion (conférence, débat) avec nos partenaires professionnels.

Forcé de constater l'intérêt de nos jeunes, cette prolongation va permettra aux jeunes de poursuivre l'année dans de bonnes conditions et ainsi de s’exprimer au travers de la pratique sportive régulière et peut être de découvrir leurs talents, tout en favorisant les échanges inter-culturels permettant à ces derniers une meilleure intégration et de ce fait de développer un sentiment d'appartenance à leur milieu.

PIMJ

Prolongation 16 janvier au 24 juin 2023 (sur 21 semaines)	
Montant demandé	**6,075.96 $**

BUDGET PIMJ 2021-2022 (prolongation)

							Autres participations			
	Nombre de postes	**Taux**	**Nombre d'heures par semaine**	**Nombre de semaines**	**Coût total**	**Participation demandée à la ville**	**Go Jeunesse**	**CJE**	**CERF**	**Pour 3points**
Coach	3	25	3	21	4,725.00 $	3,010.00 $	1,715.00 $			
Animatrice sportif responsable	1	19	25	21	11,571.00 $	1,151.00 $	10,420.00 $			
Charge de projet et communication	1	23	2.5	21	1,400.70 $	1,400.70 $				
Ateliers 3 points	1	25	2	21	1,050.00 $					1,050.00 $
Ateliers CERF	1	25	4	21	2,100.00 $				2,100.00 $	
Ateliers CJE	1	25	1.5	21	787.50 $			787.50 $		
Intervenant	1	19	15	21	6,942.60 $		6,942.60 $			
Frais administration 10%					2,857.68 $	514.26 $	2,343.42 $			
Total					**31,434.48 $**	**6,075.96 $**	**21,421.02 $**	**787.50 $**	**2,100.00 $**	**1,050.00 $**
Pourcentage					100%	19.33%	68.14%	2.51%	6.68%	3.34%

Fiche de suivi : 5335 $ pour 2023 1er janv au 30 juin
Date début 01-01-2023
Fin 30-06-2023

Activités supplémentaires qui seront rendues possibles par la prolongation du projet :

Le projet est victime de son succès et nous avons une forte demande des jeunes de 16 à 24 ans à fréquenter la Zone, rendant nécessaire la présence d'un animateur supplémentaire les jeudis et vendredis soir afin de respecter les ratios employés/jeunes.

La prolongation du projet permet de répondre à 2 types de publics :

- 16-24 ans qui sont nouveaux à la Zone (arrivée en mai-juin et ensuite) : reproduire le projet tel que proposé dans la version originale
- 16- 24 ans qui fréquentent la Zone depuis plusieurs mois : poursuivre les objectifs du tel que proposé dans la version originale en approfondissant notre connaissance des besoins et les références nécessaires vers les partenaires.

En pratique :

- Poursuite de l'ouverture du gymnase pour les 16-24 ans, au moins **3 fois** par semaine (versus 2 fois)
- Poursuite de l'ouverture de la Zone (''chilling spot'') après le gym, durant 1h, au moins 2 fois par semaine
- Poursuite de l'ouverture de la Zone pour des soirées thématiques bimensuelles
- Ajouter une fois par semaine une activité de cuisine et littératie financière et/ ou une fois par semaine une activité de loisirs culturels conformément à la demande des jeunes, notamment les jeunes filles (minoritaires dans la fréquentation mais en progression)

Résultats attendus : (restent identiques)

- Rediriger et accompagner les jeunes dans les ressources adéquates en fonction de leurs besoins
    - Présentation des services du YMCA
    - Présentation des ressources du quartier
- Réduire les barrières pour que les jeunes soient à l'aise de se présenter dans les autres ressources plus institutionnelles
- Présence des intervenant.e .s des autres organismes durant certaines activités

Le projet se poursuit au YMCA CV à la Zone jeunesse

Groupe d'âge : **en se basant sur nos résultats actuels,** nous prévoyons que au moins :

- 70 individus de 16-18 ans seront touchés
- 60 individus de 18-24 seront touchés

Budget : consulter fichier excel joint

Budget du projet			
	Montant demandé à la Ville	Montant demandé aux partenaires financiers (Fondation des YMCA du Québec)	
Coordonnateur	774.8 $	0 $	
Intervenant	1,562.5 $	469 $	
Animateur	1,462.5 $	439 $	
Conférencier	0 $	300 $	
Sous total RH	3,799.8 $	1,208 $	
% en ressources humaines	71%		
Équipement	0	315	
Matériel d'animation	1,050.0 $	600	
Déplacements A/R		0	
Sous total frais d'activité	1,050.0 $	915	
% en frais d'activité	20%		
Total brut	4,849.8 $	1,523 $	Budget total du projet 7,010.0 $
Frais administratif 10%	484.975	152.3	
Total net	5,334.7 $	1,675 $	
Répartition financement	76%	24%	

Détails des calculs				
	Tx horaire incluant avg sociaux	Nb d'heures par semaine	Nb de semaines prévues	Nombre de postes
Coordonnateur	31 $	1	25	1
Intervenant	25 $	2.5	25	1
Animateur	20 $	1.5	25	2

				Nb d'items
Matériel d'animation	42 $	2	25	2

Budget prévu
774.8 $
1,562.5 $
1,462.5 $

1,050.0 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1217709002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2022, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2021-2022 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et accorder une contribution totale de 29 863,50 $ (PIMJ : 25 688 $, 4 175,50 $: Division sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1217709002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-09-22

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières matérielles et informationnelles
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1217709002 _Addenda 2

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions modifiées avec les trois organismes suivants dans le cadre de l'édition 2021-2022 (dans le cadre de la période de transition 2022) du "Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans", afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et majorer les contributions.

Autoriser, à cette fin, les dépenses additionnelles suivantes:

- *5060 $ à la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes) majorant ainsi le montant total à 18 255 $;*
- *6 076 $ à Go jeunesse majorant ainsi le montant total à 20 473 $;*
- *5335 $ à Les YMCA du Québec majorant ainsi le montant total à 20 145,50 $."*

- La contribution totale pour ces trois organismes passe de 42 402,50 $ à 58 873,50 $.
- Il s'agit donc d'une augmentation des contributions d'un montant total de 16 471 $, financée temporairement par l'arrondissement Ville-Marie, et pour laquelle un remboursement est prévu par le SDIS en 2023.

DÉPENSE TOTALE À PRÉVOIR POUR LE PRÉSENT ADDENDA (FINANCEMENT TEMPORAIRE): 16 471 $

	2021	2022	2023	Total
Dossier initial (1217709002)	21 852,50 $	-	-	21 852,50 $
Report et augmentation (Addenda 1)	-2 184,50 $	22 734,50 $	-	20 550,00 $
Augmentation (Addenda 2)	-	-	16 471,00 $	16 471,00 $
Total	19 668,00 $	22 734,50 $	16 471,00 $	58 873,50 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 16 471,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les premiers versements pour un total de 16 190 $ ont été effectués en 2021.
- Les deuxièmes versements pour un total de 22 734,50 $ $ ont été effectués en 2022.
- Aux fins du présent addenda, les BC #1496568, #1496569 et #1496572, seront augmentés respectivement, de 5 060 $, 6076 $ et 5335 $ pour un total de 16 471 $ en 2023.
- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-24**

Date et heure système : 24 novembre 2022 12:31:24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.11

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1217709004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de prolonger la durée de 3 projets jusqu'au 30 juin 2023 et réduire de 6 228,40 $ la contribution octroyée au YMCA du Québec. Autoriser une dépense de 16 102 $, majorant ainsi la contribution totale de 75 171 $ à 85 044,60 $

D'approuver les conventions modifiées avec les organismes suivants dans le cadre de la période de transition du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables, afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et majorer les contributions.
D'autoriser, à cette fin, les dépenses additionnelles suivantes:

- 8 287 $ au Centre Récréatif Poupart inc. majorant ainsi le montant total à 45 313 $;

- 5 000 $ au Carrefour de ressources en interculturel majorant ainsi le montant total à 15 000 $;

- 2815 $ à Inter-Action du quartier Peter McGill majorant ainsi le montant total à 8 444 $;

De modifier la résolution CA21 240 417 adoptée à sa séance du 23 novembre 2021 afin de réduire de 6 228,40 $ le montant de la contribution de 22 516 $ accordée à l'organisme Les YMCA du Québec dans le cadre du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables;

De minorer la contribution totale à 16 287,60 $;

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 15:44

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur

d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217709004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de prolonger la durée de 3 projets jusqu'au 30 juin 2023 et réduire de 6 228,40 $ la contribution octroyée au YMCA du Québec. Autoriser une dépense de 16 102 $, majorant ainsi la contribution totale de 75 171 $ à 85 044,60 $

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240 417 adoptée à sa séance du 23 novembre 2021, accordé une contribution de 75 171 $ à quatre organismes à but non lucratif pour la réalisation de projets dans le cadre du budget 2022 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) en faveur des enfants et des familles vulnérables. Les conventions avec ces organismes arrivent à terme au 31 décembre 2022. Le présent addenda vise, dans le cadre d'une période de transition du Service de la diversité et de l'inclusion sociale en 2022, à prolonger trois conventions jusqu'au 30 juin 2023 et octroyer un financement supplémentaire pour la réalisation des activités de trois organismes pour la période de prolongation.

La convention avec Les YMCA du Québec dans le cadre du projet " Activité 18 mois- 5 ans : Éveil musical, artistique et sportif" ne sera pas prolongé car le projet à terminé avant terme le 5 octobre 2022 en raison d'une importante diminution de la mobilisation des parents concernés par ce projet. Tel que prévu aux articles 5.3 et 8.3 de la convention intervenue entre les YMCA du Québec et la Ville, les sommes n'ayant pas servi à la réalisation du projet sont exigées et toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. La somme résiduelle pour ce projet est de 6 228,40 $.

Un montant total de 22 516 $ a été accordé à l'organisme lors de la séance du 23 novembre 2021 (résolution CA21 240 417) du conseil d'arrondissement. L'organisme a déjà reçu une première somme de 15 761 $ lors de la signature de la convention et une deuxième somme de 4 503 $ lors de la remise de son rapport d'étape . Le dernier versement de 2 252 $ prévu à la convention lors de la remise du rapport final ne sera pas versé. Par conséquent, l'organisme doit restituer la somme non utilisée de 3 976,40 $.

L'arrimage des programmes et des leviers d'interventions Enfance-Jeunesse-Famille

Le SDIS a entamé une réflexion afin d'arrimer les fonds qui touchent les enfants, les jeunes et les familles pour optimiser ses façons de faire et en rehausser l'impact, en lien avec les objectifs de Montréal 2030. La convergence entre les fonds Enfance-Jeunesse-Famille pose la nécessité d'arrimer les différents calendriers pour 2023-2025 et de prolonger les projets actuels jusqu'au 30 juin 2023.

Suite à l'analyse des projets en cours et des résultats probants de ces derniers, la division des sports, des loisirs et du développement social fait les recommandations suivantes :

Organismes	Nom de projet	Montant octroyé 2022	Montrant recommandé prolongation 2023	Somme totale attribuée dans le cadre du projet	Fin de projet
Centre Récréatif Poupart inc.	Ligue de basketball du Centre-Sud	37 026 $	8 287 $	45 313 $	Prolonger jusqu'au 30 juin 2023
Carrefour de Ressources en Interculturel	Agente de milieu Centre-Sud et secteur du Faubourg	10 000 $	5 000 $	15 000 $	Prolonger jusqu'au 30 juin 2023
Inter-Action du quartier Peter-McGill	Outreach auprès des organismes pour mieux rejoindre les familles et les jeunes	5 629 $	2 815 $	8 444 $	Prolonger jusqu'au 30 juin 2023
Les YMCA du Québec	Activités 18 mois - 5 ans : Éveil musical,artistique et sportif	22 516 $	N/A	16 287,60 $ somme non utilisée de 6 228,40 $	5 octobre 2022
	TOTAL	**75 171 $**	**16 102 $**	**85 044,60 $**	

Aspects financiers:

Ce soutien financier supplémentaire de 16 102 $ demeure non récurrent. Dans un premier temps, celui-ci sera assumé en totalité à même le budget de fonctionnement de la division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS). Par la suite en 2023, le SDIS remboursera à la DSLDS la somme totale accordée .

Dernier versement dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier.

De réduire de 6 228,40 $ le montant de la contribution de 22 516 $ accordée à l'organisme Les YMCA du Québec dans le cadre du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude OUELLET, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Yan TREMBLAY, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Sophie BOUCHER, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Sophie BOUCHER, 28 novembre 2022
Maryse BOUCHARD, 24 novembre 2022
Marie-Claude OUELLET, 24 novembre 2022
Yan TREMBLAY, 22 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
agent(e) de developpement d'activites
culturelles physiques et sportivess

438-777-6951
Tél :
Télécop. : 000-0000

Centre récréatif Poupart inc. : 2023 CRP 1217709004 conv_addenda.pdf

Carrefour de Ressources en Interculturel :

2023 CRIC 1217709004 conv_addenda.pdf.pdf

Inter-Action du quartier Peter-McGill :

2023 INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL 1217709004 conv_addenda.pdf.pdf

ADDENDUM
CA21 240417

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**,(Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2421, rue La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2H1, agissant et représentée par Vivianne Roy, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 89365026RP0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006274443RS0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 141291633 RR001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a attribué une contribution financière pour la réalisation du projet "Ligue de basketball du Centre-Sud" dans le cadre du budget 2021 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables, laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240417 en date du 23 novembre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention initiale est modifiée :

1- L'article 5.1 est modifié comme suit;

5.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de Quarante-trois mille trois cent treize dollars (45 313 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2- L'article 5.2 est modifié comme suit :

5.2 Versements

Pour l'année 2023:

- une somme maximale de sept mille quatre cent cinquante-huit dollars (7 458 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- une somme maximale de huit cent vingt-neuf dollars (829 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

3- Le premier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit;

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023. »

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 2022

ORGANISME

Par : _____
Viviane Roy
Directrice générale

Cet addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution).

ADDENDUM
CA21 240417

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au 1-1851 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, agissant et représentée par Veronica Islas, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 883559114RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1088558295DQ001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 883559114 RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a attribué une contribution financière pour la réalisation du projet "Agente de milieu Centre-Sud et secteur du Faubourg" dans le cadre du budget 2021 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables, laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240417 en date du 23 novembre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention initiale est modifiée :

1- L'article 5.1 est modifié comme suit;

5.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2- L'article 5.2 est modifié comme suit :

5.2 Versements

Pour l'année 2023:

- une somme maximale de quatre mille cinq cents dollars (4 500 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- une somme maximale de cinq cents dollars (500 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

3- Le premier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit;

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023. »

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 2022

ORGANISME

Par : _____
Veronica Islas
Directrice générale

Cet addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution).

ADDENDUM
CA21 240417

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**,(Arrondissement de Ville-Marie), personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **INTER-ACTION DU QUARTIER PETER-MCGILL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1857 boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal, suites 215-216, Québec, H3H 1J9, agissant et représenté par Stéphane Febbrari, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 86605 9745 RP0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 120 649 8371 TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville a attribué une contribution financière pour la réalisation du projet "Outreach auprès des organismes pour mieux rejoindre les familles et les jeunes" dans le cadre du budget 2021 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables, laquelle a été approuvée par le conseil d'arrondissement par la résolution CA21 240417 en date du 23 novembre 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention initiale est modifiée :

1- L'article 5.1 est modifié comme suit;

5.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de huit mille quatre cent quarante-quatre dollars (8 444 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2- L'article 5.2 est modifié comme suit :

5.2 Versements

Pour l'année 2023:

- une somme maximale de deux mille cinq cent trente-quatre dollars (2 534 $), au plus tard le 30 janvier 2023;

- une somme maximale de deux cent quatre-vingt-un dollars (281 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

3- Le premier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit;

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2023. »

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement

Montréal, le e jour de 2022

ORGANISME

Par : _____
Stéphane Febbrari
Directeur

Cet addendum a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2022 (Résolution).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1217709004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions modifiées avec les organismes dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de prolonger la durée de 3 projets jusqu'au 30 juin 2023 et réduire de 6 228,40 $ la contribution octroyée au YMCA du Québec. Autoriser une dépense de 16 102 $, majorant ainsi la contribution totale de 75 171 $ à 85 044,60 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1217709004_Addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-24

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1217709004 _Addenda

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions modifiées avec les trois organismes suivants dans le cadre du budget 2022 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables, afin de prolonger la durée des projets jusqu'au 30 juin 2023 et majorer les contributions.

Autoriser, à cette fin, les dépenses additionnelles suivantes:

- *8 287 $ au Centre Récréatif Poupart inc. majorant ainsi le montant total à 45 313 $;*
- *5 000 $ au Carrefour de ressources en interculturel majorant ainsi le montant total à 15 000 $;*
- *2815 $ à Inter-Action du quartier Peter McGill majorant ainsi le montant total à 8 444 $.*

Modifier la résolution CA21 240 417 adoptée à sa séance du 23 novembre 2021 afin de réduire de 6 228,40 $ le montant de la contribution de 22 516 $ accordée à l'organisme Les YMCA du Québec dans le cadre du budget 2022 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables;

Minorer la contribution totale à 16 287,60 $."

- La contribution totale passe de 75 171 $ à 85 044,60 $.
- Il s'agit donc:

1) d'une augmentation des contributions de trois des quatre organismes pour un montant total de 16 102 $, financée temporairement par l'arrondissement Ville-Marie, et pour laquelle un remboursement est prévu par le SDIS en 2023.

2) d'une diminution de la contribution d'un des quatre organismes d'un montant de 6 228,40 $.

DÉPENSE TOTALE À PRÉVOIR POUR LE PRÉSENT ADDENDA (FINANCEMENT TEMPORAIRE): 16 102 $

	2022	2023	Total
Dossier initial (1217709004)	75 171,00 $	-	75 171,00 $
Augmentation (Addenda)	-	16 102,00 $	16 102,00 $
Diminution (Addenda)	-6 228,40 $	-	-6 228,40 $
Total	68 942,60 $	16 102,00 $	85 044,60 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 16 102,00 $ Contributions versées en 2023

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Aux fins du présent addenda, les BC #1511615, #1511616 et #1511617, seront augmentés respectivement, de 8 287 $, 5000 $ et 2815 $ pour un total de 16 102 $ en 2023.
- L'organisme "Les YMCA du Québec" a reçu à ce jour un montant de 20 264 $. Il devra donc rembourser à la Ville un montant de 3 976,40 $. Le BC #1511619 sera fermé.
- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-24**

Date et heure système : 24 novembre 2022 15:23:00

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.12

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1217709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 8 987 $, majorant la contribution de 17 989 $ à 26 976 $

D'approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023;

D'autoriser une dépense de 8 987 $ majorant la contribution totale à 26 976 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 11:47

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1217709001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 8 987 $, majorant la contribution de 17 989 $ à 26 976 $

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240214 adoptée à sa séance du 8 juin 2021, " Approuver trois conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables et accorder des contributions totalisant 42 965 $ ".
Par la suite, le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240496 à sa séance du 14 décembre 2021 prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 la convention avec l'organisme Direction Chrétienne inc. (Centre Innovation Jeunes).

Le présent addenda vise, dans le cadre d'une seconde période de transition du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, à prolonger la convention jusqu'au 30 juin 2023 et octroyer un financement supplémentaire de 8 987 $ pour la réalisation des activités de cet organisme pour cette période de prolongation.

Organisme	Nom de projet	Montant octroyé en 2021	Remise du projet en 2022	Montant recommandé prolongation 2023	Montant total recommandé
Direction Chrétienne inc. (Centre Innovation Jeunes)	Biblio six à douze	17 989 $	Montant 2021 transféré en 2022	8 987 $	26 976 $

Aspects financiers :

Ce soutien financier supplémentaire de 8 987 $ demeure non récurrent. Dans un premier temps, celui-ci sera assumé en totalité à même le budget de fonctionnement de la division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS). Par la suite en 2023, le SDIS remboursera à la DSLDS la somme totale accordée .

Denier versement dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude OUELLET, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Yan TREMBLAY, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Marie-Claude OUELLET, 24 novembre 2022
Yan TREMBLAY, 22 novembre 2022
Maryse BOUCHARD, 20 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
agent(e) de developpement d'activites
culturelles physiques et sportivess

438-777-6951
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1217709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 8 987 $, majorant la contribution de 17 989 $ à 26 976 $



Aspect financier : Aspect financier 1217709001 addenda.pdf





Projet prolongation Biblio six à douze.pdfBudget prolongation Biblio 6-12 2023.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique LEBEL BILODEAU
agent(e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportivess

Tél : 438-777-6951
Télécop. : 000-0000

Projet Biblio six à douze

Prolongation de janvier à juin 2023

En janvier 2023, la bibliothèque offrira des activités parents-enfants, qui permettra aux parents de préparer et mieux accompagner leurs enfants dans leur persévérance scolaire, leur compétences socio-linguistiques, et leur développement global. Les activités encourageront les parents et les enfants de bien communiquer ensemble, leur donnera des activités à faire à la maison, afin de les accompagner dans leur parcours scolaire. Débutant en février 2023, on offrira des café-discussions aux parents en même temps que leurs enfants sont en activité à la bibliothèque: Les 4-5 ans en Marelle vers la maternelle, et les 6-9 ans en parascolaire. Ceci se déroule 2 fois par semaine. Dans le café d'Innovation Jeunes, un éducateur animera des discussions en français avec les parents, adaptées au niveau des parents. On servira café et thé, afin de créer un espace convivial et attrayant pour les parents, hors du froid de l'hiver. Puisque les parents sont déjà sur place, on profitera de les outiller, afin de bien soutenir leurs enfants dans leur développement, pouvoir participer à la vie scolaire des enfants, et pour que la famille puisse bien intégrer la vie québécoise.

Finalement, on animera « les mercredi en français » à la bibliothèque, en offrant une heure du conte en français, et des activités libres adaptées pour chaque tranche d’âge, et différents niveaux de français. Ceci donnera une autre plage horaire d'activités pour les familles du quartier à la bibliothèque.

à douze Prolongation janvier au juin 2023

		Fonds diversité & inclusion
Coordination, 3h/semaine, 21$/h, 25 semaines	1,858.00 $	$ 1500.00
Educateur parents, 5h/semaine, 17,50$/h, 20 semaines	2,065.00 $	$ 2000.00
Animatrice mercredi, 8h/semaine, 17,50$/h, 25 semaines	4,130.00 $	$ 4130.00
Animation ateliers janvier	300.00 $	$ 300.00
Total RH	**8,353.00 $**	**$ 7930.00**
Matériel ateliers janvier	100.00 $	$ 100.00
Matériel francisation parents	200.00 $	$ 140.00
Total activités	**300.00 $**	**$ 240.00**
TOTAL	8,653.00 $	$ 8170.00
Administration	865.30 $	$ 817.00
GRAND TOTAL	9,518.30 $	**$ 8987.00**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1217709001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre de la période de transition 2023 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 8 987 $, majorant la contribution de 17 989 $ à 26 976 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1217709001_Addenda 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-24

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1217709001 _Addenda 2

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention modifiée avec l'organisme Direction Chrétienne (Centre Innovation jeunes) dans le cadre du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables afin de modifier la durée jusqu'au 30 juin 2023 et autoriser une dépense de 8 987 $ majorant la contribution totale à 26 976 $."

- La contribution totale passe de 17 989 $ à 26 976 $.
- Il s'agit donc d'une augmentation de la contribution d'un montant de 8 987 $, financée temporairement par l'arrondissement Ville-Marie, et pour laquelle un remboursement est prévu par le SDIS en 2023.

DÉPENSE TOTALE À PRÉVOIR POUR LE PRÉSENT ADDENDA (FINANCEMENT TEMPORAIRE): 8 987 $

	2021	2022	2023	Total
Dossier initial (1217709001)	17 989,00 $	-	-	17 989,00 $
Report (Addenda 1)	-1 799,00 $	1 799,00 $	-	0,00 $
Augmentation (Addenda 2)	-	-	8 987,00 $	8 987,00 $
Total	16 190,00 $	1 799,00 $	8 987,00 $	26 976,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 8 987,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Un premier versement au montant de 16 190 $ a été effectué en 2021.
- Un deuxième versement au montant de 1 799 $ sera effectué en 2022.
- Aux fins du présent addenda, le BC #1478158 sera augmenté de 8 987 $ en 2023.
- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-24**

Date et heure système : 24 novembre 2022 09:56:13

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1220173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19604- 2 soumissionnaires conformes)

D'accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19604;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-30 14:12

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220173003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19604- 2 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le square Cabot est situé dans la portion Ouest du Centre-ville de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie. L'arrondissement met en place depuis plusieurs années dans ce square des programmations culturelles et de loisirs durant la saison estivale et plus récemment, durant la saison hivernale. Plusieurs citoyens fréquentent le square Cabot, parmi eux des étudiants, des personnes âgées, des familles, des populations plus vulnérables et des gens qui vivent en situation d'itinérance. En prévision de l'hiver 2021-2022, l'arrondissement est allé en appel d'offres public pour la mise en place et le maintien de la patinoire réfrigérée au square Cabot. La firme Synerglace Inc. était alors la seule firme a offrir ce type de service, d'équipement, donc il y a eu un seul soumissionnaire et il a obtenu le contrat.
Dans le cadre de la préparation de la saison hivernale 2022-2023:

Un appel d'offres public s'est échelonné du 3 au 25 octobre 2022 pour la mise en place et le maintien d'une patinoire réfrigérée au square Cabot pour la saison hivernale à venir. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social a reçu deux soumissions conformes. La firme Loue Froid Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'appel d'offres contenait aussi une option, à la section H du devis, soit la possibilité d'ajouter un volet entretien de la glace durant la saison. Cette option était complémentaire et indépendante du volet installation et location de la patinoire. L'analyse de la soumission était sur le prix proposé pour l'équipement. Le deuxième volet entretien, optionnel, avait comme objectif d'évaluer la faisabilité de recourir à un contrat d'entretien de la patinoire réfrigérée. L'arrondissement souhaitait ainsi connaître le coût attribuable à ce service. Seule la firme Loue Froid Inc. a répondu à cette option avec une soumission au montant de 33 227,78 $ (taxes incluses). Cette somme est incluse dans l'offre globale, soit pour l'installation et le maintien de la patinoire et l'entretien de cette dernière durant la période d'exploitation. La compagnie offrira donc le service de surfaçage à l'aide d'une petite surfaceuse, minimalement 3 fois par semaine, afin d'offrir aux citoyens une glace de grande qualité en tout temps.

Synerglace Inc., deuxième soumissionnaire conforme, a présenté une soumission plus élevée et n'a pas présenté d'offre pour l'option entretien.

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat de service pour l'installation et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot, suite au processus d'appel d'offres public au plus bas soumissionnaire conforme (AO 22-19604, 2 soumissionnaires) : Loue Froid Inc. pour une durée de 4 mois, soit entre le 15 décembre 2022 et le 20 mars 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240503 - 14 décembre 2021 **(1210173006)** : Accorder un contrat d'une somme maximale de 195 128,67 $, taxes incluses, à Synerglace Canada Inc. pour l'installation, la location et le maintien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 janvier 2022 au 8 mars 2022, avec une option de prolongation de 2 semaines, aux mêmes conditions, et autoriser une dépense maximale de 195 128,67 $ (appel d'offres public 21-19013 - 1 soumissionnaire conforme)
DA200173001 - 17 novembre 2020 **(2200173001)** : Approuver la convention et accorder un contrat de gré à gré à Synerglace Canada Inc. pour un montant de 98 024 $ taxes incluses, pour l'installation, la location et le soutien technique de la patinoire réfrigérée temporaire du square Cabot pour l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

La superficie de la patinoire est la même que lors de la précédente édition, soit de 460 m². Les principaux partenaires de l'arrondissement dont les missions les amènent à œuvrer en lien avec les activités du square Cabot ont été informés de la reconduction de ce projet de patinoire réfrigérée. Tel que validé lors des précédentes éditions, cette infrastructure est de nature augmenter de façon considérable le sentiment de sécurité de l'ensemble des usagers de cet espace public. Notamment grâce à la présence d'animateurs/surveillants qui seront sur place tous les jours de la semaine dans les périodes de plus grands achalandages.
Le mandat de l'adjudicataire est d'assurer l'installation, le prêt, l'entretien des équipements de réfrigération et l'entretien avec une surfaceuse de la patinoire réfrigérée du square Cabot pour la saison hivernale 2022- 2023, conformément aux dispositions du devis technique. Le devis technique assure le maintien d'un équipement hivernale de qualité à la population du secteur.

Les services sont énumérés dans la soumission de Loue Froid Inc. et comprennent notamment :

- Location du système refroidisseur (transport et main-d'oeuvre inclus) pour une période de 4 mois au coût de 36 000 $ (avant taxes)
- Location d'un tapis glacier pour une durée de 4 mois (transport et main d'oeuvre inclus) 10 000 $ (avant taxes)
- Location de bandes pour la période 9 000 $ (avant taxes)
- Le surfaçage de la patinoire à l'aide d'une petite surfaceuse 3 fois par semaine 28 900 $ (avant taxes)

L'échéance : date de début d'utilisation de la patinoire est prévue autour du 15 décembre 2022 et date de fin 20 mars 2023.

Le tout, tel que stipulé plus spécifiquement dans les documents d'appel d'offres et plus précisément dans le devis technique.

L'arrondissement a aussi fait installer des haut-parleurs dans les mâts de lumières au pourtour de la patinoire afin d'y faire jouer de la musique d'ambiance efficacement. De plus,

des éléments de décors lumineux ont été installés dans les arbres et ajoutent de l'ambiance à cette installation.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public a été publié une première fois dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) le 3 octobre 2022. L'appel d'offre a été publié dans le quotidien Le Devoir. Aucun addenda n'a été nécessaire au dossier. L'appel d'offres est resté sur le marché 22 jours. L'ouverture des soumissions a été faite le 25 octobre 2022, tel que prévu et s'en est suivi l'analyse de conformité. Dans le cadre de ce processus d'appel d'offres public, au total deux (2) fournisseurs se sont procurés les documents d'appel d'offres via SÉAO et deux (2) fournisseurs ont déposé une soumission conforme.
100 % (2/2) des preneurs de cahier de charge ont déposé une soumission.
Suite à l'analyse, les deux soumissionnaires ayant déposé ont été jugés conformes.

L'entreprise Loue Froid Inc. n'est pas
inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) (contrat de construction). Il n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.
Suite la l'évaluation du niveau de risque du mandat et en raison du montant de la soumission, le contrat ne fera pas l'objet d'une évaluation de rendement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel qu'inscrit dans le document en pièce jointe de ce dossier décisionnel.
Le coût total du contrat est évalué à une somme maximale de 155 158,77 $ incluant les taxes, et sera payé sur facturation au réel. Le coût du contrat faisant l'objet du présent dossier (maximum 155 158,77 $) est plus bas que celui octroyé aux entreprises Synerglace Canada Inc. lors de la précédente installation en 2021-2022 (195 128,67 $) qui ne contenait pas le volet du surfaçage 3 fois par semaine.

Le montant de la soumission de Loue Froid Inc. pour les volets installation, location des équipements, entretient par arrosage 1 fois par semaine et désinstallation du site est de 121 930,99$ (taxes incluses) et représente le montant de la soumission en lien avec l'appel d'offre, sans l'option surfaçage. L'arrondissement ajoute un montant de 33 227,78 $ (taxes incluses) à l'entreprise Loue Froid Inc. pour un surfaçage régulier a raison de trois fois par semaine ou plus de la patinoire réfrigérée, le tout afin de garantir une grande qualité de glisse aux citoyens. L'option surfaçage de la patinoire a été présentée comme telle dans le Devis pour l'acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien de la patinoire réfrigérée temporaire du square Cabot, à la section H.

La surface du square Cabot devant être occupée par la patinoire et les autres paramètres sont les mêmes que l'an dernier. Aucune contingence ou incidence n'est prévue au contrat.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Loue Froid Inc.	121 930,99 $		121 930,99 $
Synerglace	201 032,64 $		201 032,64 $
Dernière estimation réalisée ($)	210 404,25 $		210 404,25 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			161 481,82 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			32,44%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			79 101,65 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			64,87%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-88 473,26 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-42,05%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			79 101,65 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			64,87%

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un sondage mené par l'arrondissement de Ville-Marie à l'été 2021 dans le secteur de Shaughnessy Village à proximité du square Cabot auprès de 98 résidents a fait ressortir les enjeux liés à la cohabitation comme étant une préoccupation des résidents de ce secteur. En effet, 46,8 % des répondants ont dit rencontrer des difficultés en lien avec cet enjeu et beaucoup de commentaires ont été faits par les répondants en lien avec la cohabitation. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social met en place un projet de surveillance de la patinoire. Les ressources humaines impliquées dans la surveillance s'assureront d'une cohabitation harmonieuse entre les clientèles qui fréquenteront le square Cabot à l'hiver 2022-2023. De plus, les citoyens apprécient la patinoire et la présence d'animateurs durant la saison hivernale. Elle permet de maintenir un sentiment d'appartenance et une vitalité des plus appréciées dans le secteur, l'arrondissement ayant reçu plusieurs commentaires à cet effet au cours des deux derniers hivers.
Tout comme ce fût le cas lors du projet de patinoire en 2022, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social prévoit prêter des patins à glace pour la saison aux familles du secteur qui vivent sous le seuil de faible revenu.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la COVID-19 pourrait avoir des impacts sur la prestation de services de l'adjudicataire du contrat, le tout en regard du Système d'alertes régionales et d'intervention graduelle (COVID-19) émis par le ministère de la Santé des et des Services sociaux du Québec et des mesures sanitaires en vigueur selon chaque palier d'intervention. Il peut y avoir une difficulté à respecter l'échéancier de montage des équipements et de la glace, selon les mesures qui seront en vigueur à ce moment.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement communiquera l'information aux citoyens grâce à de l'affichage sur place et dans ses différents médiums dans les jours qui suivront l'octroi du contrat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 6 décembre 2022
1re rencontre préparatoire avec l'adjudicataire / visite des lieux / échéancier : semaine du 7 décembre 2022
Communication aux résidents : décembre 2022
Patinoire réfrigérée en opération : du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Geneviève LEARY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 438 820-0040
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514-872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD

Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1220173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19604- 2 soumissionnaires conformes)

5. 22-19604 Contrat.pdf

4. 22-19604 Devis.pdf

1220173003 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

Aspect_financier_1220173003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 438 820-0040
Télécop. :

APPEL D'OFFRES - SERVICES

CONTRAT

NO 22-19604

Acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien d'une patinoire temporaire réfrigérée au square Cabot

(Services de nature technique)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 8

0.00 INTERPRÉTATION 9

0.01 Terminologie 9
0.01.01 Appel d'Offres 9
0.01.02 Avis d'Adjudication 9
0.01.03 Bon de Commande 9
0.01.04 Bon de Travail 9
0.01.05 Bordereau de Prix 9
0.01.06 Changement de Contrôle 9
0.01.07 Contrat 9
0.01.08 Devis 10
0.01.09 Documents Contractuels 10
0.01.10 Documents d'Appel d'Offres 10
0.01.11 Échéancier 10
0.01.12 Formulaire de Soumission 10
0.01.13 Information Confidentielle 11
0.01.14 Loi 11
0.01.15 Manquement 11
0.01.16 Organisation Participante 11
0.01.17 PARTIE 11
0.01.18 Personne 11
0.01.19 Personnel Affecté 12
0.01.20 Propriété Intellectuelle 12
0.01.21 Régie de l'Appel d'Offres 12
0.01.22 Règlement sur la Gestion Contractuelle 12
0.01.23 Services 12
0.01.24 Soumission 12
0.02 Primauté 12
0.02.01 Documents Contractuels 12
0.02.02 Ordre 13
0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle 13
0.03 Droit applicable 13
0.04 Généralités 13
0.04.01 Dates et délais 13
a) De rigueur 13
b) Calcul 13
c) Devis 14
d) Reports 14
0.04.02 Références financières 14
0.04.03 Consentement 14
0.04.04 Validité 14

1.00 OBJET 14

2.00 CONTREPARTIE 14
2.01 Prix 15
2.02 Interdiction 15
2.03 Variation des prix 15
2.03.01 Durée initiale 15
3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 15
3.01 Facturation 15
3.01.01 Adresse 15
a) Adresse courriel et adresse du Service des finances 15
b) Autre adresse courriel 16
3.01.02 Renseignements 16
3.02 Paiement des Services 17
3.03 Paiement partiel 17
3.04 Paiement complet 17
3.05 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation 17
3.05.01 Compensation 17
3.05.02 Provision 18
3.05.03 Tierces parties 18
a) Retenue 18
b) Paiement 18
3.06 Retard 18
3.07 Vérification 18
3.08 Paiement électronique 19
4.00 SÛRETÉS 19
5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 19
6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 19
7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 19
7.01 Capacité 19
7.02 Conflits de travail 19
7.03 Établissement 20
7.04 Autorisations 20
7.05 Ressources 20
7.06 Divulgation 20
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 20
8.01 Information Confidentielle 20
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 20
9.01 Quantité 20
9.02 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE 21
9.03 Bon de Commande 21
9.04 Exonération de responsabilité 21
10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 21
10.01 Début de l'exécution du Contrat 21
10.02 Réunions 21

10.02.01 Fréquence....21
10.02.02 Participation....21
10.03 Contrats simultanés....21
10.04 Propriété....22
10.05 Documents Contractuels....22
10.06 Exécution complète....22
10.07 Collaboration....22
10.08 Respect....22
10.09 Charte de la langue française....22
10.10 Langue française....23
10.11 Règlement sur la Gestion Contractuelle....23
10.12 Conflit d'intérêts....23
10.13 Liens d'affaires....23
10.14 Assurance....23
10.14.01 Responsabilité civile générale....23
10.15 Santé et sécurité au travail....24
10.15.01 Programme de prévention....24
10.15.02 Conformité....25
10.15.03 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail....25
10.15.04 Défaut....25
10.16 Attestation de la CNESST....25
10.17 Ressources humaines....25
10.17.01 Autorité....25
10.17.02 Courtoisie....25
10.17.03 Exécution....26
10.17.04 Remplacement forcé....26
10.17.05 Nouvelle ressource....26
10.17.06 Non-sollicitation....26
10.18 Sous-contrat....26
10.18.01 Autorisation....26
10.18.02 Liste....26
10.18.03 Refus....27
10.18.04 Restrictions....27
10.18.05 Obligations principales....27
10.18.06 RENA....27
10.18.07 Responsabilité....28
10.18.08 Assujettissement....28
10.18.09 Informations supplémentaires....28
10.19 Délais....28
10.19.01 Respect....28
10.19.02 Empêchement....28
10.20 Bon de Commande....29
10.21 Fourniture des Services....29
10.21.01 Délais et fréquence....29
10.21.02 Incapacité....29
10.22 Bon de Travail....29
10.23 Matières dangereuses....29
10.23.01 Obligation....29
10.23.02 Révisions....29

10.24 Inspection 29
10.24.01 Collaboration 29
10.24.02 Résultat 30
10.25 Suspension du Contrat 30
10.26 Publicité 30
10.27 Pénalités 30
10.27.01 Délai 30
10.27.02 Application 30
10.27.03 Montant 30
10.28 Confidentialité 30
10.29 Taxes 31
10.30 Responsabilité 31
10.30.01 Protection des lieux environnants 31
10.30.02 Protection de l'environnement 31
10.30.03 Dommage 31
10.31 Exonération 31
10.31.01 Obligation 31
10.31.02 Étendue de la responsabilité 32
10.32 Indemnisation 32
10.32.01 « Perte » 32
10.32.02 Portée 32
10.32.03 Propriété Intellectuelle 32
a) Obligation 32
b) Responsabilité 33
10.33 Limitation 33
10.34 Assistance en cas de litige 33
10.35 Assistance au Bureau de l'inspecteur général 33

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 33

11.01 Non-exclusivité 33
11.02 Cession 33
11.02.01 Interdiction 34
11.02.02 Inopposabilité 34
11.02.03 Exception 34
11.02.04 Effet 34
11.03 Relations entre les PARTIES 34
11.03.01 Indépendance 34
11.03.02 Contrôle 34
11.03.03 Aucune autorité 34
11.04 Force majeure 35
11.04.01 Exonération de responsabilité 35
11.04.02 Prise de mesures adéquates 35
11.04.03 Droit de l'autre PARTIE 35
11.05 Recours 35
11.06 Évaluation de rendement de l'ADJUDICATAIRE 35
11.07 Marché du carbone 36

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 36

12.01 Avis 36

12.02 Résolution de différends 36
12.02.01 Négociations de bonne foi 36
12.03 Juridiction....36
12.04 Modification....37
12.04.01 Autorisation 37
12.04.02 Demande....37
12.04.03 Ajustement du prix 37
12.05 Non-renonciation 37
12.06 Transmission électronique 37

13.00 FIN DU CONTRAT 38

13.01 De gré à gré 38
13.02 Indemnisation....38
13.03 Sans préavis....38
13.04 Avec préavis....38
13.05 Changement de Contrôle....39
13.06 Effet de la résiliation 39
13.06.01 Contrepartie 39
13.06.02 Retour 39

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR....39

15.00 DURÉE.....39

15.01 Expiration....39
15.02 Non-reconduction....39
15.03 Survie 40

16.00 PORTÉE 40

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE A - LISTE DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES 42
ANNEXE 0.01.08 - DEVIS 43
ANNEXE 10.14.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE.....44
ANNEXE 10.18.02 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 46
ANNEXE 11.06 - GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE.....48

CONTRAT DE SERVICES intervenu en la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant aux présentes à titre personnel et en qualité de mandataire des municipalités et des personnes morales de droit public identifiées à l'annexe A des présentes, dûment autorisée à agir à cette fin, tel qu'elle le déclare;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le n° 22-19604 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE, qui agit autant personnellement qu'à titre de mandataire des Organisations Participantes, est une municipalité ayant pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres n° 22-19604, se rapportant à l'acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien d'une patinoire temporaire réfrigérée au square Cabot, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document, étant entendu que chaque Organisation Participante devient responsable de la gestion et du paiement de ses propres commandes de Services directement auprès de l'ADJUDICATAIRE.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres nº 22-19604, se rapportant à l'acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien d'une patinoire temporaire réfrigérée au square Cabot;

0.01.02 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.03 Bon de Commande

désigne un écrit émanant du DONNEUR D'ORDRE qui est assujetti au Contrat et qui a pour effet de placer une commande auprès de l'ADJUDICATAIRE;

0.01.04 Bon de Travail

désigne un écrit remis au DONNEUR D'ORDRE constatant l'opération par laquelle l'ADJUDICATAIRE effectue la fourniture des Services et contenant une description précise des Services fournis au DONNEUR D'ORDRE;

0.01.05 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix complété par le SOUMISSIONNAIRE, faisant partie de sa Soumission et indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.06 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

0.01.07 Contrat

désigne l'entente entre les PARTIES dont les modalités apparaissent au présent document incluant le préambule et ses annexes, ainsi que toute documentation subordonnée à celui-ci, notamment la Soumission. Les expressions « des présentes », « aux présentes », « en vertu des présentes » et « par les présentes » et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le présent document, font généralement référence à l'ensemble du document plutôt qu'à une partie de celui-ci, à moins d'indication contraire dans le texte;

0.01.08 Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Services à être fournis, reproduite en annexe 0.01.08 des présentes;

0.01.09 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres, de la Soumission et de l'Avis d'Adjudication;

0.01.10 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE aux fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique. Sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent :

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le présent document, incluant notamment le Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE.

Les expressions « cahier des charges », « instructions aux soumissionnaires », « clauses administratives générales » ou « clauses administratives particulières », lorsqu'elles apparaissent dans les Documents d'Appel d'Offres, ne renvoient pas à des documents précis, mais plutôt à une ou plusieurs composantes des Documents d'Appel d'Offres.

0.01.11 Échéancier

désigne l'échéancier de la fourniture des Services inclus dans le Devis;

0.01.12 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.13 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.14 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.15 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une exécution non conforme du Contrat;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.16 Organisation Participante

désigne toute municipalité ou toute autre personne morale de droit public qui a mandaté le DONNEUR D'ORDRE aux fins de l'Appel d'Offres et comprend le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.17 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.18 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie et, lorsque prévu, un Regroupement de Personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale,

provinciale, territoriale ou municipale et comprend, lorsque requis, leurs représentants légaux;

0.01.19 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier;

0.01.20 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.21 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux soumissionnaires;

0.01.22 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui, reproduit en annexe de la Régie de l'Appel d'Offres et disponible sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.23 Services

désigne selon le cas, individuellement ou collectivement, tous les services décrits au Devis, à être fournis par l'ADJUDICATAIRE, incluant les tâches, l'ouvrage et tous les autres services accessoires nécessaires pour assurer leur bonne exécution nonobstant le fait qu'ils n'aient pas été mentionnés spécifiquement au Devis;

0.01.24 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.02 Primauté

0.02.01 Documents Contractuels

Les Documents Contractuels constituent la totalité et l'intégralité du cadre contractuel de l'Appel d'Offres. Ils priment sur les conditions ou politiques de vente de l'ADJUDICATAIRE.

0.02.02 Ordre

L'ordre de primauté des Documents Contractuels s'établit comme suit :

a) Addenda;

b) Contrat, incluant le Devis;

c) Régie de l'Appel d'Offres;

d) Soumission, incluant le Formulaire de Soumission;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle

En cas de contradiction entre les Documents Contractuels et le Règlement sur la Gestion Contractuelle, ce dernier prime.

0.03 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.04 Généralités

0.04.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Tous les délais et les échéances indiqués dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) les jours non ouvrables sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non ouvrable (samedi, dimanche ou un jour férié), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant; et

iii) le terme « mois », lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Devis**

Malgré l'alinéa b), les règles applicables au calcul d'un délai sont, dans le cas d'une exigence prévue au Devis, celles indiquées au Devis.

d) **Reports**

Si la date limite ou l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation aux présentes est retardée en raison :

i) d'un cas de force majeure;

ii) d'une modification au Contrat;

cette date limite ou échéance est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment, sous réserve des droits et recours des PARTIES.

0.04.02 Références financières

À moins d'indication contraire dans le Contrat, toutes les sommes d'argent prévues sont en devise canadienne.

0.04.03 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

0.04.04 Validité

Si l'une des dispositions du Contrat est considérée invalide ou non exécutoire, cette disposition doit, lorsque possible, s'interpréter, être limitée ou, si nécessaire, divisée de façon à éliminer une telle invalidité ou telle impossibilité d'exécution; le cas échéant, toutes les autres dispositions du Contrat demeurent en vigueur et continuent de lier les PARTIES.

1.00 OBJET

Sujet au respect des modalités du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE retient par la présente les services de l'ADJUDICATAIRE pour la fourniture des Services, ce dernier acceptant, moyennant rémunération, de réaliser ceux-ci et de se conformer aux modalités du Contrat.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Prix

En contrepartie de la fourniture des Services, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le montant indiqué au Bordereau de Prix.

2.02 Interdiction

Aucun ajustement de prix ne peut être réclamé par l'ADJUDICATAIRE au DONNEUR D'ORDRE lorsque l'exécution du Contrat est retardée, suspendue ou arrêtée ou lorsque des coûts additionnels sont encourus pour l'un ou l'autre des motifs suivants, notamment :

a) en raison du non-respect par l'ADJUDICATAIRE ou d'un membre du Personnel Affecté d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) en raison d'un Manquement commis par un membre du Personnel Affecté ou de son remplacement à la suite de ce Manquement;

c) en raison d'une exécution du Contrat non conforme aux Documents d'Appel d'Offres, incluant le Devis;

d) en raison d'une erreur ou d'une omission de l'ADJUDICATAIRE ou d'un membre du Personnel Affecté reliée à l'exécution du Contrat;

e) en raison de l'insolvabilité, la cession de biens ou la faillite d'un membre du Personnel Affecté et de son remplacement subséquent;

f) en raison du défaut de l'ADJUDICATAIRE de signaler en temps opportun au DONNEUR D'ORDRE toute situation pouvant entraîner un retard dans l'exécution du Contrat;

g) en raison d'une modification du Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

2.03 Variation des prix

2.03.01 Durée initiale

Pendant la durée initiale du Contrat, les prix sont fermes et ne font l'objet d'aucun ajustement.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Facturation

3.01.01 Adresse

a) **Adresse courriel et adresse du Service des finances**

L'ADJUDICATAIRE doit envoyer toutes les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel suivante : facture@montreal.ca.

Si l'ADJUDICATAIRE est dans l'impossibilité d'envoyer les factures et les notes de crédit électroniquement à l'adresse courriel facture@montreal.ca, il doit les envoyer à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Service des finances
Direction de la comptabilité et des informations financières
Division de la gestion des paiements
100 - 630 boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

b) **Autre adresse courriel**

Lorsque requis, en plus de transmettre les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel facture@montreal.ca, l'ADJUDICATAIRE doit également envoyer une copie des factures et des notes de crédit à l'adresse courriel fournie par le DONNEUR D'ORDRE après l'attribution du Contrat.

3.01.02 Renseignements

Les renseignements suivants doivent apparaître de façon claire sur toute facture adressée au DONNEUR D'ORDRE :

a) le nom de l'ADJUDICATAIRE tel qu'inscrit au Formulaire de Soumission;

b) le numéro de la facture;

c) la date de la facture;

d) le numéro du Bon de Commande;

e) le numéro du Contrat, si requis;

f) le numéro du Bon de Travail, si requis;

g) l'adresse du lieu de fourniture des Services;

h) le nom du DONNEUR D'ORDRE;

i) le nom de l'Unité Participante;

j) le nom du service ou de l'arrondissement du DONNEUR D'ORDRE;

k) la description des Services fournis, comme indiqué au Formulaire de Soumission;

l) les quantités de Services fournis;

m) les heures travaillées et le taux horaire pour chaque membre du Personnel Affecté, si requis;

n) les numéros de TPS et de TVQ.

Les mêmes renseignements doivent apparaître sur toute note de crédit adressée au DONNEUR D'ORDRE.

Pour les fins du calcul du nombre d'heures travaillées, l'ADJUDICATAIRE ne doit pas inclure les temps de repas du Personnel Affecté. L'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas facturer au DONNEUR D'ORDRE les temps de repas du Personnel Affecté.

L'ADJUDICATAIRE doit également présenter toute facture accompagnée des pièces justificatives requises par le DONNEUR D'ORDRE.

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser toute facture non conforme aux exigences de la présente clause.

En plus des exigences de facturation ci-haut mentionnées, l'ADJUDICATAIRE peut, pour plus de précisions, consulter les exigences de facturation du Service des finances, disponibles sur la page internet de la Ville de Montréal dédiée aux fournisseurs.

3.02 Paiement des Services

Après vérification et conditionnellement à l'acceptation par le DONNEUR D'ORDRE des Services, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à payer toute facture conforme selon les modalités prévues au Devis.

3.03 Paiement partiel

Les paiements effectués par le DONNEUR D'ORDRE à l'ADJUDICATAIRE sont conditionnels à ce que l'ADJUDICATAIRE exécute le Contrat d'une manière complète et conforme aux Documents d'Appel d'Offres. En cas d'exécution partielle du Contrat ou de non-conformité de l'exécution aux Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE peut réduire le montant du paiement pour tenir compte de la portion du Contrat non exécutée ou exécutée de manière non conforme.

3.04 Paiement complet

L'ADJUDICATAIRE ne doit faire l'objet d'aucune réclamation ou demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE pour recevoir le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat.

3.05 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation

3.05.01 Compensation

Si l'ADJUDICATAIRE doit des sommes d'argent au DONNEUR D'ORDRE, pour quelque raison que ce soit, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'ADJUDICATAIRE, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisé de tout règlement ou de tout jugement en capital, intérêts et frais.

3.05.02 Provision

La provision mentionnée au paragraphe précédent peut être un chèque certifié, un mandat-poste ou une traite bancaire tiré d'une Institution Financière et fait à l'ordre du DONNEUR D'ORDRE dont le montant est équivalent à celui de la somme due au DONNEUR D'ORDRE.

3.05.03 Tierces parties

Les règles suivantes s'appliquent lorsque l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants, le cas échéant, fait l'objet d'une réclamation ou d'une demande d'indemnisation de la part d'une tierce partie en rapport avec l'exécution du Contrat et qu'une telle réclamation ou demande d'indemnisation peut entraîner la responsabilité pécuniaire du DONNEUR D'ORDRE.

a) **Retenue**

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE doit des sommes d'argent à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, il peut retenir des sommes qui sont dues à l'ADJUDICATAIRE les montants nécessaires à l'obtention de quittances complètes et finales par les tierces parties.

b) **Paiement**

Avant de verser à l'ADJUDICATAIRE le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE lui remette une preuve de quittance complète et finale signée par la tierce partie ayant présenté une réclamation ou une demande d'indemnisation, attestant le paiement des sommes qui lui étaient dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.06 Retard

Les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE ne portent pas intérêt et l'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas exiger le paiement de pénalités ou de frais supplémentaires en raison d'un retard de paiement du DONNEUR D'ORDRE.

3.07 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une acceptation ou une attestation de la conformité de l'exécution du Contrat aux exigences des Documents d'Appel d'Offres. Le paiement ne constitue pas une renonciation au droit du DONNEUR D'ORDRE de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Notamment, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute

vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.08 Paiement électronique

L'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit suivre les étapes indiquées sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Demande d'adhésion au paiement électronique* : montreal.ca/fournisseurs.

4.00 SÛRETÉS

Les PARTIES confirment qu'aucune sûreté de quelque sorte que ce soit n'est requise dans le cadre du Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, notamment de Propriété Intellectuelle, ainsi que tous les pouvoirs et l'autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.03 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un accord intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.04 Autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des Documents d'Appel d'Offres.

7.05 Ressources

L'ADJUDICATAIRE dispose de l'expertise et de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations en vertu des présentes.

7.06 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Quantité

Les quantités inscrites aux Documents d'Appel d'Offres pour les Services sont à titre indicatif seulement. Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à commander la totalité des Services. L'ADJUDICATAIRE ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux Documents d'Appel d'Offres et celles que le DONNEUR D'ORDRE commande réellement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retirer certains Services en cours d'exécution du Contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

9.02 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, à aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

Le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE a pleine compétence pour gérer l'exécution du Contrat avec l'ADJUDICATAIRE, décider de toute question ou enjeu soulevé dans le cadre de l'exécution du Contrat et juger de la conformité de l'exécution du Contrat.

9.03 Bon de Commande

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à effectuer ses commandes par l'émission de Bons de Commande. Les Bons de Commande doivent être transmis à l'ADJUDICATAIRE par courriel, par télécopieur ou par la poste.

9.04 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.02 Réunions

10.02.01 Fréquence

Si requis, le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début de l'exécution du Contrat, une réunion de démarrage au cours de laquelle il informe notamment l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants de la fréquence des réunions subséquentes.

10.02.02 Participation

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions convoquées et y apporter sa collaboration.

10.03 Contrats simultanés

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec toute Personne qui, en vertu d'un contrat distinct conclu avec le DONNEUR D'ORDRE, fournit à celui-ci des biens ou des services ou exécute des travaux à sa demande, de manière à minimiser les inconvénients à la bonne exécution du contrat distinct.

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la coordination avec toute Personne qui a conclu un contrat distinct avec le DONNEUR D'ORDRE lorsque cela est nécessaire à la réalisation de son Contrat.

Les délais d'exécution prévus au Contrat demeurent inchangés à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que le contrat distinct a un impact réel sur ces délais.

10.04 Propriété

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE remet à l'ADJUDICATAIRE des documents, des modèles ou des échantillons pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, ceux-ci demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE et doivent lui être retournés intégralement et dans une condition identique lorsque le Contrat prend fin.

10.05 Documents Contractuels

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter, tout au long de la durée du Contrat, les exigences requises dans les Documents Contractuels.

10.06 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat.

10.07 Collaboration

L'ADJUDICATAIRE s'engage à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE en fournissant tout renseignement verbal ou écrit et en transmettant tout document pouvant être requis afin d'assurer un contrôle et une exécution efficace du Contrat, et ce, sans frais pour le DONNEUR D'ORDRE.

10.08 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.09 Charte de la langue française

Le DONNEUR D'ORDRE étant assujetti à la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11), l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que ses dispositions et ses règlements sont suivis et respectés.

10.10 Langue française

Tout affichage, signalisation ou communication effectué dans le cadre du Contrat doit être en français, notamment l'affichage de l'ADJUDICATAIRE dans les locaux du DONNEUR D'ORDRE ou à l'extérieur, sur le domaine du DONNEUR D'ORDRE.

Cependant, un affichage, signalisation ou communication peut être à la fois en français et dans une autre langue à condition que le français y figure de façon nettement prédominante.

Ces obligations découlent de l'article 58 de la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11).

10.11 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.12 Conflit d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes.

10.13 Liens d'affaires

L'ADJUDICATAIRE s'engage, pendant la durée du Contrat, à informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et les consultants externes du DONNEUR D'ORDRE qui ont participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres, dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. En cas de non-respect de cette obligation, le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE.

10.14 Assurance

10.14.01 Responsabilité civile générale

Pendant toute la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit tenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile générale tous risques pour un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement, contre les dommages matériels et corporels y compris le décès, les préjudices personnels, les dommages aux biens de tiers et la privation de jouissance des biens corporels que lui-même, ses dirigeants, employés, sous-contractants, mandataires, agents ou représentants peuvent

causer aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui ou du DONNEUR D'ORDRE. Cette police d'assurance doit respecter les exigences qui suivent :

a) La police d'assurance doit être souscrite auprès d'une compagnie d'assurances titulaire des permis appropriés délivrés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et ayant un établissement au Québec. De plus, la police d'assurance doit être accompagnée de l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.14.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur, et prévoir et couvrir entre autres ce qui suit :

i) l'ADJUDICATAIRE doit être identifié comme étant assuré et le DONNEUR D'ORDRE doit être ajouté à la police d'assurance en tant qu'assuré additionnel;

ii) la responsabilité résultant des activités de l'ADJUDICATAIRE ou, le cas échéant, de ses sous-contractants, reliées aux biens ou services rendus dans le cadre du Contrat;

iii) la responsabilité résultant de la propriété, de la location ou de l'usage des lieux où sont exécutés les services ou utilisés les biens par l'ADJUDICATAIRE ou, le cas échéant, ses sous-contractants, aux fins du Contrat;

iv) la spécification que la police d'assurance ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement un avis écrit de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse de son siège.

b) Cette police d'assurance responsabilité tous risques doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et la preuve du renouvellement de celle-ci doit être fournie par l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date de l'expiration.

c) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, l'ADJUDICATAIRE s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou déductible et ce, à l'entière exonération du DONNEUR D'ORDRE.

d) Dans les QUINZE (15) jours suivant l'Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une copie conforme de sa police certifiée par l'assureur ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques attestant de la couverture prévue aux présentes. Il doit également fournir au DONNEUR D'ORDRE l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.14.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur.

10.15 Santé et sécurité au travail

10.15.01 Programme de prévention

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début de l'exécution du Contrat un programme de prévention visant à éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique du Personnel Affecté. La responsabilité d'appliquer et de faire respecter ce programme de prévention incombe à l'ADJUDICATAIRE.

10.15.02 Conformité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par le Personnel Affecté les dispositions de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.15.03 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

L'ADJUDICATAIRE s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le Personnel Affecté respecte les ordonnances, normes et règlements de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

10.15.04 Défaut

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'informer la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE, du défaut observé. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre l'exécution du Contrat selon la gravité du défaut.

10.16 Attestation de la CNESST

L'ADJUDICATAIRE s'engage, sur demande, à fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation.

10.17 Ressources humaines

10.17.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard du Personnel Affecté et il doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.17.02 Courtoisie

L'ADJUDICATAIRE qui entretient des relations d'affaires avec le DONNEUR D'ORDRE s'engage à traiter les citoyens, les partenaires, les autres contractants et les représentants du DONNEUR D'ORDRE avec courtoisie et professionnalisme dans leurs échanges, quelle qu'en soit la forme. L'ADJUDICATAIRE est responsable du respect de cette clause par l'ensemble du Personnel Affecté. Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE en cas de non-respect de la présente clause par un membre du Personnel Affecté.

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de rectifier la situation à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE.

10.17.03 Exécution

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que le Personnel Affecté dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour exécuter le Contrat. Il doit également s'assurer que le Personnel Affecté fasse preuve d'intégrité, de probité et de bonne foi et exécute ses tâches avec soin, diligence et assiduité et dans le respect des consignes, instructions ou procédures du DONNEUR D'ORDRE.

10.17.04 Remplacement forcé

Le DONNEUR D'ORDRE a le droit d'exiger le remplacement d'un membre du Personnel Affecté si celui-ci, selon l'évaluation du DONNEUR D'ORDRE, n'a pas la compétence requise ou affecte la bonne exécution du Contrat ou la qualité des services. Dans une telle situation, l'ADJUDICATAIRE doit, dans les meilleurs délais, présenter une nouvelle ressource répondant aux exigences du DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit préalablement démontrer au DONNEUR D'ORDRE que cette nouvelle ressource répond à ses exigences.

10.17.05 Nouvelle ressource

Le remplacement d'un membre du Personnel Affecté ne peut en aucun cas occasionner une interruption des services ou un retard dans l'Échéancier du Contrat. De plus, les coûts requis pour former une nouvelle ressource sont entièrement à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.17.06 Non-sollicitation

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que ni lui ni un de ses sous-contractants ne retiennent les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ayant participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres duquel il est adjudicataire, et ce, à compter de l'adjudication du Contrat jusqu'à UN (1) an après sa fin.

10.18 Sous-contrat

10.18.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition d'obtenir l'autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE et de respecter les exigences prévues ci-après.

10.18.02 Liste

Si l'ADJUDICATAIRE est autorisé par le DONNEUR D'ORDRE à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, il doit lui transmettre, avant que l'exécution du Contrat ne débute, une liste indiquant, pour chaque sous-contrat, les informations suivantes :

a) le nom et le NEQ du sous-contractant;

b) l'adresse et le numéro de téléphone du principal établissement du sous-contractant.

L'ADJUDICATAIRE doit utiliser l'annexe 10.18.02 du Contrat pour transmettre au DONNEUR D'ORDRE la liste de ses sous-contractants. Il peut uniquement conclure un sous-contrat avec les sous-contractants identifiés dans la liste transmise au DONNEUR D'ORDRE. Toute modification à cette liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit, avant que ne débute l'exécution du nouveau sous-contrat, produire une liste modifiée de ses sous-contractants. Il peut utiliser l'annexe 10.18.02 du Contrat pour mettre à jour la liste de ses sous-contractants. Les exigences prévues ci-après demeurent cependant applicables.

10.18.03 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un sous-contractant, notamment dans les cas suivants :

a) le sous-contractant, au cours des DEUX (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE;

b) l'acceptation de ce sous-contractant pourrait entraîner une situation de nature à fournir un avantage indu à l'ADJUDICATAIRE ou à créer un conflit d'intérêts.

De plus, sans pour autant que cela ne soit considéré comme une obligation pour lui, le DONNEUR D'ORDRE peut contacter un sous-contractant identifié dans la liste afin de vérifier son expérience dans le domaine de l'exécution du Contrat.

10.18.04 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis, le cas échéant.

10.18.05 Obligations principales

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, le recours à des sous-contractants est permis de manière accessoire seulement. L'ADJUDICATAIRE doit lui-même exécuter les obligations principales du Contrat, avec ses propres ressources. Il ne peut en aucun cas sous-contracter les obligations principales du Contrat sans obtenir l'autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE.

10.18.06 RENA

L'ADJUDICATAIRE doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du Contrat, s'assurer que chacun de ses sous-contractants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) prévoit que l'entreprise qui, dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec un organisme public, conclut un sous-contrat avec une entreprise inadmissible aux contrats publics, commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 $ à 13 000 $ dans le cas d'une personne physique et de 7 500 $ à 40 000 $ dans les autres cas. Le sous-contractant inadmissible commet également une infraction et est passible de la même peine. L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) vise les municipalités en raison d'un renvoi prévu à l'art. 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

10.18.07 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout sous-contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. L'ADJUDICATAIRE est responsable de la direction et de la bonne exécution du travail confié aux sous-contractants et doit en assumer l'entière coordination. La conclusion d'un sous-contrat ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel. Malgré la conclusion d'un sous-contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un sous-contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.18.08 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit assujettir tout sous-contrat aux dispositions des Documents Contractuels.

10.18.09 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses sous-contractants.

10.19 Délais

10.19.01 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter chacune des étapes du Contrat et à aviser le DONNEUR D'ORDRE par écrit, le cas échéant, dès qu'il a connaissance d'un Manquement possible à cet égard. L'avis transmis au DONNEUR D'ORDRE doit préciser les motifs du Manquement, les dispositions du Contrat visées et la solution proposée par l'ADJUDICATAIRE pour remédier au Manquement. L'avis doit être accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

10.19.02 Empêchement

Si le DONNEUR D'ORDRE agit de façon à empêcher ou retarder la fourniture de tout Service par l'ADJUDICATAIRE dans les délais applicables selon le Contrat, ceux-ci peuvent être prolongés pour tenir compte de l'empêchement ou du retard ainsi engendré par le DONNEUR D'ORDRE, selon la décision de ce dernier.

10.20 Bon de Commande

L'ADJUDICATAIRE s'engage à honorer tout Bon de Commande reçu du DONNEUR D'ORDRE pendant la durée du Contrat.

10.21 Fourniture des Services

10.21.01 Délais et fréquence

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir les Services conformément à l'Échéancier prévu au Devis.

10.21.02 Incapacité

Si l'ADJUDICATAIRE prévoit ne pas être en mesure de respecter une date de fourniture de Services, il doit en faire part au DONNEUR D'ORDRE en lui envoyant un préavis écrit de CINQ (5) jour(s).

10.22 Bon de Travail

Toute fourniture de Services à être effectuée en vertu du Contrat doit être accompagnée d'un Bon de Travail. Tout Bon de Travail doit afficher de façon claire et préciser le numéro du Bon de Commande correspondant.

10.23 Matières dangereuses

10.23.01 Obligation

Lorsque requis, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer à la *Loi sur les produits dangereux* (L.R.C. 1985, chapitre H-3), au *Règlement sur les produits contrôlés* (DORS/88-86), aux dispositions entrées en vigueur du *Règlement sur les produits dangereux* (DORS/2015-17) et au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT). À la demande du DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit fournir, pour chacun des produits assujettis, DEUX (2) copies des fiches de données de sécurité.

10.23.02 Révisions

L'ADJUDICATAIRE doit fournir les révisions des fiches de données de sécurité afin que la base de données du DONNEUR D'ORDRE affiche l'information disponible la plus récente et la plus conforme.

10.24 Inspection

10.24.01 Collaboration

Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps pendant l'exécution du Contrat faire inspecter le travail relié aux Services exécutés ou en cours d'exécution, sans préavis mais à des heures

normales. L'ADJUDICATAIRE doit offrir sa pleine et entière collaboration au DONNEUR D'ORDRE ou à ses représentants désignés dans le cadre de toute inspection.

10.24.02 Résultat

À la suite d'une inspection, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donne le DONNEUR D'ORDRE, dans la mesure où celles-ci sont reliées à l'exécution du Contrat. Toute inspection ainsi effectuée ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité à l'égard de la réalisation finale du Contrat.

10.25 Suspension du Contrat

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lorsqu'il le juge nécessaire, ordonner par écrit la suspension de l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit alors remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la suspension du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne peut fonder aucune réclamation du fait de la suspension du Contrat. Lorsque la suspension est levée par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit reprendre l'exécution du Contrat dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE.

10.26 Publicité

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires.

10.27 Pénalités

10.27.01 Délai

Si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas le délai de fourniture des Services applicable selon le Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut lui imposer une pénalité de mille DOLLARS (1000$) par jour de retard.

10.27.02 Application

Le retard dans la fourniture des Services donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité. Le montant de la pénalité est calculé au prorata de la période visée et est assujetti aux taxes applicables.

10.27.03 Montant

Le montant total de la pénalité imposée à l'ADJUDICATAIRE est calculé par le DONNEUR D'ORDRE conformément à la présente clause.

10.28 Confidentialité

L'ADJUDICATAIRE doit utiliser les informations, renseignements et documents qui lui sont remis par le DONNEUR D'ORDRE uniquement pour des fins reliées à l'exécution du Contrat et, sauf dans la mesure où l'exécution du Contrat l'exige, ne doit pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit du DONNEUR D'ORDRE. Lorsque l'ADJUDICATAIRE donne accès aux informations, renseignements ou documents qu'il reçoit du DONNEUR D'ORDRE à des tiers qui doivent en prendre connaissance pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, il doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de ceux-ci.

10.29 Taxes

La prétention de l'ADJUDICATAIRE selon laquelle ses activités ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité du DONNEUR D'ORDRE. Si cette prétention est contestée par les autorités fiscales ou s'avère inexacte, aucune somme additionnelle n'est versée à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE à titre de taxes. L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre toute réclamation formulée ou toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

10.30 Responsabilité

10.30.01 Protection des lieux environnants

Pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des biens et des lieux environnants (biens meubles et immeubles, rues, arbres, parcs, terrains avoisinants, etc.).

10.30.02 Protection de l'environnement

L'ADJUDICATAIRE doit observer toutes les lois et tous les règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement et doit prendre toutes les mesures requises pour éviter toute forme de pollution.

10.30.03 Dommage

L'ADJUDICATAIRE est responsable de tout dommage causé pendant l'exécution du Contrat. Il doit immédiatement informer le DONNEUR D'ORDRE de tout dommage causé et prendre les mesures qui s'imposent lorsque le dommage entraîne un risque ou une menace à la santé ou la sécurité.

10.31 Exonération

10.31.01 Obligation

L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre la poursuite et l'exécution de toute réclamation, notamment en dommages-intérêts, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Il s'engage à prendre fait et cause pour le DONNEUR D'ORDRE dans toute poursuite, action ou réclamation de quelque nature que ce soit, notamment pour tout dommage, en capital, intérêts et frais, causé aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui et du DONNEUR D'ORDRE, ses employés, agents,

représentants ou préposés, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Si un jugement est rendu et que l'ADJUDICATAIRE fait défaut de payer tel jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés, le DONNEUR D'ORDRE peut payer le jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés et peut compenser les sommes nécessaires à ces fins à même les montants dus ou pouvant devenir dus à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE.

10.31.02 Étendue de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette clause ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.32 Indemnisation

10.32.01 « Perte »

Dans cette section, le terme *Perte* désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif, indirect ou incident, y compris la perte de profits suite à un Manquement au Contrat.

10.32.02 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute Perte subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence, faute, action ou omission par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat; ou

d) toute dérogation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté, à une Loi dans le cadre du Contrat.

10.32.03 Propriété Intellectuelle

a) **Obligation**

L'ADJUDICATAIRE doit respecter tous les droits de Propriété Intellectuelle des tierces parties, notamment les brevets, licences et marques de commerce, se rattachant aux matériaux, ouvrages, fournitures et procédés utilisés par lui ou ses sous-contractants, le cas échéant, dans l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas, sans l'approbation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE, laquelle est à l'entière discrétion de ce dernier, utiliser les noms ou marques de commerce du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Responsabilité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE pour toute Perte subie par ce dernier à la suite d'une atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté.

10.33 Limitation

La responsabilité maximale du DONNEUR D'ORDRE en vertu du Contrat, que ce soit en vertu de sa responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle, est limitée au montant total payé à l'ADJUDICATAIRE à titre de contrepartie en vertu du Contrat.

10.34 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.35 Assistance au Bureau de l'inspecteur général

L'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer à toute enquête du Bureau de l'inspecteur général. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le Bureau de l'inspecteur général dans l'établissement des faits et le rassemblement des informations et des documents pertinents. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant être présentée par le Bureau de l'inspecteur général.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur ou prestataire de services.

11.02 Cession

11.02.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.02.02 Inopposabilité

Toute cession qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.02.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont il doit détenir en tout temps le contrôle, pourvu toutefois que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.02.04 Effet

Si la cession du Contrat est autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, elle ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel et le cessionnaire doit respecter intégralement les obligations prévues au Contrat, y compris pour la période antérieure à la cession, comme s'il avait lui-même exécuté le Contrat pendant cette période.

11.03 Relations entre les PARTIES

11.03.01 Indépendance

Les PARTIES reconnaissent par la présente qu'elles agissent de manière indépendante et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société de personnes, une entreprise commune, un lien d'emploi ou un mandat de quelque nature que ce soit entre elles.

11.03.02 Contrôle

Chacune des PARTIES dispose du plein contrôle de la manière et des moyens d'exécuter ses obligations prévues au Contrat. Aucune disposition du Contrat ne doit s'interpréter de façon à permettre à une PARTIE d'imposer à l'autre PARTIE de faire quoi que ce soit qui peut avoir pour effet de compromettre son statut indépendant.

11.03.03 Aucune autorité

Aucune des PARTIES n'a le droit ou l'autorité, exprès ou tacite, de créer ou d'assumer au nom de l'autre PARTIE toute obligation ou responsabilité à l'égard de tierces parties, autrement que de la manière prévue au Contrat, et aucune PARTIE ne peut lier l'autre PARTIE de quelque manière que ce soit.

11.04 Force majeure

11.04.01 Exonération de responsabilité

Une PARTIE n'est pas considérée en défaut de ses obligations et n'est pas responsable des dommages ou délais si ces défauts, dommages ou délais découlent d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés de l'une ou l'autre des PARTIES.

11.04.02 Prise de mesures adéquates

Dans l'éventualité où un cas de force majeure empêche une PARTIE d'exécuter ses obligations, la PARTIE désirant invoquer la force majeure doit faire parvenir un avis écrit à l'autre PARTIE le plus rapidement possible, suivant l'avènement de ce cas de force majeure.

Cet avis doit indiquer le cas de force majeure invoqué ainsi que les conséquences sur l'exécution de ses obligations. Les PARTIES doivent alors se rencontrer et prendre toute disposition raisonnable pour assurer la reprise normale de la réalisation des obligations affectées par le cas de force majeure.

Les délais d'exécution du Contrat affectés par le cas de force majeure peuvent alors être prorogés automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance du cas de force majeure, étant entendu que cette prorogation n'entraîne aucune pénalité pour l'une ou l'autre PARTIE.

11.04.03 Droit de l'autre PARTIE

Si le cas de force majeure invoqué rend la réalisation d'une obligation du Contrat impossible, les PARTIES doivent s'entendre le plus rapidement possible pour déterminer les nouvelles conditions d'exécution du Contrat ou, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, pour résilier le Contrat selon les dispositions prévues à la section 13.00.

11.05 Recours

Sous réserve de la clause 10.33, rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à limiter les recours qu'une PARTIE peut avoir résultant de tout Manquement de la part de l'autre PARTIE.

11.06 Évaluation de rendement de l'ADJUDICATAIRE

Lorsque le Contrat est attribué par le DONNEUR D'ORDRE à la suite d'un appel d'offres public, le DONNEUR D'ORDRE peut procéder à une évaluation du rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat, en respectant les dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). Cette évaluation est effectuée sur la base des critères indiqués à l'annexe 11.06.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public ultérieur, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des DEUX (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions dans le cadre de cet appel d'offres ultérieur, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

11.07 Marché du carbone

L'ADJUDICATAIRE cède au DONNEUR D'ORDRE les droits et intérêts auxquels il peut prétendre dans tout crédit, unité de réduction d'émission ou d'émissions évitées de gaz à effets de serre qui peut être négocié ou échangé sur les marchés réglementaires ou volontaires du carbone. Par conséquent, les crédits ou unités de réduction d'émission de gaz à effet de serre qui peuvent être accordés au DONNEUR D'ORDRE suite à l'exécution du Contrat appartiennent au DONNEUR D'ORDRE qui peut les réclamer auprès d'un programme ou organisme de reconnaissance de ces crédits ou unités. Tout crédit ou incitatif financier qui en résulte devient donc, dès son émission par le programme ou organisme visé, l'entière propriété du DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu du Contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire.

Les avis expédiés au DONNEUR D'ORDRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée dans la Régie de l'Appel d'Offres. Les avis expédiés à l'ADJUDICATAIRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée au Formulaire de Soumission et, en l'absence d'une telle mention, l'ADJUDICATAIRE élit domicile au bureau du greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, à l'exécution ou à l'annulation du Contrat, les PARTIES s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir pour les assister dans le règlement de ce différend.

12.03 Juridiction

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement au Contrat sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social de la seule Organisation Participante impliquée ou, lorsqu'il y a plus qu'une Organisation Participante impliquée, celui du DONNEUR

D'ORDRE, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

12.04.01 Autorisation

Toute modification au Contrat, qu'elle entraîne ou non une dépense supplémentaire, ne peut être autorisée que dans la mesure où elle constitue un accessoire au Contrat, qu'elle n'en change pas la nature et qu'elle est au bénéfice du DONNEUR D'ORDRE.

12.04.02 Demande

Pour toute modification au Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens à l'ADJUDICATAIRE. L'ADJUDICATAIRE ne peut se prévaloir d'une demande de modification comme cause de résiliation du Contrat ou pour suspendre ou retarder l'exécution du Contrat.

12.04.03 Ajustement du prix

Lorsqu'une modification a pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût du Contrat, le prix en est calculé selon l'ordre de priorité suivant :

a) selon les prix unitaires ou forfaitaires présentés par l'ADJUDICATAIRE dans le Bordereau de Prix;

b) en l'absence d'un prix unitaire ou forfaitaire, selon un montant négocié par les PARTIES;

c) en l'absence d'entente sur un montant négocié, par un prix fixé par le DONNEUR D'ORDRE, laissant droit à l'ADJUDICATAIRE de présenter une réclamation.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent, qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document peut être transmis par courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Indemnisation

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en raison d'un Manquement, l'ADJUDICATAIRE est responsable de tous les dommages causés au DONNEUR D'ORDRE par la résiliation du Contrat.

13.03 Sans préavis

Dans les limites prévues par la Loi, le Contrat est résilié sans avis et à la discrétion du DONNEUR D'ORDRE, si l'un des cas de défaut suivants se produit :

a) si l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) si l'ADJUDICATAIRE procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) si un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens, ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre, ou cette nomination d'un liquidateur, n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements.

13.04 Avec préavis

Le DONNEUR D'ORDRE peut résilier le Contrat, sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

iv) si, après l'adjudication du Contrat, l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE.

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.05 Changement de Contrôle

L'ADJUDICATAIRE doit aviser le DONNEUR D'ORDRE de tout Changement de Contrôle. Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle et que le DONNEUR D'ORDRE, agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.06 Effet de la résiliation

13.06.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée et, sur présentation au DONNEUR D'ORDRE des pièces justificatives pertinentes, la proportion des frais et dépenses actuelles jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit pour la perte subie ou le gain dont il est privé. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la résiliation du Contrat.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le 07 décembre 2022.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat, le Contrat expire le 31 mars 2023.

15.02 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du Contrat, ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.03 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

LES PARTIES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE L'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE LA DÉCISION D'OCTROI PAR L'INSTANCE APPROPRIÉE.

ANNEXE A - LISTE DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES

(Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier intitulé « Liste des Organisations Participantes »)

ANNEXE 0.01.08 - DEVIS

Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier en format « PDF » ou autre, nommé « Devis » et annexé aux documents d'appel d'offres.

ANNEXE 10.14.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

Le présent document atteste à la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après dénommée le *Donneur d'ordre*) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du Donneur d'ordre, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien d'une patinoire temporaire réfrigérée au square Cabot CONTRAT N° : 22-19604

TABLEAU DES ASSURANCES			
Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
  Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire n° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			Tous dommages confondus _____$ par sinistre _____$ par période d'assurance _____$ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

N.B. : Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de documents d'appel d'offres ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Donneur d'ordre, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Autorité des marchés financiers et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du Donneur d'ordre, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début de l'exécution du contrat, en l'occurrence le _____ 20 ____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date _____ 20 ____
(Signature de l'assureur)

ANNEXE 10.18.02 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien d'une patinoire temporaire réfrigérée au square Cabot
Numéro : 22-19604

Instructions

a) L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avant que l'exécution du Contrat ne débute, une liste indiquant, pour chaque sous-contrat, les informations demandées ci-dessous.

b) Lorsque, pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE conclut un nouveau sous-contrat, il doit, avant que ne débute l'exécution de ce nouveau sous-contrat, en aviser le DONNEUR D'ORDRE en produisant une liste modifiée.

c) Pour tous les sous-contrats (approvisionnement, services et travaux de construction), l'ADJUDICATAIRE doit remplir le tableau.

À remplir pour chaque sous-contractant			
Nom	**NEQ**	**Adresse**	**Numéro de téléphone**

Signé à ..... ce .....

_____
Signature du représentant autorisé

_____

Nom du représentant autorisé (en lettres moulées)

ANNEXE 11.06 - GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

Thèmes	Critères	Pondération
Conformité technique	● Conformité aux normes techniques ● Conformité aux normes administratives ● Conformités aux normes opérationnelles ● Qualité des services rendus ● Respect des lois et règlements ● Conformité réglementaire	**35%**
Planification, organisation et respect des échéances	● Réalisation des opérations dans les délais requis ● Respect des calendriers d'opération ● Remise des documents exigés dans les délais requis	**25%**
Qualité et disponibilité des ressources	● Disponibilité des équipements requis pour le mandat ● État des équipements sur les lieux d'opération ● Compétence et disponibilité des responsables des opérations ● Compétence des opérateurs des équipements	**15%**
Direction, coordination et contrôle	● Supervision adéquate des opérations ● Compétence de l'adjudicataire ● Disponibilité de l'adjudicataire ● Encadrement des employés ● Encadrement des sous-traitants ● Rapidité des actions correctives ● Mesures de sécurité pour le citoyen aux abords des sites d'opération ● Signalisation et prévention des dangers pour le	**10%**

	citoyen ● Respect des biens du citoyen et des installations municipales	
Communication et documentation	● Disponibilité des interlocuteurs ● Qualité des communications écrites et verbales ● Précision et exactitude des rapports d'opération	**15%**

Un suivi rigoureux et documenté du rendement de l'ADJUDICATAIRE est effectué par le DONNEUR D'ORDRE pendant l'exécution du Contrat. À la fin du Contrat, le rendement de l'ADJUDICATAIRE est évalué sur la base des critères indiqués ci-haut.

Dans l'éventualité où le DONNEUR D'ORDRE est d'avis que le rendement de l'ADJUDICATAIRE s'avère non satisfaisant (soit lorsque la note qui est attribuée à l'ADJUDICATAIRE est inférieure à 70%), un rapport de cette évaluation de rendement insatisfaisant est transmis à l'ADJUDICATAIRE au plus tard SOIXANTE (60) jours après la fin du Contrat. À la suite de la réception de ce rapport, l'ADJUDICATAIRE dispose d'un délai de TRENTE (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception des commentaires de l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, s'il maintient les conclusions de l'évaluation de rendement insatisfaisant, faire entériner celle-ci par son comité exécutif dans un délai de SOIXANTE (60) jours.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220173003*
Unité administrative responsable : *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social*
Projet : *Patinoire réfrigérée du square Cabot 2022-2023*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins Offre d'une installation sportive hivernale dans un secteur où peu étaient présentes. Offre de prêts de patins pour la saison aux citoyens qui n'ont pas les moyens de s'en procurer.			

20. Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Offre d’un patinoire réfrigérée, éclairée avec jeux de lumières et avec musique d’ambiance du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023 dans la portion Ouest du centre-ville de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1220173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19604- 2 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19604 Intervention.pdf 22-19604 PV.pdf 22-19604 SEAO _ Liste des commandes.pdf

22-19604 Tableau comparatif des prix et ecarts.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève LEARY
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514-868-5955

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Michael SAOUMAA
Chef de section
Tél : 514-280-1994
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19604 — No du GDD : 1220173003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien de la patinoire réfrigérée temporaire du square Cabot avec Option entretien de la patinoire

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 10 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 25 - 10 - 2022

Ouverture faite le : 25 - 10 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 22 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 12 - 2022

Date d'échéance révisée : 17 - 12 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Loue Froid Inc.	121 930,99	√	
Synerglace Canada Inc.	201 032,64		

Information additionnelle

Deux soumissions ont été reçues, les deux soumissions sont conformes. L'octroi est recommandé au plus bas soumissionnaire, soit : Loue Froid Inc.

Préparé par : Geneviève Leary — Le 17 - 11 - 2022

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP22 0574

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 25 octobre 2022 à 13 h 30**

Sont présents : M. Henrico Jean Charles, analyste juridique
Me Domenico Zambito, greffier adjoint
M. Abdenour Touabi, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 22-19604

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien d'une patinoire temporaire réfrigérée au square Cabot » sont ouvertes par le greffier adjoint du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
LOUE FROID INC.	121 930,99 $
SYNERGLACE CANADA INC.	201 032,64 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 3 octobre 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Henrico Jean Charles
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Agent de bureau – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19604
Numéro de référence : 1648072
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de services techniques spécialisés pour la mise en place et le maintien de la patinoire réfrigérée temporaire du square Cabot avec Option entretien de la patinoire - Arrondissement Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
LOUE FROID INC. 195 BOUL. BELLEROSE OUEST Laval, QC, H7L 6A1 NEQ : 1149222409	Monsieur yoan harvey Téléphone : 514 603-6212 Télécopieur :	**Commande : (2103545)** 2022-10-21 15 h 39 **Transmission :** 2022-10-21 15 h 39	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Synerglace Canada Inc. 199 rue d'Amsterdam Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A2V5 http://www.synerglace.ca NEQ : 1171093520	Monsieur Laurent ARNAUD Téléphone : 581 777-6099 Télécopieur :	**Commande : (2096623)** 2022-10-04 8 h 36 **Transmission :** 2022-10-04 8 h 36	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19604

Agent d'approvisionnement
Geneviève Leary

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Loue Froid Inc.										
	0								106 050,00 $	121 930,99 $
Total (Loue Froid Inc.)									**106 050,00 $**	**121 930,99 $**
Synerglace Canada Inc.										
	0								174 849,00 $	201 032,64 $
Total (Synerglace Canada Inc.)									**174 849,00 $**	**201 032,64 $**

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Loue Froid Inc.	106 050 $		121 930,99 $
Synerglace Canada Inc.	174 849 $		201 032,64 $
Dernière estimation réalisée	183 000 $		210 404,25 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			161 481,81 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			32,4%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			79 101,65 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			64,9%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-88 473,26 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-42,0%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			79 101,65 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			64,9%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1220173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un contrat à Loue Froid inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023, pour une somme maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19604- 2 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1220173003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1220173003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Autoriser une dépense maximale de 155 158,77 $, taxes incluses, pour l'installation, la location et l'entretien de la patinoire réfrigérée du square Cabot du 15 décembre 2022 au 20 mars 2023 (appel d'offres public 22-19604 - 2 soumissionnaires conformes) et accorder, à cette fin, un contrat à Loue Froid Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant maximum total de 155 158,77 $, taxes incluses, conformément au devis."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 155 158,77 $

	Années antérieures	2022	2023	**Total**
Montant		38 790,00 $	116 368,77 $	**155 158,77 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 155 158,77 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306193	07141	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM20173003
- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-17**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:33:39

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.14

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228270009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA22 240387 afin de rectifier les montants accordés, conformément aux conventions approuvées dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »

De modifier la résolution CA22 240387 afin de rectifier les montants accordés, conformément aux conventions approuvées dans le cadre du « *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 15 000 $ à Auguste théâtre (L');

- 10 000 $ à Diffusions gaies et lesbiennes du Québec;

D'imputer cette dépense totale de 25 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 11:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1228270009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA22 240387 afin de rectifier les montants accordés, conformément aux conventions approuvées dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »

CONTENU

CONTEXTE

Un montant total de 25 000 a été accordé à l'Auguste théâtre et à Diffusions gaies et lesbiennes du Québec dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie* . Toutefois, dans la recommandation, les montants octroyés ont été inversés et doivent être rectifiés de manière à accorder :

- 15 000 $ à Auguste théâtre (L');

- 10 000 $ à Diffusions gaies et lesbiennes du Québec;

Le montant de la dépense totale de 25 000 $ demeure inchangé.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gina TREMBLAY, Ville-Marie

Isabelle FORTIER, Ville-Marie
Johanne C BEAULIEU, Ville-Marie
Catalina DELGADO DAVILA, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Lecture :

Catalina DELGADO DAVILA, 25 novembre 2022
Maryse BOUCHARD, 24 novembre 2022
Samba Oumar ALI, 18 novembre 2022
Gina TREMBLAY, 17 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

438 821-8013
Tél :
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228270009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Modifier la résolution CA22 240387 afin de rectifier les montants accordés, conformément aux conventions approuvées dans le cadre de l'édition 2022 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Dans la recommandation du dossier 1228270009, les montants octroyés ont été inversés et doivent être rectifiés de manière à accorder :

- 15 000 $ à Auguste théâtre (L');
- 10 000 $ à Diffusions gaies et lesbiennes du Québec;

Le montant total et la provenance des fonds demeurent inchangés.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-18

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1228270009

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2023, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2022 du «Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie» et accorder, à cette fin, les contributions suivantes:

- 10 000 $ à Auguste théâtre (L');
- 15 000 $ à Diffusions gaies et lesbiennes du Québec."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 000,00 $

	Années antérieures	2022	2023	**Total**
Montant		20 000,00 $	5 000,00 $	**25 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM28270009
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-10-20**

Date et heure système : 24 octobre 2022 08:35:15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1224105006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières « activités physiques et de loisirs », « jeunesse » et « club sportif », ainsi que pour le soutien à la gestion et à l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine, et accorder une contribution totale de 864 237,86 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières «activités physiques et loisirs», «jeunesse» et club sportif», ainsi que pour le soutien à la gestion et l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 864 237,86 $ pour l'année 2023;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 13:32

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224105006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières « activités physiques et de loisirs », « jeunesse » et « club sportif », ainsi que pour le soutien à la gestion et à l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine, et accorder une contribution totale de 864 237,86 $

CONTENU

CONTEXTE

L'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) s'est donné pour mission de rejoindre et de desservir la communauté du quartier Centre-Sud et des environs par le biais d'activités communautaires, sportives, culturelles et éducatives dans un principe d'inclusion offrant à tous la possibilité de pratiquer des activités, peu importe leur condition physique et/ou économique.
Le présent dossier recommande l'approbation de la convention avec l'organisme d'une durée d'un an, se terminant le 31 décembre 2023, et l'octroi d'une contribution financière de 864 237,86 $ pour les programmes « Activités physiques et de loisirs », « Jeunesse » et « Club sportif » ainsi que pour un soutien pour la gestion et l'opération du centre Yvon Deschamps et de sa piscine.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240485 : Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2022, dans le cadre des programmes « activités physiques et de loisirs », « jeunesse » et « club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « accueil, surveillance et entretien » et « gestion et opération de la piscine » et accorder une contribution totale de 843 158,89 $

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît que l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud est un lieu significatif qui, par son offre d'activités, dynamise le milieu de vie et améliore la qualité de vie des citoyens.nes du secteur. La participation des résidents.tes aux activités de sports et de loisirs qu'offre l'organisme constitue, pour eux, un levier de développement individuel et social.
En 2023, l'ASCCS prévoit rejoindre quotidiennement une centaine de jeunes de 6 à 12 ans en leur offrant une programmation diversifiée, tout en favorisant la pratique d'activités physiques et contribuant à l'acquisition de connaissances et d'habileté.

En ce qui a trait aux adolescents, par un renouvellement de la programmation en fonction des nouvelles tendances, l'organisme désire favoriser la découverte et l'exploration d'activités de nature diversifiées en s'assurant de consulter et d'impliquer ces derniers dans la mise en place de la programmation qui leur permettra l'acquisition de saines habitudes de vie et d'habilités sociales.

Grâce à son club aquatique et son club de patinage de vitesse, l'ASCCS contribue au développement d'une pratique sportive soutenue et structurée auprès des jeunes.

De plus, l'organisme offrira une programmation aquatique, telle que des cours de mise en forme aquatique, cours de natation, bains libres, accueil de groupes scolaires, CPE, organismes, etc. et s'engage à offrir pour la durée de la convention des bains libres gratuits aux résidents de l'Arrondissement sans carte de membres les dimanches.

Par la signature de cette convention, l'arrondissement octroi une contribution financière à l'organisme dans différents programmes de contributions financières :

- Programme d'activités physiques et de loisirs
- Programme jeunesse
- Programme club sportif

Ainsi que pour :

- la gestion et l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine

Le plan d'action des trois programmes de contributions financières se trouve dans la section 3 du « formulaire de demande de soutien et de reddition de compte 2023 » dans l'annexe 1 de la convention reliée à ce dossier décisionnel ainsi que la demande de financement pour la gestion et l'opération du centre et de la piscine..

JUSTIFICATION

Par sa contribution financière, l'Arrondissement veut assurer à ses citoyens.nes un accès à des services répondant à leurs besoins. En fonction des différents programmes, l'organisme offre des services et des activités aux citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie en priorisant les jeunes de 17 ans et moins. L'ASCCS met également à la disposition des autres organismes partenaires de l'arrondissement et au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) des locaux et des plateaux sportifs pour mieux répondre aux besoins de l'ensemble des citoyens.nes du milieu.
Étant reconnu comme un milieu de vie significatif, l'organisme prend un soin particulier d'accueillir les enfants et adolescents dans ses différentes activités en offrant un encadrement positif, à l'écoute de l'enfant pour l'aider à mieux grandir en tant qu'individu, tout en ayant le souci d'offrir un service à valeur ajoutée pour l'ensemble de la clientèle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'Arrondissement a indexé la contribution financière de l'organisme de 2,5 % par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 864 237,86 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties.
La contribution est détaillée comme suit :

Programmes :

- Activités de physiques et de loisirs 204 019,17 $
- Club Sportif (Club de patinage de vitesse et Club aquatique) 9 100,74 $
- Jeunesse 79 603,24 $

Soutien à la mission

- Gestion et opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine 571 514,71 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille dans les pièces jointe de ce dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement et l'accessibilité aux activités ont un impact direct sur la santé et les saines habitudes de vie des utilisateurs.trices (jeunes, adultes, aînés et familles).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud figurent dans les outils de promotion et sur le site Internet de l'arrondissement de Ville-Marie. L'organisme prépare et distribue aux citoyens des feuillets d'informations sur sa programmation et possède son propre site internet, une page Facebook, une page Instagram, une chaîne Youtube ainsi qu'une infolettre hebdomadaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;

- Réalisation et évaluation de l'offre de service;
- Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'organisme;
- L'ASCCS devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514 232-3298
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-28



Convention : ASCCS_2023_convention.pdf
Annexe 1 :

Formulaire de demande de soutien et de reddition de compte :



ASCCS_2023_formulaire_demande_soutien_et_reddition_compte.pdf

Soutien à la mission :



ASCCS_2023_soutien_mission_demande_financement.pdf

Plan d'action :



Soutien à la mission : ASCCS_2023_soutien_mission_plan_action.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2093, rue de la Visitation, Montréal, Québec, H2L 3C9, agissant et représentée par Gabriel Renaud, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 6001374
Numéro d'organisme de charité : N/A

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'améliorer la qualité de vie des résidents du quartier en leur fournissant des installations et des activités diversifiées, constructives et abordables en fonction des besoins. L'Association sportive et communautaire du Centre-Sud est un lieu de rencontre accueillant situé au cœur du quartier, qui propose aux jeunes, aux adultes, aux familles et aux aînés un grand choix d'activités sportives, récréatives, culturelles, éducatives et environnementales;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre des programmes suivants: Programme activités physiques et de loisir, Programme clubs sportifs, Programme jeunesse ainsi que pour un soutien à la mission pour la gestion et l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie des Programmes suivants: Programme activités physiques et de loisir, Programme clubs sportifs, Programme jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.3 « **Annexe 3** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

2.4 « **Annexe 4** » : reddition de compte;

2.5 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de huit cent soixante-quatre deux cent trente-sept dollars et quatre-vingt six cents (864 237,86 $) , incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 3 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

Paraphes	
Organisme	Ville

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **ASSURANCES**

5.3.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.3.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.4 **ASPECTS FINANCIERS**

5.4.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.4.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.4.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.4.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables

Paraphes	
Organisme	Ville

ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.5 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.5.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.5.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.6 RESPECT DES LOIS

5.6.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.6.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.7 STATUT D'OBSERVATEUR

5.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.8 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce

Paraphes	
Organisme	Ville

qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.9 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2093, rue de la Visitation, Montréal, Québec, H2L 3C9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de 2022

ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD

Par : _____
Gabriel Renaud
Directeur général

La présente convention a été approuvée par le le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire # 1224105006

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Formulaire de demande de soutien et de reddition de comptes 2023

Demande de financement soutien à la mission

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire # 1224105006

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 3

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :	**ASSOCIATION SPORTIVE ET COMMUNAUTAIRE DU CENTRE-SUD**				
Tableau des versements Année 2023					
Année	**Montant global**	**1er versement 30%**	**2e versement 30%**	**3e versement 30%**	**4e versement 10%**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 avril**	**au plus tard le 31 août**	**au plus tard le 31 décembre**
2023	864 237,86 $	259 271,36 $	259 271,36 $	259 271,36 $	86 423,78 $

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire #1224105006

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Association sportive et communautaire du Centre-Sud

Adresse : 2093, rue de la Visitation, Montréal, Québec, H2L 3C9

Téléphone : 514 522-2246

Date de constitution en OBNL : 18 octobre 1974
NEQ : 1142311191

N° TPS : 121364749
N° TVQ : 6001374
No charité : N/A
No fournisseur Ville : 118407

Représentant désigné : Gabriel Renaud
Titre : Directeur général
Téléphone : 514 522-2246
Courriel @ : gabriel.renaud@asccs.qc.ca

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

- [x] Programme activités physiques et de loisir
- [x] Programme clubs sportifs
- [x] Programme jeunesse

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Programme passeport vers l'avenir. Sept à mai, clientèle jeunesse du Centre-Sud de 5 à 12 ans. 100 jeunes par jour à travers nos locaux internes de l'ASCCS (Gymnase, salles polyvalentes, salle informatique, hall d'entrée).

2.2 Programme jeunesse

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

Programme Ados, Octobre à juin, clientèle adolsecente du Centre-Sud, 30 jeunes par jour, locaux internes de l'ASCCS. Sorties et projets à l'extérieur organisé par les ados.

2.3 Programme clubs sportifs

Résumé : (Description du projet, période de réalisation, clientèle(s) et territoire(s) visés, nombre de participants estimé, lieux d'activités (installations, plateaux, parcs, etc.)

L'objectif des clubs est d'initier les jeunes aux activités aquatiques et de patinage de compétition dans un environnement plaisant et sain. Clientèle principalement du Centre-Sud, mais également de Ville-Marie. 50 participants pour le club aquatique et environ 100 pour le CPV. Lieux à travers nos locaux internes de l'ASCCS, arénas et par moment sur les terrains extérieurs.

3. Plan d'action

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement auxcitoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	Offrir des activités et des évènements sportifs dans les niveaux suivants : initiation, récréation, compétition et élite, prioritairement pour la clientèle de 17 ans et moins et aux citoyens de la Ville.
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs		Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	Résultats obtenus * Remplir seulement à la période de bilan
☑	☐	☐	☐	Offrir une programmation diversifiée et selon les besoins.	Favoriser la pratique d'activités physiques diversifiées chez les jeunes.	**Effectuer un sondage sur la programmation. Proposer des nouvelles activités et thématiques différentes.**	
☑	☐	☐	☐	Offrir un encadrement sécuritaire des participants.	Les jeunes soient en sécurité dans le déroulement des activités.	**Tournée régulière des installations, formation du personnel à jour, appliquer les normes de santé et sécurité reconnues. Sensibilisation au niveau des jeunes et parents.**	
☑	☐	☐	☐	Favoriser l'acquisition de connaissances et d'habiletés pour les jeunes.	Acquisition de connaissances et d'habiletés à travers notre programmation.	**Assurer la qualité du contenu et de l'animation. Offrir un encadrement de qualité pour chaque jeune.**	
☐	☑	☐	☐	Favoriser la découverte et l'exploration d'activités de nature diversifiée	l'acquisition de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales pour les jeunes.	**Offrir des activités de cuisine, des projets en plein-air, de sports diversifiés et culturelles**	
☐	☑	☐	☐	Favoriser l'autonomie, l'implication et la consultation des jeunes	L'implication et la création d'au moins 3 projets par les jeunes	**Créer un comité, consulter les jeunes sur la programmation, orienter les jeunes afin de favoriser l'autonomie et la création de projets de façon autonome.**	
☐	☑	☐	☐	Offrir une programmation diversifiée selon les besoins et nouvelles tendances	Le renouvellement de la programmation en fonction des nouvelles tendances.	**Faire une étude de marché sur les activités offertes pour les jeunes dans la région. Céer un comité pour les futurs aménagements des secteurs jeunesse**	
☐	☑	☐	☐	Favoriser l'acquisition de saines habitudes de vie et sociales	l'acquisition de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales pour les jeunes.	**Offrir des locaux acceuillants, du personnel formé et des activités adaptées.**	
☐	☐	☑	☐	Offrir des activités aquatiques accessibles et à coûts réduits	Obtenir un bon taux de participation aux activités	**Proposer des plages horaires adaptées et un coût d'inscription abordable en-dessous de la moyenne du marché. Mettre de l'avant le programme d'aide financière pour les familles vulnérables afin d'attirer le plus de jeunes défavorisées possibles dans le club de natation en 2023**	
☐	☐	☑	☐	Encourager la pratique sportive auprès d'événements sportifs et de compétition	La participation des jeunes aux jeux de Montréal ainsi qu'aux autres événements sportifs organisés ou soutenus par la Ville et ailleurs dans la province	**Faire la promotion des jeux de Montréal. Faire la promotion d'événements sportifs et de compétition**	
☐	☐	☑	☐	Favoriser le développement d'une pratique sportive soutenue et structurée auprès des jeunes	Que les jeunes soient mobilisés	**Offrir différents niveaux de pratique, offrir un encadrement de qualité, offrir des compétitions adaptées au niveau des participants, former le personnel et s'assurer du bon rendement de celui-ci**	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**1 052 001,00 $**
Revenus autonomes	**1 600 000,00 $**
Autres	
TOTAL	**2 652 001,00 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordinnation	73 600,00 $	69926,67		
	Animation/intervention	122 400,00 $	110160		
	15% avantages sociaux	29 400,00 $	14700		
			0		
	SOUS-TOTAL	**225 400,00 $**	**194 786,67 $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Activités	6 000,00 $	4 500,00 $		
	Matériel	4 000,00 $	2 000,00 $		
	Transport	3 000,00 $	1 800,00 $		
	Compétitions		- $		
	Affilations		- $		
	Formation	500,00 $	400,00 $		
	SOUS-TOTAL	**13 500,00 $**	**8 700,00 $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Télécommunication	900,00 $	135,00 $		
	Assurance	900,00 $	135,00 $		
	Fournitures de bureau	750,00 $	112,50 $		
	Tenue de livre	1 000,00 $	150,00 $		
	SOUS-TOTAL	**3 550,00 $**	**532,50 $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**242 450,00 $**	**204 019,17 $**	**- $**	**- $**

	Détails de la dépense	Programme jeunesse			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordinnation	30 130,00 $	27 140,44 $		
	Animation/intervention	45 140,00 $	39 271,80 $		
	15% avantages sociaux	11 290,00 $	10 161,00 $		
	SOUS-TOTAL	**86 560,00 $**	**76 573,24 $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Activités	1 500,00 $	1 275,00 $		
	Matériel	500,00 $	425,00 $		
	Transport	1 000,00 $	850,00 $		
	Compétitions				
	Affilations				
	Formation	600,00 $			
	SOUS-TOTAL	**3 600,00 $**	**2 550,00 $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Télécommunication	900,00 $	135,00 $		
	Assurance	900,00 $	135,00 $		
	Fournitures de bureau	500,00 $	75,00 $		
	Tenue de livre	900,00 $	135,00 $		
	SOUS-TOTAL	**3 200,00 $**	**480,00 $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**93 360,00 $**	**79 603,24 $**	**- $**	**- $**

	Détails de la dépense				
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordinnation				
	Animation/intervention				
	15% avantages sociaux				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Activités				
	Matériel				
	Transport				
	Compétitions				
	Affilations				
	Formation				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Télécommunication				
	Assurance				
	Fournitures de bureau				
	Tenue de livre				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

	Détails de la dépense	Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Coordinnation				
	Animation/intervention	30 000,00 $	6 000,00 $		
	15% avantages sociaux	4 500,00 $	900,00 $		
	SOUS-TOTAL	**34 500,00 $**	**6 900,00 $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Activités	875,00 $	175,00 $		
	Matériel	3 000,00 $	505,74 $		
	Transport		- $		
	Compétitions	3 200,00 $	1 120,00 $		
	Affilations	1 600,00 $	320,00 $		
	Formation	400,00 $	80,00 $		
	SOUS-TOTAL	**9 075,00 $**	**2 200,74 $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Télécommunication				
	Assurance				
	Fournitures de bureau				
	Tenue de livre				
	SOUS-TOTAL	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
GRAND TOTAL		**43 575,00 $**	**9 100,74 $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**292 723,15 $**	*Act. sports et loisirs : 204 019,17$* *Jeunesse : 79 603,24 $* *Club sportif : 9 100,74 $*
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**379 385,00 $**	
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**77%**	

5. Engagement de l’organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l’organisme : Association sportive et communautaire du Centre-Sud

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l’appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l’acceptation par le conseil d’arrondissement de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.
- Nous nous engageons maintenir en vigueur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 5 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.

  Échéance de la police d'assurances actuelle : *1 décembre 2022*
- Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Gabriel Renaud, directeur général
Signature représentant de l'organisme	G.Renaud
Date	2022-11-11

Nom du représentant de l'arrondissement	Linda Goulet, Agente de développement
Signature représentant de l'arrondissement	Signature numérique de Linda Goulet
Date	Date : 2022.11.16 21:27:57 -05'00'

6. Reddition de comptes et évaluation

** Réservé à l'administration*

- ☐ **L'organsime a complété la portion des résultats obtenus à même ce formulaire**
- ☐ **L'organsime a complété la portion du bilan financier dans la section *montage financier* à même ce formulaire**
- ☐ **Fréquentations remises sur une base trimestrielle**
- ☐ **Codes postaux des participants - hiver - été (camp de jour) et automne**
- ☐ **Rapports d'accidents graves - max trois jours après l'événement (accident impliquant un équipement municpal seulement)**

Les résultas obtenus répondent aux attentes (section 3) **** Réservé à l'administration***	☐	**Les résultats obtenus surpassent les attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus répondent pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus ne répondent pas pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus sont grandement inférieurs aux attentes signifiées.**
Commentaires de l'arrondissement: **** Réservé à l'administration***		
Commentaires de l'organisme:		

Je sousigné, confirme que les données transmises lors de l'étape bilan sont conformes

Nom du représentant désigné par l'organisme	
Signature représentant de l'organisme	
Date	

Nom du représentant de l'arrondissement	
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	

Association sportive
et communautaire
du Centre-Sud

Montréal, le 10 novembre 2022

Arrondissement de Ville-Marie
Madame Linda Goulet
Agente de développement
Division des sports, des loisirs et du développement social
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Soutien financier à la mission 2023

Madame Goulet,

Présente dans le quartier depuis 1974, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) est un organisme sans but lucratif autonome qui s'est donné comme mission d'améliorer la qualité de vie des jeunes du quartier Centre-Sud. L'Association joue un rôle essentiel dans le développement de ces jeunes en leur donnant une solution alternative à la rue et une chance de bien démarrer leur vie.

L'ASCCS est plus qu'un centre de loisir, c'est un milieu de vie, et elle participe activement à l'atteinte des objectifs de l'arrondissement en matière de sports, de loisirs, de culture et de développement social. De plus, par ses réalisations et son offre de service exceptionnel, l'ASCCS fait rayonner l'arrondissement de Ville-Marie au niveau provincial. D'ailleurs, les réalisations de l'ASCCS ont un effet indéniable sur la rétention et l'attraction des familles dans le quartier.

Afin de permettre à l'ASCCS de poursuivre sa mission, nous sollicitons un soutien financier de 571 154,71 $ pour la l'accueil, la gestion, la surveillance, l'entretien du centre ainsi que la gestion et opération de la piscine.

C'est plus de 102 heures par semaine de programmation aquatique offerte à la population par l'entremise des bains libres, cours de natation, cours de sauvetage, et de cours pour adultes.

Le soutien financier contribuera également à maintenir la qualité des installations et des équipements, ainsi qu'à défrayer les frais d'opération (énergie, administration, équipements, etc.) sur un budget de 3,56 M$.

Par ce soutien, l'ASCCS demeurera un exemple de réussite d'un partenariat, à moindre cout pour les citoyens, pour une quantité et une qualité de service supérieur.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part à nos demandes, je demeure à votre entière disposition pour répondre à toute question que vous pourriez avoir concernant ce dossier, et je vous transmets, madame Goulet, mes salutations les plus distinguées.

Le directeur général,
Gabriel Renaud



p. j. Ventilation du soutien

PLAN D'ACTION
Nom de l'organisme : ASCCS

Pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Programme

Soutien à la mission 2023

Objectifs	Moyens	Éléments de la liste de contrôle	Résultats	Étiquettes
Améliorer la sécurité pour les citoyens	Superviser les employés afin d'améliorer l'encadrement aux citoyens, la prévention et la qualité de la surveillance	Effectuer 3 observations/semaine aléatoire sur Forms;Créer une fiche d'observation sur Forms; Élaboration et⁄ou mise à jour des procédures écrites;Effectuer rétroaction régulière aux sauveteurs;Offrir une plage d'entraînement par semaine aux sauveteurs; faire une rencontre à chaque début de session	Balayage visuel efficace, personnel alerte, avertissements réalisés, aucune plainte sur le côte à côte.	Aquatique
Développer les activités	Maintenir le nombre actuel de cours privé	Faire publicité;Créer des plages horaires spécifiques; Rechercher des moniteurs supplémentaires		Aquatique
Développer les activités	Augmenter le nombre de participants au cours adultes	Tenir des portes ouvertes;Offrir des essais gratuits; Développement d'activités futures mamans, nouveaux parents, parents-enfants ;Développement d'activités pour aînés	100 adultes par session	Aquatique
Développer les activités	Maintenir le nombre de participants dans les cours pour enfants	Recherche nouveaux moniteurs ;Ajouter un 7e élèves dans les groupe Junior 3 et 4;Plus de publicité les sessions Hiver et Été;Offrir la formation MSA; Augmenter les heures de cours la fin de semaine	150 cours/sessions	Aquatique
Développer les partenariats	Recenser CPE, écoles, garderies, organisations	Revoir les objectifs ;Voir avec autres secteur s'ils ont le contact des personnes ressources des établissement;5 CPE/ Garderie;Préparer la présentation;Contacter	5 CPE/Session; 10 groupes classes/session	Aquatique

Respecter les normes de sécurité et de qualité en vigueur en termes de qualification et de présence du personnel.	Embaucher du personnel qualifié; Respecter le ratio surveillants/baigneurs; Respecter les normes de qualité d'eau		Ratio de 80 % de SN; Application intégrale; 90 % des prises des tests sont dans les paramètres.	Aquatique
Améliorer la qualité du service	Encadrer les employés Entretien	Établir les attentes vis-à-vis les employés;Établir les procédures d'utilisation des équipements;Établir les procédures de début et fin de quart;Établir une liste des tâches complémentaires et en faire la mise à jour hebdomadaire;Rencontre d'équipe mensuelle avec retour sur éléments à améliorer, mises en situation, etc. ;Superviser directement les employés lors d'une demie-route par semaine;Établir une rencontre hebdomadaire des préposés sur les manquements;Compléter 5 évaluations de la qualité par jour;Faire des formations individuelles et de groupe;Attribuer les tâches complémentaires aux travaux compensatoires;Faire une mise à jour des routes de travail;Établir les procédures d'utilisation des produits;Vérifier l'exécution des tâches; Concevoir une fiche d'observation du respect des procédures	La fiche d'observation doit contenir: Sourire, prioriser le client, vouvoyer, discrétion et discernement, offrir des solutions, Rapidité d'exécution, Respect des procédures, Qualité du travail	Entretien

Améliorer la qualité du service	Faire des formations individuelles sur les faiblesses	Formations individuelles sur faiblesses identifiées dans les évaluations effectuées en février ;Identifier régulièrement les faiblesses à l'aide des fiches d'observation et donner les formations i;Formation en sous-groupe, selon les problématiques identifiées dans l'application des procédures ; Consigner 10 observations sur Forms		Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Améliorer l'état des installations et équipements	Faire une grille d'inspection du matériel;Attribuer les tâches complémentaires aux travaux compensatoires;Établir une liste des tâches complémentaires et en faire la mise à jour hebdomadaire;Faire un outil de gestion de l'inventaire;Faire des tournées quotidiennes et barrer les locaux;Compléter la grille d'inspection du matériel 1/semaine;Faire l'inventaire 1/semaine; Vérifier l'exécution des tâches attribuées	La fiche d'observation doit contenir: Sourire, prioriser le client, vouvoyer, discrétion et discernement, offrir des solutions, Rapidité d'exécution, Respect des procédures, Qualité du travail	Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Assurer le suivi des contrats de service et des travaux effectués	Compléter fiche de suivi après chaque visites		Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Assurer le suivi des contrats de service et des travaux effectués	Faire un suivi des périodes d'entretien;Faire une liste des contrats de service;Valider le travail effectué par les fournisseurs		Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Barrer les locaux, lorsque non utilisés			Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Effectuer une inspection du matériel et de la propreté générale	2 inspections par semaine par responsable	Fiche ci-jointe	Entretien
Mettre à jour les Guides et Politiques	Guide Technique Piscine101	Assurer une mise à jour constante du guide, former le responsable aquatique et l'adjoint avec la formation CPO		Aquatique

Optimiser les espaces	Pratiques libres - suite	Evaluation des % de réservations;Proposition de nouvelles activtiés;Promotion des activités ; Réorganisation des activités//salles		Programmation
Prévention SST	Assurer la prévention en santé et sécurité au travail pour le personnel aquatique	Effectuer 15 fiches d'observation par session: Montée et descente chaise de sauveteurs, ajout de bicarbonate de sodium, ajout de produits chimiques à l'eau, manutention, lavage du bassin, etc	Sensbiliser le personnel aquatique et prévenir les accidents en milieu de travail	Aquatique

Améliorer la qualité du service	Encadrer directement les employés	Accueil	Effectuer 2 observations/semaine;Offrir une formation sur le service à la clientèle aux préposés ; Faire une procédure et une grille de vérification de rangement des dossiers/classeur;Consigner une fiche d'observation sur Forms;Faire une épuration de Sports-Plus (doublons, erreurs, etc.) 1x/mois; Effectuer les comptes recevables en souffrance. Vérification aléatoire de 10 transactions, contrats ou courriels par semaine;Élaboration et/ou mise à jour des procédures écrites pour les préposés ; Effectuer rétroaction régulière aux préposés avec objectifs à atteindre ;Optimisation des outils de communication à l'accueil (cartables, etc.);Suivi mensuel auprès des préposés sur les erreurs répertoriées par la comptabilité	La fiche d'observation doit contenir: Sourire, prioriser le client, vouvoyer, discrétion et discernement, offrir des solutions, Rapidité d'exécution, Respect des procédures, Qualité du travail	Accueil

Améliorer la qualité du service	Encadrer les employés Entretien	Établir les attentes vis-à-vis les employés;Établir les procédures d'utilisation des équipements;Établir les procédures de début et fin de quart;Établir une liste des tâches complémentaires et en faire la mise à jour hebdomadaire;Rencontre d'équipe mensuelle avec retour sur éléments à améliorer, mises en situation, etc. ;Superviser directement les employés lors d'une demie-route par semaine;Établir une rencontre hebdomadaire des préposés sur les manquements;Compléter 5 évaluations de la qualité par jour;Faire des formations individuelles et de groupe;Attribuer les tâches complémentaires aux travaux compensatoires;Faire une mise à jour des routes de travail;Établir les procédures d'utilisation des produits;Vérifier l'exécution des tâches; Concevoir une fiche d'observation du respect des procédures	La fiche d'observation doit contenir: Sourire, prioriser le client, vouvoyer, discrétion et discernement, offrir des solutions, Rapidité d'exécution, Respect des procédures, Qualité du travail	Entretien
Améliorer la qualité du service	Faire des formations individuelles sur les faiblesses	Formations individuelles sur faiblesses identifiées dans les évaluations effectuées en février ;Identifier régulièrement les faiblesses à l'aide des fiches d'observation et donner les formations i;Formation en sous-groupe, selon les problématiques identifiées dans l'application des procédures ; Consigner 10 observations sur Forms		Entretien

Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Améliorer l'état des installations et équipements	Faire une grille d'inspection du matériel;Attribuer les tâches complémentaires aux travaux compensatoires;Établir une liste des tâches complémentaires et en faire la mise à jour hebdomadaire;Faire un outil de gestion de l'inventaire;Faire des tournées quotidiennes et barrer les locaux;Compléter la grille d'inspection du matériel 1/semaine;Faire l'inventaire 1/semaine; Vérifier l'exécution des tâches attribuées	La fiche d'observation doit contenir: Sourire, prioriser le client, vouvoyer, discrétion et discernement, offrir des solutions, Rapidité d'exécution, Respect des procédures, Qualité du travail	Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Assurer le suivi des contrats de service et des travaux effectués	Compléter fiche de suivi après chaque visites		Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Assurer le suivi des contrats de service et des travaux effectués	Faire un suivi des périodes d'entretien;Faire une liste des contrats de service;Valider le travail effectué par les fournisseurs		Entretien
Améliorer l'état et la gestion des équipements, du matériel et des installations	Effectuer une inspection du matériel et de la propreté générale	2 inspections par semaine par responsable	Fiche ci-jointe	Entretien
Communication et promotion	Développer un programme de fidélisation des membres	Développement du programme ;Validation du programme;Mesure des retombées du programme (sessions automne et hiver);Évaluation du programme et ajustements ;Début de la mise en œuvre du programme		Administration
Communication et promotion	Établir le plan de communication	Mettre en place le plan de communication élaboré à l'automne 2022 par le bureau de communication externe.		Administration

Communication et promotion	Harmoniser et développer les médias sociaux	Établir calendrier de publication de contenu annuel; Harmoniser les réseaux : pages, groupes, profils ; Effectuer une analyse des statistiques des RS et établir les augmentations souhaitées (portée des pu;Identifier et effectuer avec les responsables des capsules vidéo sur les installations et activités ; Développer instagram;Réaliser des templates; Effectuer diverses séances de photos des activités (enfants et adultes) pour diffusion ;Faire un guide des bonnes pratiques;		Administration
Communication et promotion	Produire et distribuer un dépliant	Diffusion du programme Session Automne; Conception du programme Session Hiver ;Diffusion du programme Session Hiver;Conception du programme Session Automne;Conception du programme session Printemps-Été;Diffusion du programme session Printemps-Été		Administration
Communication et promotion	Revoir la signalétique du centre	Améliorer l'expérience citoyenne avec une nouvelle signalétique du centre (extérieure, intérieure), affichage numérique à jour, publiciser davantage notre offre de service à l'intérieur du centre, harmoniser l'affichage.		Administration
Communication et promotion	Mise à jour constante du site web	Mise à jour constante du contenu, mise à jour des photos, intégration des carnets de natation en ligne pour les parents, informations constantes camp de jour.		Administration
Développer les activités	Augmenter le nombre de participants aux cours adultes	Tenir des portes ouvertes;Offrir des essais gratuits; Développement d'activités futures mamans, nouveaux parents, parents-enfants ;Développement d'activités pour aînés	2000/session Reprise Espace parents / enfants octobre 2020	Programmation

Développer les activités	Augmenter le nombre de participants aux cours enfants	Diffusion d'une campagne de parrainage ; Conception de capsules vidéos présentant les professeurs et leurs sports;Planification de la fête de rentrée;Promotion de la semaine de découvertes (réseaux, médias…) ;Offrir des essais gratuits; Création d'une semaine de découvertes sur l'ensemble des activités proposés à l'ASCCS; Conception de nouvelles activités parents-enfants ; Tenir des portes ouvertes;Intégration des nouvelles activités à la programmation. Revoir le partenariat et établir une politique de reconnaissances clubs au sein de l'ASCCS (Hockey, patinage de vitesse, tae kwon do, karaté, triathlon)	3000 par session	Programmation
Développer les activités	Ententes corporatives	créer un argumentaire commercial;Contacter les entreprises du secteur;Définition de la tarification corpo harmonisée;dresser une liste des entreprises cibles		Administration
Développer les activités	Revamper la salle informatique	Création d'un comité (nov 2022), établir la liste des besoins par secteur, développer une programmation dédiée à la population adaptée (Jeunesse, adultes, nouveaux arrivants, aînés); Cours spécifiques (Ipad), suite Office, etc.		Administration
Optimiser les espaces	Augmenter le taux d'occupation des locaux aux autres périodes	Organisation d'évènements spéciaux pour toucher de nouveaux clients ;Développer espace de coworking – teambuilding ;Réorganiser les horaires et cours ;Optimiser les réservations de FE par le biais de Sport Plus;Offrir des accès libres aux garderies et écoles - réservation annuelle (avec ou sans animation) ;Création d'un horaire pour optimiser le nombre de fêtes d'enfants ;Développer les locations sportives tardives de 21h à 00h;Établir la liste des activités les plus populaires ; Développement d'une présence en ligne (web) plus forte	Taux d'occupation de 50%	Location

Optimiser les espaces	Augmenter le taux d'occupation des locaux aux périodes de pointes	Campagne de promotion auprès de membres ; Intégration des formations périodiques au programme;Trouver des nouveaux occupant; Identification des périodes creuses;Réorganiser les horaires;Faire la liste des activités populaires; Identification de formations périodiques;Nouveau site internet pour rendre plus visuel les locations ; Arrimer la campagne de parrainage avec le programme de fidélisation ;Offrir des accès libres aux écoles et garderies - réservation annuelle	Taux d'occupation 80 %	Location
Optimiser les espaces	Augmenter les locations et prêts de locaux communautaires	Recenser les OBNL voisins et connaitre leurs besoins ;Développer un espace de coworking – teambuilding (salle informatique);Recenser les entreprises voisines et connaitre leurs besoins, leurs envies; Faire connaitre espace coworking / bénévolat corporatif ;Développer l'offre de service (en collaboration) pour amener les écoles et garderies au centre;Conception de nouveaux forfaits clé en main ;Rencontre avec OBNL pour connaître leurs besoins ;Faire connaître les nouveautés du centre; Proposition des nouveaux forfaits aux entreprises	10 par mois Gymnase complet Prêt de salle avec IJQ pour soutenir leur formation (aqua/jeunesse)- profils que nous pourrons utiliser pour été 2021	Location
Optimiser les espaces	Pratiques libres - suite	Evaluation des % de réservations;Proposition de nouvelles activtiés;Promotion des activités ; Réorganisation des activités//salles		Programmation
Développer les activités	Offrir une offre citoyenne aux aînés	Développer l'offre aux aînés du quartier en journée, ateliers, conférences, activitiés physiques, culturelles et de socialisation		Administration
Développer les activités culturelles		Définir l'offre culturelle à travers la programmation, offrir davantage de cours.		Administration
Développer les activités	Offrir une offre citoyenne aux citoyens non-membres de l'ASCCS	Ofrir au moins 204 heures d'accès aux bains libres aux citoyens ne possédant pas de cartes de membres de l'ASCCS.		Administration

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224105006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières « activités physiques et de loisirs », « jeunesse » et « club sportif », ainsi que pour le soutien à la gestion et à l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine, et accorder une contribution totale de 864 237,86 $

Aspect financier :

ASCCS_2023_aspect_financier_1224105006.pdf

Montréal 2030

Activités physiques et de loisirs :

ASCCS_MTL_2030_activites_physiques_loisir.pdf

Jeunesse : ASCCS_2023_MTL_2030_programme_jeunesse.pdf

Club sportif : ASCCS_2023_MTl_2030_club_sportif.pdf

Soutien à la mission :

ASCCS_2030_MTL_2030_soutien_mission.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105006***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : ***Programme Activités physiques et de loisirs***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
L'offre en loisirs de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud est variée, accessible, inclusive et pour tous les goûts.

Priorité 19 :
Les activités de loisirs servent souvent à briser l'isolement des gens, à créer des liens sociaux et à favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance au quartier et par le fait même l'organisme contribue à la vie de quartier.
Situé dans un quartier où résident des gens à faible revenu, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud s'assure de maintenir des frais d'inscription aux activités qui soient accessibles et d'offrir des gratuités aux personnes qui ne sont pas en mesure de débourser les coûts. En soutenant l'offre de service de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, l'arrondissement soutient un organisme dont la mission vise à soutenir le

développement des individus et des familles, ainsi qu'à la vitalité des communautés qu'elle dessert.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105006***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : ***Programme Jeunesse***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
L'offre en loisirs de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud est variée, accessible, inclusive et pour tous les goûts.

Priorité 19 :
Les activités de loisirs servent souvent à briser l'isolement des gens, à créer des liens sociaux et à favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance au quartier et par le fait même l'organisme contribue à la vie de quartier.
Situé dans un quartier où résident des gens à faible revenu, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud s'assure de maintenir des frais d'inscription aux activités qui soient accessibles et d'offrir des gratuités aux personnes qui ne sont pas en mesure de débourser les coûts. En soutenant l'offre de service de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, l'arrondissement soutient un organisme dont la mission vise à soutenir le

développement des individus et des familles, ainsi qu'à la vitalité des communautés qu'elle dessert.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105006***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : ***Programme Clubs Sportifs***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
L'offre en loisirs de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud est variée, accessible, inclusive et pour tous les goûts.

Priorité 19 :
Les activités de loisirs servent souvent à briser l'isolement des gens, à créer des liens sociaux et à favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance au quartier et par le fait même l'organisme contribue à la vie de quartier.
Situé dans un quartier où résident des gens à faible revenu, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud s'assure de maintenir des frais d'inscription aux activités qui soient accessibles et d'offrir des gratuités aux personnes qui ne sont pas en mesure de débourser les coûts. En soutenant l'offre de service de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, l'arrondissement soutient un organisme dont la mission vise à soutenir le

développement des individus et des familles, ainsi qu'à la vitalité des communautés qu'elle dessert.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1224105006**
Unité administrative responsable : **Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social**
Projet : **Soutien à la mission (ASCCS)**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
L'Association sportive et communautaire du Centre-Sud offre à la population du secteur des installations aquatiques ainsi que des installations de sport et loisirs de qualité. En soutenant la mission de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, l'arrondissement contribue financièrement à la gestion et l'entretien des installations ainsi qu'au service d'accueil de la population.

Priorité 19
L'arrondissement contribue par le fait même à un organisme dont la mission vise à soutenir le développement des individus et des familles, ainsi qu'à la vitalité des communautés qu'elle dessert.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1224105006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières « activités physiques et de loisirs », « jeunesse » et « club sportif », ainsi que pour le soutien à la gestion et à l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine, et accorder une contribution totale de 864 237,86 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1224105006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-23

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1224105006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes de contributions financières «activités physiques et loisirs», «jeunesse» et club sportif», ainsi que pour le soutien à la mission concernant la gestion et l'opération du Centre Yvon Deschamps et de sa piscine » et accorder, à cette fin, une contribution totale de 864 237,86 $ pour l'année 2023."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 864 237,86 $

	Années antérieures	2023
Montant	-	864 237,86 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 864 237,86 $ Programmes d'activités et soutien à la mission

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-23**

Date et heure système : 23 novembre 2022 13:34:24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1224951003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois avec Vivaction inc. pour la fourniture d'un service de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2023 (CA20 240412) et autoriser une dépense additionnelle de 335 164,30 $ taxes incluses, en majorant ainsi la dépense autorisée de 631 093,98 $ à 966 258,28 $

D'exercer l'option de prolongation de douze (12) mois avec Vivaction inc. pour la fourniture d'un service de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2023;

D'autoriser, à cette fin, une dépense additionnelle de 335 164,30 taxes incluses, et majorer le total du contrat à 966 258,28 $, taxes incluses;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 30 469, 48 $ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 14:27

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224951003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois avec Vivaction inc. pour la fourniture d'un service de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2023 (CA20 240412) et autoriser une dépense additionnelle de 335 164,30 $ taxes incluses, en majorant ainsi la dépense autorisée de 631 093,98 $ à 966 258,28 $

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 juillet 2020, le Service de l'approvisionnement lançait l'appel d'offres public no. 20-18079 afin de trouver un mandataire pour assurer la gestion et l'opération du centre Jean-Claude-Malépart, incluant la gestion et l'opération des installations aquatiques pour une durée de 24 mois, soit entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2022, avec une possibilité de prolongation d'une année, à la discrétion de l'Arrondissement. Suite au processus, Vivaction inc. a remporté l'appel d'offres et gère le Centre depuis.
Ce contrat, en vigueur depuis le 1er janvier 2021, prendra fin le 31 décembre 2022 prochain. Le présent dossier vise donc à exercer l'année de prolongation prévue à la clause 15.02 du Contrat afin que le présent contrat se termine au 31 décembre 2023.

15.02 Renouvellement
À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour UNE (1) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement à la seule discrétion du DONNEUR D'ORDRE et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention, par écrit, à l'ADJUDICATAIRE au moins SOIXANTE (60) jours avant la date d'expiration du Contrat. »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240412 Accorder un contrat de 573 721,80 $, taxes incluses, à Vivaction inc. pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude-Malépart, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022, avec une option de renouvellement de 12 mois, aux mêmes conditions, et autoriser une dépense maximale de 631 093,98 $ (appel d'offres public 20-18079 - 3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le mandat de l'adjudicataire est d'assurer la gestion du centre Jean-Claude-Malépart,

incluant la gestion et l'opération de la piscine, conformément aux dispositions du devis technique (cahier de charge). Le devis technique assure le maintien d'un même niveau de service à la population, quel que soit le fournisseur de services, tant à l'égard de l'accessibilité, de la qualité, de la diversité et de la complémentarité de l'offre et de la programmation.
Plus spécifiquement :

1. Gestion du centre Jean-Claude-Malépart

- Accueille, informe, dirige et réfère les usagers du Centre;
- Établit l'horaire d'utilisation des locaux, selon la programmation des divers partenaires, et en assurer le respect;
- Prépare les salles selon la disposition et le matériel, (tables, chaises, matériel de projection, système de son) disponible lors de la location (le montage du matériel spécifique aux activités, outre le matériel appartenant à la Ville de Montréal est assuré par les organismes utilisateurs et locateurs);
- Favorise le bon déroulement des activités à l'intérieur du Centre;
- Accueille les organismes et les écoles du quartier selon les besoins et la disponibilité des locaux;
- Procède à la location des espaces disponibles;
- Veille au respect des règlements touchant tant la propreté que la sécurité des lieux;
- Dispense les premiers soins au besoin.

2. Gestion et l'opération des installations aquatiques

- Accueille et assure la gestion de l'installation;
- Surveille les plans d'eau;
- Établit et offre une programmation d'activités aquatiques;
- Maintien de la qualité d'eau;
- Entretient les équipements électromécaniques et de filtration de la piscine;
- Effectue l'entretien sanitaire de la plage, des vestiaires et des équipements aquatiques;
- Peut procéder à la location des bassins.

Le tout, tel que stipulé plus spécifiquement dans les documents d'appel d'offres, plus précisément dans le devis technique en pièce jointe de ce dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

Les raisons incitant la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social à recommander la prolongation de ce contrat sont principalement la satisfaction du service rendu par ce fournisseur, de même que les prix compétitifs obtenus. Les prix soumis en 2020 étaient inférieurs de 37,5 % comparativement au dernier estimé effectué par l'Arrondissement.
Le 6 juin 2022, soit plus de 6 mois avant la fin du présent contrat, la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie signifiait à Vivaction inc. son désir de se prévaloir de l'année de prolongation.

Le 23 août 2022, Vivaction inc. informait l'Arrondissement de son intention de renouveler pour une année supplémentaire le contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel qu'inscrit dans le document en pièce jointe de ce dossier décisionnel.
Montant de la prolongation pour douze (12) mois : 286 860,90 $, incluant les taxes.

Ajustement du prix selon l'indice des prix à la consommation moyen 2022 (6,22 %) : 17 833,92 $

Le montant du budget prévisionnel de contingence (10 %) est de 30 469,48 $, incluant les taxes.

Le coût total du contrat est évalué a 335 164,30 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse dans les pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement d'un milieu de vie sain et de qualité pour l'ensemble de la collectivité de l'arrondissement de Ville-Marie est au cœur de l'intervention de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Le centre Jean-Claude-Malépart permet la cohabitation de différents acteurs du milieu et assure la mise en œuvre d'une gamme de services et d'activités culturelles, de loisirs, sportives et sociales favorisant une cohabitation harmonieuse entre les résidents et les clientèles marginales tout en encourageant la participation citoyenne. La vie de quartier souffrirait énormément si l'arrondissement fermerait les portes de ce centre communautaire et sportif. Il est donc primordial d'assurer une continuité des services présentement offerts.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la COVID-19 pourrait avoir des impacts sur la prestation de services de l'adjudicataire du contrat, le tout en regard du Système d'alertes régionales et d'intervention graduelle (COVID-19) émis par le Ministère de la Santé des et des Services sociaux du Québec et des mesures sanitaires en vigueur selon chaque palier d'intervention. Il peut y avoir une réduction ou l'annulation des activités aquatiques offertes, une réduction des heures d'ouverture du Centre, la fermeture complète du Centre, etc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Vivaction inc. s'est engagé à :
Au plus tard le 15 décembre 2022 : Remise d'un cautionnement d'exécution au montant de 22 500 $;
Remise une preuve d'assurance de responsabilité civile d'une valeur d'au moins 5 000 000 $ couvrant la durée du renouvellement incluant la Ville de Montréal comme étant co-assurée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Cheffe de section

Tél : 514 242--6126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514-872-1769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224951003***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : ***Gestion du centre Jean-Claude-Malépart, incluant la gestion et l'opération de son installation aquatique.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 :
Maintenir un milieu de vie qui permet à la population du quartier d'avoir accès à différents espaces de loisirs afin de partager des expériences positives, où la vie de quartier peut se vivre au rythme de la famille.

Priorité 19 :
Assurer un milieu de vie sain et de qualité qui favorise une cohabitation harmonieuse entre les résidents et les clientèles marginales tout en encourageant la participation citoyenne. Les principes et les valeurs qui guident ses actions sont l'accessibilité, la qualité, l'engagement, le respect des citoyens, de leurs différences et de leur diversité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTRÉAL

A52 - Acquisition de services de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart
Numéro de contrat : 20-18079
Fin prévue 31 décembre 2022
Début prolongation : 1 janvier 2023
Formule :
P1 = P0 x (M0 IPC / M-1 IPC)

P0	Prix en vigueur au début du contrat pour la portion élimination
P1	Prix indexé
M0 IPC	Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois suivant le début du contrat renouvelé ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux évènements
M-1 IPC	Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois précédant le début du contrat renouvelé ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux évènements

AJUSTEMENT AU 1ER MARS 2022

	M-1 IPC		M0 IPC
oct-20	**134,3**	oct-22	**141,1**
nov-20	**134,7**	nov-22	**141,4**
déc-20	**134,6**	déc-22	**141,3**
janv-21	**135,3**	janv-22	**142,1**
févr-21	**136,1**	févr-22	**143,4**
mars-21	**136,1**	mars-22	**145**
avr-21	**136,8**	avr-22	**146**
mai-21	**138,3**	mai-22	**147,9**
juin-21	**138,7**	juin-22	**149,3**
juil-21	**139,2**	juil-22	**149,3**
août-21	**139,6**	août-22	**149,6**
sept-21	**140,2**	sept-22	**149,7**
MOYENNE	**137,0**		**145,5**

NOUVEAUX PRIX EN VIGUEUR POUR 2022

P1 = P0 x (M0 IPC / M-1 IPC)

				2022	2023
Item	Prix forfaitaire			Prix initial	Prix ajusté
1				286 860,90 $	304 694,82 $
2					- $
3					- $
4					- $
5					- $
6					- $
7					- $
8					- $
9					- $
10					- $

	Soumis 24 mois	TPS	TVQ	TOTAL
24 MOIS	498 997,00 $	24 949,85 $	49 774,95 $	573 721,80 $
12 MOIS	249 498,50 $	12 474,93 $	24 887,48 $	286 860,90 $

Augmentation selon l'IPC : 6,22%

Ville-Marie
Montréal

Division des sports, des loisirs
et du développement social
Direction de la culture, des sports,
des loisirs et du développement social
800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Téléphone : 514 868-4144
Télécopieur : 514 868-4160

Le 06 juin 2022,

PAR COURRIEL

Monsieur Vincent Renaud , Associé
Vivaction
85, rue Saint-Paul Ouest, Bureau 300
Montréal, Québec H2Y 3V4
vrenaud@vivaction.ca

Objet : Lettre d'entente pour le renouvellement du contrat de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart - Appel d'offres 20-18079

Monsieur Renaud,

Par la présente, l'arrondissement de Ville-Marie vous signifie qu'il compte recommander le renouvellement du contrat mentionné en objet, tel que décrit aux modalités prévues à l'article 15.02 « Renouvellement » du document Contrat.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le contrat peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, et ce, selon les termes et conditions du contrat. Un ajustement des prix selon l'indice de prix à la consommation pourra être appliqué en regard de la clause 2.03.02 a) «Option de renouvellement - Ajustement» et de l'annexe 2.03.02 du contrat, « Ajustement des prix selon l'indice des prix à la consommation ». De plus, selon les exigences prévues au contrat à la clause 4.00, un cautionnement d'exécution au montant de 22 500 $ sera exigé dans les quinze (15) jours qui précèdent le début du contrat renouvelé, ainsi qu'une preuve d'assurance de responsabilité civile d'une valeur d'au moins 5 000 000 $ couvrant la durée du renouvellement.

Nous vous serions gré de bien vouloir répondre à cette lettre par courriel à l'adresse suivante : valeriel.leduc@montreal.ca au plus tard le 24 juin 2022.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, monsieur Renaud, mes salutations distinguées.

Marie-Claude Ouellet
Chef de division

C.C Madame Maryse Bouchard, Directrice
Monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, Secrétaire d'arrondissement
Monsieur Alberto Andres Larmat Correa, Conseiller en approvisionnement
Madame Valérie Leduc, Cheffe de section

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1224951003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois avec Vivaction inc. pour la fourniture d'un service de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2023 (CA20 240412) et autoriser une dépense additionnelle de 335 164,30 $ taxes incluses, en majorant ainsi la dépense autorisée de 631 093,98 $ à 966 258,28 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1224951003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-23

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1224951003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

-Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 335 164,30 taxes incluses, incluant d'un ajustement de 6.22 % selon l'indice des prix à la consommation moyen de 2022, pour la fourniture d'un service de gestion et d'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2023, dans le cadre du contrat accordé à Vivaction inc. par appel d'offres public (no. 20-18079 - 3 soumissionnaires), majorant ainsi le montant total de la dépense, passant de 631 093,98 $ à 966 258,28 $.

-Autoriser une dépense maximale de 335 164,30 $ pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude Malépart, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 incluant un budget prévisionnel de contingences de 30 469, 48 $ taxes incluses."

- Le montant total du contrat passe de 631 093,98 $ à 966 258,28 $.

	2021	2022	2023	Total
Dossier initial (1204951002)	315 546,99 $	315 546,99 $		631 093,98 $
Présent dossier (1224951003)			335 164,30 $	335 164,30 $
Total	315 546,99 $	315 546,99 $	335 164,30 $	966 258,28 $

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 335 164,30 $

	Années antérieures	2023	**Total**
Montant		335 164,30 $	**335 164,30 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 306 049,68 $

	Années antérieures	2023	**Total**
Montant		306 049,68 $	**306 049,68 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 278 226,98 $ Contrat

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 27 822,70 $ Contingences

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	54590	000000	0000	000000	028057	00000	00000

- *L'entente avec le fournisseur Vivaction inc. stipule que les revenus de locations de salles seront remis au fournisseur. Ces revenus appartenant à la Ville de Montréal, le fournisseur devra transmettre une facture à la Ville afin que ces sommes lui soient remises. Ces revenus seront imputés dans la clé suivante:*

Montant: Selon les revenus réels Revenus de location de salle et de piscines

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	44303	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- *La dépense ainsi engendrée pour l'arrondissement sera imputée dans le compte suivant:*

Montant: Selon la dépense réelle Dépenses - Remboursement des revenus de locations de salles et de piscine

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-23**

Date et heure système : 23 novembre 2022 14:18:21



Ce dossier vous sera livré ultérieurement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.18

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1226164003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie, avec la firme Provencher Roy + associés architectes inc. (contrat de 1 778 490,79 $, taxes incluses) pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 22-19606 - 6 soumissionnaires)

d'accorder à la firme Provencher Roy + associés inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trente-six (36) mois, le contrat pour la fourniture de services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 778 490.79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-22-19606;

d'approuver un projet de contrat à cette fin;

de procéder à une évaluation du rendement de Provencher Roy + associés architectes inc.;

d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires de l'arrondissement, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-30 09:14

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226164003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie, avec la firme Provencher Roy + associés architectes inc. (contrat de 1 778 490,79 $, taxes incluses) pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 22-19606 - 6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme décennal d'investissement, la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie a le mandat de mettre en œuvre divers projets d'aménagement d'espaces publics. Elle compte sur la Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers pour mener à bien ces projets. Cette division requiert de l'accompagnement en architecture de paysage et en ingénierie afin de la soutenir dans ses activités de planification, de conception, de réalisation de plans et devis et de surveillance des travaux.
Sachant que le carnet de commandes de la Direction des travaux publics est appelé à évoluer dans le temps, il est laborieux de réaliser un processus d'appel d'offres sur chacun des projets de la Direction. Il a donc été décidé, afin d'optimiser le processus, de conclure un contrat de type entente-cadre avec une firme pour assurer la prestation de services en architecture de paysage et en ingénierie en support aux activités de la Direction.

Le présent sommaire a donc comme objectif la conclusion de cette entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Confirmation de l'approbation du comité de sélection par le service de l'approvisionnement le 13 novembre 2022 pour l'appel d'offres 22-19606.

DESCRIPTION

De façon générale, le mandat consiste à rendre des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie pour la conception et la réalisation de parcs et d'espaces publics. La Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers prévoit réaliser au cours des prochaines années divers projets, notamment:
● l'aménagement ou le réaménagement de parcs et de places publiques (verdissement, pavage, mobilier urbain, plantations, signalisation, marquage, mobilier d'éclairage, etc.);

• l'aménagement de rues ou de ruelles;
• l'aménagement temporaire de certains espaces publics;
• la construction ou la reconstruction de structures (ex. escaliers);
• des travaux d'entretien, tel que le remplacement de membranes ou des travaux de maçonnerie.

L'Adjudicataire aura le mandat de prendre en charge les projets jusqu'à concurrence des honoraires prévus à son contrat, sans aucune obligation de la part de la Ville de verser la totalité de ces montants.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public, 22-19606 pour les services professionnels a été lancé le 3 octobre 2022 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). Lors de la période de soumissions, quatre (4) addenda ont été émis, respectivement

- le 18 octobre 2022 : questions-réponses
- le 20 octiobre 2022 : questions-réponses
- le 25 octobre 2022 : questions-réponses.
- le 28 octobre 2022: questions-réponses

À l'issue de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu vingt-deux (22) preneurs de cahier de charges et nous avons reçu six (6) offres lors de l'ouverture qui a eu lieu le 3 novembre 2022 à 13h30 (durée de l'affichage 31 jours).

Aucune plainte n'a été déposée en vertu de la loi 108 (AMP).

Une vérification administrative a d'abord permis de confirmer la conformité sur l'aspect légal des six (6) soumissionnaires:

Une (1) firme a été déclarée non-conforme pour le volet administratif - la firme Architecture Evoq Inc. - la firme ne détient pas l'autorisation des marchés publics (AMP) au moment de dépôt de la soumission, comme la clause admissibilité le mentionne.

Par la suite, les cinq (5) offres conformes ont été analysées par le Comité de sélection qui s'est réuni le 22 novembre 2022.

Une (1) firme a été déclarée non-conforme pour le volet technique - la firme GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC- la firme n'a pas obtenu la note de passage de 70%. L'enveloppe de prix n'a pas été ouverte et elle sera retournée au soumissionnaire.

Quatre firmes se sont donc qualifiées pour le calcul du pointage final:

Firmes soumissionnaires	Pointage final	Commentaire	Total avec taxes
Provencher Roy + associés architectes inc.	0,73	Adjudicataire	1 778 490,79 $
WSP Canada inc.	0,64		1 908 585,00 $
Rousseau Lefebvre inc.	0,72		1 780 387,88 $
Vlan paysages inc.	0,72		1 674 036,00 $
Dernière estimation réalisée			1 872 367.87$

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)			- 93 877,08 $
(Adjudicataire - Estimation)			
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)			- 5,01 %
((Adjudicataire - Estimation) / Estimation) X 100			
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($)			- 104 454,79
(Deuxième meilleure note - Adjudicataire)			
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%)			
((Deuxième meilleure note - Adjudicataire) / Adjudicataire) X 100			- 5,87 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire.

Cette entente-cadre permettra de couvrir plusieurs mandats de la Direction des travaux publics. Les différents mandats seront effectués sur demande par la Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers des travaux publics et cette dernière assurera la disponibilité de crédits et effectuera le suivi de l'enveloppe budgétaire de l'entente-cadre.

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront des budgets PDI ou de fonctionnement déjà affectés aux projets identifiés par la Division requérante de la Direction des travaux publics.

MONTRÉAL 2030

Les projets à entreprendre devront contribuer aux principes en matière de transition écologique, de conservation du patrimoine, de santé et sécurité ainsi que d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Direction des travaux publics ne dispose pas des ressources nécessaires pour effectuer la conception et surveillance de tous les projets et doit se procurer les services professionnels ainsi nécessaires pour la préparation des contrats.
L'objectif de cette démarche est d'accélérer le processus de réalisation des projets; cette entente-cadre de services professionnels doit être octroyée dans les meilleurs délais de façon à ne pas retarder l'échéancier de réalisation des projets et permettre l'accompagnement d'un consultant pendant l'élaboration des phases de conception jusqu'à leur mise en service.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opérations de communication. Elles seront plutôt associées à chacun des projets lors de leur élaboration, en fonction de leurs besoins spécifiques.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de l'entente-cadre au conseil d'arrondissement de décembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Diana GOROPCEANU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-24

Christiane RAIL
chef(fe) de division - amenagement des parcs et actifs immobiliers

Tél : 5142429426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2022-11-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226164003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie, avec la firme Provencher Roy + associés architectes inc. (contrat de 1 778 490,79 $, taxes incluses) pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 22-19606 - 6 soumissionnaires)

22-19606 PV (3).pdf22-19606 preneurs_SEAO.pdfAMP_PROVENCHER ROY.pdf

Bordereau de prix Provencher Roy & Asso (1).pdf[pièce jointe "AMF_FNX.pdf" supprimée par

Marie-Ève P PLANTE/MONTREAL] Copie de 6. 22-19606 Contrat vf.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP22 0597

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 3 novembre 2022 à 13 h 30**

Sont présents : M. Henrico Jean Charles, analyste juridique
M. Simon Bélanger-Gagnon, préposé au soutien administratif
M. Abdenour Touabi, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 22-19606

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires

ARCHITECTURE EVOQ INC.

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
(GMAD)

PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.

ROUSSEAU LEFEBVRE INC.

VLAN PAYSAGES INC.[1]
(VLAN)

WSP CANADA INC.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 3 octobre 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Henrico Jean Charles
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19606
Numéro de référence : 1626993
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGENCE RELIEF DESIGN.CA INC. 5795 Ave. de Gaspé suite 114 Montréal, QC, H2s 2X3 http://www.reliefdesign.ca NEQ : 1166860560	Monsieur Jean-François Veilleux Téléphone : 514 750-3658 Télécopieur :	**Commande : (2096485)** 2022-10-03 15 h 36 **Transmission :** 2022-10-03 15 h 36	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ARCHITECTURE EVOQ INC. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4 https://evoqarchitecture.com NEQ : 1171481071	Monsieur Alfredo Diodati Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (2096518)** 2022-10-03 16 h 18 **Transmission :** 2022-10-03 16 h 18	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ATELIER CIVILITI INC. 5778 rue St-Andre Montréal, QC, H2S2K1 http://www.civiliti.com NEQ : 1170643176	Monsieur Peter Soland Téléphone : 514 402-9353 Télécopieur : 514 402-9353	**Commande : (2097066)** 2022-10-04 21 h 12 **Transmission :** 2022-10-04 21 h 12	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel

				3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (2098079)** 2022-10-06 16 h 32 **Transmission :** 2022-10-06 16 h 32	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Brodeur Frenette S.A. 1255, boulevard Robert-Bourrassa Suite 1204 Montréal, QC, H3B3W9 NEQ : 1171447106	Monsieur Marc-Olivier Deschamps Téléphone : 438 383-2265 Télécopieur :	**Commande : (2102560)** 2022-10-19 16 h 34 **Transmission :** 2022-10-19 16 h 34	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-19 16 h 34 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-19 16 h 34 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CATALYSE URBAINE INC. 1100 de Condé Montréal, QC, H3K 2E3 http://www.catalyseurbaine.com NEQ : 1162099494	Madame Juliette Patterson Téléphone : 514 934-6346 Télécopieur : 514 912-6346	**Commande : (2100082)** 2022-10-13 12 h 25 **Transmission :** 2022-10-13 15 h 02	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	CIMA+ S.E.N.C. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (2102644)** 2022-10-20 8 h 05 **Transmission :** 2022-10-20 8 h 05	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-20 8 h 05 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-20 8 h 05 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Wendy Klacko Téléphone : 514 789-1411 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (2096560)** 2022-10-03 22 h 13 **Transmission :** 2022-10-03 22 h 13	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DAOUST LESTAGE INC. 3575, Boul. St-Laurent Suite 710 Montréal, QC, H2X 2T7 NEQ : 1142632299	Madame Caroline Beaulieu Téléphone : 514 982-0877 Télécopieur : 514 982-0878	**Commande : (2101921)** 2022-10-18 14 h 38 **Transmission :** 2022-10-18 14 h 38	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 14 h 38 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 14 h 38 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 15 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FAHEY & ASSOCIÉS INC. 740 Notre-Dame Ouest Bureau 1501 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.fahey.ca NEQ : 1169583532	Monsieur Brian Fahey Téléphone : 514 939-9399 Télécopieur :	**Commande : (2098272)** 2022-10-07 10 h 12 **Transmission :** 2022-10-07 10 h 12	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement

				3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 15 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (2098202)** 2022-10-07 8 h 56 **Transmission :** 2022-10-07 8 h 56	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca NEQ : 1164690340	Monsieur Francois Lemay Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (2096658)** 2022-10-04 9 h 20 **Transmission :** 2022-10-04 9 h 20	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2096484)** 2022-10-03 15 h 35 **Transmission :** 2022-10-03 15 h 35	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	LGT 130-1000 rte de l'Église Québec, QC, G1V 3V9 http://www.lgt.ws/ NEQ : 1171470132	Madame Nathalie Ruest Téléphone : 418 651-3001 Télécopieur :	**Commande : (2097335)** 2022-10-05 11 h 41 **Transmission :** 2022-10-05 11 h 41	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. 700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3 NEQ : 1172835382	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur :	**Commande : (2102887)** 2022-10-20 11 h 59 **Transmission :** 2022-10-20 11 h 59	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-20 11 h 59 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-20 11 h 59 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 59 - Téléchargement 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ROUSSEAU LEFEBVRE INC. 100 rue Tourangeau Est Laval, QC, H7G 1L1 http://www.rousseau-lefebvre.com NEQ : 1149485345	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 663-2145 Télécopieur :	**Commande : (2096920)** 2022-10-04 14 h 12 **Transmission :** 2022-10-04 14 h 12	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SID LEE ARCHITECTURE INC. 2050-1 Place Ville Marie Montréal, QC, H3B2C4 http://www.sidleearchitecture.com NEQ : 1165658882	Madame Maryse Gauthier Téléphone : 514 282-6834 Télécopieur :	**Commande : (2097205)** 2022-10-05 9 h 28 **Transmission :** 2022-10-05 9 h 28	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement

				3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (2098054)** 2022-10-06 15 h 51 **Transmission :** 2022-10-06 15 h 51	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société québecoise du Cannabis 7355, rue Notre-Dame Est Montréal, QC, H1N 3S7 NEQ :	Monsieur Pierre-Marc Fortier-Landry Téléphone : 514 379-5000 Télécopieur :	**Commande : (2099106)** 2022-10-11 15 h 05 **Transmission :** 2022-10-11 15 h 05	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	turquoise design inc. 4529 Rue Clark 300 Montréal, QC, H2T2T3 http://www.turquoisedesign.ca NEQ : 1173592172	Monsieur Gilles Hanicot Téléphone : 514 500-7514 Télécopieur :	**Commande : (2097735)** 2022-10-06 9 h 47 **Transmission :** 2022-10-06 9 h 47	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	VLAN PAYSAGES INC. 24, Mont-Royal Ouest Bur. 901.1 Montréal, QC, H2T2S2 http://www.vlanpaysages.ca NEQ : 1149354525	Madame Mira Haidar Téléphone : 514 399-9889 Télécopieur :	**Commande : (2102855)** 2022-10-20 11 h 32 **Transmission :** 2022-10-20 11 h 32	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-20 11 h 32 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-20 11 h 32 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 32 - Téléchargement

				3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 581 814-5981 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (2096692)** 2022-10-04 9 h 49 **Transmission :** 2022-10-04 9 h 49	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 53 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 53 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 5 juillet 2021

FNX-INNOV INC.
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL QC H2N 2J8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3001642376
N° de demande :	2100054884
N° de confirmation de paiement :	001875

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE -
ADDENDA 1

Numéro d'appel d'offres	22-19606
Titre de l'appel d'offres	Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Système de pondération - Double enveloppe
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Provencher Roy + Associés Architectes Inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1 172 835 382
Adresse du soumissionnaire	276, rue Saint-Jacques, suite 700 Montréal, QC H2Y 1N3

Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes Incluses)
Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie	1 546 850,00 $	77 342,50 $	154 298,29 $	1 778 490,79 $

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ - **ADDENDA 1**

Numéro d'appel d'offres	22-19606
Titre de l'appel d'offres	Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Système de pondération - Double enveloppe
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Provencher Roy + Associés Architectes Inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1172835382
Adresse du soumissionnaire	276, rue Saint-Jacques, suite 700 Montréal, QC H2Y 1N3

Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du DONNEUR D'ORDRE

Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 36 mois	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
		A		B	A x B
1	**Coordonnateur**	1 000	heure	148,00 $	148 000,00 $
2	**Chargé de projet en aménagement / Chargé de travaux en aménagement**	1 500	heure	126,50 $	189 750,00 $
3	Professionnel sénior	1 000	heure	116,00 $	116 000,00 $
4	Professionnel intermédiaire	1 500	heure	105,50 $	158 250,00 $
5	Professionnel junior	3 000	heure	89,50 $	268 500,00 $
6	Technicien intermédiaire	2 000	heure	79,00 $	158 000,00 $
7	Technicien junior	2 000	heure	68,50 $	137 000,00 $
8	**Chargé de projet en ingénierie / Chargé de travaux en ingénierie**	400	heure	150,00 $	60 000,00 $
9	Ingénieur sénior	300	heure	126,50 $	37 950,00 $
10	Ingénieur intermédiaire	200	heure	111,00 $	22 200,00 $
11	Ingénieur junior	500	heure	89,50 $	44 750,00 $
12	Technicien intermédiaire	200	heure	79,00 $	15 800,00 $
13	Technicien junior	200	heure	68,50 $	13 700,00 $
14	Dessinateur	1 750	heure	79,00 $	138 250,00 $
15	Personnel auxiliaire	200	heure	68,50 $	13 700,00 $
				Sous-total honoraires professionnels	1 521 850,00 $
				Déboursés tel que définis à l'article 3,4 du Devis	25 000,00 $
				Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire	1 546 850,00 $

APPEL D'OFFRES - SERVICES

CONTRAT

NO 22-19606

Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

(Services professionnels liés à la construction)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 9

0.00 INTERPRÉTATION 10

0.01 Terminologie 10
0.01.01 Appel d'Offres 10
0.01.02 Avis d'Adjudication 10
0.01.03 Bon de Commande 10
0.01.04 Bordereau de Prix 10
0.01.05 Changement de Contrôle 10
0.01.06 Contrat 10
0.01.07 Demande de Proposition 10
0.01.08 Devis 11
0.01.09 Documents Contractuels 11
0.01.10 Documents d'Appel d'Offres 11
0.01.11 Échéancier 11
0.01.12 Formulaire de Soumission 11
0.01.13 Information Confidentielle 12
0.01.14 Loi 12
0.01.15 Mandats Multiples 12
0.01.16 Manquement 12
0.01.17 PARTIE 12
0.01.18 Personne 12
0.01.19 Personnel Affecté 13
0.01.20 Projet 13
0.01.21 Proposition 13
0.01.22 Propriété Intellectuelle 13
0.01.23 Régie de l'Appel d'Offres 13
0.01.24 Règlement sur la Gestion Contractuelle 13
0.01.25 Ressource Clé 13
0.01.26 Services Professionnels 13
0.01.27 Soumission 14
0.02 Primauté 14
0.02.01 Documents Contractuels 14
0.02.02 Ordre 14
0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle 14
0.03 Droit applicable 14
0.04 Généralités 14
0.04.01 Dates et délais 14
a) De rigueur 14
b) Calcul 15
c) Devis 15
d) Reports 15
0.04.02 Références financières 15
0.04.03 Consentement 15

0.04.04 Validité ... 16

1.00 OBJET. ... 16

1.01 Mandats Multiples ... 16

2.00 CONTREPARTIE ... 16

2.01 Prix ... 16
2.02 Forme du prix ... 16
2.03 Rémunération à taux horaire ... 16
2.03.01 Personnel de soutien ... 16
2.03.02 Classification du personnel ... 16
2.03.03 Heures supplémentaires de travail ... 17
2.03.04 Fonctions de direction ... 17
2.03.05 Annulation sans préavis ... 17
2.04 Interdiction ... 17
2.05 Variation des prix ... 18
2.05.01 Durée initiale ... 18

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT ... 18

3.01 Paiement des Services Professionnels ... 18
3.02 Mandats Multiples ... 18
3.03 Facturation ... 18
3.03.01 Adresse ... 18
a) Adresse courriel et adresse du Service des finances ... 18
b) Autre adresse courriel ... 19
3.03.02 Renseignements ... 19
a) Liste ... 19
b) Note de crédit ... 19
c) Temps de repas ... 19
d) Classification du Personnel Affecté ... 20
e) Approbation du Personnel Affecté ... 20
f) Pièces justificatives ... 20
g) Refus ... 20
h) Précisions additionnelles ... 20
3.04 Paiement partiel ... 20
3.05 Paiement complet ... 20
3.06 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation ... 20
3.06.01 Compensation ... 21
3.06.02 Provision ... 21
3.06.03 Tierces parties ... 21
a) Retenue ... 21
b) Paiement ... 21
3.07 Retard ... 21
3.08 Vérification ... 21
3.09 Paiement électronique ... 22

4.00 SÛRETÉS ... 22

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES ... 22

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE ... 22

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 22
7.01 Capacité 22
7.02 Conflits de travail 22
7.03 Établissement 23
7.04 Autorisations 23
7.05 Ressources 23
7.06 Divulgation 23
8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 23
8.01 Information Confidentielle 23
9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 23
9.01 Personnel Affecté 23
9.02 Demande de Proposition 24
9.03 Proposition 24
9.04 Coopération 24
9.05 Quantité 24
9.06 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE 24
9.07 Bon de Commande 25
9.08 Exonération de responsabilité 25
10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 25
10.01 Début de l'exécution du Contrat 25
10.02 Réunions 25
10.03 Proposition 25
10.04 Contrats simultanés 26
10.05 Propriété 26
10.06 Coordonnateur 26
10.07 Examen du Devis 27
10.08 Documents Contractuels 27
10.09 Exécution complète 27
10.10 Collaboration 27
10.11 Respect 27
10.12 Validation 27
10.13 Interdiction 28
10.14 Charte de la langue française 28
10.15 Règlement sur la Gestion Contractuelle 28
10.16 Conflit d'intérêts 28
10.17 Liens d'affaires 28
10.18 Assurance 28
10.18.01 Responsabilité civile générale 28
10.18.02 Responsabilité professionnelle 29
10.19 Autorisation de contracter 30
10.19.01 Maintien 30
10.19.02 Sous-contractant 30
10.20 Santé et sécurité au travail 30
10.20.01 Programme de prévention 30
10.20.02 Conformité 31
10.20.03 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail 31

10.20.04 Défaut 31
10.21 Attestation de la CNESST 31
10.22 Ressources humaines 31
10.22.01 Autorité 31
10.22.02 Courtoisie 31
10.22.03 Exécution 32
10.22.04 Ressources Clés 32
a) Composition 32
b) Remplacement 32
10.22.05 Personnel Affecté 32
a) Composition 32
b) Remplacement 32
c) Liste 33
10.22.06 Remplacement forcé 33
10.22.07 Nouvelle ressource 33
10.22.08 Non-sollicitation 33
10.23 Personnel de soutien 33
10.24 Sous-contrat 33
10.24.01 Autorisation 33
10.24.02 Restrictions 34
10.24.03 Obligations principales 34
10.24.04 Autorisation de contracter 34
10.24.05 RENA 34
10.24.06 Responsabilité 35
10.24.07 Assujettissement 35
10.24.08 Informations supplémentaires 35
10.25 Délais 35
10.25.01 Respect 35
10.26 Échéancier 35
10.26.01 Délais et fréquence 35
a) Production 35
b) Respect 35
10.26.02 Incapacité 36
10.26.03 Empêchement 36
10.27 Bon de Commande 36
10.28 Recommandation de paiement 36
10.29 Inspection 36
10.29.01 Collaboration 36
10.29.02 Résultat 37
10.30 Suspension du Contrat 37
10.31 Registre des dépenses 37
10.32 Documents d'appel d'offres 37
10.33 Reddition de comptes 37
10.34 Propriété Intellectuelle 39
10.34.01 Cession 39
10.34.02 Limite 39
10.35 Publicité 39
10.36 Confidentialité 39
10.37 Engagement de confidentialité 40

10.38 Taxes ... 40
10.39 Responsabilité ... 40
10.39.01 Protection des lieux environnants ... 40
10.39.02 Protection de l'environnement ... 40
10.39.03 Dommage ... 40
10.40 Exonération ... 40
10.40.01 Obligation ... 40
10.40.02 Étendue de la responsabilité ... 41
10.41 Indemnisation ... 41
10.41.01 « Perte » ... 41
10.41.02 Portée ... 41
10.41.03 Propriété Intellectuelle ... 41
a) Obligation ... 41
b) Responsabilité ... 42
10.42 Limitation ... 42
10.43 Assistance en cas de litige ... 42
10.44 Assistance au Bureau de l'inspecteur général ... 42

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ... 42

11.01 Non-exclusivité ... 42
11.02 Cession ... 42
11.02.01 Interdiction ... 43
11.02.02 Inopposabilité ... 43
11.02.03 Exception ... 43
11.02.04 Effet ... 43
11.03 Relations entre les PARTIES ... 43
11.03.01 Indépendance ... 43
11.03.02 Contrôle ... 43
11.03.03 Aucune autorité ... 43
11.04 Force majeure ... 44
11.04.01 Exonération de responsabilité ... 44
11.04.02 Prise de mesures adéquates ... 44
11.04.03 Droit de l'autre PARTIE ... 44
11.05 Recours ... 44
11.06 Évaluation de rendement de l'ADJUDICATAIRE ... 44
11.07 Marché du carbone ... 45

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ... 45

12.01 Avis ... 45
12.02 Résolution de différends ... 45
12.02.01 Négociations de bonne foi ... 45
12.03 Juridiction ... 45
12.04 Modification ... 46
12.04.01 Autorisation ... 46
12.04.02 Demande ... 46
12.04.03 Ajustement du prix ... 46
12.05 Non-renonciation ... 46
12.06 Transmission électronique ... 46

13.00 FIN DU CONTRAT ... 47

13.01 De gré à gré 47
13.02 Indemnisation 47
13.03 Sans préavis 47
13.04 Avec préavis 47
13.05 Changement de Contrôle 48
13.06 Effet de la résiliation 48
13.06.01 Contrepartie 48
13.06.02 Retour 48

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 48

15.00 DURÉE. 48

15.01 Expiration 48
15.02 Non-reconduction 49
15.03 Survie 49

16.00 PORTÉE 49

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEVIS..... 51
ANNEXE 10.18.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE 52
ANNEXE 11.06 - GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE..... 54

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS intervenu en la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le n° 22-19606 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE est une municipalité ayant pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres n° 22-19606, se rapportant à des services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n^{o} 22-19606, se rapportant à des services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;

0.01.02 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.03 Bon de Commande

désigne un écrit émanant du DONNEUR D'ORDRE qui est assujetti au Contrat et qui a pour effet de placer une commande auprès de l'ADJUDICATAIRE;

0.01.04 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix complété par le SOUMISSIONNAIRE, faisant partie de sa Soumission et indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.05 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

0.01.06 Contrat

désigne l'entente entre les PARTIES dont les modalités apparaissent au présent document incluant le préambule et ses annexes, ainsi que toute documentation subordonnée à celui-ci, notamment la Soumission. Les expressions « des présentes », « aux présentes », « en vertu des présentes » et « par les présentes » et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le présent document, font généralement référence à l'ensemble du document plutôt qu'à une partie de celui-ci, à moins d'indication contraire dans le texte;

0.01.07 Demande de Proposition

désigne, dans le cadre du Contrat à Mandats Multiples, tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE informe l'ADJUDICATAIRE d'un besoin en Services Professionnels et lui demande de lui transmettre une Proposition en réponse à ce besoin;

0.01.08 Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Services Professionnels à être fournis, reproduite en annexe 0.01.08 des présentes;

0.01.09 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres, de la Soumission et de l'Avis d'Adjudication;

0.01.10 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE aux fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique. Sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent :

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le présent document, incluant notamment le Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE.

Les expressions « cahier des charges », « instructions aux soumissionnaires », « clauses administratives générales », « clauses administratives particulières » ou « convention de services professionnels », lorsqu'elles apparaissent dans les Documents d'Appel d'Offres, ne renvoient pas à des documents précis, mais plutôt à une ou plusieurs composantes des Documents d'Appel d'Offres.

0.01.11 Échéancier

désigne l'échéancier de la fourniture des Services Professionnels convenu avec le DONNEUR D'ORDRE ;

0.01.12 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.13 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.14 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.15 Mandats Multiples

désigne la modalité d'exécution du Contrat intervenu entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE, dont le nombre, le rythme et la fréquence des mandats sont incertains. Cette modalité d'exécution est plus amplement décrite aux sections 9.00 et 10.00 du Contrat;

0.01.16 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une exécution non conforme du Contrat;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.17 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.18 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie et, lorsque prévu, un Regroupement de Personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale et comprend, lorsque requis, leurs représentants légaux;

0.01.19 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier, et inclut une Ressource Clé;

0.01.20 Projet

désigne le projet de construction du DONNEUR D'ORDRE faisant l'objet des Services Professionnels confiés à l'ADJUDICATAIRE dans le cadre du Contrat;

0.01.21 Proposition

désigne, relativement au Contrat à Mandats Multiples, le document que l'ADJUDICATAIRE élabore et transmet au DONNEUR D'ORDRE en réponse à la Demande de Proposition émise par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.22 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.23 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux soumissionnaires;

0.01.24 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui, reproduit en annexe de la Régie de l'Appel d'Offres et disponible sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.25 Ressource Clé

désigne, selon le sens du texte, toute personne physique identifiée dans la Soumission pour être affectée à l'exécution du Contrat et dont l'expérience et l'expertise ont fait l'objet d'une évaluation par le DONNEUR D'ORDRE selon la grille d'évaluation annexée à la Régie de l'Appel d'Offres ou toute personne physique substituée à une telle personne en cours d'exécution du Contrat avec l'approbation du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.26 Services Professionnels

désigne selon le cas, individuellement ou collectivement, tous les services professionnels décrits au Devis, à être fournis par l'ADJUDICATAIRE, incluant les tâches, l'ouvrage et tous les autres services accessoires nécessaires pour assurer leur bonne exécution nonobstant le fait qu'ils n'aient pas été mentionnés spécifiquement au Devis;

0.01.27 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.02 Primauté

0.02.01 Documents Contractuels

Les Documents Contractuels constituent la totalité et l'intégralité du cadre contractuel de l'Appel d'Offres. Ils priment sur les conditions ou politiques de vente de l'ADJUDICATAIRE.

0.02.02 Ordre

L'ordre de primauté des Documents Contractuels s'établit comme suit :

a) Addenda;

b) Contrat, incluant le Devis;

c) Régie de l'Appel d'Offres;

d) Soumission, incluant le Formulaire de Soumission;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle

En cas de contradiction entre les Documents Contractuels et le Règlement sur la Gestion Contractuelle, ce dernier prime.

0.03 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.04 Généralités

0.04.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Tous les délais et les échéances indiqués dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) les jours non ouvrables sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non ouvrable (samedi, dimanche ou un jour férié), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant; et

iii) le terme « mois », lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Devis**

Malgré l'alinéa b), les règles applicables au calcul d'un délai sont, dans le cas d'une exigence prévue au Devis, celles indiquées au Devis.

d) **Reports**

Si la date limite ou l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation aux présentes est retardée en raison :

i) d'un cas de force majeure;

ii) d'une modification au Contrat;

cette date limite ou échéance est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment, sous réserve des droits et recours des PARTIES.

0.04.02 Références financières

À moins d'indication contraire dans le Contrat, toutes les sommes d'argent prévues sont en devise canadienne.

0.04.03 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

0.04.04 Validité

Si l'une des dispositions du Contrat est considérée invalide ou non exécutoire, cette disposition doit, lorsque possible, s'interpréter, être limitée ou, si nécessaire, divisée de façon à éliminer une telle invalidité ou telle impossibilité d'exécution; le cas échéant, toutes les autres dispositions du Contrat demeurent en vigueur et continuent de lier les PARTIES.

1.00 OBJET

Sujet au respect des modalités du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE retient par la présente les services de l'ADJUDICATAIRE pour la fourniture des Services Professionnels en relation avec le Projet, ce dernier acceptant, moyennant rémunération, de réaliser ceux-ci selon l'Échéancier et de se conformer aux modalités du Contrat.

1.01 Mandats Multiples

Étant donné que le Contrat est à Mandats Multiples, le DONNEUR D'ORDRE convient de présenter à l'ADJUDICATAIRE une Demande de Proposition pour tout besoin en Services Professionnels et de confier à l'ADJUDICATAIRE la fourniture des Services Professionnels seulement si sa Proposition est retenue, conformément au mécanisme prévu aux clauses 9.02, 9.03 et 10.03.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Prix

En contrepartie de la fourniture des Services Professionnels, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le montant indiqué au Bordereau de Prix.

2.02 Forme du prix

Les Services Professionnels rendus par l'ADJUDICATAIRE sont rémunérés à taux horaire, conformément aux modalités prévues ci-après.

2.03 Rémunération à taux horaire

2.03.01 Personnel de soutien

Le nombre d'heures facturées pour la rémunération du personnel de soutien doit correspondre aux tâches spécifiquement demandées et approuvées au préalable par le DONNEUR D'ORDRE, telles que la mise en forme des rapports techniques et des documents d'appel d'offres.

2.03.02 Classification du personnel

Si l'ADJUDICATAIRE affecte du personnel de classification supérieure à une fonction qui est habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable pour la rémunération de ce personnel est celui de la classification inférieure.

2.03.03 Heures supplémentaires de travail

Aucun montant additionnel pour des heures supplémentaires de travail ne peut être réclamé par l'ADJUDICATAIRE au DONNEUR D'ORDRE à moins d'une entente écrite avec le DONNEUR D'ORDRE spécifique à cet effet.

De plus, pour être considérées comme telles, les heures supplémentaires doivent excéder une semaine de QUARANTE (40) heures, entièrement dédiée à l'exécution du Contrat.

Si tel est le cas, le taux horaire du Personnel Affecté est majoré de VINGT-CINQ POUR CENT (25%).

Il est cependant de la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE de gérer le temps du Personnel Affecté de manière optimale, afin d'éviter les heures supplémentaires de travail dans la mesure du possible. L'ADJUDICATAIRE doit, dans tous les cas, démontrer au DONNEUR D'ORDRE la nécessité pour le Personnel Affecté de travailler des heures supplémentaires.

2.03.04 Fonctions de direction

Le temps de travail relié aux fonctions de direction est inclus dans les frais d'administration.

2.03.05 Annulation sans préavis

En cas d'annulation par le DONNEUR D'ORDRE d'une demande de Service Professionnel sans préavis (le jour même, la journée précédente après 16h00 ou en cours de chantier), le temps facturé par l'ADJUDICATAIRE ne peut excéder TROIS (3) heures.

Pour qu'il soit recevable, ce temps d'attente doit être justifié et annoté sur un rapport de chantier.

2.04 Interdiction

Aucun ajustement de prix ne peut être réclamé par l'ADJUDICATAIRE au DONNEUR D'ORDRE lorsque l'exécution du Contrat est retardée, suspendue ou arrêtée ou lorsque des coûts additionnels sont encourus pour l'un ou l'autre des motifs suivants, notamment :

a) en raison du non-respect par l'ADJUDICATAIRE ou d'un membre du Personnel Affecté d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) en raison d'un Manquement commis par un membre du Personnel Affecté ou de son remplacement à la suite de ce Manquement;

c) en raison d'une exécution du Contrat non conforme aux Documents d'Appel d'Offres, incluant le Devis;

d) en raison d'une erreur ou d'une omission de l'ADJUDICATAIRE ou d'un membre du Personnel Affecté reliée à l'exécution du Contrat;

e) en raison de l'insolvabilité, la cession de biens ou la faillite d'un membre du Personnel Affecté et de son remplacement subséquent;

f) en raison du défaut de l'ADJUDICATAIRE de signaler en temps opportun au DONNEUR D'ORDRE toute situation pouvant entraîner un retard dans l'exécution du Contrat;

g) en raison d'une modification du Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

2.05 Variation des prix

2.05.01 Durée initiale

Pendant la durée initiale du Contrat, les prix sont fermes et ne font l'objet d'aucun ajustement.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Paiement des Services Professionnels

Après vérification et conditionnellement à l'acceptation par le DONNEUR D'ORDRE des Services Professionnels, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à payer toute facture conforme selon les modalités prévues au Contrat.

3.02 Mandats Multiples

Le mode de rémunération applicable aux Services Professionnels est celui prévu au Bordereau de Prix.

3.03 Facturation

3.03.01 Adresse

a) **Adresse courriel et adresse du Service des finances**

L'ADJUDICATAIRE doit envoyer toutes les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel suivante : facture@montreal.ca.

Si l'ADJUDICATAIRE est dans l'impossibilité d'envoyer les factures et les notes de crédit électroniquement à l'adresse courriel facture@montreal.ca, il doit les envoyer à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Service des finances
Direction de la comptabilité et des informations financières
Division de la gestion des paiements
100 - 630 boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

b) **Autre adresse courriel**

Lorsque requis, en plus de transmettre les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel facture@montreal.ca, l'ADJUDICATAIRE doit également envoyer une copie des factures et des notes de crédit à l'adresse courriel fournie par le DONNEUR D'ORDRE après l'attribution du Contrat.

3.03.02 Renseignements

a) **Liste**

Les renseignements suivants doivent apparaître de façon claire sur toute facture adressée au DONNEUR D'ORDRE :

i) le nom de l'ADJUDICATAIRE tel qu'inscrit au Formulaire de Soumission;

ii) le numéro de la facture;

iii) la date de la facture;

iv) la période de facturation;

v) le numéro du Bon de Commande;

vi) le numéro du Contrat, si requis;

vii) l'adresse du lieu de fourniture des Services Professionnels;

viii) le nom du DONNEUR D'ORDRE;

ix) la description des Services Professionnels fournis et des livrables correspondants, comme indiqué au Formulaire de Soumission;

x) les quantités de Services Professionnels fournis;

xi) les heures travaillées et le taux horaire pour chaque membre du Personnel Affecté;

xii) le pourcentage au prorata d'avancement des livrables;

xiii) les numéros de TPS et de TVQ.

b) **Note de crédit**

Les mêmes renseignements doivent apparaître sur toute note de crédit adressée au DONNEUR D'ORDRE.

c) **Temps de repas**

Pour les fins du calcul du nombre d'heures travaillées, l'ADJUDICATAIRE ne doit pas inclure les temps de repas du Personnel Affecté. L'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas facturer au DONNEUR D'ORDRE les temps de repas du Personnel Affecté.

d) **Classification du Personnel Affecté**

L'ADJUDICATAIRE doit également, avant de transmettre une facture au DONNEUR D'ORDRE, s'assurer que celle-ci a été établie conformément à la clause 9.01.

e) **Approbation du Personnel Affecté**

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retrancher de toute facture les heures de travail facturées pour un membre du Personnel Affecté qui n'a pas préalablement été approuvé par le DONNEUR D'ORDRE.

f) **Pièces justificatives**

L'ADJUDICATAIRE doit également présenter toute facture accompagnée des pièces justificatives requises par le DONNEUR D'ORDRE.

g) **Refus**

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser toute facture non conforme aux exigences de la présente clause.

h) **Précisions additionnelles**

En plus des exigences de facturation ci-haut mentionnées, l'ADJUDICATAIRE peut, pour plus de précisions, consulter les exigences de facturation du Service des finances, disponibles sur la page internet de la Ville de Montréal dédiée aux fournisseurs.

3.04 Paiement partiel

Les paiements effectués par le DONNEUR D'ORDRE à l'ADJUDICATAIRE sont conditionnels à ce que l'ADJUDICATAIRE exécute le Contrat d'une manière complète et conforme aux Documents d'Appel d'Offres. En cas d'exécution partielle du Contrat ou de non-conformité de l'exécution aux Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE peut réduire le montant du paiement pour tenir compte de la portion du Contrat non exécutée ou exécutée de manière non conforme.

3.05 Paiement complet

L'ADJUDICATAIRE ne doit faire l'objet d'aucune réclamation ou demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE pour recevoir le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat.

3.06 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation

3.06.01 Compensation

Si l'ADJUDICATAIRE doit des sommes d'argent au DONNEUR D'ORDRE, pour quelque raison que ce soit, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'ADJUDICATAIRE, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisé de tout règlement ou de tout jugement en capital, intérêts et frais.

3.06.02 Provision

La provision mentionnée au paragraphe précédent peut être un chèque certifié, un mandat-poste ou une traite bancaire tiré d'une Institution Financière et fait à l'ordre du DONNEUR D'ORDRE dont le montant est équivalent à celui de la somme due au DONNEUR D'ORDRE.

3.06.03 Tierces parties

Les règles suivantes s'appliquent lorsque l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants, le cas échéant, fait l'objet d'une réclamation ou d'une demande d'indemnisation de la part d'une tierce partie en rapport avec l'exécution du Contrat et qu'une telle réclamation ou demande d'indemnisation peut entraîner la responsabilité pécuniaire du DONNEUR D'ORDRE.

a) **Retenue**

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE doit des sommes d'argent à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, il peut retenir des sommes qui sont dues à l'ADJUDICATAIRE les montants nécessaires à l'obtention de quittances complètes et finales par les tierces parties.

b) **Paiement**

Avant de verser à l'ADJUDICATAIRE le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE lui remette une preuve de quittance complète et finale signée par la tierce partie ayant présenté une réclamation ou une demande d'indemnisation, attestant le paiement des sommes qui lui étaient dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.07 Retard

Les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE ne portent pas intérêt et l'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas exiger le paiement de pénalités ou de frais supplémentaires en raison d'un retard de paiement du DONNEUR D'ORDRE.

3.08 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une acceptation ou une attestation de la conformité de l'exécution du Contrat aux exigences des Documents d'Appel d'Offres. Le paiement ne constitue pas une renonciation au droit du DONNEUR

D'ORDRE de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Notamment, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.09 Paiement électronique

L'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit suivre les étapes indiquées sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Demande d'adhésion au paiement électronique* : montreal.ca/fournisseurs.

4.00 SÛRETÉS

Les PARTIES confirment qu'aucune sûreté de quelque sorte que ce soit n'est requise dans le cadre du Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, notamment de Propriété Intellectuelle, ainsi que tous les pouvoirs et l'autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons

et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.03 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un accord intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.04 Autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des Documents d'Appel d'Offres.

7.05 Ressources

L'ADJUDICATAIRE dispose de l'expertise et de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations en vertu des présentes.

7.06 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Personnel Affecté

Avant le début de l'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE approuve la composition du Personnel Affecté. Il établit aussi une classification du Personnel Affecté sur la base du niveau d'expérience de chaque membre du Personnel Affecté. Le niveau d'expérience de chaque membre du Personnel Affecté est déterminé en fonction de son expérience pertinente dans les domaines directement reliés au Contrat :

a) Moins de CINQ (5) ans d'expérience pertinente : personnel professionnel et technique junior

b) Entre CINQ (5) et DIX (10) ans d'expérience pertinente : personnel professionnel et technique intermédiaire

c) Plus de DIX (10) ans d'expérience pertinente : personnel professionnel et technique senior

Pour établir cette classification, le DONNEUR D'ORDRE se réfère au *curriculum vitae* de chaque membre du Personnel Affecté, transmis avec la Soumission.

9.02 Demande de Proposition

Pour tout besoin en Services Professionnels à Mandats Multiples, le DONNEUR D'ORDRE doit transmettre à l'ADJUDICATAIRE une Demande de Proposition.

9.03 Proposition

Le DONNEUR D'ORDRE doit prendre connaissance de la Proposition transmise par l'ADJUDICATAIRE. Il peut accepter celle-ci avec ou sans modifications. Il se réserve notamment le droit de demander qu'une activité précise soit confiée à du personnel de classe supérieure ou inférieure à ce qui est proposé par l'ADJUDICATAIRE dans la Proposition. Lorsque le DONNEUR D'ORDRE accepte la Proposition transmise par l'ADJUDICATAIRE, il lui transmet une acceptation écrite pour l'en informer.

9.04 Coopération

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à coopérer pleinement avec l'ADJUDICATAIRE pour lui permettre d'exécuter efficacement et ponctuellement les obligations prévues aux présentes.

9.05 Quantité

Les quantités inscrites aux Documents d'Appel d'Offres pour les Services Professionnels sont à titre indicatif seulement. Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à commander la totalité des Services Professionnels. L'ADJUDICATAIRE ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux Documents d'Appel d'Offres et celles que le DONNEUR D'ORDRE commande réellement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retirer certains Services Professionnels en cours d'exécution du Contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

9.06 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, à aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

Le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE a pleine compétence pour gérer l'exécution du Contrat avec l'ADJUDICATAIRE, décider de toute question ou enjeu soulevé dans le cadre de l'exécution du Contrat et juger de la conformité de l'exécution du Contrat.

9.07 Bon de Commande

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à effectuer ses commandes par l'émission de Bons de Commande. Les Bons de Commande doivent être transmis à l'ADJUDICATAIRE par courriel, par télécopieur ou par la poste.

9.08 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.02 Réunions

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions indiquées au Devis et y apporter sa collaboration. Si requis, le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début de l'exécution du Contrat, une réunion de démarrage au cours de laquelle il en informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants.

10.03 Proposition

Lorsque l'ADJUDICATAIRE reçoit du DONNEUR D'ORDRE une Demande de Proposition, il doit lui transmettre dans un délai de DIX (10) jours une Proposition répondant aux besoins exprimés dans la Demande de Proposition.

Cette Proposition doit être établie conformément à la Demande de Proposition transmise par le DONNEUR D'ORDRE, et notamment au mode de rémunération qui y est indiqué.

La Proposition doit contenir les informations suivantes :

a) la description et la compréhension du mandat;

b) les livrables;

c) le nom des membres du Personnel Affecté que l'ADJUDICATAIRE propose d'affecter à la réalisation du mandat;

d) une description des activités à être confiées à chacun des membres du Personnel Affecté identifiés dans la Proposition;

e) le nombre d'heures à être consacrées par chacun des membres du Personnel Affecté identifiés dans la Proposition;

f) le taux horaire de chacun des membres du Personnel Affecté identifiés dans la Proposition;

g) une estimation du budget pour ce mandat;

h) un échéancier proposé pour ce mandat.

L'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement obtenir du DONNEUR D'ORDRE l'acceptation écrite de sa Proposition avant de débuter l'exécution des Services Professionnels visés par le mandat, conformément à la clause 9.03.

L'ADJUDICATAIRE ne peut engager des dépenses au-delà du budget maximal prévu à l'acceptation de la Proposition sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE.

10.04 Contrats simultanés

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec toute Personne qui, en vertu d'un contrat distinct conclu avec le DONNEUR D'ORDRE, fournit à celui-ci des biens ou des services ou exécute des travaux à sa demande, de manière à minimiser les inconvénients à la bonne exécution du contrat distinct.

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la coordination avec toute Personne qui a conclu un contrat distinct avec le DONNEUR D'ORDRE lorsque cela est nécessaire à la réalisation de son Contrat.

Les délais d'exécution prévus au Contrat demeurent inchangés à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que le contrat distinct a un impact réel sur ces délais.

10.05 Propriété

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE remet à l'ADJUDICATAIRE des documents, des modèles ou des échantillons pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, ceux-ci demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE et doivent lui être retournés intégralement et dans une condition identique lorsque le Contrat prend fin.

10.06 Coordonnateur

L'ADJUDICATAIRE s'engage à identifier auprès du DONNEUR D'ORDRE une personne physique ayant pleine autorité pour agir comme coordonnateur au nom de l'ADJUDICATAIRE.

Le coordonnateur doit coordonner, diriger et conseiller quotidiennement l'ensemble du Personnel Affecté. Il doit rassembler et concilier la documentation reçue de chaque discipline, le cas échéant, et la faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE dans les délais requis. Il est le seul interlocuteur auprès du DONNEUR D'ORDRE et doit entretenir un dialogue avec le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE afin de mieux évaluer et solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du Contrat. Il doit maîtriser le français oral et écrit.

La responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence des autres professionnels.

10.07 Examen du Devis

L'ADJUDICATAIRE doit examiner le Devis de manière exhaustive afin de répondre à ses exigences. Il doit immédiatement signaler au DONNEUR D'ORDRE toute ambigüité, erreur, irrégularité ou incohérence constatée au Devis.

10.08 Documents Contractuels

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter, tout au long de la durée du Contrat, les exigences requises dans les Documents Contractuels.

10.09 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat.

10.10 Collaboration

L'ADJUDICATAIRE s'engage à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE en fournissant tout renseignement verbal ou écrit et en transmettant tout document pouvant être requis afin d'assurer un contrôle et une exécution efficace du Contrat, et ce, sans frais pour le DONNEUR D'ORDRE.

10.11 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.12 Validation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de valider ou de faire valider par un tiers l'adéquation entre les besoins exprimés au Devis et l'avancement des plans et devis

définitifs. À la suite de cette validation, si les plans et devis ne répondent pas aux besoins exprimés au Devis, l'ADJUDICATAIRE doit corriger à ses frais les plans et devis.

10.13 Interdiction

À moins de circonstances exceptionnelles reliées au marché, l'ADJUDICATAIRE ne peut pas augmenter le coût estimé des travaux après la remise des plans et devis complétés à QUATRE-VINGT-DIX POUR CENT (90%) d'avancement (estimation classe A).

10.14 Charte de la langue française

Le DONNEUR D'ORDRE étant assujetti à la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11), l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que ses dispositions et ses règlements sont suivis et respectés.

10.15 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.16 Conflit d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes.

10.17 Liens d'affaires

L'ADJUDICATAIRE s'engage, pendant la durée du Contrat, à informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et les consultants externes du DONNEUR D'ORDRE qui ont participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres, dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. En cas de non-respect de cette obligation, le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE.

10.18 Assurance

10.18.01 Responsabilité civile générale

Pendant toute la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit tenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile générale tous risques pour un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement, contre les

dommages matériels et corporels y compris le décès, les préjudices personnels, les dommages aux biens de tiers et la privation de jouissance des biens corporels que lui-même, ses dirigeants, employés, sous-contractants, mandataires, agents ou représentants peuvent causer aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui ou du DONNEUR D'ORDRE. Cette police d'assurance doit respecter les exigences qui suivent :

a) La police d'assurance doit être souscrite auprès d'une compagnie d'assurances titulaire des permis appropriés délivrés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et ayant un établissement au Québec. De plus, la police d'assurance doit être accompagnée de l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.18.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur, et prévoir et couvrir entre autres ce qui suit :

i) l'ADJUDICATAIRE doit être identifié comme étant assuré et le DONNEUR D'ORDRE doit être ajouté à la police d'assurance en tant qu'assuré additionnel;

ii) la responsabilité résultant des activités de l'ADJUDICATAIRE ou, le cas échéant, de ses sous-contractants, reliées aux biens ou services rendus dans le cadre du Contrat;

iii) la responsabilité résultant de la propriété, de la location ou de l'usage des lieux où sont exécutés les services ou utilisés les biens par l'ADJUDICATAIRE ou, le cas échéant, ses sous-contractants, aux fins du Contrat;

iv) la spécification que la police d'assurance ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement un avis écrit de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse de son siège.

v) la spécification que, si le Projet est annulé ou suspendu avant de débuter, la police d'assurance peut être annulée par l'ADJUDICATAIRE dans les TRENTE (30) jours de la réception de l'avis d'annulation ou dans les CENT VINGT (120) jours de la réception de l'avis de suspension.

b) Cette police d'assurance responsabilité tous risques doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et la preuve du renouvellement de celle-ci doit être fournie par l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date de l'expiration.

c) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, l'ADJUDICATAIRE s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou déductible et ce, à l'entière exonération du DONNEUR D'ORDRE.

d) Dans les QUINZE (15) jours suivant l'Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une copie conforme de sa police certifiée par l'assureur ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques attestant de la couverture prévue aux présentes. Il doit également fournir au DONNEUR D'ORDRE l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.18.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur.

10.18.02 Responsabilité professionnelle

L'ADJUDICATAIRE doit détenir et maintenir en vigueur à ses frais, une assurance responsabilité professionnelle couvrant ses erreurs ou omissions pour la valeur du Contrat ou pour un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement, soit le plus élevé des deux montants. L'ADJUDICATAIRE doit remettre au représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE une attestation de la police d'assurance dans les QUINZE (15) jours suivant l'Avis d'Adjudication du Contrat. Les conditions suivantes s'appliquent à cette assurance :

a) La police d'assurance doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et elle ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement avis écrit minimum de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE;

b) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, l'ADJUDICATAIRE s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou du déductible.

10.19 Autorisation de contracter

10.19.01 Maintien

Lorsque requis en raison du montant du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, maintenir son autorisation de contracter accordée par l'AMP. Aux fins des présentes, les modalités applicables sont les suivantes :

a) Dans l'éventualité où l'ADJUDICATAIRE voit son autorisation de contracter expirée, révoquée ou non renouvelée en cours d'exécution du Contrat, il doit en aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE par écrit.

b) Si la demande de renouvellement n'a pas été faite dans le délai requis d'au moins QUATRE-VINGT-DIX (90) jours avant le terme de la durée de l'autorisation de contracter, l'ADJUDICATAIRE peut, malgré la date d'expiration de son autorisation de contracter, continuer le Contrat en cours d'exécution jusqu'à la décision de l'AMP relative au renouvellement de l'autorisation de contracter.

10.19.02 Sous-contractant

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.20 Santé et sécurité au travail

10.20.01 Programme de prévention

L'ADJUDICATAIRE doit élaborer avant le début de l'exécution du Contrat un programme de prévention visant à éliminer à la source même les dangers à la santé, la sécurité et l'intégrité physique du Personnel Affecté. La responsabilité d'appliquer et de faire respecter ce programme de prévention incombe à l'ADJUDICATAIRE.

10.20.02 Conformité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par le Personnel Affecté les dispositions de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.20.03 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

L'ADJUDICATAIRE s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le Personnel Affecté respecte les ordonnances, normes et règlements de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

10.20.04 Défaut

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'informer la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE, du défaut observé. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre l'exécution du Contrat selon la gravité du défaut.

10.21 Attestation de la CNESST

L'ADJUDICATAIRE s'engage, sur demande, à fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation.

10.22 Ressources humaines

10.22.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard du Personnel Affecté et il doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.22.02 Courtoisie

L'ADJUDICATAIRE qui entretient des relations d'affaires avec le DONNEUR D'ORDRE s'engage à traiter les citoyens, les partenaires, les autres contractants et les représentants du DONNEUR D'ORDRE avec courtoisie et professionnalisme dans leurs échanges, quelle qu'en soit la forme. L'ADJUDICATAIRE est responsable du respect de cette clause par l'ensemble du Personnel Affecté. Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE en cas de non-respect de la présente clause par un membre du Personnel Affecté.

L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de rectifier la situation à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE.

10.22.03 Exécution

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que le Personnel Affecté dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour exécuter le Contrat. Il doit également s'assurer que le Personnel Affecté fasse preuve d'intégrité, de probité et de bonne foi et exécute ses tâches avec soin, diligence et assiduité et dans le respect des consignes, instructions ou procédures du DONNEUR D'ORDRE.

10.22.04 Ressources Clés

a) **Composition**

La composition des Ressources Clés doit correspondre aux informations préalablement transmises au DONNEUR D'ORDRE dans le cadre du dépôt de la Soumission.

b) **Remplacement**

À moins de circonstances exceptionnelles (maladie, décès ou départ), l'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas remplacer une Ressource Clé. En cas de remplacement d'une Ressource Clé, l'ADJUDICATAIRE doit, dans un délai de VINGT (20) jours précédant le départ de la Ressource Clé, présenter au DONNEUR D'ORDRE pour approbation un nouveau candidat. Les compétences professionnelles du nouveau candidat ainsi que son expérience pertinente dans le domaine de l'exécution du Contrat doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la Ressource Clé remplacée. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE le *curriculum vitae* du nouveau candidat. Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger de rencontrer le nouveau candidat avant de donner son approbation. Si le DONNEUR D'ORDRE refuse de donner son approbation, l'ADJUDICATAIRE doit présenter sans délai un nouveau candidat.

10.22.05 Personnel Affecté

a) **Composition**

La composition du Personnel Affecté doit correspondre aux informations préalablement transmises au DONNEUR D'ORDRE dans le cadre du dépôt de la Soumission.

b) **Remplacement**

En cas de remplacement d'un membre du Personnel Affecté (autre qu'une Ressource Clé), l'ADJUDICATAIRE doit, dans les meilleurs délais, présenter au DONNEUR D'ORDRE pour approbation un nouveau candidat. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE le *curriculum vitae* du nouveau candidat. Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger de rencontrer le nouveau candidat avant de donner son approbation. Si le DONNEUR D'ORDRE refuse de donner son approbation, l'ADJUDICATAIRE doit présenter dans les CINQ (5) jours ouvrables un nouveau candidat.

c) **Liste**

Pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de tout remplacement d'un membre du Personnel Affecté. Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps exiger de l'ADJUDICATAIRE la production d'une liste à jour détaillant la composition du Personnel Affecté.

10.22.06 Remplacement forcé

Le DONNEUR D'ORDRE a le droit d'exiger le remplacement d'un membre du Personnel Affecté si celui-ci, selon l'évaluation du DONNEUR D'ORDRE, n'a pas la compétence requise ou affecte la bonne exécution du Contrat ou la qualité des services. Dans une telle situation, l'ADJUDICATAIRE doit, dans un délai de DIX (10) jours ouvrables, présenter une nouvelle ressource répondant aux exigences du DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit préalablement démontrer au DONNEUR D'ORDRE que cette nouvelle ressource répond à ses exigences.

10.22.07 Nouvelle ressource

Le remplacement d'un membre du Personnel Affecté ne peut en aucun cas occasionner une interruption des services ou un retard dans l'Échéancier du Contrat. De plus, les coûts requis pour former une nouvelle ressource sont entièrement à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.22.08 Non-sollicitation

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que ni lui ni un de ses sous-contractants ne retiennent les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ayant participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres duquel il est adjudicataire, et ce, à compter de l'adjudication du Contrat jusqu'à UN (1) an après sa fin.

10.23 Personnel de soutien

Le personnel de soutien ne peut pas être affecté à des tâches qui relèvent du champ d'expertise du personnel professionnel et technique.

10.24 Sous-contrat

10.24.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, à condition de respecter les exigences prévues ci-après.

De plus, l'ADJUDICATAIRE peut uniquement conclure un sous-contrat avec les sous-contractants identifiés dans la liste jointe à sa Soumission. Toute modification à cette liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit, avant que ne débute l'exécution du nouveau sous-contrat, produire une liste modifiée de ses sous-contractants. Il peut utiliser le document « Liste des sous-contractants » fourni avec le Formulaire de Soumission pour mettre à jour la liste de ses sous-contractants. Les exigences prévues ci-après demeurent cependant applicables.

10.24.02 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis, le cas échéant.

10.24.03 Obligations principales

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, le recours à des sous-contractants est permis de manière accessoire seulement. L'ADJUDICATAIRE doit lui-même exécuter les obligations principales du Contrat, avec ses propres ressources. Il ne peut en aucun cas sous-contracter les obligations principales du Contrat sans obtenir l'autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE.

10.24.04 Autorisation de contracter

Si le montant d'un sous-contrat est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le sous-contractant est autorisé à contracter par l'AMP.

L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) prévoit que l'entreprise qui, dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec un organisme public, conclut un sous-contrat avec une entreprise qui ne détient pas d'autorisation de contracter alors qu'elle le devrait, commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 $ à 13 000 $ dans le cas d'une personne physique et de 7 500 $ à 40 000 $ dans les autres cas. Le sous-contractant non autorisé commet également une infraction et est passible de la même peine. L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) vise les municipalités en raison d'un renvoi prévu à l'art. 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

10.24.05 RENA

L'ADJUDICATAIRE doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du Contrat, s'assurer que chacun de ses sous-contractants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) prévoit que l'entreprise qui, dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec un organisme public, conclut un sous-contrat avec une entreprise inadmissible aux contrats publics, commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 $ à 13 000 $ dans le cas d'une personne physique et de 7 500 $ à 40 000 $ dans les autres cas. Le sous-contractant inadmissible commet également une infraction et est passible de la même peine. L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) vise les municipalités en raison d'un renvoi prévu à l'art. 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

10.24.06 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout sous-contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. L'ADJUDICATAIRE est responsable de la direction et de la bonne exécution du travail confié aux sous-contractants et doit en assumer l'entière coordination. La conclusion d'un sous-contrat ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel. Malgré la conclusion d'un sous-contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un sous-contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.24.07 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit assujettir tout sous-contrat aux dispositions des Documents Contractuels.

10.24.08 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses sous-contractants.

10.25 Délais

10.25.01 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter chacune des étapes du Contrat et à aviser le DONNEUR D'ORDRE par écrit, le cas échéant, dès qu'il a connaissance d'un Manquement possible à cet égard. L'avis transmis au DONNEUR D'ORDRE doit préciser les motifs du Manquement, les dispositions du Contrat visées et la solution proposée par l'ADJUDICATAIRE pour remédier au Manquement. L'avis doit être accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

10.26 Échéancier

10.26.01 Délais et fréquence

a) **Production**

L'ADJUDICATAIRE doit, dans les DIX (10) jours suivant l'entrée en vigueur du Contrat, soumettre un Échéancier au DONNEUR D'ORDRE pour approbation. L'Échéancier doit être conçu conformément aux conditions prévues au Devis. Les dates jalons initialement prévues au Devis peuvent être révisées au moment de l'approbation de l'Échéancier. Les PARTIES peuvent convenir de nouvelles dates jalons à cette occasion. L'ADJUDICATAIRE doit soumettre au DONNEUR D'ORDRE une version révisée de l'Échéancier lorsque le Contrat est modifié conformément à la clause 12.04.

b) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir les Services Professionnels selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé de tout retard ou Manquement à cet égard.

10.26.02 Incapacité

Si l'ADJUDICATAIRE prévoit ne pas être en mesure de respecter une date de fourniture de Services Professionnels, il doit en faire part au DONNEUR D'ORDRE en lui envoyant un préavis écrit de DIX (10) jour(s).

10.26.03 Empêchement

Si le DONNEUR D'ORDRE agit de façon à empêcher ou retarder la fourniture de tout Service Professionnel par l'ADJUDICATAIRE dans les délais indiqués à l'Échéancier, ceux-ci peuvent être prolongés pour tenir compte de l'empêchement ou du retard ainsi engendré par le DONNEUR D'ORDRE, selon la décision de ce dernier.

10.27 Bon de Commande

L'ADJUDICATAIRE s'engage à honorer tout Bon de Commande reçu du DONNEUR D'ORDRE pendant la durée du Contrat.

10.28 Recommandation de paiement

Étant donné que le présent Contrat inclut des services de surveillance de chantier, l'ADJUDICATAIRE doit, au cours de la première semaine de chaque mois, tenir une rencontre avec l'entrepreneur en charge du Projet afin de concilier les quantités inscrites à la demande de paiement ou de déterminer le pourcentage d'avancement réel des travaux inscrit à la demande de paiement. L'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE les recommandations de paiement avant le dixième jour de chaque mois qui suit la fin de la période visée par la demande de paiement. L'ADJUDICATAIRE doit, au moment de l'émission d'une recommandation de paiement, remettre au DONNEUR D'ORDRE toutes les pièces justificatives au soutien de la recommandation de paiement. Les pièces justificatives remises au DONNEUR D'ORDRE peuvent prendre la forme d'un relevé de quantités réalisé au chantier par l'ADJUDICATAIRE ou de billets de livraison ou de pesée originaux amassés au chantier et compilés sur une feuille de calcul par l'ADJUDICATAIRE. Cependant, les pièces justificatives remises au DONNEUR D'ORDRE, peu importe leur forme, doivent obligatoirement indiquer la localisation des quantités et être datées et signées par l'ADJUDICATAIRE.

10.29 Inspection

10.29.01 Collaboration

Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps pendant l'exécution du Contrat faire auditer ou inspecter le travail relié aux Services Professionnels exécutés ou en cours d'exécution, sans préavis mais à des heures normales. L'ADJUDICATAIRE doit offrir sa pleine et entière collaboration au DONNEUR D'ORDRE ou à ses représentants désignés dans le cadre de tout audit ou inspection.

10.29.02 Résultat

À la suite d'un audit ou d'une inspection, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donne le DONNEUR D'ORDRE, dans la mesure où celles-ci sont reliées à l'exécution du Contrat. Tout audit ou inspection ainsi effectué ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité à l'égard de la réalisation finale du Contrat.

10.30 Suspension du Contrat

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lorsqu'il le juge nécessaire, ordonner par écrit la suspension de l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit alors remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la suspension du Contrat. Advenant une suspension du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée jusqu'à la date de suspension du Contrat. Aucun montant n'est payé à l'ADJUDICATAIRE pendant la durée de la suspension du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne peut fonder aucune réclamation du fait de la suspension du Contrat. Lorsque la suspension est levée par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit reprendre l'exécution du Contrat dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE.

10.31 Registre des dépenses

L'ADJUDICATAIRE doit tenir un registre des dépenses encourues et des heures consacrées à l'exécution du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE peut faire inspecter et vérifier ce registre à tout moment et l'ADJUDICATAIRE doit faciliter de telles inspections ou vérifications.

L'ADJUDICATAIRE doit effectuer l'enregistrement quotidien des heures consacrées par le Personnel Affecté à la fourniture des Services Professionnels et des tâches effectuées. Il doit également conserver toutes les pièces justificatives requises à l'appui des factures qui sont transmises au DONNEUR D'ORDRE.

Chaque semaine, l'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE par courriel ou par voie électronique (FTP) les feuilles de temps hebdomadaires du Personnel Affecté. Cet envoi doit être effectué au plus tard CINQ (5) jours ouvrables après la période visée par les feuilles de temps. La copie doit être signée ou approuvée électroniquement par le membre du Personnel Affecté et par le coordonnateur.

10.32 Documents d'appel d'offres

Lorsqu'un appel d'offres est requis pour l'attribution d'un contrat de construction, l'ADJUDICATAIRE doit utiliser les documents d'appel d'offres émanant du DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE ne peut modifier ni altérer la portée de ces documents d'aucune manière à moins d'avoir obtenu préalablement l'accord du DONNEUR D'ORDRE.

10.33 Reddition de comptes

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE un rapport mensuel de ses activités faisant état de l'avancement des Services Professionnels.
Le rapport doit être transmis au DONNEUR D'ORDRE conformément aux instructions détaillées ci-après.
Les informations suivantes doivent apparaître au début du rapport :

a) le titre du Projet;

b) le numéro de mandat;

c) la période visée par le rapport.

Le rapport doit comprendre les informations suivantes :

a) il doit énumérer l'ensemble des Services Professionnels devant être fournis par l'ADJUDICATAIRE;

b) il doit indiquer sous forme de pourcentage l'avancement global du Projet;

c) il doit indiquer si le Projet se déroule conformément à l'échéancier prévu et, dans la négative, expliquer les motifs justifiant un retard dans l'échéancier du Projet;

d) il doit indiquer quel est le statut du Projet de manière globale, parmi les catégories suivantes :

i) en avance;

ii) sous contrôle;

iii) en situation critique.

De plus, le rapport doit indiquer les informations suivantes pour chacun des Services Professionnels :

a) l'Échéancier prévu pour la fourniture du Service Professionnel;

b) le cas échéant, l'écart entre l'Échéancier prévu et l'avancement du Service Professionnel au moment de la production du rapport, ainsi que les explications justifiant cet écart et les mesures proposées pour remédier à la situation;

c) l'évolution prévue de l'avancement du Service Professionnel;

d) le budget prévu pour la fourniture du Service Professionnel;

e) le cas échéant, l'écart entre le budget prévu et les dépenses encourues pour la fourniture du Service Professionnel au moment de la production du rapport, ainsi que les explications justifiant cet écart et les mesures proposées pour remédier à la situation;

f) l'évolution prévue des coûts pour la fourniture du Service Professionnel.

Le rapport doit être signé et daté par le coordonnateur. Celui-ci doit également attester dans le rapport que les informations contenues au rapport quant au nombre d'heures sont conformes aux feuilles de temps des employés concernés.

L'ADJUDICATAIRE doit compiler les données nécessaires à la production du rapport mensuel.

Lorsque QUATRE-VINGTS POUR CENT (80%) des Services Professionnels ont été complétés, l'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE un avis écrit pour l'en informer.

10.34 Propriété Intellectuelle

10.34.01 Cession

L'ADJUDICATAIRE reconnaît que les ouvrages intellectuels qu'il conçoit ou réalise pour le compte du DONNEUR D'ORDRE, dans le cadre du Contrat, sont la propriété exclusive de ce dernier. Par la présente, il cède au DONNEUR D'ORDRE tous ses droits de Propriété Intellectuelle sur les ouvrages produits dans le cadre du Contrat en plus de renoncer à l'exercice de tous ses droits moraux. Il s'engage aussi à ne pas utiliser ceux-ci sans l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE et, lorsque requis par celui-ci, à signer tout document visant à confirmer les droits de propriété exclusifs du DONNEUR D'ORDRE sur de tels ouvrages.

10.34.02 Limite

Cet engagement ne s'applique pas à la Propriété Intellectuelle de l'ADJUDICATAIRE qui a fait l'objet de licence(s) prévue(s) aux Documents d'Appel d'Offres.

10.35 Publicité

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires.

10.36 Confidentialité

L'ADJUDICATAIRE doit utiliser les informations, renseignements et documents qui lui sont remis par le DONNEUR D'ORDRE uniquement pour des fins reliées à l'exécution du Contrat et, sauf dans la mesure où l'exécution du Contrat l'exige, ne doit pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit du DONNEUR D'ORDRE. Lorsque l'ADJUDICATAIRE donne accès aux informations, renseignements ou documents qu'il reçoit du DONNEUR D'ORDRE à des tiers qui doivent en prendre connaissance pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, il doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de ceux-ci.

10.37 Engagement de confidentialité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que chaque membre du Personnel Affecté se soit engagé à respecter la confidentialité des informations, renseignements, documents et données qui lui sont remis ou dont il a accès dans le cadre de l'exécution de ses fonctions et, sauf dans la mesure où l'exercice de ses fonctions l'exige, ne pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit du représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE.

10.38 Taxes

La prétention de l'ADJUDICATAIRE selon laquelle ses activités ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité du DONNEUR D'ORDRE. Si cette prétention est contestée par les autorités fiscales ou s'avère inexacte, aucune somme additionnelle n'est versée à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE à titre de taxes. L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre toute réclamation formulée ou toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

10.39 Responsabilité

10.39.01 Protection des lieux environnants

Pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des biens et des lieux environnants (biens meubles et immeubles, rues, arbres, parcs, terrains avoisinants, etc.).

10.39.02 Protection de l'environnement

L'ADJUDICATAIRE doit observer toutes les lois et tous les règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement et doit prendre toutes les mesures requises pour éviter toute forme de pollution.

10.39.03 Dommage

L'ADJUDICATAIRE est responsable de tout dommage causé pendant l'exécution du Contrat. Il doit immédiatement informer le DONNEUR D'ORDRE de tout dommage causé et prendre les mesures qui s'imposent lorsque le dommage entraîne un risque ou une menace à la santé ou la sécurité.

10.40 Exonération

10.40.01 Obligation

L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre la poursuite et l'exécution de toute réclamation, notamment en dommages-intérêts, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Il s'engage à prendre fait et cause pour le DONNEUR D'ORDRE dans toute poursuite, action ou réclamation de quelque nature que ce soit, notamment pour tout dommage, en capital, intérêts et frais, causé aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui et du DONNEUR D'ORDRE, ses employés, agents,

représentants ou préposés, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Si un jugement est rendu et que l'ADJUDICATAIRE fait défaut de payer tel jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés, le DONNEUR D'ORDRE peut payer le jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés et peut compenser les sommes nécessaires à ces fins à même les montants dus ou pouvant devenir dus à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE.

10.40.02 Étendue de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette clause ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.41 Indemnisation

10.41.01 « Perte »

Dans cette section, le terme *Perte* désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif, indirect ou incident, y compris la perte de profits suite à un Manquement au Contrat.

10.41.02 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute Perte subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence, faute, action ou omission par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat; ou

d) toute dérogation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté, à une Loi dans le cadre du Contrat.

10.41.03 Propriété Intellectuelle

a) **Obligation**

L'ADJUDICATAIRE doit respecter tous les droits de Propriété Intellectuelle des tierces parties, notamment les brevets, licences et marques de commerce, se rattachant aux matériaux, ouvrages, fournitures et procédés utilisés par lui ou ses sous-contractants, le cas échéant, dans l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas, sans l'approbation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE, laquelle est à l'entière discrétion de ce dernier, utiliser les noms ou marques de commerce du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Responsabilité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE pour toute Perte subie par ce dernier à la suite d'une atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté.

10.42 Limitation

La responsabilité maximale du DONNEUR D'ORDRE en vertu du Contrat, que ce soit en vertu de sa responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle, est limitée au montant total payé à l'ADJUDICATAIRE à titre de contrepartie en vertu du Contrat.

10.43 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.44 Assistance au Bureau de l'inspecteur général

L'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer à toute enquête du Bureau de l'inspecteur général. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le Bureau de l'inspecteur général dans l'établissement des faits et le rassemblement des informations et des documents pertinents. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant être présentée par le Bureau de l'inspecteur général.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur ou prestataire de services.

11.02 Cession

11.02.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.02.02 Inopposabilité

Toute cession qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.02.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont il doit détenir en tout temps le contrôle, pourvu toutefois que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.02.04 Effet

Si la cession du Contrat est autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, elle ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel et le cessionnaire doit respecter intégralement les obligations prévues au Contrat, y compris pour la période antérieure à la cession, comme s'il avait lui-même exécuté le Contrat pendant cette période.

11.03 Relations entre les PARTIES

11.03.01 Indépendance

Les PARTIES reconnaissent par la présente qu'elles agissent de manière indépendante et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société de personnes, une entreprise commune, un lien d'emploi ou un mandat de quelque nature que ce soit entre elles.

11.03.02 Contrôle

Chacune des PARTIES dispose du plein contrôle de la manière et des moyens d'exécuter ses obligations prévues au Contrat. Aucune disposition du Contrat ne doit s'interpréter de façon à permettre à une PARTIE d'imposer à l'autre PARTIE de faire quoi que ce soit qui peut avoir pour effet de compromettre son statut indépendant.

11.03.03 Aucune autorité

Aucune des PARTIES n'a le droit ou l'autorité, exprès ou tacite, de créer ou d'assumer au nom de l'autre PARTIE toute obligation ou responsabilité à l'égard de tierces parties, autrement que de la manière prévue au Contrat, et aucune PARTIE ne peut lier l'autre PARTIE de quelque manière que ce soit.

11.04 Force majeure

11.04.01 Exonération de responsabilité

Une PARTIE n'est pas considérée en défaut de ses obligations et n'est pas responsable des dommages ou délais si ces défauts, dommages ou délais découlent d'un cas de force majeure. Aux fins des présentes, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés de l'une ou l'autre des PARTIES.

11.04.02 Prise de mesures adéquates

Dans l'éventualité où un cas de force majeure empêche une PARTIE d'exécuter ses obligations, la PARTIE désirant invoquer la force majeure doit faire parvenir un avis écrit à l'autre PARTIE le plus rapidement possible, suivant l'avènement de ce cas de force majeure.

Cet avis doit indiquer le cas de force majeure invoqué ainsi que les conséquences sur l'exécution de ses obligations. Les PARTIES doivent alors se rencontrer et prendre toute disposition raisonnable pour assurer la reprise normale de la réalisation des obligations affectées par le cas de force majeure.

Les délais d'exécution du Contrat affectés par le cas de force majeure peuvent alors être prorogés automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance du cas de force majeure, étant entendu que cette prorogation n'entraîne aucune pénalité pour l'une ou l'autre PARTIE.

11.04.03 Droit de l'autre PARTIE

Si le cas de force majeure invoqué rend la réalisation d'une obligation du Contrat impossible, les PARTIES doivent s'entendre le plus rapidement possible pour déterminer les nouvelles conditions d'exécution du Contrat ou, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, pour résilier le Contrat selon les dispositions prévues à la section 13.00.

11.05 Recours

Sous réserve de la clause 10.42, rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à limiter les recours qu'une PARTIE peut avoir résultant de tout Manquement de la part de l'autre PARTIE.

11.06 Évaluation de rendement de l'ADJUDICATAIRE

Lorsque le Contrat est attribué par le DONNEUR D'ORDRE à la suite d'un appel d'offres public, le DONNEUR D'ORDRE peut procéder à une évaluation du rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat, en respectant les dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). Cette évaluation est effectuée sur la base des critères indiqués à l'annexe 11.06.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public ultérieur, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des DEUX (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions dans le cadre de cet appel d'offres ultérieur, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

11.07 Marché du carbone

L'ADJUDICATAIRE cède au DONNEUR D'ORDRE les droits et intérêts auxquels il peut prétendre dans tout crédit, unité de réduction d'émission ou d'émissions évitées de gaz à effets de serre qui peut être négocié ou échangé sur les marchés réglementaires ou volontaires du carbone. Par conséquent, les crédits ou unités de réduction d'émission de gaz à effet de serre qui peuvent être accordés au DONNEUR D'ORDRE suite à l'exécution du Contrat appartiennent au DONNEUR D'ORDRE qui peut les réclamer auprès d'un programme ou organisme de reconnaissance de ces crédits ou unités. Tout crédit ou incitatif financier qui en résulte devient donc, dès son émission par le programme ou organisme visé, l'entière propriété du DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu du Contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire.

Les avis expédiés au DONNEUR D'ORDRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée dans la Régie de l'Appel d'Offres. Les avis expédiés à l'ADJUDICATAIRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée au Formulaire de Soumission et, en l'absence d'une telle mention, l'ADJUDICATAIRE élit domicile au bureau du greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, à l'exécution ou à l'annulation du Contrat, les PARTIES s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir pour les assister dans le règlement de ce différend.

12.03 Juridiction

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement au Contrat sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE, comme le lieu approprié pour

l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

12.04.01 Autorisation

Toute modification au Contrat, qu'elle entraîne ou non une dépense supplémentaire, ne peut être autorisée que dans la mesure où elle constitue un accessoire au Contrat, qu'elle n'en change pas la nature et qu'elle est au bénéfice du DONNEUR D'ORDRE.

12.04.02 Demande

Pour toute modification au Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens à l'ADJUDICATAIRE. L'ADJUDICATAIRE ne peut se prévaloir d'une demande de modification comme cause de résiliation du Contrat ou pour suspendre ou retarder l'exécution du Contrat.

12.04.03 Ajustement du prix

Lorsqu'une modification a pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût du Contrat, le prix en est calculé selon l'ordre de priorité suivant :

a) selon les prix unitaires ou forfaitaires présentés par l'ADJUDICATAIRE dans le Bordereau de Prix;

b) en l'absence d'un prix unitaire ou forfaitaire, selon un montant négocié par les PARTIES;

c) en l'absence d'entente sur un montant négocié, par un prix fixé par le DONNEUR D'ORDRE, laissant droit à l'ADJUDICATAIRE de présenter une réclamation.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent, qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document peut être transmis par courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Indemnisation

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en raison d'un Manquement, l'ADJUDICATAIRE est responsable de tous les dommages causés au DONNEUR D'ORDRE par la résiliation du Contrat.

13.03 Sans préavis

Dans les limites prévues par la Loi, le Contrat est résilié sans avis et à la discrétion du DONNEUR D'ORDRE, si l'un des cas de défaut suivants se produit :

a) si l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) si l'ADJUDICATAIRE procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) si un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens, ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre, ou cette nomination d'un liquidateur, n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements.

13.04 Avec préavis

Le DONNEUR D'ORDRE peut résilier le Contrat, sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

iv) si, après l'adjudication du Contrat, l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE.

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.05 Changement de Contrôle

L'ADJUDICATAIRE doit aviser le DONNEUR D'ORDRE de tout Changement de Contrôle. Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle et que le DONNEUR D'ORDRE, agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.06 Effet de la résiliation

13.06.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée et, sur présentation au DONNEUR D'ORDRE des pièces justificatives pertinentes, la proportion des frais et dépenses actuelles jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit pour la perte subie ou le gain dont il est privé. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la résiliation du Contrat.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur dès l'émission d'un Bon de Commande par le DONNEUR D'ORDRE.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat, le Contrat expire après une période de TRENTE-SIX (36) mois à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le DONNEUR D'ORDRE pour ce Contrat, selon la première de ces éventualités.

15.02 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du Contrat, ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.03 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

LES PARTIES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE L'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE LA DÉCISION D'OCTROI PAR L'INSTANCE APPROPRIÉE.

ANNEXE 0.01.08 - DEVIS

Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier en format « PDF » ou autre, nommé « Devis » et annexé aux documents d'appel d'offres.

ANNEXE 10.18.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

Le présent document atteste à la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après dénommée le *Donneur d'ordre*) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du Donneur d'ordre, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
CONTRAT N° : 22-19606

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire n° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			Tous dommages confondus _____$ par sinistre _____$ par période d'assurance _____$ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

N.B. : Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de documents d'appel d'offres ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Donneur d'ordre, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Autorité des marchés financiers et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du Donneur d'ordre, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début de l'exécution du contrat, en l'occurrence le _____ 20 ____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date _____ 20 ____
(Signature de l'assureur)

ANNEXE 11.06 - GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

Thèmes	Critères	Pondération
Aspect de la conformité technique	● Respect des exigences et des données techniques du devis de services professionnels ● Qualité des livrables (plans et devis complets) ● Respect du programme fonctionnel et technique ● Clarté, le détail et la fidélité des dessins, devis et rapports ● Respect des bonnes pratiques, normes, lois et règlements en vigueur ● Compréhension des objectifs du mandat et qualité des concepts présentés	**25%**
Planification, organisation et respect des échéanciers	● Suivi et respect des échéances pour la remise des livrables préliminaires, progressifs, définitifs et tel que construit (plans, devis ou rapports ou combinaison des deux) ● Suivi et respect des échéances pour la remise des livrables définitifs finaux (plans, devis ou rapports) ● Respect du délai de présentation de l'offre de services (s'applique seulement lors de l'utilisation d'ententes-cadres avec une enveloppe prédéfinie) ● Respect des délais de présentation des documents requis en cours de mandat ● Suivi du budget et analyse de la valeur ● Planification et répartition des tâches	**25%**
Qualité et disponibilité des ressources	● Compétence et disponibilité du chargé de projet ● Compétence et disponibilité de l'équipe de projet ● Respect de l'équipe proposée ● Quantité adéquate de ressources humaines et matérielles sur les mandats	**15%**
Direction, coordination et contrôle	● Supervision du chargé de projet ● Coordination interdisciplinaire effectuée adéquatement ● Respect des directives administratives du devis de services professionnels ● Respect des pratiques d'assurance qualité et respect des normes en santé et sécurité au travail	**10%**
Communication et documentation	● Qualité des communications ● Qualité des rapports et formats de toute la documentation transmise ● Respect des délais de réponse (téléphone et courrier) aux différents intervenants ● Présence et niveau de préparation aux diverses	**15%**

	rencontres ou réunions ● Validation des besoins à chacune des étapes du projet avec les requérants ● Ouverture à des solutions alternatives pour respecter le budget et l'échéancier	
Aspects financiers	● Respect des délais de facturation ● Respect des exigences contractuelles pour la facturation des honoraires ● Précision des estimations ou offres de services (s'applique aux contrats-cadres seulement) ● Respect des budgets d'honoraires inclus au mandat	**10%**

Un suivi rigoureux et documenté du rendement de l'ADJUDICATAIRE est effectué par le DONNEUR D'ORDRE pendant l'exécution du Contrat. À la fin du Contrat, le rendement de l'ADJUDICATAIRE est évalué sur la base des critères indiqués ci-haut.

Dans l'éventualité où le DONNEUR D'ORDRE est d'avis que le rendement de l'ADJUDICATAIRE s'avère non satisfaisant (soit lorsque la note qui est attribuée à l'ADJUDICATAIRE est inférieure à 70%), un rapport de cette évaluation de rendement insatisfaisant est transmis à l'ADJUDICATAIRE au plus tard SOIXANTE (60) jours après la fin du Contrat. À la suite de la réception de ce rapport, l'ADJUDICATAIRE dispose d'un délai de TRENTE (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception des commentaires de l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, s'il maintient les conclusions de l'évaluation de rendement insatisfaisant, faire entériner celle-ci par son comité exécutif dans un délai de SOIXANTE (60) jours.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1226164003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en architecture de paysage et en ingénierie, avec la firme Provencher Roy + associés architectes inc. (contrat de 1 778 490,79 $, taxes incluses) pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 22-19606 - 6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19606 Intervention.pdf 22-19606 PV.pdf 22-19606 Detcah.pdf

22-19606 Tableau Résultat comité de sélection - Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana GOROPCEANU
Agente d'approvisionnement niv.2
Tél : 514 280 0867

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Elie BOUSTANI
Chef de Section - Direction Acquisition
Tél : 514 838 4519
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19606

No du GDD : 1226164003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 10 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 3 - 11 - 2022

Ouverture faite le : 3 - 11 - 2022

Date du comité de sélection : 22 - 11 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 28 - 10 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 22

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 27,27

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
ARCHITECTURE EVOQ INC.	administratif
GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE &DESIGN INC	technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 2 - 2023

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 1 - 2 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.	1 778 490,79 $	√	
VLAN PAYSAGES INC.	1 674 036,00 $		
ROUSSEAU LEFEBVRE INC	1 780 387,88 $		
WSP CANADA INC	1 908 585,00 $		

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) carnet de commandes complet (manque de capacité); (1) ils ont du effectuer une sélection des projets en cours et ce projet n'a pas été retenu; (1) les exigences pour les SP et les projets comparables étaient trop élevées; (1) n'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres dans les délais; (1) envergure limité pour les services d'ingénierie et carnet de commande complet; (1) demande restirictive en raison des termes de références favorisaient les entreprises ayant des services intérgrés en génie et architecture de paysage; (1) trop de catégorie de personnel différents demandés et les addendas ne leur a pas permis de clarifier les différences entre bordereau et devis au niveau de l'équipe; (1) sous-traitant d'un soumissionnaire; aucune réponse de la part des autres preneurs de cahier de charge;

Préparé par : Diana Goropceanu Le 25 - 11 - 2022

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP22 0597

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 3 novembre 2022 à 13 h 30**

Sont présents : M. Henrico Jean Charles, analyste juridique
M. Simon Bélanger-Gagnon, préposé au soutien administratif
M. Abdenour Touabi, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 22-19606

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires

ARCHITECTURE EVOQ INC.

GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.
(GMAD)

PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.

ROUSSEAU LEFEBVRE INC.

VLAN PAYSAGES INC.[1]
(VLAN)

WSP CANADA INC.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 3 octobre 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Henrico Jean Charles
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19606
Numéro de référence : 1626993
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGENCE RELIEF DESIGN.CA INC. 5795 Ave. de Gaspé suite 114 Montréal, QC, H2s 2X3 http://www.reliefdesign.ca NEQ : 1166860560	Monsieur Jean-François Veilleux Téléphone : 514 750-3658 Télécopieur :	**Commande : (2096485)** 2022-10-03 15 h 36 **Transmission :** 2022-10-03 15 h 36	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ARCHITECTURE EVOQ INC. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4 https://evoqarchitecture.com NEQ : 1171481071	Monsieur Alfredo Diodati Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (2096518)** 2022-10-03 16 h 18 **Transmission :** 2022-10-03 16 h 18	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ATELIER CIVILITI INC. 5778 rue St-Andre Montréal, QC, H2S2K1 http://www.civiliti.com NEQ : 1170643176	Monsieur Peter Soland Téléphone : 514 402-9353 Télécopieur : 514 402-9353	**Commande : (2097066)** 2022-10-04 21 h 12 **Transmission :** 2022-10-04 21 h 12	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel

				3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (2098079)** 2022-10-06 16 h 32 **Transmission :** 2022-10-06 16 h 32	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Brodeur Frenette S.A. 1255, boulevard Robert-Bourrassa Suite 1204 Montréal, QC, H3B3W9 NEQ : 1171447106	Monsieur Marc-Olivier Deschamps Téléphone : 438 383-2265 Télécopieur :	**Commande : (2102560)** 2022-10-19 16 h 34 **Transmission :** 2022-10-19 16 h 34	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-19 16 h 34 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-19 16 h 34 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CATALYSE URBAINE INC. 1100 de Condé Montréal, QC, H3K 2E3 http://www.catalyseurbaine.com NEQ : 1162099494	Madame Juliette Patterson Téléphone : 514 934-6346 Télécopieur : 514 912-6346	**Commande : (2100082)** 2022-10-13 12 h 25 **Transmission :** 2022-10-13 15 h 02	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	CIMA+ S.E.N.C. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (2102644)** 2022-10-20 8 h 05 **Transmission :** 2022-10-20 8 h 05	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-20 8 h 05 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-20 8 h 05 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Wendy Klacko Téléphone : 514 789-1411 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (2096560)** 2022-10-03 22 h 13 **Transmission :** 2022-10-03 22 h 13	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DAOUST LESTAGE INC. 3575, Boul. St-Laurent Suite 710 Montréal, QC, H2X 2T7 NEQ : 1142632299	Madame Caroline Beaulieu Téléphone : 514 982-0877 Télécopieur : 514 982-0878	**Commande : (2101921)** 2022-10-18 14 h 38 **Transmission :** 2022-10-18 14 h 38	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 14 h 38 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 14 h 38 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 15 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FAHEY & ASSOCIÉS INC. 740 Notre-Dame Ouest Bureau 1501 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.fahey.ca NEQ : 1169583532	Monsieur Brian Fahey Téléphone : 514 939-9399 Télécopieur :	**Commande : (2098272)** 2022-10-07 10 h 12 **Transmission :** 2022-10-07 10 h 12	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement

				3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 15 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (2098202)** 2022-10-07 8 h 56 **Transmission :** 2022-10-07 8 h 56	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC. 1700-555 boul René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 http://www.gmad.ca NEQ : 1164690340	Monsieur Francois Lemay Téléphone : 514 904-2878 Télécopieur :	**Commande : (2096658)** 2022-10-04 9 h 20 **Transmission :** 2022-10-04 9 h 20	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2096484)** 2022-10-03 15 h 35 **Transmission :** 2022-10-03 15 h 35	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	LGT 130-1000 rte de l'Église Québec, QC, G1V 3V9 http://www.lgt.ws/ NEQ : 1171470132	Madame Nathalie Ruest Téléphone : 418 651-3001 Télécopieur :	**Commande : (2097335)** 2022-10-05 11 h 41 **Transmission :** 2022-10-05 11 h 41	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. 700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3 NEQ : 1172835382	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur :	**Commande : (2102887)** 2022-10-20 11 h 59 **Transmission :** 2022-10-20 11 h 59	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-20 11 h 59 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-20 11 h 59 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 59 - Téléchargement 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ROUSSEAU LEFEBVRE INC. 100 rue Tourangeau Est Laval, QC, H7G 1L1 http://www.rousseau-lefebvre.com NEQ : 1149485345	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 663-2145 Télécopieur :	**Commande : (2096920)** 2022-10-04 14 h 12 **Transmission :** 2022-10-04 14 h 12	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SID LEE ARCHITECTURE INC. 2050-1 Place Ville Marie Montréal, QC, H3B2C4 http://www.sidleearchitecture.com NEQ : 1165658882	Madame Maryse Gauthier Téléphone : 514 282-6834 Télécopieur :	**Commande : (2097205)** 2022-10-05 9 h 28 **Transmission :** 2022-10-05 9 h 28	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement

				3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (2098054)** 2022-10-06 15 h 51 **Transmission :** 2022-10-06 15 h 51	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société québecoise du Cannabis 7355, rue Notre-Dame Est Montréal, QC, H1N 3S7 NEQ :	Monsieur Pierre-Marc Fortier-Landry Téléphone : 514 379-5000 Télécopieur :	**Commande : (2099106)** 2022-10-11 15 h 05 **Transmission :** 2022-10-11 15 h 05	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	turquoise design inc. 4529 Rue Clark 300 Montréal, QC, H2T2T3 http://www.turquoisedesign.ca NEQ : 1173592172	Monsieur Gilles Hanicot Téléphone : 514 500-7514 Télécopieur :	**Commande : (2097735)** 2022-10-06 9 h 47 **Transmission :** 2022-10-06 9 h 47	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 54 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 54 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	VLAN PAYSAGES INC. 24, Mont-Royal Ouest Bur. 901.1 Montréal, QC, H2T2S2 http://www.vlanpaysages.ca NEQ : 1149354525	Madame Mira Haidar Téléphone : 514 399-9889 Télécopieur :	**Commande : (2102855)** 2022-10-20 11 h 32 **Transmission :** 2022-10-20 11 h 32	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-20 11 h 32 - Téléchargement 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-20 11 h 32 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 32 - Téléchargement

				3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h 01 - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 27 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 581 814-5981 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (2096692)** 2022-10-04 9 h 49 **Transmission :** 2022-10-04 9 h 49	3810930 - 22-19606 Addenda 1 (devis) 2022-10-18 9 h 53 - Courriel 3810931 - 22-19606 Addenda 1 (bordereau) 2022-10-18 9 h 53 - Téléchargement 3812171 - 22-19606 Addenda 2 2022-10-20 11 h 14 - Courriel 3814146 - 22-19606 Addenda 3 2022-10-25 11 h - Courriel 3816326 - 22-19606 Addenda 4 2022-10-28 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

22-19606 - Services professionnels en aménagement et en ingénierie pour la conception de divers projets d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE &DESIGN INC							54,5			Non conforme
PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.							79,2	1 778 490,79 $	0,73	1
WSP CANADA INC							72,0	1 908 585,00 $	0,64	4
ROUSSEAU LEFEBVRE INC							78,7	1 780 387,88 $	0,72	3
VLAN PAYSAGES INC.							71,0	1 674 036,00 $	0,72	2
Agent d'approvisionnement	**Diana Goropceanu**									

Comité	
Date	mardi 22-11-2022
Heure	10 h 00
Lieu	via google meet
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.19

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228781003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 000 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour son projet d'agrandissement et de déploiement, sous réserve de l'approbation, du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 1 000 000 $ à l'arrondissement de Ville-Marie. Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière. Approuver le projet de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière

D'offrir**,** en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ au lieu de L.R.Q., c. C-11.4), au conseil municipal de prendre en charge la gestion du contrat de contribution financière pour le projet d'agrandissement du Théâtre du Nouveau Monde;

D'approuver la convention, se terminant le 1er juin 2025, avec la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 1 000 000 $, sous réserve du respect de la réglementation d'urbanisme applicable et des permis émis;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-30 09:15

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228781003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 000 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour son projet d'agrandissement et de déploiement, sous réserve de l'approbation, du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 1 000 000 $ à l'arrondissement de Ville-Marie. Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière. Approuver le projet de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière

CONTENU

CONTEXTE

Le TNM à un carrefour de son histoire
Le TNM, situé au cœur du Quartier des spectacles, produit et diffuse les œuvres majeures des répertoires international et national, tout en accordant une place de choix à la création. Ce rôle, auquel il est resté fidèle depuis sa fondation en 1951, a pris une nouvelle ampleur au cours des dernières années, sous la direction dynamique et visionnaire de Lorraine Pintal, entrée en fonction à l'automne 1992. Le public y a rendez-vous avec les plus grands créateurs – metteurs en scène, concepteurs, interprètes – portés par leur vision contemporaine d'univers dramaturgiques très variés. L'évolution récente du TNM est marquée par le retour d'une certaine modernité théâtrale et un sens de la fête et de l'événement qui lui ont permis d'atteindre un très large public.

Force novatrice de l'économie créative de Montréal et du Québec, le TNM, fort de son brillant parcours, est à un carrefour de son histoire. Aujourd'hui, il doit agrandir son lieu pour maintenir les conditions d'innovation essentielles à son rôle d'institution théâtrale, pour accueillir davantage de projets artistiques de la relève et de la diversité et pour poursuivre le développement de ses activités sociales et communautaires. Il doit également renouveler ses équipements scéniques et numériques pour continuer d'offrir aux plus grands artistes d'ici et d'ailleurs un plateau à la fine pointe de la technologie.

Les retombées de ce projet, tant pour le public que pour les artistes, permettront au Théâtre du Nouveau Monde de poursuivre sa contribution à la vitalité culturelle, sociale et économique du Québec, de déployer sa vision d'avenir et de demeurer la grande institution théâtrale montréalaise que l'on connaît.

C'est dans cette perspective de soutien au projet de l'organisme, que le Service de la culture, en collaboration avec l'arrondissement de Ville-Marie, souhaite octroyer une contribution financière de 1 000 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour qu'elle réalise sa mission de diffusion culturelle, plus spécifiquement la réalisation de son projet d'agrandissement de ses infrastructure de création et de diffusion et ce au bénéfice de tous les Montréalais.

D'autre part le Service de la gestion et planification des immeubles SGPI a rédigé un projet de convention (sommaire décisionnel 1228290012) par lequel la Ville consent à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde, un droit réel d'usufruit sur une partie du lot 2 162 451 du cadastre du Québec, d'une superficie au sol de 162 m², composant la rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un projet d'agrandissement du théâtre, laquelle expirera le 30 novembre 2062, le tout sans contrepartie financière et selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit./ Retirer la partie du lot 2 162 451 du cadastre du Québec du registre du domaine public pour des fins de voirie afin de lui conférer un usage à des fins culturelles./ Fermer et retirer du domaine public la partie du lot 2 162 451 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, correspondant à l'usufruit. N/Réf. : 31H12-005-0370-12, mandat 18-0172-T

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE02 1927 - 6 novembre 2002 - d'accorder une contribution financière totale de 50 000 $ aux organismes culturels suivants, pour la promotion et la publicité de l'événement mentionné en regard de leur nom : Fondation du Théâtre du Nouveau Monde - Molière en plein air/Le Médecin malgré lui - 25 000 $
CE07 2053 - 11 décembre 2007 - d'accorder un soutien financier spécial et non récurrent de 10 000 $ au Théâtre du Nouveau Monde (TNM) dans le cadre de l'événement anniversaire Arlecchino de Goldoni

CE08 2098 - 19 novembre 2008 - d'accorder un soutien financier totalisant 48 256 $ aux organismes culturels ci-après, au montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la mise en oeuvre des activités du Forum sur les équipements culturels : La Fondation du Théâtre du Nouveau monde 25 000 $

CE10 1283 - 11 août 2010 - d'accorder un soutien financier spécial non récurrent de 10 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour l'accueil du spectacle *Trilogia della villeggiatura* de Carlo Goldoni du Piccolo Teatro de Milan, du 22 au 26 septembre 2010, en collaboration avec la Place des Arts

DESCRIPTION

Pour continuer d'être ce formidable véhicule de création qui anime l'esprit des créateurs du théâtre, pour mettre en valeur ses racines tout en se propulsant dans l'avenir, le TNM a donc développé un projet d'agrandissement et de déploiement visant à faire de son lieu une force novatrice de l'économie créative de Montréal, autour de 5 axes :
--- **L'excellence**, en dotant Montréal et le Québec d'un théâtre de niveau international au même titre que L'Odéon en France, le Piccolo en Italie ou et le Royal Shakespeare au Royaume-Uni.

--- **La créativité émergente**, en soutenant une des plus importantes plateformes d'expérimentation théâtrale pour nos jeunes créateurs.

--- **Les technologies et l'innovatio**n, en faisant du TNM « le plus technologique des théâtres » afin qu'il poursuive son ascension grâce à sa compétitivité et sa capacité d'innovation.

--- **La responsabilité sociale**, en participant à ses objectifs d'accès au théâtre au plus grand nombre, de tous âges et de tous horizons, en passant par l'intégration de technologies responsables visant à obtenir une certification LEED.

--- **La pérennité**, en célébrant une organisation de 70 ans et ce qu'elle représente pour la vie culturelle de Montréal, du Québec et du Canada, pour aujourd'hui et pour demain.

Offrir un lieu à la hauteur de son public et de ses partenaires

L'expérience TNM démultipliée : projet tourné en priorité vers le public, la revitalisation des espaces d'accueil est au centre des préoccupations. Ainsi, le HALL, un des espaces les plus importants du théâtre, est rapidement bondé et bruyant, notamment lors des entrées en salle. La fluidité des circulations sera améliorée, ainsi que l'accès universel, l'acoustique, la superficie et l'ouverture sur la rue. La BILLETTERIE sera relocalisée pour dégager le hall. Les FOYERS existants seront dégagés, leurs accès rendus universels et des salles de bains adaptées. Un nouvel accès à l'étage paradis sera créé, ainsi qu'un nouveau foyer avec bar desservi par un ascenseur à l'étage balcon. Cet espace largement vitré sur la rue Saint-Urbain offrira des vues aux usagers et animera le quartier en retour. Une nouvelle SALLE CORPORATIVE multifonctionnelle accueillera des événements variés, par exemple avant certaines représentations, et pourra être louée à des tiers permettant de nouveaux revenus autonomes.

Un lieu de création renouvelé : l'évolution des productions et des projets artistiques futurs du TNM rend les installations actuelles insuffisantes. L'intégration de nouvelles technologies dans les spectacles, les équipements scéniques en évolution, les efforts de récupération, l'enchaînement intensif des productions, le rangement temporaire des décors et des costumes de spectacles en tournée nécessitent des espaces d'entreposage renouvelés.

Plus qu'une 2e salle de répétition, La nouvelle salle Réjean Ducharme, grâce à sa dimension intime, à sa géométrie variable, à son caractère convivial et invitant, permettra une grande sociabilité et des échanges à l'échelle humaine, poursuivra une vocation artistique à quatre volets:

- Un espace de création et de diffusion aÌ caractère expérimental et un terreau fertile d'innovation théâtrale par l'intégration de projets numériques, voire de cinétique ou d'intelligence artificielle et ce, également comme laboratoire de recherche et d'expérimentation nécessaires à la réalisation des productions de la saison régulière du TNM.

- Un lieu ouvert aux artistes émergents et aux compagnies sans domicile fixe et favorisant l'inclusion des artistes issus de la diversité et des peuples autochtones reconnus pour leurs pratiques innovantes.

- Un carrefour de rencontre entre la création québécoise et les compagnies francophones hors Québec et du monde entier.

- Un atelier de formation et d'accueil de stagiaires.

JUSTIFICATION

Dans le portrait composite du Quartier des spectacles, 25 ans après les dernières rénovations majeures de son bâtiment qui fêtait en 2012 son 100e anniversaire de construction, le TNM propose de redessiner son image architecturale dans le nouveau contexte urbain axé sur la culture ainsi que la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Afin de conserver sa place d'institution phare du milieu théâtral québécois, le TNM veut faire

du développement durable un axe stratégique essentiel à sa culture d'entreprise. C'est pourquoi les meilleures pratiques de construction et d'aménagement correspondants aux principes LEED sont incorporées au projet d'agrandissement. On note tout particulièrement les 2 terrasses vertes visant à contrer l'effet d'Îlot de chaleur, la récupération et le choix de matières écologiques ainsi que la mise en place d'équipement électromécanique permettant un meilleur rendement énergétique

Priorité inclusion sociale - En collaboration avec le Groupe des onze et neuf organismes communautaires montréalais, le TNM a participé au Laboratoire Culture Inclusive « Exeko », un laboratoire de recherche-action d'une durée de trois ans, sous le patronage de la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) dont l'issue a été en 2020, le dévoilement d'une charte d'accessibilité culturelle. Cette charte a permis d'identifier les meilleures pratiques d'accessibilité et d'inclusion dans les milieux institutionnels de la culture et comporte des directives stratégiques et des recommandations pratiques qui seront appliquées au TNM.
Le projet incorpore une 2e salle de répétition, salle Réjean-Ducharme, permettant d'accueillir le développement de la relève, notamment pour favoriser l'accès à la scène à tous les groupes d'âge et de culture. Dans cette même perspective, la salle sera aussi un lieu de captation adapté afin d'assurer un accès accru via webdiffusion. D'ailleurs, plus de 800 professeurs ont eu accès gratuitement aux captations du TNM afin d'exposer leurs élèves à des créations québécoises pendant la pandémie. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sera par ailleurs facilitée par une nouvelle rampe d'accès intérieure, un hall plus spacieux et des toilettes facilement accessibles.

Ce lieu permettra de bonifier l'offre d'activités de médiation culturelle déjà enviable notons : Les laboratoires ouverts sur la diversité, Les Beaux entretiens, les conférences thématiques, le Cercle des abonnés, les Lundis du TNM, le Lab Culture Inclusive, Ma Fenêtre sur le théâtre, et autres projets de médiation culturelle avec Autisme sans limites, Théâtre aphasique et L'Institut universitaire en santé mentale de Montréal.

Le projet s'inscrit dans un contexte où il est impératif de poser des actions concrètes pour favoriser la relance du centre- ville.

- le TNM est un levier économique qui rayonne bien au-delà de ses murs
- Pôle attractif du Quartier des spectacle qui s'inscrit dans le nouveau circuit de Montréal en histoire dès janvier prochain
- Les activités théâtrales demeurent offertes au public pendant la période de construction

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Versement d'une contribution financière totale de 1 millions (1 000 000.$) $ provenant du budget du Service de la culture de la ville de Montréal.
La dépense est prévue à même les budgets 2022- 2023 du Service de la culture de la Ville.
Cette contribution financière sera versée selon les termes établis à la convention à être conclue entre la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde et l'arrondissement de Ville-Marie,

Le dossier est sans incidence sur le cadre financier de 2022-2023

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030 (Grille d'analyse mise en annexe), plus précisément des engagements pour la démocratie et la participation citoyenne, l'accès et l'inclusion de même que la créativité et l'innovation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet d'agrandissement du Théâtre du Nouveau Monde aura pour effet de consolider une offre de création théâtrale unique au coeur du Quartier des Spectacles tout en préservant l'héritage architectural d'un bâtiment centenaire dans un environnement urbain en profonde mutation

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il est peu probable que le contexte de la COVID-19 actuel ait un impact sur la capacité de l'organisme à réaliser son projet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme fera état de la participation de l'Arrondissement de Ville-Marie et de la Ville conformément aux obligations contenues dans le protocole de visibilité en annexe de la convention de contribution financière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 6 décembre 2022: présentation au Conseil d'arrondissement
- 7 décembre présentation au comité exécutif pour acceptation de l'entente de gestion en vertu de l'article 85
- 19 décembre présentation au Conseil municipal
- Décembre 2022 premier virement de crédit à l'arrondissement Ville-Marie
- Mars 2023 second et dernier virement de crédit à l'arrondissement Ville-Marie
- fin de l'entente 1 juin 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valerie BEAULIEU, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-24

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228781003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 000 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour son projet d'agrandissement et de déploiement, sous réserve de l'approbation, du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 1 000 000 $ à l'arrondissement de Ville-Marie. Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière. Approuver le projet de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière

Convention VdeM-TNM signéLP.pdfGrille_danalyse_Montreal_2030_GDD_1228781002.pdf
[pièce jointe "Courriel Ville de Montréal - Délégation de pouvoirs - Valérie Beaulieu, directrice du Service de la culture - le 28 novembre 2022.pdf" supprimée par Bruno JOBIN/MONTREAL]

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement CA-24009;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA FONDATION DU THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE,** personne morale légalement constituée selon la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*, ayant sa principale place d'affaires au 84, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal, Québec H2X 1Z6, agissant et représentée aux présentes par madame Lorraine Pintal, directrice artistique et générale, en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée le 5 février 2014;

Numéro d'inscription TPS :10293 4072 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1000424141
Numéro d'inscription d'organisme de charité 10293 4072 RR0001

Ci-après, appelé l'«**Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur culturel et qu'à cette fin il gère une salle de spectacle, produit et diffuse des œuvres théâtrales.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Madame Maryse Bouchard Directrice ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social – Arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer, directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient

exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 mars de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 1er juin 2025, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables

et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente

Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale d'un million dollars (1 000 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2022 :

5.2.1.1 une somme maximale de cinq cent mille dollars (500 000 $) dans les trente jours suivant la signature de la présente convention par chacune des parties.

5.2.2 Pour l'année 2023:

5.2.2.1 une somme maximale de quatre cent mille dollars (400 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par la Directrice d'une confirmation écrite émise par l'architecte du Projet attestant qu'au moins soixante pourcent (60 %) des travaux décrits à l'Annexe 1 ont été complétés selon les lois et la réglementation en vigueur;

5.2.3 Pour l'année 2024:

5.2.3.1 le solde de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par la Directrice d'un état des coûts finaux de projet vérifiés.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

9.1 La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1 juin 2025.

9.2 Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

11.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les,

« **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

11.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 84, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QuébecH2X 1Z6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice artistique et générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Monsieur Fredy Alzate Posada,
Secrétaire d'arrondissement,

Le .....23e jour de .....novembre..... 2022

LA FONDATION DU THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE

Par : _____
Madame Lorraine Pintal, Directrice artistique et générale

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'Arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……20__ (Résolution CA ……..).

ANNEXE 1

PROJET

Présentation du projet d'agrandissement et de déploiement du Théâtre du Nouveau Monde

Historique, problématique et justification de la demande :

Depuis plus de soixante-dix ans, le TNM produit et diffuse les œuvres majeures du répertoire national et international tout en accordant une place de choix à la création. Il crée six productions par année, rayonne autant sur la scène nationale qu'internationale et a accueilli plus de sept millions de spectateurs depuis sa fondation en 1951.

En 1996-1997, avec sa revitalisation qui lui a permis de regrouper sous un même toit ses fonctions de création, de diffusion et d'administration, le TNM a fortement ancré sa mission de Théâtre de tous les classiques, ceux d'hier et de demain sur la rue Sainte-Catherine au cœur du Quartier des spectacles de Montréal, un des pôles névralgiques de la métropole en matière de création, de savoir et d'innovation.

Dans la foulée des rêves des fondateurs et des directions artistiques précédentes, toutes les équipes se sont mobilisées pour soutenir l'évolution des productions et des événements qui prennent forme dans l'imaginaire foisonnant des créateurs et des artisans. Leur augmentation en nombre et en calibre « nos équipes travaillent maintenant sur 12 productions en même temps » nous oblige désormais à louer à l'extérieur des salles pour répéter et créer, grevant d'autant nos budgets de production déjà fortement sollicités. Nos ateliers de création doivent être adaptés pour les travailleurs de la culture.

À cela s'est jumelée la mise en œuvre d'initiatives culturelles mobilisatrices au sein du Quartier des spectacles. À la suite du Sommet de Montréal 2002 qui positionnait Montréal comme une véritable métropole culturelle, la création de différents organismes s'est concrétisée, tels le Partenariat du Quartier des Spectacles et la Vitrine culturelle. Des projets comme la Place des Festivals, la Maison du Jazz, la Maison Symphonique, la SAT, le 2-22, la Maison du développement durable ainsi que la rénovation du MAC et de l'édifice Wilder réaffirment l'importance qu'accorde Montréal à sa culture et ses événements populaires incontournables.

Dès lors, comment le TNM, moteur économique créateur d'emploi et incubateur de grands talents, pouvait-il offrir au public une expérience toujours renouvelée et rassembleuse ? Dans ce portrait composite du Quartier des spectacles, 25 ans après les dernières rénovations majeures de son bâtiment qui fêtait en 2012 son 100^{e} anniversaire de construction, le TNM se trouvait devant la nécessité de redessiner son image architecturale

dans le nouveau contexte urbain axé sur la culture ainsi que la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine.

Pour continuer d'être ce formidable véhicule de création qui anime l'esprit des créateurs du théâtre, pour mettre en valeur ses racines tout en se propulsant dans l'avenir, le TNM a donc développé ce projet d'agrandissement et de déploiement visant à faire de son lieu une force novatrice de l'économie créative de Montréal, autour de 5 axes :

--- L'EXCELLENCE, en dotant Montréal et le Québec d'un théâtre de niveau international au même titre que L'Odéon en France, le Piccolo en Italie ou et le Royal Shakespeare au Royaume-Uni.

--- LA CRÉATIVITÉ ÉMERGENTE, en soutenant une des plus importantes plateformes d'expérimentation théâtrale pour nos jeunes créateurs.

--- LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION, en faisant du TNM « le plus technologique des théâtres » afin qu'il poursuive son ascension grâce à sa compétitivité et sa capacité d'innovation.

--- LA RESPONSABILITÉ SOCIALE, en participant à ses objectifs d'accès au théâtre au plus grand nombre, de tous âges et de tous horizons, en passant par l'intégration de technologies responsables visant à obtenir une certification LEED.

--- LA PÉRENNITÉ, en célébrant une organisation de 70 ans et ce qu'elle représente pour la vie culturelle de Montréal, du Québec et du Canada, pour aujourd'hui et pour demain.

Interventions

OFFRIR UN LIEU À LA HAUTEUR DE SON PUBLIC ET DE SES PARTENAIRES

L'EXPÉRIENCE TNM DÉMULTIPLIÉE : projet tourné en priorité vers le public, la revitalisation des espaces d'accueil est au centre des préoccupations. Ainsi, le HALL, un des espaces les plus importants du théâtre, est rapidement bondé et bruyant, notamment lors des entrées en salle. La fluidité des circulations sera améliorée, ainsi que l'accès universel, l'acoustique, la superficie et l'ouverture sur la rue. La BILLETTERIE sera relocalisée pour dégager le hall. Les FOYERS existants seront dégagés, leurs accès rendus universels et des salles de bains adaptées. Un nouvel accès à l'étage paradis sera créé, ainsi qu'un nouveau foyer avec bar desservi par un ascenseur à l'étage balcon. Cet espace largement vitré sur la rue Saint-Urbain offrira des vues aux usagers et animera le quartier en retour. Une nouvelle SALLE CORPORATIVE multifonctionnelle accueillera des événements variés, par exemple avant certaines représentations, et pourra être louée à des tiers permettant de nouveaux revenus autonomes.

UN LIEU DE CRÉATION RENOUVELÉ : l'évolution des productions et des projets artistiques futurs du TNM rend les installations actuelles insuffisantes. L'intégration de nouvelles technologies dans les spectacles, les équipements scéniques en évolution, les efforts de récupération, l'enchaînement intensif des productions, le rangement temporaire des décors

et des costumes de spectacles en tournée nécessitent des espaces d'entreposage renouvelés.

Plus qu'une 2e salle de répétition, La NOUVELLE SALLE RÉJEAN-DUCHARME, grâce à sa dimension intime, à sa géométrie variable, à son caractère convivial et invitant, permettra une grande sociabilité et des échanges à échelle humaine, poursuivra une vocation artistique à quatre volets:

- Un espace de création et de diffusion à caractère expérimental et un terreau fertile d'innovation théâtrale par l'intégration de projets numériques, voire de cinétique ou d'intelligence artificielle et ce, également comme laboratoire de recherche et d'expérimentation nécessaires à la réalisation des productions de la saison régulière du TNM.
- Un lieu ouvert aux artistes émergents et aux compagnies sans domicile fixe et favorisant l'inclusion des artistes issus de la diversité et des peuples autochtones reconnus pour leur pratique innovante.
- Un carrefour de rencontre entre la création québécoise et les compagnies francophones hors Québec et du monde entier.
- Un atelier de formation et d'accueil de stagiaires.

En plus des éléments mentionnés ci-haut s'ajouteront certains critères de design, dont l'intégration au contexte particulier du Quartier des spectacles, de la place des Festivals, de l'Esplanade Tranquille et autres lieux urbains à proximité qui composent l'identité de ce quartier si stratégique à la vie culturelle de notre métropole.

Théâtre du Nouveau Monde
Projet de revitalisation et de déploiement du TNM

Après 15 ans de représentation et à temps pour le 70e anniversaire du TNM, le montage financier du projet de revitalisation ***''Déployer le Nouveau Monde''*** était officiellement bouclé en janvier 2020, avec un budget de 20,9 M$ allant comme suit :

Ministère de la Culture et des Communications	11,9 M$
Patrimoine canadien	4,0 M$
Ville de Montréal	1,0 M$
TNM (campagne de financement)	4,0 M$
	20,9 M$

Patrimoine canadien qui participait à hauteur de 4 M$ au projet, a été sollicité pour augmenter sa participation de 2 M$ afin de pallier le retard dans la campagne de collecte de fonds du TNM en temps de pandémie, acceptant de porter sa contribution à 6 M$.

Depuis ce temps, les professionnels ont élaboré les plans et devis de la Phase 2 des travaux en respect du concept architectural et des requis du projet, lequel a pour objectif de poursuivre l'audace et le dynamisme de notre grande institution théâtrale au service des artistes et du public montréalais et québécois. Rappelons que la Phase 2 est constituée de l'enveloppe extérieure, des aires d'accueil et de service ainsi que des salles de répétition et de création, dont la salle Réjean-Ducharme qui accueillera des artistes émergents de tous les horizons.

Le TNM très au fait de la situation du marché de la construction, s'attendait à une hausse significative des coûts pour la seconde phase, avait fait part de ses inquiétudes au MCC, également conscient de la surchauffe du marché de la construction.

En avril 2022, les 15 soumissions déposées pour la Phase 2 (représentant plus de 90 % du projet) affichaient un dépassement moyen de 125 % vs les budgets par lots.

Par ailleurs, les frais de contingences de construction (793 k$) de financement (202 k$) ont été augmentés pour refléter la hausse des coûts de la Phase 2 (15 %) et des taux d'intérêt du marché en hausse (5 %).

Le budget révisé à 31,5 M$ requérait maintenant un financement additionnel de 10,6 M$.

Le MCC nous a heureusement confirmé un apport supplémentaire de 6 M$ apportant sa part de financement à 17,9 M$ et venant ainsi nous donner espoir de pouvoir combler les 4,6 M$ manquants.

Sommaire du Financement		
Apports confirmés		
	Patrimoine Canada	6 000 000 $
	Ville de Montréal	1 000 000 $
	Ministère de la culture et des communications	17 900 000 $
	TNM - Campagne dont 0,6M$ à encaisser	2 000 000 $
		26 900 000 $
Apports à confirmer		
	Patrimoine Canada / Fédéral / Autres	2 600 000 $
	TNM - Campagne	2 000 000 $
		4 600 000 $
Total		31 500 000 $

Outre son apport de 1 M$, notons que la Ville de Montréal a fait don au TNM d'une parcelle de terrain limitrophe à la rue Saint-Urbain, permettant de réaliser dans l'intégrité, les plans des architectes Saucier + Perrotte.

Une demande de financement à Infrastructure Canada a été présentée pour un apport supplémentaire du fédéral. Finalement, le TNM compte toujours maintenir son objectif de financement privé à 4 M$, soit l'objectif initial avant que la pandémie frappe de plein fouet.

Avec soumission en mains et avec les actions de réduction de coût ciblée, il nous apparaissait inopportun de retarder le projet à cette étape.

Le conseil d'administration du TNM s'est donc réuni d'urgence le 17 mai et a pris la décision d'aller de l'avant et d'autoriser la confirmation des soumissions avant le terme d'engagements des entrepreneurs. Le conseil d'administration a pris ce risque, car il croit en ce projet pour un TNM plus accueillant et performant, ouvert sur la communauté et situé au cœur du Quartier des Spectacles qui se veut aussi un moteur de relance pour l'écho système du centre-ville de Montréal.

Lorraine Pintal
Directrice artistique et générale

THÉÂTRE DU NOUVEAU MONDE

Saucier + Perrotte architectes

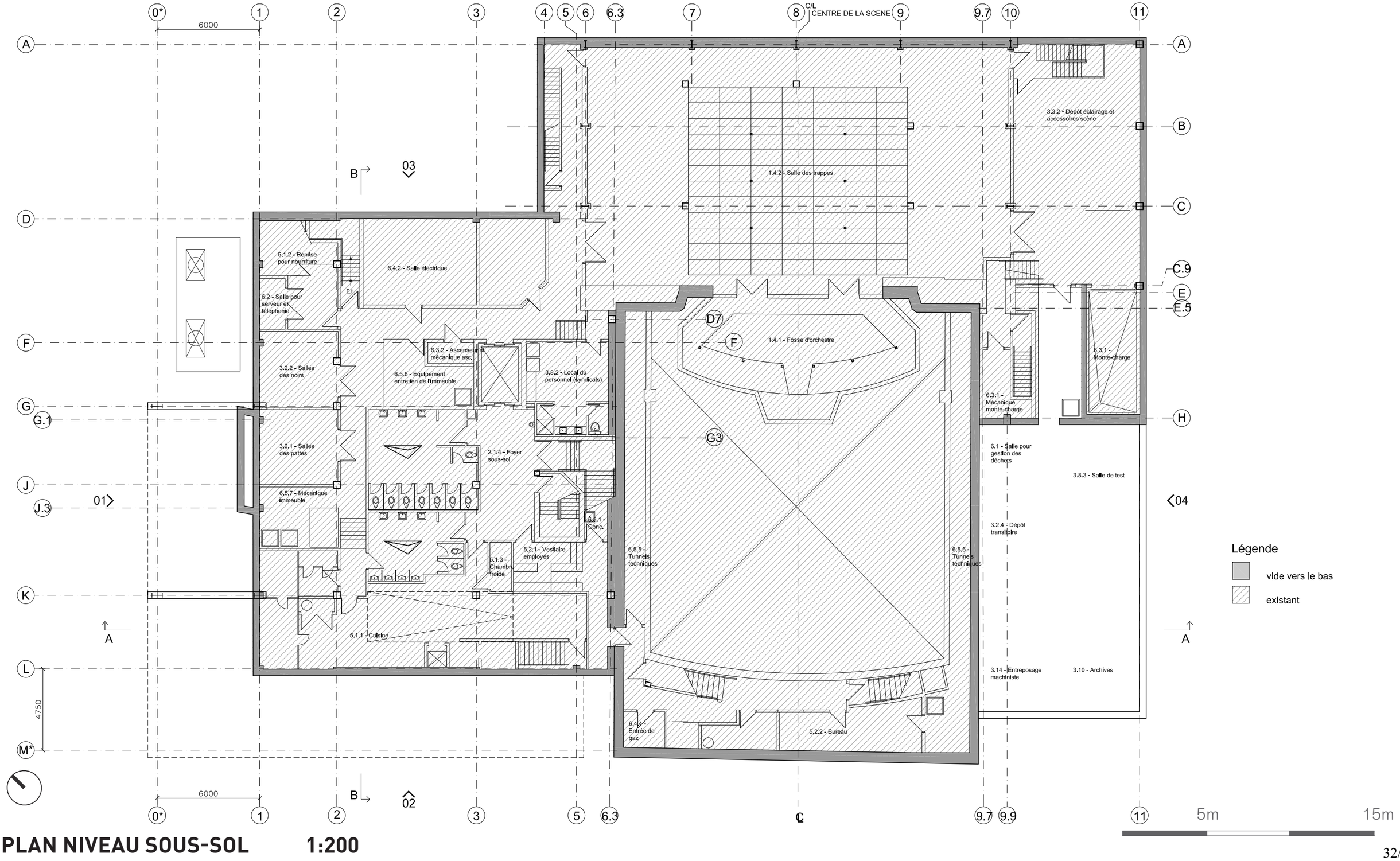
Un théâtre ...
est aussi un lieu public
de rencontres et
d'échanges sociaux.
C'est un lieu de partage
dont l'activité théâtrale
n'est proprement plus l'unique
essence mais aussi le prétexte;
et dont la théâtralité dépasse
les frontières de la scène ...



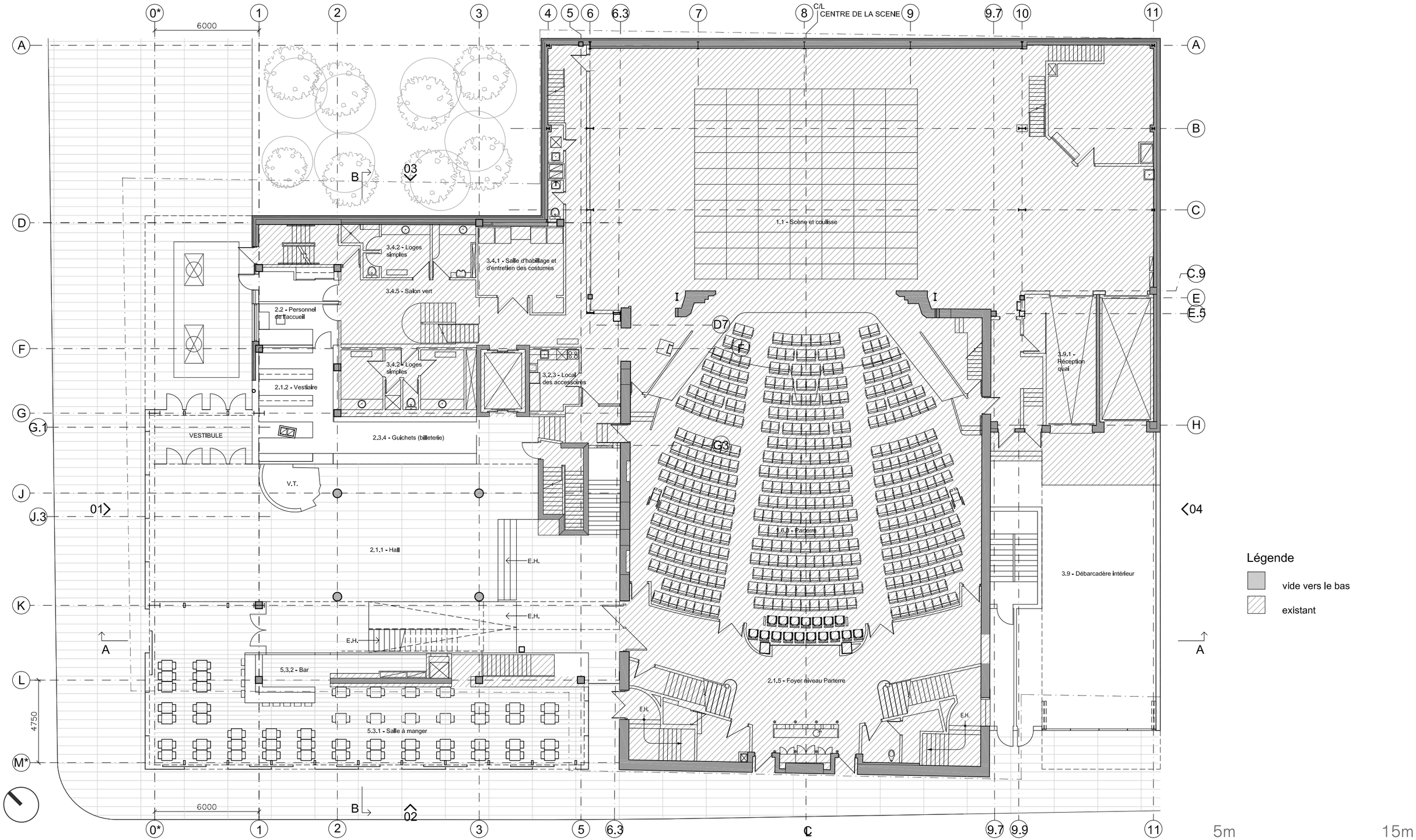
PLAN D'IMPLANTATION



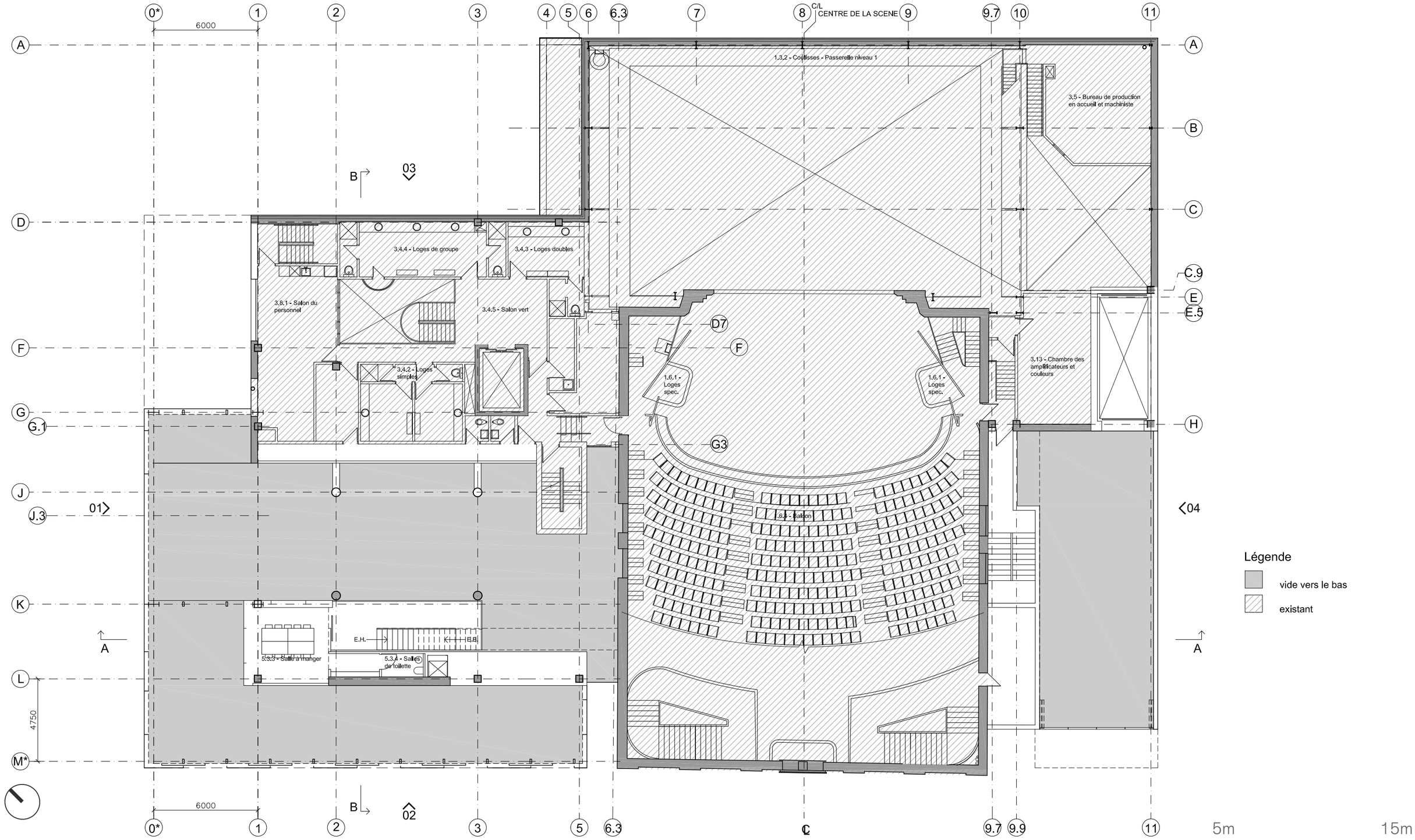
VUE DEPUIS L'INTERSECTION SAINTE-CATHERINE / SAINT-URBAIN - JOUR



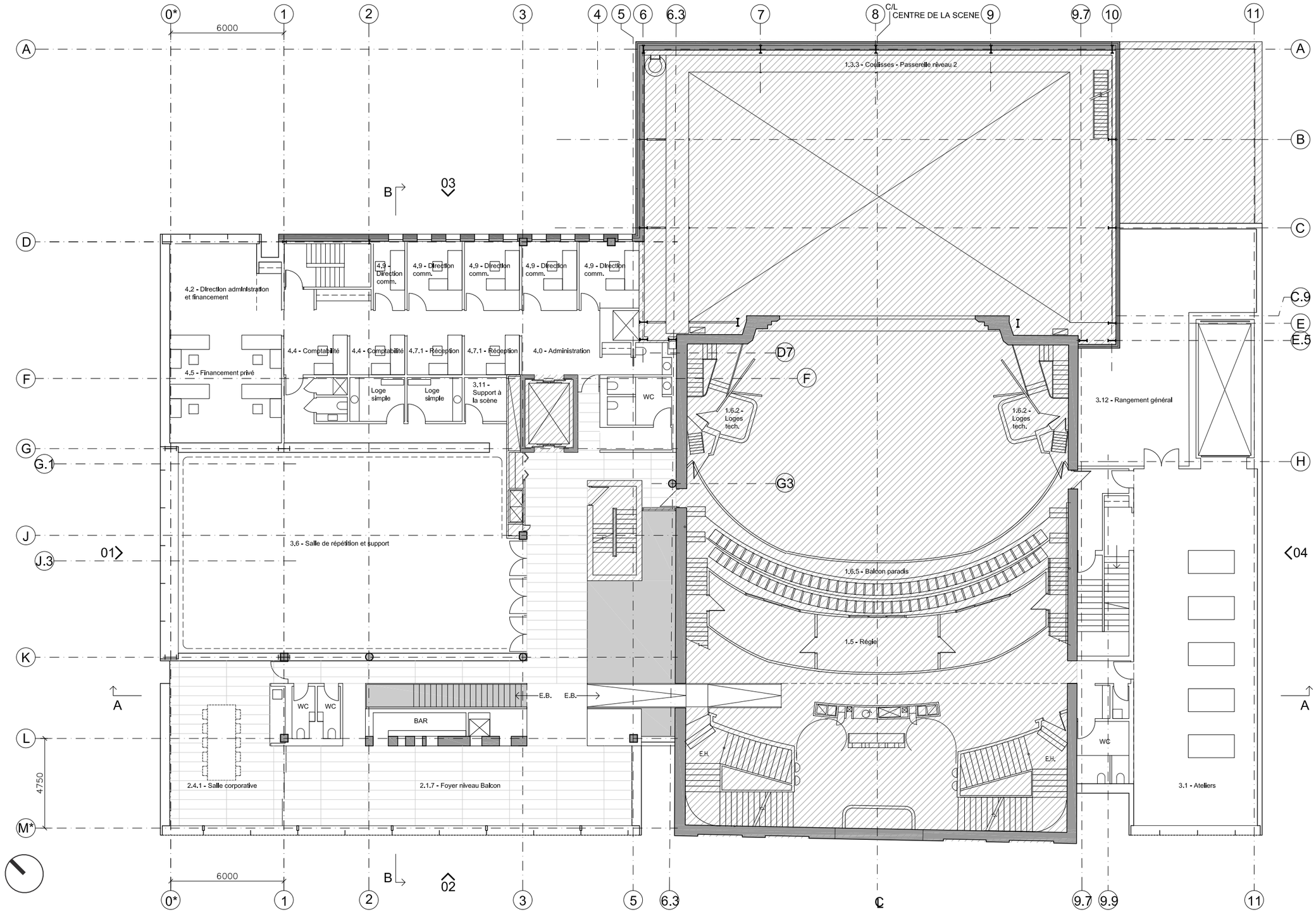
PLAN NIVEAU SOUS-SOL 1:200



PLAN NIVEAU REZ-DE-CHAUSSÉE



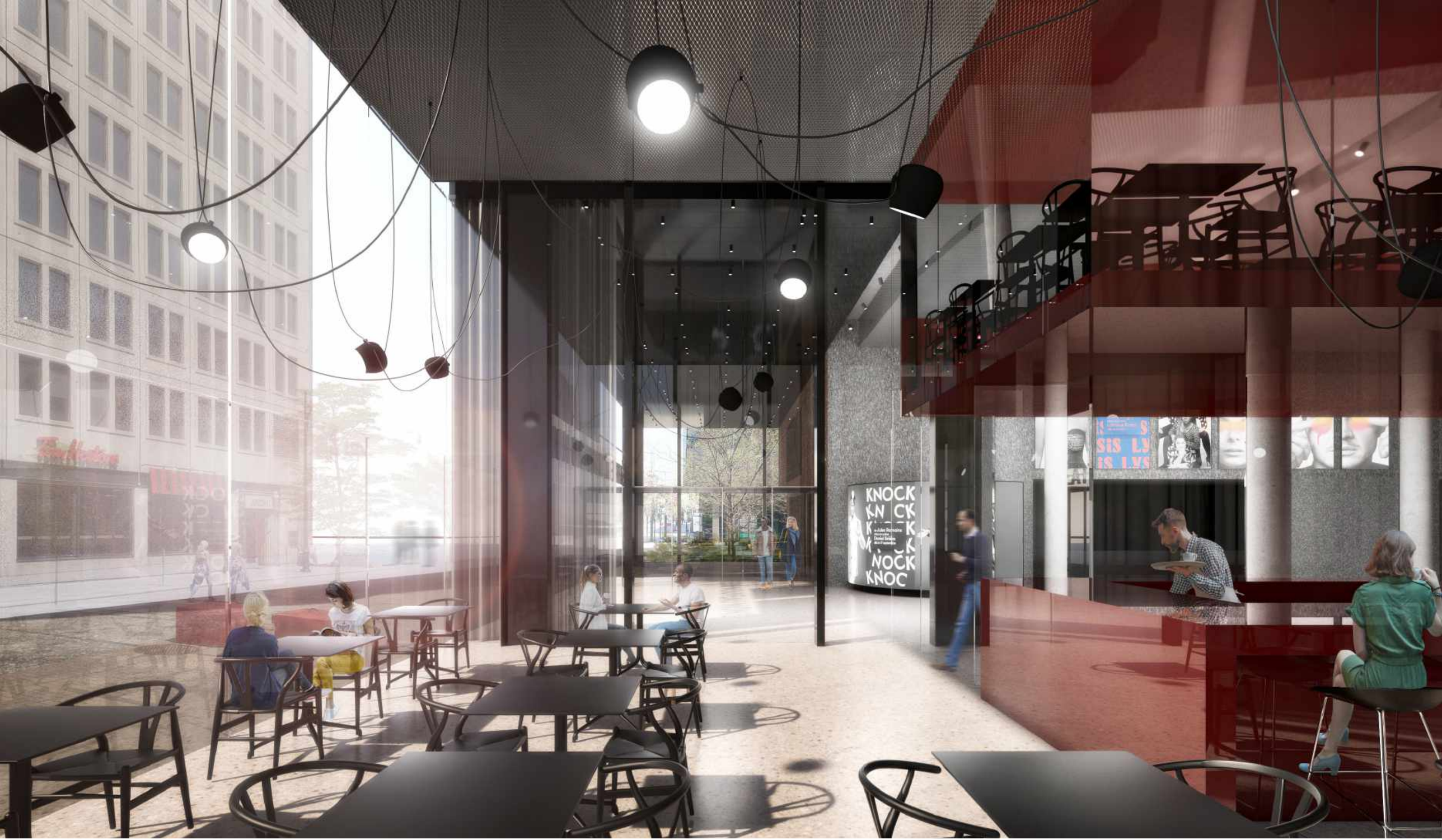
PLAN NIVEAU MEZZANINE



PLAN NIVEAU BALCON



VUE DU HALL DEPUIS L'ENTRÉE



VUE DEPUIS LE RESTAURANT



VUE DU FOYER BALCON



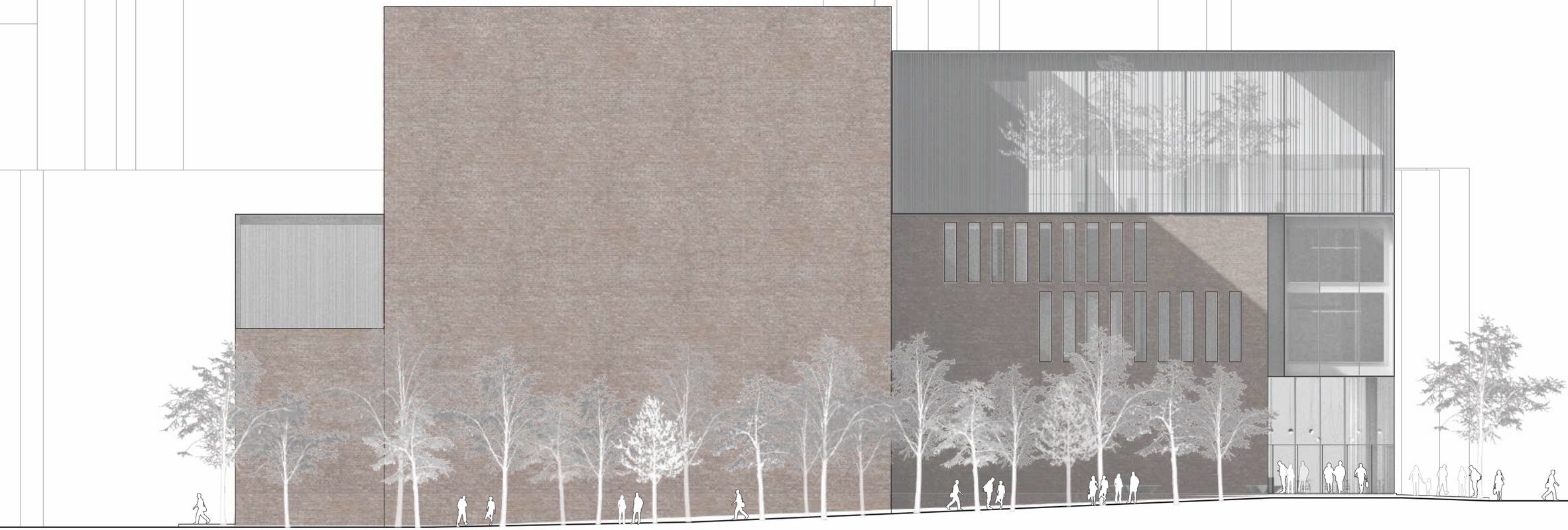
ÉLÉVATION RUE SAINTE-CATHERINE

5m 15m



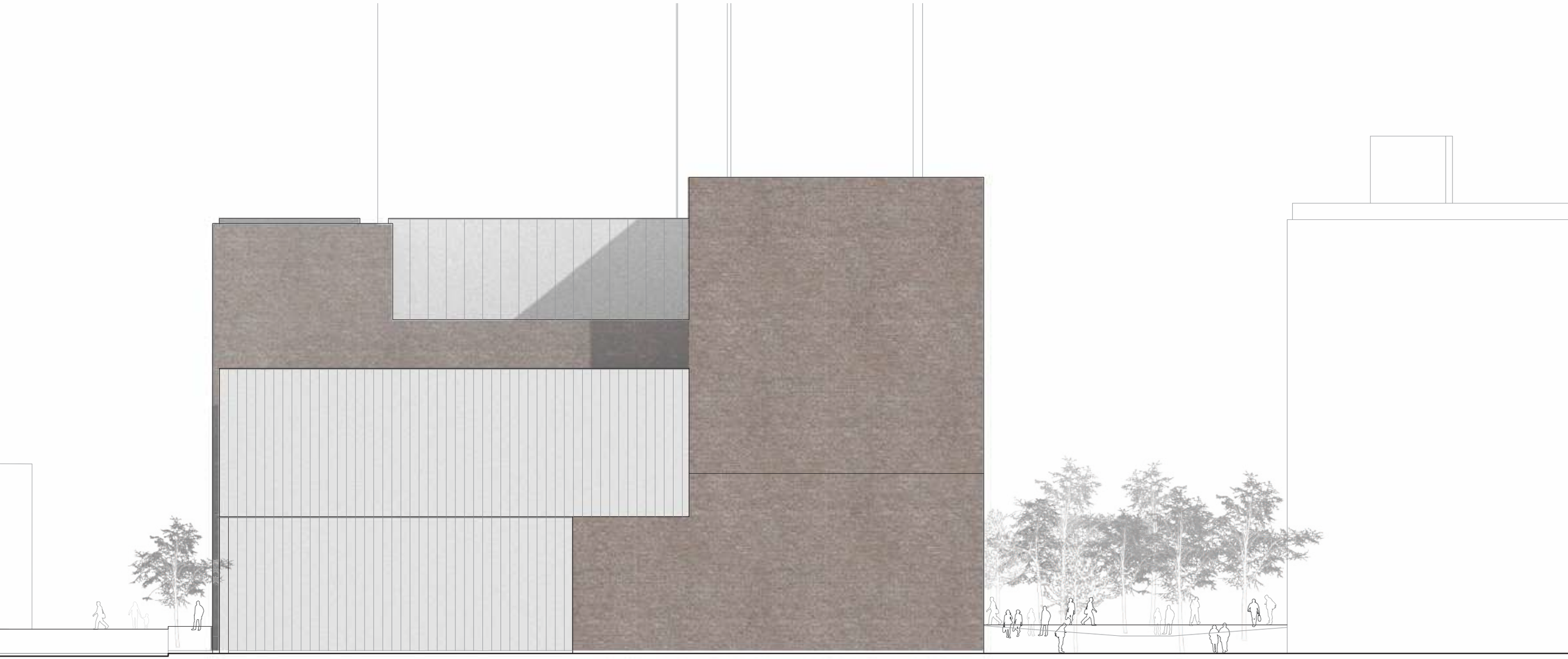
5m 15m

ÉLÉVATION RUE SAINT-URBAIN



5m 15m

ÉLÉVATION EST



5m 15m

ÉLÉVATION SUD

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À L'INTENTION DES ORGANISMES ET DES ARTISTES FINANCÉS PAR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Entrée en vigueur : février 2022

Ville-Marie
Montréal

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».

2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



2.1.2.1 Normes graphiques

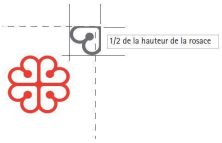
- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

    - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
    - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
    - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).

- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il-y-a-lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : Sommaire décisionnel no *1228781002*

Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : *Contribution financière projet d'agrandissement du Théâtre du Nouveau monde*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

19. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

. Soutenir de nombreux artistes, créateurs et travailleurs culturels.
Contribuer au soutien d'espaces de création et de diffusion polyvalents.
Favoriser la participation du milieu culturel au développement de la métropole.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228781003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 000 000 $ à la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde pour son projet d'agrandissement et de déploiement, sous réserve de l'approbation, du Comité exécutif d'autoriser un virement budgétaire provenant du Service de la culture de 1 000 000 $ à l'arrondissement de Ville-Marie. Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), la prise en charge de la gestion et l'application de cette convention de contribution financière. Approuver le projet de convention entre l'arrondissement de Ville-Marie et la Fondation du Théâtre du Nouveau Monde établissant les modalités et conditions de versements de cette contribution financière

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

La dépense est entièrement prévue à même les budgets 2022- 2023 du Service de la culture.

Le Service de la culture effectuera un virement budgétaire vers l'arrondissement Ville-Marie selon les modalités de virement décrites au présent dossier.

L'imputation de Ville-Marie pour le virement de crédits en provenance du Service de la culture est la suivante:

2438.0010000.306121.07289.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000

Ce dossier n'a donc aucun impact sur le budget de l'arrondissement Ville-Marie.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services

administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.20

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1224105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 84 685,50 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du programme « activités physiques et de loisirs »;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 84 685,50 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 14:27

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224105005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 84 685,50 $

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre récréatif Poupart inc., reconnu comme étant un milieu significatif auprès de sa clientèle, oeuvre dans un milieu socio démographique ayant un indice de défavorisation élevé. Par sa mission, l'organisme offre un milieu de vie de qualité, favorable et inclusif pour tous les enfants, parents et adultes de Sainte-Marie en favorisant la mise en action et l'implication personnelle et sociale des ses membres.
Afin d'assurer un service accessible et de qualité, l'Arrondissement, par l'entremise d'une convention de contribution, soutient l'organisme dans la réalisation d'activités culturelles, sportives et de loisirs auprès des jeunes âgés de 6 et 17 ans.
Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention d'une durée d'un an se terminant le 31 décembre 2023 et l'octroi d'une contribution financière de 84 685,50 $ pour le programme « Activités physiques et de loisirs ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240494 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 82 620 $

DESCRIPTION

Pour 2023, l'organisme offrira des activités de loisirs et sportives auprès de sa clientèle dans les locaux du Centre récréatif Poupart, situé au 2421 rue La Fontaine, au chalet du parc Olivier-Robert et à l'école primaire Champlain.
Une programmation d'activités de loisirs gratuites aura comme objectif, dans un contexte ludique et récréatif, d'enrichir différentes sphères du développement de l'enfant, tel que le respect, la collaboration, l'écoute, la maîtrise de soi, les compétences au niveau de la nutrition, la persévérance scolaire, etc.

JUSTIFICATION

Par sa contribution financière, l'arrondissement de Ville-Marie désire offrir aux jeunes fréquentant l'organisme un milieu de vie qui favorise une saine intégration sociale en

participant entre autres à l'amélioration de leur condition de vie. Pour se faire, l'organisme mobilise ces derniers autour d'une offre de service variée, structurée, de qualité, sécuritaire et accessible tout en accordant une attention particulière aux besoins des familles plus vulnérables de son milieu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2023, l'Arrondissement a bonifié la contribution financière de l'organisme de 2,5 % par rapport à celle octroyée en 2022.
Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 84 685,50 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties :

- Programme "activités physiques et de loisirs" : 84 685,50 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'évaluation en pièce jointe de ce dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Centre récréatif Poupart inc. représente un acteur significatif dans son milieu. Il entretient une relation de proximité avec les jeunes. Il constitue un milieu de vie et un espace de rassemblement pour les jeunes du quartier. En participant aux différentes activités de loisirs proposées, ces jeunes expérimentent et vivent l'amélioration de leur cadre de vie individuel et social. L'absence de contribution financière de l'Arrondissement aurait des répercussions au niveau de l'offre de services offerte par l'organisme.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'Organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur leur site Internet et leur page Facebook. De plus, les activités de l'organisme figurent dans les outils de promotion et sur le site Internet de l'arrondissement de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;

- Réalisation et évaluation de l'offre de service;
- Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'organisme;
- L'Organisme devra remettre les différents documents de reddition de compte exigés par le programme et mentionnés dans sa convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-16

Marie-Claude OUELLET
c/d sl & dev.soc en arrondissement

Tél : 514 232-3298
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-22

Convention : CRP_2023_convention (2).pdf
Annexe 1 :

CRP_2023_formulaire_dépôt_et_reddition_comptes.pdf

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2421, rue La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2H1, agissant et représentée par Vivianne Roy, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 89365026RP0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006274443RS0001
Numéro d'organisme de charité : 141291633 RR001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une programmation pour les jeunes de 5 à 17 ans du quartier couvrant les secteurs d'activités tels que le loisir, le sport, les arts, la culture, l'animation et l'entraide, permettant ainsi l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désoeuvrée;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programmes «activités physiques et de loisir» pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie des Programmes suivants: Programme activités physiques et de loisir, Programme Jeunesse;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet ;

2.5 « **Annexe 5** » : reddition de compte

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

Paraphes	
Organisme	Ville

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quatre-vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-cinq dollars et cinquante cents (84 685,50 $) , incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

Paraphes	
Organisme	Ville

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au

Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatif au le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils sont rédigés en français, ou qu'ils sont exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

Paraphes	
Organisme	Ville

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

Paraphes	
Organisme	Ville

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

11.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

11.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

Paraphes	
Organisme	Ville

11.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

11.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 11.3.1 à 11.3.4.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

Paraphes	
Organisme	Ville

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2421, rue La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2H1 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Paraphes	
Organisme	Ville

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

Le .....e jour de 2022

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.

Par : _____
Viviane Roy
Directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution …….).

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire # 1224105005

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Formulaire de demande de soutien et de reddition de comptes 2023

SUB-07
Révision : 29 novembre 2021
Sommaire # 1224105005

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

4. L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

8. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.
   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

Paraphes	
Organisme	Ville

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre Poupart	2421, rue La Fontaine H2K 2A1,	L'ensemble des locaux	annuel	annuel		
Chalet Parc Olivier-Robert		Salle commune Accès à la cuisine et aux salles de bain de l'aire commune				Selon la programmation
École Champlain	2260, rue Logan					Selon la disponibilité de l'école

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme :	**CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.**			
Tableau des versements Année 2023				
Année	**Montant global**	**1er versement 50%**	**2e versement 40%**	**3e versement 10%**
		au plus tard le 30 janvier	**au plus tard le 30 juin**	**au plus tard le 31 décembre**
2023	84 685,50 $	42 342,75 $	33 874,20 $	8 468,55 $

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Section 3 – Résultats obtenus de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Section 4 – Montage financier pour la portion Dépense réelle totale et Affectation de la subvention de l'arrondissement de l'annexe 1 de cette convention	Annuelle	30 janvier 2024
Rapport des fréquentations mensuelles	Trimestrielle	15 mai 2023 15 sept 2023 15 janvier 2024
Code postaux des participants Hiver et automne 2023	Par session	15 jours après le début de la session
Rapport d'accident grave impliquant un équipement municipal seulement	Ponctuelle	3 jours après l'événement
Rapport annuel et états financiers	Annuelle	120 jours après la fin de l'exercice financier

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN ET DE REDDITION DE COMPTES
2023

Date limite de dépôt : 11 novembre 2022

1. Identification de l'organisme demandeur

Nom légal de l'organisme : Centre récréatif Poupart inc.

Adresse : 2421, rue La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2H1

Téléphone : 514 524-7543

Date de constitution en OBNL : 19 mars 1979
NEQ : 1143183706

N° TPS : 89365026RP0001
N° TVQ : 1006274443RS0001
No charité : 141291633 RR001
No fournisseur Ville : 119427

Représentant désigné : Vivianne Roy
Titre : Directrice générale
Téléphone : 514 524-7543
Courriel @ : viviannerroy.dg@crpoupart.qc.ca

2. Identification du ou des Programme(s) visé(s)

- [x] Programme activités physiques et de loisir
- [ ] Programme clubs sportifs
- [ ] Programme jeunesse

2.1 Programme activités physique et de loisir

Résumé : (Période de réalisation, Clientèle et territoire visés : (ex. : types de clientèle, nombre de participants par groupe d'âge, secteur géographique, etc.) Lieux d'activités : Spécifier les sites visés (installations, plateaux, parcs, etc.)

Offrir des activités sportives et des loisirs variées entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023. Notre clientèle cible est celle des 2-17 ans du quartier Sainte-Marie de l'arrondissement Ville-Marie. Nous estimons en moyenne à 70 le nombre de participant par session. Nos lieux où se dérouleront nos activités sont essentiellement au CRP, au Chalet Olivier-Robert, au parc Olivier-Robert ainsi qu'au gymnase de l'école Champlain. Notre clientèle se compose surtout d'enfants issus de diverses communautés culturelles. Notre jeune clientèle évolue au sein de familles qui ont des défis importants dans plusieurs sphères (financière, éducative, santé mentale, consommation, négligence, alimentaire et académique). La moyenne d'âge des enfants qui fréquentent le CRP est de 7-10 ans. Certains d'entre-eux ont un diagnostic en santé mentale, ont un trouble de comportement ou ont un trouble neurologique.

3.

Objectifs généraux du programme activités de loisirs	Offrir à l'ensemble de la population, une programmation d'activités physiques et de loisirs accessible, diversifiée, complémentaire, novatrice et de qualité qui soit destinée prioritairement aux citoyens de 6 à 12 ans de l'arrondissement. Permettre à une jeune clientèle défavorisée d'expérimenter plusieurs type d'activités afin de développer leur champ d'intérêt, de développer des compétences sociales, développer de saines habitudes de vie et de s'investir dans un milieu de vie sain, stimulant et encadrant.
Objectifs généraux du programme clubs sportifs	
Objectifs généraux du programme jeunesse	Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.
Objectifs généraux du programme camp de jour	Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 4 à 12 ans durant la saison estivale. La date de référence pour le calcul de l'âge est fixée au 30 septembre de l'année courante. Les enfants de 4 ans peuvent être inclus au programme selon les besoins et la capacité de prise en charge del'organisme.

Programme activités physiques et de loisirs	Programme jeunesse	Programme clubs sportifs	Camp de jour	Objectifs de l'organisme au regard du programme	Résultats attendus	Moyens	**Résultats obtenus** * Remplir seulement à la période de bilan
☑	☐	☐	☐	Développer la collaboration, l'écoute et l'esprit sportif (basket-ball)	Constater sa contribution dans un travail d'équipe et être capable de féliciter son coéquipier ou son adversaire. Suivre les consignes du coach.	Coût symbolique. Activités de pratiques et tournois. Activités offertes par des coachs consciencieux et expérimentés qui encadrent les jeunes au sein du club par le biais de règles de vie et de valeurs régissent par la pratique de ce sport.	
☑	☐	☐	☐	Développer la conscience de la portée de son corps (danse)	Être en mesure de bouger sans gêne devant les autres et le professeur. Agir de façon à intégrer des notions spatio-temporelles.	Gratuité. Activités offertes par un professeur dynamique et expérimenté qui incite au dépassement de soi par le biais d'acrobatie structurée et ryhtmée. Encourager les jeunes à expérimenter des figures simples ou complexes selon le niveau de chacun.	
☑	☐	☐	☐	Développer la musicalité (djembé).	Être capable d'écouter la séquence des ryhtmes à reproduire et la réussir. Constater l'effet de groupe dans la réalisation des ryhtmes soumis par le professeur afin de créer un véritable ensemble musical.	Gratuité. Activités offertes par un professeur malien issu de la communauté des Griots au Mali. Il enseigne la tradition musicale des ses ancêtres à l'aide du chant, de la danse aux rythmes du djembé. Chaque enfant a son djembé.	
☑	☐	☐	☐	Développer une maîtrise de soi (yoga).	Être capable de se centrer sur soi et vider son esprit de ce qui l'encombre. Être capable de maîtriser les positions de base.	Coût symbolique. Avec un professeur expérimenté, s'exercer à adopter des postures qui proposent la centration de son esprit et de son corps afin de s'appaiser, se détendre et se maîtriser.	
☑	☐	☐	☐	Développer sa folie et son ryhtme (zumba).	Constater qu'il y a des gens plus fous que soi et qu'il est approprié de se laisser aller sans le jugement de qui que ce soit. Suivre une séquence de pas qui demandent vigueur, rythme et constance.	Coût symbolique. Avec un professeur expérimenté, s'éclater de manière structurée sur des rythmes vibrants et d'intensités variées. Dépenser une énergie refoulée en suivant la séquence de pas simples et complexes du professeur.	
☑	☐	☐	☐	Développer des compétences à propos de la nutrition (ateliers culinaires).	Être capable de suivre des consignes pour effectuer une recette, être capable de manipuler de façon sécuritaire les instruments et assurer la salubrité des lieux utilisé.	Gratuité. Avec l'animatrice du milieu de vie, suivre la recette proposée en écoutant les consignes, en utilisant les instruments à bon escient, en ne gaspillant pas, en compostant les résidus alimentaires, en osant goûter de nouvelles saveurs, etc...	
☑	☐	☐	☐	Développer un sentiment de sécurité (auto-défense filles)	Constater qu'il est possible de se sentir à l'aise dans son quartier malgré tout. Ressentir une confiance en soi par la maîtrise de son sentiment de peur et par les techniques verbales et physiques apprises afin de se défendre dans un cas d'agression (intimidation, taxage, violence physique et violence sexuelle).	Coût symbolique. Avec un professeur expérimenté, apprendre des phrases clefs qui peuvent nous sortir d'un pétrin annoncé et apprendre des techniques d'auto-défense afin de repousser tout agresseur qui franchirait la barrière de l'intégrité physique. Utilisation de différents cas de figure qui peuvent se produire comme type d'agression. Expérimentation des techniques sur sac de sable et sur le professeur vêtu d'une combinaison nécessaire pour l'occasion.	
☑	☐	☐	☐	Appuyer la persévérance scolaire et le sentiment de compétence (aide aux devoirs)	Constater qu'il est possible de réussir en y mettant les efforts. Accepter l'aide offerte pour mieux comprendre les attendus du professeur. Augmenter l'estime de soi.	Gratuité. Avec l'aide d'un tuteur, accompagner les jeunes qui ont souvent des besoins particuliers dans leurs devoirs et leçons. Le tuteur pourra ainsi aider à réciter les leçons, aider à concevoir un texte, corriger et expliquer les erreurs en français et en calcul.	
☑	☐	☐	☐	Développer le respect, l'écoute, l'empathie et collaborer aux règles qui régissent tout milieu de vie (animations au milieu de vie)	Être capable de communiquer mon besoin adéquatement et d'être réceptif à ceux des autres et de l'environnement dans lequel je me trouve.	Gratuité. Avec une équipe d'animateurs dévoués, le milieu de vie est propice pour s'amuser, se détendre, faire de la recheche sur internet, jouer à des jeux vidéo, concevoir les prochaines fêtes, proposer de nouvelles sorties, se confier ou demander de l'aide, prendre une copieuse collation, etc...	
☑	☐	☐	☐	Développer la maîtrise de soi, respecter son adversaire (boxe garçons). Pendant le camp d'été. c'est de l'initiation.	Constater qu'il est possible de maîtriser son sentiment de frustration ou colère en le canalisant sur un sac de sable ou un adversaire dans son cours sans user de violence, mais plutôt de stratégie en tout respect envers son coéquipier. Apprendre le b.a.-ba de cet art et respecter ses préceptes.	Coût symbolique. Avec un professeur expérimenté, apprendre les techniques de boxe afin de diriger son surcroît d'énergie sur un sac de sable ou face à un adversaire de son niveau sous supervision. Intéresser les garçon par une activité qui leur est dédiée en la publicisant de façon ciblé. Il sera possible d'ouvrir un groupe pour les filles si la demande est présente.	
☑	☐	☐	☐	Développer la motricité fine et le calcul mental (ateliers d'artisanat). Pendant le	Être capable de suivre un patron et une séquence précise pour	Gratuité. Avec une animateur doué en art et qui étudie la couture, apprendre à exécuter	
☑	☐	☐	☐	Développer des compétences pour la revitalisation d'objets usuels (ateliers de réparation)	Être habileté à utiliser des outils et des produits de façon sécuritaire qui serviront à réparer ou revitaliser des objets vieillis ou abîmés que les enfants souhaitent conserver	Gratuité. Un artiste professionnel accompagnera les jeunes à trouver la meilleure solution pour revitaliser leurs objets et animera des moments de création spontanée pour dynamiser le quartier comme avec un croque-livres.	
☑	☐	☐	☐	Assurer un temps de garde pendant la semaine de relâche	Contrer l'oisiveté pendant la relâche par le biais d'activités ludiques, sportives et de plein air	Faible coût. Une équipe d'animation déploiera une programmation enlevante et structurée. Une sortie sur une base de plein air est prévue.	
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				
☐	☐	☐	☐				

4. Montage financier

Prévisions de revenus de l'organisme

Subventions	**302 000,00 $**
Revenus autonomes (Inscriptions)	**38 000,00 $**
Autres (Dons et levée de fonds)	**16 000,00 $**
TOTAL (Revenus anticipés)	**356 000,00 $**

Prévisions de dépenses de l'organisme au regard des programmes de soutien

	Détails de la dépense	Programme activités physique et de loisir				Programme jeunesse				Programme camp du jour				Programme clubs sportifs			
		Dépense totale prévue (annuelle tout programme confondu)	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*	Dépense totale prévue	Portion de la dépense soutenue par l'Arrondissement	Dépense réelle totale *À remplir à l'étape du bilan*	Affectation de la subvention de l'arrondissement *À remplir à l'étape du bilan*
Salaires et avantages sociaux	Animateurs	91 500,00 $	31 000,00 $								- $						
	animatrice milieu	31 500,00 $	10 000,00 $		.						- $						
	Entretien	9 500,00 $	4 000,00 $								- $						
	Chef de camp	9 500,00 $	- $								- $						
	Coordo. des loisirs	42 500,00 $	8 000,00 $								- $						
	SOUS-TOTAL	**184 500,00 $**	**53 000,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'activités	Matériels usuels	2 000,00 $	1 200,00 $								323,25 $						
	Transports	6 500,00 $	3 285,50 $								5 100,00 $						
	Matériels spéciali.	5 000,00 $	3 000,00 $								- $						
	Vêtements	2 000,00 $	- $								1 500,00 $						
	Spécialistes/Prof.	15 000,00 $	7 000,00 $								500,00 $						
	Sorties	6 500,00 $	2 500,00 $								4 000,00 $						
	Fêtes	4 000,00 $	2 000,00 $								600,00 $						
	SOUS-TOTAL	**41 000,00 $**	**18 985,50 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**12 023,25 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
Frais d'administration *max 15% de la portion soutenue par l'Arrondissement*	Frais afférents	38 000,00 $	2 000,00 $								- $						
	Frais de représen.	3 000,00 $	1 200,00 $								- $						
	Comptable	6 000,00 $	2 000,00 $								- $						
	Directrice gén.	71 000,00 $	5 000,00 $								- $						
	Commis compt.	10 500,00 $	2 000,00 $								- $						
	Fournitures bur.	2 000,00 $	500,00 $								- $						
	SOUS-TOTAL	**130 500,00 $**	**12 700,00 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
	GRAND TOTAL	**356 000,00 $**	**84 685,50 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**12 023,25 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Montant recommandé par l'Arrondissement : ** Réservé à l'administration*	**84 685,50 $**
Montant demandé par l'organisme tous programmes confondus :	**356 000,00 $**
Pourcentage des dépenses soutenues par l'arrondissement	**24%**

5. Engagement de l'organisme lors du dépôt de la demande

Nous soussigné,

Nom de l'organisme : Centre récréatif Poupart inc.

Après avoir pris connaissance du/des Programme(s) de soutien financier, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations en regard du/des présent(s) programme(s) et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du/des projets.
- Nous nous engageons maintenir en vigeur une police d'assurances reponsabilités civiles d'au moins 2 000 000 $ incluant une mention que la Ville de Montréal est coassurée, pour l'ensemble des activités et lieux, et en fournir une copie au représentant de l'arrondissement lors de son échéance.

  Échéance de la police d'assurances actuelle : *1 décembre 2022*
- Fournir une résolution du conseil d'administration désignant une personne habiletée à signer la convention avec l'Arrondissement.

Nom du représentant désigné par l'organisme	Vivianne Roy, directrice générale
Signature représentant de l'organisme	Vivianne Roy
Date	Samedi, le 29 octobre 2022

Nom du représentant de l'arrondissement	Linda Goulet, agente de développement
Signature représentant de l'arrondissement	Signature numérique de Linda Goulet Date : 2022.11.16 21:41:30 -05'00'
Date	

6. Reddition de comptes et évaluation

** Réservé à l'administration*

- ☐ **L'organsime a complété la portion des résultats obtenus à même ce formulaire**
- ☐ **L'organsime a complété la portion du bilan financier dans la section *montage financier* à même ce formulaire**
- ☐ **Fréquentations remises sur une base trimestrielle**
- ☐ **Codes postaux des participants - hiver - été (camp de jour) et automne**
- ☐ **Rapports d'accidents graves - max trois jours après l'événement (accident impliquant un équipement municpal seulement)**

Les résultas obtenus répondent aux attentes (section 3) **** Réservé à l'administration***	☐	**Les résultats obtenus surpassent les attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus répondent pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus ne répondent pas pleinement aux attentes signifiées.**
	☐	**Les résultats obtenus sont grandement inférieurs aux attentes signifiées.**
Commentaires de l'arrondissement: **** Réservé à l'administration***		
Commentaires de l'organisme:		

Je sousigné, confirme que les données transmises lors de l'étape bilan sont conformes

Nom du représentant désigné par l'organisme	
Signature représentant de l'organisme	
Date	

Nom du représentant de l'arrondissement	
Signature représentant de l'arrondissement	
Date	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 84 685,50 $

Aspect financier : CRP_2023_aspect_financier_GDD 1224105005.pdf

Montréal 2030 : CRP_2023 _MTL_2030_activites_physiques_loisirs.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1224105005***

Unité administrative responsable : ***Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social***

Projet : **Programme Activités physiques et de loisirs**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9:
Depuis 40 ans, le Centre Récréatif Poupart est implanté dans la portion Sud-Est du district de Sainte-Marie et joue un rôle important dans la vie des familles et des enfants de ce secteur.

Priorité 19:
Il contribue au développement des enfants du quartier en les aidant à faire l'apprentissage de la vie en groupe dans le respect d'autrui et en leur offrant des temps de découvertes et d'expérimentation dans un contexte ludique et récréatif. Il est soucieux de répondre adéquatement aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de ce milieu souvent défavorisé en offrant des coûts très abordables pouvant même aller jusqu'à la gratuité complète.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1224105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du « Programme activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution totale de 84 685,50 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1224105005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1224105005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec le Centre récréatif Poupart inc. dans le cadre du programme « activités physiques et de loisirs » et accorder, à cette fin, une contribution de 84 685,50 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 84 685,50 $

	Années antérieures	2023
Montant		84 685,50 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 84 685,50 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits requis pour l'année 2023 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-21**

Date et heure système : 21 novembre 2022 15:39:19

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.22

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228447003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2024, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien de la Table ronde du quartier chinois;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 125 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la Ville centre.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 13:39

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228447003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer à la revitalisation du Quartier chinois afin d'en faire un lieu d'ancrage social, culturel, communautaire et économique.
Pour ce faire, une démarche consultative et participative auprès des résidentes et résidents ainsi que des organismes du quartier a été effectuée pour recueillir leurs préoccupations et identifier leurs aspirations à long terme. De cette démarche a découlé l'adoption d'un plan d'action 2021-2026 dont l'objectif général est de bâtir une vision commune de développement du Quartier chinois.

Quatre grandes orientations stratégiques ont été identifiées :

1. Qualité de vie, logement et espaces publics
2. Vitalité commerciale
3. Identité, rayonnement et patrimoine
4. Concertation du quartier

L'une des actions consiste à :

4.1 - Consolider la collaboration et les actions concertées des résident-e-s, de la population usagère, des commerçant-e-s et des acteurs sociocommunautaires du quartier	4.1.1 Mettre sur pied une table sectorielle soutenue par la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
	4.1.2 Soutenir l'embauche d'une ressource qui serait responsable d'assurer et de faciliter l'échange d'informations

Une première contribution a permis de concrétiser cette action par l'embauche de deux ressources à mi-temps à compter de janvier dernier. La Table ronde est maintenant créé et compte une soixantaine de membres, incorporée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les

compagnies du Québec (OBNL), dotée d'un conseil d'administration de 11 personnes. Plusieurs autres actions ont été menées au cours de l'année 2022 (voir bilan en pièce jointe).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240305 - Approuver la convention modifiée avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la mise sur pied de la Table ronde du quartier chinois afin de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2022.
CA21 240323 - Approuver la convention, se terminant le 15 septembre 2022, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour l'embauche d'une ressource visant à mettre sur pied la Table sectorielle du Quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution totale de 57 200 $

CA21 240255 - Conseil d'arrondissement du 22 juin 2021 - Adopter le Plan d'action pour le développement du Quartier chinois de l'arrondissement de Ville-Marie

CE21 1083 - Séance ordinaire du 9 juin 2021 - Autoriser la modification à la répartition de l'enveloppe de 15 M $ reçue du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec pour le plan d'action pour la relance économique du centre-ville afin qu'une somme de 6 M $ soit de la compétence de la ville centre

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à poursuivre, soutenir et consolider la mise en place et le fonctionnement de la Table ronde du quartier chinois, conformément aux objectifs du plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois.
La mission de la Table ronde est de :

1) Développer une vision commune du développement social, économique et culturel du quartier chinois en réunissant les différents acteurs du quartier;
2) Identifier les opportunités et les priorités d'action et participer à une planification détaillée pour le quartier chinois;
3) Représenter la communauté du quartier chinois auprès de la Ville, des institutions et autres interlocuteurs et collaborer avec les parties prenantes;
4) Soutenir la vitalité culturelle et la préservation du patrimoine matériel et immatériel du quartier chinois;
5) Mettre de l'avant et soutenir des initiatives portées par des citoyens, des regroupements ou autre acteur local;
6) Favoriser la consolidation d'un tissu social inclusif dans le quartier chinois, dans une perspective de lutte contre le racisme et les discriminations de façon transversale.

Voir en pièce jointe le plan d'action détaillé 2023-2026 de la Table.

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent joue le rôle de fiduciaire pour la Table ronde du quartier chinois le temps que cette dernière finalise sa structure administrative et de fonctionnement.

JUSTIFICATION

Le Plan d'action de développement du Quartier chinois est le résultat d'une vaste consultation publique qui a permis de créer un esprit de collaboration entre l'Arrondissement, les services centraux de la Ville de Montréal, les différents partenaires et les communautés chinoises et asiatiques du Quartier.
Le plan a été élaboré en adéquation avec les préoccupations et les besoins des gens de la communauté du Quartier chinois.

Le maintien du soutien à la Table ronde du quartier chinois est essentiel à la poursuite de la mise en oeuvre du plan.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement de cette contribution sera entièrement assumé par le Service du développement économique de la ville de Montréal grâce à l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec - Plan d'action pour la relance économique du centre-ville (Revitalisation du Quartier chinois).
Imputation : 2101.0014000.105814.06501.61900.0000.000000.051408.00000.00000

Le présent soutien est pour une durée de 15 mois, soit du 1er janvier 2023 au 31 mars 2024.

MONTRÉAL 2030

En 2030, le Quartier chinois historique de Montréal est un lieu d'ancrage social, communautaire et économique pour les communautés asiatiques de Montréal. Son milieu de vie inclusif, son patrimoine et ses espaces publics revalorisés, ainsi que les relations harmonieuses entre les acteurs locaux se traduisent par un sentiment d'appartenance partagé par toutes les générations du quartier. Son rayonnement culturel et commercial concourt pleinement à la vitalité de la métropole et il incarne pour les Montréalaises et Montréalais, de toutes origines, un lieu d'échanges et de découvertes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Redynamiser la vie communautaire et commerciale du Quartier chinois;
Maintenir un quartier vivant et habité;
Affirmer son caractère unique au coeur du centre-ville et de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annexe 2 de la la convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre de ce projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Florentina ILIUTA)

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

i

Parties prenantes

Cristina DARIENZO, Ville-Marie
Luc GUILBAUD-FORTIN, Service du développement économique
Noémie LUCAS, Service du développement économique
Dieudonné ELLA-OYONO, Service du développement économique
Carl VERRIER, Service du développement économique

Lecture :

Noémie LUCAS, 25 novembre 2022
Cristina DARIENZO, 24 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 438 401-5975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-22

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 438 401-5975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 438 401-5975
Approuvé le : 2022-11-22

CONVENTION



Conv_TCFSL_ Financement TRQCM.pdf

ANNEXE 1 - PROJET



Demande de poursuite du financement pour la Table ronde du Quartier chinois de Montréal _finale.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 1700, rue Atateken, Montréal (Québec) H2L 3L5, agissant et représentée par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : S.O
Numéro d'inscription T.V.Q. : S.O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S.O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme oeuvre au développement du territoire Faubourg-Saint-Laurent en favorisant la communication, les échanges, la mobilisation et la concertation entre les différents acteurs du milieu (population, organismes, entreprises et institutions);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour le projet visant le soutien de la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du quartier chinois, tel que le projet est défini à l'article 2.1 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet Table ronde du quartier chinois de Montréal;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la

présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CENT VINGT-CINQ MILLE dollars
(125 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de QUATRE-VINGT MILLE dollars (80 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de QUARANTE-DEUX MILLE CINQ CENT dollars (42 500 $), dans les 30 jours suivant la remise du bilan intérimaire de l'année 2023 à déposer au plus tard le 30 septembre 2023.

- un troisième versement au montant de DOUZE MILLE CINQ CENT (12 500 $), dans les 30 jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine.

Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (DEUX MILLIONS) de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme co assurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur
10.3 doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.4 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est

effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700, rue Atateken, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2022

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le 6 décembre 2022 (Résolution CA22 XXXXXX).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

Avec le soutien de
Ville-Marie
Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

Demande de poursuite du financement pour la Table ronde du Quartier chinois de Montréal (TRQCM) de 2023 à 2026

Le 17 mai 2022

PRÉAMBULE

L'Arrondissement Ville-Marie soutient financièrement la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL) depuis janvier 2022 dans la mise sur pied d'une Table ronde du Quartier chinois (TRQCM). La démarche entourant la TRQCM a pour objectif de doter la communauté d'un lieu d'échange, de débat et de concertation sur les enjeux et les priorités de la communauté du Quartier chinois. La TRQCM correspond à l'orientation 4 du Plan d'action pour le développement du Quartier chinois 2021-26 de l'Arrondissement Ville-Marie.

L'année 2022 a été consacrée à l'embauche de 2 ressources humaines à temps partiel pour mettre sur pied cette instance sectorielle, Mei Chiu et Andy Vu en co-coordination. Une assemblée d'information au printemps 2022 et une assemblée de fondation prévue à l'été auront toutes deux permis à la TRQCM de se doter d'une gouvernance ouverte et représentative de la communauté avec une structure de travail par comité.

Afin de pérenniser les efforts de mobilisation et de retissage de la communauté chinoise, il importe d'accroître le financement de la TRQCM et de le prolonger jusqu'à la fin du Plan d'action 2021-26 de l'Arrondissement Ville-Marie. **Dans un premier temps, il serait opportun de bonifier le financement de la TRQCM pour l'année 2022 pour répondre à certains besoins émergents et rémunérer les heures supplémentaires de la co-coordination. Dans un deuxième temps, la TRQCM devra être en mesure de se consolider et de se déployer pleinement dans son milieu, ce qui justifierait une contribution financière conséquente pour les années 2023-26.**

Par ailleurs, la TRQCM ayant fait ses preuves par le sérieux de sa démarche, nous estimons que l'organisme est désormais en mesure de recevoir et gérer ses propres fonds sans que la TCFSL n'en assure la fiducie. La TCFSL continuera toutefois à accompagner au besoin la TRQCM dans sa gestion financière et administrative.

MISSION DE LA TRQCM

La Table ronde du Quartier chinois veille à la qualité de vie, de l'environnement, à la reconnaissance et à la mise en valeur de toutes les composantes du paysage culturel du Quartier chinois de Montréal. Elle s'assure que les voix des individus et des acteurs communautaires, économiques, culturels et associatifs soient entendues, amplifiées et prises en considération et ce, dans l'optique du développement d'un Quartier chinois à échelle humaine et inclusif.

La Table ronde a comme objets de :

- Développer une vision commune du développement social, économique et culturel du Quartier chinois en réunissant les différents acteurs du quartier;
- Identifier les opportunités et les priorités d'action et participer à une planification détaillée pour le Quartier Chinois;
- Représenter la communauté du Quartier chinois auprès de la ville, des institutions et autres interlocuteurs et collaborer avec les parties prenantes;
- Soutenir la vitalité culturelle et la préservation du patrimoine matériel et immatériel du Quartier chinois;
- Mettre de l'avant et soutenir des initiatives portées par des citoyens, des regroupements ou autre acteur local;
- Favoriser la consolidation d'un tissu social inclusif dans le Quartier chinois, dans une perspective de lutte contre le racisme et les discriminations de façon transversale.

1er temps de la demande de financement – Soutien aux besoins émergents en 2022

Les frais pour la mise sur pied de la TRQCM ainsi que la mobilisation de la communauté ont été sous-estimés lors de la présentation de la demande de financement originelle en 2021. Les deux employé·es à temps partiel de la Table ont évalué ce manque à gagner pour terminer l'année 2022 par :

- Traduction des règlements généraux et des documents fondateurs de la TRQCM : 3500$
- Manque à gagner de 20h de rémunération par mois pour les mois de janvier à avril dernier, ainsi que pour le reste de l'année 2022 : 6348$
- Site web pour la TRQCM : 4000$
- Location de salle et frais de nourriture pour les rencontres (CA et assemblées) : 2500$

Budget total demandé : 16 348$

2ème temps de la demande de financement – Consolidation de la TRQCM 2023-26

PRINCIPAUX CHANTIERS DE LA TRQCM 2023-26

- Animer les assemblées et les conseils d'administration de la TRQCM
- Mobiliser la communauté du Quartier chinois autour des enjeux relatifs au développement et à la mise en valeur du territoire
- Travailler de concert avec l'association commerciale du Quartier chinois pour la revitalisation du quartier
- Participer à la recherche sur l'économie sociale du Quartier chinois menée par l'IRIS
- Faire le suivi des recommandations de l'OCPM sur le Quartier chinois, notamment en ce qui a trait aux hauteurs, densités et protections patrimoniales
- Mener et participer à différents comités rejoignant les orientations 1 et 3 du Plan d'action de l'Arrondissement pour le développement du Quartier chinois
    - Développement de logement social et communautaire
    - Valorisation culturelle de la communauté asiatique
    - Occupation de l'espace public, incluant la création des espaces verts
    - Développement d'un meilleur sentiment de sécurité
- Travailler avec les instances de l'Arrondissement Ville-Marie, de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent et de tout autre partenaire pertinent dans le cadre des projets pour le développement du Quartier chinois
- Définir quelle sera la place de la TRQCM au sein du conseil d'administration de la TCFSL
- Assurer des communications régulières avec les membres de la TRQCM
- Cultiver la relève dans les organisations du Quartier chinois et renforcer les capacités de la communauté (empowerment organisationnel)

RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Voici les résultats escomptés pour la TRQCM selon les objectifs du Plan d'action de l'Arrondissement 2021-26.

1.1 Aménager l'espace public pour améliorer l'accessibilité et le cadre de vie du quartier

- Participer au verdissement du quartier en lien avec des organismes locaux
- Favoriser l'occupation de l'espace public et l'animation temporaire d'espaces sous-utilisés dans le Quartier chinois en collaboration avec des commerces, des artistes et des leaders de la communauté
- Participer aux réflexions sur la connectivité du quartier avec ses alentours et sur la mobilité générale dans le Quartier chinois

1.2 Enrichir l'expérience vécue par la population usagère du quartier

- Participer au comité de cohabitation sociale de la TCFSL et travailler en partenariat avec les organismes en itinérance et les différents partenaires institutionnels du quartier à un meilleur sentiment de sécurité

1.3 Maintenir l'offre de logements sociaux et abordables

- Faire les références et accompagner la population locataire locale à défendre ses droits avec le Comité logement Ville-Marie
- Mettre sur pied un comité de projet pour développer du logement social sur les terrains acquis par la Ville sur la rue Clark, en partenariat avec le Service de l'habitation, le Comité logement Ville-Marie et un Groupe de ressources techniques

1.4 Faciliter l'accès aux services sociaux et de santé

- Maintenir un canal de communication permanent avec le CIUSSS-CSMTL sur les services sociaux et de santé adaptés culturellement à la communauté du Quartier chinois
- Traduire ou demander à traduire le matériel informatif sur les services offerts à la population
- Faire connaître les ressources disponibles en matière de santé, de services sociaux et de services communautaires auprès de la population du Quartier chinois et plus largement auprès des nouveaux·elles arrivant·es, notamment en développant des liens avec les associations étudiantes et les organismes communautaires interculturels

2.2 Dresser le portrait du tissu commercial et améliorer la vitalité commerciale

- Participer au comité aviseur de la recherche sur l'économie sociale dans le Quartier chinois

3.2. Préserver et mettre en valeur le patrimoine du Quartier chinois

- Participer aux consultations sur la protection du cadre bâti du Quartier chinois et diffuser les informations auprès des membres de la TRQCM
- Animer des séances de réflexion sur le patrimoine du Quartier et soutenir les initiatives qui visent à le mettre en valeur, qu'il s'agisse d'activités artistiques ou mémorielles sur le patrimoine immatériel ou d'activités d'aménagement sur le patrimoine matériel

3.3 Faire du quartier chinois un lieu d'échanges autour de la culture asiatique, ouvert sur la société locale et internationale

- Soutenir les groupes artistiques, les organismes et le Partenariat du Quartier des spectacles dans le développement d'une programmation culturelle mettant en valeur l'histoire traditionnelle et contemporaine du Quartier chinois
- Investir des lieux publics ou des espaces privés sous-utilisés, en collaboration avec des organismes, des commerçant·es ou des artistes de la communauté chinoise

4.1 Consolider la collaboration et les actions concertées des résident·es, de la population usagère, des commerçant·es et des acteurs sociocommunautaires du Quarter

- Animer les instances de la TRQCM
- Recruter les membres du conseil d'administration tout en conservant l'équilibre entre les différents collèges électoraux et les catégories de membres
- Consolider les liens avec les associations familiales du Quartier chinois
- Suivre la mise en place d'un regroupement commercial dans le Quartier chinois et tisser des relations partenariales avec ses représentant·es

FINANCEMENT DEMANDÉ

2 postes de coordinations :

1- Coordination administrative
2- Coordination des relations à la communauté

62 250$ par poste

- incluant les 14% de charges sociales de l'employeur
- Postes à 35h/semaine basé sur un 30$/heure
- 4 semaines de vacances

30 600$ pour les dépenses suivantes :

- Loyer (dans le centre culturel chinois et location de salles à assurer par l'Arrondissement – conventionné par l'Arrondissement
- Frais de réunions et d'assemblées – 2000$
- Communications et traduction - 4000$
- Assurances - 600$
- Tenue de livres - 10 000$
- Vérification comptable - 4 000$
- Service de paie - 2 000$
- Frais de télécommunication (téléphone, internet) - 2 000$
- Équipement informatique et de bureau – 2000$
- Réparation entretien (principalement informatique) - 1000$
- Site web – 3000$

Budget total annuel : 155 100$

DESCRIPTION DES POSTES

1. Coordination administrative – Description du poste

Sous l'autorité du conseil d'administration et en fonction des orientations de l'organisation, la coordination administrative planifie et contrôle les activités régulières de l'organisme et voit à son développement. Elle gère les ressources humaines, matérielles et financières, effectue des représentations, maintient un conseil d'administration actif et développe de bonnes relations avec les partenaires et les membres. Elle pilote également certains comités et projet en accord avec ses compétences professionnelles particulières.

<u>Principales responsabilités :</u>

- Établir et veiller au respect d'une gouvernance représentative de la communauté du Quartier chinois;

- Entretenir de bonnes relations et former les membres de la TRQCM et les élu·es au conseil d'administration;
- Représenter, promouvoir, communiquer et défendre les intérêts de la communauté du Quartier chinois selon les décisions prises dans les instances de la TRQCM;
- Participer à des mesures de protection du paysage urbain du Quartier chinois;
- Faciliter l'intégration de nouveaux membres et leur participation à la vie associative;
- Rechercher du financement par projet si nécessaire;
- Gérer les ressources humaines;
- Administrer l'organisme et son budget.

2. Coordination des relations à la communauté

Sous l'autorité du conseil d'administration et en fonctions des orientations de l'organisation, la coordination des relations à la communauté sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de concertation appropriées et de mener à bien des projets collectifs.

Principales responsabilités

- Représenter la TRQCM auprès des instances locales du Quartier chinois;
- Mettre sur pied et développer des projets concertés dans la communauté en lien avec les orientations 1 et 3 du Plan d'action (qualité de vie, logement, espace public / identité, rayonnement et patrimoine), en collaboration avec les citoyen·nes, les organismes communautaire, les OBNL et les institutions;
- Participer à l'organisation et à l'animation de démarches de consultation, de comités citoyens et d'activités de concertation auprès des membres et des partenaires;
- Participer aux instances sur la cohabitation sociale dans les espaces publics pour y faire valoir les besoins du Quartier chinois;
- Soutenir les comités citoyens dans la mise en place d'actions collectives sur le territoire;
- Assurer la conception, la production, la diffusion et la mise à jour des divers outils de communication électroniques ou imprimés.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228447003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses

Membres de la table ronde

Membres - TRQCM 2022.pdf

Bilan 2022

2022 TRQCM apercu bilan.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 438 401-5975
Télécop. :

ID	Nom	Prénom	Statut	Quel est votre intérêt au sein de la Table ronde du Quartier chinois?
1	Michaud	Yvan	Citoyens résidants	Action environnemental;Logements;Mobilisation citoyenne;Culture et patrimoine;histoire;
2	Riopel	Jean-Philippe	Citoyens résidants	Culture et patrimoine;Logements;Qualité de vie des résidents ;
3	Luu	Laura	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;
4	POURREAUX	David	Citoyens résidants	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;Mobilisation citoyenne;Implication jeunesse;Action environnemental;
5	Jimmy	Chan	Associations familiales	Action environnemental;Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;More green space and Security service (Health & Safety);
6	Li	Wan Hua	Membres sympathisants	Action environnemental;Implication jeunesse;Logements;Sport et loisirs;Culture et patrimoine;Mobilisation citoyenne;Aînés ;
7	Hu	YiFang	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Implication jeunesse;
9	Marc (Shigen)	Zhang	Économique	Action environnemental;Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Implication jeunesse;Logements;Mobilisation citoyenne;Media and Publicity;
10	Noraa (Ruofan)	Liang	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Media and Public Outreach;
11	Vanzin	Samuel	Organismes communautaires	Logements;Mobilisation citoyenne;
12	Grenier	Marie-Ève	Organismes communautaires	Logements;Mobilisation citoyenne;Implication jeunesse;
13	Cha	Jonathan	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Action environnemental;
14	Leslie	Cheung	Associations, regroupements ou organisations	Action environnemental;Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;Implication jeunesse;
15	Esther	Chu	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Action environnemental;Culture et patrimoine;Logements;
16	Shaw	Philip Ling Chow	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Logements;
17	Hum (Hum Family Asso	Victor	Associations familiales	Culture et patrimoine;
18	Légaré-Hains	Élise	Membres sympathisants	Action environnemental;
19	HUANG	SHAN KANG	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;
20	Lindai	Li	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Implication jeunesse;
21	Karen	Cho	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;
22	Ouellet	Bernard	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;
23	Timothy Chiu Man	Chan	Citoyens résidants	Culture et patrimoine;
24	YIN	LING	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;
25	MURPH	QUINN	Citoyens résidants	Culture et patrimoine;Logements;Mobilisation citoyenne;Action environnemental;
26	Yep	Sandy	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;
27	Leong	Andrew	Membres sympathisants	Logements;Action environnemental;Participatory democracy in action;
28	Wong	Wilson	Associations familiales	Action environnemental;Culture et patrimoine;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;
29	曹	寿康	Associations, regroupements ou organisations	Action environnemental;Culture et patrimoine;Logements;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;Sport et loisirs;
30	Tremblay	David	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Mobilisation citoyenne;Implication jeunesse;Culture et patrimoine;Action environnemental;Rapprochements interculturels;Logements;Sport et loisirs;
31	CHONG	KENT	Citoyens résidants	Toute sur la list;
32	wang	bin	Organismes communautaires	cohabitation;
33	Chen	Jessica	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;
34	Tremblay Fong	Léa	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Implication jeunesse;
35	peter	choy	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;
36	Chan-Chu	Murielle	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Action environnemental;Sport et loisirs;Logements;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;
37	Dong	Catherine	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Action environnemental;Sport et loisirs;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;
38	Fan Li	Sally	Membres sympathisants	Action environnemental;Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;Sante privee or publique;
39	Mondor	Marie-Michèle	Membres sympathisants	Action environnemental;Logements;aménagement urbain, accès aux services;
40	Lumb	Janet	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Logements;Mobilisation citoyenne;Action environnemental;
41	Ta	Margaret	Membres sympathisants	Logements;Mobilisation citoyenne;Implication jeunesse;
42	Or	Bethany	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Appui des aîné.e.s;
43	Jim	Alice	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;
44	Wong	Pak-Kei	Associations, regroupements ou organisations	Mobilisation citoyenne;Logements;Culture et patrimoine;Action environnemental;
45	Chang	Bryant	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Action environnemental;Implication jeunesse;"Passing of the torch" to the next generation. ;
46	Li	Wan Hua	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;Action environnemental;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;Concerns for Sex Traders and reminiscence of the RLD;
47	Lee	Byron	Associations, regroupements ou organisations	Sport et loisirs;
48	Shyr	Ming	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;
49	WONG	MARY SUI YEE	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Culture et patrimoine;
51	Wang	Li Ming	Membres sympathisants	Sport et loisirs;Implication jeunesse;
52	TOM	Walter Chi-yan	Économique	Action environnemental;Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Logements;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;community economic development;
53	Ma	Jonas	Citoyens résidants	Culture et patrimoine;Logements;Mobilisation citoyenne;
54	Harries	Laura	Associations, regroupements ou organisations	Action environnemental;Implication jeunesse;
55	Mersereau	William (Bill)	Associations, regroupements ou organisations	Culture et patrimoine;Action environnemental;Mobilisation citoyenne;

56	Chiu	Terry	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;
57	Ma	Alan	Associations, regroupements ou organisations	Sport et loisirs;Implication jeunesse;Mobilisation citoyenne;Culture et patrimoine;
58	Lee	Jason	Associations familiales	Culture et patrimoine;Implication jeunesse;
59	Kwok	Wai Yin	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Culture et patrimoine;Logements;Implication jeunesse;
60	Choi	Yuen fan	Citoyens résidants	Logements;
61	Ma	Amy	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Mobilisation citoyenne;
62	Wong	Pauline	Organismes communautaires	Culture et patrimoine;Logements;Mobilisation citoyenne;
63	Wong	Paul	Membres sympathisants	Culture et patrimoine;Sport et loisirs;Implication jeunesse;
64	Lavoie	Cassandre	Étudiant, travailleurs et bénévoles du Quartier chinois	Mobilisation citoyenne;Implication jeunesse;
65	Wong-Mersereau	Amelia	Membres sympathisants	Action environnemental;
66	Mi	Estelle	Membres sympathisants	Implication jeunesse;Culture et patrimoine;Mobilisation citoyenne;

Aperçu des activités de la coordination de la Table ronde du Quartier chinois de Montréal - 2022

We are here

Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Decembre

Centre sportif YMCA Guy-Favreau
12/01 — Mobilisation d'acteurs du milieu sportif afin de mettre de l'avant le besoin de la communauté du Quartier chinois mais aussi des population limitrophes. Rédaction et envoi lettre à l'honorable Folomena Tassi, minister of Public — 07/02

Rencontres avec les familles associatives et organismes
14/01 — Rencontres à chaque semaine avec les leaders de la communauté afin de connaître les problématiques sur le terrain.
Création de lien dans le Quartier chinois avec les différents représentants, commerçants et organismes. — 16/07

Conférence de presse suite aux mesures de protection
Envoi média, construction des liens de confiance avec les résidents et mobilisation
01/22

Service de l'habitation Édifice Clark
01/26 — Entrer en communication avec le service qui souhaite acheter le bâtiment sujet au droit de préemption et aider en entrant en communication avec le propriétaire pour qu'il vende celle-ci.
Ville de Montréal ont exercé leur droit de préemption. Partenariat avec leaders et organisations pour entrer en négociation avec ce propriétaire. — 07/18.... en cours

Rencontre conseiller de ville Présentation des actions entreprises par la VDM
17/1 — Présentation de la coordination au conseiller
Rencontre par zoom
"Présentation des réalisations et des projets à venir pour le développement du Quartier chinois — 17/3

Projet de développement de logement x Comilté Logement
07/02 — Groupe fondateur issu de la communauté doit être impliqué afin d'aider la direction de l'habitation concernant le projet d'acquisition de bâtiment Clark.
Étude volumétrique x Rayside Labossière x Comité Logement — 19/09.... en cours

Création de la Table ronde du Quartier chinois de Montréal
14/01 — Assemblée d'information sur le plan d'action, le développement d'une table ronde and de sa structure potentielle. Première ébauche d'une structure organisationnelle
Prise en considération des commentaires de la communauté. Tenue de l'assemblée d'information + FB LIVE — 03/04
Écriture des règlements généraux, rencontres avec organisatrice communautaire. Envoi à la traduction en chinois
Incorporation de l'organisme
Préparation salles + power point + Assemblée générale de création — 16/07
Gestion des comités de travail, création des plateformes de communications, tenue des conseil d'administration, rencontre avec les différents secteurs, support aux différents groupes. — En cours....

OCPM Consultation publique Modification au plan d'urbanisme
Suite aux intentions de la Ville de Montréal de protéger le Quartier chinois, rencontre avec la communauté, mobilisation des différents groupes, explication et vulgarisation de la règlementation et de l'urbanisme. Contrôle intérimaire demandé à la Ville permettant d'obtenir cette modification. Rédaction de mémoire et présentation à l'OCPM.
Café-rencontres OCPM, consultation publique. — 13/06

Quartier des spectacles / Marché de nuit / Oasis
12/04 — Participation au comité du Quartier des spectacles. But : commenter/bonifier/orienter la direction artistique et la programmation culturelle afin d'obtenir un produit à l'image du quartier et de sa communauté.
Essentielle au succès d'un tel aménagement et à son appropriation par la communauté. Support aux artistes de la communauté. — 22/07

Support aux résidents concernant les projets de construction sur le territoire
Aide les citoyens à naviguer le système de la ville, problématique de nuisances, participation au comité bon voisinage, recensement de la situation. — En cours....

PROJET REM MTL
Étude de la nouvelle proposition avec GTQC — 11/03
Rédaction d'un communiqué de presse — 28/03
Entré en communication avec CDPQ

Suivi du plan d'action du Quartier chinois de Montréal 2021-2026
Comme discuté lors de notre rencontre et afin de suivre adéquatement l'évolution du plan d'action du Quartier chinois, veuillez svp nous diriger à la personne avec qui nous pouvons commencer le dialogue et qui fera le suivi avec toutes les directions. Par souci de transparence avec la communauté et les membres de la Table ronde du Quartier chinois, les premiers éléments à suivre du plan d'action et qui devront être expliqués sont les suivants :
Direction des travaux publics : pour le projet de verdissement, mobilier urbain et services rendus aux citoyens. // Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité : pour la vulgarisation des modifications règlementaires effectuées. // Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social : pour l'inventaire des locaux présentant les potentiels de rassemblements
Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs : pour la recherche concernant le tissu commercial//
Les services sollicités sont les suivants :

Développement économique
07/03 — Rencontre de présentation avec la Division des communications et des relations avec la communauté, demande pour la recherche économique IRIS. Étude de la structure commerciale. Support à la commissaire afin d'être le lien direct avec la communauté d'affaires chinoise. Rencontre de la nouvelle commissaire au développement économique. Discussion SDC et définition des rôles respectifs. Présentation des faits saillants de l'étude ATLUS + Présentations des nouveaux projets de publicité (2M$?) — En cours....

Comité Cohabitation sociale
28/02 — Première participation à l'activité bilan de Cohabitation sociale
Rencontre spectre de rue et autres organismes communautaire en lien avec les situations d'itinérance. — 11/04
21/07 — Approche par la SPVM suite à la lettre des commerçants. TCFSL élabore un sous-comité pour discuter des enjeux du Quartier chinois en matière de cohabitation sociale. Première rencontre et brainstorm des problématiques. Souhaite solution long-terme. Relève les problématiques des résidents, bénévoles et travailleurs du Quartier. Sécurité urbaine. — 15/09.... en cours....

BINAM

Service de l'urbanisme
Rencontre d'information relative à l'urbanisme temporaire — 18/03
28/03 — Démarche pour l'énoncé d'évaluation patrimonial. Participation aux rencontres + visite de site. Mobilisation des acteurs de la communauté afin de participer bénévolement de ce processus.
Lieu historique en vertu de la LPC. — 07/07 — En cours....

Tâches administratives

Rencontres avec tous les citoyens, travailleurs, bénévoles et organismes.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228447003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1228447003 - Table de concertation du faubourg Saint-Laurent.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Florentina ILIUTA
Préposée au budget
Tél : 514-872-5763

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-25

Habib NOUARI
conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-0984
Division : Service des finances, Pôle Développement

NO GDD : 1228447003

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement: N/A

Compte d'imputation :

Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses	**2023**	**2024**	**Total**
2101.0014000.105814.06501.61900.016491.0000.000000.051408.00000.00000	**100,000 $**	**25,000 $**	**125,000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228447003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mars 2024 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour le soutien à la Table ronde du quartier chinois dans le cadre du Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois et accorder une contribution maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Le financement de cette contribution sera entièrement assumé par le Service du développement économique de la ville de Montréal grâce à l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec - Plan d'action pour la relance économique du centre-ville (Revitalisation du Quartier chinois). Une intervention distincte sera faite par le Service des finances à cet effet.

Ce dossier n'a donc aucun impact sur le budget de l'arrondissement Ville-Marie.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-25

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.23

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1226091006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution totale de 21 288 $

D'approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique;

D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 21 288 $, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 10:21

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226091006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution totale de 21 288 $

CONTENU

CONTEXTE

LespaceMaker oeuvre dans le domaine de la transition socio-écologique et donne accès à des espaces collaboratifs de fabrication, d'apprentissage, d'exploration, de création et de partage du savoir. L'organisme sollicite la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie pour analyser, évaluer le potentiel et développer 5 projets de nature socio-écologique en collaboration avec des partenaires et la collectivité sur le territoire de Ville-Marie.

La contribution permet de rémunérer une ressource pour une durée de 460 heures entre le 1er janvier et le 31 mai 2023.

Voici les 5 projets qui seront analysés et amorcés par LespaceMaker dans le cadre de cette contribution.

LocoMotion : LocoMotion, projet initié par Solon en 2017, est un réseau de comités de quartier qui se donne le défi de se déplacer autrement. À l'aide de ressources techniques partagées (locomotion.app) et du partage de connaissances, LocoMotion permet à des groupes de citoyens de mutualiser des ressources de transport en fonction des besoins spécifiques. (voitures, vélo cargo, remorques, etc.). L'équipe de LocoMotion est à la recherche de nouveaux groupes porteurs qui permettront d'implanter le projet dans trois nouveaux arrondissements montréalais en 2023. L'objectif de LespaceMaker est de faciliter le déploiement de LocoMotion par un premier groupe porteur au sein de l'arrondissement de Ville-Marie.

LocoMobile : LocoMobile est un projet participatif de fabrication de remorques destinées à l'usage de groupes LocoMotion. L'objectif de LespaceMaker est de développer une offre récurrente d'ateliers de fabrication de remorques à vélo communautaires accessibles à tous et fabriqués à partir de matériaux revalorisés.

La Remise : La Remise est une bibliothèque d'outils activée par l'engagement de ses membres. En 2020, LespaceMaker recueillait plus de 500 réponses positives de la part de citoyens.nes du quartier au sondage d'intérêt pour un projet La Remise à LespaceMaker. En partenariat avec l'organisation de La Remise, LESPACEMAKER souhaite évaluer le potentiel de l'ouverture d'une bibliothèque d'outils dans l'arrondissement de Ville-Marie, au 2875 de la rue

Hochelaga.

Récupératüm : Le Récupératüm est un centre de récupération, de recyclage et de valorisation de la matière. La phase pilote du projet vise à installer et organiser un espace semi-extérieur pour l'organisation et la distribution de matériaux. Les matériaux récupérés seront remis en circulation auprès des citoyens.nes et organismes communautaires. Cette initiative permet d'éviter le gaspillage de tonnes de matériaux destinés à l'enfouissement (matériaux de construction, ressources événementielles, surplus de production, etc.) et supportera les initiatives artistiques et culturelles de Ville-Marie. La mise en place et la gestion du projet seront effectuées en partenariat avec la coopérative Recyborg, organisation spécialisée en réemploi, recyclage, réparation et valorisation de la matière. LespaceMaker souhaite évaluer la faisabilité du projet pilote pour le printemps 2023.

Réparathons : Un Réparathon est un événement de quartier qui réunit des volontaires expérimentés et des citoyens.nes pour réparer des objets de la vie quotidienne (appareils électriques et mécaniques, ordinateurs, bicyclettes, vêtements et autres). Les Réparathons contribuent à la lutte contre l'obsolescence programmée des objets et permettent la démocratisation du savoir-faire en plus de renforcer la cohésion sociale et l'engagement citoyen. Au cours des deux derniers mois, LespaceMaker a organisé deux Réparathons dans ses ateliers. LespaceMaker souhaite poursuivre le déploiement de cette offre d'événements et augmenter leur portée et récurrence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240355 (122017008) _ Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 7 000 $ (dont 2 000 $ à LespaceMaker);
CA21 240331 (1210175005) _ Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 22 200 $ (dont 3 000$ à LespaceMaker);
CA20 240414 (120175001) _ Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 8 975 $ (dont 2 000 $ à LespaceMaker).

DESCRIPTION

Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution totale de 21 288 $ tels que présentés en pièces jointes et conformément au protocole d'entente entre l'arrondissement de Ville-Marie et LespaceMaker.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour la contribution financière attribuée à LespaceMaker est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement. Le mode de versement est précisé dans la convention de contribution financière.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le dossier est conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
Conseillère en planification - Transition écologique et résilience

Tél : 514 703-4294
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-25

Marion ANGELY
Chef de division ressources humaines

Tél : 514.872.4814
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226091006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution totale de 21 288 $



LespaceMaker_Contribution financière_2023_1226091006_vf.pdf



Aspect financier_LESPACEMAKER_1216091006_vf.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
Conseillère en planification - Transition écologique et résilience

Tél : 514 703-4294
Télécop. :

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boul. de Maisonneuve Est, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représenté par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement de délégation d'arrondissement CA-24-009;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelé la **« Ville »**

ET : **LESPACEMAKER**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2875, rue Hochelaga, Montréal, Québec, H2K 1K7, agissant et représentée par monsieur Arno Robin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 720573286
Numéro d'inscription T.V.Q. : 122395610

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme oeuvre dans le domaine de la transition socio-écologique et donne accès à des espaces collaboratifs de fabrication, d'apprentissage, d'exploration, de création et de partage du savoir.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Bureau du directeur d'arrondissement de Ville-Marie, Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout

rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour

chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt et un mille deux cent quatre-vingt-huit dollars (21 288 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de mille deux cent quatre-vingt-huit dollars (1 288 $) au plus tard le 31 mai 2023 et sur dépôt d'un rapport des activités et résultats;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein

droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mai 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance

par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2875, rue Hochelaga, Montréal, Québec, H2K 1K7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de décembre 2022

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de décembre 2022

LESPACEMAKER

Par : _____
Arno Robin, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le 6e jour de décembre 2022 (résolution CA22 XXXXXX).

ANNEXE 1

PROJET

LESPACEMAKER
Projets de transition socio-écologique
Demande de soutien financier

LESPACEMAKER œuvre dans le domaine de la transition socio-écologique et donne accès à des espaces collaboratifs de fabrication, d'apprentissage, d'exploration, de création et de partage du savoir. L'organisme sollicite la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie pour analyser, évaluer le potentiel et développer 5 projets de nature socio-écologique en collaboration avec des partenaires et la collectivité sur le territoire de Ville-Marie.

La contribution permet de rémunérer une ressource pour une durée de 460 heures entre le 1er janvier et le 31 mai 2023.

Voici les 5 projets qui seront évalués et développés par LESPACEMAKER dans le cadre de cette contribution.



LOCOMOTION

LocoMotion, projet initié par Solon en 2017, est un réseau de comités de quartier qui se donne le défi de se déplacer autrement. À l'aide de ressources techniques partagées (locomotion.app) et du partage de connaissances, LocoMotion permet à des groupes de citoyens de mutualiser des ressources de transport en fonction des besoins spécifiques aux habitudes de leur quartier (automobile, vélo cargo, remorques, etc.)

Suite à la réussite de l'implantation autonome de LocoMotion par des citoyens de l'arrondissement Plateau Mont-Royal, l'équipe de LocoMotion est à la recherche de nouveaux groupes porteurs qui permettront d'implanter le projet dans trois nouveaux arrondissements montréalais en 2023.

L'objectif de LESPACEMAKER dans le projet LocoMotion est de faciliter le déploiement de LocoMotion par un premier groupe porteur au sein de l'arrondissement Ville-Marie.

30 hrs par mois durant 4 mois (120 heures)

- Recrutement d'une communauté citoyenne porteuse
  (Déploiement d'un sondage d'intérêt)
- Supporter les étapes d'implantation du projet pilote
  (Budget, support logistique, etc.)
- Encadrement et suivi (
  support au comité, approche de partenaires, etc.)
- Développement du projet
  (évaluer une stratégie de déploiement du projet pour Ville-Marie)
- Animation du milieu
  (Développer l'engagement et la mobilisation)

-

À noter : Un financement à la mise sur pied (déploiement du projet) est à prévoir ultérieurement.

LOCOMOBILE

LocoMobile est un projet participatif de fabrication de remorques destinées à l'usage de groupes LocoMotion. En juin 2022, un projet pilote a été initié par LocoMotion en partenariat avec LESPACEMAKER. À l'occasion d'une fin de semaine, dix citoyens.nes du Plateau Mont-Royal ont construit une dizaine de remorques à vélo et ensuite décorées par un collectif d'artistes visuels. Les dix remorques sont actuellement déployées pour usage libre dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.

Afin d'enraciner la fabrication dans les valeurs de sa collectivité (fabrication à partir de matériaux revalorisés), d'optimiser la fabrication (abordabilité, répétabilité et facilité d'assemblage) ainsi que pour améliorer différents aspects utilitaires de la remorque (format, entreposage, accrochage et usage piéton), un groupe d'experts.es bénévole est actuellement mobilisé à LESPACEMAKER pour la conception d'une nouvelle version.

L'objectif de LESPACEMAKER est de développer une offre récurrente d'ateliers de fabrication de remorques à vélo communautaires accessibles à tous les quartiers et fabriqués à partir de matériaux revalorisés.

15 hrs par mois durant 4 mois (60 heures)

- Développer une nouvelle proposition V5 fabriquée à partir de matériaux revalorisés
- Proposer une formation à un groupe pilote au début de l'année 2023

-

À noter : Afin de favoriser l'abordabilité, de nouvelles sources de financement sont à prévoir ultérieurement.

LA REMISE : CENTRE-SUD

La Remise est une bibliothèque d'outils activée par l'engagement de ses membres. La Remise Villeray, première succursale mise sur pied, réunit maintenant plus de 1000 membres et près d'une cinquantaine de bénévoles qui participent à l'activation et à la gestion des opérations. En 2019, La Remise recevait le support financier du FIRM pour entamer un projet de déploiement de services dans 3 nouveaux arrondissements.

En 2020, avec l'aide d'une citoyenne motivée, LESPACEMAKER recueillait plus de 500 réponses positives de la part de citoyens.nes du quartier au sondage d'intérêt pour un projet La Remise à LESPACEMAKER.

En partenariat avec l'organisation de La Remise, LESPACEMAKER souhaite évaluer le potentiel de l'ouverture d'une bibliothèque d'outils dans l'arrondissement Ville-Marie, au 2875 rue Hochelaga.

30 hrs par mois durant 4 mois (120 heures)

- Poursuivre les étapes d'amarrage avec La Remise (Entente et finances)
- Réflexion idéologique (amarrage des organisations)
- Consolider le groupe porteur (+500 noms au sondage d'intérêt)
- Recrutement (encadrer la participation au projet)
- Évaluation des modalités de mise en place du projet pilote (point de service)

RÉCUPÉRATUM

Le Récupératüm est un centre de récupération, de recyclage et de valorisation de la matière (recyclerie). La phase pilote du projet vise à installer et organiser un espace semi-extérieur pour l'organisation et la distribution des matériaux utiles à la fabrication. L'installation sera située dans la portion extérieure de LESPACEMAKER. Les matériaux récupérés seront remis en circulation auprès des citoyens et organismes communautaires du quartier. Il permettra d'éviter le gaspillage de tonnes de matériaux destinés à l'enfouissement (matériaux de construction, ressources événementielles, surplus de production, etc.) et supportera les initiatives artistiques et culturelles.

La mise en place et la gestion du projet seront effectuées en partenariat avec la coopérative Recyborg, organisation spécialisée en réemploi, recyclage, réparation et valorisation de la matière. Recyborg possède des compétences spécialisées en gestion des inventaires et distribution des ressources.

Une phase d'évaluation du potentiel de récupération a déjà été réalisée et les matériaux récupérés ont permis de réaliser une majeure partie des rénovations de la phase A d'implantation de LESPACEMAKER (valeur en matériaux estimée à plus de 50 000$).

LESPACEMAKER souhaite maintenant évaluer la faisabilité du projet pilote (lieu physique transitoire) pour le printemps 2023. Cette étape pourra permettre de supporter le développement de la Phase B d'aménagement de LESPACEMAKER.

20 hrs par mois durant 4 mois (80 heures)

- Réunir un groupe porteur pour le projet
- Établir les paramètres et mécaniques opérationnelles
- Développer des partenariats
- Dessiner un calendrier et des objectifs de mise en opération

-

À noter : Afin de permettre l'implantation, de nouvelles sources de financement sont à prévoir ultérieurement.

LES RÉPARATHONS

Un Réparathon est un événement de quartier durant lequel les gens se réunissent pour travailler à la réparation d'objets de la vie quotidienne (appareils électriques et mécaniques, ordinateurs, bicyclettes, vêtements et autres). Des volontaires expérimentés.es sont présents.es sur place pour aider à diagnostiquer et à réparer les appareils... Dans un esprit de collaboration et de partage des connaissances, les participants.es prennent une part active dans la réparation dans une ambiance décontractée.

Inspiré par le mouvement des «Repair Cafés» et «Right To Repair», les activités Réparathon participent à lutter contre l'obsolescence programmée des objets et permettent la démocratisation du savoir-faire technique dans un contexte décomplexé. Nous croyons que ces activités ont le potentiel de renforcer la cohésion sociale et l'engagement citoyen.

Au cours des deux derniers mois, LESPACEMAKER a organisé deux événements Réparathons dans ses ateliers. Une trentaine de réparateurs.trices et une cinquantaine de participants.es ont participé à ces deux activités. LESPACEMAKER aimerait poursuivre le déploiement de cette offre et augmenter la portée de ces événements récurrents.

20 hrs par mois durant 4 mois (80 heures)

- Consolider le projet (maintien d'une douzaine de volontaires par événement)
- Augmenter la portée du projet (élever la participation à une cinquantaine de participants.es par évènement)
- Maintenir l'engagement et la récurrence (un événement par mois)
- Production de l'événement (coordination des volontaires)

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1226091006

Nature du dossier : Convention de services avec un OSBL

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	LESPACEMAKER	583370

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Montant taxes incluses
2438-0010000-306100-04601-61900-016491

	Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	**Total**
Montant					21 288 $			**21 288 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	01 (jour (si connu))	janvier (mois)	2023 (année)	Date de fin :	31 (jour (si connu))	mai (mois)	2023 (année)

Formulaire complété par : Catherine Philibert (Prénom, nom)

Date et heure système : 28 novembre 2022 07:33:38

Formulaire VM_GDD_Asp.Fin - Version 2.1

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1226091006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution totale de 21 288 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1226091006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratif
Tél : 514-872-8521

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1226091006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 mai 2023 avec LespaceMaker pour l'analyse, l'évaluation du potentiel et le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contributions totale de 21 288,00 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 21 288,00 $

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant		21 288,00 $						**21 288,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 21 288,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306100	04601	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le bon de commande sera créé en 2023.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

Date: **2022-11-28**

Date et heure système : 28 novembre 2022 11:43:17

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.24

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228966005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 211 930,00$ afin de financer en 2023 le contrat de Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YAM) pour l'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation (CA22 240388)

D'autoriser une affectation de surplus de 211 930,00$ afin de financer en 2023 le contrat de Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YAM) pour l'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation (CA22 240388);
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 10:04

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1228966005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 211 930,00$ afin de financer en 2023 le contrat de Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YAM) pour l'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation (CA22 240388)

CONTENU

CONTEXTE

Considérant que le montant versé par le service de l'environnement, au montant de 211 930,00$, a été reçu en 2022 et qu'aucune dépense ne sera réalisée en 2022, cette somme sera retournée au surplus de gestion de l'Arrondissement de Ville-Marie en fin d'année. Il est nécessaire d'affecter les surplus du même montant en 2023 afin de financer la dépense en 2023.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Samba Oumar ALI, Ville-Marie

Lecture :

Samba Oumar ALI, 25 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne PRINCE
agent(e) technique en ingenierie municipale

514-872-9342
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228966005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 211 930,00$ afin de financer en 2023 le contrat de Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YAM) pour l'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation (CA22 240388)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1228966005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-25

Samba Oumar ALI
Chef de Division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1228966005

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Y' a quelqu'un l'aut bord du mur inc. (YAM)	138530

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Une affectation de surplus de 211 930,00$, net de ristourne est requise en 2023. Il s'agit du montant équivalent au virement effectué par le Service de l'environnement en 2022. La différence sera financé par le budget de fonctionnement de la Voirie-propreté (CR 306187).

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant		243 044,98 $						**243 044,98 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 14

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	novembre	2022		31	décembre	2023

Formulaire complété par : Julie Roy

Prénom, nom

Date et heure système : 15 novembre 2022 11:32:43

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.25

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 142 087.77 $ net de ristournes, accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 155 604,63 $, taxes incluses (Contrat: 119 695,87 $ + Contingences: 23 939,17 $ + Incidences: 11 969,59 $) – (appel d'offres public VMP-22-017 – 4 soumissionnaires)

D'accorder à Saint-Denis Thompson inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de renforcement des chambres électriques PA13129 et PA 13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 119 695,87$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (VMP-22-017 - 4 soumissionnaires);

D'autoriser une dépense de 23 939,17$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 11 969,59$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

De procéder à une évaluation du rendement de Saint-Denis Thompson inc;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 13:36

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228965007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 142 087.77 $ net de ristournes, accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 155 604,63 $, taxes incluses (Contrat: 119 695,87 $ + Contingences: 23 939,17 $ + Incidences: 11 969,59 $) – (appel d'offres public VMP-22-017 – 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de la planification et la réalisation du contrat VMP-21-002 pour la reconstruction de la rue Parthenais, les trottoirs ont été élargis. Ceci a eu pour effet de rabaisser le niveau de la rue. Cette information a été omise lors de la conception et cela a entraîné un ''déchaussement'' des puits d'accès de la C.S.E.M. Il est nécessaire de corriger la problématique afin de protéger ces puits. En chantier il n'était pas possible de réaliser les travaux correctifs puisqu'ils sortaient largement du mandat original et l'entrepreneur ne pouvait pas prendre la responsabilité de tels travaux. Un appel d'offres séparé a donc été lancé pour terminer pour de bon le projet de reconstruction de la rue Parthenais.
Également, puisque les chambres sont désuètes et prévues être abandonnées d'ici 2030 et étant des travaux près de structures CSEM nécessaires suite à des travaux à la demande de la Ville, l'arrondissement devra en assumer les coûts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240039 Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour le programme de réfection routière dans diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie
CA21 240117 Accorder un contrat de 2 979 365,82 $, taxes incluses, à Les Pavages CEKA inc. pour la réalisation des travaux de voirie, d'égout, de conduite d'eau, de réhabilitation de conduite d'eau potable, d'éclairage, de feux de circulation et de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie, autoriser une dépense maximale de 3 851 217,81 $ (appel d'offres public VMP-21-002 – 6 soumissionnaires) et affecter les surplus d'un montant 371 974,38 $, taxes incluses

DESCRIPTION

La dépense faisant l'objet du présent dossier consiste à construire des dalles de béton armé

afin de protéger et renforcer le toit des puits d'accès de la C.S.E.M. Étant donné qu'il s'agit de travaux correctifs, cette dépense n'est pas capitalisable et sera financée par affectation des surplus.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public VMP-22-017 pour les travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'Arrondissement de Ville-Marie a été lancé le 18 octobre 2022 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). L'ouverture des soumissions a eu lieu le 22 novembre à 11 heures.

- Huit (8) entreprises se sont procurées les documents de soumission;
- Les entreprises ont eu un délai de 35 jours afin de soumissionner;
- Un (1) addenda a été publié le 17 novembre 2022,
- Quatre (4) fournisseurs ont déposée des soumissions dans le délai prescrit;
- De ce nombre, deux (2) sont conformes.

Voici la liste des deux (2) plus bas soumissionnaires conformes :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)
St-Denis Thompson inc.	119,695.87$
Environnement Routier NRJ inc.	171,416.23$
Dernière estimation réalisée ($)	169,322.89$
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	145,556.05$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	21.60%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	51,720.36$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	43.21%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-49,627.02$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-29.31%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	51,720.36$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	43.21%

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme est St-Denis Thompson inc. avec un montant de 119 695.87 $ taxes incluses.

L'écart entre l'estimation faite par la firme de génie conseil mandaté pour effectuer les plans et devis et le plus bas soumissionnaire conforme est de -29.31%, ce qui est acceptable. De plus le deuxième plus bas soumissionnaire conforme est 30.17% plus dispendieux que le plus bas.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 28 novembre 2022 Ces validations ont montré que :

- St-Denis Thomspon inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec;
- St-Denis Thomspon inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- St-Denis Thomspon inc. a une autorisation de contracter de l'AMP;
- St-Denis Thomspon inc. et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RCM-18-038).

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à St-Denis Thomspon inc., au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense liée au contrat de: 119 695.87 $ taxes incluses est assumée à 100% par les surplus d'arrondissement.

Le budget prévisionnel pour contingences au montant de 23 939.17 $ taxes incluses équivalent à 20% du montant du contrat sera également assumé à 100% par les surplus d'arrondissement.

Le budget pour frais incidents au montant de 11 969.59 $ taxes incluses équivalent à 10% du montant du contrat sera également assumé à 100% par les surplus d'arrondissement. (Budget prévisionnel pour services professionnels, cotisations à traces Québec, achat de matériel Ville).

La dépense maximale s'élève donc à 155 604.63$ taxe incluses.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures exigées et mises en place par la santé publique au moment des travaux seront respectées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une opération de communication en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux seront d'une durée maximale de 5 semaines et se tiendront au courant de l'été 2023.

L'entrepreneur risque de préconiser le début de la saison pour effectuer les travaux mais aucune exigence contractuelle ne l'oblige à intervenir en ce sens.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie - Ext DAGENAIS, Commission des services électriques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Agent technique en Ingénierie Municipale

Tél : 514-208-0563
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2022-11-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 142 087.77 $ net de ristournes, accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 155 604,63 $, taxes incluses (Contrat: 119 695,87 $ + Contingences: 23 939,17 $ + Incidences: 11 969,59 $) – (appel d'offres public VMP-22-017 – 4 soumissionnaires)


Aspect financier 1228965007.pdf


VMP-22-017_PV_2e ouverture_2022-11-25.pdf


Section A - Sommaire St-Denis Thompson Page 1.pdf


AMP_ST-DENIS THOMPSON INC..pdf


VMP-22-017_Analyse de conformité soumission.pdf


VMP-22-017_PV.pdf


SEAO _ Résultats d'ouverture.pdf


SEAO _ Résultats d'ouverture_2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Agent technique en Ingénierie Municipale

Tél : 514-208-0563
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

VMP-22-017

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 25 novembre 2022, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 18 octobre 2022 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Sandy Pinna, secrétaire-recherchiste, et en présence de madame Sandy Ferreira Carreiro, technicienne en gestion des documents et archives, et de madame Sophie Duval, conseillère en aménagement.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Environnement Routier NRJ Inc.	171 416,23 $

Sandy Ferreira Carreiro — date
Technicienne - Gestion des documents et archives

Sophie Duval — date
Conseillère en aménagement

Sandy Pinna — date
Secrétaire-recherchiste

Ville-Marie
Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-22-017

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Au comptoir d'accueil de la Salle du conseil, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, avant 11h00
18	10	2022	22	11	2022	

Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de CSEM dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est	
Montant total avant taxes :	104,106.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	5205.30 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	10384.57 $
Montant total :	**119,695.87 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 114 449 1694

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): St Denis Thompson Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5530, rue Saint-Patrick, suite 1121, Montréal, QC , H4E 1A8

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	514-523-6162 p. 205	
FRÉDÉRIC LABADIE, ING. - VICE-PRÉSIDENT	Télécopieur :	514-528-1880	
	Courriel :	flabadie@stdenisthompson.com	
Signature:	Jour	Mois	Année
	22	11	2022

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 27 novembre 2022 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : ST-DENIS THOMPSON INC.
Adresse du siège social : 5530, RUE SAINT-PATRICK, 1121, MONTRÉAL, QC, H4E 1A8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000145968
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144491694

Autres noms d'affaires

- SONOJET
-
- SONO-JET

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-22-017**
Titre d'AO :	**Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de**
Date d'ouverture :	**22-nov-22**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	St-Denis Thompson inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	119 695,87 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Environnement Routier NRJ inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	171 416,23 $
Dernière estimation :	169 322,82 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-29%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	43%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	St-Denis Thompson inc	119 695,87 $	Conforme	CONFORME	
2	G-Tek (8246408 Canada inc)	122 149,44 $	Conforme	NON CONFORME	/ La date de la demande de renouvellement n'est pas valide avec l'ouverture des soumission
3	C.M.S. Entrepreneurs généraux inc	160 000,00 $	Conforme	NON CONFORME	/ La date de la demande de renouvellement n'est pas valide avec l'ouverture des soumission
4	Environnement Routier NRJ Inc.	171 416,23 $	Conforme	CONFORME	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Edith Mitchell	Date :	01-12-2022
Vérifiée par :		Date :	

Ville-Marie
Montréal

Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

VMP-22-017

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 22 novembre 2022, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 18 octobre 2022 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Sandy Pinna, secrétaire-recherchiste, et en présence de madame Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats, et de madame Édith Mitchell, préposée à la gestion des contrats.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
St-Denis Thompson inc.	119 695,87 $
G-TEK (8246408 Canada inc.)	122 149,44 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux Inc.	160 000,00 $

Annie Hazel Roy date
Préposée à la gestion des contrats

Édith Mitchell date
Préposée à la gestion des contrats

Sandy Pinna date
Secrétaire-recherchiste

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-22-017
Numéro de référence : 1652184
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est
Date de fermeture de l'avis :	2022-11-22 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Fredy Alzate Courriel : vm-appeldoffres@montreal.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

ST-DENIS THOMPSON INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
ST-DENIS THOMPSON INC. 1215 rue Hickson Montréal, (QC) CAN H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com	1144491694	Madame Lyne Pare Téléphone : 514 523-6162	119 695,87 $

8246408 CANADA INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
8246408 CANADA INC. 4137 Boul. Industriel Laval, (QC) CAN H7L 6G9 http://www.gtek.ca	1168402445	Monsieur Sylvain Bachand Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	122 149,44 $

C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	160 000,00 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

© 2003-2022 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-22-017
Numéro de référence : 1652184
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est
Date de fermeture de l'avis :	2022-11-22 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2022-11-22 11 h 41 Révision : 2022-11-25 11 h 40
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie**
Contact(s) :	Fredy Alzate Courriel : vm-appeldoffres@montreal.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

ST-DENIS THOMPSON INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
ST-DENIS THOMPSON INC. 1215 rue Hickson Montréal, (QC) CAN H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com	1144491694	Madame Lyne Pare Téléphone : 514 523-6162	119 695,87 $

8246408 CANADA INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
8246408 CANADA INC. 4137 Boul. Industriel Laval, (QC) CAN H7L 6G9 http://www.gtek.ca	1168402445	Monsieur Sylvain Bachand Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	122 149,44 $

C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	160 000,00 $

Information supplémentaire

ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC
1142611939
171 416,23 $

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Historique des modifications

Révision des résultats : :	2022-11-25 11 h 40

Publier

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 142 087.77 $ net de ristournes, accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 155 604,63 $, taxes incluses (Contrat: 119 695,87 $ + Contingences: 23 939,17 $ + Incidences: 11 969,59 $) – (appel d'offres public VMP-22-017 – 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1228965007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-01

Samba Oumar ALI
Chef de Division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1228965007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Affecter les surplus d'un montant 142 087,77 $, net de ristournes;

  Autoriser une dépense maximale de 155 604.63 $ taxes incluses, pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est dans la rue Parthenais ;

  Accorder, à cette fin, un contrat à St-Denis Thompson inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 119 695.87 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges(appel d'offres public VMP-22-017 – 4 soumissionnaires;

  Autoriser un budget de provision pour contingences de 23 939.17 $ taxes incluses;

  Autoriser un budget d'incidences de 11 969.59 $ taxes incluses;

  Procéder à une évaluation du rendement de St-Denis Thompson inc."

- Les travaux de reconstruction de la rue Parthenais ont nécessité d'abaisser le niveau de la rue. Cette information a été omise lors de la conception et cela a entrainé un "déchaussement" des puis d'accès de la C.S.E.M. Il est nécessaire de corriger la problématique afin de protéger ces puits.

- La dépense faisant l'objet du présent dossier consiste à construire des dalles de béton afin de protéger et renforcer le toit des puits d'accès de la C.S.E.M

- Étant donné qu'il s'agit de travaux correctifs, cette dépense n'est pas capitalisable.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 155 604,63 $

	Années antérieures	2023
Montant		155 604,63 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 142 087,77 $

	Années antérieures	2023
Montant		142 087,77 $

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 142 087,77 $ Surplus libres

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 109 298,28 $ Contrat

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	03103	57201	000000	0000	004670	000000	00000	00000

Montant: 21 859,65 $ Contingences 20%

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	03103	57201	000000	0000	004670	028057	00000	00000

Montant: 10 929,83 $ Incidences 10%

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306107	03103	54301	000000	0000	004670	028058	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année 2023 sont réservés par l'engagement de gestion no VM28965007
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2022-11-30**

Date et heure système : 30 novembre 2022 16:16:05

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.26

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229705007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Innovation Jeunes pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme d'aide au développement économique de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 35 000$

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023 avec l'organisme Innovation Jeunes dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie VOLET III;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 35 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 15:12

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229705007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Innovation Jeunes pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme d'aide au développement économique de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 35 000$

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a, le 14 décembre 2021, adopté un nouveau programme de soutien financier au développement économique et commercial.
Le soutien financier accordé dans le cadre du volet3 - Soutien financier aux projets économiques non commerciaux est destiné à encourager les projets offrant une valeur ajoutée à l'économie de l'arrondissement de Ville-Marie, le soutien financier aux projets économiques non commerciaux vise à aider les projets de nature économique développés par un OBNL, un groupe communautaire, une coopérative ou un projet d'économie sociale.

En concordance avec ce volet, Innovation Jeunes a déposé une demande de soutien financier dans le volet 3 pour soutenir financièrement leur projet Le Marché Solidaire.

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver la demande de soutien financier d'Innovation Jeunes, celle-ci étant conforme aux critères du programme de soutien et évaluée conformément à l'encadrement C-OG-DG-D-20-001 en vigueur depuis le 5 mars 2020.

Il s'agit aussi d'approuver la convention à intervenir avec l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240510 - Autoriser une affectation de surplus de 1 000 000$ pour l'année 2022, afin de soutenir les projets soumis dans le cadre du volet 2 axe 4 et volet 3, du Programme de soutien au développement économique et commercial 2022-2024.

CA22 240123 - Approuver la convention, se terminant 31 décembre 2022 avec la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville pour le projet d'habillage de locaux vacants dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 75 000$.

CA22 240210 - Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2022, avec la Société de développement commercial du Village pour le projet d'habillage de locaux vacants dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution totale de 33

750 $.

CA22 240179 - Approuver les conventions, se terminant le 30 avril 2023 avec deux organismes de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de deux projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 68 280 $.

DESCRIPTION

Un projet est admissible au soutien financier dans la mesure où il s'inscrit dans un des volets du Programme de soutien au développement économique et commercial 2022- 2024 et qu'il atteint une note de passage de 70%.
Le projet suivant n'a, dans un premier temps, pas eu la note de passage. Le rôle du commissaire au développement économique est d'accompagner les organismes à se développer. Après plusieurs rencontres pour structurer la demande, cette dernière est maintenant admissible.
Le projet a de nouveau été envoyé aux membres du comité qui n'ont émis aucun avis contraire.

Organisme:	Projet:	Description:	Durée	Coût total du projet	Montant de la subvention
		Pendant la crise sanitaire, Innovation Jeunes a reçu le mandat d'ouvrir une banque alimentaire pour le quartier de Peter-McGill. Historiquement, ce quartier n'a jamais eu un système alimentaire en place et ce manque nous a durement frappés. Depuis ses débuts en avril 2020, le projet de sécurité alimentaire Innovation-Assistance a desservi plus de 800 ménages et des milliers d'individus. Voulant s'appuyer sur notre succès, nous avons transitionné un service d'urgence à un système alimentaire pour tous à Peter-McGill. Un des moyens pour ce faire fut la création du Marché Solidaire. Le Marché Solidaire offre un concept simple. Quatre fois par mois, nous tenons un marché dans le style des marchés des fermiers. Les 1er et le 3e lundis du mois, c'est le marché solidaire, ouvert à toutes et tous, dont l'emplacement a pignon sur la rue Ste-Catherine; le 1er et 3e mercredi du			

Innovation Jeunes	Le marché solidaire	mois, c'est le marché mobile pour aînés, dans 2 manoirs subventionnés. Le marché solidaire, ouvert à tous (les membres d'Innovation Assistance, les passants, les touristes, les résidents du quartier), a une tarification sociale, avec 3 paliers. Les paliers de la tarification sociale: 1) Les bons d'achats Donnez-au-suivant: Les bons d'achats pour les membres de la banque alimentaire qui sont en situation de vulnérabilité et de détresse. Ces personnes sont identifiées par les intervenants d'Innovation Jeunes ou de leurs partenaires et elles bénéficient de paniers gratuits ou quasi-gratuits. Les bons d'achats coûtent 20$ et sont achetés par le grand public, pour ensuite être offerts aux membres les plus vulnérables. 2) Des prix de membres: les membres payent 25% du prix du marché (le prix est indiqué sur une pancarte devant chaque aliment). Ce pallier est le seul pour le marché mobile pour aînés. 3) Des prix pour les non-membres: Ces prix sont offerts au grand public. Tout le monde a le droit de magasiner au Marché Solidaire. Les prix pour non-membres sont néanmoins environ 50% du prix d'une épicerie régulière.	1 an	211 471,00 $	35 000,00 $

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi plus de 12 M$ en appui à diverses initiatives de portée économique, démontrant ainsi l'unicité de son territoire, à la fois milieu de vie et centre ville de classe mondiale. Les projets visés par ce sommaire décisionnel, élaborés dans le but de favoriser la vitalité commerciale s'inscrive pleinement dans une des catégories du programme de soutien au développement économique et commerciale 2022-2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique, le versement du soutien financier est précisé dans chacun des

projets de convention joints à la présente. Selon le degré de précision des documents déposés, la convention prévoie le versement d'une première somme représentant 80 % du montant accordé pour le projet soit versé à l'organisme bénéficiaire dès l'entrée en vigueur de la convention. Un dernier versement sera fait à la réception du bilan des projets pour le reste du soutien financier.

MONTRÉAL 2030

Le projet soumis dans le cadre de ce programme s'inscrit dans les priorités de Montréal 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les SDC et associations de commerçant développent, grâce au soutien financier de l'Arrondissement, des projets favorisant la vitalité commerciale sur leurs territoires respectifs. Sans ce soutien, les SDC et associations disposent de ressources financières limitées pour créer des projets structurants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

Ces événements s'inscrivent dans une perspective de relance économique après la pandémie de la COVID-19. Les activités prévues se feront dans le respect des normes sanitaires en vigueur aux dates des événements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité, de communication et de promotion est prévue dans le convention à intervenir avec les organismes.

Chaque SDC et organisme a développé des stratégies de communication en lien avec les projets présentés et en a l'entière responsabilité. La Division des communications et des relations avec les citoyens diffusera, à sa discrétion, les projets d'intérêt public dans les outils de communication de l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Marché	Clientèle	Jour de semaine	Tarification	Emplacement	Fournisseurs
Marché solidaire	ouvert à tous	1er et 3e lundi du mois	3 paliers	1439 Sainte-Catherine Ouest	L'Autre Choix, Jardins Carya, Moisson Montréal
Marché mobile	aînés	1er et 3e mercredi du mois	prix des membres (25% du prix du marché)	Les habitations Durocher et Dufort	L'Autre Choix, Jardins Carya, Moisson Montréal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-11-28
Agathe BESSE-BERGIER Commissaire au développement économique	Mélissa LAPIERRE-GRANO chef(fe) communications relations communaute
Tél : 514 243 2364 **Télécop. :**	**Tél :** 514-868-3217 **Télécop. :**



Convention_1229705007_Innovation Jeunes_Marchés solidaires.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE (INNOVATION JEUNES),** personne morale sans but lucratif, (constituée sous l'autorité de la Loi sur les Corporations canadiennes, S.R.C. 1970, c. C-32), ayant sa place d'affaires au 2205 rue Tupper, Montréal, Québec, H3H 1Z4, agissant et représentée par Jenna Smith, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : n/a
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre-ville afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme cherche à améliorer l'accès à la nourriture locale, saine, de qualité et diversifiée dans le quartier de Peter-McGill afin d'augmenter la sécurité alimentaire pour ce district dont 42% de la population vit sous le seuil de la pauvreté et de contribuer à un système alimentaire plus durable et plus inclusif.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et commercial de

l'arrondissement de Ville-Marie 2022-2024 pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE le projet décrits à l'ANNEXE 1 de la présente (ci-après appelée la « Demande ») ait été décrit sur le formulaire prévu à cette fin, a été soumis à un comité d'évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l'Arrondissement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du projet retenu dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'Annexe 1;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, le « **30 novembre 2023** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins

de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de Trente cinq mille dollars (**35 000$**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-huit mille dollars (28 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de sept mille dollars (7 000 $), sur réception du bilan final du projet, au plus tard le (30 décembre 2023);

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le (1er décembre 2023).

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3M $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2205 rue Tupper, Montréal, Québec, H3H 1Z4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la (Directrice - Mme Jenna Smith). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

INNOVATION JEUNES

Par : _____
JENNA SMITH, directrice

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville Marie comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel 1229705007. Cette convention a été approuvée par la résolution …….. du conseil lors de la séance du 6 décembre 2022.

ANNEXE 1

PROJET

a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | **10 points**

Pendant la crise sanitaire, Innovation Jeunes a reçu le mandat d'ouvrir une banque alimentaire pour le quartier de Peter-McGill. Historiquement, ce quartier n'a jamais eu un système alimentaire en place et ce manque nous a durement frappés. Depuis ses débuts en avril 2020, le projet de sécurité alimentaire Innovation-Assistance a desservi plus de 800 ménages et des milliers d'individus.

Voulant s'appuyer sur notre succès, nous avons transitionné un service d'urgence à un système alimentaire pour tous à Peter-McGill. Un des moyens pour ce faire fut la création du Marché Solidaire.

Le Marché Solidaire offre un concept simple. Quatre fois par mois, nous tenons un marché dans le style des marchés des fermiers. Les 1er et le 3e lundis du mois, c'est le marché solidaire, ouvert à toutes et tous, dont l'emplacement a pignon sur la rue Ste-Catherine; le 1er et 3e mercredi du mois, c'est le marché mobile pour aînés, dans 2 manoirs subventionnés. Le marché solidaire, ouvert à tous (les membres d'Innovation Assistance, les passants, les touristes, les résidents du quartier), a une tarification sociale, avec 3 paliers.

Les paliers de la tarification sociale:

1) Les bons d'achats Donnez-au-suivant: Les bons d'achats pour les membres de la banque alimentaire qui sont en situation de vulnérabilité et de détresse. Ces personnes sont identifiées par les intervenants d'Innovation Jeunes ou de leurs partenaires et elles bénéficient de paniers gratuits ou quasi-gratuits. Les bons d'achats coûtent 20$ et sont achetés par le grand public, pour ensuite être offerts aux membres les plus vulnérables.

2) Des prix de membres: les membres payent 25% du prix du marché (le prix est indiqué sur une pancarte devant chaque aliment). Ce pallier est le seul pour le marché mobile pour aînés.
3) Des prix pour les non-membres: Ces prix sont offerts au grand public. Tout le monde a le droit de magasiner au Marché Solidaire. Les prix pour non-membres sont néanmoins environ 50% du prix d'une épicerie régulière.

Le système des membres et des non-membres:

Nous avons présentement environ 80 ménages qui sont membres. Ces personnes étaient des bénéficiaires de la banque alimentaire, et elles se qualifient pour le statut de membre pour deux raisons: elles résident à Peter-McGill et elles s'identifient comme étant dans une faible situation économique. Nous sommes en train de traîter la liste d'attente pour devenir membres:

Les non-membres sont le reste de la population: les résidents, les passants, les touristes, les gens du réseau. Ces personnes sont également invitées, si elles le désirent, de contribuer des montants à leurs factures afin d'aider le suivant, et d'acheter un bon d'achat pour offrir à quelqu'un d'autre.

Les aînés: depuis le début d'Innovation Assistance, nous avons desservi jusqu'à une centaine d'aînés à très faible revenu. La majorité d'entre eux habitent dans les manoirs subventionnés. Puisque les aînés ont des problèmes de mobilité et souffrent toujours d'une crainte de sortir du manoir, nous amenons le marché vers eux pour faciliter l'accessibilité des produits.

Les fournisseurs et partenaires:

Nous avons présentement quatre partenaires/fournisseurs, L'Autre Choix, les Jardins Carya, Concordia Food Coalition/Aramark et Moisson Montréal. La propriétaire de L'Autre Choix (une petite épicerie à Westmount) donne son temps bénévolement pour aller chercher le meilleur prix pour les produits. Nous donnons le budget, et elle remplit la commande. La commande est livrée à son magasin, entreposée jusqu'à ce que nous puissions aller la chercher. Entre les mois de novembre et avril, nous louons (à très bas prix) son trailer réfrigéré pour pouvoir entreposer la nourriture nous-mêmes. Elle vend nos bons d'achats à ses clients, en faisant la promotion dans son infolettre mensuels. L'Autre Choix source notre commande de six fermiers: la Ferme de l'île, la Coop les jardins de la résistance, Pur Delys, les jardins Carya, les jardins Glenorra et la Fraîcheur urbaine.

Les Jardins Carya nous fournissent avec les micropousses, et les légumes saisonniers en été. Ce partenaire nous aide à offrir des fruits et légumes frais, locaux et parfois biologiques. Les jardins Carya a développé, avec Innovation Jeunes, un système de tarification, de distribution et d'entreposage, selon les limites et les souhaits du projet. La grande force, donc, du Marché Solidaire, est sa capacité à rendre accessible des produits de qualité, nutritifs et abordables à une clientèle mixte. De plus, nous rejoignons une clientèle dont la situation socio-économique est souvent un obstacle à l'accès à de beaux marchés de fermiers.

Concordia Food Coalition fait la promotion de notre marché auprès de la population étudiante de Concordia. Ainsi, à la fin des marchés solidaires, nous pouvons vendre une partie de nos invendus (jusqu'à 500$) à la résidence des Soeurs Grises de Concordia. La cuisine de la résidence transforme ensuite les invendus pour leur cafétéria. Ce partenariat est géré par Concordia Food Coalition et Aramark.

Moisson Montréal nous permet d'avoir une section gratuite uniquement pour les membres et lors des marchés mobiles pour aînés. Ces produits sont le pain, les conserves, les collations, les breuvages, ainsi que des aliments frais que nous transformons pour vendre dans la section réfrigérée.

Les produits:

Produit	Denrée de base	Fournisseur/ local/bio	Kg acheté, par marché (par nous)	Kg vendu	Kg transformé
Onions	X	L'Autre Choix	45	40	5
Ail	X	L'Autre Choix	13.6	11	2.6
Pommes de terre	X	L'Autre Choix/local	45	45	
Carottes	X	L'Autre Choix	22.7	18	4.7
Gingembre	X	L'Autre Choix	13.6	10	3.6
Courges	X	L'Autre Choix	68	60	8
Concombres	X	L'Autre Choix (parfois bio)	38.4	38.4	
Poivrons		L'Autre Choix	30	20	10
Tomates	X	L'Autre Choix/local	45	22.5	22.5
Brocoli/Chou Fleur		L'Autre Choix (parfois bio)	60	50	10
Haricots	X	L'Autre Choix	22.7	11.35	11.35
Salade mixte/Laitue/ spinach	X	L'Autre Choix/local	45	35	10
Maïs	X	L'Autre Choix/local	36	36	
Légumes racines		L'Autre Choix (parfois bio)	11	6	5
Fruits	X	L'Autre Choix, local Qc/ON	140	115	25
Petits fruits	X (seasonal)	L'Autre Choix/local	25 pintes	25	25

Micropousses		Carya - local, bio	4	2	2
Fines herbes		De la racine program/local/bio	4	3	1
Mets préparés		Préparés dans nos cuisines	20-30 mets	15-20	
Conserves fait maison (125-500 ml)		Préparés dans nos cuisines	15-20 conserves	10-15	
Pain frais au levain		Raton levain	40 miches	40	
Lait	X	Québon	160 L	160	
Oeufs	X	Burnbrae Farms	80 douzaines	80	

L'emplacement:

Le marché solidaire est situé au Centre St Jax, sur la rue Sainte-Catherine Ouest, en plein cœur du quartier de Peter-McGill. Nous avons emménagé à St Jax en juin 2022, et compte y rester jusqu'en 2024. Sachant que l'église sera vendu et ceci présente une incertitude pour la localisation, voici la stratégie pour une localisation pérenne:

Plan A: négocier une entente avec St Jax, qui compte rester dans l'édifice, pour que nous puissions y rester aussi.

Plan B: déménager Innovation Assistance dans le centre Sanaaq, qui ouvrira ses portes début 2025.

Plan C: renégocier avec l'église Evangel d'emménager Innovation Assistance dans leur nouvel immeuble au 2152 Sainte-Catherine Ouest.

Plan D: acheter une immeuble avec d'autres partenaires dans le quartier.

Marché	Clientèle	Jour de semaine	Tarification	Emplacement	Fournisseurs
Marché solidaire	ouvert à tous	1er et 3e lundi du mois	3 paliers	1439 Sainte-Catherine Ouest	L'Autre Choix, Jardins Carya, Moisson Montréal
Marché mobile	aînés	1er et 3e mercredi du	prix des membres	Les habitations	L'Autre Choix, Jardins Carya,
		mois	(25% du prix du marché)	Durocher et Dufort	Moisson Montréal

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

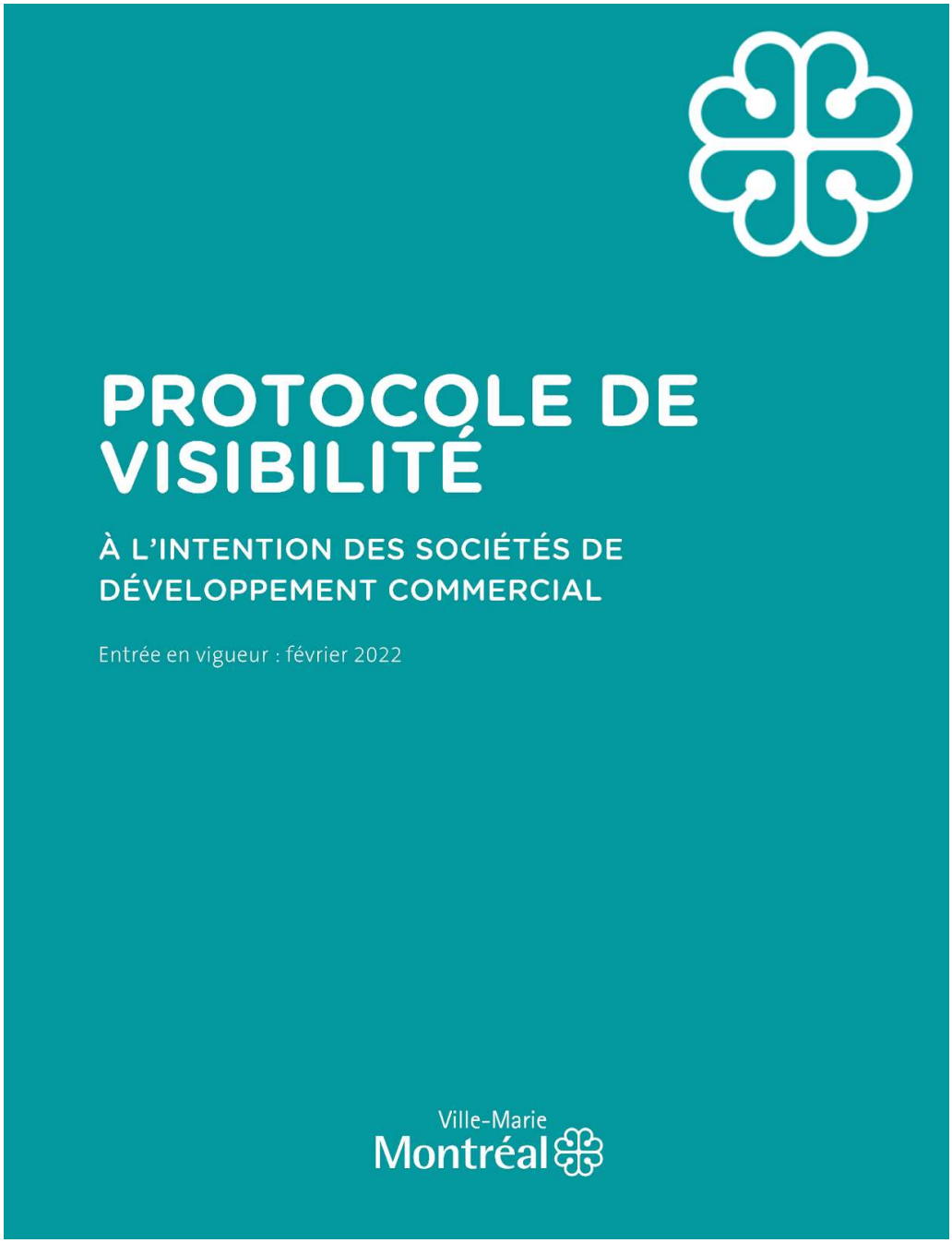


TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS
   - 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
   - 2.2 Relations médias et événements publics
   - 2.3 Publicité et promotion
   - 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS
   - 3.1 Normes graphiques et linguistiques
   - 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.

1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à

l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).

2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
- Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est **l'unique bailleur de fonds** : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est **partenaire du projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec **d'autres partenaires financiers** : «[Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un **collaborateur au projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres **collaborateurs** : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente**, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant (@centrevillemontreal) et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- Pour une publication sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête **(au moins dix jours ouvrables à l'avance)** :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.

- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.

- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).

- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.

- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.

- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze jours ouvrables à l'avance**; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 $ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonné-e-s;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
    - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des

logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :

- Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
- La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.

Hiérarchisation

La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

- Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.
- Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos

devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

Cas 3 Arrondissement
à gauche du logo de la Ville de Montréal

Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales

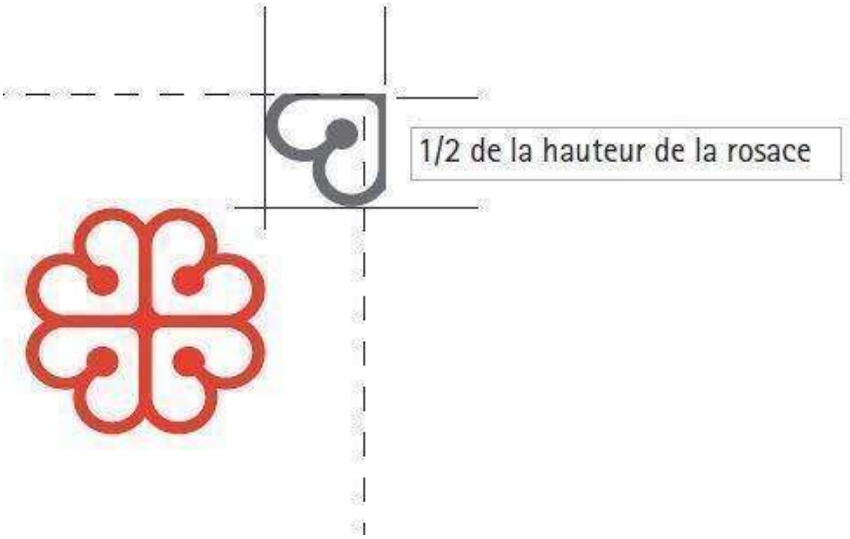




- Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en

couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.

3.1.3 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».

3.1.4 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la **Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie** (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins

qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, **un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement**.
- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet **au moins quinze jours ouvrables** à l'avance.

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le projet *Agents d'accueil* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229705007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Innovation Jeunes pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme d'aide au développement économique de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 35 000$



2e dépôt - Programme de soutien financier au dév economique Ville Marie 2022.docx-merged.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030_Innovation Jeunes_Marché solidaires_GDD1229705007.pdf



GRILLE D'ANALYSE- Comité - Innovation Jeune - VOLET 3.pdf



Aspect financier_GDD 1229678007_Innovation Jeune.pdf [pièce jointe "Aspect financier GDD 1229678007.pdf" supprimée par Agathe BESSE-BERGIER/MONTREAL]

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE

VOLET 3 | DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER AUX PROJETS ÉCONOMIQUES NON COMMERCIAUX

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

Veuillez compléter la colonne de droite des tableaux.

Coordonnées principales de l'organisme	
Nom de L'OBNL	Innovation Jeunes (Direction Chrétienne)
Adresse	2205 rue Tupper, Montréal, Qc, H3H1Z4
Téléphone	514-843-3996
Courriel	csmith@direction.ca
Site internet	www.innovationjeunes.ca

Coordonnées du représentant autorisé, par résolution du CA, à déposer la présente demande	
Nom et prénom	Smith, Christa
Fonction pour l'organisation	Coordonnatrice
Téléphone	514-843-3996
Courriel	Csmith@direction.ca

Informations sur le projet	
Nom du projet	Le Marché Solidaire
Lieu	Centre St-Jax: 1439 Saint-Catherine St W, Montreal, Quebec H3G 1S6
Date ou période de la tenue du projet	Du 1er décembre au 30 novembre 2023
Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services)	211471$
Montant du soutien financier demandé	35 000$

Proportion de la contribution	16%

SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

Tous les éléments-clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

1. PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

a. Présentez votre organisme, sa mission et sa structure organisationnelle | **5 points**

La mission d'Innovation Jeunes est d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre-ville afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale.
Nous sommes actifs dans le quartier de Peter-McGill depuis 2006.
Nous desservons principalement les enfants 0-25 ans et leurs familles. Par contre, depuis 2020, nous desservons une plus grande clientèle d'aînés grâce à nos services en sécurité alimentaire. Nous avons une équipe d'environ 7 personnes incluant intervenants, un conseiller en employabilité, une agente de développement communautaire et des coordonnateurs en sécurité alimentaire. Nous avons également des animateurs pour nos diverses activités sociales et artistiques desservant les enfants et jeunes. Sur une base annuelle nous desservons plus de 200 familles différentes. Notre clientèle est en majorité issue de l'immigration ou fait partie d'une minorité linguistique ou culturelle.

Parmis nos services et programmes nous retrouvons:
Éducation pour les adolescents et jeunes adultes à risque de décrochage scolaire(programme Connections.)
Banque alimentaire (Innovation-Assistance) marché des fermiers mensuels, activités en sécurité alimentaire et cuisines communautaires; ateliers de saine alimentation pour enfants et adolescents.
Programme en agriculture urbaine (De la Racine à la Ville)
Développement communautaire: Activités de mobilisation citoyenne; présence et leadership sur la concertation locale; activités auprès des résidents du quartier; opportunités de bénévolat et implication citoyenne pour résidents, étudiants et stagiaires.
Bibliothèque pour enfants: Prêt de la collection; activités d'alphabétisation; francisation pour enfants en préparation pour la maternelle; francisation pour enfants du primaire; programmation pour petite-enfance; interventions et services pour familles.

b. Démontrez votre connaissance du secteur visé par le projet : enjeux, besoins. clientèle, etc. | **5 points**

Le quartier de Peter-McGill a pour délimitations la rue Robert-Bourassa à l'est, la rue Atwater à l'ouest, la rue Camilien-Houde au nord et l'autoroute 20 au sud. La population est d'environ 36 000

habitants, dont 65% ne sont pas originaires du Canada. Le revenu moyen est 8000$ inférieur comparé au reste de l'arrondissement Ville-Marie.

Le secteur que nous desservons vit présentement les enjeux suivants:

1) Problèmes de cohabitation entre riverains et la population en situation d'itinérance, surtout autour du Square Cabot
2) Un manque de revitalisation sur la rue Ste-Catherine entre Atwater et Guy
3) Une lacune en espaces verts, des espaces de rassemblement et propice à des activités culturelles ou communautaires, qui stimulent la vitalité du quartier.
4) Pour la clientèle desservie par Innovation Jeunes et surtout par les marchés solidaires nous remarquons que:
    a) Cette clientèle vit de l'isolement social.
    b) Étant donné la grande diversité culturelle des membres (étudiants internationaux, demandeurs d'asile et nouveaux arrivants), ceux-ci vivent des barrières linguistiques pendant les années d'intégration à leur nouvelle vie au Canada.
    c) Les aînés vivent des problèmes de sécurité économique, des craintes vis-à vis le déconfinement et des problèmes de mobilité, donc l'accès aux magasins et aux services sociaux peut être problématique.

2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | **10 points**

Pendant la crise sanitaire, Innovation Jeunes a reçu le mandat d'ouvrir une banque alimentaire pour le quartier de Peter-McGill. Historiquement, ce quartier n'a jamais eu un système alimentaire en place et ce manque nous a durement frappés. Depuis ses débuts en avril 2020, le projet de sécurité alimentaire Innovation-Assistance a desservi plus de 800 ménages et des milliers d'individus.

Voulant s'appuyer sur notre succès, nous avons transitionné un service d'urgence à un système alimentaire pour tous à Peter-McGill. Un des moyens pour ce faire fut la création du Marché Solidaire.

Le Marché Solidaire offre un concept simple. Quatre fois par mois, nous tenons un marché dans le style des marchés des fermiers. Les 1er et le 3e lundis du mois, c'est le marché solidaire, ouvert à toutes et tous, dont l'emplacement a pignon sur la rue Ste-Catherine; le 1er et 3e mercredi du mois, c'est le marché mobile pour aînés, dans 2 manoirs subventionnés. Le marché solidaire, ouvert à tous (les membres d'Innovation Assistance, les passants, les touristes, les résidents du quartier), a une tarification sociale, avec 3 paliers.

Les paliers de la tarification sociale:

1) Les bons d'achats Donnez-au-suivant: Les bons d'achats pour les membres de la banque alimentaire qui sont en situation de vulnérabilité et de détresse. Ces personnes sont identifiées par les intervenants d'Innovation Jeunes ou de leurs partenaires et elles bénéficient de paniers gratuits ou quasi-gratuits. Les bons d'achats coûtent 20$ et sont achetés par le grand public, pour ensuite être offerts aux membres les plus vulnérables.

2) Des prix de membres: les membres payent 25% du prix du marché (le prix est indiqué sur une pancarte devant chaque aliment). Ce pallier est le seul pour le marché mobile pour aînés.
3) Des prix pour les non-membres: Ces prix sont offerts au grand public. Tout le monde a le droit de magasiner au Marché Solidaire. Les prix pour non-membres sont néanmoins environ 50% du prix d'une épicerie régulière.

Le système des membres et des non-membres:

Nous avons présentement environ 80 ménages qui sont membres. Ces personnes étaient des bénéficiaires de la banque alimentaire, et elles se qualifient pour le statut de membre pour deux raisons: elles résident à Peter-McGill et elles s'identifient comme étant dans une faible situation économique. Nous sommes en train de traîter la liste d'attente pour devenir membres:

Les non-membres sont le reste de la population: les résidents, les passants, les touristes, les gens du réseau. Ces personnes sont également invitées, si elles le désirent, de contribuer des montants à leurs factures afin d'aider le suivant, et d'acheter un bon d'achat pour offrir à quelqu'un d'autre.

Les aînés: depuis le début d'Innovation Assistance, nous avons desservi jusqu'à une centaine d'aînés à très faible revenu. La majorité d'entre eux habitent dans les manoirs subventionnés. Puisque les aînés ont des problèmes de mobilité et souffrent toujours d'une crainte de sortir du manoir, nous amenons le marché vers eux pour faciliter l'accessibilité des produits.

Les fournisseurs et partenaires:

Nous avons présentement quatre partenaires/fournisseurs, L'Autre Choix, les Jardins Carya, Concordia Food Coalition/Aramark et Moisson Montréal. La propriétaire de L'Autre Choix (une petite épicerie à Westmount) donne son temps bénévolement pour aller chercher le meilleur prix pour les produits. Nous donnons le budget, et elle remplit la commande. La commande est livrée à son magasin, entreposée jusqu'à ce que nous puissions aller la chercher. Entre les mois de novembre et avril, nous louons (à très bas prix) son trailer réfrigéré pour pouvoir entreposer la nourriture nous-mêmes. Elle vend nos bons d'achats à ses clients, en faisant la promotion dans son infolettre mensuels. L'Autre Choix source notre commande de six fermiers: la Ferme de l'île, la Coop les jardins de la résistance, Pur Delys, les jardins Carya, les jardins Glenorra et la Fraîcheur urbaine.

Les Jardins Carya nous fournissent avec les micropousses, et les légumes saisonniers en été. Ce partenaire nous aide à offrir des fruits et légumes frais, locaux et parfois biologiques. Les jardins Carya a développé, avec Innovation Jeunes, un système de tarification, de distribution et d'entreposage, selon les limites et les souhaits du projet. La grande force, donc, du Marché Solidaire, est sa capacité à rendre accessible des produits de qualité, nutritifs et abordables à une clientèle mixte. De plus, nous rejoignons une clientèle dont la situation socio-économique est souvent un obstacle à l'accès à de beaux marchés de fermiers.

Concordia Food Coalition fait la promotion de notre marché auprès de la population étudiante de Concordia. Ainsi, à la fin des marchés solidaires, nous pouvons vendre une partie de nos invendus (jusqu'à 500$) à la résidence des Soeurs Grises de Concordia. La cuisine de la résidence transforme ensuite les invendus pour leur cafétéria. Ce partenariat est géré par Concordia Food Coalition et Aramark.

Moisson Montréal nous permet d'avoir une section gratuite uniquement pour les membres et lors des marchés mobiles pour aînés. Ces produits sont le pain, les conserves, les collations, les breuvages, ainsi que des aliments frais que nous transformons pour vendre dans la section réfrigérée.

Les produits:

Produit	Denrée de base	Fournisseur/ local/bio	Kg acheté, par marché (par nous)	Kg vendu	Kg transformé
Onions	X	L'Autre Choix	45	40	5
Ail	X	L'Autre Choix	13.6	11	2.6
Pommes de terre	X	L'Autre Choix/local	45	45	
Carottes	X	L'Autre Choix	22.7	18	4.7
Gingembre	X	L'Autre Choix	13.6	10	3.6
Courges	X	L'Autre Choix	68	60	8
Concombres	X	L'Autre Choix (parfois bio)	38.4	38.4	
Poivrons		L'Autre Choix	30	20	10
Tomates	X	L'Autre Choix/local	45	22.5	22.5
Brocoli/Chou Fleur		L'Autre Choix (parfois bio)	60	50	10
Haricots	X	L'Autre Choix	22.7	11.35	11.35
Salade mixte/Laitue/ spinach	X	L'Autre Choix/local	45	35	10
Maïs	X	L'Autre Choix/local	36	36	
Légumes racines		L'Autre Choix (parfois bio)	11	6	5
Fruits	X	L'Autre Choix, local Qc/ON	140	115	25
Petits fruits	X (seasonal)	L'Autre Choix/local	25 pintes	25	25

Micropousses		Carya - local, bio	4	2	2
Fines herbes		De la racine program/local/bio	4	3	1
Mets préparés		Préparés dans nos cuisines	20-30 mets	15-20	
Conserves fait maison (125-500 ml)		Préparés dans nos cuisines	15-20 conserves	10-15	
Pain frais au levain		Raton levain	40 miches	40	
Lait	X	Québon	160 L	160	
Oeufs	X	Burnbrae Farms	80 douzaines	80	

L'emplacement:

Le marché solidaire est situé au Centre St Jax, sur la rue Sainte-Catherine Ouest, en plein cœur du quartier de Peter-McGill. Nous avons emménagé à St Jax en juin 2022, et compte y rester jusqu'en 2024. Sachant que l'église sera vendu et ceci présente une incertitude pour la localisation, voici la stratégie pour une localisation pérenne:

Plan A: négocier une entente avec St Jax, qui compte rester dans l'édifice, pour que nous puissions y rester aussi.

Plan B: déménager Innovation Assistance dans le centre Sanaaq, qui ouvrira ses portes début 2025.

Plan C: renégocier avec l'église Evangel d'emménager Innovation Assistance dans leur nouvel immeuble au 2152 Sainte-Catherine Ouest.

Plan D: acheter une immeuble avec d'autres partenaires dans le quartier.

Marché	**Clientèle**	**Jour de semaine**	**Tarification**	**Emplacement**	**Fournisseurs**
Marché solidaire	ouvert à tous	1er et 3e lundi du mois	3 paliers	1439 Sainte-Catherine Ouest	L'Autre Choix, Jardins Carya, Moisson Montréal
Marché mobile	aînés	1er et 3e mercredi du	prix des membres	Les habitations	L'Autre Choix, Jardins Carya,

Marché	Clientèle	Jour de semaine	Tarification	Emplacement	Fournisseurs
		mois	(25% du prix du marché)	Durocher et Dufort	Moisson Montréal

b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement, son caractère innovant | **10 points**

La vision: Nous voulons améliorer l'accès à la nourriture locale, saine, de qualité et diversifiée dans le quartier de Peter-McGill afin d'augmenter la sécurité alimentaire pour ce district dont 42% de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Notre souhait est de contribuer à un système alimentaire plus durable et plus inclusif.

Nos objectifs/orientations stratégiques:

i. Développer un système novateur de niveaux de tarification au Marché Solidaire afin d'augmenter l'accès pour tous à une alimentation saine et de qualité. (Concrètement, des prix pour membres, et non-membres, des bons d'achats pour la clientèle défavorisée, etc.)

ii. Développer un système de redistribution des ressources économiques et matérielles pendant les marchés qui favorisent la mixité sociale et l'entraide communautaire. Ceci comprend une option "payez au prochain", des bons d'achats pour les clients admissibles, et des prescriptions alimentaires disponibles pour distribution par les intervenants du quartier.

iii. Utiliser le Marché Solidaire comme moyen de créer des opportunités d'engagement, de mobilisation et de formation professionnelle pour les jeunes montréalais.

iv. Renforcer les liens urbains-régionaux en travaillant de concert avec les agriculteurs à proximité afin de soutenir l'économie agricole locale.

Nos valeurs: L'engagement communautaire, l'autonomie alimentaire et l'empowerment des jeunes.

Le caractère innovant de ce projet:

Nous considérons que ce projet est innovant pour trois raisons majeures. Premièrement, le modèle économique est innovateur à cause de son système de tarification, ses méthodes de redistribution et ses sources de financement hybrides (subventions, achats à prix réduits et revenus du marché). Deuxièmement, l'approche communautaire du Marché Solidaire permet une présence novatrice et une diversité dans l'offre de services sur la rue Ste-Catherine à l'ouest de Peel. Il y a très peu de commerçants à caractère communautaire et locaux, qui présentent des projets d'économie sociale. Le Marché Solidaire mobilise des douzaines de bénévoles, offre une visibilité aux organismes de quartier, tient régulièrement des activités de consultation citoyenne et de l'animation culturelle. De même, c'est une activité qui permet la formation en employabilité pour des jeunes montréalais en situation de vulnérabilité. Dans notre secteur, ce Marché Solidaire est unique dans son genre. Finalement, le Marché Solidaire est innovant dans son économie verte et durable. Son approche zéro déchets (les restants et aliments en voie de péremption sont transformés en cuisine communautaire et distribués), ses liens avec les distributeurs et

producteurs locaux, sa proximité aux résidents et au transport en commun sont tous des facteurs qui contribuent à la relance verte de Ville-Marie.

a. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet | **10 points**

La création et le soutien de pratiques d'économie sociale est l'une des parties les plus fondamentales et nécessaires du plan de sécurité alimentaire pour le district de Peter-McGill (en pièce-jointe), développé par le comité de sécurité alimentaire de la Table de quartier de Peter-McGill. Le marché solidaire d'Innovation Assistance est le principal service de la communauté qui offre ces outils d'économie sociale. C'est aussi le catalyseur qui nous a permis d'impliquer d'autres groupes (cinq partenaires du quartier) et individus, ainsi que de fournir un espace pour expérimenter et apprendre des pratiques d'économie sociale que nous pouvons ensuite transmettre à travers le quartier. Au-delà de l'éducation et de l'inclusion, le projet permet également aux jeunes du quartier d'acquérir une expérience professionnelle. Il fournit aussi des aliments abordables, accessibles et nutritifs aux habitants du centre-ville en difficulté. Sur la base de toutes ces activités essentielles, la Table de Quartier Peter McGill et le Comité de sécurité alimentaire soutiennent de tout cœur cette demande de financement.

b. Présentez de façon détaillée, la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés, ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement | **10 points**

La stratégie de communication se fait par plusieurs canaux:
La majorité de nos membres sont jumelés à des bénévoles-appelants qui fonctionnent comme un point de contact direct. Ces derniers communiquent toute nouvelle et mise à jour sur notre programmation et bâtissent des relations profondes et durables avec nos membres. Les membres reçoivent ces appels aux deux semaines. En général, les mises à jour sont communiquées par une infolettre mensuelle, par les plateformes de réseaux sociaux (Facebook, Instagram) et notre site Internet. Les infolettres incluent les mises-à-jour, un "spotlight" sur un aliment vedette, et une histoire sur un fournisseur. Nous incluons aussi des recettes. Nous faisons la promotion d'un marché à l'avance, et nous faisons des instagrams live lors des marchés. Le matériel promotionnel concernant des dates, des événements et des programmes importants sont diffusés numériquement et physiquement à nos marchés, en ligne et par nos partenaires dans le quartier (aussi inclus dans leurs infolettres). Ces partenaires promeuvent nos marchés à leur clientèle, que ce soit dans les manoirs de personnes âgées, auprès des familles, au CLSC, et aux étudiants universitaires.

Nous avons une visibilité offerte par l'emplacement pignon sur rue. L'équipe et les bénévoles passent du temps lors des marchés à faire la promotion directement sur Sainte-Catherine Ouest, en expliquant le marché aux passants.

Nous allons demander aux 6 fermiers de partager nos publications sur leurs propres réseaux sociaux.

Finalement, notre design esthétique, nos pancartes et nos matériaux promotionnels sont imprimés avec le branding particulier d'Innovation Assistance. Au marché, les pancartes indiquent le nom de l'aliment, sa provenance, le prix du marché et les prix membres/non-membres (en pièce-jointe). Les bénévoles et employés sont à chaque table afin d'expliquer le tout.
Finalement, nous allons mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites, et y apposer le logo. Nous mentionnerons que

l'Arrondissement contribue financièrement au projet en disant: "Innovation Jeunes remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des autres partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du marché solidaire. » On va inclure @centrevillemontreal pour facebook et instagram, ainsi qu'ajouter une mention sur notre page web, avec un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie. Finalement, on remettra un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet.
Nous allons créer une aide-mémoire pour nous même pour bien accomplir ce plan de visibilité.

c. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet | **20 points**

Avec la concertation sur la sécurité alimentaire, nous avons pour mission de supprimer les obstacles financiers, sociaux et physiques à une alimentation adéquate par la mise en œuvre de projets collectifs et durables. Le marché solidaire est un espace physique pour promouvoir une mixité sociale et une redistribution économique. Cette économie sociale entre dans ce cadre afin d'avoir ces impacts:

- Augmenter l'accès aux aliments frais, locaux, parfois biologiques pour toutes et tous, peu importe le niveau de revenue et la mobilité
- Établir une meilleure durabilité financière
- Contribuer à la transition écologique
- Continuer à un portrait socio-démographique autour de l'insécurité alimentaire

Les indicateurs utilisés pour mesurer les retombées inclus:

Résultat attendu	Indicateur	Réalité présente	Objectif	Stratégie pour atteindre le résultat
1. Meilleure accessibilité aux aliments frais, locaux et biologiques	Augmentation de personnes à faible revenu aux marchés	80 foyers	120 foyers	Système de référencement (CIUSSS, Familles Centre-Ville, Action Réfugié de Montréal, International Student Office of Concordia); appels aux membres de la banque alimentaire qui ne sont pas encore venus au marché
	Marché de liquidation afin de vendre les aliments moches	1 marché de liquidation	1 marché de liquidation/trimestre	réduire davantage le prix pour les membres pour

	à petit prix (ouvert uniquement aux membres)			remplir les frigos d'aliments frais
	ajout d'une rampe d'accessibilité			demande de financement
	l'ajout de marchés mobiles pour aînés	un marché pilote	2 marchés par mois	Concertation pour aînés pour mobiliser les partenaires et bénévoles
2. La durabilité financière	Augmentation du revenu pour Innovation assistance	35% de revenu	50% de revenu	Augmentation des achats par les non-membres
		50 bon d'achats disponibles	Vente de 500 bon d'achats	Campagne: inclus dans l'infolettre de la ville, de centraide, du CIUSSS, L'Autre Choix, et des partenaires dans le quartier. Campagne fait auprès des communautés religieuses dans le quartier. Bon d'achats vendus lors des événements où nous fournissons la nourriture.
	Augmentation de non-membres qui achètent au marché	25-30 non-membres par marché	50 non-membres par marché	Promotion dans le quartier (flyers, infolettre de la ville, des associations résidentes)
3. Contribution à la transition écologique	Réduction du gaspillage alimentaire	75% des invendus récupérés pour la transformation alimentaire chaque semaine	90% des invendus récupérés pour la transformation alimentaire chaque semaine	Partenariat avec Concordia Food Coalition/Aramark, Ateliers de transformation alimentaire,

				développer collaboration avec Rabbit Hole Café (Yellow Door)
4. Un portrait socio-démographique de l'insécurité alimentaire	Collecte de données	outil de prédiction des inventaires créé par des étudiants de McGill	un an de données nous donnera un portrait précise	2-3 bénévoles recrutés pour l'entrée des données
		données sur les membres	collecte de données sur les non-membres	2-3 bénévoles recrutés pour être à l'entrée pour prendre les informations sur les non-membres

d. Dans quelle(s) priorité(s) stratégique de Montréal 2030, le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet | **10 points**

Les premières priorités dans laquelle s'inscrit le projet sont le 4 et le 5 : "Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et éco responsable et la création de nouveaux emplois emplois écologiques et de qualité." Ainsi que "Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et plus propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles."

Comme nous l'avons déjà indiqué, le Marché Solidaire vise une économie verte et durable. Nous avons mis en place plusieurs éléments incluant une approche zéro déchet, et la favorisation des producteurs agricoles locaux. C'est une économie sociale et solidaire. Il est à noter que ce projet a déjà créé deux postes à temps plein et deux postes à temps partiel.

Également, le Marché Solidaire s'inscrit dans la priorité 6: "Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire."

Le Marché Solidaire a pour premier objectif d'améliorer l'accès à des produits sains, nutritifs, locaux et abordables pour l'ensemble des citoyens de Peter-McGill, dans un esprit inclusif. Les activités connexes au Marché cherchent à accroître l'éducation autour de l'alimentation, la célébration de la nourriture et l'autonomie alimentaire.

Finalement, ce projet s'inscrit dans la priorité 19: "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins."

Le Marché Solidaire, dans son emplacement et aménagement de l'espace, offre une activité de rencontre et de rassemblement. Il sert à tisser des liens sociaux entre les visiteurs, bénévoles, fermiers et intervenants. Des activités culturelles et communautaires prennent place pendant le Marché, permettant à la clientèle de bénéficier d'une vie de quartier et un espace vivant.

3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise | **10 points**

Innovation Jeunes est en existence depuis 2006. Son organisme parent, Direction Chrétienne, est en existence depuis 1964. Nous gérons des programmes en sécurité alimentaire et en agriculture urbaine depuis plus de 8 ans, et nous avons géré un programme de paniers CSA. Actifs dans le quartier de Peter-McGill, nous connaissons bien notre contexte, la population ciblée, les enjeux de ce district. Nous travaillons de concert avec divers partenaires incluant Montréal Centre-Ville et autres entités privées incluant des commerçants afin de promouvoir le bien-être de notre communauté. Notre budget annuel est de 580 000$ et nous avons gérés des projets entre 25 000$ et 95 000$, et nous étions les porteurs du Festival communautaire et culturel "Quartier en Mouvement" de 2010 à 2019, situé sur le coin de la rue Pierce et Ste-Catherine, attirant des milliers de visiteurs à chaque année.

Bien que nous ne sommes pas un commerçant, nous avons fait preuve de notre capacité à gérer des projets d'économie sociale, par le biais de nos multiples programmes de formation à l'emploi pour les adolescents et jeunes adultes défavorisés et par nos marchés de fermiers, mis sur pied depuis 2020. Nos évènements communautaires et nos activités familiales contribuent, à notre avis, à la relance verte, à l'inclusion sociale et à des activités économiques innovantes pour ce secteur de Peter-McGill, où il y a si peu de petites entreprises locales, et une lacune en activités économiques vertes et/ou sociales.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet | **5 points**

Décembre 2022	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
1 décembre 2022	lancement de la campagne de financement #500pourNoël. Objectif: vendre 500 bon d'achats
Janvier 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
Janvier 2023	Recherche débute pour un 3e fournisseur
Janvier 2023	augmentation de la visibilité du marché, rajout de publicité dans les infolettres de la ville
Février 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
Février 2023	2e versement DRSP
1er mars 2023	Lancement de la campagne de financement Course Caritative Scotiabank (50% des fonds amassés vont au Marché Solidaire)
Mars 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles

Mars 2023	Dépôt demande de financement Help Age
23 mars 2023	Fin de financement Centraide
Avril 2023	2 marchés solidaire, 2 marchés mobiles
Avril 2023	Course Caritative Scotiabank (date à déterminer)
Mai 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
1 Mai 2023	Embauche des employé.es d'été pour Innovation Assistance
Mai 2023	Renouvellement de bail avec le Centre St Jax
Juin 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
Juin 2023	Revenus des marchés atteints 50% des dépenses
Juillet 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
Juillet 2023	Visite à la ferme des Jardins Carya
Juillet 2023	Dashboard est précis et fonctionnel
Août 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
1 septembre 2023	début de la nouvelle année financière
Septembre 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
Octobre 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles
Novembre 2023	2 marchés solidaires, 2 marchés mobiles

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | **5 points**

Les éléments suivants sont requis **:**

Revenus :

1. Estimations: par année Notre année financière est de septembre 2022 au 31 août 2023

Source de revenu	Total	Confirmé ou projeté?
Marchés solidaires et mobiles	20 000$	Projeté
Concordia Food	4000$	Projeté

Coalition/Aramark		
DRSP	96 000$	Confirmé (versé en février 2023)
Centraide	40 000$	Confirmé (déjà versé)
Nouveaux horizons (2022)	4600$	Confirmé (déjà versé)
Help Age	10 000$	Confirmé (déjà versé)
Dons individuels	10 000$	Projeté
#500pourNoël	10 000$	Projeté
Contribution de l'organisme	En ressources humaines (3 employés d'Innovation Jeunes donnent du temps pour les marchés), en comptabilité et en communications	Confirmé
Programme soutien financier au développement économique	35 000$	déposé - en attente de réponse 6 décembre 2022
Nouveaux horizons (2023)	25 000$	déposé - en attente de réponse - printemps 2023
TOTAL	**254600$**	**Projeté**

2. Sources (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres): subventions de Centraide (nourriture) et de la DRSP (ressources humaines), dons individuels
3. Contributeurs et partenaires (commerçants, *membership*, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, recettes, ventes, etc.): Partenaire L'Autre choix offre son temps pour trouver les meilleurs des fermiers, et offre sa chambre froide pour la livraison de la commande de la nourriture. Les jardins Carya nous offre leur expertise en déroulement de marché. La table de quartier de Peter-McGill nous offre leur temps en aide en demandes de subvention, en lettres d'appui, et en animation du comité de sécurité alimentaire.

1. Dépenses : par année pour les 4 marchés par mois

    1. Estimations:

Nourriture pour marchés	72000$
Contenants	1200$
Impressions	1500$
Communications	800$
Transport	5000$
Loyer	10000$
Gestion des déchets	1500$
Équipement	2000$
Rampe d'accessibilité	5000$
Coordination	23562$
Gérante du plancher	35435$
Gérante des opérations	35435$
Agente en engagement bénévole	18039$
TOTAL	**211 471$**

2. Nature des dépenses et plus spécifiquement, celles reliées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme. : achats de la nourriture, loyer, transport, impressions, équipement
3. Commandites (montant global, si désiré) et les participations en services ou en échanges:

1. Identifier les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement sera affectée et pour lesquelles des pièces justificatives pourront être demandées.

    - Nous demandons 35000$ pour couvrir les frais de location de nos locaux, la gestion des déchets, le transport, l'équipement (location d'un contenant réfrigéré pendant l'hiver) et la nourriture. Bail en pièce-jointe.

SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

1. Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.

2. La liste à jour des administrateurs.

3. Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa

modification.

4. Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.

5. Si applicable, une déclaration attestant que des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.

6. Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).

7. Si applicable, lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.

SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :

1. N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.

2. Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permette pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.

3. Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.

4. Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.

5. Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés (*Nom de l'organisme*) attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent

programme advenant l’acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d’aide financière par l’arrondissement de Ville-Marie.

Signature



Nom et fonction du représentant autorisé

Christa Smith, Coordinatrice d’Innovation Jeunes

innovation assistance

ICPs du marché de la solidarité

et statistiques du Quartier

Quartier Peter-McGill

Données extraites du portrait de Peter-McGill publié par la Table de Quartier en 2019

Population:

- **35 789** Nombre total de personnes vivant à Peter-McGill (en 2016) avec un taux d'augmentation d'environ 6,2 % depuis 2011)
    - La densité moyenne de population y est plus élevée que dans l'ensemble de la ville. (Montreal: Montréal : **4668 p/Km2** ; Ville-Marie : **5398 p/Km2** ; Peter-McGill : **5 791 p/Km2**

- L'âge moyen des résidents est d'environ **38** ans
    - Y compris **18 030** (50,5 %) personnes âgées de 15 à 34 ans, **2 250** (6,3 %) enfants de moins de 12 ans, et **9 790** personnes (27,4 %) de plus de 50 ans (dont **655** de plus de 85 ans).

- 20 810 ménages au totale
    - **55 %** de ménages composés d'une seule personne, suivis de **33 %** de ménages composés de deux personnes. (**2 090** personnes âgées de 65 ans qui vivant seules).

    - Sur **3 025** ménages avec enfants, **930** sont des foyers monoparentaux. (avec une augmentation de **31,9 %** des ménages monoparentaux dans le quartier entre 2011-2016, comparativement à une augmentation de 1,5 % dans l'ensemble de Montréal au cours de la même période).

- **63 %** de la population de Peter-McGill sont des immigrants/ résidents non permanents.
    - 6% sont ici en tant que réfugiés
    - La majorité sont originaires de Chine et d'Iran.
    - **49,9%** de la population sont considérée comme appartenant à une minorité visible.

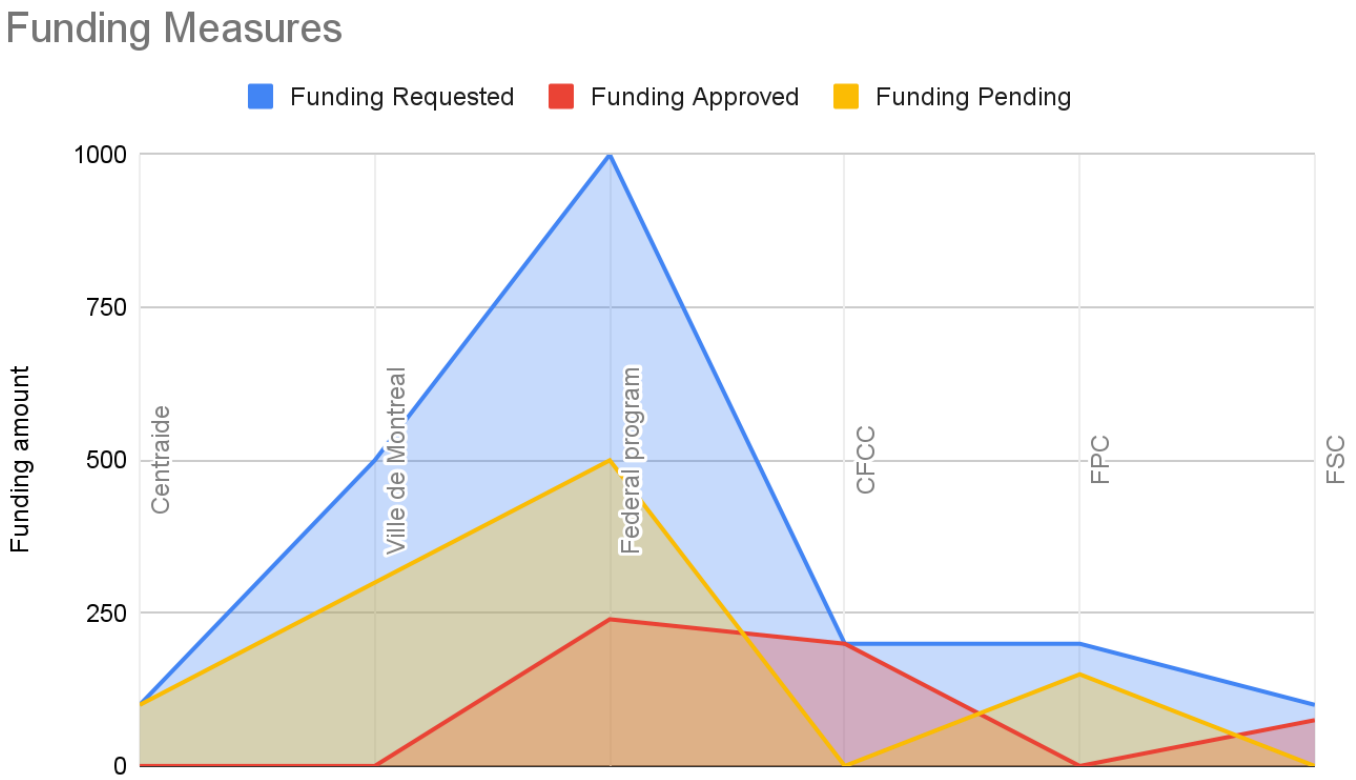
Conditions de Vie:

- D'une population (d'âge eligible pour travailler) composée de **32 900** personnes:
    - **12,6 %** sont au chômage (contre une moyenne de 9,3 % pour l'ensemble de Montréal).
    - 43% sont inactifs (**55%** de cette proportion sont des femmes).
    - Seulement **38%** de la population travaille à temps plein.
    - Les femmes représentent **66 %** des travailleurs à temps partiel ou temporaires

- Les **revenus varient considérablement** sur le territoire
    - Peter-McGill a un taux de revenu annuel moyen de **40 507 $** par rapport à Ville-Marie (37 140 $) et à l'ensemble de la ville (32 905 $).
    - Mais **10 370 (31,8 %)** personnes ont un revenu après impôt de moins de 10 000 $
    - **14 480 (41,3 %)** personnes se trouvent sous le seuil de faible revenu à Peter McGill.
    - **60,1 %** des personnes sous le seuil de faible revenu à Peter-McGill fréquentent une école. 6,7 % des personnes sous le seuil de faible revenu font partie d'une famille avec enfants et fréquentent un établissement scolaire.
    - *Cette disparité s'explique en grande partie par le fait que le quartier de Trafalgar Square à des taux de revenus beaucoup plus élevés que le reste du quartier (et que celui de la ville dans son ensemble), ce qui fait monter la moyenne et rend les taux de pauvreté moins immédiatement apparents.*

Données du marché

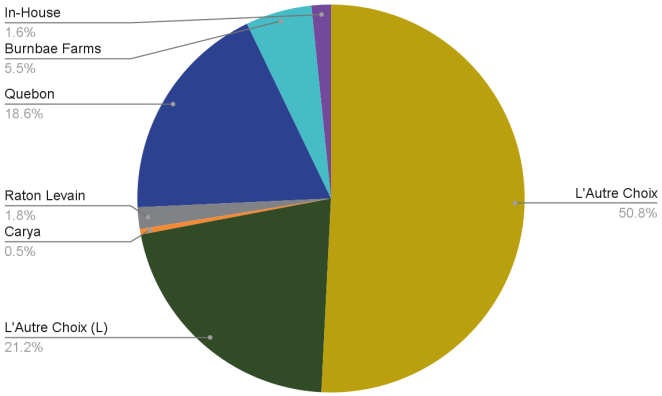
Revenu



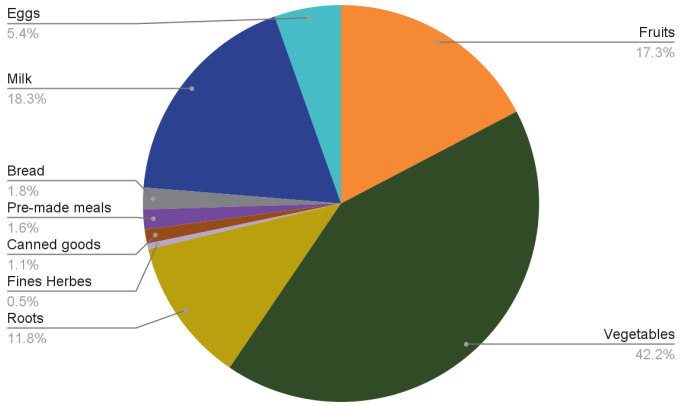
Provisions de Nourriture

Producteurs locaux

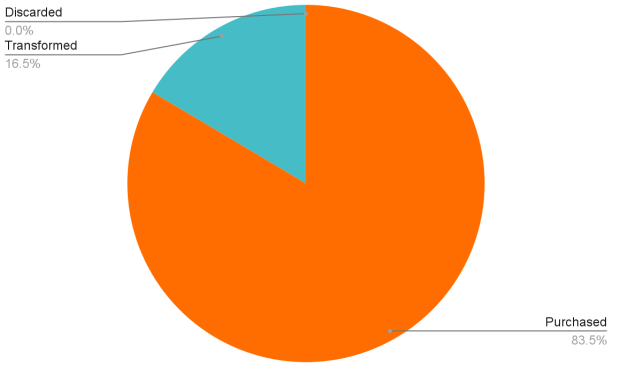
*Note: **L'Autre Choix (L)** c'est la nourriture provenant de producteurs locaux du Québec et de l'Ontario. **L'Autre Choix** sélectionne les aliments en fonction du budget et non de la provenance.*



Répartition des catégories d'aliments vendus



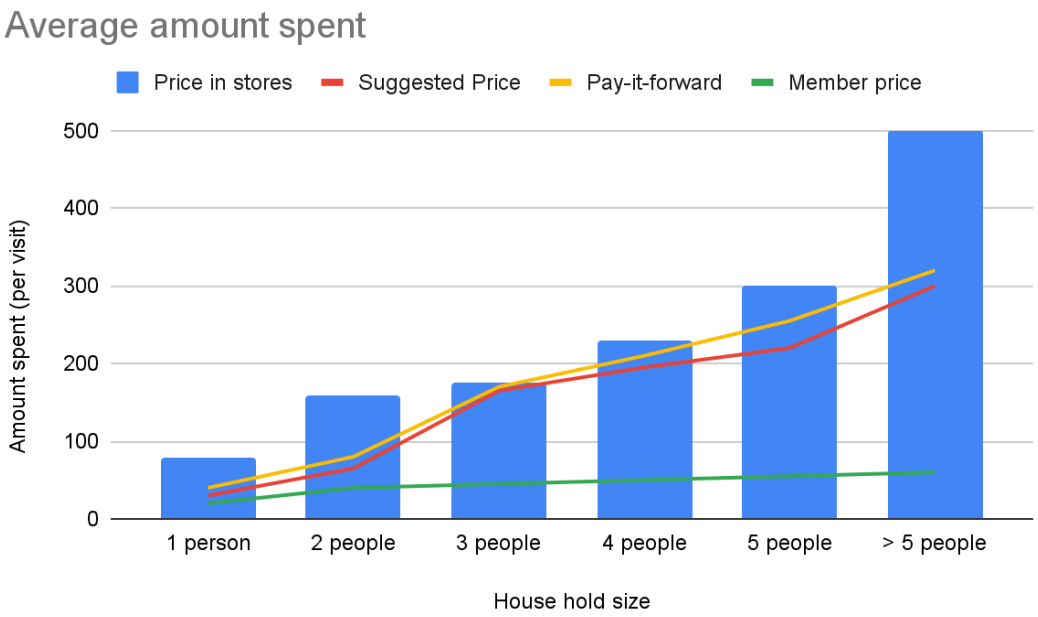
Distribution des aliments vendus, transformés et jetés.



innovation assistance

Bénéfices économiques

A éditer avec les données provenant des partenaires (la Dispensaire & l'Arrondissement) dans les mois à venir



GRILLE D'ANALYSE - PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE 2022-2024

VOLET 3 | PROJETS ÉCONOMIQUES NON COMMERCIAUX

CONFORMITÉ D'ADMISSIBILITÉ

Sommaire	
Date de réception	4 août 2022
Nom de l'organisme demandeur	Innovation Jeunes (Direction Chrétienne)
Nom du projet déposé	Le marché solidaire d'Innovation assistance
Montant demandé	25000 $
S'agit t'il d'un nouveau projet ?	non
Est-ce que ce projet a déjà été financé par l'Arrondissement ?	non
Dernier montant attribué par l'Arrondissement	n/a
Le bilan de l'édition précédente répondait-il aux conditions de la convention ?	n/a
Demande traité par	Agathe BESSE-BERGIER Commissaire au développement économique
Type d'évaluation requise	☐ inférieur à 25 000$ ☑ ~~entre 25 000 et 100 000$~~ ☐ Plus de 100 000$

Les critères d'admissibilité sont-ils remplis		
	OUI	**NON**
L'activité se tient entièrement sur le territoire de Ville-Marie	**X**	
L'organisme est situé sur le territoire de Ville-Marie	**X**	
L'organisme est soit : OBNL, groupe communautaire, coopérative	**X**	
Le projet s'inscrit dans un des objectifs suivants : • Encourager le développement de projets à valeur économique ajoutée • Projets structurants qui met la table pour une économie verte, résiliente et inclusive • **Initiative d'économie sociale** • **Implantation d'une activité économique identifiée comme prioritaire** • **Répond à un enjeu actuel ou futur de Ville-Marie** • Initiative communautaire contribuant à la consolidation d'un quartier ou à la mutualisation de services initiés	**X**	
Portion du soutien demandé dans le budget prévisionnel (%)	**12%**	
Le montant de la contribution correspond aux critères du programme	**X**	
L'Organisme bénéficie d'autres subventions pour ce projet		**X**
Si oui, lesquels	**n/a**	
LA DEMANDE EST ADMISSIBLE AU PROGRAMME	**X**	

Validation administrative		
La demande comprend les documents suivants :	**OUI**	**NON**
Liste des administrateur	**X**	
Lettres patentes ou extrait à jour du Registre des entreprises du Québec	**X**	
Budget complet de l'activité	**X**	
Résolution d'autorisation du conseil d'administration	**X**	
États financiers signés	**X**	
Déclaration attestant de toute demande de subvention formulée ou prévu (si applicable)	**X**	
Copie de contrat liant l'organisme demandeur à un partenaire pour le projet	**X**	
Lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC concernée pour se tenir sur son territoire si applicable	**X**	

ÉVALUATION DU PROJET

	composition du comité d'analyse	
	Nom et Prénom	**Fonction**
#1	Marie-Claude OUELLET	Chef(fe) de division - sports, loisirs et développement social en arrondissement
#2	Geneviève LEDOUX	Agent(e) de développement culturel
#3	Martin CREPEAU	Conseiller(-ere) en developpement communautaire
#4	Cristina D'ARIENZO	Commissaire au développement économique

Réputation de l'organisme (10 points)	PONDERATION
L'organisme est doté d'une structure administrative et de gouvernance (c.a., assemblée, etc.)	3/3
L'Organisme est doté d'une bonne crédibilité et mobilise son milieu	3/3
L'organisme démontre une bonne connaissance du secteur, de ses membres ou clientèle	4/4
POINTAGE	**10/10**

Qualité du projet et information transmise (40 points)	PONDERATION
Projet présenté de façon claire et détaillée	7/10
Le projet est appuyé de constats, d'analyses et de données	5/10
Les objectifs visés par le projet sont cohérents avec le plan d'action de l'organisme et les priorités de la Ville de Montréal	4/5
La stratégie de communication et les publics cibles sont clairement identifié	3/5
Caractère innovant du projet (activités / services nouveaux non offerts)	4/5
Le projet offre un plan de visibilité complet à l'arrondissement	0/5
POINTAGE	**23/40**

Gestion du projet et faisabilité (20 points)	PONDERATION
L'organisme démontre sa capacité à réaliser le projet, s'est associé à un expert local et s'inscrit dans un cadre réglementaire	7/10
L'organisme a fourni un échéancier détaillé et réaliste	2/5
Les revenus et dépenses prévus pour le projet sont réalistes et équilibrés	1/5
POINTAGE	**10/20**

pertinence et portée du projet (30 points)	PONDERATION
Le projet s'inscrit dans une des priorités stratégique de Montréal 2030 et présente les résultats attendus	9/10
Le projet est durable, il a des impacts réels sur le milieu à moyen et long terme	7/10
Des indicateurs de mesure pertinents sont proposés pour mesurer les retombées du projet	6/10
POINTAGE	**22/30**

TOTAL CUMULATIF	**65/100**

ADDENDA à la grille d'analyse: 16 Novembre 2022

Suite à de nombreuses rencontres et accompagnement dans la composition d'un dossier à teneur économique, la structuration des idées, l'identification des besoins relatifs au projets et à la mission de l'organisme, le commissaire au développement économique de ce dossier, Mme Agathe BESSE-BERGIER a présenté le développement et l'amélioration du projet au comité. En l'absence de commentaires, et sachant que toutes les demandes effectuées initialement par le comité ont été traitées, la décision a été prise d'aller de l'avant et de subventionner ce projet faisant une différence majeure dans le milieu de vie des résidents de Peter Mcgill.

Ville-Marie Montréal

COMMENTAIRES À TRANSMETTRE À L'ORGANISME DEMANDEUR

Commentaires :

- **Projet déposé dans le cadre d'une démarche collective émergeant d'une nouvelle concertation en sécurité alimentaire**
- **Banque alimentaire soutenue en partie par le Fonds COVID de AVM**
- **P-MG manque de ressources alimentaires pour soutenir la population dans le besoin**
- **Quels sont les produits en vente? Impact sur la sécurité alimentaire?**
- **Projet innovant pour le secteur, en manque de ressources. Système des 3 prix ressemble à ce qui a été mis en place dans Centre-Sud.**
- **Projet déborde la dimension sécurité alimentaire. Aussi volet employabilité et implication sociale**
- **Plan de visibilité pour l'Arrondissement n'est pas développé, mais l'organisme sera sans nul doute ouvert à le faire, par exemple, logo sur les pancartes et matériels promotionnels**
- **L'utilisation de l'Église pour tenir le marché est-elle autorisée par le zonage? À valider? Quels sont les risques pour le projet dans le cas où l'Église change de vocation?**
- **Les sources de financement sont-elles confirmées ou projetées?**
- **Budget n'est pas équilibré. Malgré la contribution de l'Arrondissement, il y a encore un manque à gagner de près de 10K$**
- **L'organisme contribue-t-il financièrement au projet? Ce n'est pas indiqué**
- **L'échéancier pourrait présenter des objectifs en termes de vente, d'augmentation de produits à vendre, nb de jours, nouveau fermier, etc.**
- **Impacts réels sur la population, mais l'autonomie financière semble difficile à atteindre. Projet doit être soutenu par différents partenaires pour assurer sa viabilité**

Commentaires:
inventaire
ratio de la clientèle
base de donnée
façon de collecter la donnée? - se structurer pour bilan chiffré
accompagnement pour coopé? - accompagner pour avoir le langage - projet pilote
rechercher le reflexe plus commercial
pilote pour encadrer le service alimentaire sur le domaine public
lutte au gaspillage alimentaire - mieux mettre en valeur et développer des partenariats avec les commerçants de Peter McGill

partager commentaires pour la stratégie de communication et ce qui est attendu.
Inclure un plan de visibilité pour l'arrondissement

cadre réglementaire à valider selon DP ou intérieur

contacter si début de projet - où le nouveau projet débute?
récurrence du projet

Budget :

- **est-ce que les revenus sont confirmés ou projetés**
- **éclater les revenus et dépenses, préciser le budget du projet ‘’marché”**
- **budget déficitaire**

Valider le lieu du projet : est-ce que il y a des permis à octroyer

Il manque la lettre d’appui du St-Jax.

Indicateurs à recentrer - mélange mission G et projet

- **achalandage (passage et achat)**
- **cb de Kg de récup réutilisable - VS panier moyen**
- **récurrence des gens - fidélisation**
- **profil socio-démographique**

SIGNATURES DES MEMBRES DU COMITÉ D’ANALYSE

Signature
Marie-Claude OUELLET **Chef(fe) de division - sports, loisirs et développement social en arrondissement**

Signature
Genevieve LEDOUX **Agent(e) de développement culturel**

Ville-Marie
Montréal



Signature
Martin Crépeau, conseiller en développement communautaire, AVM

Signature
Cristina D'ARIENZO **Commissaire au développement économique, AVM**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1229705002***
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté*
Projet : *La synergie au cœur de Ville-Marie - Maison du développement durable (MDD)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- *Priorité 4 et 5 "Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et éco responsable et la création de nouveaux emplois emplois écologiques et de qualité." Ainsi que "Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et plus propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles."*
- *priorité 6: "Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire."*
- *priorité 19: "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins."*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

le Marché Solidaire vise une économie verte et durable. Nous avons mis en place plusieurs éléments incluant une approche zéro déchet, et la favorisation des producteurs agricoles locaux. C'est une économie sociale et solidaire. Il est à noter que ce projet a déjà créé deux postes à temps plein et deux postes à temps partiel.

Le Marché Solidaire a pour premier objectif d'améliorer l'accès à des produits sains, nutritifs, locaux et abordables pour l'ensemble des citoyens de Peter-McGill, dans un esprit inclusif. Les activités connexes au Marché cherchent à accroître l'éducation autour de l'alimentation, la célébration de la nourriture et l'autonomie alimentaire.

Le Marché Solidaire, dans son emplacement et aménagement de l'espace, offre une activité de rencontre et de rassemblement. Il sert à tisser des liens sociaux entre les visiteurs, bénévoles, fermiers et intervenants. Des activités culturelles et communautaires prennent place pendant le Marché, permettant à la clientèle de bénéficier d'une vie de quartier et un espace vivant.

Section B - Test climat

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x

3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1229705007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Innovation Jeunes pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme d'aide au développement économique de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 35 000$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1229705007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
Tél : 514-872-8521

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438-978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1229705007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec l'organisme Innovation Jeunes pour la réalisation du projet Le Marché Solidaire dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme d'aide au développement économique de Ville-Marie 2022-2024 pour une contribution totale de 35 000$"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 35 000,00 $

	Années antérieures	2022	2023	**Total**
Montant	-	28 000,00 $	7 000,00 $	**35 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 35 000,00 $ Contribution à l'organisme Innovation Jeunes

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM29705007
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

Date: **2022-11-29**

Date et heure système : 29 novembre 2022 09:57:45

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.27

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1226091005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2023 et accorder une dépense maximale de 214 380 $, taxes incluses, le cas échéant

D'approuver la convention de services, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2023;

D'accorder, à cette fin, un contrat de services de gré à gré de 214 380 $, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 10:20

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226091005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2023 et accorder une dépense maximale de 214 380 $, taxes incluses, le cas échéant

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite accorder un contrat de services de 214 380 $ taxes incluses, le cas échéant, à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre de son Plan d'action 2023.

Le Plan d'action 2023 a été élaboré de manière à répondre aux besoins, attentes et enjeux de l'arrondissement en matière de transition écologique. Il prévoit des activités de mobilisation, de sensibilisation, d'information et d'éducation auprès de différentes clientèles. L'arrondissement de Ville-Marie compte sur l'expertise , le dynamisme et sur la capacité de pénétration du milieu de la SAESEM pour influencer les changements de comportements tant individuels que collectifs, induire des comportements responsables et réaliser des projets concrets sur le terrain pour et avec les citoyens.

L'arrondissement, de concert avec la SAESEM, s'est assurée que le Plan d'action 2023 contribue aux objectifs de la Stratégie Montréal 2030, du Plan climat 2020-2030 et du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

Le Plan d'action prévoit notamment des mesures qui auront un impact positif sur :

- la qualité de vie des citoyens de Ville-Marie;
- la mobilisation des citoyens par la tenue d'ateliers et de kiosques incitant à participer au mouvement de transition écologique;
- l'adoption de meilleurs comportements et de bonnes pratiques (zéro déchet, événements écoresponsables, etc.)
- la gestion des matières résiduelles et, plus précisément, sur le tri et une participation adéquate aux différentes collectes;
- la propreté du territoire par des actions de sensibilisation et la planification de corvées de nettoyage;
- la réduction des îlots de chaleur par des actions de verdissement tant sur le domaine public que privé;

- l'appropriation de l'espace public notamment par l'aménagement de ruelles vertes;
- la santé par un meilleur contrôle des pollens allergènes liés à la présence de l'herbe à poux;
- la réalisation de projets d'agriculture urbaine en lien avec le verdissement comme la sécurité alimentaire.

Les mesures prévues au Plan d'action touchent les citoyens, les visiteurs, les organismes, les commerces de même que les institutions de l'arrondissement Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240483 (1216091004) _ Approuver la convention et accorder un contrat de services de 186 417 $ taxes incluses, le cas échéant, à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2022.

CA20 240539 (1206091005) _ Approuver la convention et accorder un contrat de services de 173 120 $, taxes incluses, le cas échéant, à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la réalisation du plan d'action 2021 de l'Éco-quartier de Peter-McGill.

CA19 240544 (1196091006) _ Approuver la convention et accorder un contrat de services de 173 119 $, taxes incluses, le cas échéant, à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la réalisation du plan d'action 2020 de l'Éco-quartier de Peter-McGill.

DESCRIPTION

Accorder un contrat de services au montant de 214 380 $ taxes incluses, le cas échéant, à la SAESEM pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la réalisation du plan d'action 2023 tel que présenté en pièce jointe et conformément au protocole d'entente entre l'arrondissement de Ville-Marie et la SAESEM.

JUSTIFICATION

Ce contrat, estimé à 214 380 $ taxes incluses, peut être octroyé de gré à gré en vertu de l'art. 573.3 (2.1) de la Loi sur les cités et villes (LCV).
L'écart entre les montants octroyés en 2022 et 2023 s'explique par des ajustements apportés aux conditions salariales pour s'assurer d'attirer et de retenir la main-d'oeuvre essentielle à l'exécution du plan d'action et contribuer à la stabilité des services offerts.
L'organisme n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
L'organisme n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour le contrat de services attribué à la SAESEM est prévu au budget de fonctionnement de l'arrondissement. Le mode de versements est précisé à l'annexe 2 de la convention de services.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Les activités prévues au plan d'action de l'éco-quartier soutiennent les priorités de l'arrondissement en matière de transition écologique. Elles s'inscrivent dans la stratégie Montréal 2030, le Plan climat 2020-2030 et le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025. Elles s'inscrivent également dans la Stratégie alimentaire de l'arrondissement et témoignent de la volonté de participer à la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et autres pollens allergènes (SQPRA).

La grille d'analyse Montréal 2030 et le test climat ont été ajoutés aux pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communications sont effectuées par la SAESEM et par la Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie. Ces interventions ont pour objectif de mobiliser les citoyens, OBNL et ICI autour des activités prévues au Plan d'action 2023.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le dossier est conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie
Manon OUELLET, Ville-Marie

Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Marie-Claude OUELLET, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
Conseillère en planification - Transition écologique et résilience

Tél : 514 703-4294
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514 708-0416
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226091005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2023 et accorder une dépense maximale de 214 380 $, taxes incluses, le cas échéant



Contrat de services 2023_SAESEM_EQPM_1226091005_vf.pdf



Montréal 2030_SAESEM_EQPM_1226091005.pdf



Aspect financier_SAESEM_1226091005-.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine PHILIBERT
Conseillère en planification - Transition écologique et résilience

Tél : 514 703-4294
Télécop. :

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 800, boul. de Maisonneuve Est, Montréal, Québec, H2L 4S8, agissant et représenté par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement de délégation d'arrondissement CA-24-009;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelé la **« Ville »**

ET : **SOCIÉTÉ POUR L'ACTION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTRÉAL (SAESEM)**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est située au 1240, rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2E5, agissant et représentée par madame Catherine Martel, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 841320 518 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1217116852 TQ 0002
NEQ : 1166946294
Numéro de fournisseur : 189526

Ci-après, appelée le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant oeuvre dans le domaine de la mobilisation et de l'action citoyenne en regard de l'amélioration de la qualité de vie, de la protection de l'environnement et de la mise en oeuvre des principes du développement durable;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant pour la réalisation du Plan d'action 2023 de l'éco-quartier du district de Peter-McGill lequel est plus amplement décrit à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE le Contractant adhère aux valeurs de la Ville et que le Plan d'action contribue à l'atteinte des objectifs des plans et politiques actuellement en vigueur en matière de transition écologique;

ATTENDU QUE le Contractant met en œuvre, par la réalisation du Plan d'action 2023, une série d'initiatives conforment aux besoins et attentes de la Ville en matière de réduction à la source, réemploi, recyclage et valorisation de même qu'en matière de propreté, de verdissement, de biodiversité, d'embellissement et d'écocitoyenneté;

ATTENDU QUE le Contractant adhère aux objectifs d'optimisation des services rendus aux citoyens par l'adoption d'une dynamique de coordination et d'harmonisation des actions, des communications et par un partage des ressources entre les organismes gestionnaires des éco-quartiers des districts de Ville-Marie;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » :	Plan d'action 2023 de l'éco-quartier du district de Peter-McGill mis en œuvre par le Contractant dans le cadre de la présente convention.
1.2 « **Annexe 2** » :	Mode de versements.
1.3 « **Annexe 3** » :	Protocole de visibilité de l'arrondissement de Ville-Marie.
1.4 « **Responsable** »	Directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé.
1.3 « **Unité administrative** » :	Bureau du directeur d'arrondissement de Ville-Marie, Ville de Montréal.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3 ci-jointes, à la mise en œuvre du Plan d'action 2023 de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et à l'atteinte des cibles qui y sont inscrites.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1er janvier 2023 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 fournir, à ses frais, les végétaux, substrats, bacs, composteurs communautaires et autres matériaux essentiels à l'exécution du Plan d'action du Contractant;

5.3 fournir les autorisations et effectuer les suivis nécessaires à la réalisation du Plan d'action du Contractant dans les délais requis de manière à ne pas nuire à son exécution;

5.4 aviser le Contractant dans un délai raisonnable de tout retard, situation ou événement exceptionnel pouvant avoir un impact sur la réalisation du Plan d'action;

5.5 transmettre, en temps opportun, la programmation des événements et activités initiés par l'arrondissement où la présence et le soutien du Contractant sont requises;

5.6 fournir au Contractant une liste des unités administratives de l'arrondissement, de leurs représentants de même que leurs rôles et responsabilités en lien avec l'exécution du Plan d'action;

5.7 informer le Contractant des processus dont il doit tenir compte dans l'exécution du Plan d'action (permis, résolution, dérogation, planification des travaux, etc.);

5.8 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui

seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.9 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.10 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, un rapport faisant état de l'avancement des cibles et livrables prévus au Plan d'action, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités, et ce, selon les modalités et la fréquence choisies par le Responsable;

6.6 ouvrir les locaux de l'éco-quartier pour un minimum de 30 heures par semaine dont 3 heures en soirée ou les fins de semaine. Toute modification apportée aux heures d'ouverture doit être préalablement approuvée par le Responsable;

6.7 disposer d'un local situé sur le territoire d'intervention de l'éco-quartier soit le district de Peter-McGill;

6.8 assigner un employé expérimenté à temps plein à la coordination et à la mise en œuvre du Plan d'action du Contractant;

6.9 fournir une liste des employés du Contractant qui oeuvrent à la mise en oeuvre du Plan d'action, leurs coordonnées, rôles et responsabilités;

6.10 appliquer le protocole de visibilité de l'arrondissement de Ville-Marie et en assurer la diffusion parmi les employés;

6.11 maintenir l'accès à un site Web, une page FaceBook, une ligne téléphonique, un service de courriels et une adresse postale;

6.12 s'informer des processus administratifs devant être respectés dans le cadre de l'exécution du Plan d'action et en assurer la diffusion parmi les employés;

6.13 au 28 février 2023, avoir identifier les besoins en matière d'outils de communication, procéder aux requêtes les concernant auprès de la Division des communications et assurer un suivi des livrables par la suite;

6.14 au 31 mars 2023, soumettre la planification des événements et activités qui sont récurrents d'année en année, de même que les besoins les concernant au Responsable, et s'assurer du respect des échéances et processus administratifs en amont de leur réalisation;

6.15 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.16 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.17 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.18 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.19 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.20 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.21 ne divulguer aucun des renseignements personnels recueillis aux fins des services rendus en vertu de la présente convention;

6.22 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre

langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent quatorze mille trois cent quatre-vingt dollars (214 380 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables, le cas échéant, aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 2, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder deux cent quatorze mille trois cent quatre-vingt dollars (214 380 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1240, rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2E5, et tout avis doit être adressé à l'attention de Catherine Martel, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au

bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le X^{e} jour de décembre 2022

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement

Le X^{e} jour de décembre 2022

SOCIÉTÉ POUR L'ACTION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTRÉAL (SAESEM)

Par : _____
Catherine Martel, directrice générale

Cette entente a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le 6^{e} jour de décembre 2022 (Résolution CA22 XXXXXX)

ANNEXE 1

PLAN D'ACTION 2023
ÉCO-QUARTIER - DISTRICT DE PETER-MCGILL

Actions	Cibles
ACTIVITÉS DE VERDISSEMENT, D'AGRICULTURE URBAINE ET D'EMBELLISSEMENT	
Aménager de nouvelles **ruelles vertes** et maintenir les aménagements et la mobilisation dans les ruelles vertes existantes.	En collaboration avec l'arrondissement : Aménager ou réaménager 2 à 3 ruelles vertes en 2023 en s'assurant de la (re)mobilisation des comités de citoyens; Pour contribuer à la résilience des quartiers : aborder les notions de sécurité, de verdissement, d'agriculture urbaine et/ou de gestion des eaux pluviales avec les citoyens dans les projets de ruelles vertes existantes ou en planification; Voir au respect des procédures administratives courantes (permis, dérogations, avis aux citoyens, budgets, etc.); Dresser un diagnostic des ruelles vertes existantes dans Peter-McGill à partir d'une grille d'évaluation fournie par l'arrondissement; Soumettre la projection des ruelles à aménager ou réaménager en 2024 dès l'hiver 2023, en 2025 et 2026 dès le printemps 2023 pour approbation par l'arrondissement; Faire état, en temps réel, de la planification, de l'état d'avancement des travaux, des communications et du niveau de mobilisation citoyenne en utilisant l'outil prévu à cette fin; Animer de 6 à 8 activités pour promouvoir les ruelles vertes et assurer la pérennité des comités de citoyens (activités horticoles, murales, balades, parcours, rallyes, pique-niques, fêtes de quartier, etc.); Agir comme intermédiaire et facilitateur lors des requêtes citoyennes qui concernent les ruelles vertes.
Susciter et réaliser des **projets d'agriculture urbaine** ou de verdissement en collaboration avec la collectivité.	Documenter les projets en agriculture urbaine réalisés en cours d'année et leur teneur dans le bilan annuel.
Promouvoir et mettre en œuvre le programme d'**adoption de carrés d'arbre**	Assurer le suivi et la plantation de 50 carrés d'arbres; Contribuer à la cartographie de l'ensemble des carrés d'arbre; Effectuer un suivi de l'état des plantations; Transmettre des recommandations concernant le programme à l'arrondissement.
Promouvoir la **campagne « Un arbre pour mon quartier »** et assurer la distribution des arbres vendus aux citoyens	Diffuser les 2 campagnes saisonnières par l'intermédiaire de 4 publications Facebook et via l'infolettre; Valider et assurer la répartition des commandes; Contacter les acheteurs avant la livraison des arbres; Assurer la réception et la livraison des arbres; Offrir des conseils ou du support aux acheteurs pour la plantation et l'entretien; Transmettre les résultats de la campagne à l'arrondissement au printemps, puis à l'automne; Validation terrain des arbres plantés après chacune des campagnes.

Identifier les **leviers et incitatifs**, au niveau financier, logistique ou autre, permettant de répondre aux enjeux rencontrés au moment de la réalisation de projet de verdissement citoyens ou autres.	Contribuer au développement d'un programme de verdissement à l'intention des citoyens, OBNL et/ou institutions et proposer un projet-pilote pour en valider la faisabilité.
Contribuer à dresser un portrait de la problématique de l'**herbe à poux** dans l'arrondissement et mener des interventions adaptées aux besoins et à la réalité du terrain dans le but de réduire la quantité de pollens dans l'air.	Faire 3 kiosques dans les secteurs prioritaires d'intervention et y distribuer des outils de sensibilisation (au besoin). Effectuer 9 corvées d'arrachage en collaboration avec la patrouille verte et/ou un partenaire local et/ou des bénévoles dans les secteurs prioritaires d'intervention (à 3 reprises dans les 3 mêmes secteurs); Répondre en priorité aux demandes d'intervention de l'arrondissement; Transmettre un bilan des interventions à l'arrondissement.
Contribuer à la promotion, planifier et mettre en œuvre **la campagne d'embellissement / distribution de fleurs** de l'arrondissement.	S'assurer d'une bonne diffusion de l'événement via les outils de communication; Planifier et effectuer la distribution de fleurs en collaboration avec l'arrondissement; Distribuer les végétaux rendus disponibles par l'arrondissement auprès de 8 groupes et 275 ménages; Transmettre un bilan de l'événement à l'arrondissement (nbre d'inscriptions, quantité de végétaux distribués, enjeux, recommandations, etc.).
Faire la promotion, assurer l'approvisionnement et gérer la **bibliothèque de semences** dans un souci d'économie circulaire et de préservation du patrimoine végétal.	Effectuer 10 publications Facebook ou via l'infolettre pour promouvoir la bibliothèque de semences Traiter 100% des demandes de prêts et de retours Contacter 3 à 5 semenciers pour des dons de semences, si nécessaire.
Planifier et offrir des **ateliers** éducatifs en lien avec le verdissement, l'agriculture urbaine ou la biodiversité.	Offrir 5 ateliers sur le verdissement, l'agriculture urbaine ou la biodiversité.
Tenir des **kiosques** en lien avec le verdissement, l'agriculture urbaine ou la biodiversité.	Tenir 5 kiosques sur le verdissement, l'agriculture urbaine ou la biodiversité.
ACTIVITÉS PROPRETÉ, ZÉRO DÉCHET ET ACHATS RESPONSABLES	
Sensibiliser les citoyens, OBNL et ICI à l'importance de **contribuer aux différentes collectes,** au respect des horaires de collecte et diffuser de l'information sur le tri des matières.	Effectuer 500 à 1 000 interventions (avis de courtoisie, lettres personnalisées, porte-à-porte, etc.) auprès des citoyens dans les secteurs jugés problématiques.
Effectuer des **interventions en matière de propreté** en collaboration avec les inspecteurs de l'arrondissement .	Sur demande des inspecteurs, participer à des visites-terrains pour identifier les enjeux ou mener des interventions concrètes; Effectuer les interventions ou suivis requis via l'outil de suivi mis en place par l'arrondissement; Aviser les inspecteurs de toutes problématiques requérant leur attention via le même outil de suivi.
Promouvoir et organiser des **activités de nettoyage** dans les secteurs problématiques.	Organiser de 20 activités de nettoyage dans les secteurs jugés problématiques; Promouvoir les activités de nettoyage par l'intermédiaire des outils de communications des éco-quartiers et de l'arrondissement; Transmettre à l'arrondissement la liste des lieux ayant été l'objet d'activités de nettoyage.

Traiter les **plaintes en lien avec la propreté et la GMR** et effectuer les interventions requises.	Traiter 100 % des plaintes reçues.
Distribuer les **outils de collecte** fournis par la Ville de Montréal aux citoyens qui en font la demande.	Traiter 100 % des demandes.
Gérer un **point de collecte** pour certains RDD et autres matières.	Collecter et acheminer 100 kg de TIC/RDD vers les bonnes filières de récupération.
Contribuer à la diffusion du **Programme de subvention des produits d'hygiène écoresponsables** de l'arrondissement et orienter les citoyens vers les ressources concernées.	Diffuser les informations concernant le Programme de subventions des produits d'hygiène écoresponsables auprès des familles, citoyens et autres parties prenantes intéressées; Acheminer les demandes vers le gestionnaire du programme pour suivi adéquat.
Développer des partenariats avec des organismes pour offrir des **services écologiques** ou accueillir des **points de chute** pour des produits écoresponsables.	Agir comme diffuseur d'informations ou comme point de dépôt pour un ou des organismes offrant des services écologiques ou des produits locaux, biologiques et/ou écoresponsables; Évaluer l'affluence générée par les partenariats développés et transmettre les informations à l'arrondissement.
Gérer les **sites de compostage communautaire** implantés par les éco-quartiers sur le domaine public.	Répondre à 100 % des demandes d'inscription et assurer la mise à jour des listes de participants; Former 100 % des nouveaux participants; Effectuer les suivis requis en cours de saison pour s'assurer de la qualité du compost; Récolter, tamiser et distribuer le compost aux citoyens lorsqu'il est mature; Maintenir le taux de participation pour l'ensemble des sites de compostage communautaire; Transmettre les demandes de réparation, de retrait ou de remplacement à l'arrondissement lorsque requis Soumettre un rapport annuel à l'arrondissement (état de la situation, emplacement actuel, liste des participants, identification de nouveaux sites, composteurs à remplacer, etc.).
Donner accès à des solutions pour le **compostage à la maison.**	Tenir un registre des composteurs, vermicomposteurs et dons de vers; Offrir une formation aux citoyens qui souhaitent se procurer un composteur domestique, un vermicomposteur ou des vers.
Sensibiliser les citoyens aux principes du **zéro-déchet** et aux **bonnes pratiques** dans le cadre des événements organisés par l'arrondissement, les institutions ou les OBNL.	Participer à 7 événements et y planifier une intervention en lien avec le zéro-déchet ou autres pratiques exemplaires en lien avec la transition écologique; Fournir la liste des événements où l'éco-quartier a fait une intervention de même qu'une description de celle-ci.
Encourager et favoriser la tenue d'**événements zéro-déchet** pour les citoyens, OBNL, institutions et autres acteurs.	Faire la promotion et encourager le recours à de la vaisselle réutilisable, au détriment des alternatives jetables et compostables, pour la tenue de réunions, fêtes et autres événements; Offrir un service de prêt de vaisselle réutilisable complet, à faible coût et disponible sous réservation.
Planifier et offrir des **ateliers** éducatifs en lien avec la GMR/3RV/propreté.	Offrir 24 ateliers sur la GMR, les 3RV et/ou la propreté.
Tenir des **kiosques** en lien avec la GMR/3RV/propreté.	Tenir 10 kiosques la GMR, les 3RV et/ou la propreté.

ACTIVITÉS TRANSVERSALES	
Organiser et promouvoir des **événements d'envergure** pour sensibiliser au zéro déchet, au verdissement, aux émissions de GES et/ou à la mobilité durable.	Organiser 1 événement d'envergure à l'échelle de l'ensemble du territoire de l'arrondissement en collaboration avec les éco-quartiers de Ville-Marie.
Gérer la **patrouille verte** (REQ), coordonner ses interventions, s'assurer de la prise en compte des objectifs des mandats locaux fixés par l'arrondissement et transmettre le bilan des interventions en fin d'année	Participer à la rédaction du plan d'action local 2023 des patrouilleurs en collaboration avec l'arrondissement; Encadrer les patrouilleurs et coordonner leurs interventions de manière à ce qu'ils rencontrent les objectifs et cibles du plan d'action local; Effectuer une reddition de compte quant aux objectifs et cibles du plan d'action local en collaboration avec le REQ; Transmettre un post-mortem des interventions de la patrouille verte et des recommandations à l'arrondissement en fin de saison.
Contribuer à l'embellissement et à l'amélioration de la qualité des milieux de vie par la réalisation de **murales** communautaires.	Faire le repérage de murs potentiels pour la réalisation de murales; Effectuer des démarches pour l'obtention de financement et/ou de partenariat; Obtenir les autorisations nécessaires du propriétaire du mur; Contribuer au processus de médiation culturelle et de mobilisation des communautés en vue de la création de la murale. En collaboration avec l'organisme réalisant la murale, faire des propositions d'aménagements et/ou de verdissement en lien avec la murale, le cas échéant.
Initier, collaborer ou soutenir des **projets complémentaires** au plan d'action en fonction des opportunités qui se présentent.	Soumettre le projet ou l'initiative à l'arrondissement pour analyse et approbation, en identifiant au préalable la nature de la collaboration de l'éco-quartier et les ressources nécessaires devant être investies.
ACTIVITÉS DE COMMUNICATION	
Offrir un **service de proximité** aux citoyens en les accueillant dans les locaux de l'éco-quartier.	Ouvrir les locaux pour une durée minimale de 30 heures/semaine dont 3 en dehors des heures régulières de travail des citoyens.
Promouvoir le programme éco-quartier et ses activités.	Publier 12 infolettres; Effectuer 175 publications Facebook.
Participer aux rencontres, **créer des liens et agir en concertation** avec les différentes associations, regroupements et organismes communautaires de l'arrondissement.	Fournir la liste des partenaires et des rencontres auxquels les représentants de l'éco-quartier ont participé en cours de mandat
Faire état et diffuser les **réalisations de l'éco-quartier** en fin de mandat.	Publier un bilan annuel qui fait état des réalisations et actions mises en œuvre par les éco-quartiers en cours de mandat à l'intention de la collectivité.

ANNEXE 2

MODE DE VERSEMENTS

% d'avancement des cibles et livrables du plan d'action	date du versement*	montant $
15 %	À la signature pour le démarrage des projets	32 157 $
15 %	31 mars 2023 pour les réalisations du 1er janvier au 31 mars	32 157 $
30 %	31 juillet 2023 pour les réalisations du 1er avril au 31 juillet	64 314 $
30 %	31 octobre 2023 pour les réalisations du 1er juillet au 31 octobre	64 314 $
10 %	31 décembre 2023 pour les réalisations du 1er novembre au 31 décembre (incluant le dépôt du bilan annuel)	21 438 $
Total (exonéré de taxes)		**214 380 $**

*À l'exception du premier versement, qui est prévu pour le démarrage des projets, chacun des versements se fait sur présentation de l'état d'avancement des cibles et livrables prévus au Plan d'action 2023 du Contractant (annexe 1).

ANNEXE 3

Ville-Marie
Montréal

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Dans toutes ses communications, s'identifier en apposant exclusivement le logo de l'éco-quartier et utiliser l'appellation « éco-quartier de » de manière générique et exclusive pour toutes actions relatives au Plan d'action; en l'espèce, aucun logo de l'Organisme ne doit être identifié dans lesdites communications.

2.2. Plus spécifiquement, l'Organisme doit :

2.2.1. Soumettre pour approbation via communicationsvillemarie@montreal.ca tous les textes soulignant l'Arrondissement et tous les documents où figurent l'un des logos de l'Arrondissement, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

2.2.2. Lorsque l'éco-quartier réalise **seul** une action relative au Plan d'action :

2.2.2.1. Mentionner verbalement lors des activités publiques organisées dans le cadre du Plan d'action que l'éco-quartier est « un programme de l'arrondissement de Ville-Marie » ;

Apposer le logo « Un programme de l'arrondissement de Ville-Marie », sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les panneaux de remerciement, les affiches, les

dépliants, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention ;

Ce logo devra également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule ;

Dans le cas où l'insertion de ce logo n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : « Un programme de l'arrondissement de Ville-Marie ».

Dans le cas où de la publicité télé serait réalisée, exceptionnellement utiliser le logo générique[1] de l'Arrondissement en clôture.

2.2.3. Lorsque l'éco-quartier réalise une action relative au Plan d'action **en partenariat avec l'Arrondissement** (par exemple, lors du verdissement d'une ruelle) :

2.2.3.1. Mentionner verbalement lors des activités publiques organisées dans ce cadre que l'éco-quartier et l'Arrondissement sont « fiers partenaires » de l'initiative ou du projet ;

2.2.3.2. Apposer le logo générique[2] de l'Arrondissement à gauche et au même niveau que celui de l'éco-quartier, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les panneaux de remerciement, les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Ce logo devra également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule ;

Dans le cas où l'insertion de ce logo n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : « L'arrondissement de Ville-Marie et l'éco-quartier de [...] sont fiers partenaires de ».

2.2.4. Lorsque l'éco-quartier réalise une action relative au Plan d'action **en partenariat avec plusieurs partenaires** (par exemple, la réalisation d'une murale) :

2.2.4.1. Qu'il soit mentionné verbalement lors des activités publiques organisées dans ce cadre que l'éco-quartier et l'Arrondissement sont « fiers partenaires » de l'initiative ou du projet ;

2.2.4.2. Apposer le logo générique[2] de l'Arrondissement, puis celui de l'éco-quartier au même niveau que les autres partenaires, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les panneaux de remerciement, les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les

[1] Voir l'article 2.3.3 de la présente annexe.

communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention ;

Ce logo devra également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule ;

Dans le cas où l'insertion de ce logo n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : « L'arrondissement de Ville-Marie, l'éco-quartier de [...] et [partenaire(s)] sont fiers de ».

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

2.3.1. Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

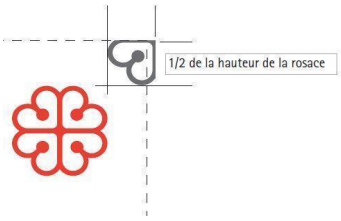
2.3.1.1. Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement ;

2.3.1.2. Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, les logos ne doivent pas être déformés (respect des proportions) ;

2.3.1.3. Le positionnement des logos, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement ;

2.3.1.4. Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc) ;

2.3.1.5. Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.3.2. Logo « Un programme de l'arrondissement de Ville-Marie »

Un programme de
Ville-Marie
Montréal

Un programme de
Ville-Marie
Montréal

2.3.3. Logo générique





2.3.4. La dénomination de l'arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie » ;

2.3.5. Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3. Sur les médias sociaux:

3.1. ajouter le logo « Un programme de l'arrondissement de Ville-Marie »[2] en bas à droite du bandeau de couverture de sa page Facebook ;

3.2. mentionner l'Arrondissement dans la section « À propos » de sa page Facebook et dans sa page Instagram en y référant comme suit « Un programme de l'arrondissement de Ville-Marie »;

3.3. mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook ;

3.4. Lorsque l'éco-quartier réalise une action relative au Plan d'action **en partenariat avec l'Arrondissement,** identifier l'Arrondissement (@centrevillemontreal) comme partenaire du projet. ex: « L'arrondissement de Ville-Marie et l'éco-quartier sont fiers partenaires de » ;

3.5. Lorsque l'éco-quartier réalise une action relative au Plan d'action ou tout autre action **en partenariat avec l'Arrondissement et avec d'autres partenaires,** identifier l'Arrondissement (@centrevillemontreal) au même niveau que l'éco-quartier et les autres partenaires du projet. ex: « Une collaboration de Ville-Marie, de l'éco-quartier de… et de ... » ou « Une réalisation de Ville-Marie, de l'éco-quartier de… et de ... » ou « Un projet de Ville-Marie, de l'éco-quartier de… et de ... ».

4. Relations publiques, médias et événements publics :

4.1. Lors d'une annonce importante relative au Plan d'action :

[2] Voir l'article 2.3.2 de la présente annexe.

4.1.1. Soumettre, pour approbation, le scénario du déroulement, l'avis média, l'invitation et le communiqué concernant le Plan d'action, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance ;

4.1.2. Offrir la possibilité d'insérer une citation d'un élu ou d'une élue de l'arrondissement dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance ;

Ces demandes devront être adressées via le courriel suivant : communicationsvillemarie@montreal.ca.

4.1.3. Faire parvenir via le courriel suivant communicationsvillemarie@montreal.ca une demande écrite de participation du maire ou de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Plan d'action ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance ;

4.1.4. Assurer l'accréditation média des représentants de l'Arrondissement (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de l'Arrondissement, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

5. Publicité et promotion :

5.1. Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à l'Arrondissement et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de l'Arrondissement, sur Internet ou sur tout autre support média ;

5.2. Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce d'une campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises ;

5.3. Ajouter un hyperlien vers le site de l'Arrondissement (montreal.ca/ville-marie) sur le site Internet relatif au Plan d'action ou à l'événement ;

5.4. Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par l'Arrondissement (communicationsvillemarie@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion ;

5.5. Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement ;

5.6. Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance (communicationsvillemarie@montreal.ca) ;

5.7. Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites d'une activité ou lors d'interventions publiques ;

5.8. Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement ;

5.9. Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement ;

5.10. Lors de la tenue d'un événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public ;

5.11. S'assurer de la présence du logo générique de l'Arrondissement dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation d'un événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Division des communications et des relations avec la communauté de l'Arrondissement à l'adresse courriel suivante : communicationsvillemarie@montreal.ca.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226091005
Unité administrative responsable : Bureau du directeur d'arrondissement de Ville-Marie
Projet : Programme éco-quartier de Peter-McGill - Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1_ Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;

Priorité 2_ Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;

Priorité 5_ Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures;

Priorité 6_ Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire;

Priorité 10_ Mettre les citoyennes et citoyens et les acteurs locaux au cœur des processus de décision, en renforçant les mécanismes de consultation et de participation, en favorisant la prise en charge individuelle et collective

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Aménagement de nouvelles ruelles vertes et bonification des aménagements de ruelles vertes existantes dans le district de Peter-McGill en 2023; Consultation, mobilisation des citoyens riverains des ruelles en vue d'une appropriation citoyenne.

Plantation de 50 carrés d'arbre en collaboration avec les citoyens;

Aménagement d'espaces en agriculture urbaine contribuant à l'inclusion, à la réinsertion sociale et à la sécurité alimentaire;

Distribution de végétaux et d'arbres aux citoyens à des fins de verdissement et de biodiversité en priorisant les interventions dans les secteurs aux prises avec des îlots de chaleur urbains;

Intervention en matière de propreté, de participation aux collectes et de gestion exemplaire des matières résiduelles auprès des citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie;

Implantation et gestion des sites de compostage communautaire comme alternative à la collecte des matières organiques;

Activités d'ISÉ (ateliers, kiosques, etc.) en matière de verdissement, de biodiversité, d'agriculture urbaine, de gestion des matières résiduelles et de zéro déchet;

Organisation et promotion d'activités s'inscrivant dans les événements environnementaux d'importance (Jour de la Terre, Semaine québécoise de réduction des déchets, Semaine de la mobilité durable, Jour du dépassement, etc.);

Travail de consultation, concertation, inclusion socio-communautaire et appropriation du territoire auprès des citoyens de Ville-Marie.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1226091005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2023 et accorder une dépense maximale de 214 380 $, taxes incluses, le cas échéant

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1226091005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratif
Tél : 514-872-8521

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1226091005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention et accorder, de gré à gré, un contrat de services à la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en oeuvre du Plan d'action 2023 et accorder une dépense maximale de 214 380$, taxes incluses, le cas échéant."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 214 380,00 $

	Années antérieures	2023
Montant		214 380,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 214 380,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306100	04601	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Le bon de commande sera créé en 2023.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

Date: **2022-11-28**

Date et heure système : 28 novembre 2022 11:43:17

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.28

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1220175010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 6 000 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 2 500 $ Go Jeunesse;
- 1 000 $ Table de quartier Peter-McGill / Inter-Action du quartier Peter-Mcgill;
- 2 500 $ Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie.

D'imputer cette dépense totale de 6 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-01 09:32

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220175010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 6 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
2 500 $	Madame Joana Loe-Mie Go Jeunesse 200, rue Ontario E, local 3004 Montréal (Québec) H2X 1H3 Téléphone : 514 872-7948 chargedeprojets@gojeunesse.org	Saint-Jacques
1 000 $	Madame Marion Steiner Table de quartier Peter-McGill Inter-Action du quartier Peter-Mcgill 1857 boul. De Maisonneuve Ouest, #215 Montréal (Québec) H3H 1J9 Téléphone: 514 934-2280 msteiner@petermcgill.org	Peter-McGill
2 500 $	Monsieur Donald Gaumont Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie 1700, rue Atateken Montréal (Qc) H2L 3L5 Téléphone : 514 524-6626 poste 205	Saint-Jacques

	Cellulaire : 514 779-3863 dirgen@cclsca.qc.ca	

TOTAUX PAR DISTRICT:

- Cabinet de la mairesse 0 $
- Saint-Jacques 5 000 $
- Peter-McGill 1 000 $
- Sainte-Marie 0 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce.s projet.s aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

Tél : 514.868.5531
Télécop. : 514 872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1220175010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 6 000 $

DOCUMENTS FINANCIERS:

Aspect financier_GDD 1220175010.pdf

LISTE DES ORGANISMES:

Liste des organismes - 1220175010.pdf

DEMANDES DES ORGANISMES:

GO Jeunesse.pdf Table de quartier Peter-McGill.pdf

Centre communautaire de loisirs Sate Catherine d'Alexandrie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

Tél : 514.868.5531
Télécop. : 514 872-8347

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 06-12-2022 – CONTRIBUTIONS DES ÉLUS-ES / DOSSIER 1220175010		
Organisme demandeur	**Projet**	**Siège social - District**
Madame Joana Loe-Mie Go Jeunesse 200, rue Ontario E, local 3004 Montréal (Québec) H2X 1H3 Téléphone : 514 872-7948 chargedeprojets@gojeunesse.org	Demande de soutien financier pour la fête de Noël en faveur des enfants dits défavorisés âgés de 6 ans à 17 ans, collaboration entre Go Jeunesse et le CERF. Destinataire: Robert Beaudry	Saint-Jacques
Madame Marion Steiner Table de quartier Peter-McGill Inter-Action du quartier Peter-Mcgill 1857 boul. De Maisonneuve Ouest, #215 Montréal (Québec) H3H 1J9 Téléphone: 514 934-2280 msteiner@petermcgill.org	Fête de Noël pour les familles du quartier qui aura lieu le 10 décembre 2022 (avec le soutien logistique de l'arrondissement de Ville-Marie). Appui demandé pour couvrir les frais associés à la location de la salle (le gymnase du YMCA centre-ville), la promotion de l'événement et l'achat de matériel de bricolage/décoration. Destinataire: Serge Sasseville	Peter-McGill
Monsieur Donald Gaumont Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie 1700, rue Atateken Montréal (Qc) H2L 3L5 Téléphone : 514 524-6626 poste 205 Cellulaire : 514 779-3863 dirgen@cclsca.qc.ca	2 événements pendant le temps des fêtes qui se tiendront respectivement le 16 décembre à compter de 17h00 et le 28 décembre à compter de 11h30. Destinataire: Robert Beaudry	Saint-Jacques

À l'attention de
Monsieur Robert Beaudry,

Objet : Demande de soutien financier pour la fête de Noël en faveur des enfants dits défavorisés, collaboration entre Go Jeunesse et le CERF.

Montréal, le 08 Novembre 2022

Monsieur Beaudry,

Go Jeunesse est un organisme de bienfaisance reconnu par le ministère du Revenu. Bien enraciné dans son quartier depuis plus de 50 ans, Go Jeunesse offre une structure d'accueil saine et sécuritaire ainsi qu'un encadrement qui favorise la cohésion sociale, la concertation, l'implication citoyenne et le partenariat avec les organismes du milieu.
Nous souhaitons soutenir le développement et l'inclusion des populations vivant au sein de nos milieux de vie et cela passe par l'acceptation de toutes les personnes y résidant sans aucunes distinctions.

À travers le panel d'activités proposées tout au long de l'année, l'organisme vise à promouvoir l'éducation, la pratique sportive et la concrétisation de meilleures habitudes pour le quotidien de ces jeunes et de leur famille en situation de pauvreté.

Comme chaque année, nous organisons la fête de noël afin de partager un moment convivial autour d'un repas avec nos jeunes membres et de leur remettre un cadeau de fin d'année.
C'est pourquoi, nous comptons sur vous pour son soutien en vue d'organiser un Noël digne et décent pour environ une centaine d'enfants âgés de 6 ans à 17 ans, membres de nos organismes. Cet évènement, en collaboration avec le CERF, sera l'occasion pour tous nos jeunes membres, mais particulièrement du quartier des Habitations Jeanne-Mance, de profiter d'un moment convivial autour d'un bon repas dans les

locaux d'Action Centre-Ville et ainsi renforcer les liens entre nos membres et Go Jeunesse.

Nous serions heureux que l'Arrondissement Ville-Marie puisse nous attribuer une contribution financière avec visibilité à hauteur de 2500 $, afin de soutenir cet événement qui nous tient particulièrement à cœur. L'arrondissement Ville-Marie ferait donc partie de nos partenaires tout comme le CÉGEP qui, comme chaque année, offre des cadeaux pour les enfants ou encore le CERF, qui prépare le souper pour tous les jeunes ce jour-là.

N'hésitez pas à communiquer avec moi pour vous partager plus en détail de notre partenariat possible pour satisfaire vos intérêts et ceux de Go Jeunesse.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à notre sollicitation, et dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos respectueuses salutations.

Joana Loe-Mie
Chargée de projets
Go Jeunesse
chargedeprojets@gojeunesse.org
www.gojeunesse.org

Montréal

Ghania FRIKH <ghania.frikh@montreal.ca>

Fwd: Demande de soutien pour la fête de Noël pour les familles de Peter-McGill

2 messages

Serge SASSEVILLE <serge.sasseville@montreal.ca> 21 novembre 2022 à 16 h 16
À : Ghania FRIKH <ghania.frikh@montreal.ca>
Cc : Chaima BEN <chaima.ben@montreal.ca>, Sebastien PAYEUR <sebastien.payeur@montreal.ca>

---------- Message transféré ---------
De : **Marion Steiner** <msteiner@petermcgill.org>
Date : lun. 21 nov. 2022 à 16:09
Objet : Demande de soutien pour la fête de Noël pour les familles de Peter-McGill
À : Serge SASSEVILLE <serge.sasseville@montreal.ca>
cc : Stéphane Febbrari Vermette <sfebbrari@petermcgill.org>

Bonjour M. Sasseville,

Je me permets de vous écrire pour solliciter votre soutien dans le cadre de la Fête de Noël que le YMCA centre-ville, la Bibliothèque des jeunes de Montréal, le Dispensaire diététique de Montréal et la Table de quartier Peter-McGill co-organisent pour les familles du quartier le samedi 10 décembre prochain (avec le soutien logistique de l'arrondissement de Ville-Marie). Puisqu'il s'agit de la seule activité de Noël qui aura lieu dans le quartier, nous misons sur la qualité avec, au programme, une activité heure du conte pour les tout-petits, des activités de bricolage et de jeux libres pour tous les âges (jusqu'à 12 ans), un buffet *Potluck,* une séance photo avec le Père Noël et une distribution de cadeaux.

Tous les organismes partenaires contribuent à l'organisation de cet événement en ressources humaines, prêt d'équipement ou de matériel, dons de jouets pour la distribution de cadeaux, etc. Cependant, notre budget reste très limité et nous aurions besoin d'un budget supplémentaire d'environ 1000$ pour couvrir les frais associés à la location de la salle (le gymnase du YMCA centre-ville), la promotion de l'événement et l'achat de matériel de bricolage/décoration. Une telle contribution nous permettrait d'offrir un bel événement rassembleur aux familles du quartier qui se retrouvent souvent particulièrement isolées pendant le temps des fêtes, la grande majorité d'entre elles étant issue de l'immigration récente et donc sans aucun réseau familial et/ou social.

Je vous remercie d'avance pour votre considération et reste disponible pour toute question ou besoin d'information supplémentaire.

Bien cordialement,

Marion Steiner (elle; she/her)

Chargée de concertation jeunesse, familles et aînés | Youth, family and seniors project coordinator

Table de quartier Peter-McGill | Peter-McGill Community Council
1857 boul. De Maisonneuve Ouest, #215
Montréal (Québec) H3H 1J9

(514) 934-2280 - www.petermcgill.org -

--
J.Serge Sasseville
(il/lui/he/him)
Avocat
Conseiller de la Ville
District Peter-McGill
Arrondissement Ville-Marie

800 de Maisonneuve Est
19e étage
Montréal, Québec
H2L 4L8

Téléphone: 514 868-5169
Courriel: serge.sasseville@montreal.ca

Mise en garde concernant les communications d'influence– Assurez-vous d'être conforme à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme en inscrivant vos activités de lobbyisme au registre des lobbyistes. Pour en savoir davantage sur la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme : 1-866-281-4615 ou commissairelobby.qc.ca

Influence Communications Warning – Please ensure that you comply with the Lobbying Transparency and Ethics Act by registering your lobbying activities in the Registry of Lobbyists. For more information on the Lobbying Transparency and Ethics Act: 1-866-281-4615 or commissairelobby.qc.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Ghania Frikh

CCLSCA
Centre communautaire
de loisirs
Sainte-Catherine
d'Alexandrie

Montréal, 16 novembre 2022

Monsieur Robert Beaudry,
Conseiller municipal
Arrondissement Ville-Marie

Objet : Demande d'appui financier discrétionnaire des élu.e.s de l'arrondissement Ville-Marie

Bonjour monsieur Beaudry,

Je prends la liberté de vous écrire directement afin de solliciter un soutien financier discrétionnaire de votre part et de ceux des élues de Ville-Marie. Vous le savez, la pandémie a durement frappé la population. Trop de gens se retrouvent une fois de plus dans l'isolement. Cela affecte grandement la cohésion sociale.

Pour atténuer les impacts, le CCLSCA offre depuis l'année dernière plus de trente (30) activités et événements gratuits pour les jeunes, les familles et aînés du quartier. Et voilà qu'avec le niveau d'inflation qui nous afflige toutes et tous, la période des fêtes de Noël et du Nouvel An s'entame pour plusieurs avec un goût amer.

Le CCLSCA souhaite organiser 2 événements : le 16 décembre prochain, nous souhaiterions offrir un « souper des Fêtes »; le 28 décembre, nous souhaiterions inviter les personnes âgées à un buffet froid, musique et danse traditionnelle.

Ces deux événements couteraient à eux seuls un peu plus de 6 000$ et comptera en tout 150 à 200 participant.e.s. C'est la raison pour laquelle nous faisons appel à une aide financière discrétionnaire de la part des élu.e.s de l'arrondissement Ville-Marie par votre entremise. Ces deux événements ont non seulement une importance particulière compte tenu de la période des fêtes, ils répondent également à des éléments de premier ordre : celui de manger convenablement tout en offrant aux participants un moment où le loisir social vient donner le ton à la lutte contre l'isolement, la détresse et la pauvreté, cohésion sociale oblige.

Déjà, nous avons convenu de demander aux participants du souper des fêtes une contribution de 10$ afin d'aider à assumer les frais de cet événement. Pour le buffet du 28, nous souhaitons l'offrir gratuitement, car la solitude des aînés est trop, beaucoup trop envahissante pour plusieurs d'entre eux.

De plus, nous souhaitons vous compter parmi nos hôtes à ces, ou l'une de ces, occasions, un geste de solidarité qui touche le cœur des gens. Merci pour l'attention que vous portez à notre requête.

Cordialement,

Donald Gaumont
Directeur général
CCLSCA

1700 rue Atateken, Montréal (Qc) H2L 3L5

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1220175010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 6 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1220175010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-01

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1220175010

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- *2 500 $ Go Jeunesse;*
- *1 000 $ Table de quartier Peter-McGill / Inter-Action du quartier Peter-Mcgill;*
- *2 500 $ Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 6 000,00 $

	Années antérieures	2022
Montant	-	6 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 6 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-30**

Date et heure système : 30 novembre 2022 18:48:12

CA : 20.29

2022/12/06 18:30



Ce dossier vous sera livré ultérieurement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.30

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229705008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 15 avril 2023, avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023 (Projet Apik,), dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Accorder une contribution totale de 575 000 $

Approuver la convention, se terminant le 15 avril 2023, avec PQDS dans le cadre du plan de relance du Centre-Ville et accorder une contribution totale de 575 000 $
D'approuver la convention, se terminant le 15 avril 2023, avec PQDS;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 575 000 $;
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 17:18

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1229705008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 15 avril 2023, avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023 (Projet Apik,), dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Accorder une contribution totale de 575 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du plan de relance pour revitaliser le centre-ville, l'organisme Partenariat au Quartier des Spectacles (PQDS) a déposé un projet à l'arrondissement Ville-Marie répondant aux besoins de soutenir les entreprises, d'aménager le centre-ville et d'appuyer son dynamisme culturel, commercial et touristique.

Ce projet aspire à augmenter l'achalandage dans le quartier latin et au centre-ville par le biais d'un projet novateur de glisse (ski et planche à neige) urbaine au cœur de Montréal accessible à tous en saison hivernale 2023.

Afin d'offrir une expérience unique aux Montréalais, la Ville de Montréal souhaite soutenir ce projet qui permettra à la fois aux citoyens et aux touristes d'expérimenter des modules acrobatiques de ski/planche à neige sur la rue Saint-Denis gratuitement et d'assister à des performances intéressantes. Une programmation sera déployée sur quatre jours afin d'assurer l'équilibre entre pratique amateur/accès grand public ainsi que performance sportive/programmation culturelle (musique, mapping vidéo) et stimuler l'achalandage au centre-ville.

Des terrasses mutualisées seront déployées aux abords de l'artère concernée afin d'offrir un espace de type après-ski à tous et faire un lien avec les commerçants du secteur visé.

La valeur ajoutée de ce projet demeure dans sa pérennisation car la pente enneigée géante a pour objectif de bonifier le calendrier événementiel hivernal de la ville et de contribuer à faire de Montréal une destination hivernale en Amérique du Nord.

Le projet contribue à la mise en oeuvre de grands chantier pour un centre-ville vibrant qui se démarque par sa vitalité culturelle et créative en toute saison. Afin de mesurer les retombées d'un tel projet, des indicateurs de résultats sont préétablis (voir détail dans la convention de service)

Un renouvellement en 2024 de la contribution de façon dégressive est possible selon les retombées et le bilan de l'édition 1 à l'année 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0152 - 25 mars 2021 - Approuver un projet d'entente avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M$ pour la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 15 M$.

DESCRIPTION

Pour l'année 2023, année test, le projet vise à installer une structure de glissade géante sur la pente St-Denis, entre les rues Sherbrook et Émery.
Les objectifs visés par la mise en place de ce projet temporaire de glisse sont d'animer le quartier Latin en offrant une expérience unique et accessible au Montréalais. Le projet vise autant à démocratiser le sport de glisse auprès de tous en offrant le matériel en location gratuitement, qu'à offrir une programmation culturelle et sportive de haut niveau qui saura attirer une clientèle de toute âge.
De manière générale, le projet vise à dynamiser les artères commerciales du centre-ville et plus spécifiquement à valoriser le quartier Latin en y augmentant l'achalandage.

Objectifs généraux

- Stimuler la revitalisation des artères commerciales;
- Dynamiser les activités économiques au centre-ville;
- Innover dans les pratiques urbaines;
- Combiner activités sportives et programmation culturelle (performance musicale et mapping vidéo).

Objectifs spécifiques

- Accroître l'achalandage au centre-ville et plus particulièrement au quartier Latin;
- Mettre de l'avant les avantages de l'hivernité;
- Animer l'espace public et les artères commerciales par le biais d'une initiative sportive et culturelle novatrice, accessible et inclusive;
- Revitaliser des artères commerciales et dynamiser les secteurs fragilisés au centre-ville;
- Assurer la promotion de l'événement;
- Valoriser la découvrabilité des commerces environnants;
- Mobiliser le maximum de participants.

En fonction des résultats et du bilan de l'an 1, la programmation pour l'an 2 (2024) pourra être peaufiné et amélioré.

JUSTIFICATION

La Ville a lancé les grandes étapes et les chantiers de travail pour renouveler sa stratégie centre-ville. L'objectif : s'adapter au contexte actuel et aux nouvelles tendances pour redynamiser le cœur économique et culturel de la métropole.
À cet effet, le projet soumis s'inscrit dans l'une des 6 thématiques mentionnait dans le document "En route vers une stratégie renouvelée pour le centre-ville 2022-2030 " et qui

constituent le socle de la vision et des orientations stratégiques de la future stratégie renouvelée pour le centre-ville. La thématique #1, Haut lieu économique, de savoir et d'innovation, notamment en renforçant l'animation urbaine des artères commerciales durant et en dehors des heures d'ouverture, ainsi que la thématique 4 d'un centre-ville vibrant qui se démarque pour sa vitalité culturelle et créative en toute saison notamment en Développant des projets de mutualisation favorisant les synergies entre les secteurs du commerce et les industries culturelles et créatives (ICC)

Le centre-ville constitue un milieu de vie pour de nombreuses clientèles : commerçants, travailleurs, étudiants, citoyens, visiteurs, etc. Pour demeurer attrayant, il doit leur offrir une gamme variée de services et des aménagements inclusifs de grande qualité. Par exemple, en rehaussant l'aménagement des espaces publics et de grandes artères ce secteur névralgique répondra davantage aux divers besoins des utilisateurs actuels et de demain.

Le projet s'inscrit dans cette stratégie qui est ainsi cohérente avec les divers plans de la Ville, dont Montréal 2030 (orientation 4) en Stimulant l'innovation et la créativité et le Plan d'urbanisme et de mobilité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière à projet sera entièrement assumé par le Service du développement économique de la ville de Montréal grâce à l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec - Stratégie centre-ville (Plan de relance du Centre-Ville)
Les détails du financement se trouvent dans les interventions financières du dossier et dans le tableau des aspects financiers. En bref, la contribution financière au projet pourrait s'étaler sur deux ans avec une somme totale de 875 000 $, soit **575 000 $ pour l'année 1** et 300 000 $ pour l'année 2. Le financement à la deuxième édition sera confirmé suite à la conformité du bilan favorable de l'année 1, déposé avant le 30 mai 2023.

MONTRÉAL 2030

En 2030, le Quartier Latin est un lieu d'ancrage social, communautaire et économique ou stimuler l'innovation et la créativité. Cette initiative dans le quartier vise à créer un milieu de vie sécuritaire et de qualité qui offre à la population de Montréal un accès équitable aux services et aux infrastructures, notamment en matière de loisirs d'hiver. Son milieu de vie inclusif, son patrimoine et ses espaces publics revalorisés, ainsi que les relations harmonieuses entre les acteurs locaux se traduisent par un sentiment d'appartenance partagé par toutes les générations du quartier. Son rayonnement culturel et commercial concourt pleinement à la vitalité de la métropole et il valorise les saisons.
((4)) Stimuler l'innovation et la créativité
((14)) Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
((15)) Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Échelle Quartier:
((19))Notre priorité pour des quartiers vivants Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
Des liens sociaux et culturels forts. De concert avec les acteurs locaux et les milieux communautaire et culturel, déployer une offre de services en adéquation avec les besoins des populations locales . Contribuer au développement d'un plus grand sentiment d'appartenance des citoyennes et citoyens à leur ville et à leur milieu de vie, et à la création de liens sociaux entre les populations . Aménager des espaces publics diversifiés selon les usagers et les usages (social, environnemental, culturel, de mobilité, de santé, récréatif et économique) qui suscitent les rencontres et les

liens sociaux

Des artères commerciales, des quartiers et un centreville attrayants qui rehaussent la qualité de vie. Appuyer l'entrepreneuriat écoresponsable, l'économie sociale et l'économie circulaire de manière à favoriser la création d'emplois durables et de qualité ainsi que l'animation urbaine dans les
milieux de vie . Appuyer la tenue d'événements culturels et commerciaux en adéquation avec les besoins de la population . Contribuer à la création et au soutien d'ateliers d'artistes et d'espaces de création et de diffusion polyvalents

Échelle Métropole
((20)) Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole
Une métropole accueillante. Reconnaître et valoriser l'apport positif des diversités à la vie collective, et développer les capacités d'accueil de l'ensemble des Montréalaises et Montréalais envers les nouveaux arrivants et arrivantes . Améliorer la connectivité entre les quartiers et établir des
structures d'échange et d'inclusion entre les quartiers enclavés par des barrières physiques ou sociales et les autres quartiers montréalais .

Un milieu culturel dynamique et représentatif de la diversité montréalaise. Mettre en valeur l'identité culturelle montréalaise et consolider le leadership culturel et économique de la métropole . Favoriser la participation du milieu culturel au développement de la métropole . Protéger les
éléments patrimoniaux contribuant à forger et distinguer l'identité montréalaise

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contribuer à positionner Montréal comme une destination hivernale ;
Affirmer le caractère unique et l'offre commerciale du quartier latin ;
Tester l'aménagement des terrasses hivernales.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

Ces événements s'inscrivent dans une perspective de relance économique après la pandémie de la COVID-19. Les activités prévues se feront dans le respect des normes sanitaires en vigueur aux dates des événements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité, de communication et de promotion est prévue dans le convention à intervenir avec les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Semaine du 12 décembre : dépôt cahier des charges et démarrage

Saison hivernale 2023 : tenue de l'activité (première édition)

Du 30 mars au 30 mai 2023 : bilan de la première édition

Juin 2023 : dépôt du projet et confirmation de la contribution financière

30 juin - 30 décembre 2023 : planification de la 2ème édition

Janvier 2024 : 2ème édition

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-29

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations communaute

Tél : 514-868-3217
Télécop. :



Convention_Contribution_PQDS_GDD1229705008_Glisse St-Denis_annexe.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES,** personne morale régie par Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) et dont l'adresse principale est 1435 rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal H3A 2G4 et représentée par Éric Lefebvre, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;;

Numéro d'inscription TPS : 857612972 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ :1208457957 TQ 0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de la relance du Centre-Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : **Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française,

à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de (Cinq cent soixante-quinze mille) dollars ($575,000.00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet - volet 1 de l'année 2023.

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention,la Ville pourrait convenir de renouveler le Projet - volet 1 de l'année 2023 suite à une réception positive du bilan.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de (Trois cent quarante-cinq mille) dollars (**$345,000.00** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de (Cent soixante-douze mille cinq cent) dollars ($172,500.00 $), au plus tard le (1 février 2023);

- et un troisième versement au montant de (cinquante-sept mille cinq cent) dollars ($57,500.00 $), au plus tard le (15 avril 2023).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8

RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le (6 décembre 2023).

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (cinq millions) dollars ((5 000 000) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435 rue Saint-Alexandre, bureau 500, Montréal H3A 2G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Éric Lefebvre, directeur général.. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Fredy Alzate, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES

Par : _____
Éric Lefebvre, directeur général

Cette entente a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 06 e jour de décembre 2022 (Résolution CA22 xxxxx).

ANNEXE 2

Protocole de visibilité

Ce document définit les conditions que les organismes partenaires s'engagent à respecter pour reconnaître le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie et lui accorder une visibilité.

Lien vers le protocole pour les projets de développement économique.

De plus :

Visibilité

Dans la réalisation de son Projet soutenu par le Ministre, la Ville doit procurer à celui-ci une visibilité publique, selon les modalités suivantes :

1. Pour tout **outil de communication et de promotion** rendu public par la Ville, y compris son rapport annuel et les mesures de suivi décrites à l'annexe C, positionner la signature visuelle gouvernementale à titre de partenaire financier.

   Note : Au moins 7 jours ouvrables avant la date de tombée, la Ville doit transmettre l'épreuve à son répondant ministériel, aux fins d'approbation.

2. Sur le **site Web** de la Ville, positionner sur la page d'accueil le logo du gouvernement du Québec (ou une mention écrite si la page ne permet pas l'insertion d'un logo) incluant un hyperlien menant vers le site Web d'Entreprise Québec. www2.gouv.qc.ca

3. Dans tout **communiqué de presse** de la Ville relatif au Projet :
   a) mentionner la participation gouvernementale à titre de partenaire financier ;
   b) offrir la possibilité d'insérer une citation du Ministre et un paragraphe descriptif du partenariat financier qui soutient le Projet de la Ville.

   Note : Au moins 7 jours ouvrables avant la date de tombée, la Ville doit transmettre le communiqué à son répondant ministériel, aux fins d'approbation.

4. À l'occasion de tout **événement public ou activité de presse d'importance** de la Ville :

   a) si le contexte s'y prête, inviter le Ministre à y participer et à y prendre la parole. Pour ce faire, acheminer une invitation officielle au cabinet du Ministre, par la poste, au 710, place D'Youville, 6e étage, Québec (Québec) G1R 4Y4 ainsi qu'une copie par courriel à votre représentant ministériel ;

      Note : Au moins 15 jours ouvrables avant la date de tombée, la Ville doit transmettre l'invitation à son répondant ministériel ;

   b) offrir, dans le PROGRAMME officiel, la possibilité de placer :
      - une publicité au choix du Ministre ;
      - un message du Ministre ;

Note : Au moins 20 jours ouvrables avant la date de tombée, la Ville doit transmettre à son répondant ministériel les informations nécessaires à la production d'une publicité ou d'un message du Ministre ;

c) offrir la possibilité d'insérer un communiqué du Ministre dans la pochette de presse ;

d) rendre disponible un espace permettant d'installer une bannière ministérielle l'identifiant à titre de partenaire financier dans les principaux lieux où se déroulent les événements publics ou les activités de presse ;

e) distribuer le matériel promotionnel du MEI (document ou objet), si disponible ;

f) mentionner verbalement la participation gouvernementale à titre de partenaire financier ;

g) offrir une ou des participations gratuites aux différentes activités prévues à la programmation annuelle de la Ville.

Note : Pour toute activité de visibilité importante non définie à la présente annexe, la Ville est invitée à communiquer avec son répondant.

Utilisation de la signature gouvernementale

La Ville doit faire approuver tout matériel de communication (communiqué de presse, publication imprimée ou électronique, etc.) sur lequel apparaît la signature gouvernementale ou la mention du gouvernement du Québec par le représentant du MEI au moins 7 jours ouvrables avant la date de diffusion ou de publication prévue. Voici les coordonnées du représentant à qui adresser cette demande :

Caroline Coin, Directrice territoriale
Téléphone : 866 691 5666, poste 3180 Courriel : caroline.coin@economie.gouv.qc.ca

Les fichiers relatifs à la signature gouvernementale se trouvent sur le site du MEI au **www.economie.gouv.qc.ca/piv**, sous la dénomination « Signature gouvernementale ». La Ville doit se référer à la section intitulée « Normes d'utilisation » pour obtenir les directives appropriées à l'utilisation et au positionnement de la signature dans chacun des véhicules de communication et doit se conformer en tout temps à ces directives.

Québec

Pour toute question sur la visibilité ministérielle, vous pouvez communiquer avec votre répondant au moyen des coordonnées indiquées ci-dessus.

Pour en savoir plus sur le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez visiter le www.piv.gouv.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229705008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 15 avril 2023, avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023 (Projet Apik,), dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Accorder une contribution totale de 575 000 $



Aspect financier_1229705008_contribution.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229705008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 15 avril 2023, avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023 (Projet Apik,), dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Accorder une contribution totale de 575 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

L'intervention du service des finances porte sur les éléments suivants :

1. L'approbation d'une convention se terminant le 15 avril 2023 entre la Ville de Montréal (Arrondissement Ville-Marie) et le Partenariat du Quartier des spectacles, et ce, dans le cadre du plan de relance du Centre-ville, pour le projet Aplik.

2. Accorder une contribution financière de 575 000 $ pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023.

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1229705008 - Partenariat Quartier des spectacles.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-02

Habib NOUARI
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , DCSF- Pôle Développement

Service du développement économique

No GDD: 1229705008

No d'engagement : DE29705008

Budget de fonctionnement

Imputation de la dépense

Approuver une convention, se terminant le 15 Avril 2023, dans le cadre du plan de relance du centre-ville pour la réalisation d'un projet de glisse, accorder une contribution de 575 000$ au Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement hivernale commercial durant la saison hivernale 2023	2022	2023	Total
2101.0014000.105814.06501.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	345,000.00 $	230,000.00 $	575,000.00 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1229705008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver une convention, se terminant le 15 avril 2023, avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour le déploiement d'un événement commercial durant la saison hivernale 2023 (Projet Apik,), dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Accorder une contribution totale de 575 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Cette dépense sera entièrement assumée par le Service du développement économique, dans le cadre de l'entente avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec – Stratégie plan de relance centre-ville.

Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement Ville-Marie.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
Tél : 514-872-8521

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438-978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.31

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1225876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à GoCube (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 443 573.55 $ taxes incluses, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur le voie publique lors des saisies ou de procédure d'expulsion de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire).

D'accorder à cette fin un contrat, pour une durée de 3 ans, à GoCube (9176-7277 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 443 573.55 $, taxes incluses.
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 17:21

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225876005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à GoCube (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le service de collecte et d'entreposage d'effets personnels et de biens mobiliers déposés sur la voie publique lors de procédures d'évictions est sous la responsabilité des arrondissements depuis le 1er janvier 2009.
Lors d'éviction par ordre de la cour, les biens meubles et effets personnels qui appartiennent à la personne évincée sont déposés sur le domaine public par le huissier mandaté pour exécuter l'expulsion. Afin d'offrir un service d'entreposage aux personnes évincées, l'arrondissement de Ville-Marie a dû recourir au service d'un entrepreneur en déménagement et en entreposage pour récupérer et entreposer les biens meubles et objets des locataires évincés.

En mai 2020, dans le cadre de l'AO 20-18065, un contrat a été octroyé à Gocube pour une durée de 3 ans. Le contrat a pris fin avant son délai prévu en raison du volume élevé des évictions, un impact de la pandémie. Les fonds n'étaient plus suffisants pour honorer le contrat. Pour palier à la situation, la direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie a décidé de lancer un gré à gré sur invitation pour couvrir les frais de la période allant de juin 2022 à décembre 2022.

À la suite à cet appel d'offres public, 22-19658 (1) soumissionnaire s'est procuré le cahier des charges. Un seul soumissionnaire a déposé une soumission, soit l'entrepreneur GoCube (9176-7277 Québec inc.) qui est conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA11 240729 : Accorder un contrat, pour une durée de 3 ans, de 238 734,10 $ à Go Cube inc. (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors des saisies ou de procédures d'expulsion de débiteurs et autoriser une dépense maximale de 238 734,10 $ (appel d'offres public VMP-11-025 – (1 seul soumissionnaire)
Résolution CA 14-240692 : Accorder un contrat de 356 195,41 $ à 9176-7277 Québec inc.

(F.A.S.R.S. GO CUBE) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans, et autoriser une dépense maximale de 356 195,41 $ (appel d'offres public 14-13983 - 3 soumissionnaires)

Résolution CA 17-240529: Prolonger le contrat avec 9176-7277 Québec inc. (F.A.S.R.S. GO CUBE), pour une durée de 12 mois allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 118 731,81 $

Résolution CA 18-240532 : Autoriser la prolongation pour une période additionnelle de un an, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, au contrat avec 9176-7277 Québec inc. F.A.S.R.A. GO CUBE pour l'enlèvement, le transport, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 118 731,81 $

Résolution CA20 240162 : Accorder un contrat de 255 934,35 $, taxes incluses, à Go-Cube.com (9176-7277 Qc.inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 255 934,35 $ - appel d'offres public 20-18065 lot 2 - (1 soumissionnaire)

DESCRIPTION

Dans le cadre de chaque éviction, l'arrondissement exige un service « clé en mains », c'est à dire que la partie contractante s'occupe du suivi auprès des propriétaires des biens entreposés et récupère la totalité des biens laissés sur le domaine public, sans intervention des équipes de l'arrondissement.
La partie contractante s'engage a dresser l'inventaire des biens et les photographier, effectuer le chargement, la manutention, la fumigation et l'entreposage des biens dans des conteneurs fermés et identifiés pour une période de 60 jours, tel qu'exigés par la loi. À la fin du délai d'entreposage, si le propriétaire n'a pas récupéré ses biens, le contractant doit procéder à la disposition et l'élimination des biens.

Le contrat est d'une durée de trois (3) ans avec une option de renouvellement de un (1) an.

JUSTIFICATION

L'adjudication d'un contrat pour la disposition des biens est nécessaire en raison de la grande quantité d'évictions qui ont lieu chaque année sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.
L'appel d'offres public 22-19658 a été publiée du 07-11-2022 au 28-11-2022; (1) entreprise s'est procurée le cahier de charges et (1) soumission a été reçue, dont voici le résultat :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Go Cube.com (9176-7277 Qc.inc.)	443 573,55 $		443 573,55 $
Dernière estimation réalisée ($)	422 119,22 $		422 119,22 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			443 573,55 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			0,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			0,00%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			21 454,33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			5,08%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière jointe au présent sommaire

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où le contrat ne serait pas accordé, l'arrondissement n'aurait plus de contrat en vigueur pour effectuer les services faisant l'objet du présent appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et le contractant devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : CA du 6 décembre 2022
Début du contrat : 1 janvier 2023
Fin du contrat : 31 décembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Geneviève LEARY)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
Chef de section - soutien général

Tél : 514 872-0100
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-29

Sandra PICARD
directeur adjoint chef aux operations (ville-marie)

Tél : 438-985-3279
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2022-12-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à GoCube (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

Aspect financier dossier 1225876005.pdfBordereau de prix- Gocube.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie WAGNER
Chef de section - soutien général

Tél : 514 872-0100
Télécop. :

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	22-19658
Titre de l'appel d'offres	Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique, suite aux procédures d'éviction dans l'Arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	9176-7277 Québec inc (Go Cube.com)
Numéro d'entreprise (NEQ)	1164117120
Adresse du soumissionnaire	9301 rue Colbert, Montreal, QC, H1J 1Z5

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique, suite aux procédures d'éviction dans l'Arrondissement de Ville-Marie	385 800,00 $	19 290,00 $	38 483,55 $	443 573,55 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1225876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à GoCube (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19658 Intervention Appro.pdf 22-19658 PV.pdf

22-19658 SEAO _ Liste des commandes.pdf 22-19658 Tableau de prix et ecart.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève LEARY
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514-868-5955

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-05

Michael SAOUMAA
Chef de section
Tél : 514-280-1994
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19658

No du GDD : 1225876005

Titre de l'appel d'offres : Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique, suite aux procédures d'éviction dans l'Arrondissement de Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 11 - 2022

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 29 - 12 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 4 - 2023

Date d'échéance révisée : 28 - 4 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9176-7277 Québec Inc. (Go Cube.com)	443573,55	√	

Information additionnelle

Préparé par : Gneviève Leary

Le 2 - 12 - 2022

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP22 0635

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 29 novembre 2022 à 13 h 30**

Sont présents : M. Yanick Lespérance, préposé au soutien administratif
Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Jacques Rochon, préposé à l'atelier d'imprimerie

APPEL D'OFFRES 22-19658

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique, suite aux procédures d'éviction dans l'arrondissement de Ville-Marie » est ouverte par l'analyste juridique du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire	**Prix**
9176-7277 QUÉBEC INC. (GO CUBE.COM)	443 573,55 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 7 novembre 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Yanick Lespérance
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19658
Numéro de référence : 1659246
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de collecte et d'entreposage d'effets mobiliers disposés sur la voie publique, suite aux procédures d'éviction dans l'Arrondissement de Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9176-7277 QUÉBEC INC. 9301 rue Colbert Montréal, QC, H1J 1Z5 NEQ : 1164117120	Monsieur CHRISTIAN dusablon Téléphone : 514 738-6843 Télécopieur :	**Commande : (2117579)** 2022-11-24 13 h 09 **Transmission :** 2022-11-24 13 h 09	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9277-5576 Québec inc. 884 Jean-Neveu Longueuil, QC, J4G 2M1 https://www.expertmobilier.com NEQ : 1168915834	Monsieur Frederic McCann Téléphone : 450 286-0665 Télécopieur :	**Commande : (2112802)** 2022-11-14 12 h 44 **Transmission :** 2022-11-14 12 h 44	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19658

Conformité

Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Données	
			Montant sans taxes	Montant taxes incluses
9176-7277 Québec Inc. (Go Cube.com)				
	1	Frais de chargement et transport des biens 1 camion et 2 hommes (quelque soit la grandeur du camion)	45 000,00 $	51 738,75 $
	2	Frais d'annulation le jour même	3 900,00 $	4 484,03 $
	3	Frais d'annulation le jour même avec déplacement	2 100,00 $	2 414,48 $
	4	Frais d'entreposage d'un conteneur pendant 1 mois	30 000,00 $	34 492,50 $
	5	Frais de gestion : Inventaire, photographie, suivi des dossiers, manutention à l'entrepôt, récupération des biens et production de rapports	10 000,00 $	11 497,50 $
	6	Frais de destruction par conteneur	32 400,00 $	37 251,90 $
	7	Frais de fumigation par conteneur	- $	- $
	8	Frais de chargement et transport des biens 1 camion et 2 hommes (quelque soit la grandeur du camion)	47 500,00 $	54 613,13 $
	9	Frais d'annulation le jour même	4 200,00 $	4 828,95 $
	10	Frais d'annulation le jour même avec déplacement	2 100,00 $	2 414,48 $
	11	Frais d'entreposage d'un conteneur pendant 1 mois	31 500,00 $	36 217,13 $
	12	Frais de gestion : Inventaire, photographie, suivi des dossiers, manutention à l'entrepôt, récupération des biens et production de rapports	10 000,00 $	11 497,50 $
	13	Frais de destruction par conteneur	33 300,00 $	38 286,68 $
	14	Frais de fumigation par conteneur	- $	- $
	15	Frais de chargement et transport des biens 1 camion et 2 hommes (quelque soit la grandeur du camion)	50 000,00 $	57 487,50 $
	16	Frais d'annulation le jour même	4 500,00 $	5 173,88 $
	17	Frais d'annulation le jour même avec déplacement	2 100,00 $	2 414,48 $
	18	Frais d'entreposage d'un conteneur pendant 1 mois	33 000,00 $	37 941,75 $
	19	Frais de gestion : Inventaire, photographie, suivi des dossiers, manutention à l'entrepôt, récupération des biens et production de rapports	10 000,00 $	11 497,50 $
	20	Frais de destruction par conteneur	34 200,00 $	39 321,45 $
	21	Frais de fumigation par conteneur	- $	- $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Total (9176-7277 Québec Inc. (Go Cube.com))	**385 800,00 $**	**443 573,55 $**

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
9176-7277 Québec Inc. (Go Cube.com)	385 800 $		443 573,55 $
Dernière estimation réalisée	367 140 $		422 119,22 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			21 454,34 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			5,1%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1225876005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder un contrat de 443 573,55 $, taxes incluses, à GoCube (9176-7277 Québec inc.) pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur la voie publique lors de saisies ou de procédures d'évictions de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec option de prolongation et autoriser une dépense maximale de 443 573,55 $ - appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1225876005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 438 354-1113

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-02

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ressources financières

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1225876005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

" D'autoriser une dépense maximale de 443 573.55 $ taxes incluses, pour l'enlèvement, le transport, l'entreposage, la fumigation et la destruction des objets et effets mobiliers déposés sur le voie publique lors des saisies ou de procédure d'expulsion de débiteurs sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Appel d'offres public 22-19658 (1 soumissionnaire).

D'accorder à cette fin un contrat, pour une durée de 3 ans, à GoCube (9176-7277 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 443 573.55 $, taxes incluses. "

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 443 573,55 $

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant		141 879,15 $	147 857,85 $	153 836,55 $				**443 573,55 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 405 041,78 $

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	**Total**
Montant		129 554,58 $	135 013,93 $	140 473,28 $				**405 041,78 $**

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Pour l'année 2023 seulement, pour les années 2024 et 2025, le montant sera prvévu au budget dans le compte d'imputation

Montant: 21 554,58 $ Dépenses contingentes de la Direction des travaux publics

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306112	03819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 129 554,58 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306112	03001	54590	014471	0000	000000	000000	00000	00000

- Pour l'année 2023, un budget de 108 000 $ est prévu à l'enveloppe budgétaire dans le compte d'imputation, le virement ci-dessus sera effectué afin de disposer du budget nécessaire. Pour 2024 et 2025, le montant requis pour le financement de ce contrat sera prévu à l'enveloppe.
- Étant donné que le contrat débute en 2023, le bon de commande sera préparé en janvier 2023 lorsque le système comptable le permettra.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 438 354-1113

Date: **2022-12-02**

Date et heure système : 02 décembre 2022 14:29:24

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.32

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1225374004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $ et accorder un contrat de services professionnels au regroupement des firmes Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture et de la bibliothèque Frontenac, située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 101 018,20 $, taxes incluses (contrat : 1 563 257,59 $ + contingences : 312 651,52 $ + incidences: 225 109,09 $) – (appel d'offres public no : 22-19546 - 3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $

2. d'accorder au regroupement des firmes Patriarche architecture Inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la Maison de la culture Janine-Sutto situé au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 563 257,59 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19546);

3. d'autoriser une dépense de 312 651,52 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'autoriser une dépense de 225 109,09 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de procéder à une évaluation du rendement de chacune des firmes du regroupement Patriarche architecture Inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc;

6. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-02 17:40

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225374004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $ et accorder un contrat de services professionnels au regroupement des firmes Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture et de la bibliothèque Frontenac, située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 101 018,20 $, taxes incluses (contrat : 1 563 257,59 $ + contingences : 312 651,52 $ + incidences: 225 109,09 $) – (appel d'offres public no : 22-19546 - 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment, construit en 1992, est un immeuble à usage mixte détenu en copropriété divise par l'OMHM pour la partie habitation (1901 rue Frontenac) et la Ville de Montréal pour l'exploitation de la Maison de la culture Janine-Sutto (2550 rue Ontario E.) et de la Bibliothèque Frontenac. La Ville prend en charge la gestion immobilière de la Maison de la culture ainsi que celle de la Bibliothèque Frontenac, alors qu'I'OMHM prend en charge la partie habitation.
Une première phase de travaux de réfection de la toiture a été réalisé à l'été 2021.

Il a été constaté que l'eau s'infiltre à plusieurs endroits dans la Maison de la culture Janine–Sutto ainsi que de la Bibliothèque Frontenac. Un audit de la Maison de la culture Janine Sutto ainsi que de la Bibliothèque Frontenac a été déposé en septembre 2021 qui confirme la nécessité d'intervenir rapidement au niveau de l'enveloppe et de prévoir le remplacement des équipements électromécanique qui ont atteint leur fin de vie.

Pour régler les problèmes du bâtiment, l'arrondissement souhaite réaliser les travaux grâce à trois (3) autres phases:

Phase 2: Travaux de réfection de l'enveloppe, réparation des éléments structuraux; et travaux d'aménagement extérieur;
Phase 3: Remplacement des unités mécanique et électrique et divers travaux en ingénierie;
Phase 4: Réaménagement intérieur ainsi que les travaux d'accessibilité universelle.
Les travaux de chacune des trois (3) phases se feront de façon séquentielle, et donc séparés en projets distincts.

Au 1er trimestre 2021, le Service de la gestion et de planification des immeubles (SGPI) a

été mandaté pour mettre en œuvre les phases du projet.

Un appel d'offres public (22-19546) a été publié dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et dans le Journal de Montréal le 29 août 2022. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 11 octobre 2022. La période de l'appel d'offres a duré quarante-quatre (44) jours calendrier.

Dix (10) addenda ont été émis durant la période de soumission. La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2022-09-06	Ajout document cahier des exigences du propriétaire Bâtiments municipaux.	oui
No. 2	2022-09-06	Ajout document cahier des exigences du propriétaire pour la normalisation des dessins assistés par ordinateur (Norme DAO).	oui
No. 3	2022-09-06	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non
No. 4	2022-09-12	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non
No. 5	2022-09-19	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non
No. 6	2022-09-27	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non
No. 7	2022-09-30	Report date d'ouverture des soumissionnaires	Oui
No. 8	2022-10-03	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non
No. 9	2022-10-04	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non
No. 10	2022-10-06	Questions et réponses sur les documents d'appel d'offres	Non

Le délai de validité de la soumission est de cent quatre-vingt (180) jours soit jusqu'au 24 avril 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240470, 10 novembre 2020 - Accorder un contrat de 497 841,75 $, taxes incluses, à Toitures Trois Étoiles inc., pour les travaux de réfection de la toiture de la maison de la culture Janine-Sutto située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale de 669 099,31 $, taxes, contingences et incidences incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder à Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la Maison de la culture Janine-Sutto.

Ces travaux prévus sont les suivants:

Phase 2 - Travaux de réfection de l'enveloppe

- Réfection de l'enveloppe (Maçonnerie, revêtement métallique, solins, fenêtres, quincaillerie extérieure, etc.)

- Ragréage des composantes intérieures du mur extérieur touché par les infiltrations d'eau
- Nettoyage et ragréage de la peinture sur le soubassement pour 4 colonnes en acier au niveau du hall;
- Réparation des fondation et d'éléments structuraux;
- Ajout d'un bassin de rétention d'eau selon le règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal;
- L'aménagement d'une terrasse sur la toiture du niveau 1 de la bibliothèque.

Phase 3 - Travaux de mécanique/électrique:

- Remplacement des chauffe-eaux au gaz par des chauffe-eaux électriques;
- Remplacement de la tour de refroidissement;
- Remplacement des appareils de ventilation et climatisation;
- Modifications et ajustements de la distribution du chauffage, de la ventilation et climatisation de la maison de la culture et de la bibliothèque;
- Peinture et ragréage suite aux travaux électromécanique;
- Travaux de conformité sur l'accessibilité universelle du bâtiment tel que l'entrée principale, les mobiliers et espaces communs, l'orientation et signalisation, l'éclairage et autres.

Phase 4 - Travaux de réaménagement de l'aire administrative de la maison de la culture:

- Réaménagement des espaces pour les employés;
- Réparation des murs intérieurs dans les salles d'exposition;
- Aménagement d'un poste de sécurité à l'entrée;
- Aménagement d'une zone agora;
- Travaux de réaménagement des toilettes de la maison de la culture et bibliothèque non conforme au devis normalisé;
- Décloisonnement et ouverture de la salle polyvalente sur le hall d'entrée permettant une vue sur la rue Ontario.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges, dont huit (8) firmes d'architecture et quatre (4) firmes d'ingénierie. Parmi les douze (12) preneurs du cahier des charges, seulement trois (3) ont remis une soumission. Ce qui représente 25% de la totalité des potentiels soumissionnaires.
Plusieurs raisons de désistement ont été recueillies parmi lesquelles :

· La saturation des carnets de commandes;

· L'impossibilité de trouver des partenaires.

Les propositions des trois (3) firmes soumissionnaires ont été jugées recevables et ont fait l'objet d'une analyse approfondie par le comité de sélection. Les soumissionnaires ont obtenu un pointage supérieur à 70% avec la note intermédiaire. Le comité de sélection recommande de retenir les services des firmes qui ont obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires. L'équipe de Patriarche architecture Inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Patriarche architecture Inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc.	78,50%	82,00%	1 563 257,59 $	312 651,52 $	1 875 909,11 $
Les architectes Labonté Marcil SENC/DWB Consultants	71,17%	72,00%	1 692 546,97 $	338 509,40 $	2 031 056,37 $
L'ŒUF Architectes/Dupras Ledoux ingénieurs / Vinci Consultants / L2C Experts Conseils	78,67%	42,00%	3 002 020,25 $	600 404,05 $	3 602 424,29 $
Dernière estimation réalisée			3 167 819,94 $	689 850,00 $	4 139 100,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 2 263 190,89 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-50,7 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					155 147,26 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					8,27 %

L'estimation des honoraires professionnels faite par le SGPI a été réalisée sur la moyenne des taux par discipline des derniers contrats octroyés en 2020, 2021 et début 2022. Au moment de l'appel d'offres nous avons tenu compte des prémisses suivantes pour l'estimation du % des honoraires : inflation, rareté de la main d'œuvre, carnet de commandes complet des firmes, complexité d'un projet par phase, durée du contrat jusqu'en 2027 plus une année d'option. En plus de tenir compte du fait qu'il s'agissait d'un 2e appel d'offres (1er appel d'offres sans soumissionnaire), nous avons estimé que ces facteurs auraient un impact à la hausse sur les % soumis par les firmes.

L'équipe de Patriarche architecture Inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc. ne figurent pas sur la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) et détiennent une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) obtenue le 23 avril 2021, le 27 octobre 2020 et le 31 juillet 2021. Par ailleurs, le Registre des entreprises du Québec ne fait mention d'aucune irrégularité affectant ces contractants et ceux-ci ne sont pas visé par la Liste des personnes à déclarer non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation du rendement de chacune des firmes du regroupement sera effectuée à la fin du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 2 101 018,20 $, taxes incluses, se détaille comme suit : Le montant total du contrat à accorder est de 1 563 257,59 $, incluant les taxes.

Un budget de contingences de 312 651,52 $ (20 %), taxes incluses, pour pallier les imprévus en cours de projet.

Des incidences de 225 109,09 (12%) sont incluses et serviront à couvrir les coûts engendrés par des services de laboratoire ou autres services qui pourraient être réalisés par des tiers en cours de réalisation du projet.

Cette dépense représente un coût net de 1 918 509,66 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par une affectation de surplus de l'arrondissement.

Cette dépense est entièrement assumée par l'arrondissement de Ville-Marie.

La dépense se fera de 2023 à 2027 selon la répartition suivante:

2023 = 314 000,00 $

2024 = 588 000,00 $

2025 = 625 000,00 $

2026 = 271 000,00 $

2027 = 120 509,66 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet de réfection de l'enveloppe et des divers travaux permettront d'assurer sa préservation, d'améliorer sa fonctionnalité et de dégager des économies d'énergie. Un retard dans l'octroi du contrat pour les services professionnels se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la division des communications et les relations avec la communauté de l'arrondissement à ce stade du projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au CA : 6 décembre 2022
Début du mandat : janvier 2023
Début des travaux : mai 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Michel SOULIÈRES, Service de la gestion et planification des immeubles
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Maryse BOUCHARD, 2 décembre 2022
Sophie LALONDE, 1er décembre 2022
Michel SOULIÈRES, 1er décembre 2022
Gina TREMBLAY, 30 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédéric PAUL
Concepteur des aménagements-immeubles

Tél : 514 531-5305
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-30

Patrick LEMYRE
chef(fe) de division - gestion immobiliere en arrondissement

Tél : 514 778-3226
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-12-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1225374004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $ et accorder un contrat de services professionnels au regroupement des firmes Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture et de la bibliothèque Frontenac, située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 101 018,20 $, taxes incluses (contrat : 1 563 257,59 $ + contingences : 312 651,52 $ + incidences: 225 109,09 $) – (appel d'offres public no : 22-19546 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19546 SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19546 PV.pdf
22-19546 TABLEAU_Résultat Global Final.pdf
22-19546 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-05

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19546
Numéro de référence : 1637309
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACDF ARCHITECTURE INC. 201-6250 rue Hutchison Montréal, QC, H2V 4C5 http://www.acdf.ca NEQ : 1163842074	Madame Véronik Caron Téléphone : 514 456-1151 Télécopieur : 450 778-1594	**Commande : (2087421)** 2022-09-08 8 h 15 **Transmission :** 2022-09-08 8 h 15	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-08 8 h 15 - Téléchargement 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-08 8 h 15 - Téléchargement 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-08 8 h 15 - Téléchargement 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-08 8 h 15 - Téléchargement 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-08 8 h 15 - Téléchargement 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 37 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Architecture49 Inc. 1244 rue Ste-Catherine Ouest 3e étage Montréal, QC, H3G 1P1 http://a49montreal.com/ NEQ : 1168696327	Madame Sophie Lafrenière Téléphone : 438 844-2395 Télécopieur : 514 866-3780	**Commande : (2085284)** 2022-09-01 9 h 31 **Transmission :** 2022-09-01 9 h 31	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 30 - Messagerie

				3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 37 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ARUP CANADA INC. 1 Place Ville-Marie suite 3270 Montréal, QC, H3B 3Y2 NEQ : 1164114226	Madame Corina Papuc Téléphone : 416 515-0915 Télécopieur :	**Commande : (2086060)** 2022-09-02 13 h 56 **Transmission :** 2022-09-02 13 h 56	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 28 - Messagerie 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 36 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 55 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 55 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 55 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 33 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R

				2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ATELIER URBAN FACE INC. 220 avenue des Pins 6 Montréal, QC, H2W 1R9 https://www.atelierurbanface.ca NEQ : 1161741609	Madame Sylvie Perrault Téléphone : 514 931-9168 Télécopieur :	**Commande : (2094378)** 2022-09-27 11 h 58 **Transmission :** 2022-09-27 11 h 58	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-27 11 h 58 - Téléchargement 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CGA ARCHITECTES INC. 5605 rue De Gaspé, Suite 502 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1168745256	Madame Jessica Pero Téléphone : 514 277-7876 Télécopieur :	**Commande : (2084916)** 2022-08-31 11 h 31 **Transmission :** 2022-08-31 11 h 31	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 29 - Messagerie 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 37 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement

				3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DWB CONSULTANTS 733, chemin Jean-Adam Piedmont, QC, J0R1R3 http://www.dwbconsultants.com NEQ : 1160969102	Madame Josianne Trépanier Téléphone : 450 227-0327 Télécopieur : 450 227-0327	**Commande : (2095209)** 2022-09-29 8 h 58 **Transmission :** 2022-09-29 8 h 58	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-29 8 h 58 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 33 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GESTION L'OEUF INC. 3991 rue Clark Montréal, QC, h2w1w8 http://www.loeuf.com NEQ : 1165564106	Monsieur Sudhir Suri Téléphone : 514 484-7745 Télécopieur : 514 484-8897	**Commande : (2091945)** 2022-09-20 12 h 19 **Transmission :** 2022-09-20 12 h 19	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement

				3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-20 12 h 19 - Téléchargement 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 33 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Architectes FABG 5402 boul Saint-Laurent Montréal, QC, H2T 1S1 http://www.arch-fabg.com NEQ : 1169469427	Monsieur André Lavoie Téléphone : 514 274-7555 Télécopieur : 514 274-3646	**Commande : (2084366)** 2022-08-30 12 h 14 **Transmission :** 2022-08-30 12 h 14	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 29 - Messagerie 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 37 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel

				3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL (S.E.N.C.) 202- 2100 Rue Fleury Est Montréal, QC, H2B 1J5 NEQ : 3362242961	Madame Marie-Christine Dorval Téléphone : 514 374-9656 Télécopieur :	**Commande : (2084929)** 2022-08-31 11 h 46 **Transmission :** 2022-08-31 11 h 46	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 29 - Messagerie 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 37 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2084375)** 2022-08-30 12 h 39 **Transmission :** 2022-08-30 12 h 39	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 28 - Messagerie 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 36 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel

				3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 48 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 33 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PATRIARCHE ARCHITECTURE INC. 85 RUE SAINT PAUL OUEST Montréal-Ouest, QC, H2Y3V4 http://Patriarche.ca NEQ : 1164600463	Monsieur Luc Belanger Téléphone : 581 742-7487 Télécopieur :	**Commande : (2084620)** 2022-08-30 17 h 15 **Transmission :** 2022-08-30 17 h 15	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis) 2022-09-06 11 h 20 - Courriel 3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan) 2022-09-06 11 h 30 - Messagerie 3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R 2022-09-06 15 h 54 - Courriel 3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R 2022-09-12 16 h 20 - Courriel 3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R 2022-09-19 16 h 37 - Courriel 3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis) 2022-09-27 16 h 56 - Courriel 3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau) 2022-09-27 16 h 56 - Téléchargement 3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE 2022-09-29 21 h 49 - Courriel 3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2) 2022-10-03 18 h 35 - Courriel 3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R 2022-10-04 17 h 34 - Courriel 3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R 2022-10-06 11 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1B1 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (2084486)** 2022-08-30 14 h 39 **Transmission :** 2022-08-30 14 h 39	3792218 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (devis) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel 3792219 - 22-19546 ADDENDA_NO1 (plan) 2022-09-06 9 h 54 - Courriel

3792223 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (devis)
2022-09-06 11 h 20 - Courriel

3792224 - 22-19546 ADDENDA_NO2 (plan)
2022-09-06 11 h 27 - Messagerie

3792570 - 22-19546 ADDENDA_NO3 Q et R
2022-09-06 15 h 54 - Courriel

3795546 - 22-19546 ADDENDA_NO4 Q et R
2022-09-12 16 h 20 - Courriel

3799337 - 22-19546 ADDENDA_NO5 Q et R
2022-09-19 16 h 36 - Courriel

3802972 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (devis)
2022-09-27 16 h 55 - Courriel

3802973 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau)
2022-09-27 16 h 55 - Téléchargement

3802974 - 22-19546 ADDENDA_NO6 Q et R (bordereau)
2022-09-27 16 h 55 - Téléchargement

3804215 - 22-19546 ADDENDA_NO7 REPORTDATE
2022-09-29 21 h 48 - Courriel

3805269 - 22-19546 ADDENDA_NO8 Q et R (2)
2022-10-03 18 h 35 - Courriel

3805924 - 22-19546 ADDENDA_NO9 Q et R
2022-10-04 17 h 33 - Courriel

3806844 - 22-19546 ADDENDA_NO10 Q et R
2022-10-06 11 h 01 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP22 0549

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 11 octobre 2022 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Simon Bélanger-Gagnon, préposé au soutien administratif
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 22-19546

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services professionnels, architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires

GESTION L'OEUF INC.

LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL (S.E.N.C.)

PATRIARCHE ARCHITECTURE INC.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 29 août et 5 octobre 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 30 août et 29 septembre 2022 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

22-19546 - Services professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto

FIRME	Présentation de l'offre 10%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les architectes Labonté Marcil SENC/DWB Consultants	7,67	8,83	19,33	14,33	21,00	71,17	1 692 546,97 $	**0,72**	**2**
Patriarche architecture Inc./EMS Ingénierie/CBTEC Inc.	7,33	12,83	21,67	16,00	20,67	78,50	1 563 257,59 $	**0,82**	**1**
L'ŒUF Architectes/Dupras Ledoux ingénieurs/Vinci Consultants/L2C Experts Conseils	7,33	12,67	23,00	17,00	18,67	78,67	3 002 020,25 $	**0,43**	**3**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**								

Comité	
Date	mardi 08-11-2022
Heure	13 h 30
Lieu	Via Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19546 — No du GDD : 1225374004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 8 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 4 - 10 - 2022

Ouverture faite le : 11 - 10 - 2022

Date du comité de sélection : 8 - 11 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 10

Date du dernier addenda émis : 6 - 10 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 4 - 2023

Date d'échéance révisée : 9 - 4 - 2023

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les architectes Labonté Marcil SENC/DWB Consultants	1 692 546,97 $		
Patriarche architecture Inc./EMS Ingénierie/CBTEC Inc.	1 563 257,59 $	√	
L'ŒUF Architectes/Dupras Ledoux ingénieurs/Vinci Consultants/L2C Experts Conseils	3 002 020,25 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat au regroupement formé par les firmes: Patriarche architecture Inc./ EMS structure Inc./ CBTEC Inc., ayant obtenu le plus haut pointage final. Des 9 autres détentrices du cahier des charges, 3 n'avaient pas de disponibilités et 6 pas de réponse.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 5 - 12 - 2022

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225374004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $ et accorder un contrat de services professionnels au regroupement des firmes Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture et de la bibliothèque Frontenac, située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 101 018,20 $, taxes incluses (contrat : 1 563 257,59 $ + contingences : 312 651,52 $ + incidences: 225 109,09 $) – (appel d'offres public no : 22-19546 - 3 soumissionnaires)

Attestation de l'AMP AMP-Équipe Patriarche.pdf

1. NEQ NEQ-Équipe Patriarche.pdf
2. Tableau des coûts 22-19546_Tableau des coûts.pdf
3. Grille d'analyse Mtl 2030 et ADS+

Grille_analyse_montreal_2030.pdf

4. Liste des preneurs du cahier des charges

22-19546 SEAO _ Liste des commandes.pdf

5. Contrat Edilex Contrat - 22-19546.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédéric PAUL
Concepteur des aménagements-immeubles

Tél : 514 531-5305
Télécop. :

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 23 avril 2021

PATRIARCHE ARCHITECTURE INC.
A/S MONSIEUR LUC BÉLANGER
85, RUE SAINT-PAUL O
BUR. 260
MONTRÉAL (QC) H2Y 3V4

Nº de décision : 2021-DAMP-0306
Nº de client : 1100094371

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, faisant également affaire sous PATRIARCHE AMÉRIQUE DU NORD INC., une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. PATRIARCHE ARCHITECTURE INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 avril 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 30 juillet 2021

CBTEC INC.
A/S MONSIEUR MATHIEU LANDRY-LÉVESQUE
4805, BOUL DE L'ORMIÈRE
QUÉBEC (QC) G1P 1K6

N° de décision : 2021-DAMP-0610
N° de client : 1100197705

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. CBTEC INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 juillet 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 27 octobre 2020

EMS STRUCTURE INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BOUCHER
815, BOUL LEBOURGNEUF
BUREAU 406
QUÉBEC (QC) G2J 0C1

N° de décision : 2020-DAMP-1747
N° de client : 3000393075

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous EMS INGÉNIÉRIE, EMS INGÉNIERIE INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. EMS STRUCTURE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **26 octobre 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

CNESST

Le 20 septembre 2022

Direction régionale de
Île-de-Montréal
Basilaire 1 centre
5, Complexe Desjardins
C. P. 3, succ. Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1H1
Tél. : 514 906-3500 ou 1 866 748-9636
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Jean-loup Patriarche
Patriarche Architecture inc.
291, rue Saint-Vallier Est, bureau 106
Québec (Québec) G1K 3P5

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1164600463

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 20 septembre 2022, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

CNESST

Le 23 août 2021

Direction régionale de la
Capitale-Nationale
530, boul. de l'Atrium, bur. 160
C.P. 1200, succ. Terminus
Québec (Québec) G1K 7E2
Tél. : 418 266-4020 ou 1 800 267-6811
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Simon Lacasse
CBTEC Inc.
4805, boulevard de l'Ormière
Québec (Québec) G1P 1K6

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1176494053

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 23 août 2021, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La Direction de la cotisation
des employeurs

CNESST

Le 14 septembre 2022

Direction régionale de la
Capitale-Nationale
C. P. 2000, succ. Terminus
Québec (Québec) G1K 0H7
Tél. : 418 266-4020 ou 1 800 267-6811
Téléc. : 866 331-5886

Monsieur Éric Boucher
EMS Structure inc
815, boulevard Lebourgneuf, bureau 406
Québec (Québec) G2J 0C1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1163730576

Objet : Réponse à une demande de validation de conformité - Santé et sécurité du travail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, sur la foi des renseignements qui nous ont été fournis et après analyse du dossier, nous vous confirmons qu'en date du 14 septembre 2022, votre entreprise est **conforme** à l'égard des obligations suivantes envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :

- transmettre la déclaration des salaires assurables versés;
- transmettre le ou les bordereaux de paiement selon les modalités prévues;
- effectuer les versements périodiques selon les modalités prévues;
- payer la cotisation due ou respecter une entente de paiement, advenant la présence d'une cotisation due.

À noter que la présente lettre ne dégage pas un donneur d'ouvrage quant au paiement de la cotisation relative à la santé et à la sécurité du travail due par un entrepreneur, et ce, en vertu de l'article 316 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Seule une attestation de conformité, demandée à la fin des travaux, est valable à cet égard.

Nous vous invitons à communiquer avec nous si vous avez besoin de renseignements supplémentaires à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de la cotisation
des employeurs

Projet :	*Travaux de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture Janine-Sutto*
Nom d'ouvrage :	*Maison de la culture Janine-Sutto*
No. D'ouvrage:	*8662*
No. De contrat :	*22-19546*
No. Du projet :	*IM-PR-*
No. Du GDD :	*1225374004*
Date :	*30-nov-22*
Étape :	*Octroi de contrat ou augmentation de contrat*

				Budget $	TPS 5,0 % $	TVQ 9,975 % $	TOTAL $
Contrat	Professionnel*			1 359 650,00 $	**67 982,50 $**	**135 625,09 $**	**1 563 257,59 $**
	Contingences		**20%**	**271 930,00 $**	**13 596,50 $**	**27 125,02 $**	**312 651,52 $**
	Total - Contrat :			1 631 580,00 $	81 579,00 $	162 750,11 $	1 875 909,11 $
Incidences	Incidences spécifiques			0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Incidences générales		12%	195 789,60 $	9 789,48 $	19 530,01 $	225 109,09 $
	Total - Incidences :		**12%**	**195 789,60 $**	**9 789,48 $**	**19 530,01 $**	**225 109,09 $**
	Coût (Montant à autoriser)			**1 827 369,60 $**	**91 368,48 $**	**182 280,12 $**	**2 101 018,20 $**
Ristournes	**TPS**	100%			-91 368,48 $		-91 368,48 $
	TVQ	50%				-91 140,06 $	-91 140,06 $
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)						**1 918 509,66 $**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : IM-PR-20-0044
Unité administrative responsable : SGPI
Projet : Réfection de l'enveloppe et divers travaux de la Maison de la culture Janine-Sutto

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet consiste entre autre au remplacement des systèmes de ventilation, chauffage et climatisation qui favorisera l'installation de systèmes électriques afin de permettre la diminution d'émission des GES.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPEL D'OFFRES - SERVICES

CONTRAT

NO 22-19546

Service professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto.

(Services professionnels liés à la construction)

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PRÉAMBULE 9

0.00 INTERPRÉTATION 9

0.01 Terminologie 10
0.01.01 Appel d'Offres 10
0.01.02 Avis d'Adjudication 10
0.01.03 Bon de Commande 10
0.01.04 Bordereau de Prix 10
0.01.05 Changement de Contrôle 10
0.01.06 Contrat 10
0.01.07 Devis 10
0.01.08 Documents Contractuels 10
0.01.09 Documents d'Appel d'Offres 11
0.01.10 Échéancier 11
0.01.11 Formulaire de Soumission 11
0.01.12 Information Confidentielle 11
0.01.13 Loi 11
0.01.14 Manquement 12
0.01.15 PARTIE 12
0.01.16 Personne 12
0.01.17 Personnel Affecté 12
0.01.18 Projet 12
0.01.19 Propriété Intellectuelle 12
0.01.20 Régie de l'Appel d'Offres 13
0.01.21 Règlement sur la Gestion Contractuelle 13
0.01.22 Regroupement de Personnes 13
0.01.23 Ressource Clé 13
0.01.24 Services Professionnels 13
0.01.25 Soumission 13
0.02 Primauté 13
0.02.01 Documents Contractuels 13
0.02.02 Ordre 14
0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle 14
0.03 Droit applicable 14
0.04 Généralités 14
0.04.01 Dates et délais 14
a) De rigueur 14
b) Calcul 14
c) Devis 15
d) Reports 15
0.04.02 Références financières 15
0.04.03 Consentement 15
0.04.04 Validité 15

1.00 OBJET 15

2.00 CONTREPARTIE 15

2.01 Prix 15
2.02 Forme du prix 16
2.03 Rémunération à pourcentage 16
2.03.01 Coût des travaux 16
2.03.02 Inclusions et exclusions 16
2.03.03 Coût estimé des travaux 17
2.03.04 Coût réel des travaux 17
2.03.05 Calcul 17
a) Paramètres 17
b) Écarts 17
2.04 Rémunération à taux horaire 18
2.04.01 Personnel de soutien 18
2.04.02 Classification du personnel 18
2.04.03 Heures supplémentaires de travail 18
2.04.04 Fonctions de direction 19
2.04.05 Annulation sans préavis 19
2.05 Interdiction 19
2.06 Variation des prix 20
2.06.01 Durée initiale 20
2.06.02 Option de renouvellement 20

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT 20

3.01 Paiement des Services Professionnels 20
3.02 Regroupement de Personnes 20
3.03 Calcul 20
3.03.01 Phase de conception 20
3.03.02 Phase de construction 21
3.04 Ordre de changement 21
3.04.01 Exclusion 21
3.04.02 Contrepartie 21
a) Rémunération à taux horaire 21
b) Rémunération à forfait 21
c) Rémunération à pourcentage 21
3.05 Facturation 22
3.05.01 Adresse 22
a) Adresse courriel et adresse du Service des finances 22
3.05.02 Renseignements 22
a) Liste 22
b) Note de crédit 23
c) Temps de repas 23
d) Classification du Personnel Affecté 23
e) Approbation du Personnel Affecté 23
f) Pièces justificatives 23
g) Refus 23
h) Précisions additionnelles 23
3.06 Paiement partiel 24
3.07 Paiement complet 24
3.08 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation 24
3.08.01 Compensation 24

3.08.02 Provision 24
3.08.03 Tierces parties 24
a) Retenue 24
b) Paiement 24
3.09 Retard 25
3.10 Vérification 25
3.11 Paiement électronique 25

4.00 SÛRETÉS 25

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES 25

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 25

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 26

7.01 Capacité 26
7.02 Regroupement de Personnes 26
7.03 Conflits de travail 26
7.04 Établissement 26
7.05 Autorisations 26
7.06 Ressources 26
7.07 Divulgation 26

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S) 27

8.01 Information Confidentielle 27

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE 27

9.01 Personnel Affecté 27
9.02 Coopération 27
9.03 Quantité 27
9.04 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE 28
9.05 Bon de Commande 28
9.06 Exonération de responsabilité 28

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE 28

10.01 Début de l'exécution du Contrat 28
10.02 Réunions 28
10.03 Contrats simultanés 28
10.04 Propriété 29
10.05 Coordonnateur 29
10.06 Examen du Devis 29
10.07 Documents Contractuels 29
10.08 Exécution complète 29
10.09 Collaboration 30
10.10 Respect 30
10.11 Validation 30
10.12 Interdiction 30
10.13 Charte de la langue française 30
10.14 Règlement sur la Gestion Contractuelle 30
10.15 Conflit d'intérêts 30
10.16 Liens d'affaires 31
10.17 Assurance 31

10.17.01 Responsabilité civile générale 31
10.17.02 Responsabilité professionnelle 32
10.18 Autorisation de contracter 33
10.18.01 Maintien 33
10.18.02 Sous-contractant 33
10.19 Santé et sécurité au travail 33
10.19.01 Conformité 33
10.19.02 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail 34
10.19.03 Défaut 34
10.20 Attestation de la CNESST 34
10.21 Ressources humaines 34
10.21.01 Autorité 34
10.21.02 Courtoisie 34
10.21.03 Exécution 34
10.21.04 Ressources Clés 35
a) Composition 35
b) Remplacement 35
10.21.05 Personnel Affecté 35
a) Composition 35
b) Remplacement 35
c) Liste 35
10.21.06 Remplacement forcé 35
10.21.07 Nouvelle ressource 36
10.21.08 Non-sollicitation 36
10.22 Personnel de soutien 36
10.23 Sous-contrat 36
10.23.01 Autorisation 36
10.23.02 Liste 36
10.23.03 Refus 37
10.23.04 Restrictions 37
10.23.05 Obligations principales 37
10.23.06 Autorisation de contracter 37
10.23.07 RENA 37
10.23.08 Responsabilité 38
10.23.09 Assujettissement 38
10.23.10 Informations supplémentaires 38
10.24 Délais 38
10.24.01 Respect 38
10.25 Échéancier 38
10.25.01 Délais et fréquence 39
a) Production 39
b) Respect 39
10.25.02 Incapacité 39
10.25.03 Empêchement 39
10.26 Bon de Commande 39
10.27 Recommandation de paiement 39
10.28 Inspection 40
10.28.01 Collaboration 40
10.28.02 Résultat 40
10.29 Suspension du Contrat 40

10.30 Registre des dépenses....40
10.31 Documents d'appel d'offres....41
10.32 Reddition de comptes....41
10.33 Propriété Intellectuelle....42
10.33.01 Cession....42
10.33.02 Limite....42
10.34 Publicité....42
10.35 Pénalités....43
10.35.01 Délai....43
10.35.02 Application....43
10.35.03 Remplacement d'une Ressource Clé....43
a) Pénalité....43
b) Pénalité additionnelle....43
10.36 Confidentialité....43
10.37 Engagement de confidentialité....44
10.38 Taxes....44
10.39 Responsabilité....44
10.39.01 Protection des lieux environnants....44
10.39.02 Protection de l'environnement....44
10.39.03 Dommage....44
10.40 Exonération....44
10.40.01 Obligation....44
10.40.02 Étendue de la responsabilité....45
10.41 Indemnisation....45
10.41.01 « Perte »....45
10.41.02 Portée....45
10.41.03 Propriété Intellectuelle....45
a) Obligation....45
b) Responsabilité....46
10.42 Limitation....46
10.43 Assistance en cas de litige....46
10.44 Assistance au Bureau de l'inspecteur général....46

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES....46

11.01 Non-exclusivité....46
11.02 Cession....46
11.02.01 Interdiction....46
11.02.02 Inopposabilité....47
11.02.03 Exception....47
11.02.04 Effet....47
11.03 Relations entre les PARTIES....47
11.03.01 Indépendance....47
11.03.02 Contrôle....47
11.03.03 Aucune autorité....47
11.04 Force majeure....47
11.04.01 Exonération de responsabilité....47
11.04.02 Prise de mesures adéquates....48
11.04.03 Droit de l'autre PARTIE....48
11.05 Recours....48
11.06 Évaluation de la performance....48

11.07 Évaluation de rendement de l'ADJUDICATAIRE 48
11.08 Marché du carbone 49

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 49

12.01 Avis 49
12.02 Résolution de différends 49
12.02.01 Négociations de bonne foi 49
12.03 Juridiction 49
12.04 Modification 50
12.04.01 Autorisation 50
12.04.02 Demande 50
12.04.03 Ajustement du prix 50
12.05 Non-renonciation 50
12.06 Transmission électronique 50

13.00 FIN DU CONTRAT 51

13.01 De gré à gré 51
13.02 Indemnisation 51
13.03 Sans préavis 51
13.04 Avec préavis 51
13.05 Changement de Contrôle 52
13.06 Effet de la résiliation 52
13.06.01 Contrepartie 52
13.06.02 Retour 52

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR 52

15.00 DURÉE. 52

15.01 Expiration 52
15.02 Renouvellement 52
15.03 Non-reconduction 53
15.04 Survie 53

16.00 PORTÉE 53

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.07 - DEVIS 55
ANNEXE 2.03.05 - RÉMUNÉRATION À POURCENTAGE 56
ANNEXE 10.17.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE 57
ANNEXE 10.23.02 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS 59
ANNEXE 10.37 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ 61
ANNEXE 11.07 - GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE 63

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS intervenu en la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, en la Ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE »;

ET :

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'Appel d'Offres portant le nº 22-19546 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) Le DONNEUR D'ORDRE est une municipalité ayant pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

B) L'Appel d'Offres nº 22-19546, se rapportant à des Service professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto., a été lancé par le DONNEUR D'ORDRE;

C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les PARTIES;

D) L'ADJUDICATAIRE a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une Soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;

E) La Soumission présentée par l'ADJUDICATAIRE a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;

F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres nº 22-19546, se rapportant à des Service professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto.;

0.01.02 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat;

0.01.03 Bon de Commande

désigne un écrit émanant du DONNEUR D'ORDRE qui est assujetti au Contrat et qui a pour effet de placer une commande auprès de l'ADJUDICATAIRE;

0.01.04 Bordereau de Prix

désigne le bordereau de prix complété électroniquement par le SOUMISSIONNAIRE, faisant partie de sa Soumission et indiquant le(s) prix proposé(s) par le SOUMISSIONNAIRE en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.05 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;

0.01.06 Contrat

désigne l'entente entre les PARTIES dont les modalités apparaissent au présent document incluant le préambule et ses annexes, ainsi que toute documentation subordonnée à celui-ci, notamment la Soumission. Les expressions « des présentes », « aux présentes », « en vertu des présentes » et « par les présentes » et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le présent document, font généralement référence à l'ensemble du document plutôt qu'à une partie de celui-ci, à moins d'indication contraire dans le texte;

0.01.07 Devis

désigne la documentation émanant du DONNEUR D'ORDRE décrivant les Services Professionnels à être fournis, reproduite en annexe 0.01.07 des présentes;

0.01.08 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres, de la Soumission et de l'Avis d'Adjudication;

0.01.09 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE aux fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique. Sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent :

a) l'Avis d'Appel d'Offres;

b) la Régie de l'Appel d'Offres;

c) le présent document, incluant notamment le Devis;

d) le Formulaire de Soumission;

e) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;

f) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE.

Les expressions « cahier des charges », « instructions aux soumissionnaires », « clauses administratives générales », « clauses administratives particulières » ou « convention de services professionnels », lorsqu'elles apparaissent dans les Documents d'Appel d'Offres, ne renvoient pas à des documents précis, mais plutôt à une ou plusieurs composantes des Documents d'Appel d'Offres.

0.01.10 Échéancier

désigne l'échéancier de la fourniture des Services Professionnels convenu avec le DONNEUR D'ORDRE ;

0.01.11 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant le Bordereau de Prix, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.12 Information Confidentielle

désigne tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

0.01.13 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une

ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.14 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

a) une exécution non conforme du Contrat;

b) une réclamation par une Personne; ou

c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.15 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.16 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie et, lorsque prévu, un Regroupement de Personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale et comprend, lorsque requis, leurs représentants légaux;

0.01.17 Personnel Affecté

désigne tout employé de l'ADJUDICATAIRE et, le cas échéant, tout représentant, sous-contractant, fournisseur ou toute autre Personne affectée à l'exécution du Contrat par ce dernier, et inclut une Ressource Clé;

0.01.18 Projet

désigne le projet de construction du DONNEUR D'ORDRE faisant l'objet des Services Professionnels confiés à l'ADJUDICATAIRE dans le cadre du Contrat;

0.01.19 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou espèces végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.20 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux soumissionnaires;

0.01.21 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui, reproduit en annexe de la Régie de l'Appel d'Offres et disponible sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.22 Regroupement de Personnes

désigne une entente entre plusieurs prestataires de services en vue d'une collaboration pour l'exécution du Contrat. Un regroupement de personnes au sens de la présente clause n'est pas juridiquement organisé. Il peut notamment être désigné comme un « consortium » ou une « coentreprise »;

0.01.23 Ressource Clé

désigne, selon le sens du texte, toute personne physique identifiée dans la Soumission pour être affectée à l'exécution du Contrat et dont l'expérience et l'expertise ont fait l'objet d'une évaluation par le DONNEUR D'ORDRE selon la grille d'évaluation annexée à la Régie de l'Appel d'Offres ou toute personne physique substituée à une telle personne en cours d'exécution du Contrat avec l'approbation du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.24 Services Professionnels

désigne selon le cas, individuellement ou collectivement, tous les services professionnels décrits au Devis, à être fournis par l'ADJUDICATAIRE, incluant les tâches, l'ouvrage et tous les autres services accessoires nécessaires pour assurer leur bonne exécution nonobstant le fait qu'ils n'aient pas été mentionnés spécifiquement au Devis;

0.01.25 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.02 Primauté

0.02.01 Documents Contractuels

Les Documents Contractuels constituent la totalité et l'intégralité du cadre contractuel de l'Appel d'Offres. Ils priment sur les conditions ou politiques de vente de l'ADJUDICATAIRE.

0.02.02 Ordre

L'ordre de primauté des Documents Contractuels s'établit comme suit :

a) Addenda;

b) Contrat, incluant le Devis;

c) Régie de l'Appel d'Offres;

d) Soumission, incluant le Formulaire de Soumission;

e) Avis d'Appel d'Offres.

0.02.03 Règlement sur la Gestion Contractuelle

En cas de contradiction entre les Documents Contractuels et le Règlement sur la Gestion Contractuelle, ce dernier prime.

0.03 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.04 Généralités

0.04.01 Dates et délais

a) **De rigueur**

Tous les délais et les échéances indiqués dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) **Calcul**

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;

ii) les jours non ouvrables sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non ouvrable (samedi, dimanche ou un jour férié), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant; et

iii) le terme « mois », lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

c) **Devis**

Malgré l'alinéa b), les règles applicables au calcul d'un délai sont, dans le cas d'une exigence prévue au Devis, celles indiquées au Devis.

d) **Reports**

Si la date limite ou l'échéance prévue pour l'exécution d'une obligation aux présentes est retardée en raison :

i) d'un cas de force majeure;

ii) d'une modification au Contrat;

cette date limite ou échéance est alors reportée du nombre de jours que l'exécution de cette obligation est retardée par les causes ou événements mentionnés précédemment, sous réserve des droits et recours des PARTIES.

0.04.02 Références financières

À moins d'indication contraire dans le Contrat, toutes les sommes d'argent prévues sont en devise canadienne.

0.04.03 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit faire l'objet d'un écrit.

0.04.04 Validité

Si l'une des dispositions du Contrat est considérée invalide ou non exécutoire, cette disposition doit, lorsque possible, s'interpréter, être limitée ou, si nécessaire, divisée de façon à éliminer une telle invalidité ou telle impossibilité d'exécution; le cas échéant, toutes les autres dispositions du Contrat demeurent en vigueur et continuent de lier les PARTIES.

1.00 OBJET

Sujet au respect des modalités du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE retient par la présente les services de l'ADJUDICATAIRE pour la fourniture des Services Professionnels en relation avec le Projet, ce dernier acceptant, moyennant rémunération, de réaliser ceux-ci selon l'Échéancier et de se conformer aux modalités du Contrat.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Prix

En contrepartie de la fourniture des Services Professionnels, le DONNEUR D'ORDRE convient de payer à l'ADJUDICATAIRE le montant indiqué au Bordereau de Prix.

2.02 Forme du prix

Les Services Professionnels rendus par l'ADJUDICATAIRE sont rémunérés selon les modes prévus au Bordereau de Prix, conformément aux modalités prévues ci-après.

2.03 Rémunération à pourcentage

Lorsque les Services Professionnels rendus par l'ADJUDICATAIRE sont rémunérés selon un pourcentage du coût des travaux de construction reliés au Projet, les modalités ci-après s'appliquent.

2.03.01 Coût des travaux

Le coût des travaux réfère, selon le cas, au coût estimé ou au coût réel des travaux de construction reliés au Projet.

2.03.02 Inclusions et exclusions

Le coût des travaux inclut les frais généraux, les frais administratifs et les profits.

Le coût des travaux exclut cependant les éléments suivants :

a) les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires de l'ADJUDICATAIRE;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage visé par le Projet, sauf s'ils font partie du contrat de travaux de construction pour le Projet;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du contrat de travaux de construction pour le Projet;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du contrat de travaux de construction pour le Projet;

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des œuvres d'art pour lesquels l'ADJUDICATAIRE n'a pas rendu de Services Professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus dans le Contrat;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'ADJUDICATAIRE;

k) les allocations incluses pour lesquelles l'ADJUDICATAIRE n'a pas rendu de Services Professionnels.

2.03.03 Coût estimé des travaux

Le coût estimé des travaux est établi par l'ADJUDICATAIRE et approuvé par le DONNEUR D'ORDRE à la phase de conception du Projet jusqu'à l'ouverture des soumissions pour l'appel d'offres visant les travaux de construction reliés au Projet.

2.03.04 Coût réel des travaux

Le coût réel des travaux correspond au montant de la plus basse soumission conforme reçue à la suite de l'appel d'offres pour les travaux de construction reliés au Projet. Les coûts des travaux qui découlent des changements occasionnés par des ordres de changement émis par le DONNEUR D'ORDRE dans le cadre de l'exécution du contrat de travaux de construction ne sont pas considérés dans le coût réel des travaux.

2.03.05 Calcul

Les honoraires de l'ADJUDICATAIRE pour les Services Professionnels sont calculés sur un pourcentage du coût des travaux et selon les proportions indiquées au Bordereau de Prix pour chacune disciplines impliquées. Ils sont ajustés à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution du coût des travaux. Les pourcentages d'honoraires pour chacune des disciplines impliquées sont ceux soumissionnés par l'ADJUDICATAIRE au Bordereau de Prix. À la suite de la réception des soumissions pour les travaux de construction reliés au Projet, les honoraires sont réajustés selon les paramètres et les écarts détaillés ci-dessous et synthétisés à l'annexe 2.03.05.

a) **Paramètres**

X correspond à l'écart entre le coût réel et le coût estimé.

X = (coût réel – coût estimé) ÷ coût estimé

Y correspond à l'écart entre la moyenne des prix des soumissions conformes et le coût estimé.

Y = (moyenne des prix des soumissions conformes – coût estimé) ÷ coût estimé

b) **Écarts**

i) Lorsque X est supérieur à 5% (X > 5%), les honoraires sont calculés selon le coût estimé des travaux pour les phases de conception et de construction.

ii) Lorsque X se situe inclusivement entre 0% et 5% (0% ≤ X ≤ 5%), les honoraires sont calculés selon le coût réel des travaux pour la phase de conception et la phase de construction.

iii) Lorsque X est supérieur ou égal à -5% et inférieur à 0% (-5% ≤ X < 0%), les honoraires sont calculés selon le coût estimé des travaux pour la phase de conception et la phase de construction.

iv) Lorsque X est inférieur à -5% (X < -5%), les honoraires sont calculés sur la base de la moyenne des prix des soumissions conformes (à l'aide du paramètre Y), selon les écarts ci-dessous :

i) Si Y est supérieur ou égal à 0% (Y ≥ 0%), les honoraires sont calculés selon le coût estimé des travaux pour les phases de conception et de construction.

ii) Si Y est supérieur ou égal à -5% et inférieur à 0% (-5% ≤ Y < 0%), les honoraires sont calculés selon le coût estimé des travaux pour la phase de conception et sur la moyenne des prix des soumissions conformes pour la phase de construction.

iii) Si Y est inférieur à -5% (Y < -5%) les honoraires sont calculés selon la moyenne des prix des soumissions conformes pour les phases de conception et de construction.

Nonobstant ce qui précède, lorsque X est inférieur ou égal à -15% (X ≤ -15%) ou supérieur ou égal à 15% (15% ≤ X), le DONNEUR D'ORDRE peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et documents d'appel d'offres et la tenue d'un nouvel appel d'offres pour les travaux de construction reliés au Projet sans que l'ADJUDICATAIRE ne puisse réclamer au DONNEUR D'ORDRE des honoraires additionnels.

2.04 Rémunération à taux horaire

2.04.01 Personnel de soutien

Le nombre d'heures facturées pour la rémunération du personnel de soutien doit correspondre aux tâches spécifiquement demandées et approuvées au préalable par le DONNEUR D'ORDRE, telles que la mise en forme des rapports techniques et des documents d'appel d'offres.

2.04.02 Classification du personnel

Si l'ADJUDICATAIRE affecte du personnel de classification supérieure à une fonction qui est habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable pour la rémunération de ce personnel est celui de la classification inférieure.

2.04.03 Heures supplémentaires de travail

Aucun montant additionnel pour des heures supplémentaires de travail ne peut être réclamé par l'ADJUDICATAIRE au DONNEUR D'ORDRE à moins d'une entente écrite avec le DONNEUR D'ORDRE spécifique à cet effet.

De plus, pour être considérées comme telles, les heures supplémentaires doivent excéder une semaine de QUARANTE (40) heures, entièrement dédiée à l'exécution du Contrat.

Si tel est le cas, le taux horaire du Personnel Affecté est majoré de VINGT-CINQ POUR CENT (25%).

Il est cependant de la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE de gérer le temps du Personnel Affecté de manière optimale, afin d'éviter les heures supplémentaires de travail dans la mesure du possible. L'ADJUDICATAIRE doit, dans tous les cas, démontrer au DONNEUR D'ORDRE la nécessité pour le Personnel Affecté de travailler des heures supplémentaires.

2.04.04 Fonctions de direction

Le temps de travail relié aux fonctions de direction est inclus dans les frais d'administration.

2.04.05 Annulation sans préavis

En cas d'annulation par le DONNEUR D'ORDRE d'une demande de Service Professionnel sans préavis (le jour même, la journée précédente après 16h00 ou en cours de chantier), le temps facturé par l'ADJUDICATAIRE ne peut excéder TROIS (3) heures.

Pour qu'il soit recevable, ce temps d'attente doit être justifié et annoté sur un rapport de chantier.

2.05 Interdiction

Aucun ajustement de prix ne peut être réclamé par l'ADJUDICATAIRE au DONNEUR D'ORDRE lorsque l'exécution du Contrat est retardée, suspendue ou arrêtée ou lorsque des coûts additionnels sont encourus pour l'un ou l'autre des motifs suivants, notamment :

a) en raison du non-respect par l'ADJUDICATAIRE ou d'un membre du Personnel Affecté d'une disposition de toute Loi ou de tout règlement relatif à la santé ou à la sécurité du travail;

b) en raison d'un Manquement commis par un membre du Personnel Affecté ou de son remplacement à la suite de ce Manquement;

c) en raison d'une exécution du Contrat non conforme aux Documents d'Appel d'Offres, incluant le Devis;

d) en raison d'une erreur ou d'une omission de l'ADJUDICATAIRE ou d'un membre du Personnel Affecté reliée à l'exécution du Contrat;

e) en raison de l'insolvabilité, la cession de biens ou la faillite d'un membre du Personnel Affecté et de son remplacement subséquent;

f) en raison du défaut de l'ADJUDICATAIRE de signaler en temps opportun au DONNEUR D'ORDRE toute situation pouvant entraîner un retard dans l'exécution du Contrat;

g) en raison d'une modification du Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE.

2.06 Variation des prix

2.06.01 Durée initiale

Pendant la durée initiale du Contrat, les prix sont fermes et ne font l'objet d'aucun ajustement.

2.06.02 Option de renouvellement

Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 des présentes, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement. Ces prix ne font l'objet d'aucun ajustement pendant la période visée par le renouvellement.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

3.01 Paiement des Services Professionnels

Après vérification et conditionnellement à l'acceptation par le DONNEUR D'ORDRE des Services Professionnels, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à payer toute facture conforme selon les modalités prévues au Contrat.

3.02 Regroupement de Personnes

Le DONNEUR D'ORDRE paie toute facture conforme au représentant du Regroupement de Personnes qui a signé la Soumission. Il est de la responsabilité du représentant du Regroupement de Personnes de répartir le paiement entre tous les membres du Regroupement de Personnes, conformément à leur entente. Le paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE au représentant du Regroupement de Personnes le libère de ses obligations envers tous les membres du Regroupement de Personnes.

3.03 Calcul

La contrepartie payable pour les Services Professionnels est versée selon les modalités ci-dessous.

3.03.01 Phase de conception

SOIXANTE-CINQ POUR CENT (65%) des honoraires sont versés pendant la phase de conception, aux étapes suivantes :

a) DIX POUR CENT (10%) des honoraires pour l'étape de l'avant-projet définitif et la validation de données et l'esquisse;

b) VINGT POUR CENT (20%) des honoraires pour l'étape du dossier préliminaire;

c) TRENTE-TROIS POUR CENT (33%) des honoraires pour l'étape du dossier définitif;

d) DEUX POUR CENT (2%) des honoraires pour l'étape de l'appel d'offres pour les travaux de construction reliés au Projet jusqu'à la recommandation d'octroi du contrat.

3.03.02 Phase de construction

TRENTE-CINQ POUR CENT (35%) des honoraires sont versés pendant la phase de construction, aux étapes suivantes :

a) VINGT-HUIT POUR CENT (28%) des honoraires pour l'étape de la surveillance des travaux;

b) CINQ POUR CENT (5%) des honoraires pour l'étape des dessins, plans et devis, cahier des charges et plans finaux et la réception provisoire;

c) DEUX POUR CENT (2%) des honoraires pour l'étape de la période de garantie et la réception définitive.

3.04 Ordre de changement

3.04.01 Exclusion

Tel que prévu à la clause 2.03.04, un montant versé à l'entrepreneur en lien avec un ordre de changement émis par le DONNEUR D'ORDRE n'affecte pas le coût réel des travaux pour les fins du calcul des honoraires pour la phase de construction.

3.04.02 Contrepartie

Pendant la phase de construction, les honoraires de l'ADJUDICATAIRE pour les Services Professionnels qui découlent des ordres de changement sont rémunérés à taux horaire, à forfait ou à pourcentage, selon la décision du DONNEUR D'ORDRE.

a) **Rémunération à taux horaire**

Lorsque ces honoraires sont rémunérés à taux horaire, les taux horaires applicables sont ceux indiqués au Bordereau de Prix.

b) **Rémunération à forfait**

Lorsque ces honoraires sont rémunérés à forfait, ils sont établis selon l'entente écrite convenue entre le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE.

c) **Rémunération à pourcentage**

Lorsque ces honoraires sont rémunérés à pourcentage, ils sont calculés sur le coût réel des travaux qui font l'objet de l'ordre de changement.

i) Pour fins de calcul des honoraires qui découlent des ordres de changement, la valeur de l'ordre de changement est établie de façon absolue, c'est à dire soit selon le coût supplémentaire des travaux (augmentation) ou selon le coût réduit des travaux (diminution).

ii) Dans l'éventualité où, à la suite d'une décision du DONNEUR D'ORDRE, les travaux visés par l'ordre de changement ne sont pas menés à terme, les honoraires de l'ADJUDICATAIRE sont calculés proportionnellement aux Services Professionnels rendus en lien avec cet ordre de changement, selon les pourcentages et la ventilation indiqués à la clause 3.03.

3.05 Facturation

3.05.01 Adresse

a) **Adresse courriel et adresse du Service des finances**

L'ADJUDICATAIRE doit envoyer toutes les factures et les notes de crédit à l'adresse courriel suivante : facture@montreal.ca.

Si l'ADJUDICATAIRE est dans l'impossibilité d'envoyer les factures et les notes de crédit électroniquement à l'adresse courriel facture@montreal.ca, il doit les envoyer à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Service des finances
Direction de la comptabilité et des informations financières
Division de la gestion des paiements
100 - 630 boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

3.05.02 Renseignements

a) **Liste**

Les renseignements suivants doivent apparaître de façon claire sur toute facture adressée au DONNEUR D'ORDRE :

i) le nom de l'ADJUDICATAIRE tel qu'inscrit au Formulaire de Soumission;

ii) le numéro de la facture;

iii) la date de la facture;

iv) la période de facturation;

v) le numéro du Bon de Commande;

vi) le numéro du Contrat, si requis;

vii) l'adresse du lieu de fourniture des Services Professionnels;

viii) le nom du DONNEUR D'ORDRE;

ix) la description des Services Professionnels fournis et des livrables correspondants, comme indiqué au Formulaire de Soumission;

x) les quantités de Services Professionnels fournis;

xi) les heures travaillées et le taux horaire pour chaque membre du Personnel Affecté;

xii) le pourcentage au prorata d'avancement des livrables;

xiii) les numéros de TPS et de TVQ.

b) **Note de crédit**

Les mêmes renseignements doivent apparaître sur toute note de crédit adressée au DONNEUR D'ORDRE.

c) **Temps de repas**

Pour les fins du calcul du nombre d'heures travaillées, l'ADJUDICATAIRE ne doit pas inclure les temps de repas du Personnel Affecté. L'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas facturer au DONNEUR D'ORDRE les temps de repas du Personnel Affecté.

d) **Classification du Personnel Affecté**

L'ADJUDICATAIRE doit également, avant de transmettre une facture au DONNEUR D'ORDRE, s'assurer que celle-ci a été établie conformément à la clause 9.01.

e) **Approbation du Personnel Affecté**

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retrancher de toute facture les heures de travail facturées pour un membre du Personnel Affecté qui n'a pas préalablement été approuvé par le DONNEUR D'ORDRE.

f) **Pièces justificatives**

L'ADJUDICATAIRE doit également présenter toute facture accompagnée des pièces justificatives requises par le DONNEUR D'ORDRE.

g) **Refus**

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser toute facture non conforme aux exigences de la présente clause.

h) **Précisions additionnelles**

En plus des exigences de facturation ci-haut mentionnées, l'ADJUDICATAIRE peut, pour plus de précisions, consulter les exigences de facturation du Service des finances, disponibles sur la page internet de la Ville de Montréal dédiée aux fournisseurs.

3.06 Paiement partiel

Les paiements effectués par le DONNEUR D'ORDRE à l'ADJUDICATAIRE sont conditionnels à ce que l'ADJUDICATAIRE exécute le Contrat d'une manière complète et conforme aux Documents d'Appel d'Offres. En cas d'exécution partielle du Contrat ou de non-conformité de l'exécution aux Documents d'Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE peut réduire le montant du paiement pour tenir compte de la portion du Contrat non exécutée ou exécutée de manière non conforme.

3.07 Paiement complet

L'ADJUDICATAIRE ne doit faire l'objet d'aucune réclamation ou demande d'indemnisation de la part du DONNEUR D'ORDRE pour recevoir le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat.

3.08 Compensation, réclamation ou demande d'indemnisation

3.08.01 Compensation

Si l'ADJUDICATAIRE doit des sommes d'argent au DONNEUR D'ORDRE, pour quelque raison que ce soit, le DONNEUR D'ORDRE peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'ADJUDICATAIRE, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisé de tout règlement ou de tout jugement en capital, intérêts et frais.

3.08.02 Provision

La provision mentionnée au paragraphe précédent peut être un chèque certifié, un mandat-poste ou une traite bancaire tiré d'une Institution Financière et fait à l'ordre du DONNEUR D'ORDRE dont le montant est équivalent à celui de la somme due au DONNEUR D'ORDRE.

3.08.03 Tierces parties

Les règles suivantes s'appliquent lorsque l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants, le cas échéant, fait l'objet d'une réclamation ou d'une demande d'indemnisation de la part d'une tierce partie en rapport avec l'exécution du Contrat et qu'une telle réclamation ou demande d'indemnisation peut entraîner la responsabilité pécuniaire du DONNEUR D'ORDRE.

a) **Retenue**

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE doit des sommes d'argent à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat, il peut retenir des sommes qui sont dues à l'ADJUDICATAIRE les montants nécessaires à l'obtention de quittances complètes et finales par les tierces parties.

b) **Paiement**

Avant de verser à l'ADJUDICATAIRE le paiement complet des sommes qui lui sont dues en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut exiger que l'ADJUDICATAIRE lui remette une preuve de quittance complète et finale signée par la tierce partie ayant présenté une réclamation ou une demande d'indemnisation, attestant le paiement des sommes qui lui étaient dues par l'ADJUDICATAIRE.

3.09 Retard

Les sommes dues à l'ADJUDICATAIRE ne portent pas intérêt et l'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas exiger le paiement de pénalités ou de frais supplémentaires en raison d'un retard de paiement du DONNEUR D'ORDRE.

3.10 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une acceptation ou une attestation de la conformité de l'exécution du Contrat aux exigences des Documents d'Appel d'Offres. Le paiement ne constitue pas une renonciation au droit du DONNEUR D'ORDRE de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Notamment, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.11 Paiement électronique

L'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement adhérer au système de paiement électronique du DONNEUR D'ORDRE. Pour compléter son inscription à ce système, l'ADJUDICATAIRE doit suivre les étapes indiquées sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville de Montréal – Demande d'adhésion au paiement électronique* : montreal.ca/fournisseurs.

4.00 SÛRETÉS

Les PARTIES confirment qu'aucune sûreté de quelque sorte que ce soit n'est requise dans le cadre du Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, notamment de Propriété Intellectuelle, ainsi que tous les pouvoirs et l'autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne l'empêche d'exécuter le Contrat.

7.02 Regroupement de Personnes

L'ADJUDICATAIRE reconnaît que tous les membres du Regroupement de Personnes sont solidairement responsables envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète du Contrat et des autres obligations qui lui incombent en vertu du Contrat.

7.03 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.04 Établissement

L'ADJUDICATAIRE a, au Québec ou dans un territoire visé par un accord intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

7.05 Autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des Documents d'Appel d'Offres.

7.06 Ressources

L'ADJUDICATAIRE dispose de l'expertise et de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations en vertu des présentes.

7.07 Divulgation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa

capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

Les PARTIES, reconnaissant que les Informations Confidentielles recueillies dans le cadre du Contrat sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du Contrat, s'engagent, les unes envers les autres, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de celles-ci, sous réserve de l'application de la Loi.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Personnel Affecté

Avant le début de l'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE approuve la composition du Personnel Affecté. Il établit aussi une classification du Personnel Affecté sur la base du niveau d'expérience de chaque membre du Personnel Affecté. Le niveau d'expérience de chaque membre du Personnel Affecté est déterminé en fonction de son expérience pertinente dans les domaines directement reliés au Contrat :

a) Moins de CINQ (5) ans d'expérience pertinente : personnel professionnel et technique junior

b) Entre CINQ (5) et DIX (10) ans d'expérience pertinente : personnel professionnel et technique intermédiaire

c) Plus de DIX (10) ans d'expérience pertinente : personnel professionnel et technique senior

Pour établir cette classification, le DONNEUR D'ORDRE se réfère au *curriculum vitae* de chaque membre du Personnel Affecté, transmis avec la Soumission.

9.02 Coopération

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à coopérer pleinement avec l'ADJUDICATAIRE pour lui permettre d'exécuter efficacement et ponctuellement les obligations prévues aux présentes.

9.03 Quantité

Les quantités inscrites aux Documents d'Appel d'Offres pour les Services Professionnels sont à titre indicatif seulement. Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à commander la totalité des Services Professionnels. L'ADJUDICATAIRE ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux Documents d'Appel d'Offres et celles que le DONNEUR D'ORDRE commande réellement. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retirer certains Services Professionnels en cours d'exécution du Contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

9.04 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, à aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

Le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE a pleine compétence pour gérer l'exécution du Contrat avec l'ADJUDICATAIRE, décider de toute question ou enjeu soulevé dans le cadre de l'exécution du Contrat et juger de la conformité de l'exécution du Contrat.

9.05 Bon de Commande

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à effectuer ses commandes par l'émission de Bons de Commande. Les Bons de Commande doivent être transmis à l'ADJUDICATAIRE par courriel, par télécopieur ou par la poste.

9.06 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Début de l'exécution du Contrat

Malgré l'émission d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit obligatoirement obtenir l'autorisation écrite du DONNEUR D'ORDRE avant de débuter l'exécution du Contrat.

10.02 Réunions

L'ADJUDICATAIRE doit participer à toutes les réunions indiquées au Devis et y apporter sa collaboration. Si requis, le DONNEUR D'ORDRE convoque, avant le début de l'exécution du Contrat, une réunion de démarrage au cours de laquelle il en informe l'ADJUDICATAIRE et les autres intervenants.

10.03 Contrats simultanés

L'ADJUDICATAIRE doit collaborer avec toute Personne qui, en vertu d'un contrat distinct conclu avec le DONNEUR D'ORDRE, fournit à celui-ci des biens ou des services ou exécute des travaux à sa demande, de manière à minimiser les inconvénients à la bonne exécution du contrat distinct.

L'ADJUDICATAIRE est responsable de la coordination avec toute Personne qui a conclu un contrat distinct avec le DONNEUR D'ORDRE lorsque cela est nécessaire à la réalisation de son Contrat.

Les délais d'exécution prévus au Contrat demeurent inchangés à moins que l'ADJUDICATAIRE ne démontre, à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, que le contrat distinct a un impact réel sur ces délais.

10.04 Propriété

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE remet à l'ADJUDICATAIRE des documents, des modèles ou des échantillons pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, ceux-ci demeurent la propriété du DONNEUR D'ORDRE et doivent lui être retournés intégralement et dans une condition identique lorsque le Contrat prend fin.

10.05 Coordonnateur

L'ADJUDICATAIRE s'engage à identifier auprès du DONNEUR D'ORDRE une personne physique ayant pleine autorité pour agir comme coordonnateur au nom de l'ADJUDICATAIRE. Le coordonnateur doit obligatoirement être un ARCHITECTE.

Le coordonnateur doit coordonner, diriger et conseiller quotidiennement l'ensemble du Personnel Affecté. Il doit rassembler et concilier la documentation reçue de chaque discipline, le cas échéant, et la faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE dans les délais requis. Il est le seul interlocuteur auprès du DONNEUR D'ORDRE et doit entretenir un dialogue avec le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE afin de mieux évaluer et solutionner les problèmes relatifs à la réalisation du Contrat. Il doit maîtriser le français oral et écrit.

La responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence des autres professionnels.

10.06 Examen du Devis

L'ADJUDICATAIRE doit examiner le Devis de manière exhaustive afin de répondre à ses exigences. Il doit immédiatement signaler au DONNEUR D'ORDRE toute ambigüité, erreur, irrégularité ou incohérence constatée au Devis.

10.07 Documents Contractuels

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter, tout au long de la durée du Contrat, les exigences requises dans les Documents Contractuels.

10.08 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat.

10.09 Collaboration

L'ADJUDICATAIRE s'engage à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE en fournissant tout renseignement verbal ou écrit et en transmettant tout document pouvant être requis afin d'assurer un contrôle et une exécution efficace du Contrat, et ce, sans frais pour le DONNEUR D'ORDRE.

10.10 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.11 Validation

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de valider ou de faire valider par un tiers l'adéquation entre les besoins exprimés au Devis et l'avancement des plans et devis définitifs. À la suite de cette validation, si les plans et devis ne répondent pas aux besoins exprimés au Devis, l'ADJUDICATAIRE doit corriger à ses frais les plans et devis.

10.12 Interdiction

À moins de circonstances exceptionnelles reliées au marché, l'ADJUDICATAIRE ne peut pas augmenter le coût estimé des travaux après la remise des plans et devis complétés à QUATRE-VINGT-DIX POUR CENT (90%) d'avancement (estimation classe A).

10.13 Charte de la langue française

Le DONNEUR D'ORDRE étant assujetti à la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11), l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que ses dispositions et ses règlements sont suivis et respectés.

10.14 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.15 Conflit d'intérêts

Si l'ADJUDICATAIRE, pendant la durée du Contrat :

a) se trouve en situation de conflit d'intérêts; ou

b) est susceptible d'être placé en situation de conflit d'intérêts;

au sens du Règlement sur la Gestion Contractuelle, il doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE, qui peut alors, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à cette situation. Le défaut de respecter la présente clause peut entraîner la résiliation du Contrat selon les dispositions du poste 13.00 des présentes.

10.16 Liens d'affaires

L'ADJUDICATAIRE s'engage, pendant la durée du Contrat, à informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et les consultants externes du DONNEUR D'ORDRE qui ont participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres, dans les CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. En cas de non-respect de cette obligation, le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE.

10.17 Assurance

10.17.01 Responsabilité civile générale

Pendant toute la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit tenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile générale tous risques, contre les dommages matériels et corporels y compris le décès, les préjudices personnels, les dommages aux biens de tiers et la privation de jouissance des biens corporels que lui-même, ses dirigeants, employés, sous-contractants, mandataires, agents ou représentants peuvent causer aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui ou du DONNEUR D'ORDRE. Cette police d'assurance doit respecter les exigences qui suivent :

a) Étant donné que l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes œuvrant dans des champs de pratique professionnelle différents, le montant minimum de la police d'assurance responsabilité civile, pour chacune de ces Personnes, est le suivant :

i) Un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement pour l'architecte ;

ii) Un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement pour l'ingénieur;

b) La police d'assurance doit être souscrite auprès d'une compagnie d'assurances titulaire des permis appropriés délivrés par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et ayant un établissement au Québec. De plus, la police d'assurance doit être accompagnée de l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.17.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur, et prévoir et couvrir entre autres ce qui suit :

i) l'ADJUDICATAIRE doit être identifié comme étant assuré et le DONNEUR D'ORDRE doit être ajouté à la police d'assurance en tant qu'assuré additionnel;

ii) la responsabilité résultant des activités de l'ADJUDICATAIRE ou, le cas échéant, de ses sous-contractants, reliées aux biens ou services rendus dans le cadre du Contrat;

iii) la responsabilité résultant de la propriété, de la location ou de l'usage des lieux où sont exécutés les services ou utilisés les biens par l'ADJUDICATAIRE ou, le cas échéant, ses sous-contractants, aux fins du Contrat;

iv) la spécification que la police d'assurance ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement un avis écrit de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse de son siège.

v) la spécification que, si le Projet est annulé ou suspendu avant de débuter, la police d'assurance peut être annulée par l'ADJUDICATAIRE dans les TRENTE (30) jours de la réception de l'avis d'annulation ou dans les CENT VINGT (120) jours de la réception de l'avis de suspension.

c) Cette police d'assurance responsabilité tous risques doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat, ainsi qu'une période supplémentaire de DOUZE (12) mois suivant la fin du Projet, et la preuve du renouvellement de celle-ci doit être fournie par l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date de l'expiration.

d) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, l'ADJUDICATAIRE s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou déductible et ce, à l'entière exonération du DONNEUR D'ORDRE.

e) Dans les QUINZE (15) jours suivant l'Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE une copie conforme de sa police certifiée par l'assureur ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques attestant de la couverture prévue aux présentes. Il doit également fournir au DONNEUR D'ORDRE l'avenant de responsabilité civile joint à l'annexe 10.17.01 du Contrat, rempli et signé par l'assureur.

10.17.02 Responsabilité professionnelle

L'ADJUDICATAIRE doit détenir et maintenir en vigueur, à ses frais, une assurance responsabilité professionnelle couvrant ses erreurs ou omissions. Il doit remettre au représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE une attestation de la police d'assurance dans les QUINZE (15) jours suivant l'Avis d'Adjudication du Contrat. Les conditions suivantes s'appliquent à cette assurance :

a) Étant donné que l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes oeuvrant dans des champs de pratique professionnelle différents, le montant minimum de la police d'assurance responsabilité professionnelle, pour chacune de ces Personnes, est le suivant :

i) Un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement pour l'architecte ;

ii) Un montant minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$) par événement pour l'ingénieur.

b) La police d'assurance doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et elle ne peut être annulée ou réduite par l'assureur à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement avis écrit minimum de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE;

c) En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, l'ADJUDICATAIRE s'engage au paiement complet et intégral du montant total de la franchise ou du déductible.

10.18 Autorisation de contracter

10.18.01 Maintien

Lorsque requis en raison du montant du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, maintenir son autorisation de contracter accordée par l'AMP. Aux fins des présentes, les modalités applicables sont les suivantes :

a) Dans l'éventualité où l'ADJUDICATAIRE voit son autorisation de contracter expirée, révoquée ou non renouvelée en cours d'exécution du Contrat, il doit en aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE par écrit.

b) Si la demande de renouvellement n'a pas été faite dans le délai requis d'au moins QUATRE-VINGT-DIX (90) jours avant le terme de la durée de l'autorisation de contracter, l'ADJUDICATAIRE peut, malgré la date d'expiration de son autorisation de contracter, continuer le Contrat en cours d'exécution jusqu'à la décision de l'AMP relative au renouvellement de l'autorisation de contracter.

c) Lorsque la formation d'un Regroupement de Personnes est autorisée en vertu de la Régie de l'Appel d'Offres et que l'ADJUDICATAIRE prend la forme d'un Regroupement de Personnes, les membres du Regroupement de Personnes doivent individuellement maintenir leur autorisation de contracter pendant toute la durée du Contrat. Si un membre du Regroupement de Personnes voit son autorisation de contracter expirée, révoquée ou non renouvelée en cours d'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit en aviser immédiatement le DONNEUR D'ORDRE par écrit. Toutefois, si une demande de renouvellement n'a pas été faite dans le délai requis d'au moins QUATRE-VINGT-DIX (90) jours avant le terme de la durée de l'autorisation de contracter, l'ADJUDICATAIRE peut, malgré la date d'expiration de l'autorisation de contracter, continuer le Contrat en cours d'exécution jusqu'à la décision de l'AMP relative au renouvellement de l'autorisation de contracter.

10.18.02 Sous-contractant

En cours d'exécution du Contrat, le gouvernement peut obliger les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'AMP dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.19 Santé et sécurité au travail

10.19.01 Conformité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter et à faire respecter par le Personnel Affecté les dispositions de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1) et à satisfaire à toutes leurs exigences.

10.19.02 Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

L'ADJUDICATAIRE s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le Personnel Affecté respecte les ordonnances, normes et règlements de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

10.19.03 Défaut

L'ADJUDICATAIRE doit prendre les mesures nécessaires pour corriger tout défaut en matière de santé et sécurité du travail porté à sa connaissance par le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit d'informer la CNESST ou toute autre personne concernée, notamment la caution et les assureurs de l'ADJUDICATAIRE, du défaut observé. De plus, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de suspendre l'exécution du Contrat selon la gravité du défaut.

10.20 Attestation de la CNESST

L'ADJUDICATAIRE s'engage, sur demande, à fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Il autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation.

10.21 Ressources humaines

10.21.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard du Personnel Affecté et il doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.21.02 Courtoisie

L'ADJUDICATAIRE qui entretient des relations d'affaires avec le DONNEUR D'ORDRE s'engage à traiter les citoyens, les partenaires, les autres contractants et les représentants du DONNEUR D'ORDRE avec courtoisie et professionnalisme dans leurs échanges, quelle qu'en soit la forme. L'ADJUDICATAIRE est responsable du respect de cette clause par l'ensemble du Personnel Affecté. Le DONNEUR D'ORDRE avise l'ADJUDICATAIRE en cas de non-respect de la présente clause par un membre du Personnel Affecté. L'ADJUDICATAIRE a la responsabilité de rectifier la situation à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE.

10.21.03 Exécution

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que le Personnel Affecté dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour exécuter le Contrat. Il doit également s'assurer que le Personnel Affecté fasse preuve d'intégrité, de probité et de bonne foi et exécute ses

tâches avec soin, diligence et assiduité et dans le respect des consignes, instructions ou procédures du DONNEUR D'ORDRE.

10.21.04 Ressources Clés

a) **Composition**

La composition des Ressources Clés doit correspondre aux informations préalablement transmises au DONNEUR D'ORDRE dans le cadre du dépôt de la Soumission.

b) **Remplacement**

À moins de circonstances exceptionnelles (maladie, décès ou départ), l'ADJUDICATAIRE ne peut en aucun cas remplacer une Ressource Clé. En cas de remplacement d'une Ressource Clé, l'ADJUDICATAIRE doit, dans un délai de VINGT (20) jours précédant le départ de la Ressource Clé, présenter au DONNEUR D'ORDRE pour approbation un nouveau candidat. Les compétences professionnelles du nouveau candidat ainsi que son expérience pertinente dans le domaine de l'exécution du Contrat doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la Ressource Clé remplacée. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE le *curriculum vitae* du nouveau candidat. Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger de rencontrer le nouveau candidat avant de donner son approbation. Si le DONNEUR D'ORDRE refuse de donner son approbation, l'ADJUDICATAIRE doit présenter sans délai un nouveau candidat.

10.21.05 Personnel Affecté

a) **Composition**

La composition du Personnel Affecté doit correspondre aux informations préalablement transmises au DONNEUR D'ORDRE dans le cadre du dépôt de la Soumission.

b) **Remplacement**

En cas de remplacement d'un membre du Personnel Affecté (autre qu'une Ressource Clé), l'ADJUDICATAIRE doit, dans les meilleurs délais, présenter au DONNEUR D'ORDRE pour approbation un nouveau candidat. L'ADJUDICATAIRE doit faire parvenir au DONNEUR D'ORDRE le *curriculum vitae* du nouveau candidat. Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger de rencontrer le nouveau candidat avant de donner son approbation. Si le DONNEUR D'ORDRE refuse de donner son approbation, l'ADJUDICATAIRE doit présenter dans les CINQ (5) jours ouvrables un nouveau candidat.

c) **Liste**

Pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit informer le DONNEUR D'ORDRE de tout remplacement d'un membre du Personnel Affecté. Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps exiger de l'ADJUDICATAIRE la production d'une liste à jour détaillant la composition du Personnel Affecté.

10.21.06 Remplacement forcé

Le DONNEUR D'ORDRE a le droit d'exiger le remplacement d'un membre du Personnel Affecté si celui-ci, selon l'évaluation du DONNEUR D'ORDRE, n'a pas la compétence requise ou affecte la bonne exécution du Contrat ou la qualité des services. Dans une telle situation, l'ADJUDICATAIRE doit, dans un délai de DIX (10) jours ouvrables, présenter une nouvelle ressource répondant aux exigences du DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit préalablement démontrer au DONNEUR D'ORDRE que cette nouvelle ressource répond à ses exigences.

10.21.07 Nouvelle ressource

Le remplacement d'un membre du Personnel Affecté ne peut en aucun cas occasionner une interruption des services ou un retard dans l'Échéancier du Contrat. De plus, les coûts requis pour former une nouvelle ressource sont entièrement à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

10.21.08 Non-sollicitation

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que ni lui ni un de ses sous-contractants ne retiennent les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ayant participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres duquel il est adjudicataire, et ce, à compter de l'adjudication du Contrat jusqu'à UN (1) an après sa fin.

10.22 Personnel de soutien

Le personnel de soutien ne peut pas être affecté à des tâches qui relèvent du champ d'expertise du personnel professionnel et technique.

10.23 Sous-contrat

10.23.01 Autorisation

L'ADJUDICATAIRE est autorisé à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat à condition d'obtenir l'autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE et de respecter les exigences prévues ci-après.

10.23.02 Liste

Si l'ADJUDICATAIRE est autorisé par le DONNEUR D'ORDRE à sous-contracter une partie de l'exécution du Contrat, il doit lui transmettre, avant que l'exécution du Contrat ne débute, une liste indiquant, pour chaque sous-contrat, les informations suivantes :

a) le nom et le NEQ du sous-contractant;

b) l'adresse et le numéro de téléphone du principal établissement du sous-contractant.

L'ADJUDICATAIRE doit utiliser l'annexe 10.23.02 du Contrat pour transmettre au DONNEUR D'ORDRE la liste de ses sous-contractants. Il peut uniquement conclure un sous-contrat avec les sous-contractants identifiés dans la liste transmise au DONNEUR D'ORDRE. Toute modification à cette liste doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. Le cas échéant, l'ADJUDICATAIRE doit, avant que ne débute l'exécution du nouveau sous-contrat, produire une liste modifiée de ses sous-contractants. Il

peut utiliser l'annexe 10.23.02 du Contrat pour mettre à jour la liste de ses sous-contractants. Les exigences prévues ci-après demeurent cependant applicables.

10.23.03 Refus

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de refuser un sous-contractant, notamment dans les cas suivants :

a) le sous-contractant, au cours des DEUX (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE;

b) l'acceptation de ce sous-contractant pourrait entraîner une situation de nature à fournir un avantage indu à l'ADJUDICATAIRE ou à créer un conflit d'intérêts.

De plus, sans pour autant que cela ne soit considéré comme une obligation pour lui, le DONNEUR D'ORDRE peut contacter un sous-contractant identifié dans la liste afin de vérifier son expérience dans le domaine de l'exécution du Contrat.

10.23.04 Restrictions

L'ADJUDICATAIRE doit respecter les restrictions relatives aux obligations du Contrat pouvant être sous-contractées qui sont prévues dans le Devis, le cas échéant.

10.23.05 Obligations principales

Dans le cadre de l'exécution du Contrat, le recours à des sous-contractants est permis de manière accessoire seulement. L'ADJUDICATAIRE doit lui-même exécuter les obligations principales du Contrat, avec ses propres ressources. Il ne peut en aucun cas sous-contracter les obligations principales du Contrat sans obtenir l'autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE.

10.23.06 Autorisation de contracter

Si le montant d'un sous-contrat est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement, l'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que le sous-contractant est autorisé à contracter par l'AMP.

L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) prévoit que l'entreprise qui, dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec un organisme public, conclut un sous-contrat avec une entreprise qui ne détient pas d'autorisation de contracter alors qu'elle le devrait, commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 $ à 13 000 $ dans le cas d'une personne physique et de 7 500 $ à 40 000 $ dans les autres cas. Le sous-contractant non autorisé commet également une infraction et est passible de la même peine. L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) vise les municipalités en raison d'un renvoi prévu à l'art. 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

10.23.07 RENA

L'ADJUDICATAIRE doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du Contrat, s'assurer que chacun de ses sous-contractants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) prévoit que l'entreprise qui, dans le cadre de l'exécution d'un contrat avec un organisme public, conclut un sous-contrat avec une entreprise inadmissible aux contrats publics, commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 $ à 13 000 $ dans le cas d'une personne physique et de 7 500 $ à 40 000 $ dans les autres cas. Le sous-contractant inadmissible commet également une infraction et est passible de la même peine. L'art. 27.8 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) vise les municipalités en raison d'un renvoi prévu à l'art. 573.3.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

10.23.08 Responsabilité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que tout sous-contractant dispose des compétences, de l'expertise et de l'expérience requises pour les fins du Contrat. L'ADJUDICATAIRE est responsable de la direction et de la bonne exécution du travail confié aux sous-contractants et doit en assumer l'entière coordination. La conclusion d'un sous-contrat ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel. Malgré la conclusion d'un sous-contrat, l'ADJUDICATAIRE demeure entièrement responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution du Contrat. La conclusion d'un sous-contrat n'a pas pour effet de libérer l'ADJUDICATAIRE des obligations prévues au Contrat.

10.23.09 Assujettissement

L'ADJUDICATAIRE doit assujettir tout sous-contrat aux dispositions des Documents Contractuels.

10.23.10 Informations supplémentaires

L'ADJUDICATAIRE doit, si le DONNEUR D'ORDRE lui en fait la demande, fournir tout renseignement ou document supplémentaire concernant ses sous-contractants.

10.24 Délais

10.24.01 Respect

L'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter chacune des étapes du Contrat et à aviser le DONNEUR D'ORDRE par écrit, le cas échéant, dès qu'il a connaissance d'un Manquement possible à cet égard. L'avis transmis au DONNEUR D'ORDRE doit préciser les motifs du Manquement, les dispositions du Contrat visées et la solution proposée par l'ADJUDICATAIRE pour remédier au Manquement. L'avis doit être accompagné de toutes les pièces justificatives requises.

10.25 Échéancier

10.25.01 Délais et fréquence

a) **Production**

L'ADJUDICATAIRE doit, dans les DIX (10) jours suivant l'entrée en vigueur du Contrat, soumettre un Échéancier au DONNEUR D'ORDRE pour approbation. L'Échéancier doit être conçu conformément aux conditions prévues au Devis. Les dates jalons initialement prévues au Devis peuvent être révisées au moment de l'approbation de l'Échéancier. Les PARTIES peuvent convenir de nouvelles dates jalons à cette occasion. L'ADJUDICATAIRE doit soumettre au DONNEUR D'ORDRE une version révisée de l'Échéancier lorsque le Contrat est modifié conformément à la clause 12.04.

b) **Respect**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir les Services Professionnels selon l'Échéancier et à tenir le DONNEUR D'ORDRE informé de tout retard ou Manquement à cet égard.

10.25.02 Incapacité

Si l'ADJUDICATAIRE prévoit ne pas être en mesure de respecter une date de fourniture de Services Professionnels, il doit en faire part au DONNEUR D'ORDRE en lui envoyant un préavis écrit de CINQ (5) jour(s).

10.25.03 Empêchement

Si le DONNEUR D'ORDRE agit de façon à empêcher ou retarder la fourniture de tout Service Professionnel par l'ADJUDICATAIRE dans les délais indiqués à l'Échéancier, ceux-ci peuvent être prolongés pour tenir compte de l'empêchement ou du retard ainsi engendré par le DONNEUR D'ORDRE, selon la décision de ce dernier.

10.26 Bon de Commande

L'ADJUDICATAIRE s'engage à honorer tout Bon de Commande reçu du DONNEUR D'ORDRE pendant la durée du Contrat.

10.27 Recommandation de paiement

Étant donné que le présent Contrat inclut des services de surveillance de chantier, l'ADJUDICATAIRE doit, au cours de la première semaine de chaque mois, tenir une rencontre avec l'entrepreneur en charge du Projet afin de concilier les quantités inscrites à la demande de paiement ou de déterminer le pourcentage d'avancement réel des travaux inscrit à la demande de paiement. L'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE les recommandations de paiement avant le dixième jour de chaque mois qui suit la fin de la période visée par la demande de paiement. L'ADJUDICATAIRE doit, au moment de l'émission d'une recommandation de paiement, remettre au DONNEUR D'ORDRE toutes les pièces justificatives au soutien de la recommandation de paiement. Les pièces justificatives remises au DONNEUR D'ORDRE peuvent prendre la forme d'un relevé de quantités réalisé au chantier par l'ADJUDICATAIRE ou de billets de livraison ou de pesée originaux amassés au chantier et compilés sur une feuille de calcul par l'ADJUDICATAIRE. Cependant, les pièces justificatives remises au DONNEUR D'ORDRE, peu importe leur

forme, doivent obligatoirement indiquer la localisation des quantités et être datées et signées par l'ADJUDICATAIRE.

10.28 Inspection

10.28.01 Collaboration

Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps pendant l'exécution du Contrat faire auditer ou inspecter le travail relié aux Services Professionnels exécutés ou en cours d'exécution, sans préavis mais à des heures normales. L'ADJUDICATAIRE doit offrir sa pleine et entière collaboration au DONNEUR D'ORDRE ou à ses représentants désignés dans le cadre de tout audit ou inspection.

10.28.02 Résultat

À la suite d'un audit ou d'une inspection, l'ADJUDICATAIRE doit se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui donne le DONNEUR D'ORDRE, dans la mesure où celles-ci sont reliées à l'exécution du Contrat. Tout audit ou inspection ainsi effectué ne dégage pas pour autant l'ADJUDICATAIRE de sa responsabilité à l'égard de la réalisation finale du Contrat.

10.29 Suspension du Contrat

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lorsqu'il le juge nécessaire, ordonner par écrit la suspension de l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit alors remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la suspension du Contrat. Advenant une suspension du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée jusqu'à la date de suspension du Contrat. Aucun montant n'est payé à l'ADJUDICATAIRE pendant la durée de la suspension du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne peut fonder aucune réclamation du fait de la suspension du Contrat. Lorsque la suspension est levée par le DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit reprendre l'exécution du Contrat dans le délai indiqué par le DONNEUR D'ORDRE.

10.30 Registre des dépenses

L'ADJUDICATAIRE doit tenir un registre des dépenses encourues et des heures consacrées à l'exécution du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE peut faire inspecter et vérifier ce registre à tout moment et l'ADJUDICATAIRE doit faciliter de telles inspections ou vérifications.

L'ADJUDICATAIRE doit effectuer l'enregistrement quotidien des heures consacrées par le Personnel Affecté à la fourniture des Services Professionnels et des tâches effectuées. Il doit également conserver toutes les pièces justificatives requises à l'appui des factures qui sont transmises au DONNEUR D'ORDRE.

Chaque semaine, l'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE par courriel ou par voie électronique (FTP) les feuilles de temps hebdomadaires du Personnel Affecté. Cet envoi doit être effectué au plus tard CINQ (5) jours ouvrables après la période

visée par les feuilles de temps. La copie doit être signée ou approuvée électroniquement par le membre du Personnel Affecté et par le coordonnateur.

10.31 Documents d'appel d'offres

Lorsqu'un appel d'offres est requis pour l'attribution d'un contrat de construction, l'ADJUDICATAIRE doit utiliser les documents d'appel d'offres émanant du DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE ne peut modifier ni altérer la portée de ces documents d'aucune manière à moins d'avoir obtenu préalablement l'accord du DONNEUR D'ORDRE.

10.32 Reddition de comptes

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE un rapport mensuel de ses activités faisant état de l'avancement des Services Professionnels.
Le rapport doit être transmis au DONNEUR D'ORDRE conformément aux instructions détaillées ci-après.
Les informations suivantes doivent apparaître au début du rapport :

a) le titre du Projet;

b) le numéro de mandat;

c) la période visée par le rapport.

Le rapport doit comprendre les informations suivantes :

a) il doit énumérer l'ensemble des Services Professionnels devant être fournis par l'ADJUDICATAIRE;

b) il doit indiquer sous forme de pourcentage l'avancement global du Projet;

c) il doit indiquer si le Projet se déroule conformément à l'échéancier prévu et, dans la négative, expliquer les motifs justifiant un retard dans l'échéancier du Projet;

d) il doit indiquer quel est le statut du Projet de manière globale, parmi les catégories suivantes :

i) en avance;

ii) sous contrôle;

iii) en situation critique.

De plus, le rapport doit indiquer les informations suivantes pour chacun des Services Professionnels :

a) l'Échéancier prévu pour la fourniture du Service Professionnel;

b) le cas échéant, l'écart entre l'Échéancier prévu et l'avancement du Service Professionnel au moment de la production du rapport, ainsi que les explications justifiant cet écart et les mesures proposées pour remédier à la situation;

c) l'évolution prévue de l'avancement du Service Professionnel;

d) le budget prévu pour la fourniture du Service Professionnel;

e) le cas échéant, l'écart entre le budget prévu et les dépenses encourues pour la fourniture du Service Professionnel au moment de la production du rapport, ainsi que les explications justifiant cet écart et les mesures proposées pour remédier à la situation;

f) l'évolution prévue des coûts pour la fourniture du Service Professionnel.

Le rapport doit être signé et daté par le coordonnateur. Celui-ci doit également attester dans le rapport que les informations contenues au rapport quant au nombre d'heures sont conformes aux feuilles de temps des employés concernés.

L'ADJUDICATAIRE doit compiler les données nécessaires à la production du rapport mensuel.

Lorsque QUATRE-VINGTS POUR CENT (80%) des Services Professionnels ont été complétés, l'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE un avis écrit pour l'en informer.

10.33 Propriété Intellectuelle

10.33.01 Cession

L'ADJUDICATAIRE reconnaît que les ouvrages intellectuels qu'il conçoit ou réalise pour le compte du DONNEUR D'ORDRE, dans le cadre du Contrat, sont la propriété exclusive de ce dernier. Par la présente, il cède au DONNEUR D'ORDRE tous ses droits de Propriété Intellectuelle sur les ouvrages produits dans le cadre du Contrat en plus de renoncer à l'exercice de tous ses droits moraux. Il s'engage aussi à ne pas utiliser ceux-ci sans l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE et, lorsque requis par celui-ci, à signer tout document visant à confirmer les droits de propriété exclusifs du DONNEUR D'ORDRE sur de tels ouvrages.

10.33.02 Limite

Cet engagement ne s'applique pas à la Propriété Intellectuelle de l'ADJUDICATAIRE qui a fait l'objet de licence(s) prévue(s) aux Documents d'Appel d'Offres.

10.34 Publicité

Toute publicité en rapport avec l'exécution du Contrat qui identifie ou fait référence au DONNEUR D'ORDRE doit préalablement être autorisée par le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit également obtenir l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE pour utiliser le nom ou le logo officiel du DONNEUR D'ORDRE à des fins publicitaires.

10.35 Pénalités

10.35.01 Délai

En cas de défaut de l'ADJUDICATAIRE de respecter une date jalon, le DONNEUR D'ORDRE peut lui imposer une pénalité de retard. Cette pénalité est de SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (750,00$) par jour de retard, jusqu'à concurrence de DIX POUR CENT (10%) de la valeur du Contrat.

10.35.02 Application

Le retard dans la fourniture des Services Professionnels donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité. Le montant de la pénalité est assujetti aux taxes applicables.

10.35.03 Remplacement d'une Ressource Clé

a) **Pénalité**

Lorsque l'ADJUDICATAIRE remplace une Ressource Clé sans être en mesure de démontrer des circonstances exceptionnelles tel qu'exigé par la clause 10.21.04, le DONNEUR D'ORDRE peut lui imposer les pénalités suivantes :

i) QUINZE MILLE DOLLARS (15 000,00$) pour le coordonnateur;

ii) QUINZE MILLE DOLLARS (15 000,00$) pour un chargé de projet;

iii) DIX MILLE DOLLARS (10 000,00$) pour un professionnel;

iv) CINQ MILLE DOLLARS (5 000,00$) pour un technicien.

b) **Pénalité additionnelle**

De plus, le DONNEUR D'ORDRE peut imposer à l'ADJUDICATAIRE une pénalité qui correspond à VINGT-CINQ POUR CENT (25%) du taux horaire de la Ressource Clé remplacée pendant une période de CENT SOIXANTE (160) heures jusqu'à concurrence de QUINZE MILLE DOLLARS (15 000,00$).

10.36 Confidentialité

L'ADJUDICATAIRE doit utiliser les informations, renseignements et documents qui lui sont remis par le DONNEUR D'ORDRE uniquement pour des fins reliées à l'exécution du Contrat et, sauf dans la mesure où l'exécution du Contrat l'exige, ne doit pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit du DONNEUR D'ORDRE. Lorsque l'ADJUDICATAIRE donne accès aux informations, renseignements ou documents qu'il reçoit du DONNEUR D'ORDRE à des tiers qui doivent en prendre connaissance pour des fins reliées à l'exécution du Contrat, il doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité de ceux-ci.

10.37 Engagement de confidentialité

À la suite de l'adjudication du Contrat, mais avant le début de son exécution, chaque membre du Personnel Affecté doit remplir et signer le formulaire joint à l'annexe 10.37. L'ADJUDICATAIRE doit ensuite transmettre une copie de l'ensemble des formulaires au DONNEUR D'ORDRE. Tout membre du Personnel Affecté pour lequel le DONNEUR D'ORDRE n'a pas reçu une version remplie et signée du formulaire ne peut participer à l'exécution du Contrat.

10.38 Taxes

La prétention de l'ADJUDICATAIRE selon laquelle ses activités ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité du DONNEUR D'ORDRE. Si cette prétention est contestée par les autorités fiscales ou s'avère inexacte, aucune somme additionnelle n'est versée à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE à titre de taxes. L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre toute réclamation formulée ou toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

10.39 Responsabilité

10.39.01 Protection des lieux environnants

Pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des biens et des lieux environnants (biens meubles et immeubles, rues, arbres, parcs, terrains avoisinants, etc.).

10.39.02 Protection de l'environnement

L'ADJUDICATAIRE doit observer toutes les lois et tous les règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement et doit prendre toutes les mesures requises pour éviter toute forme de pollution.

10.39.03 Dommage

L'ADJUDICATAIRE est responsable de tout dommage causé pendant l'exécution du Contrat. Il doit immédiatement informer le DONNEUR D'ORDRE de tout dommage causé et prendre les mesures qui s'imposent lorsque le dommage entraîne un risque ou une menace à la santé ou la sécurité.

10.40 Exonération

10.40.01 Obligation

L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre la poursuite et l'exécution de toute réclamation, notamment en dommages-intérêts, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Il s'engage à prendre fait et cause pour le DONNEUR D'ORDRE dans toute poursuite, action ou réclamation de quelque nature que ce soit, notamment pour tout dommage, en capital, intérêts et frais, causé aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui et du DONNEUR D'ORDRE, ses employés, agents, représentants ou préposés, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Si un jugement est rendu

et que l'ADJUDICATAIRE fait défaut de payer tel jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés, le DONNEUR D'ORDRE peut payer le jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés et peut compenser les sommes nécessaires à ces fins à même les montants dus ou pouvant devenir dus à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE.

10.40.02 Étendue de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette clause ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.41 Indemnisation

10.41.01 « Perte »

Dans cette section, le terme *Perte* désigne tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour :

a) contester, le cas échéant, toute réclamation d'une tierce partie; ou

b) exercer ou contester tout droit découlant du Contrat;

mais ne comprend pas tout dommage punitif, indirect ou incident, y compris la perte de profits suite à un Manquement au Contrat.

10.41.02 Portée

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de toute Perte subie par ce dernier pour :

a) toute attestation fausse, inexacte ou erronée faite par l'ADJUDICATAIRE dans le Contrat;

b) toute négligence, faute, action ou omission par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté;

c) toute inexécution de ses obligations découlant du Contrat; ou

d) toute dérogation, par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté, à une Loi dans le cadre du Contrat.

10.41.03 Propriété Intellectuelle

a) **Obligation**

L'ADJUDICATAIRE doit respecter tous les droits de Propriété Intellectuelle des tierces parties, notamment les brevets, licences et marques de commerce, se rattachant aux matériaux, ouvrages, fournitures et procédés utilisés par lui ou ses sous-contractants, le cas

échéant, dans l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas, sans l'approbation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE, laquelle est à l'entière discrétion de ce dernier, utiliser les noms ou marques de commerce du DONNEUR D'ORDRE.

b) **Responsabilité**

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE pour toute Perte subie par ce dernier à la suite d'une atteinte à la Propriété Intellectuelle d'une tierce partie causée par l'ADJUDICATAIRE ou son Personnel Affecté.

10.42 Limitation

La responsabilité maximale du DONNEUR D'ORDRE en vertu du Contrat, que ce soit en vertu de sa responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle, est limitée au montant total payé à l'ADJUDICATAIRE à titre de contrepartie en vertu du Contrat.

10.43 Assistance en cas de litige

Dans l'éventualité d'un litige opposant le DONNEUR D'ORDRE à un tiers en lien avec l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le DONNEUR D'ORDRE dans l'établissement des faits, le rassemblement des informations et des documents pertinents ainsi que la préparation et l'administration de la preuve. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant raisonnablement être présentée par le DONNEUR D'ORDRE.

10.44 Assistance au Bureau de l'inspecteur général

L'ADJUDICATAIRE s'engage, sans frais additionnels, à collaborer à toute enquête du Bureau de l'inspecteur général. L'ADJUDICATAIRE doit notamment assister le Bureau de l'inspecteur général dans l'établissement des faits et le rassemblement des informations et des documents pertinents. L'ADJUDICATAIRE doit également répondre à toute demande pouvant être présentée par le Bureau de l'inspecteur général.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Non-exclusivité

Le DONNEUR D'ORDRE ne s'engage pas à s'approvisionner exclusivement auprès de l'ADJUDICATAIRE. Le présent Contrat n'a aucunement pour effet d'interdire au DONNEUR D'ORDRE ou de limiter son pouvoir de conclure un contrat ayant un objet similaire à celui du présent Contrat avec un autre fournisseur ou prestataire de services.

11.02 Cession

11.02.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.02.02 Inopposabilité

Toute cession qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.02.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont il doit détenir en tout temps le contrôle, pourvu toutefois que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.02.04 Effet

Si la cession du Contrat est autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, elle ne doit entraîner aucun délai ou coût additionnel et le cessionnaire doit respecter intégralement les obligations prévues au Contrat, y compris pour la période antérieure à la cession, comme s'il avait lui-même exécuté le Contrat pendant cette période.

11.03 Relations entre les PARTIES

11.03.01 Indépendance

Les PARTIES reconnaissent par la présente qu'elles agissent de manière indépendante et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société de personnes, une entreprise commune, un lien d'emploi ou un mandat de quelque nature que ce soit entre elles.

11.03.02 Contrôle

Chacune des PARTIES dispose du plein contrôle de la manière et des moyens d'exécuter ses obligations prévues au Contrat. Aucune disposition du Contrat ne doit s'interpréter de façon à permettre à une PARTIE d'imposer à l'autre PARTIE de faire quoi que ce soit qui peut avoir pour effet de compromettre son statut indépendant.

11.03.03 Aucune autorité

Aucune des PARTIES n'a le droit ou l'autorité, exprès ou tacite, de créer ou d'assumer au nom de l'autre PARTIE toute obligation ou responsabilité à l'égard de tierces parties, autrement que de la manière prévue au Contrat, et aucune PARTIE ne peut lier l'autre PARTIE de quelque manière que ce soit.

11.04 Force majeure

11.04.01 Exonération de responsabilité

Une PARTIE n'est pas considérée en défaut de ses obligations et n'est pas responsable des dommages ou délais si ces défauts, dommages ou délais découlent d'un cas de force

majeure. Aux fins des présentes, est assimilée à un cas de force majeure la grève des employés de l'une ou l'autre des PARTIES.

11.04.02 Prise de mesures adéquates

Dans l'éventualité où un cas de force majeure empêche une PARTIE d'exécuter ses obligations, la PARTIE désirant invoquer la force majeure doit faire parvenir un avis écrit à l'autre PARTIE le plus rapidement possible, suivant l'avènement de ce cas de force majeure.

Cet avis doit indiquer le cas de force majeure invoqué ainsi que les conséquences sur l'exécution de ses obligations. Les PARTIES doivent alors se rencontrer et prendre toute disposition raisonnable pour assurer la reprise normale de la réalisation des obligations affectées par le cas de force majeure.

Les délais d'exécution du Contrat affectés par le cas de force majeure peuvent alors être prorogés automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance du cas de force majeure, étant entendu que cette prorogation n'entraîne aucune pénalité pour l'une ou l'autre PARTIE.

11.04.03 Droit de l'autre PARTIE

Si le cas de force majeure invoqué rend la réalisation d'une obligation du Contrat impossible, les PARTIES doivent s'entendre le plus rapidement possible pour déterminer les nouvelles conditions d'exécution du Contrat ou, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, pour résilier le Contrat selon les dispositions prévues à la section 13.00.

11.05 Recours

Sous réserve de la clause 10.42, rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à limiter les recours qu'une PARTIE peut avoir résultant de tout Manquement de la part de l'autre PARTIE.

11.06 Évaluation de la performance

Les PARTIES conviennent de mettre en place un système d'évaluation de la performance pour mesurer les performances de l'ADJUDICATAIRE, notamment concernant les délais d'exécution du Contrat. UN (1) mois après le début du Contrat, les PARTIES se rencontrent pour définir l'objectif à atteindre. Par la suite, le DONNEUR D'ORDRE et l'ADJUDICATAIRE se rencontrent au moins tous les TROIS (3) mois afin de faire un suivi. À la demande du DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre un plan d'action visant à améliorer son niveau de performance.

11.07 Évaluation de rendement de l'ADJUDICATAIRE

Lorsque le Contrat est attribué par le DONNEUR D'ORDRE à la suite d'un appel d'offres public, le DONNEUR D'ORDRE peut procéder à une évaluation du rendement de l'ADJUDICATAIRE à la fin du Contrat, en respectant les dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ,

chapitre C-19). Cette évaluation est effectuée sur la base des critères indiqués à l'annexe 11.07.

Le DONNEUR D'ORDRE peut, lors d'un processus d'appel d'offres public ultérieur, refuser la soumission d'un entrepreneur, d'un prestataire de services ou d'un fournisseur qui, au cours des DEUX (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions dans le cadre de cet appel d'offres ultérieur, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par le DONNEUR D'ORDRE.

11.08 Marché du carbone

L'ADJUDICATAIRE cède au DONNEUR D'ORDRE les droits et intérêts auxquels il peut prétendre dans tout crédit, unité de réduction d'émission ou d'émissions évitées de gaz à effets de serre qui peut être négocié ou échangé sur les marchés réglementaires ou volontaires du carbone. Par conséquent, les crédits ou unités de réduction d'émission de gaz à effet de serre qui peuvent être accordés au DONNEUR D'ORDRE suite à l'exécution du Contrat appartiennent au DONNEUR D'ORDRE qui peut les réclamer auprès d'un programme ou organisme de reconnaissance de ces crédits ou unités. Tout crédit ou incitatif financier qui en résulte devient donc, dès son émission par le programme ou organisme visé, l'entière propriété du DONNEUR D'ORDRE.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu du Contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire.

Les avis expédiés au DONNEUR D'ORDRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée dans la Régie de l'Appel d'Offres. Les avis expédiés à l'ADJUDICATAIRE doivent lui être livrés à l'adresse indiquée au Formulaire de Soumission et, en l'absence d'une telle mention, l'ADJUDICATAIRE élit domicile au bureau du greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

12.02 Résolution de différends

12.02.01 Négociations de bonne foi

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, à l'exécution ou à l'annulation du Contrat, les PARTIES s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir pour les assister dans le règlement de ce différend.

12.03 Juridiction

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement au Contrat sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le

district judiciaire du siège social du DONNEUR D'ORDRE, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon la Loi.

12.04 Modification

12.04.01 Autorisation

Toute modification au Contrat, qu'elle entraîne ou non une dépense supplémentaire, ne peut être autorisée que dans la mesure où elle constitue un accessoire au Contrat, qu'elle n'en change pas la nature et qu'elle est au bénéfice du DONNEUR D'ORDRE.

12.04.02 Demande

Le DONNEUR D'ORDRE peut, en tout temps, apporter des modifications au Contrat. Ces modifications n'ont pas pour effet d'annuler le Contrat et l'ADJUDICATAIRE ne peut s'en prévaloir comme cause de résiliation et doit s'y conformer sans suspendre ni retarder l'exécution du Contrat. La personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens à l'ADJUDICATAIRE.

12.04.03 Ajustement du prix

Lorsqu'une modification a pour effet d'augmenter ou de diminuer le coût du Contrat, le prix en est calculé selon l'ordre de priorité suivant :

a) selon les prix unitaires ou forfaitaires présentés par l'ADJUDICATAIRE dans le Bordereau de Prix;

b) en l'absence d'un prix unitaire ou forfaitaire, selon un montant négocié par les PARTIES;

c) en l'absence d'entente sur un montant négocié, par un prix fixé par le DONNEUR D'ORDRE, laissant droit à l'ADJUDICATAIRE de présenter une réclamation.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujetti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent, qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document peut être transmis par courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Indemnisation

Lorsque le DONNEUR D'ORDRE résilie le Contrat en raison d'un Manquement, l'ADJUDICATAIRE est responsable de tous les dommages causés au DONNEUR D'ORDRE par la résiliation du Contrat.

13.03 Sans préavis

Dans les limites prévues par la Loi, le Contrat est résilié sans avis et à la discrétion du DONNEUR D'ORDRE, si l'un des cas de défaut suivants se produit :

a) si l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;

b) si l'ADJUDICATAIRE procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;

c) si un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens, ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre, ou cette nomination d'un liquidateur, n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements.

13.04 Avec préavis

Le DONNEUR D'ORDRE peut résilier le Contrat, sur avis écrit :

a) sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas de défaut suivants :

i) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;

ii) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;

iii) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

iv) si, après l'adjudication du Contrat, l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE.

b) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

13.05 Changement de Contrôle

L'ADJUDICATAIRE doit aviser le DONNEUR D'ORDRE de tout Changement de Contrôle. Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle et que le DONNEUR D'ORDRE, agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.06 Effet de la résiliation

13.06.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux sommes représentant la proportion du Contrat exécutée et, sur présentation au DONNEUR D'ORDRE des pièces justificatives pertinentes, la proportion des frais et dépenses actuelles jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit pour la perte subie ou le gain dont il est privé. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la résiliation du Contrat.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur au moment de la décision d'octroi par l'instance appropriée.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat, le Contrat expire après une période de SOIXANTE (60) mois à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le DONNEUR D'ORDRE pour ce Contrat, selon la première de ces éventualités.

15.02 Renouvellement

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour UNE (1) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement à la seule discrétion du DONNEUR D'ORDRE et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.06.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention, par écrit, à l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date d'expiration du Contrat.

15.03 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du Contrat, ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.04 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

LES PARTIES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE L'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE LA DÉCISION D'OCTROI PAR L'INSTANCE APPROPRIÉE.

ANNEXE 0.01.07 - DEVIS

Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier en format « PDF » ou autre, nommé « Devis » et annexé aux documents d'appel d'offres.

ANNEXE 2.03.05 - RÉMUNÉRATION À POURCENTAGE

X	**Calcul des honoraires pour la phase de conception**	**Calcul des honoraires pour la phase de construction**
Si X > 5%	Coût estimé	Coût estimé
Si 0% ≤ X ≤ 5%	Coût réel	Coût réel
Si -5% ≤ X < 0%	Coût estimé	Coût estimé
Si X < -5%	Utiliser le calcul de réajustement basé sur la moyenne (voir le tableau ci-dessous)	Utiliser le calcul de réajustement basé sur la moyenne (voir le tableau ci-dessous)

Y	**Calcul des honoraires pour la phase de conception**	**Calcul des honoraires pour la phase de construction**
Si Y ≥ 0%	Coût estimé	Coût estimé
Si -5% ≤ Y < 0%	Coût estimé	Moyenne des prix des soumissions conformes
Si Y < -5%	Moyenne des prix des soumissions conformes	Moyenne des prix des soumissions conformes

Nonobstant ce qui précède, lorsque X est inférieur ou égal à -15% (X ≤ -15%) ou supérieur ou égal à 15% (15% ≤ X), le DONNEUR D'ORDRE peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et documents d'appel d'offres et la tenue d'un nouvel appel d'offres pour les travaux de construction reliés au Projet sans que l'ADJUDICATAIRE ne puisse réclamer au DONNEUR D'ORDRE des honoraires additionnels.

ANNEXE 10.17.01 - AVENANT DE RESPONSABILITÉ CIVILE

ASSUREUR : _____

ADRESSE POSTALE : _____

ASSURÉ : _____

ADRESSE POSTALE : _____

Le présent document atteste à la VILLE DE MONTRÉAL (ci-après dénommée le *Donneur d'ordre*) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du Donneur d'ordre, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Service professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto.
CONTRAT N° : 22-19546

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire n° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires			Tous dommages confondus _____$ par sinistre _____$ par période d'assurance _____$ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

N.B. : Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de documents d'appel d'offres ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Donneur d'ordre, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Autorité des marchés financiers et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du Donneur d'ordre, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début de l'exécution du contrat, en l'occurrence le _____ 20 ____ à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date _____ 20 ____
(Signature de l'assureur)

ANNEXE 10.23.02 - LISTE DES SOUS-CONTRACTANTS

Titre : Service professionnels , architecture et ingénierie, projet de rénovation Maison de la culture Janine-Sutto.
Numéro : 22-19546

Instructions

a) L'ADJUDICATAIRE doit transmettre au DONNEUR D'ORDRE, avant que l'exécution du Contrat ne débute, une liste indiquant, pour chaque sous-contrat, les informations demandées ci-dessous.

b) Lorsque, pendant l'exécution du Contrat, l'ADJUDICATAIRE conclut un nouveau sous-contrat, il doit, avant que ne débute l'exécution de ce nouveau sous-contrat, en aviser le DONNEUR D'ORDRE en produisant une liste modifiée.

c) Pour tous les sous-contrats (approvisionnement, services et travaux de construction), l'ADJUDICATAIRE doit remplir le tableau.

À remplir pour chaque sous-contractant			
Nom	**NEQ**	**Adresse**	**Numéro de téléphone**

Signé à ..... ce .....

_____
Signature du représentant autorisé

_____
Nom du représentant autorisé (en lettres moulées)

ANNEXE 10.37 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

(Dans le présent engagement de confidentialité, l'expression « DONNEUR D'ORDRE » vise la VILLE DE MONTRÉAL)

Je suis employé de l'entreprise ....., dont les services ont été retenus par :

 le DONNEUR D'ORDRE

OU

 un sous-contractant de l'ADJUDICATAIRE, dans le cadre du Contrat intervenu entre l'ADJUDICATAIRE et le DONNEUR D'ORDRE à la suite de l'Appel d'Offres nº 22-19546

Dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions, je m'engage, sans limite de temps, à :

a) utiliser les informations, renseignements et documents qui me sont remis uniquement pour des fins reliées à l'exécution du Contrat et, sauf dans la mesure où l'exécution du Contrat l'exige, ne pas les communiquer à des tiers sans préalablement obtenir le consentement écrit du représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE;

b) Sous réserve des prescriptions de la loi, ne conserver aucune information, aucun renseignement ou aucun document consulté ou produit, à moins d'une autorisation écrite expresse du représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE, étant entendu que ces documents sont la propriété exclusive du DONNEUR D'ORDRE. Aux fins du présent engagement de confidentialité, le terme « document » signifie toute information consignée, quel qu'en soit le support;

c) ne pas communiquer ou permettre que soit communiqué à quiconque quelque information, renseignement ou document et ce, sans égard à la classification de sécurité (confidentielle ou non) de telle information, tel renseignement ou tel document qui pourrait lui avoir été attribuée par le DONNEUR D'ORDRE, qui me sera divulgué ou dont je pourrais avoir connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions, à moins d'une autorisation écrite expresse du représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE. Aux fins du présent engagement de confidentialité, le terme « information » signifie une information sous toute forme (écrite, alphanumérique, numérique, sonore, graphie, imagée, photographique, symbolique, dessinée et autres);

d) ne pas consulter ni prendre connaissance des informations, renseignements ou documents non pertinents à l'exercice de mes fonctions;

e) ne poser aucun geste pouvant compromettre la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des informations, renseignements ou documents et à informer immédiatement mon employeur et le représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE de tout incident susceptible de compromettre, d'une quelconque manière, la sécurité de l'information numérique, des applications, des équipements ou des installations.

Je reconnais avoir été informé que mon défaut de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité nous expose, mon employeur et moi, à des recours judiciaires.

Ayant lu et compris tous les termes du présent engagement de confidentialité, j'ai signé à Montréal.

Employé de l'ADJUDICATAIRE ou du sous-contractant

_____ Par : _____

Date

. . . . . .

Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE

_____ Par : _____

Date

. . . . . .

ANNEXE 11.07 - GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

Thèmes	Critères	Pondération
Aspect de la conformité technique	● Respect des exigences et des données techniques du devis de services professionnels ● Qualité des livrables (plans et devis complets) ● Respect du programme fonctionnel et technique ● Clarté, le détail et la fidélité des dessins, devis et rapports ● Respect des bonnes pratiques, normes, lois et règlements en vigueur ● Compréhension des objectifs du mandat et qualité des concepts présentés	**25%**
Planification, organisation et respect des échéanciers	● Suivi et respect des échéances pour la remise des livrables préliminaires, progressifs, définitifs et tel que construit (plans, devis ou rapports ou combinaison des deux) ● Suivi et respect des échéances pour la remise des livrables définitifs finaux (plans, devis ou rapports) ● Respect du délai de présentation de l'offre de services (s'applique seulement lors de l'utilisation d'ententes-cadres avec une enveloppe prédéfinie) ● Respect des délais de présentation des documents requis en cours de mandat ● Suivi du budget et analyse de la valeur ● Planification et répartition des tâches	**25%**
Qualité et disponibilité des ressources	● Compétence et disponibilité du chargé de projet ● Compétence et disponibilité de l'équipe de projet ● Respect de l'équipe proposée ● Quantité adéquate de ressources humaines et matérielles sur les mandats	**15%**
Direction, coordination et	● Supervision du chargé de projet	**10%**

contrôle	● Coordination interdisciplinaire effectuée adéquatement ● Respect des directives administratives du devis de services professionnels ● Respect des pratiques d'assurance qualité et respect des normes en santé et sécurité au travail	
Communication et documentation	● Qualité des communications ● Qualité des rapports et formats de toute la documentation transmise ● Respect des délais de réponse (téléphone et courrier) aux différents intervenants ● Présence et niveau de préparation aux diverses rencontres ou réunions ● Validation des besoins à chacune des étapes du projet avec les requérants ● Ouverture à des solutions alternatives pour respecter le budget et l'échéancier	**15%**
Aspects financiers	● Respect des délais de facturation ● Respect des exigences contractuelles pour la facturation des honoraires ● Précision des estimations ou offres de services (s'applique aux contrats-cadres seulement) ● Respect des budgets d'honoraires inclus au mandat	**10%**

Un suivi rigoureux et documenté du rendement de l'ADJUDICATAIRE est effectué par le DONNEUR D'ORDRE pendant l'exécution du Contrat. À la fin du Contrat, le rendement de l'ADJUDICATAIRE est évalué sur la base des critères indiqués ci-haut.

Dans l'éventualité où le DONNEUR D'ORDRE est d'avis que le rendement de l'ADJUDICATAIRE s'avère non satisfaisant (soit lorsque la note qui est attribuée à l'ADJUDICATAIRE est inférieure à 70%), un rapport de cette évaluation de rendement insatisfaisant est transmis à l'ADJUDICATAIRE au plus tard SOIXANTE (60) jours après la fin du Contrat. À la suite de la réception de ce rapport, l'ADJUDICATAIRE dispose d'un délai de TRENTE (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception des commentaires de l'ADJUDICATAIRE, le DONNEUR D'ORDRE peut, s'il maintient les conclusions de l'évaluation de rendement insatisfaisant, faire entériner celle-ci par son comité exécutif dans un délai de SOIXANTE (60) jours.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1225374004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $ et accorder un contrat de services professionnels au regroupement des firmes Patriarche architecture inc., EMS Ingénierie et CBTEC inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la maison de la culture et de la bibliothèque Frontenac, située au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 101 018,20 $, taxes incluses (contrat : 1 563 257,59 $ + contingences : 312 651,52 $ + incidences: 225 109,09 $) – (appel d'offres public no : 22-19546 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1225374004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-02

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1225374004

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"1.Autoriser une affectation de surplus de 1 918 509,66 $;

2. Accorder à l'équipe formée par les firmes Patriarche architecture Inc., EMS Ingénierie et CBTEC Inc. pour les services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de réfection de l'enveloppe et divers travaux de la Maison de la culture Janine-Sutto situé au 2550, rue Ontario Est, dans l'arrondissement Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 563 257,59 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19546);

3. Autoriser une dépense de 312 651,52 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. Autoriser une dépense de 225 109,09 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 66553

Sous-projet: 2266553800 Maison culture Janine-Sutto - Réfection enveloppe et autres (serv prof)

2023	2024	2025	2026	2027	Total
314,0	588,0	625,0	271,0	121,0	1 919,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
2 101 018,20 $	1 918 509,66 $	1 563 257,59 $	1 427 462,55 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

  l'engagement de gestion numéro VM25374004 au montant de 1 918 509,66 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 1 918 509,66 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les surplus seront affectés temporairement jusqu'à l'adoption d'un règlement d'emprunt "*Programme de protection des immeubles*".

Imputation contrat: Dépenses (taxes incluses): 1 563 257,59 $ Crédits (Net ristourne): 1 427 462,55 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	07211	54301	000000	0000	193706	000000	22045	00000

Imputation contingences: Dépenses (taxes incluses): 312 651,52 $ Crédits (Net ristourne): 285 492,51 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	07211	54301	000000	0000	193706	028057	22045	00000

Imputation incidences: Dépenses (taxes incluses): 225 109,09 $ Crédits (Net ristourne): 205 554,60 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	9500998	801550	07211	54301	000000	0000	193706	028058	22045	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-11-30**

Date et heure système : 01 décembre 2022 16:47:31

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.33

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229653006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble sis au 2349, rue de Rouen, d'une superficie 10 107 pi² , à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24 $, excluant les taxes (Bâtiment 4201)

Il est recommandé :

1- d'approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc. pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023 un local situé au sous-sol et au rez-de-chaussée d'une superficie de 10 107 pi² de l'immeuble sis au 2 349, rue de Rouen, à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-31 15:57

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229653006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble sis au 2349, rue de Rouen, d'une superficie 10 107 pi² , à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24 $, excluant les taxes (Bâtiment 4201)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 2 349 rue de Rouen, le Centre Saint-Eusèbe (« Le Centre ») est un immeuble à vocation communautaire. Depuis le 1er janvier 2003, l'arrondissement Ville-Marie loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc. (« le CPE ») des locaux d'une superficie totale de 10 106,98 pi² situés au 1er étage et au sous-sol du Centre.
Le CPE désire renouveler la location de ses espaces qui viendront à échéance le 31 décembre prochain. La location de ces espaces est nécessaire dans le but d'assurer la poursuite des activités du CPE.

L'arrondissement Ville-Marie a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le « SSI ») afin de prolonger le bail du CPE pour 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver cette 2e convention de modification du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240638 – le 12 décembre 2017 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc., des locaux situés au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble sis au 2349, rue de Rouen, à des fins de garderie, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2018, pour un loyer total de 437 484,84 $, excluant les taxes. (Bâtiment 4201)
CA14 240025 - le 11 février 2014 - approuvez le bail par lequel le Centre de la petite enfance Ki-Ri inc. loue de la Ville de Montréal, des locaux au sous-sol et au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 2 349, rue de Rouen, à Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 2013, moyennant un loyer total de 400 000,00 $ (excluant les taxes de vente), à des fins de garderie.

CA12 240160 - 3 avril 2012 - approuver le bail par lequel le Centre de la petite enfance Ki-Ri

inc. loue de la Ville de Montréal, des locaux au sous-sol et au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 2 349, rue de Rouen, à Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er janvier 2011, moyennant un loyer total de 137 130 $; (excluant les taxes de vente), à des fins de garderie.

CA06 240620 - 3 octobre 2006 - approuver le bail par lequel le Centre de la petite enfance Ki-Ri inc. loue de la Ville de Montréal, des locaux au sous-sol et au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 2 349, rue de Rouen, à Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 2003, moyennant un loyer total de 181 572,66 $; (excluant les taxes de vente), à des fins de garderie.

DESCRIPTION

Le projet vise à faire approuver la 2e convention de modification du bail par lequelle la Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc. pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023 des locaux situés au sous-sol et au rez-de-chaussée d'une superficie de 10 106,98 pi² de l'immeuble sis au 2 349, rue de Rouen, à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24 $**,** excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail.
En vertu du contrat de location, le locataire a la responsabilité de l'aménagement, de l'entretien ménager et du nettoyage des locaux. De plus, il fera toute réparation locative due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie souhaite prolonger l'occupation des espaces du CPE afin que ce dernier puisse poursuivre sa mission auprès de la population. Le SSI est en accord avec l'occupation du CPE au Centre Saint-Eusèbe puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette totale, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 générée par cette prolongation est établie de la façon suivante :

	Total du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027
Superficie (pi²)	10 106,98
Loyer total	**507 216,24 $**
TPS (5%)	25 360,81 $
TVQ (9,975%)	50 594,82 $
Total taxes incluses	583 171,87 $
Loyer unitaire moyen	10,04 $

Le taux de location, pour ce type de locaux dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, oscille entre 15,00 $ et 20,00 $ le pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est de 377 000 $, incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante : (17,50$ le pi² - 10,04$) x 10 106,98 pi² x 5 ans = 376 990, 35 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 51 800 $.

Ces dépenses seront assumées par le SGPI et seront refacturées à l'arrondissement Ville-Marie selon les règles de facturation interne.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait le CPE à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CA 6 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie LEDUC, Ville-Marie

Lecture :

Valérie LEDUC, 27 septembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Sebastien OUELLETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 438 874-3657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-09-15

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice de service
Tél :
Approuvé le : 2022-09-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229653006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble sis au 2349, rue de Rouen, d'une superficie 10 107 pi² , à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24 $, excluant les taxes (Bâtiment 4201)




2e convention de modification de bail signé_CPE Ki-Ri.pdfDétail annuel du Loyer.pdf




Grille d'analyse Montréal 2030.pdfRegistraire des entreprises.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Sebastien OUELLETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 438 874-3657
Télécop. :

Centre de la petite enfance Ki-Ri inc.
Numéro de permis : 2154-3665

Résolution : 12-10-2022.1

Lors de la rencontre du conseil d'administration du CPE KI-RI inc., qui a eu lieu à Montréal, le 12 octobre 2022.

Il est proposé par Marlène Grangeon, qui reçoit l'appui de Stéphane Dubray, d'autoriser la directrice générale, Mme Marilou Lagacé, de procéder à la signature du bail de location des locaux du Centre de la petite enfance KI-Ri inc., situé au 2349 rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8, pour la période de décembre 2022 à décembre 2027.

Signé à Montréal, le 14/10/2022

_____
, secrétaire du CA

DEUXIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, et une mairie d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, à Montréal, province de Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Fredy Enrique Alzate Posada, secrétaire d'arrondissement, arrondissement de Ville-Marie, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu:

a) de l'article 6 du règlement numéro RCA-24-009, soit le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie, adopté par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du trois (3) septembre deux mille deux (2002) et en vigueur depuis le onze (11) septembre deux mille deux (2002), lequel est toujours en vigueur; et

b) de la résolution numéro CA2_____, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie à sa séance du_____2022;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **Centre de la petite enfance KI-RI inc.**, personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 2349, rue de Rouen, Montréal (Québec) H2K 1L8, et représentée aux présentes par madame Marilou Lagacé, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

Ci-après nommée le « **le Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Centre de la petite enfance KI-RI inc., a signé avec la Ville de Montréal un Bail (ci-après appelé le « **Bail** ») le 19 février 2014 concernant des locaux situés au sous-sol et au 1er étage ayant une superficie locative de dix mille cent six, virgule quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (10 106,98 pi²) de l'édifice sis au 2 349, rue de Rouen, Montréal (Québec) H2K 1L8, pour un terme de 5 ans commençant le 1er janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2017;

ATTENDU QUE le Centre de la petite enfance KI-RI inc., a signé avec la Ville de Montréal une convention de modification de Bail (ci-après appelé le **« Première Convention»**) le 12 mars 2017 concernant des locaux situés au sous-sol et au 1er étage ayant une superficie locative de dix mille cent six, virgule quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (10 106,98 pi²) de l'édifice sis au 2 349, rue de Rouen, Montréal (Québec) H2K 1L8, pour un terme additionnel de 5 ans commençant le 1er janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2022;

ATTENDU QUE le Bail initial, la première Convention et la deuxième Convention sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entre autres choses de modifier le loyer et de prolonger le terme du Bail pour cinq (5) ans selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées;

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période additionnelle de cinq (5) ans commençant le 1er janvier 2023 et se terminant le 31 décembre 2027.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. Pour la période **du 1er janvier 2023** et se terminant le **31 décembre 2023**, le Bail est consenti en considération d'un loyer total de quatre-vingt-quinze mille cinq cent trente-six dollars et cinquante cents **(95 536, 50 $)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de sept mille neuf cent soixante et un dollar et trente-huit cents **(7 961, 38 $)** chacun, auxquels s'ajoutent les taxes si applicables.

Pour la période du **1er janvier 2024** et se terminant le **31 décembre 2024**, le Bail est consenti en considération d'un loyer total de quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent deux dollars et cinquante-neuf cents **(98 402, 59 $)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de huit mille deux cents dollars et vingt-deux cents **(8 200, 22 $)** chacun, auxquels s'ajoutent les taxes si applicables.

Pour la période du **1er janvier 2025** et se terminant le **31 décembre 2025**, le Bail est consenti en considération d'un loyer total de cent un mille trois cent cinquante-quatre dollars et soixante-sept cents **(101 354, 67 $),** payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de huit mille quatre cent quarante-six dollars et vingt-deux cents **(8 446, 22 $)** chacun, auxquels s'ajoutent les taxes si applicables.

Pour la période du **1er janvier 2026** et se terminant le **31 décembre 2026**, le Bail est consenti en considération d'un loyer total de cent quatre mille trois cent quatre-vingt-quinze dollars et trente et une cents **(104 395, 31$)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de huit mille six cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et soixante et une cents **(8 699, 61 $)** chacun, auxquels s'ajoutent les taxes si applicables.

Pour la période du **1er janvier 2027** et se terminant le **31 décembre 2027**, le Bail est consenti en considération d'un loyer total de cent sept mille cinq cent vingt-sept dollars et dix-sept cents **(107 527, 17 $)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de huit mille neuf cent soixante dollars et soixante cents **(8 960, 60 $)** chacun, auxquels s'ajoutent les taxes si applicables.

Paraphes	
Locateur	Locataire M.L

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

5. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie de convention de prolongation du Bail signée électroniquement.

Le : _____ 2022

LE LOCATEUR

Ville de Montréal, Arrondissement de Ville – Marie

_____
Par : Fredy Enrique Alzate Posada

Le : 17 octobre 2022

LE LOCATAIRE

Centre de la petite enfance KI-RI inc.,

Marilou Lagacé
Par : Madame Marilou Lagacé

Paraphes	
Locateur	Locataire
	M.L.

Détail annuel du loyer

	Loyer antérieur	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**Total du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027**
Superficie (pi²)	10 106,98	10 106,98	10 106,98	10 106,98	10 106,98	10 106,98	10 106,98
Loyer total	**92 753,88 $**	**95 536,50 $**	**98 402,59 $**	**101 354,67 $**	**104 395,31 $**	**107 527,17 $**	**507 216,24 $**
TPS (5%)	4 637,69 $	4 776,82 $	4 920,13 $	5 067,73 $	5 219,77 $	5 376,36 $	25 360,81 $
TVQ (9,975%)	9 252,20 $	9 529,77 $	9 815,66 $	10 110,13 $	10 413,43 $	10 725,84 $	50 594,82 $
Total incluant taxes	106 643,77 $	109 843,09 $	113 138,38 $	116 532,53 $	120 028,51 $	123 629,36 $	583 171,87 $
Loyer unitaire moyen	9,18 $	9,45 $	9,74 $	10,03 $	10,33 $	10,64 $	10,04 $

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229653006*
Unité administrative responsable : *SSI - Division Locations*
Projet : *Location d'un espace pour un CPE au Centre Saint-Eusèbe*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le CPE reçoit présentement des enfants défavorisés du quartier. L'organisme est très impliqué dans différents projets dans la communauté ainsi que dans différentes tables de concertation. Ces implications lui permettent ainsi de bien cerner les problématiques de sa clientèle et de s'assurer de lui offrir et de l'orienter vers les services et les ressources dont chacun a besoin.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2022-09-08 14:27:38

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1143707991
Nom	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE KI-RI INC.

Adresse du domicile

Adresse	2349 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L8 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	CPE KI-RI INC

Adresse	2349 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L8 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-15
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-03-15
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1983-04-26 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2022-04-14
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2022-04-14 2022
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2022-10-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2021-10-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	8641
Activité	Garderies pour enfants
Précisions (facultatives)	FOURNIR DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS AUX ENFANTS

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 11 à 25

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Dequi
Prénom	Adeline
Date du début de la charge	2018-10-17

Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	2324 av. Lalonde Montréal (Québec) H2K1Z1 Canada

Nom de famille	Cherpitel
Prénom	Paul
Date du début de la charge	2018-10-17
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	7-2190 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1L4 Canada

Nom de famille	Hamel
Prénom	Stéphane
Date du début de la charge	2018-10-17
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse	2466 rue de Rouen Montréal (Québec) H2K1M2 Canada

Nom de famille	Thibault
Prénom	Mathieu
Date du début de la charge	2020-09-10
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	2238 av. De Lorimier Montréal (Québec) H2K3X3 Canada

Nom de famille	Cortopassi
Prénom	Gina
Date du début de la charge	2020-09-10
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	2809 rue Hochelaga Montréal (Québec) H2K1K4 Canada

Nom de famille	Grangeon
Prénom	Marlène
Date du début de la charge	2020-09-10
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1851 rue Fullum Montréal (Québec) H2K3N1 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	LAGACÉ
Prénom	Marilou
Fonctions actuelles	Principal dirigeant
Adresse du domicile	678 rue des Patriotes Saint-Jérôme (Québec) J7Z7A6 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-04-14
Déclaration de mise à jour courante	2021-10-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-07-06
Déclaration de mise à jour courante	2020-10-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-07-10
Déclaration de mise à jour courante	2020-01-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-06-29
Déclaration de mise à jour courante	2019-03-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-06-29
Déclaration de mise à jour courante	2018-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-06-30
Déclaration de mise à jour courante	2016-11-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-06-25
Déclaration de mise à jour courante	2015-12-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-07-21
Déclaration de mise à jour courante	2014-11-07
Déclaration annuelle 2010	2014-11-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-06-19
Déclaration de mise à jour courante	2014-05-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-06-26
Déclaration de mise à jour courante	2012-12-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-06-28

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2012-01-18
Déclaration annuelle 2011	2011-06-30
Déclaration de mise à jour courante	2011-03-16
Déclaration modificative	2010-01-22
État et déclaration de renseignements 2009	2009-09-19
Déclaration annuelle 2008	2009-06-01
Avis de défaut	2009-02-12
Déclaration annuelle 2007	2008-02-05
Déclaration modificative	2007-05-04
Déclaration annuelle 2006	2007-03-07
Déclaration annuelle 2005	2006-02-08
Déclaration annuelle 2004	2005-03-04
Déclaration annuelle 2003	2004-01-27
Déclaration annuelle 2002	2003-02-11
Déclaration annuelle 2001	2002-01-24
Déclaration annuelle 2000	2001-01-29
Déclaration annuelle 1999	2000-02-09
Déclaration annuelle 1998	1999-03-26
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III)	1998-10-07
Déclaration annuelle 1997	1998-04-01
Déclaration annuelle 1996	1997-01-14
Déclaration annuelle 1995	1996-01-10
Déclaration d'immatriculation	1995-03-15

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 1998-10-07

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE KI-RI INC.		1998-10-07		En vigueur
GARDERIE KI-RI		1983-04-26	1998-10-07	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1229653006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés au sous-sol et au 1er étage de l'immeuble sis au 2349, rue de Rouen, d'une superficie 10 107 pi² , à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24 $, excluant les taxes (Bâtiment 4201)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1229653006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-02

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1229653006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie loue au Centre de la petite enfance Ki-Ri inc. pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er janvier 2023 un local situé au sous-sol et au rez-de-chaussée d'une superficie de 10 107 pi² de l'immeuble sis au 2 349, rue de Rouen, à des fins de garderie, pour un loyer total de 507 216, 24$, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail."

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 507 216,24 $

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	**Total**
Montant		95 536,50 $	98 402,59 $	101 354,67 $	104 395,31 $	107 527,17 $	**507 216,24 $**

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 507 216,24 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	44303	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-12-02**

Date et heure système : 02 décembre 2022 15:26:06

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er janvier au 30 juin 2023

De désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er janvier au 30 juin 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 10:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1222678043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er janvier au 30 juin 2023

CONTENU

CONTEXTE

L'article 20.2 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit la désignation d'un maire suppléant dans l'arrondissement.
L'article 56 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) permet au conseil de désigner, pour la période qu'il détermine, un conseiller comme maire suppléant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240189 (1222678019) - Désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 31 décembre 2022
CA21 240453 (1212678001) - Désigner madame Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 23 novembre 2021 au 30 juin 2022
CA20 240250 (1205237008) - Désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 31 décembre 2020

DESCRIPTION

Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er janvier au 30 juin 2023.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-18

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2022

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-01 14:11

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1222678048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2022

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2022

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-14

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-12-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678048

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 novembre 2022

A- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées- Novembre 2022.pdf

A- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées- Novembre 2022.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
9163-8478 QUEBEC INC.	1564561	2022-11-22	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 14 octobre 2022 - Enlèvement de la clôture existante et installation de la nouvelle clôture en maille de chaine galvanisé 2 x 9 1830 mm de haut, station Hawarden, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	13 396,40 $
Total 9163-8478 QUEBEC INC.							**13 396,40 $**
9420-0839 QUEBEC INC.	1563512	2022-11-16	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission 015 - Traiteur fête de Noël et des retraités	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	7 398,47 $
Total 9420-0839 QUEBEC INC.							**7 398,47 $**
ARPENTEUR MONTREAL INC.	1561764	2022-11-07	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Contrat gré à gré d'arpentage (Emprise-Piquetage) du quadrilatère Papineau, Ontario Est, Dorion et Malo pour larrondissement Ville Marie (dossier 23365) TP-Voirie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	47 244,37 $
Total ARPENTEUR MONTREAL INC.							**47 244,37 $**
BETON BRUNET LTEE	1563094	2022-11-15	DUFRESNE, ALAIN	Mobilisation et démobilisation en signalisation et acquisition NEAT - Atténuateur d'impact pour travaux au pont de le Concorde mobilisation et attestation. Soumission 123944.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 467,21 $
BETON BRUNET LTEE	1563094	2022-11-14	DUFRESNE, ALAIN	Mobilisation et démobilisation en signalisation et acquisition NEAT - Atténuateur d'impact pour travaux au pont de le Concorde mobilisation et attestation. Soumission 123944.	Ville-Marie - Travaux publics	-	15 065,71 $
Total BETON BRUNET LTEE							**17 532,92 $**
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1563652	2022-11-17	SAUVE, BENOIT	Achat de béton pour travaux urgent qui débute dimanche 13 novembre. Facture 885174.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 009,21 $
Total BETON MOBILE RIVE-SUD INC.							**6 009,21 $**
CAN-INSPEC INC.	1538870	2022-11-24	LABELLE, MARC	2022-Inspection de conduites d'égout avec caméra auto-tractée - TP - Aqueduc, Ville-Marie. (max. 76,542.50$ av. tx). Octroi en vertu de la rotation (seul soumissionnaire conforme)	Ville-Marie - Travaux publics	-	52 364,82 $
Total CAN-INSPEC INC.							**52 364,82 $**
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE	1542639	2022-11-02	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Convention de service - Surveillance été 2022 - Parcs Percy-Walters et Rutherford	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DB225038001	6 070,00 $
Total CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE							**6 070,00 $**
CLOTURE BEL-AIR	1562415	2022-11-17	ALI, SAMBA OUMAR	Fourniture horticole, Tuteur en T peint brun 6' code 36055. Pour le chemin Olmstead et Glissades, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 931,78 $
CLOTURE BEL-AIR	1562415	2022-11-10	ALI, SAMBA OUMAR	Fourniture horticole, Tuteur en T peint brun 6' code 36055. Pour le chemin Olmstead et Glissades, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	1 572,71 $
Total CLOTURE BEL-AIR							**5 504,49 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
CLOTURES SENTINELLE LTEE	1549243	2022-11-25	DUFRESNE, ALAIN	Clôture projet SPVM Brady. Soumission du 11 août 2022.	Ville-Marie - Travaux publics	-	11 908,23 $
Total CLOTURES SENTINELLE LTEE							**11 908,23 $**
COMPUGEN INC.	1563769	2022-11-17	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Soumission 503603 - Imprimantes avec cartouches - BAM	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	8 647,30 $
COMPUGEN INC.	1562750	2022-11-11	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Soumission 502870 - Écrans BAM	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	11 912,93 $
Total COMPUGEN INC.							**20 560,23 $**
CONSTRUCTION DJL INC	1564074	2022-11-18	SAUVE, BENOIT	Disposition de rebuts d'asphalte chez Construction DJL pour le paiement des factures a020202218074125 et a020202218074662.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	6 954,11 $
CONSTRUCTION DJL INC	1517564	2022-11-17	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Service pour besoin de récupération de matériaux recyclables.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 710,78 $
Total CONSTRUCTION DJL INC							**9 664,89 $**
DEMIX AGREGAT	1563322	2022-11-15	BOIVIN, MARIE-EVE	2022 BC ouvert - Fourniture et livraison d'abrasifs d'hiver, granulat - Entente 1560527 terminant le 30 avril 2024- Arrondissement Ville-Marie - TP-Voirie	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 950,15 $
Total DEMIX AGREGAT							**2 950,15 $**
DEMIX BETON	1561304	2022-11-03	DUFRESNE, ALAIN	Béton pré-mélangé - Hors entente (1479642) - Lié à bc 1561290 - TP aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	12 302,44 $
Total DEMIX BETON							**12 302,44 $**
DENIS NADEAU	1557743	2022-11-16	ANGELY, MARION	Facture 41-2154-D - Honoraires Griefs 18-0120; 18-0767; 19-0422; 19-0424	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 036,06 $
Total DENIS NADEAU							**2 036,06 $**
EMPREINTE HUMAINE CANADA 2019 INC.	1564023	2022-11-18	ANGELY, MARION	Offre de service de mars 2022 - Formation sur la reconnaissance au travail Rotation okay	Ville-Marie - Services administratifs	-	23 622,19 $
Total EMPREINTE HUMAINE CANADA 2019 INC.							**23 622,19 $**
ENSEIGNES BARBO INC.	1564296	2022-11-21	ANGELY, MARION	Soumission 35970 - Éléments de signalisation	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 881,91 $
Total ENSEIGNES BARBO INC.							**2 881,91 $**
EQUIPEMENT LAVIGNE	1560538	2022-11-14	DUFRESNE, ALAIN	BC ouvert 2022 pour réparation/entretien de petits outils.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37 $
Total EQUIPEMENT LAVIGNE							**5 249,37 $**
ESRI CANADA LIMITED	1563233	2022-11-15	RESTREPO, JUAN CARLOS	Facture # 90197196 - Renouvellement de licences diverses pour l'équipe parcs, arrondissement Ville-Marie. Période de renouvellement: du 04-01-2023 au 03-01-2024.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 595,84 $
Total ESRI CANADA LIMITED							**5 595,84 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
FERRONNERIE BRONX	1538910	2022-11-09	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Gré à gré sur rotation - Bon de commande ouvert - Acquisition de bois et d'accessoires pour l'année 2022, arrondissement Ville-Marie. Maximum de 63,618.$ avant taxes.	Ville-Marie - Travaux publics	DA25876002	53 142,58 $
Total FERRONNERIE BRONX							**53 142,58 $**
FINAGO INC.	1547119	2022-11-17	ANGELY, MARION	Location d'un camion tasseur 2021 Freightliner 108SD avec benne Heil 25V pour l'arrondissement Ville-Marie - TP Voirie. Soumission du 29 juillet 2022. Dossier 1225920001	Ville-Marie - Travaux publics	DA228966003	6 713,95 $
Total FINAGO INC.							**6 713,95 $**
G.G. INOX INC.	1562833	2022-11-11	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Contrat gré à gré avec démarche de prix pour la fourniture et la livraison de supports de vélo en inox pour l'arrondissement Ville-Marie. Dépense maximal de 66,150.$ avant taxes. TP-Voirie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	69 449,23 $
Total G.G. INOX INC.							**69 449,23 $**
GESTION G. THIBAULT INC.	1565818	2022-11-29	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission du 14/10/2022 - Etesia Brouette Donky pour maçons et jardiniers. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 556,47 $
Total GESTION G. THIBAULT INC.							**6 556,47 $**
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1528149	2022-11-29	LEDUC, VALERIE	Location sur entente 1408744 toilettes terrains sportifs	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	141,73 $
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1528149	2022-11-26	LEDUC, VALERIE	Location sur entente 1408744 toilettes terrains sportifs	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 193,72 $
Total GFL ENVIRONNEMENTAL INC.							**2 335,45 $**
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1562684	2022-11-11	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Soumission KS-1012-14 - Bureaux de réception	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	14 551,26 $
Total GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.							**14 551,26 $**
GROUPE JMG CONSTRUCTION INC.	1562962	2022-11-14	DUFRESNE, ALAIN	4 dos d'âne allongé projet rue Montcalme et Montgomery. Soumission A01812.	Ville-Marie - Travaux publics	-	16 943,94 $
Total GROUPE JMG CONSTRUCTION INC.							**16 943,94 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
GROUPE NICKY	1564583	2022-11-22	LABELLE, MARC	22-19487 - Service déneigement et chargement de la neige - Esplanade du Champs de Mars et Hôtel de Ville, et site ancienne gare d'autobus. Pour la période du 1er nov. 2022 au 15 avr. 2023- Total de 57,550.00$ av. tx.	Ville-Marie - Travaux publics	DA229051001	20 140,11 $
GROUPE NICKY	1563534	2022-11-16	DUFRESNE, ALAIN	VMI-22-008 -Services - Déneigement de la Station de vélos St-Laurent, du 1 novembre 2022 au 15 avril 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 307,11 $
GROUPE NICKY	1563537	2022-11-16	RESTREPO, JUAN CARLOS	VMI-22-009 - Services - Déneigement du Square Chaboillez, du 1 novembre 2022 au 15 avril 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 622,07 $
GROUPE NICKY	1563546	2022-11-16	RESTREPO, JUAN CARLOS	VMI-22-010 -Services - Déneigement du parc Prudence Heward, du 1 novembre 2022 au 15 avril 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 438,34 $
Total GROUPE NICKY							**30 507,63 $**
GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.	1561715	2022-11-07	ALI, SAMBA OUMAR	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, à différents endroits de l'arr. Ville-Marie, selon la soumission 2022-10-14 (voir liste)	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 296,63 $
Total GROUPE RNET - 9291-6287 QUEBEC INC.							**7 296,63 $**
GUY CHARBONNEAU	1564239	2022-11-24	LABELLE, MARC	Convention de service - Agent de liaison - COP15	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	30 000,00 $
Total GUY CHARBONNEAU							**30 000,00 $**
ITI INC.	1561184	2022-11-02	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission 266610 - Achat portable et accessoires sur entente 1526432 - V Legris - R570854	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	2 065,83 $
Total ITI INC.							**2 065,83 $**
KONO SECURITE	1560989	2022-11-02	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Soumission 1185 - Mandat de surveillance du 1er novembre au 31 décembre 2022 CJCM Démarche okay	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	27 089,66 $
Total KONO SECURITE							**27 089,66 $**
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1522216	2022-11-17	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Locations de 9 camionnettes (incl. ensemble de remorquage et prise, mini-barre lumineuse ou gyrophare, flèche et protège-cabine) pour une durée initiale de 6 mois - TP Travaux Ville-Marie. Entente 1506794 se termine le 7 déc. 2022.	Ville-Marie - Travaux publics	-	34 672,12 $
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1522216	2022-11-17	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Locations de 9 camionnettes (incl. ensemble de remorquage et prise, mini-barre lumineuse ou gyrophare, flèche et protège-cabine) pour une durée initiale de 6 mois - TP Travaux Ville-Marie. Entente 1506794 se termine le 7 déc. 2022.	Ville-Marie - Travaux publics	-	41 289,82 $
Total LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.							**75 961,94 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
LBB CONSULTANTS INC.	1560767	2022-11-01	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Offre de service - Mandat d'accompagnement dans le cadre du Chantier en sport et loisir 2022-2025 Montant total de 25 200 $ avant taxes Convention se terminant fin mai 2023	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA227709003	17 726,09 $
Total LBB CONSULTANTS INC.							**17 726,09 $**
LE BARRICADEUR	1518165	2022-11-28	TURCOTTE, STEPHANIE	BC ouvert 2022 - Service d'installation de barricades au besoin - DAUM - Permis	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	4 199,50 $
Total LE BARRICADEUR							**4 199,50 $**
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	1564144	2022-11-21	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission du 17 novembre 2022 - Cartes cadeaux	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 400,00 $
Total LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC							**5 400,00 $**
LIGNES-O-SOL	1521673	2022-11-22	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 28 février 2022 - Nettoyage et pré marquage de 2 terrains: terrain de baseball parc Walter-Stewart et terrain de soccer parc Jos-Montferrant, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 582,69 $
Total LIGNES-O-SOL							**2 582,69 $**
LOCATION DICKIE MOORE.	1530897	2022-11-02	DUFRESNE, ALAIN	Location de trois (3) roulottes de chantier au 1800 Remembrance - Période: 03-2022 à 10-2022 avec possibilité de prolongation - Équipe parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 149,62 $
Total LOCATION DICKIE MOORE.							**3 149,62 $**
LOCATION KIROULE INC.	1563896	2022-11-17	BOIVIN, MARIE-EVE	Contrat gré à gré avec demande de prix pour la location VUS (Kia Seltos 2022 4X4 Kilo), 1223$/mois, assurances incl., aucune franchise responsabilité. Entretiens inclus. Pour une durée de 6 mois à partir du 1er décembre 2022. TP-Voirie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 703,98 $
Total LOCATION KIROULE INC.							**7 703,98 $**
LUC DRAGON	1563726	2022-11-24	LABELLE, MARC	Convention de service - Agent de liaison - COP15	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	21 000,00 $
Total LUC DRAGON							**21 000,00 $**
MACHINAGE PEPIN	1561631	2022-11-04	BOIVIN, MARIE-EVE	Réparation de bollards et de poubelles.	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 971,18 $
Total MACHINAGE PEPIN							**8 971,18 $**
MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE	1530484	2022-11-24	LABELLE, MARC	Entente 1468667 -PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Terre et compost.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	10 866,21 $
MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE	1530484	2022-11-10	LABELLE, MARC	Entente 1468667 -PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2022 - Terre et compost.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	29 192,97 $
Total MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTEE							**40 059,18 $**
MAXIME PLANTE-PELOQUIN	1563491	2022-11-16	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission du 7 novembre 2022 - Rapport d'analyse - Forum du Village	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 020,00 $
Total MAXIME PLANTE-PELOQUIN							**4 020,00 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
PAPRIKA COMMUNICATIONS INC.	1561179	2022-11-02	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission PB-2505 - Divers visuels	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	12 755,98 $
Total PAPRIKA COMMUNICATIONS INC.							**12 755,98 $**
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	1515025	2022-11-18	DUFRESNE, ALAIN	BC ouvert 2022 - service de huissiers sur demande - TP respect règlementation	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37 $
Total PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.							**5 249,37 $**
PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES	1563369	2022-11-15	DUFRESNE, ALAIN	Projet # 421, transaction # 484. Entretien mobilier: balustrades de patinoires et chaises Adirondacks à Esplanade Tranquille. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 109,15 $
Total PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES							**5 109,15 $**
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1564271	2022-11-21	ANGELY, MARION	Soumission révisée du 29 août 2022 - Travaux d'ébénisterie	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	53 409,50 $
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1563731	2022-11-17	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Facture 202200001149 - Mobilier 19e étage - Autres services sur bc 1528359	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	6 351,74 $
Total PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST							**59 761,24 $**
RAMASSE.CA INC.	1565536	2022-11-28	LEMYRE, PATRICK	Soumission 88 - Ramassage meubles commerciaux	Ville-Marie - Services administratifs	-	5 725,20 $
RAMASSE.CA INC.	1563326	2022-11-15	LEMYRE, PATRICK	Soumission 84 - Ramassage meubles commerciaux	Ville-Marie - Services administratifs	-	5 325,39 $
Total RAMASSE.CA INC.							**11 050,59 $**
RENOVATION JULIEN DUBE INC.	1558968	2022-11-18	GENDRON, SOPHIE	Installation d'urgences de barricades sur demande	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	4 199,50 $
RENOVATION JULIEN DUBE INC.	1558968	2022-11-16	GENDRON, SOPHIE	Installation d'urgences de barricades sur demande	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	1 259,85 $
Total RENOVATION JULIEN DUBE INC.							**5 459,35 $**
RIALTO ST JAMES S.E.N.C.	1392236	2022-11-16	ANGELY, MARION	Contrat location salle et forfait clé en main fête des bénévoles Démarche okay	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	29 872,82 $
Total RIALTO ST JAMES S.E.N.C.							**29 872,82 $**
ROBERT BOISVERT	1562734	2022-11-11	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumissions 01.11.22 - Programmation culture et bibliothèques - Hiver 2023	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 776,92 $
Total ROBERT BOISVERT							**4 776,92 $**
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1469860	2022-11-16	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Soumission: S_20210411_2 - Achat et installation de cendriers Mégot Zéro et service de collecte aux 2 semaines pour le QDS, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	DA18220005	9 417,38 $
Total SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL							**9 417,38 $**
SOLMATECH INC.	1564555	2022-11-22	DUFRESNE, ALAIN	OS # OSC1228-22 - projet VMP-21-001 - Contrôle qualitatif des matériaux - Droits de recours - Chemin d'accès de l'escalier Thérèse-Casgrain, arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 163,06 $
Total SOLMATECH INC.							**3 163,06 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé ($)
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1564427	2022-11-22	ALI, SAMBA OUMAR	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie/Soum 2022-11-16-TP- Manon Ouellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 742,83 $
Total SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC							**7 742,83 $**
SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C	1565416	2022-11-28	ALI, SAMBA OUMAR	Soumissions 2618748 et 2618920 - Savon et papier à mains	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 603,48 $
SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C	1561136	2022-11-02	RESTREPO, JUAN CARLOS	Ententes 1545293, 1545362, 1545294 et 1545368 - Produits d'entretien et autres. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 036,89 $
Total SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C							**4 640,37 $**
SPAG SOCIETE POUR LA PROMOTION DES ARTS GIGANTESQUES	1562675	2022-11-11	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission - Éclairage hivernal 2022-2023 rue Ontario Est Montant maximal de 17 303,74 $ Contrat se terminant en mars 2023	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	7 900,31 $
Total SPAG SOCIETE POUR LA PROMOTION DES ARTS GIGANTESQUES							**7 900,31 $**
STUDIO TAGTEAM	1560892	2022-11-02	TREMBLAY, GINA	Facture TT1825 - Graphisme Regarde! 2022	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 196,88 $
Total STUDIO TAGTEAM							**5 196,88 $**
TESSIER RECREO-PARC INC.	1565813	2022-11-29	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # 39459.1 - Diverses buses et détecteurs pour les modules et jeux d'eau au parcs des Castors. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 063,00 $
Total TESSIER RECREO-PARC INC.							**2 063,00 $**
ULINE CANADA CORP	1565305	2022-11-25	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Soumission 78943449 - Mobilier - Réaménagement rdc	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 277,90 $
ULINE CANADA CORP	1564563	2022-11-22	ALI, SAMBA OUMAR	Joints en métal et feuillards. Soumission 147778.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 232,63 $
Total ULINE CANADA CORP							**4 510,53 $**
UNITED RENTALS DU CANADA	1562507	2022-11-10	DUFRESNE, ALAIN	Soumission # 212825367 - Achat d'un caisson d'étançonnement #HS-6X6-SWS-APS et hydraulic structures, set de 4, # HS-4468. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	14 358,98 $
Total UNITED RENTALS DU CANADA							**14 358,98 $**
VIVACTION INC.	1521498	2022-11-02	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Recettes réservations et locations 2022 - CJCM	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 255,45 $
Total VIVACTION INC.							**5 255,45 $**
Total général							**908 003,01 $**

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
1-800-Got-Junk (140293)	10408657	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Division de la gestion immobilière	31-oct-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	753,81 $
9111-3886 Quebec Inc. (433191)	000241	Entretient de serrures	Culture et bibliothèques (B23K18)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	629,92 $
9244-6228 Quebec Inc. (665988)	d1471	Animation d'atelier	Culture et bibliothèques (B23K18)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	272,97 $
Agence Thaly (160072)	93	Atelier maquillage pour halloween	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	341,21 $
Anik April (508957)	92022	Préparation et animation de l'atelier (choix du chef)	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	350,00 $
	102022	Préparation et animation de l'atelier « Choix du chef ! » (2)	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	350,00 $
Antonin Labossiere (171012)	ccu221103	Frais d'honoraires membres CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	200,00 $
Architecture Sans Frontieres Quebec (532305)	1388	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Division des sports, des loisirs et du développement social	11-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	900,00 $
Atelier De Location Turbo Inc (116888)	500425	Gaz propane	Voirie (B23K10)	08-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	45,65 $
Avec Plaisirs (121999)	0483598	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Gestion - travaux publics (B23K08)	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	462,05 $
Bouchard, Maryse (147183)	dfonc221019	Frais de repas d'affaires	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16)	18-nov-2022	DÉPENSE DE FONCTION	0,00 $
	dfonct221007	Frais de repas d'affaires	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B23K16)	18-nov-2022	DÉPENSE DE FONCTION	31,61 $
Carl-Philippe Simonise (664663)	fr202211443cps	Exposition Imaginaires souverains à la maison de la culture Janine-Sutto du 17 novembre au 15 janvier 2023	Culture et bibliothèques (B23K18)	02-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Cdtec Calibration Inc. (447457)	4735	Étalonnage et certification sur place de détecteurs portables	Parcs et installations (B23K12)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	845,15 $
Cegep Marie-Victorin (116099)	09485486	Session de préparation à la retraire	Mobilité et planification	14-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	162,73 $
Chacun, Camille (578462)	rembempl221031	Rembours.aux employés des frais encourus	Division des sports, des loisirs et du développement social	01-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	63,50 $
Clovis-Alexandre Desvarieux (510640)	fr202211443cad	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	17-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	1 068,05 $
Confidentiel Dechiquetage De Documents Inc. (123835)	fac148757	Déchiquetage de documents	Communications et relations avec la communauté	08-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	4,79 $
	fac148759	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Ressources humaines (B23K04)	16-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	14,36 $
	fac148760	Déchiquetage de documents	Division de la gestion immobilière	08-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	18,08 $
	fac148761	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Greffe (B23K05)	08-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	9,04 $
	fac148762	Déchiquetage	Communications et relations avec la communauté	16-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	9,04 $

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Cooperative De L'Universite Laval (397634)	778579	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Inspection et entretien	02-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	226,65 $
Decode Le Code (579950)	1243	Chandail lunimeux (7-12 ans)	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	451,45 $
Denis Nadeau (232212)	412174d	Service d'arbritage	Ressources humaines (B23K04)	11-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	734,91 $
Drivercheck Inc. (524788)	vill111633601	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Ressources humaines (B23K04)	03-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	21,00 $
	vill111639278	Adhésion mensuelle / Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Ressources humaines (B23K04)	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	21,00 $
Dubois, Pierre (137403)	rembempl221109	Remboursement d'employé	Parcs et installations (B23K12)	23-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	242,71 $
Editions Du Rognon (254209)	221015	Animation d'un atelier	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	350,00 $
Emilier Breault (569812)	ccu221103	Remb des membres pour CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	100,00 $
Esery Mondesir (664880)	fr202211443em	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	14-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Esther Calixte-Bea (596542)	fr202211443ecb	Exposition Imaginaires souverains à la maison de la culture Janine-Sutto du 17 novembre au 15 janvier 2023	Culture et bibliothèques (B23K18)	02-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Etude Pietro Macera Inc. (116601)	48766	Service huissier / Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Ressources humaines (B23K04)	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	196,51 $
Fous De Nature (430947)	p181	Sans laisser de trace...Frais de matériel, Déplacement	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	360,96 $
Frigo Georges (9100-2451 Quebec Inc.) (144924)	5971	Réparation frigo / fournisseur valide adr. rue Pasteur le 22 nov.par téléphone /Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Division des sports, des loisirs et du développement social	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 $
Genistat Inc. (617945)	202243	Préparation, animation, matériel spécifique	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	262,47 $
Guay-Marleau, Xavier (609842)	rembempl221102	Remboursement pour 3 formations de l'Ordre des Urbanistes du Québec	Parcs et installations (B23K12)	08-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	579,77 $
	rembempl221102a	Remboursement colloque architecture et intinérance	Parcs et installations (B23K12)	08-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	300,00 $
Guyon, Christian (153146)	rembempl221031	Remboursement pour achat d'une pochette	Ressources humaines (B23K04)	08-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	41,26 $
	rembempl221118	Remboursement de kilométrages	Ressources humaines (B23K04)	22-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	186,96 $
Hydro Westmount (107914)	934502	Frais électricité / Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Voirie (B23K10)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	32,22 $
Joanie Douville (664540)	03	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture et bibliothèques (B23K18)	10-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	210,00 $
Kono Securite (577913)	1493	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture et bibliothèques (B23K18)	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	104,78 $

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
L'Agence Station Bleue Inc. (129255)	221022	Spectacle Kaléidoscope le 22 octobre 2022 à l'église St-Jax	Culture et bibliothèques (B23K18)	01-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	369,56 $
L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285)	1124896	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Voirie (B23K10)	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	17,39 $
	1124899	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Inspection et entretien	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	17,39 $
	1125374	Cartes d'affaires	Permis et inspection (B23K28)	16-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	17,39 $
La Compagnie De Refrigeration Ray Inc. (190466)	113867	Vérif ventillation dans local 02B-07 au 2 étage	Voirie (B23K10)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	411,56 $
La Maison Des Cultures Nomades (155398)	220727	Spectacle Kanen le 27 juillet 2022 au Square Cabot	Culture et bibliothèques (B23K18)	14-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	3 000,00 $
La Viree Des Ateliers (355804)	1006	Électricien	Culture et bibliothèques (B23K18)	18-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	459,90 $
Lafleche, Simon (238399)	rembempl221108	Remboursement d'achat pour l'événment jeux de la rue	Division des sports, des loisirs et du développement social	08-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	65,51 $
Lariviere, Chantal (154495)	rembempl221031	Remboursement d'achat de thermos	Ressources humaines (B23K04)	09-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	48,67 $
Laurena Fineus (664504)	fr202211443lf	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	14-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Le Groupe Lam-E St-Pierre (536101)	fm0475210	Elingue chaine et tendeur cliquet	Voirie (B23K10)	08-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	663,57 $
Lorenz Herfurth (618753)	ccu221103	Frais d'honoraires membres CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	200,00 $
Maggie Cabana (569816)	ccu221103	Honoraires des membres du CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	400,00 $
Maison 4:3 Inc (452657)	2774	Projection	Division des sports, des loisirs et du développement social	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	629,93 $
Maria Karteris (326010)	ccu221103	Frais d'honoraires membres CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	500,00 $
Marianne Deryck (577927)	202221	Cours Zumba et Yoga	Division des sports, des loisirs et du développement social	02-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	682,42 $
Marie-Fatima Rudolf (665212)	193	Pour un atelier de musicothérapie donné le 16 octobre 2022 de 13h-14h à la Bibliothèque	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 $
Marie-Helene Cauvin (214014)	fr202211443mhc	Exposition Imaginaires souverains à la maison de la culture Janine-Sutto du 17 novembre au 15 janvier 2023	Culture et bibliothèques (B23K18)	02-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Metro Media (496024)	229795	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Communications et relations avec la communauté	31-oct-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	624,68 $

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Michael Patten (199049)	108	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture et bibliothèques (B23K18)	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	450,00 $
Michaelle Dora Sergile (664936)	fr202211443ms	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	14-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Ministere De La Justice- Bureau Des Infractions Et Amendes (131004)	1004006114023683	Contravention	Voirie (B23K10)	18-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	104,00 $
	1004006116100406	Contravention	Voirie (B23K10)	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	0,00 $
	1004006116100406	Contravention	Voirie (B23K10)	18-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	143,00 $
Multi-Pressions L.C. Inc. (117496)	se38255	Appel service, réparation fuite / Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Voirie (B23K10)	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	376,42 $
Myriam Jezequel (602659)	1511202201	Animation d'atelier	Culture et bibliothèques (B23K18)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 $
	1511202202	Animation d'atelier	Culture et bibliothèques (B23K18)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 $
Natacha Clitandre (232818)	fr202211443nc	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	14-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	546,98 $
Pascal Smarth (665147)	fr202211443ps	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	14-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
Pierre St-Arnaud, Arbitre (152336)	20221494	Frais inhérents arbitrage / Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Ressources humaines (B23K04)	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	236,22 $
Pinna, Sandy (604519)	rembempl221110	Rembours.aux employés des frais encourus	Greffe (B23K05)	10-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	23,15 $
Planete Amusements Inc. (169587)	11856	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Division des sports, des loisirs et du développement social	03-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	467,19 $
Profab 2000 Inc. (278637)	1030149	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Division des sports, des loisirs et du développement social	02-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	236,22 $
Rejean Martineau (569820)	ccu221103	Frais d'honoraires membres CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	400,00 $
Robitaille, Maryse (142373)	rembempl221110	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Division des sports, des loisirs et du développement social	11-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	195,17 $
Santinel Inc. (115546)	300096	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture et bibliothèques (B23K18)	02-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	135,43 $
Sebastien Potvin (513082)	2022j01	Heure du conte à la bibliothèque PèreAmbroise	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	377,95 $
Serruriers Amherst Inc. (117448)	29264	Clés	Voirie (B23K10)	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	51,23 $
Services Electriques Bilco Inc. (602871)	22164	Réparation d'une boite FD et installer prise GFI	Parcs et installations (B23K12)	08-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	232,00 $

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Six Creativelab (201751)	f2213c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Communications et relations avec la communauté	03-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	279,27 $
	f2214c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Communications et relations avec la communauté	03-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	279,27 $
	f2216c40	Production-affichette pour TP(SST et milieu de trv)-COMM-P-J-Poirier	Communications et relations avec la communauté	10-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	199,48 $
	f2218c40	Prod d'une affichettes-Bur ergonomique-COMM	Communications et relations avec la communauté	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	290,82 $
	f2222c40	Miseà-jour et prod d'un avis d»'Interruption temp-COMM-P-J-Poirier	Communications et relations avec la communauté	10-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	119,69 $
	f2224c40	Production sde 3 panneaux pr Parc des Royaux-COMM-P-J-Poirier	Communications et relations avec la communauté	10-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	239,37 $
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9843157203	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Inspection et entretien	02-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	269,39 $
	9843920286	Articles expédiés et retournés	Inspection et entretien	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	216,72 $
	9844656152	Articles expédiés	Inspection et entretien	17-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	118,23 $
	9845542719	Articles expédiés et retournés	Inspection et entretien	22-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	226,74 $
Societe Ecocitoyenne De Montreal (380164)	sem2022dtp	Remboursement de végétaux éco-quartier de Sainte-Marie 2023	Direction - Ville-Marie - non défini (B22K03)	16-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	661,79 $
Solutions Notarius Inc (119499)	384825	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Mobilité et planification	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	16,19 $
Stanley Fevrier (365248)	fr202211443sf	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	25-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	546,98 $
Stephane Martelly (260629)	fr202211443sm	Exposition Imaginaires souverains du 17 novembre 2022 au 15 janvier 2023 à la maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	22-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	521,00 $
	fr202212342	Cabaret littétraire le 10 décembre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B23K18)	22-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	2 800,00 $
Sylvain A. Trottier (265678)	gia2209	Animation d'un ateliers de jeu en présentiel	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	288,72 $
Tabasko Communications Inc. (185872)	38508	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Communications et relations avec la communauté	09-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	377,95 $
Tania Baladi (122442)	2202022	1 heure du conte 3-5 ans	Culture et bibliothèques (B23K18)	15-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	157,48 $
Taxelco Inc. (393888)	fac000231178	Coupon-diamond et frais d'administration	Division des sports, des loisirs et du développement social	18-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	34,70 $

Ville-Marie Montréal

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Novembre 2022

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Tony Chong (213853)	fr202212125	Voir addenda nouvelle sdf -Spectacle de danse : Invisible¿¿ présenté le Samedi 3 décembre 2022 à 19 h 30 à la Maison de la culture Janine-Sutto au 2550, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1W7	Culture et bibliothèques (B23K18)	29-oct-2022	CACHET D'ARTISTE	-880,00 $
	fr202212125a1	Spectacle Invisible le 3 décembre 2022 à la maison de la culture Janine-Sutto. Montant suite addenda 1	Culture et bibliothèques (B23K18)	01-nov-2022	CACHET D'ARTISTE	932,29 $
Traiteur Tiguidou (543667)	22441	Poche d'épis épluché	Division des sports, des loisirs et du développement social	11-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	209,97 $
Transport & Accord (129931)	2808	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture et bibliothèques (B23K18)	01-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	236,22 $
Tremblay, Gina (132077)	rembempl221107	Remboursement de kilométrage octobre 2022	Culture et bibliothèques (B23K18)	11-nov-2022	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	334,32 $
Veronica Elizabeth Lalli (569819)	ccu221103	Frais d'honoraires membres CCU(10 mai au 11 août 2022)-DAUM-Urb	Urbanisme (B23K26)	07-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	400,00 $
William Legare (665149)	1	Médiation OCPM :	Direction - Ville-Marie - non défini (B22K03)	11-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	773,76 $
	2	Médiation	Direction - Ville-Marie - non défini (B22K03)	18-nov-2022	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	1 000,00 $
					Total	**38 594,73 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228308002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106);

D'approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur

l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-12-05 15:03

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228308002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1

CONTENU

CONTEXTE

La Compagnie 9359-4851 Québec inc., propriétaire du lot 2 161 915 du cadastre du Québec, a déposé une demande de permis de construction portant le numéro 3001991074 pour l'agrandissement du bâtiment qui y est érigé et qui est situé au 235, boulevard René-Lévesque Est. Dans le cadre de l'étude de la demande de ce permis, une somme de 1 469 630,57 $ a été versée par le propriétaire à l'arrondissement à titre de somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (« Règlement 17-055 »).
Cette somme a été calculée conformément à l'article 5 du Règlement 17-055, suite au dépôt du rapport d'évaluation préparé par la firme CAPREA portant le numéro 20-02810, daté du 17 décembre 2020, conformément à l'article 6 du Règlement 17-055. Ce premier rapport établit la valeur marchande de la propriété à 16 044 000 $.

Or, le propriétaire a contesté devant le Tribunal administratif du Québec (« TAQ ») la valeur marchande du site établie par la firme CAPREA.

Suite à une analyse complémentaire de la firme CAPREA, un rapport amendé a été déposé le 18 janvier 2022 dans lequel elle établissait alors la valeur marchande de la propriété à 14 731

000 $. Cette valeur marchande prenait ainsi en compte une perte de superficie de plancher constructible. La somme compensatoire qu'aurait donc dû verser le propriétaire à l'arrondissement aux termes de la valeur établie dans ce rapport en vertu de l'article 5 du Règlement 17-055 était alors établie à 1 349 359,76 $. L'arrondissement a alors approuvé le 11 octobre 2022 une entente partielle de règlement et approuvé le remboursement d'une somme de 120 270,81$ payée en trop à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement. Malgré cette entente partielle, un litige sur la valeur marchande subsistait néanmoins.

Une audience a été fixée devant le TAQ les 11, 12 et 13 janvier 2023. La principale question qui demeurait en litige afin de déterminer la valeur marchande de la propriété en litige était de déterminer si l'arrondissement avait ou non exigé le maintien en place de la structure de l'immeuble en litige. Devant les risques associés à une audition reposant sur une preuve factuelle vraisemblablement contradictoire et considérant que certains interlocuteurs n'étaient plus à l'emploi de l'arrondissement, des négociations ont été tenues entre les représentants des parties afin de régler le litige hors cour. Une entente finale entre les parties est intervenue le 21 novembre 2022 selon laquelle la valeur marchande est établie à 10 775 000$ aux fins de la détermination de la somme compensatoire en vertu du Règlement 17-055.

L'arrondissement devra ainsi rembourser à 9359-4851 Québec inc. la somme totale de 482 640,57 $ en capital. En déduisant la somme de 120 270,81$ en capital déjà versée aux termes de la résolution CA22 240362 du conseil d'arrondissement, l'arrondissement devra verser la somme de 362 369,76 $ en capital, plus l'intérêt applicable en vertu de l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, RLRQ c A-19.1 (« LAU »), soit 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 1228308001 - Approuver l'entente de règlement partielle dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 120 270,81 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est (CA22 240362);
- 2216327001 - Accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 1 469 630,57 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 2 161 915 - 235, boulevard René-Lévesque Est – demande de permis 3001991074);

- Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055).

DESCRIPTION

Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1.

JUSTIFICATION

La demande de permis 3001991074 déposée par le propriétaire le 1er juin 2020 décrit les travaux à être réalisés comme suit : « Face à la rue Sainte-Élisabeth, boul. René-Lévesque Est et de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, agrandir en aire de bâtiment (852,76 mc), afin de créer un bâtiment contigu mixte de 19 étages (en surhateur), comportant 281 logements, un local commercial au rez-de-chaussée, 89 unités de stationnement de voitures et 100 unités de stationnement pour vélos, tels qu'aux plans approuvés. ».
La somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel est calculée conformément à l'article 5 du Règlement 17-055. Selon l'article 6 de ce règlement, la valeur du site doit être établie selon les concepts applicables en matière d'expropriation, aux frais du propriétaire, par un évaluateur agréé mandaté par la Ville. La Valeur doit être considérée à la date de réception de la demande de permis, en l'espèce le 1er juin 2020.

La Ville a mandaté la firme CAPREA afin d'établir la valeur marchande du site. Cette firme a produit un rapport daté du 17 décembre 2020 établissant la valeur marchande du site à 16 044 000 $. Le propriétaire a contesté devant le TAQ cette valeur.

Suite au dépôt du recours, plusieurs discussions ont eu lieu entre les représentants des parties. Faisant suite à ces discussions, la firme CAPREA a produit un rapport amendé daté du 18 janvier 2022 dans lequel elle établit la valeur marchande du site à 14 731 000 $ pour tenir compte de la perte de superficie de plancher constructible liée à la conservation du basilaire existant dans le bâtiment.

Le calcul de la somme compensatoire en vertu de la version originale du rapport de la firme CAPREA daté du 17 décembre 2020 est le suivant :

- Valeur du site selon l'article 6 du Règlement 17-055 pour un bâtiment mixte : 16 044 000 $ X (14 913 m² / 15 875 m²) = 15 071 758,85 $
- Somme compensatoire à verser selon l'article 5 du Règlement 17-055 : (10 % x 15 071 758,85 $ / 281) x (281 – 0 – 7) = 1 469 630,57 $

Le calcul de la somme compensatoire en vertu de la version amendée du rapport de la firme CAPREA daté du 18 janvier 2021 est le suivant :

- Valeur du site selon article 6 du Règlement 17-055 pour un bâtiment mixte : 14 731 000 $ x (14 913 m² / 15 875 m²) = 13 838 324,58 $
- Somme compensatoire à verser selon l'article 5 du Règlement 17-055 : (10 % x

13 838 324,58 $ / 281) x (281 – 0 – 7) = 1 349 359,76 $

La différence entre la somme compensatoire payée par 9359-4851 Québec inc. (1 469 630,57 $) et la somme compensatoire exigible suite au rapport amendé (1 349 359,76 $) était de 120 270,81 $. Il y a donc eu remboursement de cette somme au propriétaire au terme de la résolution CA22 240362.

Une entente finale est intervenue avec le propriétaire le 21 novembre 2022. Cette entente finale permet d'éviter les risques liés à la tenue d'une audition où la principale question qui aurait fait l'objet du débat devant le TAQ aurait été de déterminer si l'arrondissement avait ou non exigé le maintien en place de la structure de l'immeuble en litige. L'audition aurait ainsi reposée sur l'administration d'une preuve factuelle vraisemblablement contradictoire dans un contexte où certains représentants de l'arrondissement de l'époque ne sont plus à son emploi. L'issue de cette audition était donc incertaine.

Aux termes de cette entente finale, la valeur marchande convenue entre les parties est de 10 775 000,00 $. Considérant les positions respectives initiales des parties, cette somme est raisonnable.

Le calcul de la somme compensatoire en vertu de l'entente finale intervenue entre les parties est le suivant :

- Valeur du site selon article 6 du Règlement 17-055 pour un bâtiment mixte : 10 775 000 $ x (14 913 m² / 15 875 m²) = 10 122 052,00 $
- Somme compensatoire à verser selon l'article 5 du Règlement 17-055 : (10 % x 10 122 052 / 281) x (281-0-7) = 986 990,00 $

Conséquemment, il y a alors lieu d'approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement relativement au versement de la somme compensatoire en vertu du Règlement 17-055.

Sur adoption de la résolution de l'arrondissement approuvant le remboursement de la somme de 362 369,76 $ en capital et des intérêts applicables conformément à l'article 117.13 de la LAU, 9359-4851 Québec inc. transmettra une quittance à l'arrondissement et signera l'entente de règlement hors cour à être déposée au TAQ et le chèque au montant de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ en capital plus 70 781,06 $ en intérêts applicables au 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la LAU sera ensuite remis à 9359-4851 Québec inc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il y aura lieu d'effectuer un remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ en capital au propriétaire du site et 70 781,06 $ à titre d'intérêts applicables conformément à l'article 117.13 de la LAU, à compter de la date du versement de la somme par 9359-4851 Québec inc. à l'arrondissement, à savoir le 23 avril 2021.
Cette somme sera prélevée à partir du fonds de revenus reportés suivants : parcs de terrains de jeux, le tout tel qu'indiqué dans la certification de fonds.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Fredy Enrique ALZATE POSADA, Ville-Marie
Maxime BLAIN, Ville-Marie

Lecture :

Maxime BLAIN, 24 novembre 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo PEPIN
avocat(e) 1

Tél : 514-589-7285
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-30

Nicolas DUFRESNE
Chef de division

Tél : 514 872-0128
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2022-12-01

Patrice GUAY
directeur(-trice) de service - affaires juridiques et avocat(e) en chef
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2022-12-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228308002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1



Demande de permis 3001991074_2020-01-06.pdf



Transaction conditionnelle à l'approbation signée.pdf



306171 BAM - Ville-Marie - Facture #1170-1399.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugo PEPIN
avocat(e) 1

Tél : 514-589-7285
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Téléphone : 514 868-4546 Télécopieur : 514 872-3567

Demande de permis

Travaux d'agrandissement

Numéro	Date de la demande
3001991074	2020-06-01

Emplacement des travaux

Localisation 235, boulevard René-Lévesque Est, 1211 avenue de l'Hôtel-de-Ville, 1200, 1202,1204, 1206 rue Sainte-Élisabeth **Quartier inspection** 06

Adresse principale 235 boulevard René-Lévesque Est (Montréal)

Entre STE ELISABETH **et** HOTEL DE VILLE

Nature des travaux

Description Face à la rue Sainte-Élisabeth, boul. René-Levesque Est et l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, agrandir en aire de bâtiment (852,76 mc), afin de créer un bâtiment contigu mixte de 19 étages (en surhauteur), comportant 281 logements,un local commercial au rez-de chaussée, 89 unités de stationnement de voitures et 100 unités de stationnement pour vélos, tels, qu'aux plans approuvés.

Usage existant Commerces et bureaux **Usage projeté** rc commercial étages 281 logements

Type de bâtiment Commercial **Catégorie** Mixte

Nbre d'unités de logements 281 **Nbre de place d'affaires** 0 **Nbre de nos municipaux** 4

Documents soumis pour étude

Plans 3 **Devis** NON **Photo** NON

Remarque

Informations complémentaires

No compte foncier 19092955 **Coût des travaux** 64,789,093.00 **Frais d'étude** 2,132,989.11

Statuts patrimoniaux ; CV

No lot au cadastre 2161915

Date début travaux **Date fin travaux**

Intervenants

Propriétaire 9359-4851 Québec inc. 235, boulevard René-Lévesque Est, bureau 020 Montréal, Québec H2X 1N8 CANADA Pers. ressource : Labid Aljundi	**En qualité de** Président	**Téléphone** 514 866-5076 **Tél soir** **Cellulaire** **Télécopieur** **e-mail** labid@mtldev.com	
Demandeur Béique Legault Thuot Architectes 480, boulevard Saint-Laurent, bureau 303 Montréal, Québec H3Y 3Y7 CANADA Pers. ressource : Olivier Legault	**En qualité de** Architecte	**Téléphone** 514 288-5050 **Tél soir** **Cellulaire** 514 588-6924 **Télécopieur** **e-mail** olegault@blta.ca	**poste** 252
Signataire Olivier Legault 480, boulevard Saint-Laurent, bureau 303 Montréal, Québec H3Y 3Y7 CANADA	**En qualité de** Architecte	**Téléphone** 514 288-5050 **Tél soir** **Cellulaire** **Télécopieur** **e-mail** olegault@blta.ca	**poste** 252

Note: Ce document n'autorise pas le début des travaux.

Olivier Legault		
Nom du signataire de la demande Écrire en lettres moulées	Signature	Date

Demande prise par Berezovski, Nina

Ville-Marie
Montréal
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Téléphone : 514 868-4546 Télécopieur : 514 872-3567

Demande de permis

Travaux d'agrandissement

Numéro	Date de la demande
3001991074	2020-06-01

Emplacement des travaux

Localisation 235, boulevard René-Lévesque Est, 1211 avenue de l'Hôtel-de-Ville, 1200, 1202,1204, 1206 rue Sainte-Élisabeth **Quartier inspection** 06

Adresse principale 235 boulevard René-Lévesque Est (Montréal)

Entre STE ELISABETH **et** HOTEL DE VILLE

Encaissement

No référence	Date création	Code produit	Description produit	Coût produit	Taxe produit	Coût travaux	Reçu	Date reçu	Note Document
476147	2020-06-01	52063	Transform. batiment mixte	634,933.11		64,789,093.00	11710000000652	2020-06-19	
476260	2020-06-02	52041	Numéro civique municipal	70.00		.00	11710000000606	2020-06-05	
476261	2020-06-02	52041	Numéro civique municipal	70.00		.00	11710000000606	2020-06-05	
476262	2020-06-02	52041	Numéro civique municipal	70.00		.00	11710000000606	2020-06-05	
476263	2020-06-02	52041	Numéro civique municipal	70.00		.00	11710000000606	2020-06-05	
476265	2020-06-02	52096	Frais d'évaluation pour frais de parcs (taxable)	975.00	146.01	.00	11710000000606	2020-06-05	
499889	2021-04-16	52025	E.charretiere-trottoir béton	27,100.43		.00	11680000004839	2021-04-16	
499891	2021-04-16	52032	Fonds compensation/parcs	1,469,630.57		.00	11700000001399	2021-04-23	
501155	2021-04-29	52041	Numéro civique municipal	70.00		.00	11680000005050	2021-05-06	
Total encaissement				2,132,989.11	146.01	64,789,093.00			
Total prêt à encaisser				0.00					

Note: Ce document n'autorise pas le début des travaux.

Olivier Legault		
Nom du signataire de la demande Écrire en lettres moulées	Signature	Date

Demande prise par Berezovski, Nina

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
(section des affaires immobilières)

TAQ : SAI-M-309038-2106

9359-4851 QUÉBEC INC.

Requérante

c.

VILLE DE MONTRÉAL

et

L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Intimée

TRANSACTION CONDITIONNELLE À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

ATTENDU qu'en date du 1er juin 2020, la partie demanderesse a présenté une demande de permis d'agrandissement (# 3001991074) relativement au lot 2 16 915 du cadastre du Québec dont elle est propriétaire ;

ATTENDU qu'en date du 23 avril 2021, la partie demanderesse a payé à la partie défenderesse la somme de 1 469 630,57 $ à titre de contribution pour fins de parc, tel que réclamé par la partie défenderesse ;

ATTENDU que la valeur du site aux fins du calcul de la contribution pour frais de parc avait été établie à 16 044 000,00 $ par la partie défenderesse selon un rapport de la firme CAPREA ;

ATTENDU que le ou vers le 31 mai 2021, la partie demanderesse déposait devant le Tribunal administratif du Québec (ci-après « TAQ ») un recours en contestation de la valeur du site conformément aux dispositions des articles 117.7 et suivants

de *la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ, c. A -19.1 (ci-après « LAU ») aux fins du calcul de la contribution pour frais de parc en l'instance ;

ATTENDU que le 21 novembre, le procureur de la requérante a indiqué que sa cliente acceptait l'offre soumise par la procureure de l'intimée, décrite plus amplement ci-dessous ;

ATTENDU que la présente transaction est conditionnelle à son approbation par le conseil d'arrondissement de l'intimée et le conseil d'administration de la requérante ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente ;
2. Les parties conviennent que la valeur du site pour la contribution pour fins de parc est établie à 10 775 000 $;
3. L'arrondissement de Ville-Marie s'engage à rembourser à la requérante le montant de la contribution payé en trop, par chèque émis à l'ordre de 9359-4851 Québec inc. ;
4. Cette somme portera intérêt au taux applicable sur les arrérages de taxes conformément à l'article 117.13 LAU, à compter du 23 avril 2021, et ce, jusqu'à l'émission du chèque ;
5. La partie requérante s'engage à signer une quittance, préalablement à ou au moment de la remise du chèque ;
6. Le chèque sera transmis au procureur de la partie demanderesse à la suite de l'approbation finale par le conseil d'arrondissement ;
7. La présente transaction est conditionnelle à son approbation par le conseil d'arrondissement de l'intimée et le conseil d'administration de la requérante ;

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ :

Signé à Montréal, le 25 novembre 2022



Me Robert Caron
Procureur de la requérante 9359-4851 Québec inc.

Signé à Longueuil le 25 novembre 2022



Me Martine Burelle
Procureure de l'intimée

Montréal

Isabelle FORTIER <isabelle.fortier@montreal.ca>

306171 BAM - Ville-Marie - Facture #1170-1399

1 message

SPDV Administration <support.rde@montreal.ca>
À : isabelle.fortier@montreal.ca

1 décembre 2022 à 09 h 51

306171 BAM - Ville-Marie
800 boulevard De Maisonneuve Est
Montréal, Québec, H2L4L8

FACTURE #1170-1399
2021-04-23 08:47:37 - Melissa J
Terminal : 306171 - VM-BAM-P05
NTU 01170 00000 01399

DUPLICATA

9359-4851 Québec Inc.
235, René-Levesque Est
Montréal, Qc
ca

Produits	Détail	Quantité	Total
52032	Fonds compensation/parcs *# Ref: 499891* *No demande: 3001991074*	1	1 469 630.57 $

Sous-total : 1 469 630.57 $

Total : 1 469 630.57 $

Chèque personnel : 1 469 630.57 $
0000925

Remise : 0.00 $

TPS 121364749
TVQ 1006001374
Il est désormais possible d'accéder à votre
solde de taxes en ligne sur Montreal.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs

Dossier # : 1228308002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106) et approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1228308002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-12-05

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 514 872-4512

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1228308002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver l'entente de règlement finale dans le cadre du litige entre 9359-4851 Québec inc. et l'arrondissement de Ville-Marie relativement au versement d'une somme compensatoire en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) (T.A.Q. : SAI-M-309038-2106);

Approuver le remboursement d'une somme de 433 150,82 $, soit 362 369,76 $ payée en trop et versée à titre de somme compensatoire par 9359-4851 Québec inc. en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement visant le lot 2 161 915 du cadastre du Québec situé au 235, boulevard René-Lévesque Est ainsi que des intérêts applicables de 70 781,06 $ en date du 16 décembre 2022 conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19.1."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 433 150,82 $

	Années antérieures	2022
Montant		433 150,82 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 362 369,76 $ Remboursement au montant de 362 369,76 $ en provenance du Fonds des parcs

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	25507	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 70 781,06 $ Versement des intérêts applicables, en date du 16 décembre, conformément à l'article 117.13 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c A-19

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306110	01819	66501	015805	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2022-12-05**

Date et heure système : 05 décembre 2022 13:50:08

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1222678044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2023

D'adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-04 13:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1222678044**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2023

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 145 de la Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), le conseil d'arrondissement peut prévoir une tarification pour financer en tout ou en partie ses biens, services ou activités. Cette tarification est révisée annuellement afin d'y apporter les modifications nécessaires.
Le présent dossier vise à adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2023, visant les services offerts aux citoyens de l'arrondissement, à l'exclusion des tarifs prévus aux Règlements sur les tarifs sous la responsabilité des autres arrondissements, du conseil municipal et du conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240517 (14 décembre 2021) - Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2022
CA20 240571 (8 décembre 2020) - Adopter le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2021

CA20 240128 (10 mars 2020) - Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020

DESCRIPTION

Pour l'exercice financier 2023, l'orientation générale retenue est une indexation de 2,5 % des tarifs par rapport aux tarifs de l'exercice financier 2022.
Faits saillants:

- Les tarifs relatifs aux bibliothèques demeureront identiques à ceux de 2022 afin de tenir compte des tarifs de l'ensemble du réseau des bibliothèques de la Ville de Montréal;

- Abolition de la tarification pour la location d'un espace de jardinage réservé aux résidants;

- L'arrondissement offrira gratuitement, en régie, le programme de la société de sauvetage;

- Certains tarifs relatifs au travaux dans le domaine public ont été ajustés en fonction de la valeur marchande de ces travaux;

- Les tarifs liés à l'occupation du domaine public ont été ajustés afin, notamment, de les arriver avec les tarifs des autres arrondissements;

- Des changements ont été apportés à la majorité des tarifs dans tous les domaines d'activités relevant de l'autorité de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

L'adoption d'un nouveau Règlement sur les tarifs de l'arrondissement est nécessaire afin de mettre à jour certaines tarifications pour l'année 2023.
Comme pour les années précédentes, les unités d'affaires ont procédé à la révision de leurs tarifs en tenant compte des coûts encourus par l'arrondissement. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) de l'arrondissement de Ville-Marie sera appelé à remplacer le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise à jour de la tarification 2023 par les différentes unités d'affaires a donné lieu, dans certains cas, à de nouveaux tarifs, à des modifications et à des abolitions de tarifs. L'analyse des tarifs a été effectuée afin de valider les principales modifications pour le budget 2023.
Un document appelé « Règlement en couleur » est joint au présent dossier afin de permettre l'appréciation et l'analyse des changements.
L'atteinte des objectifs de recettes prévues au budget de 2023 est tributaire de l'application de ces tarifs.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas directement. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier décisionnel. Toutefois, ce dossier est relié indirectement à la priorité 19. de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalais (es) des milieux de vie sécuritaires, de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins. Les tarifs exigés dans différents domaines d'activités relevant de la compétence de l'arrondissement permettront de maintenir le niveau et la qualité des services de proximité aux citoyen (nes) de Ville-Marie, et ce, en lien avec la préoccupation de maintenir les tarifs les plus bas possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : CA du 8 novembre 2022
Adoption : CA du 6 décembre 2022
Avis public de promulgation : 10 décembre 2022
Entrée en vigueur : 1er janvier 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-31

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél :
Approuvé le : 2022-11-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1222678044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2023


CA-24-XXX_Tarifs 2023_PROJET.doc


Règlement_tarifs_comparatif.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-xxx **Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2023**

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 6 décembre 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent, lorsqu'exigibles, la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), à moins d'indication contraire.

2. À moins d'indication contraire, toute somme exigible est payable avant la délivrance du bien ou du service requis ou s'il s'agit d'une activité, avant la participation à cette activité sous réserve de l'impossibilité de l'arrondissement de percevoir le tarif exigible avant l'événement occasionnant la délivrance du bien, du service ou le début de l'activité.

Dans le cas où l'arrondissement n'a pas été en mesure de percevoir le tarif fixé au préalable, la personne responsable du paiement est tenue de l'acquitter dans les 30 jours suivant la réception d'une facture à cet effet.

3. Le fait pour un requérant d'acquitter ou d'offrir d'acquitter le montant prescrit par ce présent règlement pour l'utilisation d'un bien ou d'un service ou pour bénéficier d'une activité ne le dispense pas de respecter les obligations, conditions, modalités ou procédures de l'arrondissement que doit respecter un requérant pour l'utilisation d'un bien ou d'un service ou pour bénéficier d'une activité mentionnée dans ce règlement.

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

4. Aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une construction en surhauteur :

a) d'une superficie de plancher de moins de 10 000 m^2 : 5 439 $

b) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 et plus : 10 867 $

c) d'une modification d'une construction en surhauteur déjà approuvée ou en droits acquis : 1 930 $

2° pour l'étude d'une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel :

a) pour les usages « aire d'agriculture urbaine dans des bacs » et « aire de vente, d'entreposage ou d'étalage de produits agro-alimentaires (tels que fleurs, plantes, fruits et légumes) » sur un terrain non bâti : 320 $

b) pour tout autre usage : 965 $

3° pour l'étude d'une demande d'ordonnance édictée en vertu de l'article 560 de ce règlement : 267 $

4° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : 3 626 $

5° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4°: 320 $

Le tarif prévu au paragraphe 3° ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'ordonnance vise une Société de développement commercial.

Le tarif prévu au paragraphe 5° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

5. Aux fins du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation mineure pour un projet :

a) de clôture ou d'enseigne : 602 $

b) de superficie et dimension d'un lot : 602 $

c) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 602 $

d) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : 1 205 $

e) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 1 450 $

f) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 1 930 $

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue au paragraphe 1°: 320 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragraphe 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

6. Aux fins du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) ou d'une modification d'un programme de développement, il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de projet particulier d'occupation ou

d'enseigne : 1 930 $

2° pour l'étude d'une demande de projet particulier de construction ou de modification :

a) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 1 930 $

b) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : 10 867 $

c) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 24 154 $

d) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 36 232 $

3° pour l'étude d'une modification d'un projet particulier déjà autorisé par résolution ou d'un programme de développement déjà autorisé par règlement

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de moins de 500 m^2 : 1 930 $

b) de construction ou de modification d'une superficie de 500 m^2 et plus : 3 626 $

4° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° : 320 $

Le tarif prévu au paragraphe 4° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

7. Aux fins du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de démolition, sauf pour la démolition d'une dépendance dont l'usage est accessoire à l'habitation : 2 264 $

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande de certificat d'autorisation de démolition : 183 $

3° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de travaux sur la rive, le littoral et dans une plaine inondable : 115 $

4° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : 261 $

4°.1 pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation courte durée, il sera perçu : 115 $

5° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :

a) pour une enseigne : 14 $ /m^2

minimum par enseigne : 188 $

b) pour une enseigne publicitaire : 14 $ /m^2

minimum par enseigne : 429 $

5.1° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de dispositif d'éclairage : 188 $

6° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de café- 261 $

terrasse :

7° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'antenne : 868 $

8° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagements paysagers : 115 $

9° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement de sol : 78 $

10° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de piscine :

a) pour une piscine intérieure ou comprise dans un bâtiment : 0 $

b) pour une piscine extérieure : 115 $

11° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aire de chargement ou de stationnement :

a) pour une aire de chargement ou de stationnement intérieure : 0 $

b) pour une aire de chargement extérieure : 115 $ *par unité de chargement*

c) pour une aire de stationnement extérieure de moins de 5 unités de stationnement : 58 $

d) pour une aire de stationnement extérieure de 5 unités de stationnement et plus, mais d'une superficie de moins de 1 000 m² : 115 $

e) pour une aire de stationnement extérieure de plus de 1 000 m² : 288 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragraphe 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

8. Aux fins de l'abrogation d'un règlement autorisant un programme de développement, il sera perçu pour l'étude d'une demande : 1 930 $

9. Aux fins du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., chapitre C11), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir :

a) par emplacement : 304 $

b) par logement visé : 60 $

maximum par immeuble 3 018 $

10. Aux fins de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : 1 930 $

11. Pour les frais de publication des avis requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), du Règlement sur les dérogations mineures (CA24008), du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA24-215), d'un programme de développement, du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., chapitre C-11) et de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour un avis public relatif à une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel : 533 $

2° pour un avis public relatif à l'entrée en vigueur d'une ordonnance édictée en vertu de l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) : 533 $

3° pour les avis publics relatifs à une demande de modification de zonage : 3 199 $

4° pour un avis public relatif à une demande de dérogation mineure : 533 $

5° pour les avis publics relatifs à une demande de projet particulier ou de modification d'un programme de développement :

a) comportant uniquement un ou des objets ne nécessitant aucune approbation par les personnes habiles à voter : 1 600 $

b) comportant au moins un objet susceptible d'approbation référendaire : 3 199 $

6° pour un avis public relatif à une demande de certificat d'autorisation de démolition : 533 $

7° pour un avis public relatif à une demande d'abrogation d'un règlement autorisant un programme de développement : 523 $

8° pour un avis public relatif à une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise : 533 $

9° pour un avis public relatif à une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : 533 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'autorisation vise une société de développement commercial.

12. Pour les frais d'affichage requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), et au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), il sera perçu :

1° pour l'affichage relatif à une demande d'usage conditionnel : 800 $

2° pour l'affichage relatif à une demande de projet particulier :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 800 $

b) de construction ou de modification d'une superficie de plancher de 500 m^2 et plus : 1 066 $

3° pour l'affichage relatif à une demande de démolition d'immeuble :

a) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de 15 mètres et moins : 800 $

b) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de plus de 15 mètres: 1 066 $

13. Aux fins du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre O1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : 1 046 $

b) chaque lot additionnel contigu : 94 $

2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : 523 $

b) chaque lot additionnel contigu : 94 $

14. Aux fins du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (RLRQ, chapitre Q-2, r. 23.1), il sera perçu :

1° Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité : 258 $

15. Aux fins de la Loi sur les établissements d'hébergement touristiques (RLRQ, chapitre E14.2), de la Loi sur les permis d'alcool (RLRQ., chapitre P-9.1) ou du Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P40.1, r. 3), il sera perçu :

1° Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité : 52 $

16. Aux fins du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis 63 $

2° pour la délivrance d'un permis de musicien ou d'amuseur public : 87 $

17. Aux fins du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : 63 $

2° pour la délivrance du permis d'artisan ou d'artiste : 238 $

3° pour la délivrance d'un permis de représentant d'artistes ou d'artisans : 78 $

4° pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant : 58 $

5° pour la location des kiosques d'artistes –exposants : 0 $

18. Pour le remplacement d'un permis perdu visé à l'article 16 ou à l'article 17, il sera perçu : 63 $

CHAPITRE III
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

19. Pour un abonnement donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1° résidant ou contribuable de la Ville, valide 2 ans : 0 $

2° représentant d'un organisme (adulte et jeune) situé sur le territoire de la Ville, valide 1 an : 0 $

3° non résidant de la Ville

a) jeune (0-13 ans), valide 1 an : 44 $

b) étudiant fréquentant à temps complet une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville, valide 1 an : 0 $

c) aîné (65 ans et plus), valide 1 an : 56 $

d) employé de la Ville, valide 1 an : 0 $

e) adulte (14-64 ans), valide 1 an : 88 $

L'abonnement court à partir de la date d'abonnement.

20. Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue ou abîmée, il sera perçu :

1° jeune, étudiant non résidant (0-13 ans) et organisme jeune : 2 $

2° aîné (65 ans et plus) : 2 $

3° adulte, étudiant non résidant (14-64 ans) et organisme adulte : 3 $

21. À titre de compensation pour perte et dommages, il sera perçu :

1° pour la perte d'un article emprunté :

a) le coût du document, plus 5 $ de frais de remplacement non remboursable, ou, dans le cas d'un article ancien ou rare, la valeur de l'article, telle qu'elle est inscrite dans la base de données du réseau;

b) en l'absence d'inscription dans la base de données :

i) document jeune : 7 $

ii) document adulte : 15 $

2° pour la perte d'une partie d'un ensemble :

a) boîtier de disque compact : 2 $

b) pochette de disque : 2 $

c) livret d'accompagnement : 2 $

d) document d'accompagnement : 2 $

3° pour dommage à un article emprunté :

a) s'il y a perte totale ou partielle du contenu : le tarif fixé au paragraphe 2° ou 3°;

b) sans perte de contenu :

i) reliure : 7 $

ii) bris mineur : 2 $

Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

Aux fins du présent article, lorsqu'un article emprunté est en retard de plus de 31 jours par rapport à la date limite fixée pour son retour, cet article est considéré comme perdu et les tarifs fixés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa s'appliquent.

Aucun prêt ou renouvellement de document n'est consenti à un abonné qui n'a pas acquitté les frais prévus au paragraphe a) si le solde de son dossier excède 5 $ pour un jeune (13 ans et moins), un organisme jeune ou un aîné (65 ans et plus), et 10 $ pour un adulte (14-64 ans) ou un organisme adulte.

L'abonné qui a défrayé les montants de pénalités en raison de dommage majeur d'un document peut sur demande le conserver.

22. Pour le service de photocopie et impression, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 11, recto : 0,10 $

2° photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 11, recto/verso : 0,20 $

3° photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 14, recto : 0,10 $

4° photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 14, recto/verso : 0,20 $

5° photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 17, recto : 0,20 $

6° photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 17, recto/verso : 0,40 $

7° photocopie et impression couleur, 8,5 x 11, recto : 0,50 $

8° photocopie et impression couleur, 8,5 x 11, recto/verso : 1,00 $

9°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 14, recto :	0,50 $
10°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 14, recto/verso :	1,00 $
11°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 17, recto :	1,00$
12°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 17, recto/verso :	2,00 $

SECTION II
CENTRES COMMUNAUTAIRES

23. Pour la location ponctuelle des espaces et des installations dans un centre communautaire et/ou sportif, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1°	gymnase simple :	
	a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) :	110 $ / h
	b) organisme à but non lucratif :	125 $ / h
	c) compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive :	30 $ / h
	d) temps de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c) :	28 $ / h
	e) autres :	146 $ / h
2°	gymnase double :	
	a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) :	164 $ / h
	b) organisme à but non lucratif :	183 $ / h
	c) compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive :	44 $ / h
	d) temps de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c) :	28 $ / h
	e) autres :	219 $ / h
3°	salle :	
	a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) :	27 $ / h
	b) organisme à but non lucratif :	33 $ / h
	c) autres :	39 $ / h
4°	auditorium, l'heure :	110 $ / h
5°	locaux d'appoint liés à la location :	0 $

24. Pour la location mensuelle des espaces et des installations dans un centre communautaire

et/ou sportif, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° frais de service pour usage exclusif :

a) pour un local d'une superficie de plancher de 90 m^2 et moins : 213 $ / mois

b) pour un local d'une superficie de plancher de 91 m^2 à 165 m^2 : 366 $ / mois

c) pour un local d'une superficie de plancher de 166 m^2 et plus à 499 m^2 : 480 $ / mois;

Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION III
ARÉNAS

25. Pour l'usage des arénas, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour le patinage libre et hockey libre : 0 $

2° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de printemps de hockey et de patinage artistique : 0 $

b) école estivale de hockey, de ringuette, de patinage artistique et de vitesse 0 $

c) camp de jour : 35 $

d) hockey mineur et ringuette :

i) entraînement : 35 $

ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey : 0 $

iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal : 35 $

iv) série éliminatoire des ligues municipales : 0 $

e) patinage artistique : 35 $

f) initiation au patinage du « Programme canadien de patinage » pour les enfants de 17 ans et moins : 0 $

g) club de patinage de vitesse pour les jeunes : 0 $

h) programme de sport-étude (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement : 0 $

i) université, collège public ou privé : 81 $

j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 162 $

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 108 $

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 162 $

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 162 $

k) équipe ou club pour adultes non affilié à une fédération :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 183 $

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 118 $

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 183 $

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 183 $

l) partie-bénéfice :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 92 $

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 59 $

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 92 $

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 92 $

v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h : 81 $

m) gala sportif et compétition, incluant les locaux d'appoint et les locaux d'entreposage :

i) taux de base : 215 $

ii) taux réduit :

1. compétition locale ou par association régionale : 43 $

2. compétition par fédération québécoise ou canadienne : 87 $

3. compétition internationale : 130 $

3° pour la location d'une salle, l'heure : 32 $

4° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes :

i) par semaine : 27 $

ii) par mois : 54 $

b) organisme pour mineurs :

i) par semaine : 14 $

ii) par mois : 26 $

c) université, collège public ou privé :

i) par semaine : 14 $

ii) par mois : 26 $

Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 4 jours il sera perçu, de l'heure : 32 $

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés aux paragraphes 2º et 4º du premier alinéa s'applique.

SECTION IV
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

26. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle ou le baseball reconnu par une association régionale et ayant une convention avec la Ville de Montréal pour le territoire Montréal-Concordia, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° sans assistance payante :

a) permis saisonnier

i) équipe de Montréal : 230 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 461 $

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus.

b) permis de location de terrain ou permis saisonnier pour un organisme de régie reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal :

i) pour leurs entrainements : 0 $

ii) pour leur calendrier de compétition initial, équipe de Montréal : 0 $

iii) séries éliminatoires des ligues municipales : 0 $

iv) permis pour tournoi : 0 $

c) permis de location de terrains naturels par un organisme autre qu'un organisme de régie ou pour des équipes de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 36 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 71 $

iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention

iv) compétition de niveau provincial, national et international : 68 $

d) permis de location de terrains synthétiques par un organisme autre qu'un

organisme de régie, il sera perçu, de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 114 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 229 $

iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention

iv) compétition de niveau provincial, national et international : 230 $

e) permis de location d'un mini terrain de soccer ou demi-terrain synthétique pour un organisme autre qu'un organisme de régie reconnu ou pour une équipe de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 87 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 172 $

iii) Institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention

iv) compétition de niveau provincial, national et international : 170 $

f) permis d'utilisation pour activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par la direction de l'arrondissement : 0 $

g) permis pour les jeux de pétanque et de bocce et pour les pique-niques : 0 $

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % s'applique.

27. Pour la location d'un espace de jardinage réservé aux résidants, il sera perçu, par saison, toutes taxes comprises :

1° jardinet : 0 $

2° demi-jardinet et bac surélevé: 0 $

SECTION V
PISCINES

28. Pour l'usage d'une piscine, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° piscines intérieures gérées par l'arrondissement :

a) bain libre : 0 $

b) location d'une piscine, incluant un surveillant-sauveteur :

i) taux de base : 87 $ / h

ii) taux pour tout groupe hors Montréal : 173 $ / h

c) location d'une pataugeoire intérieure incluant un surveillant-sauveteur :

i) taux de base : 46 $ / h

ii) taux pour tout groupe hors Montréal : 92 $ / h

d) location d'une salle : 32 $

2° piscines intérieures gérées par un organisme ayant conclu une convention avec l'Arrondissement :

a) bain libre : 0 $

3° pataugeoires extérieures gérées par l'Arrondissement : 0 $

Pour un organisme montréalais s'occupant de personnes handicapées, une réduction de 35 % s'applique.

29. Pour les cours ci-dessous, il sera perçu :

1° Sauvetage – Médaille de bronze : 0 $

2° Sauvetage – Croix de bronze : 0 $

3° Sauvetage – Sauveteur national – piscine : ° 0 $

3° Premiers soins général / DEA : 0 $

SECTION VI
GRATUITÉS

30. La clientèle adulte visée aux sous-paragraphes j) et k) du paragraphe 1° de l'article 25, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon la disponibilité des plages horaires

Les tarifs prévus aux sections II à V du Chapitre III du présent règlement ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées pour lesquelles ce soutien est nécessaire.

SECTION VII
LOCATION MAISON DE LA CULTURE ET BIBLIOTHÈQUES

31. Pour la location des locaux de la maison de la culture Janine-Sutto, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour les organismes sans but lucratif, les écoles, les garderies, les CPE et les organismes et institutions ayant un partenariat avec la maison de la culture Janine Sutto :

a) salle d'exposition : 0 $

b) salle de spectacle : 0 $

c) hall d'accueil : 0 $

d) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et artistiques, pour chaque employé : 42 $ / h

2° pour les demandes individuelles et/ou corporatives, pour un minimum de 4 heures :

a) salle d'exposition : 94 $/h

b) salle de spectacle : 418 $/h

c) hall d'accueil : 105 $/h

d) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et artistiques, pour chaque employé : 42 $/h

L'arrondissement régit le nombre d'employés requis selon le type d'événements et les normes de sécurité en vigueur.

32. Pour la location des locaux des bibliothèques Père-Ambroise et Frontenac, sur les heures d'ouverture normale des bibliothèques uniquement, pour les organismes sans but lucratif, les écoles, les CPE et les garderies, il sera perçu pour :

a) tous les locaux dédiés au public : 0 $

b) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et d'équipement spécialisé, si applicables, il sera perçu pour chaque employé : 42 $ / h

L'arrondissement régit le nombre d'employés requis selon le type d'événements et les normes de sécurité en vigueur.

CHAPITRE IV
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

33. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine en application des règlements, il sera perçu :

a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton :

i) une longueur de 8 m ou moins : 495 $

ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres : 64 $

b) si la dénivellation ou l'élimination est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir :

i) en enrobé bitumineux, le mètre carré : 131 $

ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré : 587 $

iii) en pavé de béton, le mètre carré : 403 $

iv) en revêtement en béton granulats exposés, le mètre carré : 638 $;

v) bordure de béton, le mètre linéaire : 330 $

vi) bordure de granit (150 mm), le mètre linéaire : 1 068 $

vii) bordure de granite 300 mm, le mètre linéaire : 1 153 $

viii) plaques Podotactiles (unité) : 574 $

ix) nivellement puits accès CSEM (unité) : 448 $

x) manchon signalisation (unité) : 138 $

34. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir, il sera perçu :

1° l'axe du drain transversal, par puisard : 14 532 $

2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout : 16 698 $

35. Pour le déplacement d'un lampadaire, il sera perçu :

1° lampadaire relié au réseau de la Ville : 2 337 $

2° lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de Montréal : 6 398 $

36. Dans le cas de l'abattage d'un arbre, à la suite d'un dommage subi par accident ou toute autre cause, ou à la demande d'un intéressé lorsque l'arbre doit être enlevé parce qu'il nuit à la construction ou à l'utilisation d'une entrée pour véhicules ou à la construction d'un immeuble (pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2)), la compensation exigible est fixée comme suit :

1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol : 1 418 $

2° pour un arbre de 11 cm et plus mesuré à 1,40 m du sol : un montant déterminé d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (SIAQ), sans être inférieur à celui fixé au paragraphe 1°.

37. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la Ville en application des règlements, il sera perçu :

1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure : 89 $

2° pour l'exécution des travaux :

a) sans camion nacelle, l'heure : 220 $

b) sans camion nacelle et ramassage, l'heure : 279 $

c) avec camion nacelle, l'heure : 302 $

d) avec camion nacelle et déchiquetage, l'heure : 348 $

3° pour le transport, le ramassage et la disposition des rejets ligneux seulement, l'heure : 114 $

4° pour l'essouchement, l'heure : 190 $

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 36.

38. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre, notamment dans le cadre de la construction d'une entrée pour véhicules ou de la construction d'un immeuble, il sera perçu :

1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : 3 198 $

2° pour tout autre type de fosse d'arbre : 2 090 $

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 36.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS

39. Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu pour chaque panneau de 0,0929 m (1 pi^2) : 8 $

SECTION III
ASSERMENTATIONS

40. Pour l'assermentation d'une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu : 5 $

La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas appliquées à ce tarif.

CHAPITRE V
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

SECTION I
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

41. Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O0.1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire : 15 $

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente : 67 $

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : 581 $

3° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique du domaine public à des fins de café-terrasse: 77 $

4° pour les frais d'études techniques relatives à une demande de renouvellement à l'identique d'un permis de café-terrasse 51 $

5° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation temporaire du domaine public: 35 $

6° pour les frais de demande de modification des paramètres ou de prolongation d'un permis d'occupation temporaire du domaine public 20 $

Les tarifs prévus au paragraphe 1°b) du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas pour un renouvellement à l'identique d'un permis d'occupation périodique du domaine public à des fins de café-terrasse.

42. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour, toutes taxes comprises :

1° à l'arrière du trottoir, sur une surface non pavée ou dans une ruelle :

a) lorsque la surface occupée est de moins de 100 m^2 : 55 $/j

b) lorsque la surface occupée est de 100 m^2 à moins de 300 m^2 : 1,75 $/j/$m^2$

c) lorsque la surface occupée est de 300 m^2 et plus: 2,25 $/j/$m^2$

d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation, en plus du tarif fixé à l'un ou l'autre de ces sous-paragraphes : 45 $/j

2° sur une chaussée ou un trottoir :

a) lorsque la surface occupée est de moins de 50 m^2 : 60 $/j

b) lorsque la surface occupée est de 50 m^2 à moins de 100 m^2 : 75 $/j

c) lorsque la surface occupée est de 100 m^2 à moins de 300 m^2 : 1,75 $/j/$m^2$

d) lorsque la surface occupée est de 300 m^2 et plus: 2,25 $/j/$m^2$

3° sur une rue artérielle identifiée à l'annexe 1 du Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003), en plus des tarifs fixés aux paragraphes 1° et 2° :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : 80 $/j

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : 260 $/j

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : 650 $/j

d) si la largeur totale occupée est de 9 m et plus : 1 000 $/j

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à l'un ou l'autre de ces sous-paragraphes : 380 $/j

4° sur une rue autre qu'une rue visée au paragraphe 3, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : 40 $/j

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : 110 $/j

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : 220 $/j

d) si la largeur totale occupée est de 9 m à 12 m : 415 $/j

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à l'un ou l'autre de ces sous-paragraphes : 150 $/j

5° lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, en plus des tarifs prévus aux paragraphes 1° à 4°:

a) en compensation des travaux suivants :

i) l'enlèvement d'une borne de paiement, par borne : 288 $/borne

ii) pour l'enlèvement d'un premier parcomètre ou panonceau : 209 $

iii) pour l'enlèvement de chaque parcomètre supplémentaire ou chaque panonceau supplémentaire : 78 $

iv) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre ou pour la pose d'une housse sur un panonceau : 63 $

v) pour la pose de chaque housse supplémentaire sur un parcomètre ou un panonceau : 6 $

b) par jour, par place de stationnement, un montant équivalent au tarif horaire fixé pour l'utilisation de cette place prévu par le règlement sur les tarifs applicable le jour de l'occupation du domaine public multiplié par le nombre de jour;

c) par place de stationnement avec parcomètre :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de : 1,75 $ /h
21 $ / j

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de : 3,75 $ /h
45 $ / j

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour la Ville de Montréal, la Société de transport de Montréal, le ministère des Transports du Québec, Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée Bell Canada, Hydro-Québec ou Énergir, les tarifs prévus aux paragraphes 1° à 5º du premier alinéa ne s'appliquent pas.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º à 5º du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º à 4º du premier alinéa de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film.

Les tarifs de stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de la Ville s'appliquent aux stationnements administrés par l'Agence de mobilité.

43. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public constituée par l'installation d'une enseigne accessoire ou publicitaire sur un échafaudage ou une clôture de chantier, par jour, toutes taxes comprises :

1° dans le secteur délimité par le côté est du boulevard Saint-Laurent, le côté nord de la rue Saint-Antoine, le côté ouest de la rue Guy et le côté nord de la rue Sherbrooke :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,42 $

b) minimum par enseigne : 104 $

2° à l'extérieur du secteur mentionné au paragraphe 1º :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,31 $

b) minimum par enseigne : 52 $

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à celui prévu pour l'échafaudage ou la clôture de chantier.

44. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation permanente du domaine public : 15 % du pourcentage de la valeur du domaine public occupée prévu au Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), pour une occupation en tréfonds, aérienne ou au sol.

Le tarif prévu au présent article est payable pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour d'occupation.

Le tarif prévu au présent article, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière générale prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement.

Le tarif prévu au présent article n'est pas applicable, conformément à l'article 51 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1), à toute occupation au sol ou aérienne d'un bâtiment ou d'un élément architectural rattaché à un bâtiment existant le 17 août 1994 à moins que l'occupation soit modifiée.

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 120 $, toutes taxes comprises.

45. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation périodique du domaine public :

a) 4 % de la valeur de la partie du domaine public occupée et calculé selon les articles 27 à 29 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c.O-0.1).

b) 2 % de la valeur de la partie du domaine public occupée à des fins de café-terrasse et calculé selon les articles 27 à 29 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c.O-0.1).

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation périodique visée au présent article est de 120 $ et le prix maximal de 35 000 $.

46. Les tarifs prévus aux articles 41 et 45 ne s'appliquent pas à une occupation périodique du domaine public à des fins de placottoir.

47. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 45 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence : en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation;

2° pour tout exercice subséquent : en un seul versement visant tous les jours de l'occupation;

Dans le cas d'une occupation partielle de la période saisonnière d'occupation, le montant est ajusté au prorata du nombre de jours d'occupation réelle sur la base de la période complète de la période saisonnière d'occupation.

48. Pour une occupation périodique applicable uniquement à un café-terrasse, conformément à l'article 40.10 du Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 45 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° à l'égard d'une nouvelle demande de permis pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, le paiement des droits est fait en un seul versement équivalant à 122 jours ou au prorata du nombre de jours restants à la saison pour une demande déposée après le 15 juillet ;

2° à l'égard du renouvellement d'une demande de permis, le paiement des droits est fait en un seul versement équivalant à 122 jours.

Dans le cas où des travaux effectués occupent l'espace plus de 4 mois à l'intérieur de la période indiquée à l'art. 40.10 du Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), le montant est ajusté au prorata du nombre de jours d'occupation réelle sur la base de la période maximale

de 122 jours.

49. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations, toutes taxes comprises :

1°	la page :	3,25 $
2°	minimum :	13,50 $

50. Les tarifs prévus aux articles 41 et 42 ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé :

1° pour un tournage de film;

2° pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville;

3° pour l'aménagement aux fins d'embellissement;

4° à un éco-quartier;

5° à une société de développement commercial;

6° à une corporation de développement urbain;

7° pour le stationnement d'un véhicule de déménagement;

8° à Hydro-Québec pour les travaux touchant le réseau électrique seulement;

9° à Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée pour les travaux touchant les ponts seulement;

10° au ministère des Transports du Québec;

11° à la Société de transport de Montréal pour le réseau du métro seulement;

12° à la Commission des services électriques de Montréal;

13° pour tous travaux relatifs au Réseau technique urbain (RTU)

Malgré le premier alinéa, lorsqu'un permis est accordé pour un tournage de film, les tarifs prévus au sous-paragraphe c) du paragraphe 5°de l'article 42 s'appliquent

51. Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est établi, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), selon le tarif prévu au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 56.

52. Le tarif prévu à l'article 45 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

2° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

53. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., chapitre C-1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public : 192 $

2° pour la délivrance du permis : 5 $

54. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., chapitre C-1), il sera perçu pour l'occupation permanente du domaine public par un téléphone public, toutes taxes comprises, et ce, annuellement : 332 $

SECTION II
EXCAVATIONS

55. Il sera perçu pour la délivrance d'un permis d'excavation dans le roc ou de dynamitage : 58 $

56. Aux fins du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., chapitre E6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : 38 $

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

a) chaussée en enrobé bitumineux :

i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré : 128 $

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré : 192 $

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré : 403 $

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré : 403 $

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré : 131 $

e) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré : 587 $

f) bordure de béton, le mètre linéaire : 330 $

g) gazon, le mètre carré : 48 $

h) bordure de granit (150 mm), le mètre linéaire : 1 068 $

i) trottoirs à revêtement en béton granulats exposés, le mètre carré, 638 $

j) bordure de granite 300 mm (m) : 1 153 $

k) plaques Podotactiles (unité) : 574 $

l) nivellement puits accès CSEM (unité) : 449 $

m) signalisation (unité) : 138 $ 138 $

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation : les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2º;

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur : 270 $

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique : 86 $

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire :

i) sans tirants, le long de la voie publique : 208 $

ii) avec tirants, par rangée de tirants : 208 $

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au premier alinéa.

Le tarif prévu au paragraphe 1º du premier alinéa ne s'applique pas à un éco-quartier.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services électriques de Montréal et à l'Hydro-Québec.

57. Pour l'étude des demandes de permis d'excavation dans la chaussée et restauration de la chaussée, il sera perçu :

1° chaussée de béton et d'asphalte :

a) dalle de béton, le mètre carré d'excavation : 142 $

b) asphalte, le mètre carré d'excavation : 35 $

2° chaussée flexible :

a) asphalte 75 mm, le mètre carré d'excavation : 35 $

b) asphalte 230 mm, le mètre carré d'excavation : 90 $

c) asphalte 280 mm, le mètre carré d'excavation : 102 $

d) réparation temporaire à la surface, le mètre carré d'excavation : 68 $

3° restauration des trottoirs :

a) trottoir de béton, le mètre carré de restauration : 147 $

b) bordure en béton, le mètre linéaire de restauration :; 90 $

4° restauration des ruelles :

a) chaussée de béton, le mètre carré de restauration : 138 $

b) chaussée de béton et asphalte, le mètre carré de restauration : 175 $

5° restauration de pelouse, le mètre carré de restauration : 21 $

6° restauration de surface de terre, de concassé, ou autre, le mètre carré de restauration : 15 $

7° remplissage de l'excavation, le mètre cube : 68 $

8° coupe d'une bordure, le mètre linéaire : 58 $

9° coupe de trottoir, le mètre linéaire : 169 $

CHAPITRE VI
UTILISATION DES PESTICIDES

58. Aux fins du Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides (21-041), il sera perçu, pour l'obtention d'un permis annuel d'applicateurs commerciaux de pesticides, les frais prévus au règlement annuel de la Ville sur les tarifs, conformément à l'article 25, paragraphe 2° du Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides (21-041).

CHAPITRE VII
VENTE DE DOCUMENTS, PUBLICATIONS ET AUTRES ARTICLES

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

59. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux résidants

1° pour une vignette délivrée du 1er janvier au 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) (catégorie V) véhicule muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) : 62 $

b) (catégorie A) véhicule hybride non muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) et véhicule de cylindrée de 1,6 litre et moins : 104 $

c) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : 156 $

d) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : 209 $

e) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : 261 $

f) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : 366 $

2° pour une vignette délivrée du 1er avril au 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) (catégorie V) véhicule muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) : 31 $

b) (catégorie A) véhicule hybride non muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) et véhicule de cylindrée de 1,6 litre et moins : 52 $

c) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : 78 $

d) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litre : 105 $

e) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : 131 $

f) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : 183 $

3° pour une vignette délivrée du 1er juillet au 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :

a) (catégorie V) véhicule muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) : 62 $

b) (catégorie A) véhicule hybride non muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) et véhicule de cylindrée de 1,6 litre et moins : 104 $

c) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : 156 $

d) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : 209 $

e) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : 261 $

f) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : 366 $

Les tarifs exigibles pour la délivrance d'une vignette pour les résidents à faible revenu sont établis pour un seul véhicule seulement, et selon le tarif le plus bas prévu aux paragraphes 1° à 3°, selon le cas. Le montant équivalent au faible revenu de 24 019 $ pour l'année 2021 et de 24 499 $ pour l'année 2022 est basé sur les seuils établis par le tableau de l'Institut de la statistique - Québec, majoré de 2 %. Le résident à faible revenu doit fournir l'avis de cotisation provincial 2021 pour les vignettes délivrées du 1er avril au 30 juin 2023. À partir du premier juillet 2023, seul l'avis 2022 est accepté.

60. Aux fins de l'Ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage (C-4.1, o. 49), édictée en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage :

1° délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année : 1 500 $

2° délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante : 1 500 $

61. Les tarifs du stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de l'ancienne Ville de Montréal s'appliquent.

62. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., 180 $

chapitre C-4.1) pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu, toutes taxes comprises, pour l'étude et la délivrance de l'autorisation :

63. Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., chapitre. N-1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 73 $

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATION DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

64. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : 30 $

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS ET DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

65. Conformément à l'article 9 du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (chapitre A-2.1, r. 3), il sera perçu :

1° pour la fourniture d'une copie d'un règlement : 0,45 $ la page jusqu'à un maximum de 35 $ par règlement;

2° pour un rapport d'évènement ou d'accident : 17,20 $

66. Pour la fourniture de documents émanant de l'Arrondissement dont le tarif n'est pas autrement fixé, il sera perçu :

1° pour une photocopie ou impression de documents sur papier de format 11 x 17 ou moins : 0,45 $ la page;

2° pour une photocopie ou impression de documents sur papier de format supérieur à 11 x 17 : 2,65 $/pi^2/page

3° pour une copie d'images sur CD-ROM ou autre support informatique : 2,65 $/image.

67. Pour la fourniture de la liste mensuelle des permis de construction délivrés, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour un abonnement annuel : 439 $

2° pour un mois : 68 $

68. Pour les frais de recherche d'un plan de construction, il sera perçu, toutes taxes comprises, par bâtiment, pour la récupération sur microfilm : 63 $

69. Pour la fourniture d'un extrait informatique du registre des établissements et de l'emploi de l'Arrondissement, il sera perçu, toutes taxes comprises : 2 $ par place d'affaires inscrite dans l'extrait demandé.

CHAPITRE VIII
SERVICES ET FOURNITURES DIVERS

3 $

70. Pour les frais de photographie lors d'une demande de carte Accès Montréal, il sera perçu, toutes taxes comprises, la photographie :

71. Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant de la Bibliothèque de la Ville, toutes taxes comprises :

a) par courrier : 3 $

b) par télécopieur : 4 $

1° document relatif aux taxes émanant du Service des finances : 7,55 $

2° autre document : les frais de poste, de messagerie, de télécopie selon leur coût.

72. Pour le ramassage de biens laissés sur le domaine public suite à une éviction, il sera perçu, plus les taxes applicables :

1° dans le cas d'une éviction d'une unité d'habitation : 0 $

2° dans le cas d'une éviction d'un local où s'exerce un usage commercial ou industriel, le coût réel comprenant :

a) les frais de transport et de main-d'œuvre;

b) la prise d'inventaire et l'ouverture de dossier;

c) les frais d'entreposage;

d) les frais d'extermination;

e) la récupération des biens.

CHAPITRE IX
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

73. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou des contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif fixé par le présent règlement.

CHAPITRE X
DISPOSITION FINALE

74. Le présent règlement remplace le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2022

(CA24-347) et a effet à compter de son entrée en vigueur.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1222678044) a été affiché au bureau d'arrondissement, sur le site Internet de l'Arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____décembre 2022_, annonçant la date de son entrée en vigueur le 1er janvier 2023.*

Ville-Marie
Montréal

VERSION COULEUR

CA-24-xxx **Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2023**

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 6 décembre 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent, lorsqu'exigibles, la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), à moins d'indication contraire.

2. À moins d'indication contraire, toute somme exigible est payable avant la délivrance du bien ou du service requis ou s'il s'agit d'une activité, avant la participation à cette activité sous réserve de l'impossibilité de l'arrondissement de percevoir le tarif exigible avant l'événement occasionnant la délivrance du bien, du service ou le début de l'activité.

Dans le cas où l'arrondissement n'a pas été en mesure de percevoir le tarif fixé au préalable, la personne responsable du paiement est tenue de l'acquitter dans les 30 jours suivant la réception d'une facture à cet effet.

3. Le fait pour un requérant d'acquitter ou d'offrir d'acquitter le montant prescrit par ce présent règlement pour l'utilisation d'un bien ou d'un service ou pour bénéficier d'une activité ne le dispense pas de respecter les obligations, conditions, modalités ou procédures de l'arrondissement que doit respecter un requérant pour l'utilisation d'un bien ou d'un service ou pour bénéficier d'une activité mentionnée dans ce règlement.

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

1. 4 Aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une construction en surhauteur :

a) d'une superficie de plancher de moins de 10 000 m^2 : ~~5 306 $~~ 5 439 $~~;~~

b) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 et plus : ~~10 602 $~~ 10 867 $;

c) d'une modification d'une construction en surhauteur déjà approuvée ou en droits

acquis : ~~1 883 $~~ 1 930 $~~;~~

2° pour l'étude d'une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel :

a) pour les usages « aire d'agriculture urbaine dans des bacs » et « aire de vente, d'entreposage ou d'étalage de produits agro-alimentaires (tels que fleurs, plantes, fruits et légumes) » sur un terrain non bâti : ~~312 $~~ 320 $;

b) pour tout autre usage : ~~941 $~~ 965 $;

3° pour l'étude d'une demande d'ordonnance édictée en vertu de l'article 560 de ce règlement : ~~260 $~~ 267 $;

4° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : ~~3 537 $~~ 3 626 $~~;~~

5° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4°: ~~312 $~~. 320 $

Le tarif prévu au paragraphe 3° ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'ordonnance vise une Société de développement commercial.

Le tarif prévu au paragraphe 5° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

2. 5 Aux fins du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation mineure pour un projet :

a) de clôture ou d'enseigne : ~~588 $~~; 602 $

b) de superficie et dimension d'un lot :~~ 588 $~~; 602 $

c) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : ~~588 $~~; 602 $

d) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : ~~1 176 $;~~ 1 205 $

e) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : ~~1 415 $~~; 1 450 $

f) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : ~~1 883 $~~; 1 930 $

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue au paragraphe 1°: ~~312 $~~. 320 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragraphe 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

3. 6 Aux fins du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) ou d'une modification d'un programme de développement, il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de projet particulier d'occupation ou d'enseigne : ~~1 883 $~~; 1 930 $

2° pour l'étude d'une demande de projet particulier de construction ou de modification :

a) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : ~~1 883 $~~; 1 930 $

b) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : ~~10 602 $;~~ 10 867 $

c) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : ~~23 565 ~~$; 24 154 $

d) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : ~~35 348 $;~~ 36 232 $

3° pour l'étude d'une modification d'un projet particulier déjà autorisé par résolution ou d'un programme de développement déjà autorisé par règlement :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de moins de 500 m^2 : ~~1 883 $;~~ 1 930 $

b) de construction ou de modification d'une superficie de 500 m^2 et plus : ~~3 537 $;~~ 3 626 $

4° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° : ~~312 $~~ 320 $

Le tarif prévu au paragraphe 4° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

4. 7 Aux fins du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de démolition, sauf pour la démolition d'une dépendance dont l'usage est accessoire à l'habitation : ~~2 208 $;~~ 2 264 $

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande de certificat d'autorisation de démolition : ~~179 $~~; 183 $

3° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de travaux sur la rive, le littoral et dans une plaine inondable : ~~112 $~~; 115 $

4° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : ~~255 $~~; 261 $

4°.1 Pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation de courte durée, il sera perçu : ~~112 $~~ 115 $

5° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :
a) pour une enseigne : 14 $ du mètre carré de la superficie de l'enseigne, minimum de ~~184 $~~ 188 $ par enseigne;

b) pour une enseigne publicitaire : 14 $ du mètre carré de la superficie de l'enseigne, minimum de ~~418 $~~ 429 $ par enseigne;

5°.1 pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de dispositif d'éclairage : ~~184 $~~ 188 $

6° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de café-terrasse ~~: 255 $;~~ 261 $

7° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'antenne : ~~847 $;~~ 868 $

8° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagements paysagers : ~~112 $~~; 115 $

9° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de

rehaussement de sol ~~: 77 $~~; 78 $

10° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de piscine :

a) pour une piscine intérieure ou comprise dans un bâtiment : 0 $;

b) pour une piscine extérieure : ~~112 $~~; 115 $

11° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aire de chargement ou de stationnement :

a) pour une aire de chargement ou de stationnement intérieure : 0 $;

b) pour une aire de chargement extérieure : ~~112 $~~ 115 $ par unité de chargement;

c) pour une aire de stationnement extérieure de moins de 5 unités de stationnement : ~~56 $~~; 58 $

d) pour une aire de stationnement extérieure de 5 unités de stationnement et plus, mais d'une superficie de moins de 1 000 m² ~~: 112 $~~; 115 $

e) pour une aire de stationnement extérieure de plus de 1 000 m² : ~~281 $~~. 288 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragraphe 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

5. 8 Aux fins de l'abrogation d'un règlement autorisant un programme de développement, il sera perçu pour l'étude d'une demande : ~~1 883 $.~~ 1 930 $

6. 9 Aux fins du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., chapitre C11), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir :

a) par emplacement : ~~297 $~~; 304 $

b) par logement visé : ~~58 $~~ 60 $~~,~~ maximum ~~de 2 945 $~~ 3 018 $ par immeuble.

7. 10 Aux fins de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : ~~1 883 $.~~ 1 930 $

8. 11 Pour les frais de publication des avis requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), du Règlement sur les dérogations mineures (CA24008), du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA24-215), d'un programme de développement, du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., chapitre C-11) et de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour un avis public relatif à une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel : ~~520 $~~; 533 $

2° pour un avis public relatif à l'entrée en vigueur d'une ordonnance édictée en vertu de l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) : ~~520 $~~; 533 $

3° pour les avis publics relatifs à une demande de modification de zonage : ~~3 121 $~~; 3 199 $

4° pour un avis public relatif à une demande de dérogation mineure ~~: 520 $;~~ 533 $

5° pour les avis publics relatifs à une demande de projet particulier ou de modification d'un programme de développement :

a) comportant uniquement un ou des objets ne nécessitant aucune approbation par les personnes habiles à voter ~~: 1 561 $~~; 1 600 $

b) comportant au moins un objet susceptible d'approbation référendaire : ~~3 121 $~~; 3 199 $

6° pour un avis public relatif à une demande de certificat d'autorisation de démolition : ~~520 $;~~ 533 $

7° pour un avis public relatif à une demande d'abrogation d'un règlement autorisant un programme de développement : ~~510 $~~ 523 $

8° pour un avis public relatif à une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise ~~: 520 $~~; 533 $

9° pour un avis public relatif à une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : ~~520 $.~~ 533 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'autorisation vise une société de développement commercial.

9. 12 Pour les frais d'affichage requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), et au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), il sera perçu :

1° pour l'affichage relatif à une demande d'usage conditionnel : ~~780 $;~~ 800 $

2° pour l'affichage relatif à une demande de projet particulier :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : ~~780 $;~~ 800 $

b) de construction ou de modification d'une superficie de plancher de 500 m^2 et plus ~~: 1 040 $~~; 1 066 $

3° pour l'affichage relatif à une demande de démolition d'immeuble :

a) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de 15 mètres et moins : ~~780 $;~~ 800 $

b) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de plus de 15 mètres : ~~1 040 $.~~ 1 066 $

10. 13 Aux fins du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de Ville-

Marie (R.R.V.M., chapitre O1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : ~~1 020 $;~~ 1 046 $

b) chaque lot additionnel contigu : ~~92 $~~; 94 $

2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : ~~510 $~~; 523 $

b) chaque lot additionnel contigu ~~: 92 $.~~ 94 $

11. 14 Aux fins du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (RLRQ, chapitre Q-2, r. 23.1), il sera perçu :

1° Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité : ~~252 $~~. 258 $

12. 15 Aux fins de la Loi sur les établissements d'hébergement touristiques (RLRQ, chapitre E14.2), de la Loi sur les permis d'alcool (RLRQ., chapitre P-9.1) ou du Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P40.1, r. 3), il sera perçu :

1° Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité ~~: 51 $.~~ 52 $

13. 16 Aux fins du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis ~~: 61 $;~~ 63 $

2° pour la délivrance d'un permis de musicien ou d'amuseur public : ~~85 $~~.87 $

14. 17 Aux fins du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : ~~61 $~~; 63 $

2° pour la délivrance du permis d'artisan ou d'artiste : ~~232,50 $;~~ 238 $

3° pour la délivrance d'un permis de représentant d'artistes ou d'artisans : ~~77 $~~; 78 $

4° pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant ~~: 56 $~~; 58 $

5° pour la location des kiosques d'artistes-exposants : 0 $

15. 18 Pour le remplacement d'un permis perdu visé à l'article ~~13~~ 16 ou à l'article ~~14~~ 17, il sera perçu : ~~61 $~~. 63 $

~~**CHAPITRE II**~~

CHAPITRE III

ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

16. 19 Pour un abonnement donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1° résidant ou contribuable de la Ville : 0 $, valide 2 ans;

2° représentant d'un organisme (adulte et jeune) situé sur le territoire de la Ville : 0 $, valide 1 an;

3° non résidant de la Ville :

a) jeune (0-13 ans): 44 $, valide 1 an;

b) étudiant fréquentant à temps complet une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville : 0 $, valide 1 an;

c) aîné (65 ans et plus) : 56 $, valide 1 an;

d) employé de la Ville : 0 $ valide 1 an;

e) adulte (14-64 ans) : 88 $, valide 1 an.

L'abonnement court à partir de la date d'abonnement.

17. 20 Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue ou abîmée, il sera perçu :

1° jeune, étudiant non résidant (0-13 ans) et organisme jeune : 2 $;

2° aîné (65 ans et plus) : 2 $;

3° adulte, étudiant non résidant (14-64 ans) et organisme adulte : 3 $.

18. 21 À titre de compensation pour perte et dommages, il sera perçu :

1° pour la perte d'un article emprunté :

a) le coût du document, plus 5 $ de frais de remplacement non remboursable, ou, dans le cas d'un article ancien ou rare, la valeur de l'article, telle qu'elle est inscrite dans la base de données du réseau;

b) en l'absence d'inscription dans la base de données :

i) document jeune : 7 $;

ii) document adulte : 15 $

2° pour la perte d'une partie d'un ensemble :

a) boîtier de disque compact : 2 $;

b) pochette de disque : 2 $;

c) livret d'accompagnement : 2 $;

d) document d'accompagnement : 2 $;

3° pour dommage à un article emprunté :

a) s'il y a perte totale ou partielle du contenu : le tarif fixé au paragraphe 2° ou 3°;

b) sans perte de contenu :

i) reliure : 7 $

ii) bris mineur : 2 $.

Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

Aux fins du présent article, lorsqu'un article emprunté est en retard de plus de 31 jours par rapport à la date limite fixée pour son retour, cet article est considéré comme perdu et les tarifs fixés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa s'appliquent.

Aucun prêt ou renouvellement de document n'est consenti à un abonné qui n'a pas acquitté les frais prévus au paragraphe a) si le solde de son dossier excède 5 $ pour un jeune (13 ans et moins), un organisme jeune ou un aîné (65 ans et plus), et 10 $ pour un adulte (14-64 ans) ou un organisme adulte.

L'abonné qui a défrayé les montants de pénalités en raison de dommage majeur d'un document peut sur demande le conserver.

19. 22 Pour le service de photocopie et impression, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1°	photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 11, recto :	0,10 $
2°	photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 11, recto/verso :	0,20 $
3°	photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 14, recto :	0,10 $
4°	photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 14, recto/verso :	0,20 $
5°	photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 17, recto :	0,20 $
6°	photocopie et impression noir et blanc, 8,5 x 17, recto/verso :	0,40 $
7°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 11, recto :	0,50 $
8°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 11, recto/verso :	1 $
9°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 14, recto :	0,50 $
10°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 14, recto/verso :	1 $
11°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 17, recto :	1 $
12°	photocopie et impression couleur, 8,5 x 17, recto/verso :	2 $

SECTION II
CENTRES COMMUNAUTAIRES

20. 23 Pour la location ~~des locaux et des installations des centres communautaires~~ location ponctuelle des espaces et des installations dans un centre communautaire et/ou sportif, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° gymnase simple :

a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) : ~~107 $ / h~~ ; 110 $ / h

b) organisme à but non lucratif : ~~122 $ / h~~ ; 125 $ / h

c) compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive ~~:~~ 30 $ / h ;

d) temps de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c) : 28 $ / h ;

e) autres : ~~143 $ / h~~ ; 146 $ / h

2° gymnase double :

a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) : ~~160 $ / h~~ ; 164 $ / h

b) organisme à but non lucratif : ~~179 $ / h~~ ; 183 $ / h

c) compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive ~~: 43 $ / h~~ ; 44 h / h

d) temps de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c) : 28 $ / h

e) autres : ~~213 $ / h ;~~ 219 $ / h

3° salle :

a) organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement (en vertu de la politique de reconnaissance des OBNL) : 27 $ / h ;

b) organisme à but non lucratif : 33 $ / h ;

c) autres ~~: 38 $ / h~~ ; 39 $ / h

4° auditorium, l'heure : ~~107 $ / h~~ ; 110 $ / h

5° locaux d'appoint liés à la location : 0 $.

21. 24 Pour la location mensuelle ~~d'un local dans un centre communautaire et sportif~~ ,des espaces et des installations dans un centre communautaire et/ou sportif, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° frais de service pour usage exclusif :

a) pour un local d'une superficie de plancher de 90 m^2 et moins : ~~208 $~~ 213 $ par mois;

b) pour un local d'une superficie de plancher de 91 m^2 à 165 m^2 : ~~357 $~~ 366 $ par mois;

c) pour un local d'une superficie de plancher de 166 m^2 et plus à 499 m^2 ~~: 468 $~~ 480 $ par mois;

Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION III
ARÉNAS

22. 25 Pour l'usage des arénas, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour le patinage libre et hockey libre : 0 $;

2° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de printemps de hockey et de patinage artistique : 0 $;

b) école estivale de hockey, de ringuette, de patinage artistique et de vitesse : 0 $;

c) camp de jour : ~~34 $~~; 35 $

d) hockey mineur et ringuette :

i) entraînement ~~: 34 $~~; 35 $

ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey : 0 $;

iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal : ~~34 $~~; 35 $

iv) série éliminatoire des ligues municipales : 0 $;

e) patinage artistique ~~: 34 $~~; 35 $

f) initiation au patinage du « Programme canadien de patinage » pour les enfants de 17 ans et moins : 0 $;

g) club de patinage de vitesse pour les jeunes : 0 $;

h) programme de sport-étude (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement : 0 $;

i) université, collège public ou privé : ~~79 $~~; 81 $

j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : ~~158 $~~; 162 $

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : ~~105 $;~~ 108 $

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : ~~158 $;~~ 162 $

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : ~~158 $;~~ 162 $

k) équipe ou club pour adultes non affilié à une fédération :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : ~~179 $~~; 183 $

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : ~~115 $;~~ 118 $

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : ~~179 $~~; 183 $

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h ~~: 179 $;~~ 183 $

l) partie-bénéfice :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : ~~90 $~~; 92 $

ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : ~~57 $~~; 59 $

iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : ~~90 $~~; 92 $

iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : ~~90 $~~; 92 $

v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h : ~~79 $;~~ 81 $

m) gala sportif et compétition, incluant les locaux d'appoint et les locaux d'entreposage :

i) taux de base : ~~210 $;~~ 215 $

ii) taux réduit :

1. compétition locale ou par association régionale : ~~42 $~~; 43 $

2. compétition par fédération québécoise ou canadienne : ~~85 $~~; 87 $

3. compétition internationale : ~~126 $.~~ 130 $

3° pour la location d'une salle, l'heure : 32 $;

4° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes :

i) par semaine : 27 $;

ii) par mois : ~~53 $~~; 54 $

b) organisme pour mineurs :

i) par semaine : ~~13 $~~; 14 $

ii) par mois : 26 $;

c) université, collège public ou privé :

i) par semaine : ~~13 $~~; 14 $

ii) par mois : 26 $.

Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 4 jours il sera perçu, de l'heure : 32 $ / h.

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés aux paragraphes 2º et 4º du premier alinéa s'applique.

SECTION IV
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

23. 26 Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-

molle ou le baseball reconnu par une association régionale et ayant une convention avec la Ville de Montréal pour le territoire Montréal-Concordia, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° sans assistance payante :

a) permis saisonnier :

i) équipe de Montréal : ~~223 $~~; 230 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : ~~447 $~~; 461 $

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus.

b) permis de location de terrain ou permis saisonnier pour un organisme de régie reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0 $;

i) pour leurs entrainements : 0 $;

ii) pour leur calendrier de compétition initial, équipe de Montréal : 0 $;

iii) séries éliminatoires des ligues municipales : 0 $;

iv) permis pour tournoi : 0 $;

c) permis de location de terrains naturels par un organisme autre qu'un organisme de régie ou pour des équipes de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : ~~35 $~~; 36 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : ~~69 $~~; 71 $

iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;

iv) compétition de niveau provincial, national et international : ~~66 $~~; 68 $

d) permis de location de terrains synthétiques par un organisme autre qu'un organisme de régie, il sera perçu, de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : ~~111 $~~; 114 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : ~~222 $~~; 229 $

iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;

iv) compétition de niveau provincial, national et international ~~: 223 $~~; 230 $

e) permis de location d'un mini terrain de soccer ou demi-terrain synthétique pour un organisme autre qu'un organisme de régie reconnu ou pour une équipe de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : ~~84 $~~; 87 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal : ~~167 $;~~ 172 $

iii) Institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;

iv) compétition de niveau provincial, national et international : ~~165 $~~; 170 $

f) permis d'utilisation pour activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par la direction de l'arrondissement : 0 $;

g) permis pour les jeux de pétanque et de bocce et pour les pique-niques : 0 $;

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % s'applique.

24. 27 Pour la location d'un espace de jardinage réservé aux résidants, il sera perçu, par saison, toutes taxes comprises :

1° jardinet ~~: 10 $;~~ 0 $

2° demi-jardinet et bac surélevé: ~~5 $~~. 0 $

~~Aucun remboursement ne sera effectué~~.

SECTION V
PISCINES

25. 28 Pour l'usage d'une piscine, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° piscines intérieures gérées par l'arrondissement :

a) bain libre : 0 $;

b) location d'une piscine, incluant un surveillant-sauveteur :

i) taux de base ~~: 85 $ / h~~; 87 $ / h

ii) taux pour tout groupe hors Montréal : ~~168 $ / h~~; 173 $ / h

c) location d'une pataugeoire intérieure incluant un surveillant-sauveteur :

i) taux de base : ~~45 $ / h~~; 46 $ / h

ii) taux pour tout groupe hors Montréal : ~~90 $ / h~~; 92 $ / h

d) location d'une salle : 32 $;

2° piscines intérieures gérées par un organisme ayant conclu une convention avec l'Arrondissement :

a) bain libre : 0 $;

3° pataugeoires extérieures gérées par l'Arrondissement : 0 $.

Pour un organisme montréalais s'occupant de personnes handicapées, une réduction de 35 % s'applique.

29 Pour les cours ci-dessous, il sera perçu :

1° Sauvetage – Médailles de bronze : 0 $
2° Sauvetage – Croix de bronze : 0 $
3° Sauvetage – Sauveteur national – piscine : 0 $
4° Premiers soins général / DEA : 0 $

SECTION VI
GRATUITÉS

26. 30 La clientèle adulte visée aux sous-paragraphes j) et k) du paragraphe 1° de l'article ~~22~~ 25, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon la disponibilité des plages horaires.

Les tarifs prévus aux sections II à V du Chapitre ~~2~~ 3 du présent règlement ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées pour lesquelles ce soutien est nécessaire.

SECTION VII
LOCATION MAISON DE LA CULTURE ET BIBLIOTHÈQUES

27. 31 Pour la location des locaux de la maison de la culture Janine-Sutto, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour les organismes sans but lucratif, les écoles, les garderies, les CPE et les organismes et institutions ayant un partenariat avec la maison de la culture JanineSutto :

a) salle d'exposition : 0 $

b) salle de spectacle : 0 $

c) hall d'accueil : 0 $

d) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et artistiques, pour chaque employé : ~~41 $ / h~~. 42 $ / h

2° pour les demandes individuelles et/ou corporatives, pour un minimum de 4 heures :

a) salle d'exposition : ~~92 $ / h~~ 94 $ / h

b) salle de spectacle : ~~408 $ / h~~ 418 $ / h

c) hall d'accueil : ~~102 $ / h~~ 105 $ / h

d) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et artistiques, pour chaque employé : ~~41 $ / h~~. 42 $ / h

L'arrondissement régit le nombre d'employés requis selon le type d'événements et les normes de sécurité en vigueur.

28. 32 Pour la location des locaux des bibliothèques Père-Ambroise et Frontenac, sur les heures d'ouverture normale des bibliothèques uniquement, pour les organismes sans but lucratif, les écoles, les CPE et les garderies, il sera perçu pour :

a) tous les locaux dédiés au public : 0 $

b) pour le montage, le démontage, la surveillance des locaux, les frais techniques et d'équipement spécialisé, si applicables, il sera perçu pour chaque employé : ~~41 $ / h~~. 42 $ / h

L'arrondissement régit le nombre d'employés requis selon le type d'événements et les normes de sécurité en vigueur.

~~CHAPITRE III~~ CHAPITRE IV
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

29. 33 Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine en application des règlements, il sera perçu :

1° ~~construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine :~~

a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton :

i) sur une longueur de 8 m ou moins : ~~402 $~~; 495 $

ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres : ~~52 $~~; 64 $

b) si la dénivellation ou l'élimination est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir :

i) en enrobé bitumineux, le mètre carré : ~~106 $;~~ 131 $

ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré : ~~476 $~~; 587 $

iii) en pavé de béton, le mètre carré : ~~327 $~~; 403 $

iv) en revêtement en béton granulats exposés, le mètre carré : ~~518 $~~; 638 $

v) bordure de béton, le mètre linéaire : ~~268 $;~~ 330 $

vi) bordure de granit (150 mm), le mètre linéaire : ~~867 $~~; 1 068 $

vii) bordure de granite 300 mm, le mètre linéaire : ~~936 $~~; 1 153 $

viii) plaques Podotactiles (unité) : ~~466 $~~; 574 $

ix) nivellement puits accès CSEM (unité) : ~~364 $~~; 448 $

x) manchon signalisation (unité) : ~~112 $~~; 138 $

2° ~~élimination du bateau par reconstruction du trottoir :~~

a) ~~construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) et x) du sous paragraphe b) du paragraphe 1º;~~

30. 34 Pour le déplacement d'un puisard de trottoir, il sera perçu :

1° dans l'axe du drain transversal, par puisard : ~~13 250 $~~; 14 532 $

2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout : ~~15 606 $.~~ 16 698 $

31. 35 Pour le déplacement d'un lampadaire, il sera perçu :

1° lampadaire relié au réseau de la Ville : ~~2 280 $;~~ 2 337 $

2° lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de Montréal : ~~6 242 $.~~ 6 398 $

32. 36 Dans le cas de l'abattage d'un arbre, à la suite d'un dommage subi par accident ou toute autre cause, ou à la demande d'un intéressé lorsque l'arbre doit être enlevé parce qu'il nuit à la construction ou à l'utilisation d'une entrée pour véhicules ou à la construction d'un immeuble (pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2)), la compensation exigible est fixée comme suit :

1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol : ~~1 383 $~~; 1 418 $

2° pour un arbre de 11 cm et plus mesuré à 1,40 m du sol : un montant déterminé d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (SIAQ), sans être inférieur à celui fixé au paragraphe 1°.

33. 37 Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la Ville en application des règlements, il sera perçu :

1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure : ~~87 $;~~ 89 $

2° pour l'exécution des travaux :

a) sans camion nacelle, l'heure : ~~214 $~~; 220 $

b) sans camion nacelle et ramassage, l'heure : ~~272 $~~; 279 $

c) avec camion nacelle, l'heure : ~~295 $~~; 302 $

d) avec camion nacelle et déchiquetage, l'heure : ~~340 $;~~ 348 $

3° pour le transport, le ramassage et la disposition des rejets ligneux seulement, l'heure : ~~111 $~~; 114 $

4° pour l'essouchement, l'heure : ~~186 $~~. 190 $

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article ~~32~~. 36.

34. 38 Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre, notamment dans le cadre de la construction d'une entrée pour véhicules ou de la construction d'un immeuble, il sera perçu :

1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : ~~3 120 $~~; 3 198 $

2° pour tout autre type de fosse d'arbre : ~~2 039 $~~; 2 090 $

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article ~~32~~. 36.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS

35. 39 Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu pour chaque panneau de 0,0929 m (1 pi^2) : 8 $.

SECTION III
ASSERMENTATIONS

36. 40 Pour l'assermentation d'une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu : 5 $.

La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas appliquées à ce tarif.

~~CHAPITRE IV~~ CHAPITRE V
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

SECTION I
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

37. 41 Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O0.1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire : ~~20 $~~; 15 $

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente : ~~65 $~~; 67 $

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : ~~567 $~~; 581 $

3° ~~pour les frais d'études d'une occupation périodique pour embellissement : 52 $~~

4° ~~pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation temporaire du domaine public : 20 $;~~

3⁰ pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique du domaine public à des fins de café-terrasse : 77 $

5° ~~pour une demande de modification des paramètres ou de prolongation d'un permis d'occupation temporaire du domaine public : 20 $;~~

4⁰ pour les frais d'études techniques relatives à une demande de renouvellement à l'identique d'un permis de café-terrasse :51 $

6° ~~pour les frais d'études techniques d'une demande de renouvellement à l'identique d'un permis de café-terrasse : 50 $;~~

5^0 pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation temporaire du domaine public : 35 $

7° ~~pour la délivrance d'un permis pour un renouvellement à l'identique d'un permis de café-terrasse : 0 $~~;

6^0 pour les frais de demande de modification des paramètres ou de prolongation d'un permis d'occupation temporaire du domaine public : 20 $

~~8° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique du domaine public à des fins de café-terrasse : 50 $.~~

Les tarifs prévus au paragraphe 1°b) du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas pour un renouvellement à l'identique d'un permis d'occupation périodique du domaine public à des fins de café-terrasse.

~~Les tarifs prévus au présent article ne sont pas applicables à une occupation périodique du domaine public à des fins de placottoir.~~

~~Les tarifs prévus au paragraphe 1°b) du premier alinéa du présent article ne sont pas applicables à une occupation périodique du domaine public à des fins de café-terrasse.~~

38. 42 Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour, toutes taxes comprises :

1° à l'arrière du trottoir, sur une surface non pavée ou dans une ruelle :

a) lorsque la surface occupée est de moins de 100 m^2 ~~: 39$/j;~~ 55$/j

b) lorsque la surface occupée est de 100 m^2 à moins de 300 m^2 : ~~1,12$/j/m^2~~; 1,75$/j/m^2

c) lorsque la surface occupée est de 300 m^2 et plus: ~~1,53$/j/m^2~~; 2,25$/j/m^2

d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation, en plus du tarif fixé à l'un ou l'autre de ces sous-paragraphes : ~~32$/j~~; 45$/j

2° sur une chaussée ou un trottoir :

a) lorsque la surface occupée est de moins de 50 m^2 : ~~50 $/j~~; 60 $/j

b) lorsque la surface occupée est de 50 m^2 à moins de 100 m^2 : ~~57 $/j~~; 75 $/j

c) lorsque la surface occupée est de 100 m^2 à moins de 300 m^2 : ~~1,12 $/j/m^2~~; 1,75 $/j/m^2

d) lorsque la surface occupée est de 300 m^2 et plus: ~~1,53 $/j/m^2~~2,25 $/j/m^2;

3° sur une rue artérielle identifiée à l'annexe 1 du Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003), en plus des tarifs fixés aux paragraphes 1° et 2° :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m ~~: 63 $/j~~; 80 $/j

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : ~~212 $/j~~; 260 $/j

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : ~~524 $/j~~; 650 $/j

d) si la largeur totale occupée est de 9 m et plus : ~~836 $/j~~; 1 000 $/j

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à l'un ou l'autre de ces sous-paragraphes : ~~313 $/j~~; 380 $/j

4° sur une rue autre qu'une rue visée au paragraphe 3, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : ~~32 $/j~~; 40 $/j

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : ~~96 $/j;~~ 110 $/j

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : ~~191 $/j~~; 220 $/j

d) si la largeur totale occupée est de 9 m à 12 m : ~~286 $/j~~; 415 $/j

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à l'un ou l'autre de ces sous-paragraphes : ~~96 $/j.~~ 150 $/j

5° lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, en plus des tarifs prévus aux paragraphes 1° à 4°:

a) en compensation des travaux suivants :

i) pour l'enlèvement d'une borne de paiement, par borne : ~~281 $/borne~~ 288 $/borne

ii) pour l'enlèvement d'un premier parcomètre ou panonceau : ~~204 $~~ 209 $

iii) pour l'enlèvement de chaque parcomètre supplémentaire ou chaque panonceau supplémentaire : ~~77~~ $ 78 $

iv) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre ou pour la pose d'une housse sur un panonceau : ~~61 $~~ 63 $

v) pour la pose de chaque housse supplémentaire sur un parcomètre ou un panonceau : ~~5 $~~ 6 $

b) par jour, par place de stationnement, un montant équivalent au tarif horaire fixé pour l'utilisation de cette place prévu par le règlement sur les tarifs applicable le jour de l'occupation du domaine public multiplié par le nombre de jour;

c) par place de stationnement avec parcomètre :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de ~~1,50 $ l'heure : 18 $ / jour~~ ;1,75 $ l'heure : 21 $ / jour

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de ~~3,50 $ l'heure~~ : ~~42 $ / jour~~ ; 3,75 $ l'heure :45 $ / jour

iii) ~~en sus des tarifs fixés aux paragraphes i) et ii) : 21 $ par jour~~

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour la Ville de Montréal, la Société de transport de Montréal, le ministère des Transports du Québec, Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée Bell

Canada, Hydro-Québec ou Énergir, les tarifs prévus aux paragraphes 1° à 5º du premier alinéa ne s'appliquent pas.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º ~~et~~ à 5º du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º ~~et~~ à 4º du premier alinéa de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film.

~~Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public, ou dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou dont la Ville assume entièrement les coûts, les tarifs prévus aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa ne s'appliquent pas.~~

Les tarifs de stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de la Ville s'appliquent aux stationnements administrés par l'Agence de mobilité.

39. 43 Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public constituée par l'installation d'une enseigne accessoire ou publicitaire sur un échafaudage ou une clôture de chantier, par jour, toutes taxes comprises :

1° dans le secteur délimité par le côté est du boulevard Saint-Laurent, le côté nord de la rue Saint-Antoine, le côté ouest de la rue Guy et le côté nord de la rue Sherbrooke :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne ~~: 0,41 $;~~ 0,42 $

b) minimum par enseigne : 104 $;

2° à l'extérieur du secteur mentionné au paragraphe 1º :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,31 $;

b) minimum par enseigne : 52 $.

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à celui prévu pour l'échafaudage ou la clôture de chantier.

40. 44 Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation permanente du domaine public : 15 % du pourcentage de la valeur du domaine public occupée prévu au Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), pour une occupation en tréfonds, aérienne ou au sol.

Le tarif prévu au présent article est payable pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour d'occupation.

Le tarif prévu au présent article, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière générale prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement.

Le tarif prévu au présent article n'est pas applicable, conformément à l'article 51 du

Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1), à toute occupation au sol ou aérienne d'un bâtiment ou d'un élément architectural rattaché à un bâtiment existant le 17 août 1994 à moins que l'occupation soit modifiée.

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 120 $, toutes taxes comprises.

~~**41.** Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation périodique du domaine public : 4 % de la valeur de la partie du domaine public occupée, minimum 120 $, toutes taxes comprises.~~

~~Les tarifs prévus au présent article ne sont pas applicables à une occupation périodique du domaine public à des fins de placottoir ou de café-terrasse.~~

~~Le prix maximal à payer par exercice financier pour une occupation périodique visée au présent article est de 35 000 $~~.

45 Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation périodique du domaine public:

a) 4 % de la valeur de la partie du domaine public occupée et calculé selon les articles 27 à 29 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c.O-0.1).

b) 2 % de la valeur de la partie du domaine public occupée à des fins de café-terrasse et calculé selon les articles 27 à 29 du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c.O-0.1).

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation périodique visée au présent article est de 120 $ et le prix maximal est de 35 000 $.

46 Les tarifs prévus aux articles 41 et 45 ne s'appliquent pas à une occupation périodique du domaine public à des fins de placottoir.

42. **47** Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article ~~41~~ 45 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence : en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation;

2° pour tout exercice subséquent : en un seul versement visant tous les jours de l'occupation;

Dans le cas d'une occupation partielle de la période saisonnière d'occupation, le montant est ajusté au prorata du nombre de jours d'occupation réelle sur la base de la période complète de la période saisonnière d'occupation.

48 Pour une occupation périodique applicable uniquement à un café-terrasse, conformément à l'article 40.10 du Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article ~~41~~ 45 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° à l'égard d'une nouvelle demande de permis ~~pour occuper le domaine public par un café-terrasse et~~ pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, le paiement des droits est fait en un seul versement ~~visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre~~; équivalent à 122 jours ou au prorata du nombre de jours restants à la saison pour une demande déposée après le 15 juillet ;

2° à l'égard du renouvellement d'une demande de permis ~~pour occuper le domaine public par un café-terrasse~~, le paiement des droits est fait en un seul versement équivalent à 122 jours. ~~visant tous les jours entre le 15 mars et le 31 octobre, entre le 1er avril et le 31 octobre ou entre le 1er mai et le 31 octobre, selon la période d'occupation choisie;~~

~~Dans le cas d'une occupation partielle de la période saisonnière d'occupation, le montant est ajusté au prorata du nombre de jours d'occupation réelle sur la base de la période complète de la période saisonnière d'occupation~~.

Dans le cas où des travaux effectués occupent l'espace plus de 4 mois à l'intérieur de la période indiquée à l'art. 40.10 du Règlement sur l'occupation du domaine public (c. O-0.1), le montant est ajusté au prorata du nombre de jours d'occupation réelle sur la base de la période maximale de 122 jours.

~~Pour une occupation permanente, ce prix est payable pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour d'occupation.~~

~~Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière générale prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement.~~

~~Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 120 $, toutes taxes comprises.~~

43. 49 Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations, toutes taxes comprises :

1° la page : ~~3,16 $;~~ 3,25 $

2° minimum : ~~13,16 $;~~ 13,50 $

44. **50** Les tarifs prévus aux articles ~~37 et 38~~ 41 et 42 ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé :

1° pour un tournage de film;

2° pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville;

3° pour l'aménagement aux fins d'embellissement;

4° à un éco-quartier;

5° à une société de développement commercial;

6° à une corporation de développement urbain;

7° pour le stationnement d'un véhicule de déménagement;

8° à Hydro-Québec pour les travaux touchant le réseau électrique seulement;

9° à Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée pour les travaux touchant les ponts seulement;

10° au ministère des Transports du Québec;

11° à la Société de transport de Montréal pour le réseau du métro seulement;

12° à la Commission des services électriques de Montréal;

13° pour tous travaux relatifs au Réseau technique urbain (RTU).

Malgré le premier alinéa, lorsqu'un permis est accordé pour un tournage de film, les tarifs prévus au sous-paragraphe c) du paragraphe 5°de l'article ~~38~~ 42 s'appliquent

45. 51 Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est établi, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), selon le tarif prévu au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article ~~50~~ 56.

46. 52 Le tarif prévu à l'article ~~41~~ 45 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

2° dans les cas où le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1) dispense de l'obtention d'un permis d'occupation.

47. 53 Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., chapitre C-1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public : ~~188 $~~; 192 $

2° pour la délivrance du permis : 5 $.

48. 54 Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., chapitre C-1), il sera perçu pour l'occupation permanente du domaine public par un téléphone public, toutes taxes comprises, et ce, annuellement : ~~324 $.~~ 332 $

SECTION II
EXCAVATIONS

49. 55 Il sera perçu pour la délivrance d'un permis d'excavation dans le roc ou de dynamitage : ~~56 $~~. 58 $

50. **56** Aux fins du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., chapitre E6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : ~~37 $~~; 38 $

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

a) chaussée en enrobé bitumineux :

i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré : ~~104 $~~; 128 $

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré : ~~156 $~~; 192 $

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré : ~~327 $~~; 403 $

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré : ~~327 $~~; 403 $

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré : ~~106 $~~; 131 $

e) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré : ~~476 $;~~ 587 $

f) bordure de béton, le mètre linéaire : ~~268 $~~; 330 $

g) gazon, le mètre carré : ~~39 $~~; 48 $

h) bordure de granit (150 mm), le mètre linéaire : ~~867 $~~; 1 068 $

i) trottoirs à revêtement en béton granulats exposés, le mètre carré, ~~518 $~~; 638 $

j) bordure de granite 300 mm (m) : ~~936 $~~; 1 153 $

k) plaques Podotactiles (unité) : ~~466 $~~; 574 $

l) nivellement puits accès CSEM (unité) : ~~364 $;~~ 449 $

m) manchon signalisation (unité) : ~~112 $~~; 138 $

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation : les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2º;

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur : ~~263 $~~; 270 $

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique : ~~84 $;~~ 86 $

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire :

i) sans tirants, le long de la voie publique : ~~203 $~~; 208 $

ii) avec tirants, par rangée de tirants : ~~203 $~~. 208 $

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au premier alinéa.

Le tarif prévu au paragraphe 1º du premier alinéa ne s'applique pas à un éco-quartier.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services

électriques de Montréal et à l'Hydro-Québec.

51. 57 Pour l'étude des demandes de permis d'excavation dans la chaussée et restauration de la chaussée, il sera perçu :

1° chaussée de béton et d'asphalte :

a) dalle de béton, le mètre carré d'excavation : ~~139 $~~; 142 $

b) asphalte, le mètre carré d'excavation : ~~34 $~~; 35 $

2° chaussée flexible :

a) asphalte 75 mm, le mètre carré d'excavation : ~~34 $~~; 35 $

b) asphalte 230 mm, le mètre carré d'excavation ~~: 88 $;~~ 90 $

c) asphalte 280 mm, le mètre carré d'excavation : ~~100 $~~; 102 $

d) réparation temporaire à la surface, le mètre carré d'excavation : ~~66 $~~; 68 $

3° restauration des trottoirs :

a) trottoir de béton, le mètre carré de restauration : ~~144 $~~; 147 $

b) bordure en béton, le mètre linéaire de restauration ~~: 88 $;~~ 90 $

4° restauration des ruelles :

a) chaussée de béton, le mètre carré de restauration : ~~135 $~~; 138 $

b) chaussée de béton et asphalte, le mètre carré de restauration : ~~170 $~~; 175 $

5° restauration de pelouse, le mètre carré de restauration : ~~20 $;~~ 21 $

6° restauration de surface de terre, de concassé, ou autre, le mètre carré de restauration : ~~14 $~~; 15 $

7° remplissage de l'excavation, le mètre cube : ~~66 $~~; 68 $

8° coupe d'une bordure, le mètre linéaire : ~~56 $~~; 58 $

9° coupe de trottoir, le mètre linéaire : ~~165 $.~~ 169 $

~~CHAPITRE V~~ CHAPITRE VI
UTILISATION DES PESTICIDES

52. 58 Aux fins du Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides (21-041), il sera perçu, pour l'obtention d'un permis annuel d'applicateurs commerciaux de pesticides, les frais prévus au règlement annuel de la Ville sur les tarifs, conformément à l'article 25, paragraphe 2° du Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides (21-041).

~~CHAPITRE VI~~ CHAPITRE VII

VENTE DE DOCUMENTS, PUBLICATIONS ET AUTRES ARTICLES

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

53. 59 Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux résidants :

1° pour une vignette délivrée du 1er janvier au 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) (catégorie V) véhicule muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) : ~~60 $;~~ 62 $

b) (catégorie A) véhicule hybride non muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) et véhicule de cylindrée de 1,6 litre et moins : ~~102 $;~~ 104 $

c) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : ~~153 $~~; 156 $

d) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : ~~204 $;~~ 209 $

e) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : ~~255 $~~; 261 $

f) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : ~~357 $~~. 366 $

2° pour une vignette délivrée du 1er avril au 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) (catégorie V) véhicule muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) : ~~30 $~~; 31 $

b) (catégorie A) véhicule hybride non muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) et véhicule de cylindrée de 1,6 litre et moins : ~~51 $~~; 52 $

c) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : ~~77 $~~; 78 $

d) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litre : ~~102 $~~; 105 $

e) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : ~~128 $~~ 131 $

f) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : ~~179 $~~ 183 $

3° pour une vignette délivrée du 1er juillet au 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :

a) (catégorie V) véhicule muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) : ~~60 $~~; 62 $

b) (catégorie A) véhicule hybride non muni d'une plaque d'immatriculation verte (SAAQ) et véhicule de cylindrée de 1,6 litre et moins : ~~102 $~~; 104 $

c) (catégorie B) véhicule de cylindrée de 1,7 litre à 2,4 litres : ~~153 $~~; 156 $

d) (catégorie C) véhicule de cylindrée de 2,5 litres à 3,4 litres : ~~204 $~~; 209 $

e) (catégorie D) véhicule de cylindrée de 3,5 litres et plus : ~~255 $~~ 261 $

f) deuxième vignette (1 vignette par personne, maximum 2 vignettes par adresse) : ~~357 $~~. 366 $

~~Les tarifs exigibles pour la délivrance d'une vignette pour les résidents à faible revenu sont établis pour un seul véhicule seulement, et selon le tarif le plus bas prévu aux paragraphes 1° à 3°, selon le cas. Le montant équivalent au faible revenu de 22 723 $ pour l'année 2020 et de 23 178 $ pour l'année 2021 est basé sur les seuils établis par le tableau de l'Institut de la statistique — Québec, majoré de 2 %. Le résident à faible revenu doit fournir l'avis de cotisation provincial le plus récent (année d'imposition 2021 ou 2020).~~

Les tarifs exigibles pour la délivrance d'une vignette pour les résidents à faible revenu sont établis pour un seul véhicule seulement, et selon le tarif le plus bas prévu aux paragraphes 1° à 3°, selon le cas. Le montant équivalent au faible revenu de 24 019 $ pour l'année 2021 et de 24 499 $ pour l'année 2022 est basé sur les seuils établis par le tableau de l'Institut de la statistique - Québec, majoré de 2 %. Le résident à faible revenu doit fournir l'avis de cotisation provincial 2021 pour les vignettes délivrées du 1er avril au 30 juin 2023. À partir du premier juillet 2023, seul l'avis 2022 est accepté.

54. **60** Aux fins de l'Ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage (C-4.1, o. 49), édictée en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage :

1° délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année : ~~1 464 $~~; 1 500 $

2° délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante : ~~1 464 $~~; 1 500 $.

55. 61 Les tarifs du stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de l'ancienne Ville de Montréal s'appliquent.

56. 62 Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu, toutes taxes comprises, pour l'étude et la délivrance de l'autorisation : ~~160 $~~. 180 $

57. 63 Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., chapitre. N-1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : ~~71 $~~. 73 $

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATION DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

58. ~~Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : 6 $.~~

59. **64** Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : 30 $.

SECTION III

EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS ET DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

60. **65** Conformément à l'article 9 du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (chapitre A-2.1, r. 3), il sera perçu :

1° pour la fourniture d'une copie d'un règlement : ~~0,41 $~~ 0,45 $ la page jusqu'à un maximum de 35 $ par règlement;

2° pour un rapport d'évènement ou d'accident : ~~16,75 $.~~ 17,20 $

61. **66** Pour la fourniture de documents émanant de l'Arrondissement dont le tarif n'est pas autrement fixé, il sera perçu :

1° pour une photocopie ou impression de documents sur papier de format 11 x 17 ou moins : ~~0,41 $~~ 0,45 $ la page;

2° pour une photocopie ou impression de documents sur papier de format supérieur à 11 x 17 : ~~2,55 $/pi^2/page~~; 2,65$/pi^2/page

3° pour une copie d'images sur CD-ROM ou autre support informatique : ~~2,55 $/image~~. 2,65 $/image.

62. **67** Pour la fourniture de la liste mensuelle des permis de construction délivrés, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour un abonnement annuel : ~~428 $~~; 439 $

2° pour un mois ~~: 66 $.~~ 68 $

63. **68** Pour les frais de recherche d'un plan de construction, il sera perçu, toutes taxes comprises, par bâtiment, pour la récupération sur microfilm : ~~61 $~~. 63 $

64. **69** Pour la fourniture d'un extrait informatique du registre des établissements et de l'emploi de l'Arrondissement, il sera perçu, toutes taxes comprises : 2 $ par place d'affaires inscrite dans l'extrait demandé.

~~CHAPITRE VII~~ CHAPITRE VIII

SERVICES ET FOURNITURES DIVERS

65. **70** Pour les frais de photographie lors d'une demande de carte Accès Montréal, il sera perçu, toutes taxes comprises, la photographie : ~~2,50 $.~~ 3 $

66. **71** Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant de la Bibliothèque de la Ville, toutes taxes comprises :

a) par courrier : 3 $;

b) par télécopieur : 4 $;

2° document relatif aux taxes émanant du Service des finances ~~: 7,34 $;~~ 7,55$

3° autre document : les frais de poste, de messagerie, de télécopie selon leur coût.

67. **72** Pour le ramassage de biens laissés sur le domaine public suite à une éviction, il sera perçu, plus les taxes applicables :

1° dans le cas d'une éviction d'une unité d'habitation : 0 $;

2° dans le cas d'une éviction d'un local où s'exerce un usage commercial ou industriel, le coût réel comprenant :

a) les frais de transport et de main-d'œuvre;

b) la prise d'inventaire et l'ouverture de dossier;

c) les frais d'entreposage;

d) les frais d'extermination;

e) la récupération des biens.

~~CHAPITRE VII.2~~ CHAPITRE IX

DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

68. **73** Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou des contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif fixé par le présent règlement.

~~CHAPITRE VIII~~ CHAPITRE X

DISPOSITION FINALE

69. **74** Le présent règlement remplace le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2022 (CA24-347) et a effet à compter de son entrée en vigueur.

Un avis relatif à ce règlement (dossier ~~1217135008~~ 1222678044) a été affiché au bureau d'arrondissement, sur le site Internet de l'Arrondissement et publié dans Le Devoir *le ~~20 décembre 2021~~, annonçant la date de son entrée en vigueur le 1er janvier 2023.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228958002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie

D'adopter un Règlement autorisant un emprunt de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière de l'arrondissement de Ville-Marie;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-28 13:40

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228958002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour but l'adoption d'un règlement d'emprunt de 6 720 000 $ afin de permettre la réalisation des projets inscrits au volet local du programme de réfection routière,.dans le cadre du Programme décennal d'immobilisation (PDI) 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240343 – 11 octobre 2022 – Adopter la planification budgétaire du Programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie;
CA20 240324 - 8 juillet 2020 - Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 7 096 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Le montant de 6 720 000 $ nécessaire à la réalisation du programme de réfection routière 2023-2026 de l'arrondissement de Ville-Marie comprend les honoraires professionnels, les frais d'études, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant. Les travaux sont, de façon non limitative, des travaux de pavage, planage et revêtement, reconstruction de trottoirs et corrélatifs, aménagement de saillies de trottoirs.
Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder vingt ans.

Les dépenses imputées à ce règlement d'emprunt seront effectuées sur le territoire de l'arrondissement, dans la portion non délimitée comme étant le "Centre-Ville'', et seront entièrement à la charge des citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie. En effet, les dépenses visant des travaux d'aménagement du domaine public dans le territoire délimité comme étant le "Centre-Ville" sont, quant à elles, à la charge de la Ville-Centre et sont financées par des règlements d'emprunts corporatifs.

JUSTIFICATION

L'adoption du présent règlement d'emprunt est nécessaire à la réalisation du programme de

réfection routière prévu dans la planification du PDI 2023-2025 de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La planification budgétaire pour la partie du Programme décennal d'immobilisations 2023-2025 dédiée au programme de réfection routière (volet local) est répartie comme suit:

2023 2024 2025
3 781 1 727 1 212 = **6 720**

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octobre 2022 - Présenter, adopter et transmettre au comité exécutif la planification budgétaire du programme décennal d'immobilisation (PDI) 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie

- Novembre 2022 - Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement
- Décembre 2022 - Adoption du règlement d'emprunt par le conseil d'arrondissement
- Février-mars 2023 - Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Charlotte ANDRIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8518
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-20

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2022-10-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228958002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie



PDI 2023-2032_Ville-Marie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8518
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Prévisions budgétaires - Programme décennal d'immobilisations 2023-2032

		Numéro	Intitule du programme	No Sous projet	Intitule Sous Projet	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Total
Ville-Marie	Programmes	34220	Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et espaces verts	2334220000	Aménagement et réaménagement de parcs - Volet local	2 395	1 133	864	8 243	4 711	9 114	9 114	9 114	9 114	9 114	62 916
				2334220010	Aménagement et réaménagement de parcs- volet corpo	3 384	3 241	5 610	500	500	500	500	500	500	500	15 735
			Total - Aménagement et réaménagement de parcs et espaces verts			**5 779**	**4 374**	**6 474**	**8 743**	**5 211**	**9 614**	**9 614**	**9 614**	**9 614**	**9 614**	**78 651**
		44220	Programme Accès Jardins	2344220000	Programme Accès Jardins- Volet local	118	1 206	1 133	1 319	1 319	484	484	484	484	484	7 515
				2344220010	Programme Accès Jardins- Volet corpo	252	0	0	0	0	0	0	0	0	0	252
			Total - Accès Jardins			**370**	**1 206**	**1 133**	**1 319**	**1 319**	**484**	**484**	**484**	**484**	**484**	**7 767**
		55737	Programme de réfection routière	2355737000	Programme de réfection routière- Volet local	3 781	1 727	1 212	1 500	2 000	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	19 220
				2355737010	Programme de réfection routière- Volet Corpo	901	2 198	1 100	1 000	1 500	787	787	787	787	787	10 634
			Total - Réfection routière			**4 682**	**3 925**	**2 312**	**2 500**	**3 500**	**2 587**	**2 587**	**2 587**	**2 587**	**2 587**	**29 854**
		66553	Programme de protection des bâtiments	2366553000	Programme de protection des bâtiments	3 354	4 680	4 266	1 623	4 155	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	25 578
			Total - Protection des bâtiments			**3 354**	**4 680**	**4 266**	**1 623**	**4 155**	**1 500**	**1 500**	**1 500**	**1 500**	**1 500**	**25 578**
		Total PDI				**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**141 850**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228958002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 720 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière, dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

CA - 1228958002 - Réfection routière.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Charlotte ANDRIEUX
Avocate
Tél : 438 821 5869

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Charlotte ANDRIEUX
Avocate
Tél : 438 821 5869
Division : Droit fiscal, de l'évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 720 000 $ POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE RÉFECTION ROUTIÈRE

Vu les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 1º du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À la séance du _____ 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 6 720 000 $ est autorisé pour le financement du programme de réfection routière dans l'arrondissement de Ville-Marie.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prend effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou la date d'entrée en vigueur du programme des immobilisations adopté par le conseil municipal et comportant l'objet dont la réalisation est financée par le présent règlement.

GDD 1228958002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1225958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-31 11:25

Signataire : Marc LABELLE

_____

CN=Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim/O=Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225958001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Donnant suite à l'adoption du programme décennal des immobilisations 2023-2032 par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, l'arrondissement doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes et les projets y figurant.

Le conseil d'arrondissement est responsable d'adopter ces règlements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240343 - 11 octobre 2022 - Présenter, adopter et transmettre au comité exécutif la planification budgétaire du programme décennal d'immobilisations (PDI) 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie (1225158004).

CA20 240486 - 10 novembre 2020 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 960 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments dans le cadre du programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption (1207128009).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 6 534 000 $ afin de financer les projets inscrits au programme de protection des bâtiments pour les années 2023 et 2024 de l'arrondissement de Ville-Marie.

Les projets qui seront réalisés au programme de protection des immeubles du programme décennal d'immobilisations 2023-2032 sont variés. De façon non limitative, ces projets concernent la réfection, la mise aux normes, l'aménagement et le réaménagement des différents immeubles sur le territoire de l'arrondissement: maisons de la culture, bibliothèques, centres sportifs et communautaires, aréna, pataugeoires et piscines, clos de voirie, etc.

Cet emprunt permettra de financer le coût des travaux, les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement de Ville-Marie d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer la réalisation du programme de protection des bâtiments 2023-2024 inscrit au PDI 2023-2032.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des projets planifiés pour les années 2023 et 2024 du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie. Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne devra pas excéder vingt ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM18 0120.

L'enveloppe budgétaire du programme décennal d'immobilisations (PDI) 2023-2032 de l'arrondissement de Ville-Marie est établie à 141 850 000 $ dont 25 578 000 $ sont consacrés au programme de protection des bâtiments.

La répartition de l'enveloppe PDI 2023-2032 est jointe au présente sommaire décisionnel.

La planification budgétaire dédiée au programme de **protection des bâtiments pour les années 2023 et 2024** est répartie comme suit:

2023	2024	Total
3 354,0	4 680,0	8 034,0

Le règlement d'emprunt 3821326 adopté en novembre 2020 visait la réalisation du **programme de protection des immeubles 2021-2023** comme suit :

2021	2022	2023	Total
3 670,0	1 790,0	1 500,0	6 960,0

Comme il n'est pas permis d'emprunter deux fois pour la même planification budgétaire, le montant de l'emprunt faisant l'objet du présent dossier décisionnel sera réparti comme suit, pour un montant total de 6 534 000 $:

2023	2024	Total
1 854,0	4 680,0	6 534,0

MONTRÉAL 2030

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement: novembre 2022
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement: décembre 2022
- Approbation du règlement par le ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire: mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la présente recommandation atteste que ce dossier est conforme aux politiques, aux réglementations et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Aurelie GRONDEIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-24

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2022-10-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie



PDI 2023-2032_Ville-Marie.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512
Télécop. :

Ville-Marie Montréal

Prévisions budgétaires - Programme décennal d'immobilisations 2023-2032

		Numéro	Intitule du programme	No Sous projet	Intitule Sous Projet	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Total
Ville-Marie	Programmes	34220	Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et espaces verts	2334220000	Aménagement et réaménagement de parcs - Volet local	2 395	1 133	864	8 243	4 711	9 114	9 114	9 114	9 114	9 114	62 916
				2334220010	Aménagement et réaménagement de parcs- volet corpo	3 384	3 241	5 610	500	500	500	500	500	500	500	15 735
			Total - Aménagement et réaménagement de parcs et espaces verts			**5 779**	**4 374**	**6 474**	**8 743**	**5 211**	**9 614**	**9 614**	**9 614**	**9 614**	**9 614**	**78 651**
		44220	Programme Accès Jardins	2344220000	Programme Accès Jardins- Volet local	118	1 206	1 133	1 319	1 319	484	484	484	484	484	7 515
				2344220010	Programme Accès Jardins- Volet corpo	252	0	0	0	0	0	0	0	0	0	252
			Total - Accès Jardins			**370**	**1 206**	**1 133**	**1 319**	**1 319**	**484**	**484**	**484**	**484**	**484**	**7 767**
		55737	Programme de réfection routière	2355737000	Programme de réfection routière- Volet local	3 781	1 727	1 212	1 500	2 000	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	19 220
				2355737010	Programme de réfection routière- Volet Corpo	901	2 198	1 100	1 000	1 500	787	787	787	787	787	10 634
			Total - Réfection routière			**4 682**	**3 925**	**2 312**	**2 500**	**3 500**	**2 587**	**2 587**	**2 587**	**2 587**	**2 587**	**29 854**
		66553	Programme de protection des bâtiments	2366553000	Programme de protection des bâtiments	3 354	4 680	4 266	1 623	4 155	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	25 578
			Total - Protection des bâtiments			**3 354**	**4 680**	**4 266**	**1 623**	**4 155**	**1 500**	**1 500**	**1 500**	**1 500**	**1 500**	**25 578**
		Total PDI				**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**14 185**	**141 850**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1225958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGr - 1225958001 - Protection des bâtiments.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Aurelie GRONDEIN
Avocate
Tél : 438-826-4614

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-28

Aurelie GRONDEIN
Avocate
Tél : 438-826-4614
Division : Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

Ville-Marie
Montréal

CA-XX-XXX **Règlement autorisant un emprunt de 6 534 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement de Ville-Marie.**

Vu l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement aux objets prévus au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 6 534 000 $ est autorisé afin de financer la réalisation du programme de protection de bâtiments.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou la date d'entrée en vigueur du programme des immobilisations adopté par le conseil municipal et comportant l'objet dont la réalisation est financée par le présent règlement.

_____

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229678006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales .

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-31 15:59

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229678006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) permet au conseil municipal de déléguer aux conseils d'arrondissements ses pouvoirs relatifs à ces sociétés. C'est ainsi que chaque arrondissement dans lequel opère une SDC adopte un règlement sur les sociétés de développement commercial, lequel précise notamment les modalités de transmission des avis de convocation aux assemblées générales et les modalités de remise des cotisations perçues aux SDC.
En 2020 et 2021, en réponse aux circonstances exceptionnelles causées par la pandémie de la COVID-19 et leurs impacts sur l'écosystème commercial, la Ville de Montréal a adopté divers règlements permettant notamment de modifier les modalités de versement des cotisations aux sociétés de développement commercial (SDC) et de modifier les modalités de transmission des avis de convocation à leurs assemblées générales.

Ces mesures ont été particulièrement appréciées par les SDC qui ont pu planifier avec plus de précisions leurs liquidités et adapter les modes de transmission des avis de convocation à leurs assemblées aux technologies et au contexte de la pandémie.

Afin de permettre la reconduction de ces mesures, le conseil municipal adoptera le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) (le « Règlement ») et du Règlement établissant les modalités de versement des cotisations aux sociétés de développement commercial pour les années budgétaires 2023 et 2024 ainsi que les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales.

À la suite de l'adoption de ces règlements par le conseil de la Ville, des modifications devront être apportées au Règlement sur les sociétés de développement commercial de l'arrondissement (CA-24-026).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1678 (12 octobre 2022) - Inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils

d’arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) (le « Règlement ») et du Règlement établissant les modalités de versement des cotisations aux sociétés de développement commercial pour les années budgétaires 2023 et 2024 ainsi que les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales.

DESCRIPTION

La modification réglementaire proposée permettra une plus grande flexibilité dans les modes de transmission des avis de convocation aux assemblées générales de ces organismes, en tenant compte des technologies pouvant aujourd'hui être employées, notamment la transmission des avis de convocation par courriel.

JUSTIFICATION

La modification du Règlement sur les sociétés de développement commercial (03-108) permettrait d'alléger les modalités d'envoi des avis de convocation aux assemblées générales de manière permanente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-10-31
Cristina DARIENZO Commissaire - développement économique	Mélissa LAPIERRE-GRANO Chef(fe) communications relations communauté
Tél : 438-831-0259 **Télécop. :**	**Tél :** 514-868-3217 **Télécop. :**



CA-24-xx_mod_SDC.doc

Ville-Marie
Montréal

CA-24-xxx	**Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026) afin de modifier les moyens de transmission des avis de convocation aux assemblées générales**

Attendu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 11 du règlement sur les sociétés de développement commercial est remplacé par le suivant :

> « Sous réserve du deuxième alinéa, les signataires de la requête en constitution transmettent un avis de convocation aux membres, au moins 10 jours avant l'assemblée générale d'organisation. »

2. Le premier alinéa de l'article 27 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée, à tous les » et l'insertion du mot « aux » avant le mot « membres ».

3. Le premier alinéa le l'article 33 est remplacé par celui-ci :

> « Chaque année, y compris celle de la constitution de la société, le conseil d'administration doit présenter le budget de la société à une générale convoquée à cette fin ou lors de l'assemblée générale annuelle, au plus tard le 30 septembre. »

4. Le deuxième alinéa de l'article 33 est modifié par la suppression des mots « en capital dont le financement peut être effectué par un emprunt avec l'autorisation du conseil d'arrondissement » et l'ajout des mots « de nature capital » après le mot « dépenses ».

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1229678006), approuvé par le Registraire des entreprises le _____, a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1219276002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement et la transformation des bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, afin d'y aménager une école secondaire (Trafalgar School for girls), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1. D'accorder, pour les bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a. déroger notamment à l'article 5, 15 et 16 du *Règlement sur le développement du campus de l'Université McGill et autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment pour la faculté de génie* (95-039) relativement à l'usage,
b. transformer, agrandir et occuper par l'usage "école secondaire" conformément aux plans numérotés 18 à 21, 24, 25, 29, 43, à, 63, réalisés par Brian Burrows Architecte et Le Groupe Architex et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 28 septembre 2022.

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a. de restaurer les bâtiments tel qu'illustré aux plans 18, 19, 20, 21;
b. la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
c. de fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-10-04 10:18

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur

d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1219276002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement et la transformation des bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, afin d'y aménager une école secondaire (Trafalgar School for girls), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier (PPCMOI) a été déposée afin d'autoriser la réhabilitation du Purvis Hall (1020, avenue des Pins), l'agrandissement du 3715, rue Peel et ses annexes, et la construction d'un nouveau lien entre les 2 bâtiments, en dérogeant aux usages permis en vertu du Règlement sur le développement du campus de l'université McGill et autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment pour la Faculté de génie (Règlement 95-039).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Site
Le site pour lequel la présente demande est étudiée comporte le Purvis Hall, son écurie (*coach house*) et le bâtiment adjacent à l'écurie. Ces deux derniers bâtiments seront appelés les annexes.

Ce secteur est caractérisé par la présence de plusieurs anciennes résidences du Golden Square Mile, et de leurs dépendances, qui sont devenues des propriétés de l'Université McGill. Par conséquent, le mode d'implantation de type pavillonnaire est dominant dans ce secteur, malgré sa vocation institutionnelle.

Projet
La *Trafalgar School for girls* , une école secondaire privée anglophone pour filles, prévoit déménager ses activités de la rue Simpson au Purvis Hall et ses annexes.

Le projet comprend, globalement :

- la restauration du Purvis Hall
- l'agrandissement de ses annexes;
- la création d'un nouveau lien partiellement enfoui reliant le Purvis Hall à ses annexes.

Dans son Plan directeur du campus de 2019, l'Université McGill projette de se départir de la plupart des anciennes résidences situées entre la rue de la Montagne, la rue McTavish, l'avenue des Pins et l'avenue du Docteur-Penfield. Le Purvis Hall serait ainsi le premier de ces anciens manoirs à connaître une nouvelle vocation autre qu'universitaire.
L'école *Trafalgar School for girls* aura accès aux équipements sportifs de l'Université McGill, ce qui lui permet de ne pas construire de gymnase dans l'enceinte de sa nouvelle école.
Le projet de la *Trafalgar School* vise la restauration du Purvis Hall, de l'ancienne écurie et son annexe au coin de la rue Peel. L'ancienne écurie conservera son volume et ses façades, mais l'intérieur (cloisons et finis intérieurs), ayant subi de nombreuses transformations irréversibles, sera démoli. À l'ancienne écurie s'ajouteront deux étages, pour un total de 21,44 m ou 4 étages, et une extension vers le nord. Une construction souterraine d'un étage reliera le nouveau bâtiment et le Purvis Hall. Ce lien, qui accueillera la salle à manger et un espace de vie, sera enfoui du côté de la rue Peel, et de plain-pied du côté de la ligne de lot ou de la rue McTavish.

Enfin, la stratégie de conservation du Purvis Hall comprend le retrait des escaliers de sortie de secours et de la passerelle vers le Dungan House, la réparation de la pierre et des corniches, la restauration des fenêtres existantes ou le retour aux fenêtres d'origines, la restauration de l'importante clôture en fer forgé ceinturant le site et le remplacement des pièces de pierre recouvertes d'époxy. La préservation du talus de la rue Peel permet d'atténuer l'impact de cette construction sur l'implantation pavillonnaire dominante.

Le projet nécessite l'abattage de 6 arbres dont la valeur de conservation est faible. Les arbres longeant la rue Peel sont conservés. Le plan d'aménagement paysager laisse entrevoir un potentiel de nouveaux arbres, soit 20 arbres à grand déploiement et 20 à petit déploiement. Finalement, la façade nord du Purvis Hall sera bordée par un potager et des vivaces.

Réglementation
Règlement d'urbanisme
Le site est situé dans un secteur institutionnel (E.6 au Règlement d'urbanisme), mais il est couvert par un règlement d'urbanisme particulier encadrant les bâtiments de l'Université McGill, qui restreint notamment les usages. La hauteur autorisée est de 23 mètres et la densité permise est de 3. Le taux d'implantation maximal est de 60 % car il s'agit d'un terrain de coin.

Programme de développement de l'Université du campus de l'Université McGill et sur la construction, la modification et l'occupation de certains bâtiments (95-039)
En vertu du Règlement 95-039, le projet nécessite des dérogations à la réglementation en vigueur concernant l'usage: « école secondaire », car cet usage n'était pas prévu dans le Programme de développement de l'Université McGill (95-039). Les programmes de développement, une autorisation réglementaire qui n'est plus utilisée, ne peuvent être modifiés que par PPCMOI.

Autorisation du Ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Le projet étant situé dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal, une autorisation du

MCC est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec.

Dispositions susceptibles d'approbation règlementaire et examen de conformité
Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir l'usage.

Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de PPCMOI puisque la dérogation demandée, dans son contexte, est acceptable.

En effet, le projet de réhabilitation du Purvis Hall pour une école secondaire apparaît pertinent étant donné la vocation déjà institutionnelle du site, à la jonction entre le parc du Mont-Royal et le campus de l'Université McGill. Le projet mise sur une restauration des caractéristiques de la résidence (retrait de la passerelle, aucune modification extérieure du bâtiment) et intervient plutôt sur la dépendance (l'ancienne écurie) afin d'en préserver le volume. L'ensemble, qui constituera la nouvelle école Trafalgar, s'inscrit dans la typologie institutionnelle également présente dans le secteur (notamment juste au sud avec le pavillon de l'éducation de McGill) et le nouveau tunnel permet de rejoindre le sous-sol existant du Purvis Hall.

La matérialité proposée pour la nouvelle construction reflète le caractère distinct de l'ajout avec un parement de panneaux de béton de couleur beige et de grandes sections vitrées pour toute la partie supérieure. Le nouveau volume est déposé symboliquement sur le bloc plus ancien de l'écurie qui conserve son identité et son revêtement de brique ayant deux tons. Les panneaux de béton contemporain rappellent la matérialité de la résidence Victorienne sans la copier. Enfin, la proposition paysagère permet d'augmenter le nombre d'arbres et d'offrir des espaces verts tout en préservant des éléments caractéristiques comme le talus.

Considérant que l'usage « école secondaire » est compatible avec le milieu, cela permet de poursuivre la fonction institutionnelle que le site a depuis 80 ans et d'occuper un bâtiment d'intérêt patrimonial;

Considérant que le Purvis Hall (1020, avenue des Pins) fera l'objet d'une stratégie de conservation et de restauration des caractéristiques d'origine de son enveloppe extérieure;

Considérant que l'implantation pavillonnaire, la forte topographie et la présence végétale sont des caractéristiques de cette ancienne demeure bourgeoise qui doivent demeurer dominantes dans le paysage depuis la voie publique;

Considérant que le bâtiment principal du Purvis Hall conserve ses caractéristiques d'origines;

Considérant que le bâtiment accessoire (ancienne écurie) voit son volume préservé, mais son intérieur démoli, en raison de son faible intérêt, et que la partie ouest donnant sur la voie publique est conservée dans son entièreté;

Considérant que le gabarit et la typologie de l'ajout à l'ancienne écurie s'inscrivent de manière cohérente dans le paysage de la rue Peel;

Considérant que l'ajout de deux étages à l'ancienne écurie et son agrandissement vers le nord a son identité propre et contemporaine et ne tente pas de reproduire le style des bâtiments actuellement sur le site.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite
favorable à l'égard de cette demande.

Le projet a fait l'objet d'une présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU) du 9 septembre 2021 et a été recommandé favorablement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en transition écologique et innovation et créativité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une assemblée de consultation publique aura lieu le 26 octobre prochain.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes réalisées
9 septembre 2021 : Présentation de la demande de PPCMOI au comité consultatif d'urbanisme

Étapes à venir
11 octobre 2022 : Conseil d'arrondissement – Premier projet de la résolution

Assemblée de consultation publique le 26 octobre 2022

8 novembre 2022 : Conseil d'arrondissement – Deuxième projet de la résolution

Période d'approbation référendaire

6 décembre 2022 : Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
Conseillère en amenagement

Tél : 514-872-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-03

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2022-10-03

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1219276002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement et la transformation des bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, afin d'y aménager une école secondaire (Trafalgar School for girls), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

PV CCU - 2021-09-09 - PP - 3002543994.pdf

PURVIS CCU presentation 2022-09-06-ESTAMPILLÉS4.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
Conseillère en amenagement

Tél : 514-872-0000
Télécop. :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1227303008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Quartier des lumières

1. D'accorder, sur le lot 6 380 793, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:

a. déroger notamment aux articles 34.2, 170.2, 174, 179, 182 et 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la superficie de plancher pour un volume en surhauteur, à l'exigence d'une entrée principale par établissement, à la superficie maximale d'un usage commercial spécifique, à la superficie d'un usage commercial au sous-sol et à l'aménagement d'un débarcadère et à l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) relativement à l'exigence d'un versement compensatoire en argent d'un projet de redéveloppement;
b. démolir le bâtiment par phase et de manière substantiellement conforme au plan numéroté 23 réalisé par Neuf Architectes, annoté et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 31 octobre 2022;
c. ériger, aménager et occuper, par phase, un ou des complexes immobiliers sur le site visé conformément aux plans numérotés 29, 45a, 45c, 45d et 89, réalisés par Neuf Architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 31 octobre 2022;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes visant l'ensemble du site identifié à la page 89 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution :

a. aucun bâtiment hors-sol n'est autorisé dans les îlots 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17 et 18;

b. à l'exception d'une dépendance, aucun bâtiment hors-sol n'est autorisé dans l'îlot 4;
c. la première demande de permis de construction ou de transformation visant à construire un nouveau bâtiment ou agrandir un bâtiment existant dans l'îlot 2, 3, 5B, 6 ou 8B doit être accompagnée:
i. d'un engagement du propriétaire du lot 6 380 793 à céder une partie de ce terrain à des fins de parc comprenant les îlots 4 et 7B et représentant 10 % de la superficie de ce lot, selon les dispositions imposés par les articles 14, 15 et 16 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055);
ii. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable dont la valeur doit être égale à 25 % de la valeur du site visé par le PPCMOI au rôle d'évaluation foncière, en vigueur au moment de la demande, du bâtiment et du terrain du lot 6 380 793;
iii. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'assurer les travaux permettant la cession des îlots 4 et 7B conformément aux articles 14, 15 et 16 de ce règlement;
d. les garanties monétaires visées par le paragraphe c. de l'article 2. doivent demeurer en vigueur jusqu'au lotissement de deux terrains conformément à l'article 190.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec comprenant les îlots 4 et 7B et d'une valeur correspondant à 10 % de la superficie de ce site; advenant que ce lotissement n'ait été réalisé dans un délai de 60 mois suivant la demande de permis mentionnée au paragraphe c. de l'article 2., les garanties bancaires seront réalisables par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
e. la construction d'un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite d'une superficie plancher supérieure à 750 m² est uniquement autorisée dans les îlots 5A, 5B, 6, 7A, 8A et 8B;
f. seul un bâtiment situé dans l'îlot 6 peut comprendre un usage commercial spécifique d'une superficie de plancher supérieure à 4 000 m²;
g. un débarcadère pour véhicule automobile pour un bâtiment ne comportant pas un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels peut être uniquement situé dans l'îlot 6;

3. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes visant les îlots 5A, 5B, 6, 7A, 8A et 8B identifié à la page 89 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution :

a. la superficie de plancher brute, incluant les balcons, d'un étage d'un volume distinct situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit être égale ou inférieure à la superficie de plancher maximale indiquée à la page 29 de ces plans;
b. sauf pour le plan de façade du bâtiment identifié « Tour Radio Canada », un plan de façade doit présenter un retrait égal ou supérieur aux « Retraits de surhauteurs » indiquées à la page 29 de ces plans pour la portion située au-dessus de la hauteur en mètres prescrite sur au moins 80 % de la largeur du bâtiment face à l'îlot 14, l'îlot 15, l'îlot 17, l'îlot 18, une voie publique ou une servitude de passage;

4. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes visant l'îlot 6 identifié à la page 89 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution :

a. un commerce spécifique peut uniquement occuper les étages identifiés

« USAGE COMMERCIAL SPÉCIFIQUE » aux pages 45c et 45d de ces plans;
b. un seul établissement commercial spécifique occupant l'îlot 6 peut occuper une superficie plancher supérieure à 4 000 m²;
c. un établissement commercial spécifique ne peut dépasser une superficie plancher de 10 000 m²;
d. une entrée principale peut être partagée par un maximum de 5 établissements commerciaux spécifiques;
e. un mur qui fait face aux îlots 14, 15, 17, 18 et à l'avenue Viger doit comprendre un nombre de portes équivalent aux nombres d'accès piétons identifiés à la page 45a;
f. le nombre maximal d'unités de stationnement est de 1 000;
g. un seul débarcadère automobile est autorisé et doit:
i. être accessible uniquement depuis l'avenue Viger;
ii. avoir au plus 2 accès à la voie publique d'une largeur maximale de 5 m chacune;

5. D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
a. afin de minimiser l'impact des constructions d'un étage à une hauteur supérieure à 30 m sans superficie plancher maximale et d'assurer la qualité architecturale du projet :
i. sauf pour un mur du bâtiment identifié « Tour Radio Canada », dans les îlots 5B, 6, et 8B identifié à la page 29 des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution, un mur d'un bâtiment faisant face à un îlot adjacent ou à une servitude de passage doit avoir un recul égal ou supérieur à une « Marge de recul proposée entre la ligne de lot et le basilaire »;
ii. sauf pour plan de façade du bâtiment identifié « Tour Radio Canada », un plan de façade doit présenter un retrait égal ou supérieur aux « Retraits proposés entre la ligne de lot et le volume en surhauteur » indiquées à la page 29 de ces plans pour la portion située au-dessus de la hauteur en mètres prescrite;
iii. un étage situé au-dessus de la hauteur en mètres maximale prescrite doit tendre à être construit à un emplacement identifié « Superficie de plancher supérieure à 750 m² » identifié à la page 29 de ces plans;
iv. les retraits des volumes en hauteur sur les rues locales doivent être maximisés et tendre à être reportés sur le boulevard René-Lévesque, l'avenue Viger et la rue Alexandre-DeSève;
v. favoriser un alignement sur la rue de la Visitation qui offre des perspectives sur l'église Saint-Pierre-Apôtre;
vi. la volumétrie et l'architecture d'un bâtiment doivent minimiser, dans les espaces publics actuels et projetés, les effets négatifs sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes;
vii. favoriser un traitement architectural de qualité en conformité avec les critères en vigueur dans l'unité de paysage et une présence réduite de murs rideaux en verre;
viii. la composition des façades des intersections des rues Wolfe, de la Visitation et Alexandre-DeSève avec l'avenue Viger doit marquer fortement le coin;
ix. les travaux de rénovation ou transformation de la tour existante doivent favoriser une interprétation en continuité

des éléments caractéristiques de son architecture tels que les arêtes marquant l'implantation hexagonale et la forme de la fenestration;

x. les garde-corps des balcons des étages inférieurs doivent tendre à être constitués de barrotins;

xi. un entablement séparant le rez-de-chaussée des étages supérieurs pour supporter une enseigne doit être favorisé;

xii. favoriser l'intégration des balcons au volume principal lorsqu'ils sont en surhauteur et qu'ils font face à de grands axes ou au fleuve;

xiii. les appareils électriques ou mécaniques, tels que des condenseurs ou des thermopompes, doivent tendre à être intégrés au bâtiment ou sur le toit;

xiv. la conception d'un bâtiment doit favoriser les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;

xv. la construction doit favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs;

b. afin de favoriser l'animation et la sécurité des déplacements piétons :

i. un mur faisant face aux îlots 14, 15, 17, 18 et à l'avenue Viger doit tendre à localiser ses portes aux emplacements identifiés « Accès piéton aux commerces grandes surfaces » et « Accès piéton sur rue » à la page 45a des plans mentionnés au paragraphe c. de l'article 1. de la présente résolution;

ii. favoriser la perméabilité des îlots notamment par une multiplication de passages piétonniers;

iii. lorsqu'il fait face à la servitude de passage identifiée à la page 89 de ces plans, un mur doit tendre à avoir une interface ouverte et transparente au niveau du rez-de-chaussée;

iv. l'interface des rez-de-chaussée ayant front sur la rue Alexandre-DeSève doit favoriser l'ouverture, l'animation du domaine public et la sécurité des piétons;

v. favoriser la mutualisation des chambres annexes électriques entre plusieurs bâtiments et tendre à les localiser sur les côtés ayant un caractère privé;

vi. l'aménagement du débarcadère hors rue doit favoriser la sécurité des déplacements actifs, notamment par l'installation de bollards, un revêtement favorisant l'apaisement des déplacements véhiculaires et une visibilité accrue des piétons et des cyclistes;

vii. les aires à rebuts doivent tendre à être intégrées à l'architecture du bâtiment et être conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment le bruit et les odeurs;

6. De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-01 14:01

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227303008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Quartier des lumières

CONTENU

CONTEXTE

La planification du développement immobilier sur les terrains de l'ancienne maison de Radio-Canada se précise et se raffine. Les constructions et les conditions existantes comportent plusieurs défis éminemment complexes. Aussi, une demande de dérogations visant l'acquittement de frais de parcs uniquement sous la forme de terrains, la démolition d'un bâtiment et l'encadrement du projet immobilier ont été déposés pour le site du Quartier des lumières / Radio-Canada. Le projet peut être autorisé en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) moyennant le respect des conditions et critères de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0805 — 14 juin 2021 — Adoption, avec changements, du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs (04-047-209) » (1200867001)
CE17 1164 — 5 juillet 2017 — Approuver le renouvellement de l'accord de développement avec la Société Radio-Canada pour le projet sur le site du 1400, boulevard René-Lévesque (1172931006)

CM09 0838 — 21 septembre 2009 — Approuver l'accord de développement avec la Société Radio-Canada pour le projet sur le site du 1400, boulevard René-Lévesque (1094175006)

CM09 0890 — 21 septembre 2009 — Adoption, avec changements, du « Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel, commercial et industriel situé sur le quadrilatère délimité par le boulevard René-Lévesque, les avenues Viger et Papineau et la rue Wolfe - Site de Radio-Canada » (règlement 08-048) ET Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » (1074400053)

DESCRIPTION

Site
Autrefois un quartier faubourien vivant, l'ilôt à l'étude a été l'objet des grandes opérations de rénovation urbaine d'après-guerre tel que l'élargissement du boulevard Dorchester et le projet de Maison de Radio-Canada. Le site visé constitue la plus grande partie d'un îlot entouré par le boulevard René-Lévesque au nord, l'avenue Viger au sud et les rues Wolfe et Alexandre-DeSève respectivement à l'ouest et à l'est. Cet îlot comprend deux lots dont le plus grand, faisant l'objet de la présente demande, est d'une superficie de 63 205 m². Aujourd'hui, le site est occupé par une tour, un vaste basilaire de faible hauteur, des structures souterraines d'une profondeur pouvant atteindre 15 m et des stationnements de surface.

Un accord de développement, renouvelé en 2017, prévoit la réalisation et cession de rues publiques ainsi que l'inclusion sur site d'une proportion de 20 % de logement social à chaque phase de construction résidentielle. Il s'agit également d'un site en redéveloppement identifié dans le Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs à cause de sa taille, mais également de sa localisation stratégique. Rappelons qu'un des objectifs centraux du PPU des Faubourgs est de retisser la trame urbaine afin de faciliter la reconnexion du quartier Centre-Sud avec le Vieux-Montréal et le fleuve.

Afin d'y arriver, il est proposé d'encadrer le redéveloppement du secteur au sud du boulevard René-Lévesque afin d'en faire un milieu de vie complet. Plus précisément, pour le site de Radio-Canada, le PPU prévoit une trame de rues et de servitudes de passage en continuité de la trame traditionnelle. Un parc est également identifié à l'angle de la rue de la Visitation et du boulevard René-Lévesque afin de mettre en lien le patrimoine religieux de l'église Saint-Pierre-Apôtre et le patrimoine moderne de la tour de Radio-Canada tout en ouvrant le secteur sur le quartier limitrophe.

Projet
La demande à l'étude vise à autoriser le redéveloppement du site afin de construire plus d'une dizaine de bâtiments comportant des volumes en surhauteur. À terme, le développement de la totalité de l'îlot, incluant le deuxième lot, exclu de la demande, comprendra :

- 2520 unités résidentielles privées;
- 500 unités de logements sociaux majoritairement prévus pour des familles;
- 25 000 m² de commerces;
- 75 000 m² de bureaux;
- un parc central;
- une école de quartier;
- la prolongation de 3 rues de la trame faubourienne permettant d'accéder au fleuve.

Démolition
Le projet prévoit d'abord la démolition de l'ensemble du basilaire de la tour de Radio-Canada afin de permettre le remblai des portions souterraines et assurer la cession d'un terrain pour un parc, la réalisation de rues publiques et la construction de bâtiments sociaux, privés et un établissement scolaire. La deuxième phase de démolition prévoit la conservation de la tour et l'occupation des étages souterrains par des usages commerciaux, mais ceux-ci pourraient également accueillir une centrale thermique.

Aménagement du domaine public et frais de parcs
La réalisation et la cession des rues sont à la charge du promoteur: pour ce faire, ce dernier devra suivre les prescriptions prévues par la Ville pour ces ouvrages. Une entente conformément au Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013) est en cours de rédaction en coopération avec divers services de la Ville de Montréal. Étant

donnée l'orientation forte du PPU des Faubourgs en faveur du désenclavement du quartier au bénéfice des déplacements actifs, cet aspect sera prioritaire dans le parti pris pour l'aménagement des rues.

Pour le parc, celui-ci sera cédé gratuitement puisque des frais de parcs d'une valeur équivalant à 10 % du site s'appliquent. Tel que prévu dans le PPU des Faubourg, l'arrondissement souhaite que ces frais soient acquittés en terrains. Par ailleurs, puisque le terrain du parc identifié par le PPU des Faubourgs ne représente que 7,5 % du site, un terrain supplémentaire sera cédé et pourrait, à terme, accueillir une école. Ces terrains devront être cédés à une phase ultérieure du projet parce que des travaux de démolition seront nécessaires pour combler le sous-sol actuellement occupé en partie par des studios. En effet, la complexité de la structure du bâtiment existant a un impact sur les interventions possibles et sur leur phasage qui ne peut reprendre le découpage de la trame de rue proposée.

Cadre bâti
Le projet prévoit la construction de plus d'une dizaine de bâtiments comportant des surhauteurs. Trois de ceux-ci accueilleront des logements sociaux (5A, 7A et 8A), deux comprendront des bureaux (6A et 6B) alors que les autres abriteront des logements privés. Les bâtiments sociaux, les volumes qui comportent des bureaux ainsi que trois bâtiments résidentiels auront des étages en surhauteur dont les superficies planchers sont supérieures à 750 m².

Centre d'affaires
Le centre d'affaires est la portion du bâtiment original qui est conservée et constitue le plus grand îlot du projet. La tour y sera maintenue et les étages souterrains seront occupés par des usages commerciaux comportant des entrées communes, dont un établissement d'une superficie de plus de 4 000 m². Un débarcadère hors rue pour automobiles donnera accès au centre d'affaires depuis l'avenue Viger.

Cadre réglementaire
Frais de parcs

- L'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055) prévoit que les frais de parcs d'un projet de redéveloppement doivent faire l'objet du versement à la Ville d'une somme compensatoire en argent préalablement à la délivrance d'un permis de construction.
- L'acquittement des frais de parcs sera fait sous forme de terrain à une étape ultérieure puisque des travaux de démolition et de remblai seront nécessaires avant la cession.
- Il est possible de déroger à ces dispositions en adoptant une résolution en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

Cadre bâti

- Le projet ne déroge à aucun paramètre de densité ou de hauteur maximales du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282):
    - le coefficient d'occupation du sol (C.O.S.) maximal du site est de 6 dans la portion ouest et 7 à l'est de l'axe Beaudry;
    - la hauteur maximale est de 45 m au nord de la tour Radio-Canada et 65 m au sud.
- L'article 34.2 de ce règlement prévoit que la superficie maximale de plancher d'un étage en surhauteur est de 750 m².

- En plus de la tour existante, huit bâtiments projetés dérogent à cette disposition.
- Il est possible de déroger à cette disposition en vertu du Règlement sur les projets particuliers. L'article 9.6 prévoit des critères d'acceptabilité d'une telle dérogation, notamment:
    - des reculs de façades qui réduisent l'impact perceptible des constructions en hauteur sur le domaine public, notamment les parcs et les places publiques, la rue De La Gauchetière et la rue de la Visitation;
    - une volumétrie qui permet de dégager les vues vers le fleuve Saint-Laurent et les vues d'intérêt;
    - favoriser la conception d'un bâtiment qui permet les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;
    - favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs.

Usages et espaces libres

- Un établissement commercial occupant le rez-de-chaussée doit comporter une entrée principale directement accessible depuis la rue en vertu de l'article 170.2 du Règlement d'urbanisme.
- En vertu de l'article 174 de ce règlement, la superficie maximale d'un établissement commercial est de 4 000 m².
- En vertu des articles 179 et 182, un usage ne peut s'implanter à un étage supérieur au rez-de-chaussée ou inférieur au premier niveau de sous-sol.
- L'article 381 de ce règlement prévoit également qu'un débarcadère hors rue est interdit dans ce secteur.
- Le projet comprend des établissements commerciaux à des niveaux non conformes étant donné la topographie et la grandeur du site qui sont accessibles d'une entrée commune ainsi qu'un établissement d'une superficie de 10 000 m².
- Un débarcadère hors rue accessible depuis l'avenue Viger est proposé.
- Il est également possible de déroger à ces dispositions en vertu du Règlement sur les projets particuliers.

Les dispositions dérogeant aux articles 34.2, 174, 179 et 182 du Règlement d'urbanisme sont susceptibles d'approbation référendaire. Enfin, l'autorisation est conforme au Plan d'urbanisme et ne doit faire l'objet d'aucun examen de conformité en vertu du Règlement 15-073.

JUSTIFICATION

La demande soumise à l'arrondissement présente plusieurs aspects intéressants qui permettent d'orienter le redéveloppement d'un îlot de grande taille afin de créer un milieu de vie complet favorable aux déplacements actifs. L'autorisation permettra également la réalisation de projets de logements sociaux en parallèle.

Dérogations aux dispositions de frais de parcs

Le site de Radio-Canada présente plusieurs aspects contraignants difficilement compatibles au Règlement sur les cessions pour fins de parcs. La présence d'une structure souterraine impose des travaux de démolition préalables à la cession de terrains de parcs, mais également à la cession d'un premier terrain pour le logement social. Pour mener à bien ces travaux de démolition, plusieurs autorisations préalables soumises à l'obligation d'acquitter ces frais de parcs (permis de transformation, démolition, opérations cadastrales, etc.) sont nécessaires.

Or, il est impossible d'acquitter ces frais sous forme de terrains à l'étape actuelle puisque

ceux-ci sont occupés par du bâti. De plus, étant donné la grande rareté des terrains disponibles pour des parcs et des écoles, il n'est pas souhaitable que les frais de parcs soient acquittés en argent. L'adoption d'un projet particulier permettra d'imposer des conditions de développement sur le site en identifiant les îlots non constructibles. En parallèle, un engagement, accompagné de garanties monétaires à céder les terrains, devra être conclu avant l'émission du premier permis de construction pour sécuriser la cession des terrains.

Dérogations à la superficie maximale d'un étage en surhauteur
Afin d'évaluer l'impact des constructions en hauteur, le demandeur a effectué plusieurs simulations et réalisé des perspectives depuis des emplacements stratégiques pour la perception depuis le domaine public en regard des vues protégées et de l'ambiance sur les rues identifiées par le Règlement sur les projets particuliers.

Ainsi, le projet présente peu d'impact sur le domaine public immédiat. En effet, les volumes sont principalement présents sur les grandes artères telles que le boulevard René-Lévesque, l'avenue Viger et la rue Alexandre-DeSève plus appropriées pour les bâtiments de plus forts gabarits en raison de leurs largeurs, mais également de leurs caractères. En effet, l'avenue Viger, qui se situe dans l'emprise du boulevard Ville-Marie prévu par le PPU des Faubourgs, est un axe au caractère autoroutier et la présence d'une certaine densité lui confèrera un aspect plus urbain et un meilleur encadrement. De plus, la répartition de la densité vers le fleuve permet de réduire l'impact des volumes en hauteur sur les milieux de vie existants au nord.

La présence de plus grands volumes à proximité de la rue Alexandre-DeSève, est également une stratégie judicieuse de répartition de la densité puisque seule la nouvelle Maison de Radio-Canada se trouve à proximité. C'est dans l'interface du rez-de-chaussée qu'une attention particulière sera nécessaire: celle-ci se devra d'être ouverte pour favoriser les déplacements piétons vers le fleuve et la composition de la façade devra mettre en valeur le coin de la rue Alexandre-DeSève et du futur boulevard Ville-Marie. Enfin, les bâtiments sociaux ayant front sur le boulevard René-Lévesque auront un impact moindre parce que la hauteur maximale est de 45 m et qu'un retrait d'alignement minimal de 4 m est requis en raison de la présence d'un tuyau d'aqueduc souterrain.

Dérogations aux usages, aux accès commerciaux et au débarcadère hors rue
La présence d'un établissement de plus grande envergure permet de compléter une offre commerciale du secteur qui ne comprend aucune quincaillerie ou magasin de meubles. Ce type de commerce présente traditionnellement de plus grandes superficies planchers. Dans ce contexte, une superficie plancher de 10 000 m² est acceptable et n'a aucun impact en matière d'intégration architecturale sachant que le commerce sera à un niveau souterrain.

Par contre, un tel commerce peut générer beaucoup de déplacements automobiles. L'accès véhiculaire au centre d'affaires se fera depuis la rue Alexandre-DeSève et donnera accès au stationnement, mais également aux espaces de chargement qui sont tous localisés à l'intérieur. L'interface avec la rue sera donc cruciale sur la rue Alexandre-DeSève afin d'assurer le confort et la sécurité des piétons. De plus, le stationnement proposé comprend 1 000 unités de stationnement, soit la moitié du maximum autorisé en fonction des superficies planchers permises.

Enfin, le débarcadère depuis l'avenue Viger permet de réduire l'impact du projet sur la congestion du futur boulevard. Qui plus est, la rue De La Gauchetière aura un caractère plus local et un débarcadère pour autobus sera à prévoir si une école vient à s'y implanter, il est donc préférable d'orienter les accès véhiculaires du côté sud. Afin de favoriser les déplacements piétons et cyclistes, un encadrement en faveur d'un aménagement sécuritaire est intégré à la résolution de projet particulier.

Considérations

- Le redéveloppement d'un vaste site minéralisé, occupé par une tour et des souterrains, dans le respect des objectifs d'accessibilité sociale et de transition écologique, rend nécessaires plusieurs ajustements des dispositions réglementaires normatives.
- La présence de parcs, d'une école, de logements abordables, en plus des usages commerciaux et des logements privés, sont des prérequis pour créer des quartiers complets.
- La rareté des terrains rend difficile la création de nouveaux parcs dans l'arrondissement.
- L'acquisition de terrains à titre gratuit est une opportunité de réunir les conditions gagnantes pour accueillir une école.
- Le demandeur doit respecter les délais prévus par l'entente d'inclusion signée avec la Ville.
- L'impact des volumes en surhauteurs se fait principalement sentir sur des axes à caractères plus autoroutiers ou non résidentiels.
- Les constructions en surhauteur n'ont aucun impact sur les vues protégées ou sur le parc.
- Un commerce de plus forte ampleur permettrait de compléter l'offre commerciale actuelle et sa localisation dans des étages souterrains permet d'assurer son intégration architecturale.
- Le PPU des Faubourgs prévoit l'aménagement du nouveau boulevard Ville-Marie en réduisant sa largeur et qu'un débarcadère hors rue permettrait de réduire les arrêts sur rue pour une circulation plus fluide.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet et la procédure d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement du 8 novembre 2022 d'un premier projet de résolution de projet particulier.

- Assemblée publique de consultation du 23 novembre 2022.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 6 décembre 2022 d'un deuxième projet de résolution de projet particulier.
- Publication de l'avis annonçant la période d'approbation référendaire.
- Adoption de la résolution de projet particulier par le conseil d'arrondissement lors de la première séance de 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-10-17

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annie LAMBERT
Chef de division mobilité et planification des déplacements
Tél : 514 872-1577

Approuvé le : 2022-10-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227303008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Quartier des lumières

Plans estampillés.pdf

1227303008 - Radio-Canada - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

Procès-verbal - Comité consultatif d'urbanisme - 2022-10-13.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

31 octobre 2022

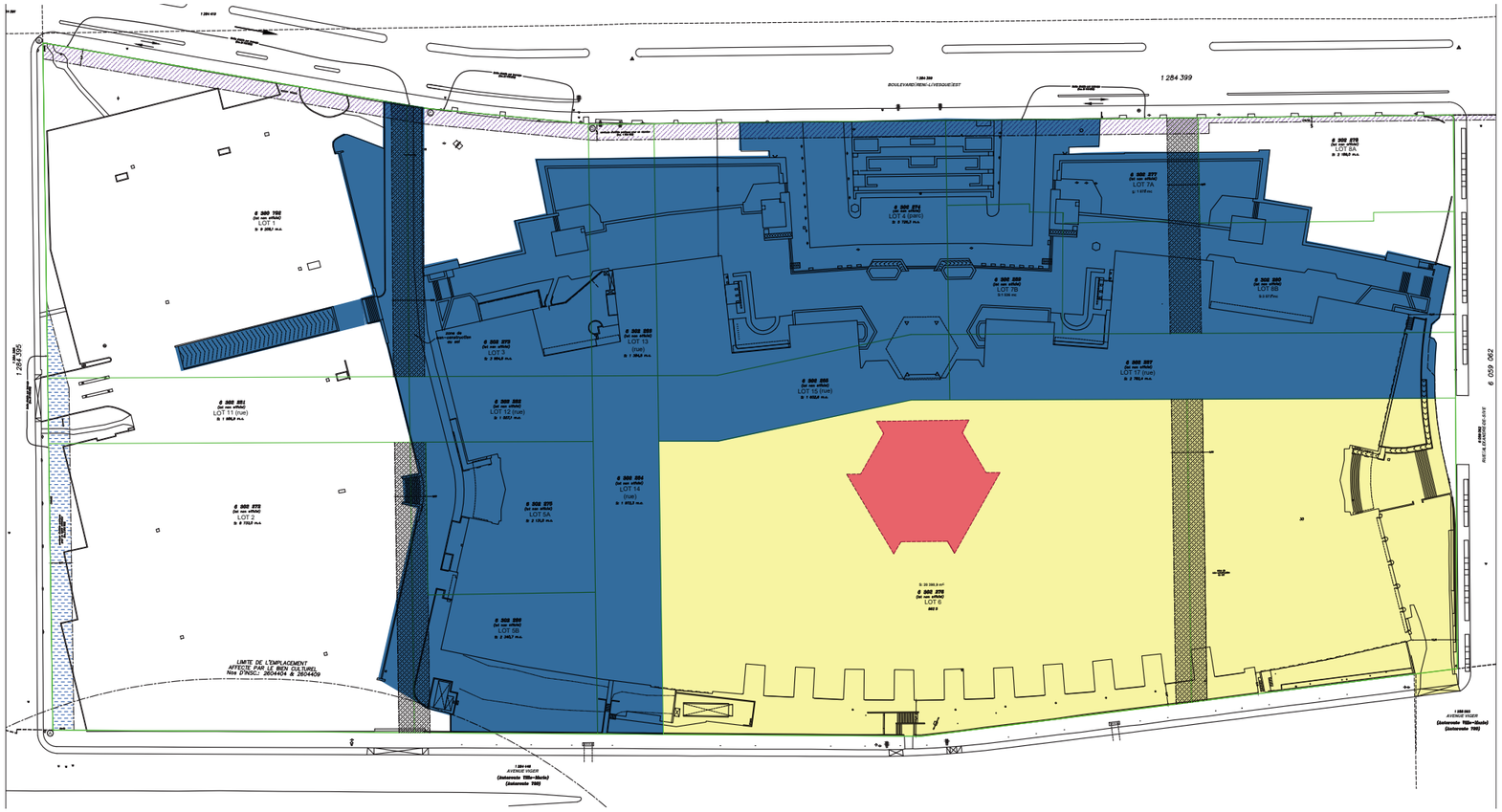
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PRINCIPE DE PHASAGE DE DÉMOLITION

Tour existante
Non touché par les travaux de démolition

Phase 1
± 32 000 m²

Phase 2
± 14 000 m²



(Note: le phasage de démolition et les limites de démolition sont illustrés à titre indicatif.)

T1

Phase démolition 1
▶ À déterminer

T2

Phase démolition 2
▶ À déterminer

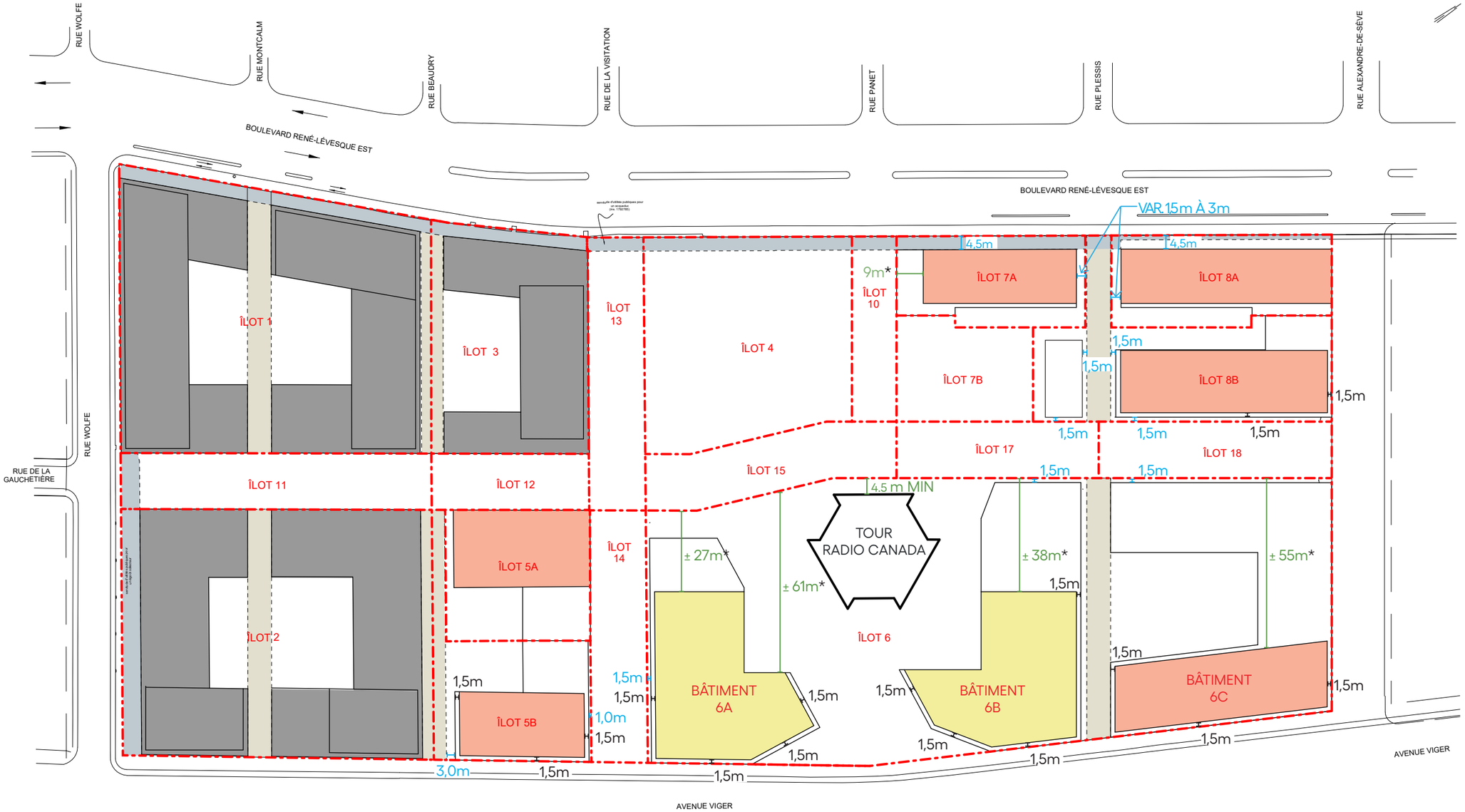
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

31 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

TOURS ET SURHAUTEURS

Critères de révision architectural



(Les formes des implantations en surhauteur sont illustrées à titre indicatif)

- Superficie de plancher supérieure à 750 m² en surhauteur et n'excédant pas 1500 m² Projet Groupe Mach
- Superficie de plancher supérieure à 750 m² en surhauteur et n'excédant pas 1800 m² Projet Groupe Mach
- Implantation du bâtiment
- Implantation de la tour Radio-Canada
- Servitudes de passage
- Retrait de surhauteur
- Marge de recul proposée entre la ligne de lot et le basilaire
- Retrait proposé entre la ligne de lot et le volume en surhauteur

* Distances données à titre indicatif selon l'implantation actuelle. La portion en surhauteur d'un bâtiment adoptera minimalement 1.5 m de retrait au dessus du podium face au domaine public.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

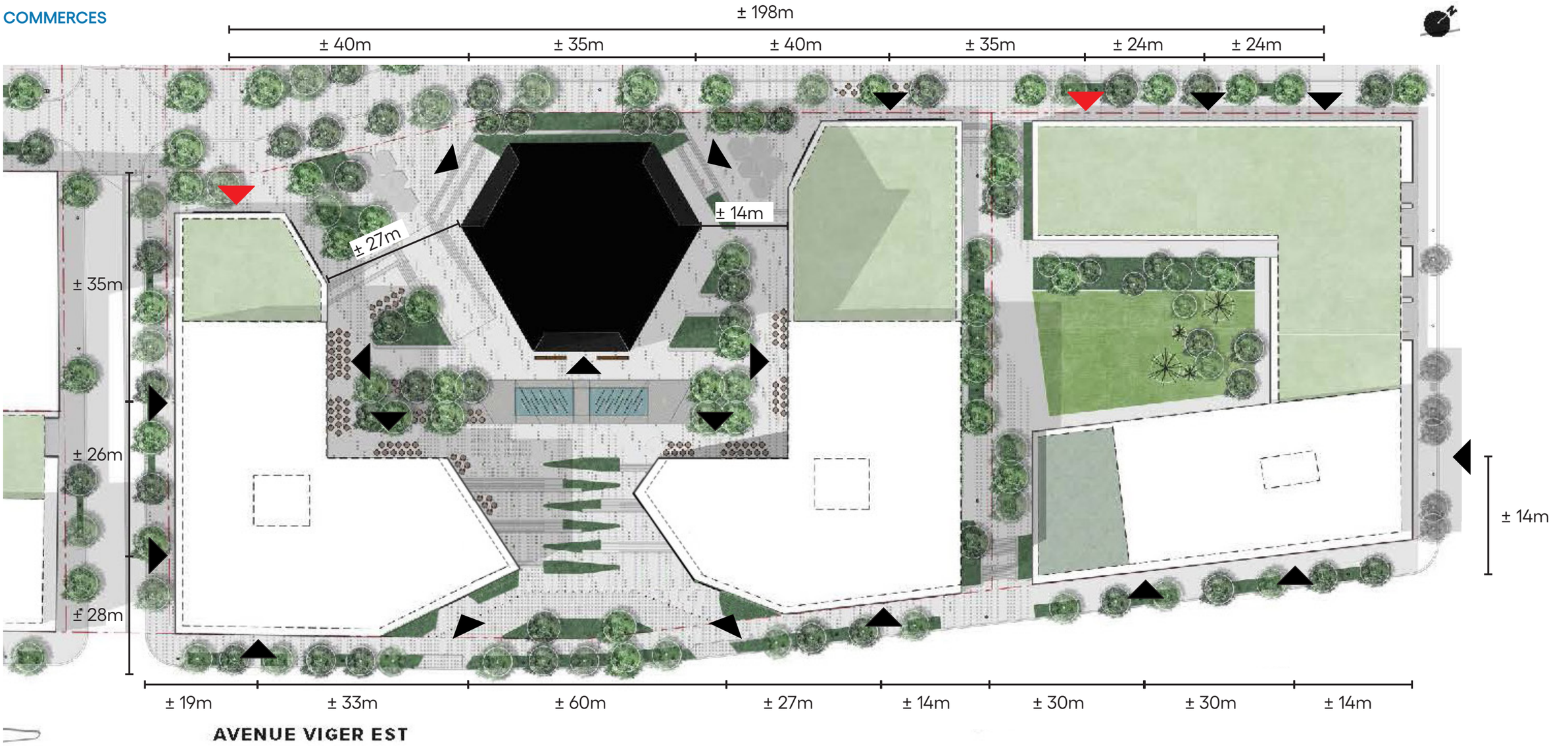
31 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Accès piéton aux commerces grandes surfaces

Accès piéton sur rue

COMMERCES



Cotes approximatives données à titre indicatif

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

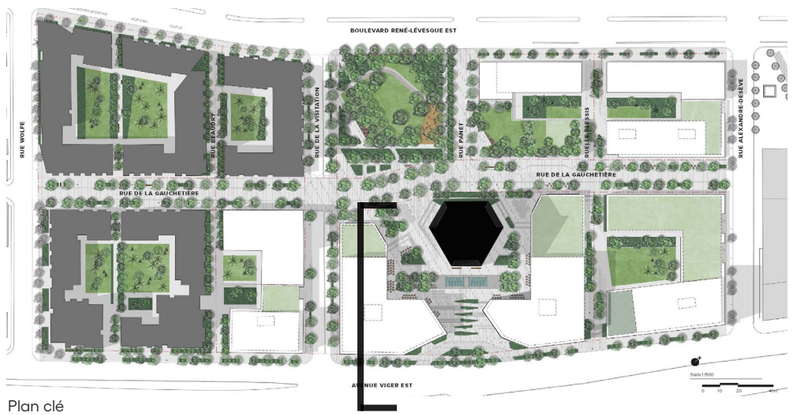
31 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

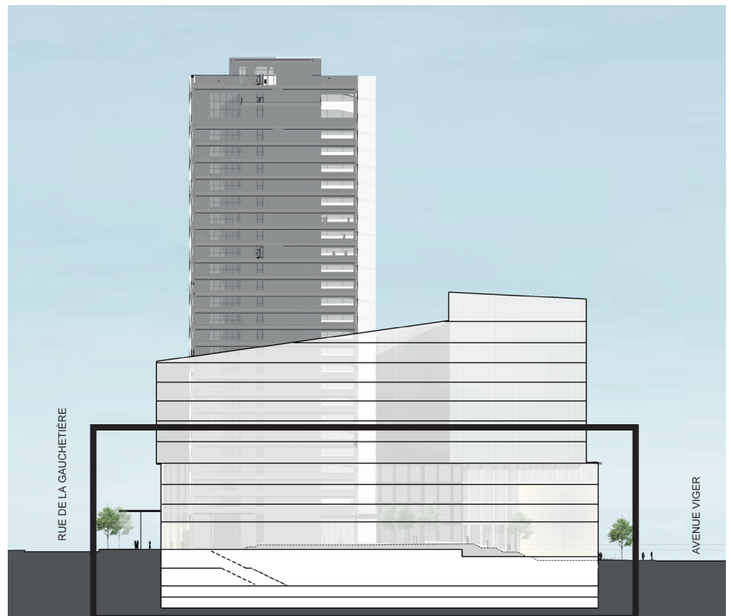
COMMERCES

USAGE COMMERCIAL SPÉCIFIQUE (XL)

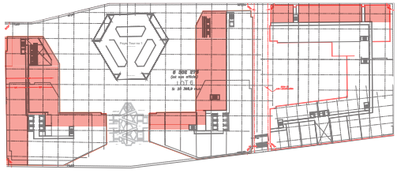
(Voir p. 45d pour plans à plus grande échelle)



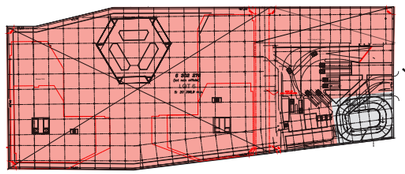
Plan clé



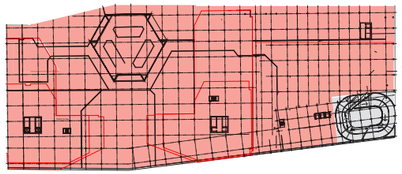
Coupe clé sur bâtiment îlot 6A



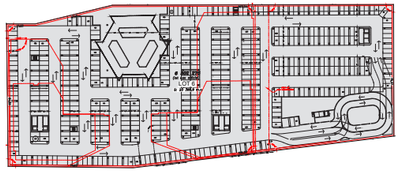
Rez-de-chaussée



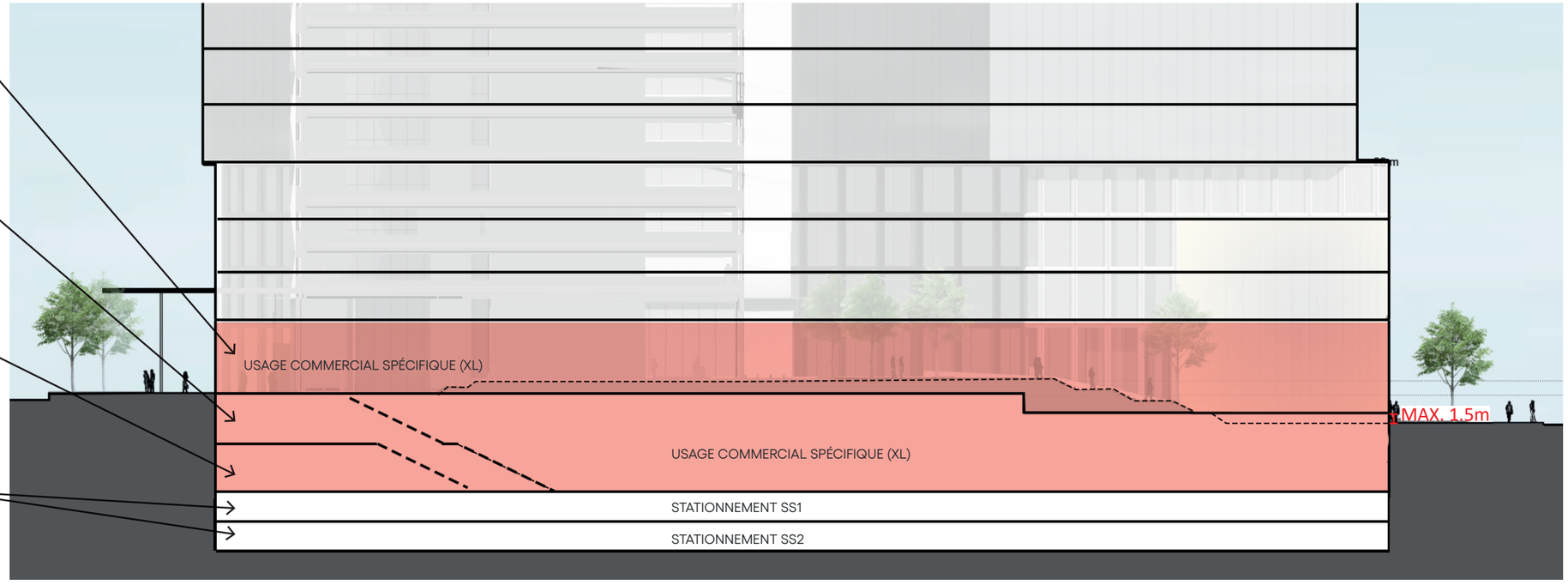
Double hauteur



Niveau commercial



Stionnement SS1
Stionnement SS2

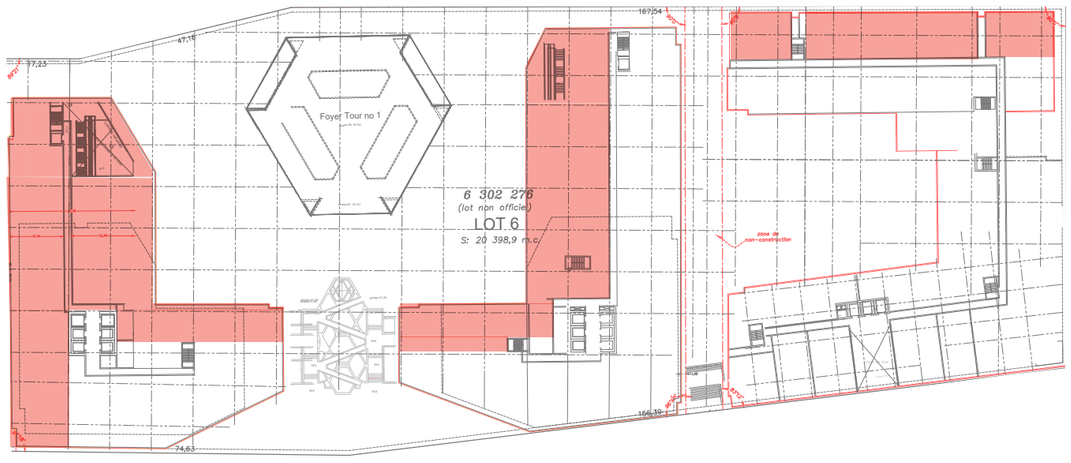


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

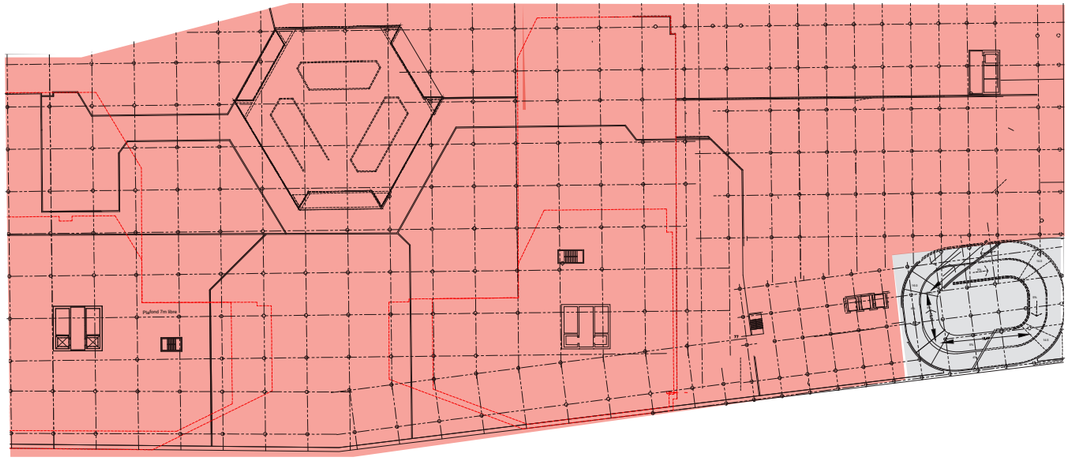
31 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

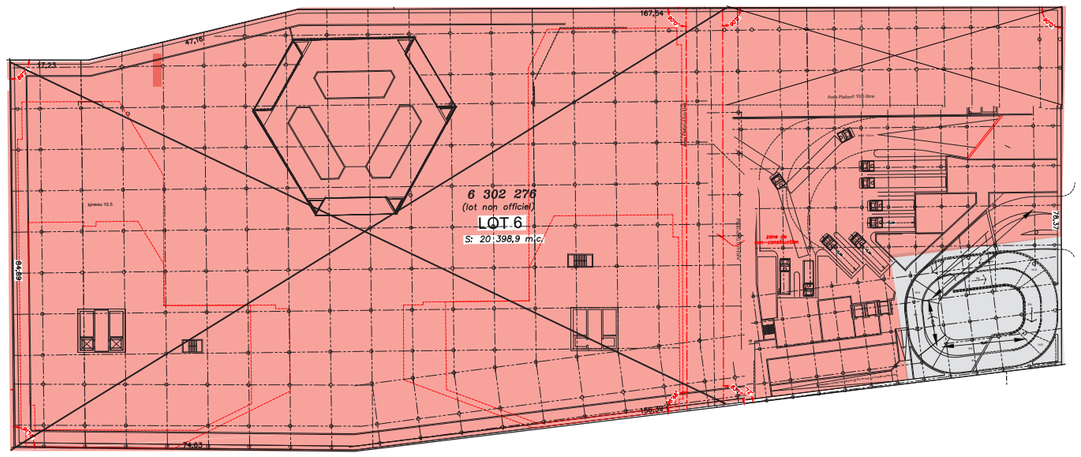
COMMERCES



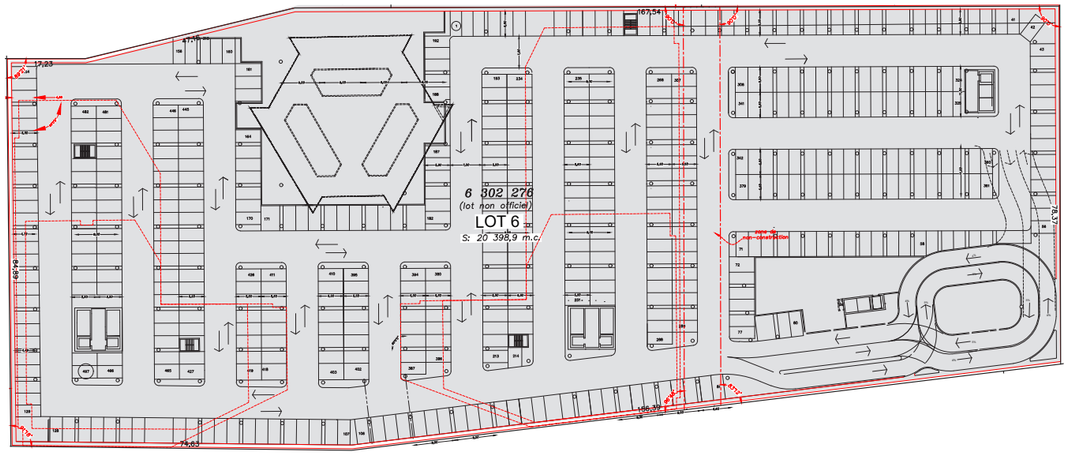
Rez-de-chaussée



Niveau commercial



Double hauteur



Stionnement SS1
Stionnement SS2

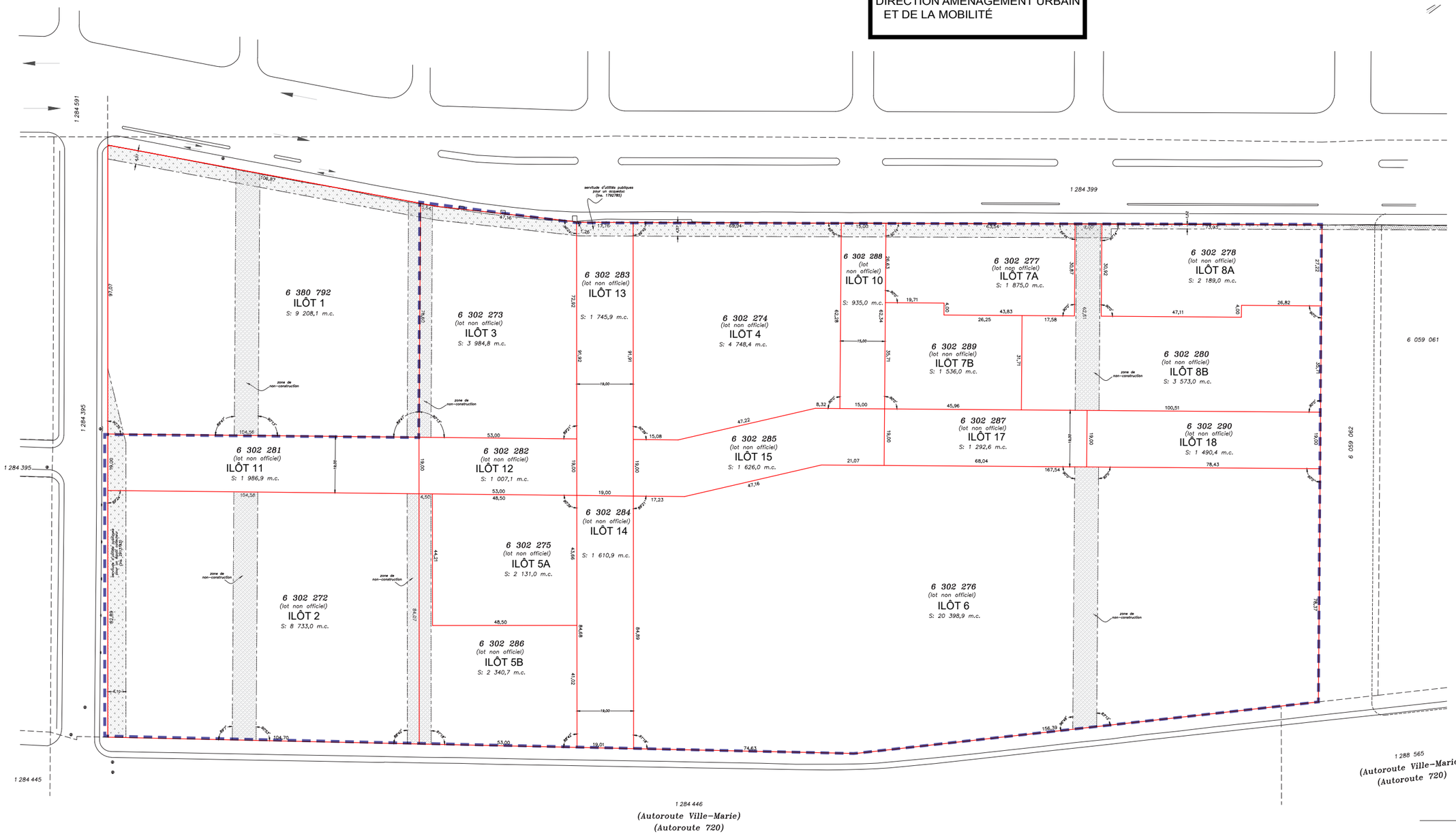
USAGE COMMERCIAL SPÉCIFIQUE (XL)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

31 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Plan d'arpentage proposé / Lotissements proposés



Servitude d'utilités publiques pour un aqueduc

Servitude de passage

Limite de propriété

Limite du site visé par le PPCMOI

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 octobre 2022
3003215462
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	99999, boul. René-Lévesque Est - Quartier des lumières / Radio-Canada
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	La demande vise à autoriser le redéveloppement du site afin de construire plus d'une dizaine de bâtiments comportant des volumes en surhauteur. Pour ce faire, le demandeur prévoit le morcellement d'un lot avec cession de terrains pour fins de parcs ultérieurs, la démolition d'un bâtiment et la construction de bâtiments comportant, notamment, des étages situés au-delà de la hauteur maximale qui ont une superficie plancher supérieure à 750 m², un commerce spécifique d'une superficie supérieure à 4 000 m² et un débarcadère a été déposé pour le site du Quartier des lumières / Radio-Canada. Le site visé constitue la plus grande partie d'un îlot entouré par le boulevard René-Lévesque au nord, l'avenue Viger au sud et les rues Wolfe et Alexandre-DeSève respectivement à l'ouest et à l'est. Cet îlot comprend deux lots dont le plus grand, soit celui visé par la demande, est d'une superficie de 63 205 m². Autrefois un quartier faubourien vivant, cet îlot a été l'objet des grandes opérations de rénovation urbaine d'après-guerre tel que l'élargissement du boulevard Dorchester et le projet de Cité des ondes. Celui-ci est désormais occupé par la tour de Radio-Canada, un basilaire d'un étage, des structures souterraines d'une profondeur pouvant atteindre 15 m et des stationnements de surface. Depuis 2007, le site est visé par un accord de développement, renouvelé en 2017, qui prévoit la réalisation et cession de rues publiques ainsi que l'inclusion sur site d'une proportion de 20 % de logement social à chaque phase de construction résidentielle. Il s'agit également d'un site en redéveloppement majeur identifié dans le Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs à cause de sa taille, mais également de sa localisation stratégique. Rappelons qu'un des objectifs centraux du PPU des Faubourgs est de retisser la trame urbaine afin de faciliter la reconnexion du quartier Centre-Sud avec le Vieux-Montréal et le fleuve. Afin d'y arriver, il est proposé d'encadrer le redéveloppement du secteur au sud du boulevard René-Lévesque afin d'en faire un milieu de vie

	complet. Plus précisément, pour le site de Radio-Canada, le PPU prévoit une trame de rue et de servitudes de passage en continuité de la trame traditionnelle. Un parc est également identifié à l'angle de la rue de la Visitation et du boulevard René-Lévesque afin de mettre en lien le patrimoine religieux de l'église Saint-Pierre-Apôtre et le patrimoine moderne de la tour de Radio-Canada tout en ouvrant le secteur sur le quartier limitrophe. Enfin, en plus du parc, un terrain permettant d'accueillir une école devra être cédé par le développeur du site. Ces terrains seraient cédés en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055). **Redéveloppement** À terme, le développement de la totalité de l'îlot, incluant le lot exclu de la demande, comprendra : ● 2520 unités résidentielles privées; ● 500 unités de logements sociaux; ● 25 000 m² de commerces; ● 75 000 m² de bureaux; ● un parc central; ● une école de quartier; ● la prolongation de 3 rues de la trame faubourienne permettant d'accéder au fleuve. **Démolition** Le projet prévoit d'abord la démolition de l'ensemble du basilaire de la tour de Radio-Canada afin de permettre le remblai des portions souterraines et assurer la cession d'un terrain pour un parc, la réalisation de rues publiques et la construction de bâtiments sociaux, privés et un établissement scolaire. La deuxième phase de démolition prévoit la conservation de la tour et l'occupation des étages souterrains par des usages commerciaux, mais ceux-ci pourraient également accueillir une centrale thermique. **Cadre bâti** Le projet prévoit la construction de plus d'une dizaine de bâtiments comportant des surhauteurs. Trois de ceux-ci accueilleront du logement social (5A, 7A et 8A), deux comprendront des bureaux (6A et 6B) alors que les autres abriteront des logements privés. Ce sont les bâtiments sociaux, les volumes comportant du bureau ainsi que trois bâtiments résidentiels qui auront des étages en surhauteur dont les superficies planchers sont supérieures à 750 m². **Centre d'affaires** Le centre d'affaires est la portion du bâtiment original, à l'exception du basilaire, qui est conservée. La tour sera maintenue et les étages souterrains seront occupés par des usages commerciaux comportant des entrées communes, dont un établissement d'une superficie de plus de 4 000 m². Un débarcadère hors rue pour automobiles donnera accès au centre d'affaires depuis l'avenue Viger.

	Aménagement du domaine public et frais de parcs La réalisation et la cession des rues relèvent du promoteur : pour ce faire, ce dernier devra suivre les prescriptions prévues par la Ville pour ce genre de travaux. Une entente conformément au Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux (08-013) est en cours de rédaction en coopération avec divers services de la Ville de Montréal. Étant donnée l'orientation forte du PPU des Faubourgs en faveur du désenclavement des déplacements actifs, cet aspect sera prioritaire dans le parti pris pour l'aménagement des rues. Pour le parc, celui-ci sera cédé gratuitement puisque des frais de parcs d'une valeur équivalant à 10 % du site s'appliquent. L'arrondissement souhaite que ces frais soient acquittés en terrains. Par ailleurs, puisque le terrain du parc identifié par le PPU des faubourgs ne représente que 7,5 % du site, un terrain supplémentaire sera cédé afin d'accueillir une école. Ces terrains devront être cédés à une phase ultérieure du projet notamment parce que des travaux de démolition seront nécessaires pour combler le sous-sol des emplacements visés qui sont construits. **Dérogations** Le projet prévoit des dérogations concernant les frais de parcs, la superficie maximale de plancher de 750 m2 ainsi que les usages, les accès commerciaux et un débarcadère hors rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La rareté des terrains rend difficile la création de nouveaux parcs dans l'arrondissement.
Considérant que :	L'acquisition de terrains à titre gratuit est une opportunité de réunir les conditions gagnantes pour accueillir une école.
Considérant que :	Le demandeur doit respecter les délais prévus par l'entente d'inclusion pour livrer des terrains pour accueillir des projets de logements sociaux.
Considérant que :	La présence de parcs, d'une école, de logements abordables en plus des usages commerciaux et des logements privés sont des prérequis pour créer des quartiers complets.
Considérant que :	L'impact des volumes en surhauteurs se fait principalement sentir sur des axes à caractères plus autoroutiers.
Considérant que :	Les constructions en surhauteur n'ont aucun impact sur les vues protégées ou sur le parc.
Considérant que :	Les nouveaux commerces doivent s'intégrer à la trame urbaine en continuité du quartier et assurer l'animation sur rue.

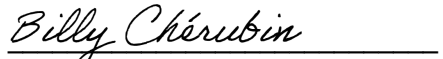
Considérant qu' :	Un commerce de plus forte ampleur permettrait de compléter l'offre commerciale actuelle.
Considérant qu' :	Un commerce de grande surface doit s'intégrer doit limiter ses impacts.
Considérant que :	Le PPU des faubourgs prévoit que le boulevard Ville-Marie sera réaménagé en réduisant sa largeur et qu'un débarcadère hors rue permettrait de réduire les arrêts sur rue pour une circulation plus fluide.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **En plus des critères réglementaires en vigueur, intégrer les critères suivants, à la résolution de projet particulier:**
  - **les travaux de rénovation ou transformation de la tour existante doivent favoriser une interprétation en continuité des éléments marquants de son architecture tels que des arêtes marquant l'implantation hexagonale et la forme de la fenestration;**
  - **favoriser un alignement sur la rue de la Visitation qui offre des perspectives sur l'église Saint-Pierre-Apôtre;**
  - **favoriser l'intégration des balcons au volume principal lorsqu'ils sont en surhauteur et qu'ils font face à de grands axes ou au fleuve;**
  - **les appareils électriques ou mécaniques, tels que des condenseurs ou des thermopompes, doivent tendre à être intégrés au bâtiment ou sur le toit;**
  - **les garde-corps des étages inférieurs doivent tendre à être constitués de barrotins;**
  - **la composition des façades des intersections des rues Wolfe, de la Visitation et Alexandre-DeSève avec le futur boulevard Ville-Marie doit marquer fortement le coin;**
  - **l'interface des rez-de-chaussée ayant front sur la rue Alexandre-DeSève doit favoriser l'ouverture, l'animation du domaine public et la sécurité des piétons;**
  - **l'aménagement du débarcadère hors rue doit favoriser la sécurité des déplacements actifs, notamment par l'installation de bollards, un revêtement favorisant l'apaisement des déplacements véhiculaires et une visibilité accrue des piétons;**
  - **favoriser la mutualisation entre plusieurs bâtiments des chambres annexes électriques et tendre à les localiser sur les côtés ayant un caractère plus privé;**
  - **favoriser la perméabilité des îlots par des interfaces ouvertes avec les passages publics et la multiplication des passages piétonniers;**
  - **favoriser un traitement architectural de qualité en conformité avec les critères en vigueur dans l'unité de paysage et établis dans le PPU des Faubourgs;**
  - **favoriser la conception d'un bâtiment qui permet les économies d'énergie, notamment par l'utilisation de matériaux de construction durables;**
  - **favoriser la diminution des îlots de chaleur, notamment par l'augmentation du couvert végétal sur les toits ou les murs;**
  - **minimiser l'impact des volumes en hauteur sur les rues locales et tendre à les reporter sur le boulevard René-Lévesque, l'avenue Viger et la rue Alexandre-DeSève.**
- **Déposer un plan de gestion des déplacements avec la première demande de permis.**

Par ailleurs, le comité souhaite que le projet de Quartier affirme son leadership en matière de transition écologique en s'inscrivant dans le réseau thermique urbain, par le verdissement des espaces au sol et par une gestion des matières résiduelles sans impact sur le domaine public.

De plus, le comité souhaite également que Groupe Mach maintienne la communication avec le Comité d'accompagnement des grands projets de Centre-Sud et coordonne sa planification des espaces commerciaux en complémentarité de la vision de la Société de développement commercial (SDC) du Village.

 Robert Beaudry Président	 Billy Chérubin Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : 1227303008
Unité administrative responsable : Arrondissement de Ville-Marie
Projet : Adopter une résolution autorisant, par phases, la cession de terrains pour fins de parcs et la réalisation d'un projet de redéveloppement comportant notamment des étages en surhauteur d'une superficie plancher supérieure à 750 m² et un commerce d'une superficie supérieure à 4 000 m² pour l'immeuble situé sur le lot 6 380 793 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Quartier des lumières (Radio-Canada)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? ***Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.***	***X***		

2. À quelles priorités du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

1. La création d'un quartier dense près mixte à proximité du métro et d'infrastructures de transport actif permet de réduire la dépendance à l'automobile et de limiter le nombre de déplacements.

3. La reconnexion de la trame de rue permet d'assurer la continuité des déplacements actifs entre les quartiers et vers le fleuve.

7. L'inclusion de trois projets de logements sociaux sur le site permet d'augmenter l'accessibilité à des logements de qualités dans un quartier central.

9. Le projet prépare le terrain pour accueillir une école dans un secteur déficitaire pour ce type d'équipement.

19. La création d'un milieu de vie complet sur un site autrefois occupé par un stationnement et des studios souterrains permettra la réappropriation d'un quartier autrefois complet par les Montréalaise et Montréalais.

20. Le développement de ce secteur envoie un message fort de vitalité de l'arrondissement de Ville-Marie et du centre-ville.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		

3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1224680002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2023

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1, article 40), l'ordonnance, E-7.1, fixant :

- La période d'inscription au cours de laquelle peuvent être présentées les demandes de permis d'artistes ou d'artisans pour la saison 2023 soit du 30 janvier au 10 février 2023. Les inscriptions se feront via un formulaire en ligne;

- La date, l'heure et le lieu des séances d'attribution des emplacements pour la saison 2023, soit le 21 février 2023 à 10 h pour les artisans, le 22 février 2023 à 10 h pour les artistes exposants et le 22 février 2023 à 13 h pour les artistes portraitistes caricaturistes. Les séances se dérouleront en mode hybride et synchrone;

- L'émission des permis pour la saison 2023 à partir du 21 février 2023 pour les artisans et du 22 février 2023 pour les artistes. Ces activités se dérouleront sur rendez-vous au bureau Accès Montréal de l'arrondissement situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:40

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224680002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2023

CONTENU

CONTEXTE

L'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M, c. E-7.1) implique annuellement l'édiction d'une ordonnance pour la gestion des activités des artistes et artisans sur le domaine public. L'ordonnance incluse au présent sommaire décisionnel vise, pour l'année 2023, les diverses dates concernant l'inscription, l'attribution des emplacements et l'émission de permis des détenteurs de permis d'artisan et d'artiste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 22 240033 adoptée le 8 février 2022 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2022.

CA21 240136 adoptée le 13 avril 2021 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2021.

CA19 240523 adoptée le 12 novembre 2019 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de modifier les diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

CA19 240468 adopté le 2 octobre 2019 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

CA18 240562 adopté le 9 octobre 2018 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la

vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Édicter une ordonnance pour déterminer les dates relatives à l'inscription, l'attribution des emplacements et l'émission de permis des demandeurs de permis d'artisan et d'artiste pour la saison 2023 :

DATES	ARTISANS	ARTISTES EXPOSANTS	ARTISTES PORTRAITISTES CARICATURISTES
- INSCRIPTION :	30 janvier au 10 février 2023 (via un formulaire en ligne)		
- ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS:	Le 21 février 2023 à 10 h	Le 22 février 2023 à 10 h	Le 22 février 2023 à 13 h
	Les séances se dérouleront en formule hybride (en présentiel ou à distance) et en mode synchrone		
- ÉMISSION DES PERMIS :	À partir du 21 février 2023	À partir du 22 février 2023	
	Au bureau Accès Montréal – Sur rendez-vous Du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h 30 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H2L 4L8		

Ces dates pourraient être modifiées selon l'évolution du contexte sanitaire.

L'autorisation de la tenue des activités des artistes de rue sur le domaine public est conditionnelle à l'obtention de l'approbation de la part de la Direction de la santé publique du Québec et de toute autre autorité compétente. Ainsi, tous les artistes et artisans qui renouvelleront leur permis devront respecter et mettre en place les directives, mesures préventives et exigences préconisées par la Direction de la santé publique qui visent à limiter la propagation du virus de la COVID-19, et ce, pendant toute la durée des activités présentées au public.

Étant donné le contexte de pénurie d'emplacements provoqué par les travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine, il n'y aura pas de séance d'accréditation de nouveaux artistes et artisans pour la saison 2023.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une démarche annuelle nécessaire pour l'application du présent Règlement et qui vise les activités des détenteurs de permis ayant un emplacement dans le Vieux-Montréal et sur la rue Sainte-Catherine Ouest, au centre-ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S / O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus précisément au niveau des orientations de Transition écologique et d'Innovation et créativité:

- La priorité no. 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;

- La priorité no. 15: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette démarche permettra aux artistes et artisans de s'inscrire et de renouveler leurs permis annuel, si les conditions sanitaires le permettent.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de pandémie de COVID-19, l'autorisation de la Direction de la santé publique sera nécessaire pour permettre la tenue des activités des demandeurs de permis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Durant toute la période, la Division de la culture et des bibliothèques sera en contact avec les représentants des artistes et artisans via un comité paritaire.
- Parution d'un avis public dans le Devoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2022 : Envoi d'un avis par courriel informant les détenteurs de permis inscrits en 2019 (année de référence) des dates à venir.
- Janvier et février 2023 : Période d'inscription, séances d'attribution des emplacements et émission des permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jeremie LEVESQUE, Ville-Marie
Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et bibliothèques

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1224680002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2023

GDD1224680002_Grille_analyse_montreal2030.pdf

E-7.1, o XX - Dates - Saison 2023 - Artistes et artisans.doc

Dates importantes - Saison 2023.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. : 514 868-3292

Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. xx **Ordonnance relative à la saison 2023**

Vu les paragraphes 7°, 8° et 10° de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Pour la saison 2023, les demandes de permis d'artiste ou d'artisan peuvent être présentées du **30 janvier au 10 février 2023** via un formulaire en ligne.

2. Pour la saison 2023, les séances d'attribution des emplacements auront lieu dans la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, en mode hybride synchrone, selon l'horaire suivant :

1° Artisans : **le 21 février 2023 à 10 h**;

2° Artistes qui utilisent un autre procédé de réalisation que la caricature ou le portrait (exposants) : **le 22 février 2023 à 10 h;**

3° Artistes qui utilisent la caricature ou le portrait comme procédé de réalisation : **le 22 février 2023 à 13 h**;

3. Pour la saison 2023, l'émission des permis se fera sur rendez-vous au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8 selon l'horaire suivant :

1° Artisans : **à partir du 21 février 2023;**

2° Artistes : **à partir du 22 février 2023.**

Un avis relatif à cette ordonnance (1224680002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le ….. date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

DATES À RETENIR
ARTISTES ET ARTISANS – SAISON 2023

DATES	ARTISANS	ARTISTES EXPOSANTS	ARTISTES PORTRAITISTES CARICATURISTES
Inscription :	**Du 30 janvier au 10 février 2023** (via un formulaire en ligne)		
Attribution des emplacements :	**Le 21 février 2023 à 10 h**	**Le 22 février 2023 à 10 h**	**Le 22 février 2023 à 13 h**
	Les séances se dérouleront en formule hybride (en présentiel ou à distance) et en mode synchrone.		
Émission des permis :	**À partir du 21 février 2023**	**À partir du 22 février 2023**	
	Au bureau Accès Montréal – Sur rendez-vous 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2L 4L8		

Note : Ces dates pourraient être modifiées selon l'évolution du contexte sanitaire.

Note : Vu le contexte de pénurie d'emplacements provoqué par les travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine, il n'y aura pas de séance d'accréditation d'artistes et d'artisans pour la saison 2023.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD 122468002*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : *Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2023*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- ***# 4 :*** Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- ***# 15 :*** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

3. Pour chacune des priorités identifiées, **quel** est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- ***# 4 et # 15 :*** Dynamiser le centre-ville et appuyer la création artistique et l'achat d'œuvres d'artistes et artisans locaux;
- ***# 4 et # 15 :*** Favoriser les interactions entre les citoyens et les créateurs afin de stimuler l'économie locale et la vitalité culturelle de l'arrondissement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228270011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2023

Il est recommandé :

D'édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), l'ordonnance CA-24-006, o. xx relative aux emplacements désignés et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs pour la saison 2023;

D'édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), l'ordonnance CA-24-006, o. xx relative à l'exercice des activités des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons sur le domaine public pour la saison 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:41

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228270011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2023

CONTENU

CONTEXTE

L'article 28.1 du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) implique l'édiction de diverses ordonnances en lien avec la gestion du domaine public.

Deux ordonnances font l'objet de ce sommaire décisionnel :

- La première porte sur l'exercice des activités des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons sur le domaine public pour la saison 2023.
- La deuxième détermine les emplacements désignés et les conditions d'exercice des activités des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs au cours de la saison 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240034 adoptée le 8 février 2022 : Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2022.
CA21 240138 adoptée le 13 avril 2021 : Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2021.

CA20 240307 adoptée le 8 juillet 2020 : Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine

public (CA-24-006) durant la saison 2020.

CA19 240127 adoptée le 12 mars 2019 : Édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercice des activités des demandeurs pour l'année 2019.

CA 19 240126 adoptée le 12 mars 2019 : Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2019.

CA18 240212 adoptée le 10 avril 2018 : Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006).

CA18 240202 adoptée le 10 avril 2018 : Édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2018.

DESCRIPTION

La première ordonnance détermine les conditions relatives à l'exercice des activités des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons sur le domaine public. Elle stipule, entre autres, que les activités des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons peuvent être exercées sur tout le territoire de l'arrondissement de 9 h à 23 h lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation programmées ou autorisées par l'arrondissement. Le quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri, de la Commune et Saint-François-Xavier est toutefois exclu, car des restrictions particulières s'appliquent dans ce secteur. Ainsi, les performances des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons sont autorisées dans ce quadrilatère uniquement aux heures et aux emplacements désignés. En outre, cette ordonnance spécifie que la durée des prestations des musiciens ou des amuseurs publics ne peut pas dépasser une heure sur un même emplacement. Elle stipule également que le son émanant de l'équipement d'amplification sonore utilisé par le détenteur de permis ne doit pas être audible à plus de 25 mètres du site de la performance et précise que l'amplification des instruments de percussion et des cuivres et l'utilisation de klaxons et de sifflets est interdit.
La deuxième ordonnance fixe les conditions d'exercice des activités des musiciens, des amuseurs publics et sculpteurs de ballons du 14 mai au 31 décembre 2023 sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs.

Ainsi, les emplacements et les heures désignés dans le secteur du Vieux-Montréal sont les suivants :

- De 11 h à 23 h - Sur la place Jacques-Cartier :

- Le site Nelson est réservé aux musiciens;
- Le site Le Royer est réservé aux musiciens et aux amuseurs publics. L'utilisation du feu peut être autorisée;
- Quatre emplacements sont réservés aux sculpteurs de ballons;

- De 11 h à 23 h - Sur la place d'Armes :

- Un emplacement réservé aux musiciens et aux amuseurs publics. L'utilisation du feu n'est pas autorisée;

- De 12 h à 21 h – Sur la rue Saint-Paul :

- Deux emplacements sont désignés sur la rue Saint-Paul Est, côté nord, le premier devant le numéro civique 25 et le deuxième, au coin de la rue Vaudreuil. Ces emplacements sont réservés aux détenteurs de permis (musiciens en duo ou en solo et amuseurs publics mimes, statues et magiciens) n'utilisant aucune amplification sonore, instrument de la famille des cuivres ou des percussions ou du feu.

Pour se prévaloir du droit d'exercice à ces emplacements, les musiciens, les amuseurs publics et les sculpteurs de ballons détenant un permis en règle doivent obligatoirement s'inscrire via le système de réservation en ligne de l'arrondissement de Ville-Marie soit mapvillemarie.com, et ce, afin de participer aux tirages au sort.

Les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons qui renouvelleront leur permis devront respecter et mettre en place les directives, mesures préventives et exigences préconisées par la Direction de la santé publique qui visent à limiter la propagation du virus de la COVID-19, et ce, pendant toute la durée des activités présentées au public. Ainsi, la tenue leurs activités est conditionnelle à l'évolution de la situation sanitaire et à l'obtention des autorisations nécessaires de la part des autorités concernées.

Pour plus de précisions, veuillez consulter les ordonnances et le plan en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une démarche annuelle nécessaire pour l'application du présent Règlement et qui vise les activités des détenteurs de permis qui exercent des activités sur le domaine public et dans le secteur du Vieux-Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts sont assumés à même les budgets de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus précisément au niveau des orientations de *Transition écologique* et d'*Innovation et créativité:*

- La priorité no. 4 : *Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;*

- La priorité no. 15: *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette démarche permettra aux artistes et artisans d'occuper un emplacement sur le domaine public du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de pandémie de COVID-19, l'autorisation de la Direction de la santé publique sera nécessaire pour permettre la tenue des activités des demandeurs de permis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Durant toute la période, la Division de la culture et des bibliothèques sera en contact avec les représentants des musiciens et amuseurs publics à travers le comité paritaire.
Des communications seront acheminées aux personnes inscrites en 2019, 2020 et 2021 afin de les informer des étapes à venir et des démarches à suivre.

Un dépliant d'information indiquant les conditions d'obtention d'un permis et de son usage sera remis à tous les demandeurs.

Parution d'un avis public dans le Devoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Rencontre d'ouverture de la saison prévue en mai 2023, si le contexte sanitaire le permet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Jeremie LEVESQUE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 4388218013

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228270011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2023

Grille d'analyse Montréal 2030 : GDD1228270011_Grille_analyse_montreal2030.pdf

Plan des emplacements désignés : MAS2023_Vieux-Mtl.pdf

Ordonnances : CA-24-006 o. xx MAS Pl. d'Armes, JC et environs 2023.doc

CA-24-006 o. xx Exercice d'activités MAS sur le domaine public 2023.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 4388218013
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-006, o. xx **Ordonnance relative aux emplacements désignés et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs**

Vu l'article 28.1 du *Règlement modifiant le Règlement relatif aux musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-206).

À sa séance du 6 décembre 2022 le conseil d'arrondissement décrète :

1. La présente ordonnance est en vigueur du 14 mai au 31 décembre 2023, si le contexte sanitaire le permet.

2. L'animation des emplacements sur les places d'Armes et Jacques-Cartier est autorisée de 11 h à 23 h lorsqu'il n'y a pas d'autres activités de programmées, et ce, conformément à la présente ordonnance.

3. Les conditions suivantes s'appliquent à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs :

3.1 Pour jouer sur les emplacements désignés au plan joint identifiant la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs, les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons, détenteurs de permis en règle, doivent obligatoirement s'inscrire sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement à l'adresse mapvillemarie.com;

3.2 L'emplacement place d'Armes est réservé aux musiciens et amuseurs publics;

3.3 L'emplacement Nelson de la place Jacques-Cartier est strictement réservé aux musiciens;

3.4 L'emplacement Le Royer de la place Jacques-Cartier est réservé aux musiciens et amuseurs publics;

3.5 Sur l'emplacement Le Royer, l'amuseur public peut utiliser le feu dans le cadre de sa prestation en se conformant aux conditions suivantes :

1° être détenteur d'une approbation du Service de sécurité incendie de Montréal;
2° respecter le périmètre de sécurité déterminé par le Service de sécurité incendie de Montréal;
3° avoir à portée de main tout équipement exigé par le Service de sécurité incendie de Montréal;
4° ne déverser aucun liquide inflammable ou combustible sur le sol;
5° respecter l'ensemble des exigences du Service de sécurité incendie de Montréal relatives à l'usage du feu ou de combustible;
6° si la situation sanitaire le permet;

3.6 Le nombre de sculpteurs de ballons pouvant se produire sur la place Jacques-Cartier est d'au maximum quatre sur les emplacements désignés à cette fin uniquement;

3.7 Sous réserve de plaintes relatives au bruit ou autre nuisance, deux emplacements désignés sont prévus sur la rue Saint-Paul Est, côté nord soit : un emplacement devant le numéro civique 25 rue Saint-Paul Est et l'autre, au coin de la rue Vaudreuil. Ces emplacements sont consacrés aux musiciens offrant des prestations en solo ou en duo n'utilisant aucune source d'amplification et aux amuseurs publics (mime, statue vivante et magicien exclusivement), et ce, aux jours et plages horaires déterminés par l'arrondissement durant la période de la piétonisation prévue en 2022 de 12 h à 21 h. Les musiciens qui utilisent des instruments provenant du groupe des cuivres et des percussions, ou tout autre instrument de musique émettant un niveau de décibels trop élevé pour les emplacements, ne seront pas autorisés à y exercer leur activité. Les musiciens et amuseurs publics désirant se produire à ces emplacements devront être autorisés par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement et utiliser le système de réservation en ligne;

3.8 Pour les prestations se déroulant du lundi au jeudi, le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit inscrire ses disponibilités et le choix de ses emplacements sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant le samedi midi (12 h). Le samedi à midi (12 h), une loterie, générée par le système de réservation, déterminera au hasard les horaires des prestations. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon recevra par courriel son horaire officiel pour la période du lundi au jeudi suivant;

3.9 Pour les prestations se déroulant du vendredi au dimanche, le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit inscrire ses disponibilités et le choix de ses emplacements sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant le mercredi midi (12 h). Le mercredi à midi (12 h), une loterie, générée par le système de réservation, déterminera au hasard les horaires des prestations. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon recevra par courriel son horaire officiel pour la période du vendredi au dimanche suivant;

3.10 Les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons doivent fournir les prestations aux dates, heures et emplacements déterminés suite au résultat de la loterie du système de réservation en ligne de l'arrondissement;

3.11 Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit impérativement annuler sa réservation sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant 10 h le jour de la prestation si celui-ci ne peut l'honorer afin de permettre qu'une nouvelle loterie soit générée pour le ou les plages horaires concernées;

3.12 Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit se présenter à l'heure et au lieu de sa prestation muni de la confirmation/horaire qui lui a été attribué par le système de réservation en ligne et ne pas interférer avec les autres prestations en cours;

3.13 Les musiciens, amuseurs publics ou sculpteurs de ballons ne peuvent pas changer d'horaire ou d'emplacement, et ce, même s'ils détiennent l'accord d'un autre détenteur de permis;

3.14 Sur les places d'Armes et Jacques-Cartier, le niveau sonore d'une prestation ne peut être entendu à plus de 25 mètres du site;

3.15 Les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons devront respecter et mettre en place les directives, mesures préventives et exigences préconisées par la Direction de la santé publique qui visent à limiter la propagation du virus de la COVID-19, et ce, pendant toute la durée des activités présentées au public.

4. Le détenteur de permis qui contrevient à l'une des conditions d'exercice prévues à l'article 3 de la présente ordonnance est passible, en plus des dispositions pénales prévues aux articles 30 et 31 du règlement :

1° pour une première infraction, d'être suspendu de la réservation pour la durée d'inscription à une loterie (3 ou 4 jours);

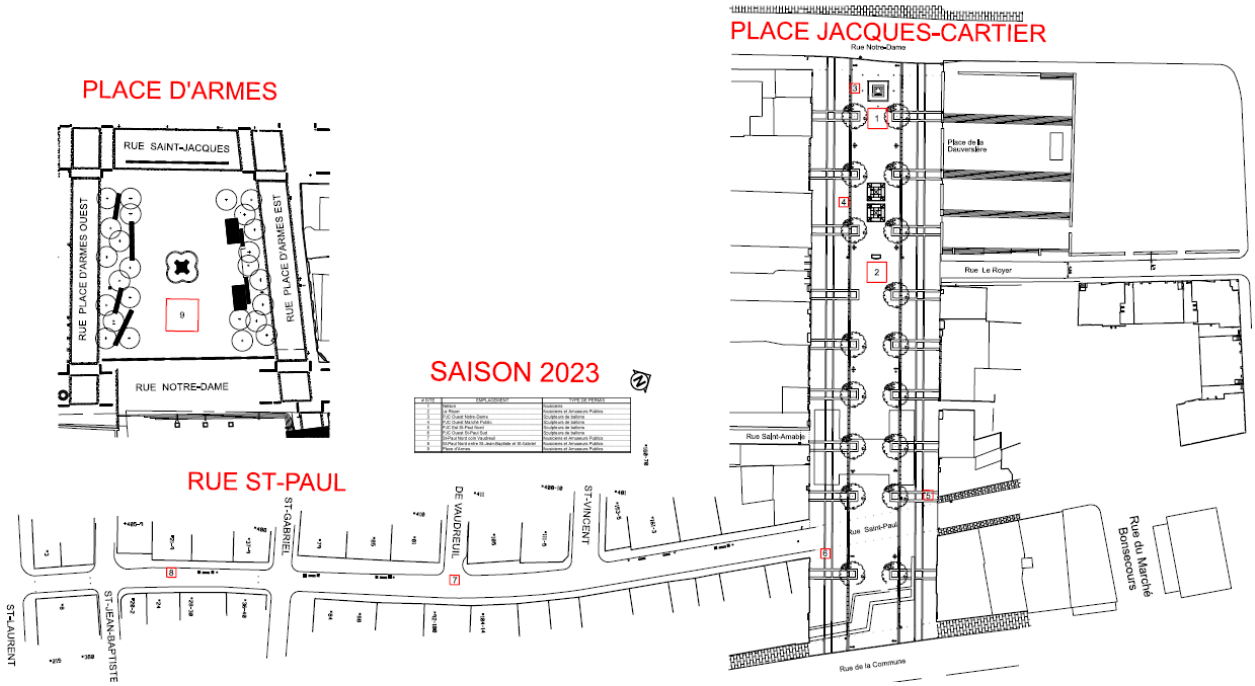
2° pour une première récidive à l'intérieur d'une période d'un mois, d'être suspendu pour la durée de deux périodes d'inscription à la loterie;

3° pour toute récidive additionnelle, d'être suspendu pour le reste de la saison.

_____

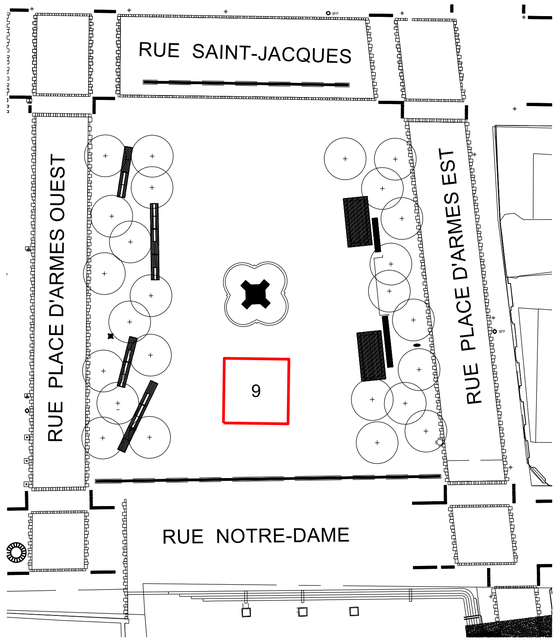
ANNEXE A

Emplacements - Saison 2023 – Secteur du Vieux-Montréal



Un avis relatif à cette ordonnance (1228270011) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le ….. 2022 date de son entrée en vigueur.

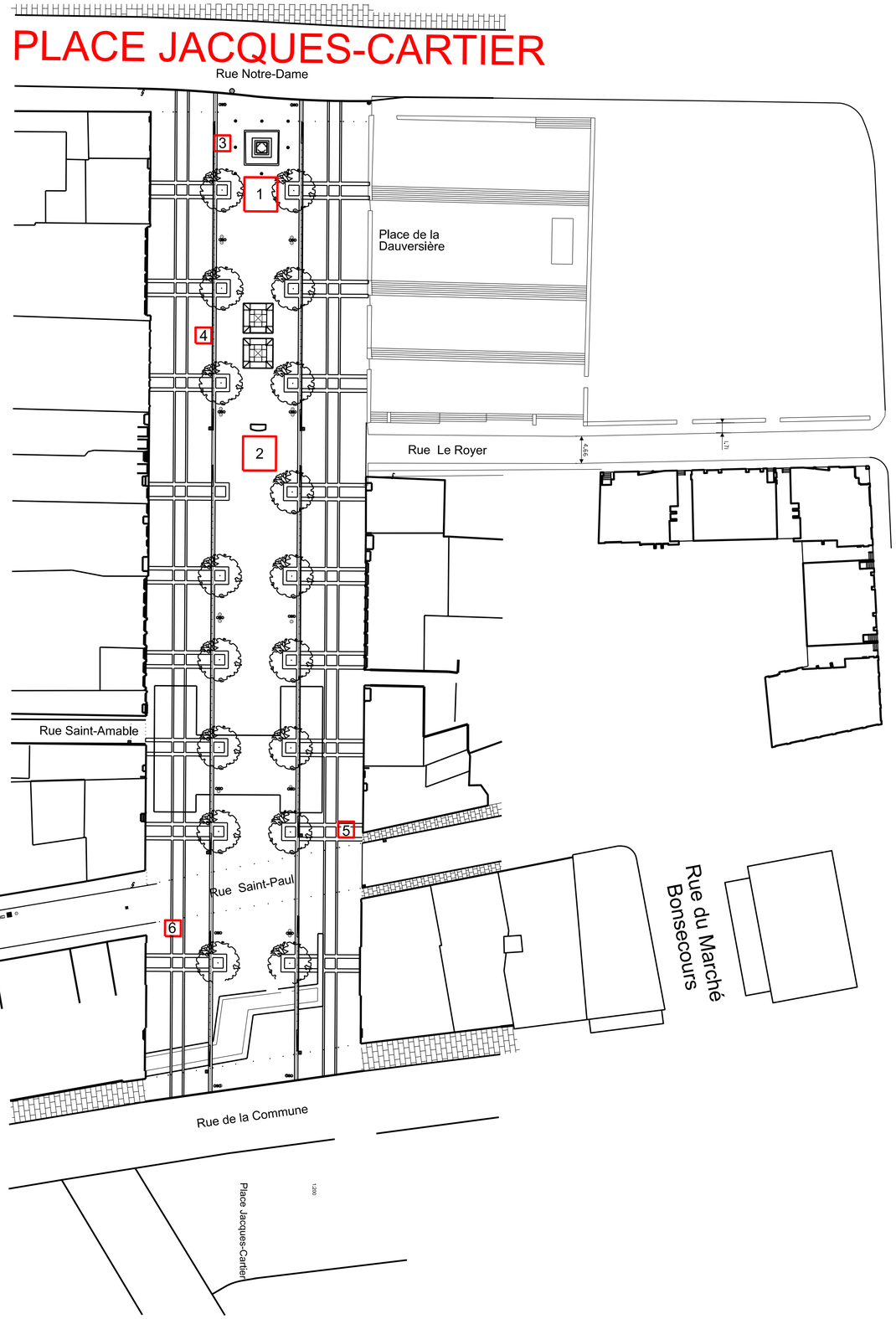
PLACE D'ARMES



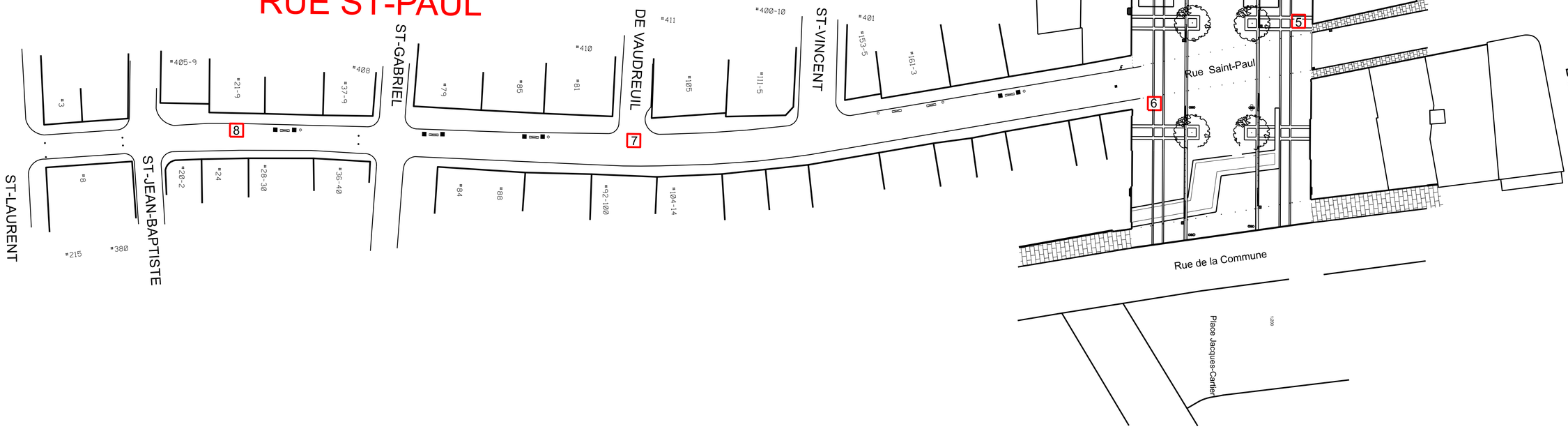
SAISON 2023

# SITE	EMPLACEMENT	TYPE DE PERMIS
1	Nelson	Musiciens
2	Le Royer	Musiciens et Amuseurs Publics
3	PJC Ouest Notre-Dame	Sculpteurs de ballons
4	PJC Ouest Marché Public	Sculpteurs de ballons
5	PJC Est St-Paul Nord	Sculpteurs de ballons
6	PJC Ouest St-Paul Sud	Sculpteurs de ballons
7	St-Paul Nord coin Vaudreuil	Musiciens et Amuseurs Publics
8	St-Paul Nord entre St-Jean-Baptiste et St-Gabriel	Musiciens et Amuseurs Publics
9	Place d'Armes	Musiciens et Amuseurs Publics

PLACE JACQUES-CARTIER



RUE ST-PAUL



Ville-Marie
Montréal

CA-24-006, o. xx **Ordonnance sur l'exercice des activités des musiciens, des amuseurs publics et des sculpteurs de ballons sur le domaine public**

Vu les articles 28 et 28.1 du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Pour la saison 2023, les demandes de permis de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons doivent être faites en complétant le formulaire et en se présentant en personne, sur rendez-vous, au bureau Accès Montréal Ville-Marie, situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est. Les demandeurs devront composer le 514 872-0311 pour obtenir un rendez-vous.

2. L'âge minimum pour l'obtention d'un permis est fixé à 16 ans au moment du dépôt de la requête.

3. Lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation ou programmation d'activités autorisées par l'arrondissement, les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons, peuvent être exercées sur tout le territoire de l'arrondissement de 9 h à 23 h, à l'exclusion du quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri, de la Commune et Saint-François-Xavier inclusivement.

4. Malgré l'article 3, lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation ou programmation d'activités autorisées par l'arrondissement, les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons, peuvent être exercées dans le quadrilatère mentionné à l'article 3 aux emplacements et heures spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

5. Une prestation d'un musicien ou d'un amuseur public ne peut dépasser une heure sur un même emplacement. Après cette heure, le titulaire de permis doit se déplacer sur un autre emplacement situé à au moins 60 mètres et ne peut revenir sur l'emplacement initial avant au moins une heure.

6. Un seul titulaire de permis de musicien ou d'amuseur public ou une seule formation titulaire d'un permis de musiciens ou d'amuseurs publics à la fois est autorisé à offrir une prestation au même endroit.

7. Sous réserve de l'article 9, l'utilisation d'un équipement d'amplification du son ou une bande sonore d'accompagnement ne peut être entendue à plus de 25 mètres.

8. Pour attirer la foule en vue d'une prestation, un musicien, un amuseur public ou un sculpteur de ballons ne peut utiliser un klaxon, un sifflet ou tout autre instrument ou source de bruit ou de musique pouvant être entendu d'un emplacement voisin où a lieu la prestation d'un autre musicien ou amuseur public.

9. Le son émis par un instrument du groupe des cuivres ou un instrument de percussion ne peut être amplifié.

10. L'utilisation du feu est interdite sur tout le territoire à l'exception des endroits spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

11. Un musicien ou un amuseur public ne peut requérir une somme d'argent à l'occasion d'un spectacle ou d'une prestation autrement qu'en suggérant une contribution volontaire et peut, à cette fin, avoir à ses pieds un récipient quelconque servant à récolter de l'argent ou passer un tel récipient pendant ou à la fin de son spectacle ou de sa prestation. Personne ne peut, au nom d'un musicien ou un amuseur public, récolter de l'argent ou passer un tel récipient au début, pendant ou à la fin d'une prestation.

12. Un sculpteur de ballons peut offrir son produit en affichant clairement le prix demandé sans aucune autre forme de sollicitation.

13. La sollicitation des enfants d'une façon ou d'une autre est prohibée.

14. Un musicien ou amuseur public peut offrir en vente uniquement des services ou des biens, tels que des disques, vidéos ou cartes postales, qui découlent directement de sa prestation. Il est autorisé à les offrir en vente sur l'emplacement où il présente une prestation et à l'occasion de cette dernière. Il ne peut pas vendre des produits d'un autre artiste ou groupe auquel il appartient.

15. Les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons devront respecter et mettre en place les directives, mesures préventives et exigences préconisées par la Direction de la santé publique qui visent à limiter la propagation du virus de la COVID-19, et ce, pendant toute la durée des activités présentées au public.

Un avis relatif à cette ordonnance (1228270011) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir ….. 2022, date de son entrée en vigueur.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD 1228270011*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : *Édicter les ordonnances relatives aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur le domaine public et sur la place d'Armes, la place Jacques-Cartier et ses environs en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2022.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- ***# 4 :*** Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- ***# 15 :*** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

3. Pour chacune des priorités identifiées, **quel** est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- ***# 4 et # 15 :*** Dynamiser le centre-ville et appuyer la création artistique et l'achat d'œuvres d'artistes et artisans locaux;
- ***# 4 et # 15 :*** Favoriser les interactions entre les citoyens et les créateurs afin de stimuler l'économie locale et la vitalité culturelle de l'arrondissement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228270010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une oeuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2023 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), les ordonnances suivantes :

- E-7.1, o. xx, désignant les emplacements où il est permis aux détenteurs de permis d'artisan de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale sur le domaine public pour la saison 2023;

- E-7.1, o. xx, désignant les emplacements où il est permis aux détenteurs de permis d'artiste de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre picturale ou graphique pour la saison 2023;

- E-7.1, o. xx, relative à l'usage des kiosques d'artistes exposants 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:40

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228270010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une oeuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2023 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants

CONTENU

CONTEXTE

L'article 40 du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M, c. E-7.1) implique annuellement l'édiction de diverses ordonnances pour la gestion des activités des artistes et des artisans qui détiennent un permis sur le domaine public.
Les ordonnances incluses au présent sommaire décisionnel portent sur les sujets suivants :

- Pour la saison 2023, désigner les emplacements dédiés aux détenteurs d'un permis d'artiste exposant et de portraitiste caricaturiste;
- Pour la saison 2023, désigner les emplacements dédiés aux détenteurs d'un permis d'artisan;
- Pour la saison 2023, fixer les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240030 adoptée le 8 février 2022 : Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une oeuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2022 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

CA21 240137 adoptée le 13 avril 2021 : Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une oeuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2021 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

CA20 240309 adoptée le 8 juillet 2020 : Édicter une ordonnance modifiant les ordonnances

E-7.1, o. 62 (artisans) et E-7.1, o. 63 (artistes) et retirer, pour la saison 2020, les emplacements dédiés aux artisans et aux artistes exposants A55, E11, E12, E13 et E14 situés sur la rue Sainte-Catherine, côté nord, entre les rues Mackay et Bishop et l'emplacement A35 situé sur la rue Sainte-Catherine, côté nord, entre les rues de la Montagne et Drummond.

CA20 240076 adoptée le 11 février 2020 : Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2020 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.

CA19 240523 Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de modifier les diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

CA19 240468 adoptée le 2 octobre 2019 - Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

CA18 240628 adoptée le 21 novembre 2018 - Édicter, en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Conformément au Règlement, chaque année, les détenteurs de permis artistes et artisans se voient attribuer un emplacement sur le domaine public où ils peuvent exercer leurs activités.

Pour la saison 2023, **86** emplacements seront disponibles. Ils seront attribués par ancienneté et repartis sur les quatre sites ou secteurs suivants :

- La place Jacques-Cartier : **50** emplacements dont 11 emplacements d'artisans, 18 emplacements d'exposants (kiosques) et 21 emplacements de portraitistes caricaturistes;
- La rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Guy et Stanley : **19** emplacements dont 13 emplacements d'artisans, 4 emplacements d'exposants et 2 emplacements de portraitistes caricaturistes;
- La rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues entre Mansfield et Union : **10** emplacements d'artisans;
- La rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues entre Aylmer et Saint-Alexandre : **7** emplacements d'artisans.

Pour ce qui est des 18 des kiosques d'exposants, rappelons qu'ils sont disposés de manière temporaire sur la place Jacques-Cartier depuis l'été 2014 à la suite des travaux de construction de l'hôtel Saint-Amable. Ces kiosques seront installés au printemps 2023, dès que les conditions climatiques le permettront, selon la même configuration des trois dernières

années qui permet de désengorger et dégager visuellement la place tout en permettant une meilleure fluidité.

Malgré le retour à une certaine normalité, l'Arrondissement a décidé de reconduire le rabais de 50 % appliqué au prix des permis pour une 4e année consécutive. Dans ce même ordre d'idées, les comités paritaires des artisans et des artistes ont décidé, à l'unanimité, de permettre aux détenteurs de permis de se soustraire, pour une 4^{e} année consécutive, à l'obligation d'occuper leur emplacements pour une période minimale au cours de la saison. Ainsi, leur ancienneté ne sera pas comptabilisée et les détenteurs de permis conserveront l'ancienneté leur ayant été accordée en 2019 qui est considérée comme l'année de référence.

En cas de détérioration de la situation sanitaire, les artistes et artisans qui renouvelleront leur permis devront respecter et mettre en place les directives, mesures préventives et exigences préconisées par la Direction de la santé publique qui visent à limiter la propagation du virus de la COVID-19, et ce, pendant toute la durée des activités présentées au public. Ainsi, la tenue de leurs activités demeure toujours conditionnelle à l'évolution de la situation sanitaire et à l'obtention des autorisations nécessaires de la part de la Direction de la santé publique.

Les plans illustrant la localisation précise de tous les emplacements se trouvent dans la section pièces jointes.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une démarche annuelle nécessaire pour l'application du présent Règlement et qui vise les activités des détenteurs de permis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les kiosques seront prêtés gratuitement aux artistes exposants pour la saison 2023.
Les coûts sont assumés à même les budgets de l'Arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus précisément au niveau des orientations de *Transition écologique* et d'*Innovation et créativite :*

- La priorité no. 4 : *Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;*

- La priorité no. 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette démarche permettra aux artistes et artisans d'occuper un emplacement sur le domaine public du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de détérioration de la situation sanitaire, l'autorisation de la Direction de la santé publique sera nécessaire pour permettre la tenue des activités des demandeurs de permis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Durant toute la période, la Division de la culture et des bibliothèques sera en contact avec les représentants des artistes et artisans à travers le comité paritaire.
- Un message par courriel sera acheminé aux personnes inscrites en 2019 afin de les informer des étapes à venir et des démarches à suivre.
- Parution d'un avis public dans le Devoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Inscriptions : du 30 janvier au 10 février 2023;

- Attribution des emplacements : **Artisans,** le 21 février 2023 à 10 h; **Exposants,** le 22 février 2023 à 10 h; **Portraitistes caricaturistes,** le 22 février 2023 à 13 h;
- Émission des permis : Artisans à partir du 21 février 2023; Artistes (exposants et portraitistes caricaturistes) à partir du 22 février 2023;
- Livraison des kiosques : avril 2023, dès que les conditions climatiques le permettront.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Jeremie LEVESQUE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228270010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une oeuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2023 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants

Grille d'analyse : GDD1228270010_Grille_analyse_montreal2030.pdf

Plans : PlaceJacquesCartier2023 - A & A.pdfSteCatherine2023Guy_Stanley_19x.pdf

SteCatherine2023Mansfield_Union_10Artisans.pdf

SteCatherine2023Aylmer_StAlexandre_7Artisans.pdf

Ordonnances : E-7.1, o xx - Ordonnance - Emplacements - Artisans 2023.doc

E-7.1, o xx - Ordonnance - Emplacements - Artistes 2023.doc

E-7.1, o xx - Usage des kiosques - Saison 2023.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. xx **Ordonnance désignant les emplacements où il est permis aux détenteurs de permis d'artisan de réaliser, d'exposer et de vendre une artisanale sur le domaine public**

Vu les paragraphes 3 et 16 de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Sur le site de la place Jacques-Cartier, les détenteurs de permis d'artisan aux emplacements A01, A02, A03, A04, A05, A06, A07, A08, A09, A10 et A70 peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, à la sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

2. Sur le site rue Sainte-Catherine Ouest (rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Guy et Stanley), les détenteurs de permis d'artisan aux emplacements A30, A37, A38, A40, A41, A42, A43, A47, A48, A49, A56, A57 et A58 peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, sous-section 2, section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

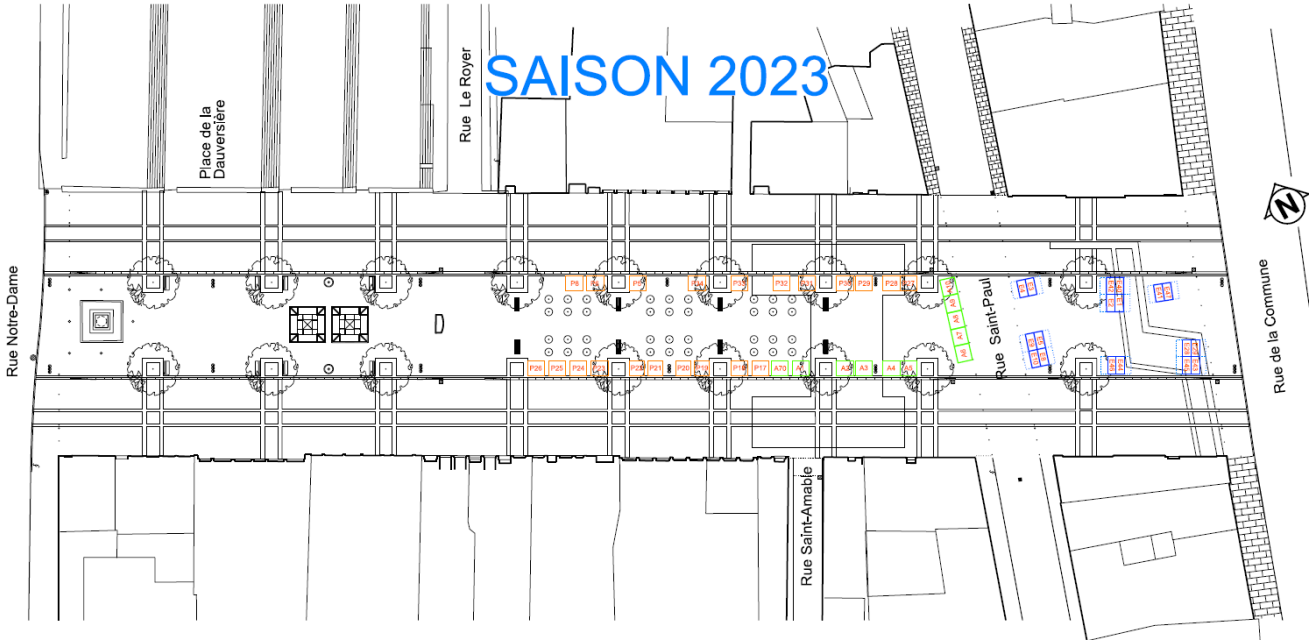
3. Sur le site rue Sainte-Catherine Ouest (rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Union), les détenteurs de permis d'artisan aux emplacements A18, A19, A20, A21, A22, A23, A24, A25, A26, A27 peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, sous-section 2, section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

4. Aux endroits mentionnés aux articles 1, 2 et 3, un détenteur de permis peut occuper temporairement un emplacement du même site non occupé par le titulaire. Il doit toutefois le libérer dès l'arrivée de ce dernier ou de son représentant;

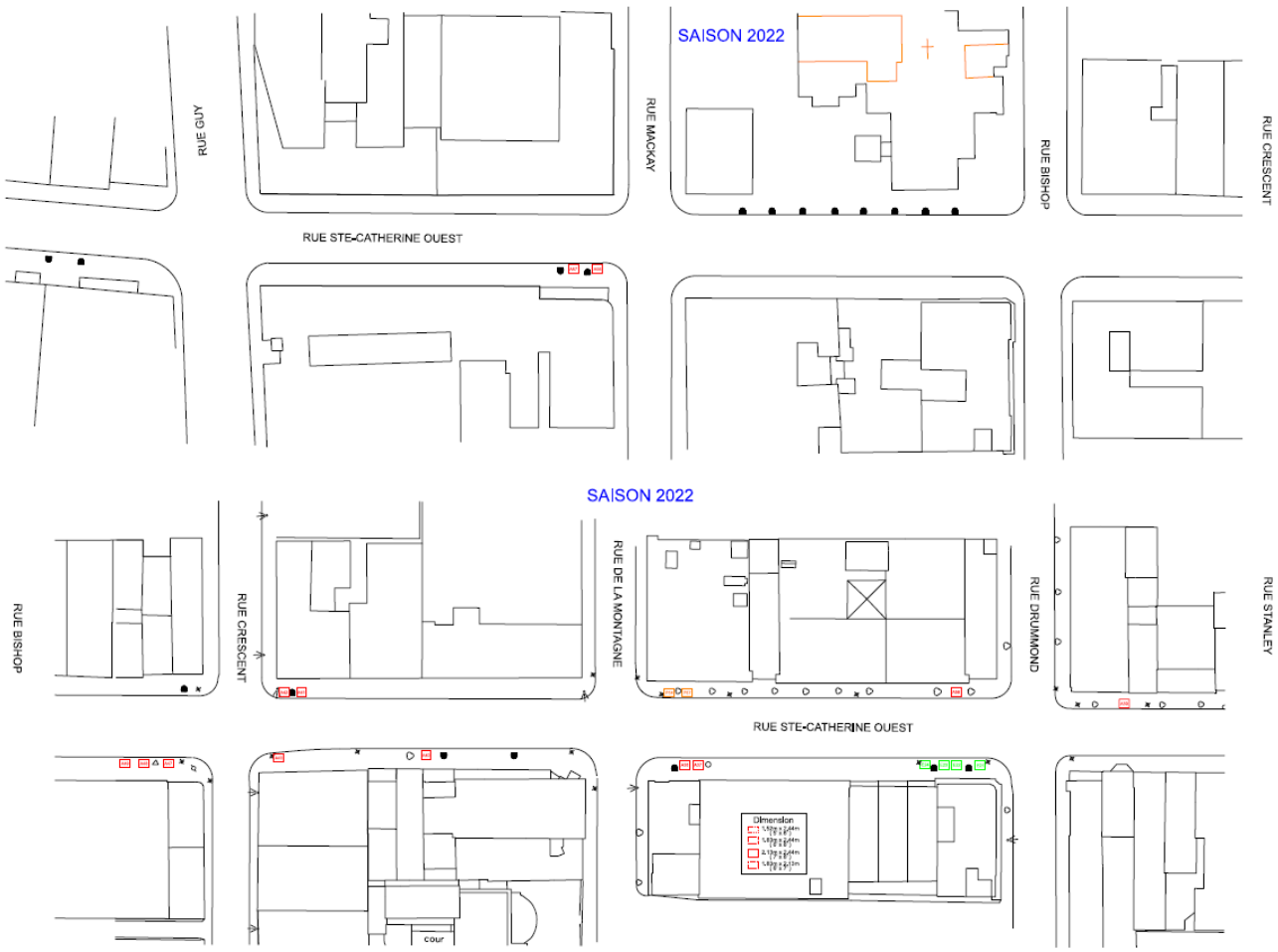
5. Exceptionnellement pour l'année 2023, en raison de la pandémie, les artisans ayant un emplacement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, n'auront pas l'obligation de l'occuper pendant une période minimale;

6. Exceptionnellement pour l'année 2023, en raison de la pandémie, les artisans ne verront pas leur année d'ancienneté comptabilisée aux fins de l'attribution des emplacements pour l'année suivante. L'année de référence pour l'ancienneté cumulée sera l'année 2019, soit l'année avant la pandémie.

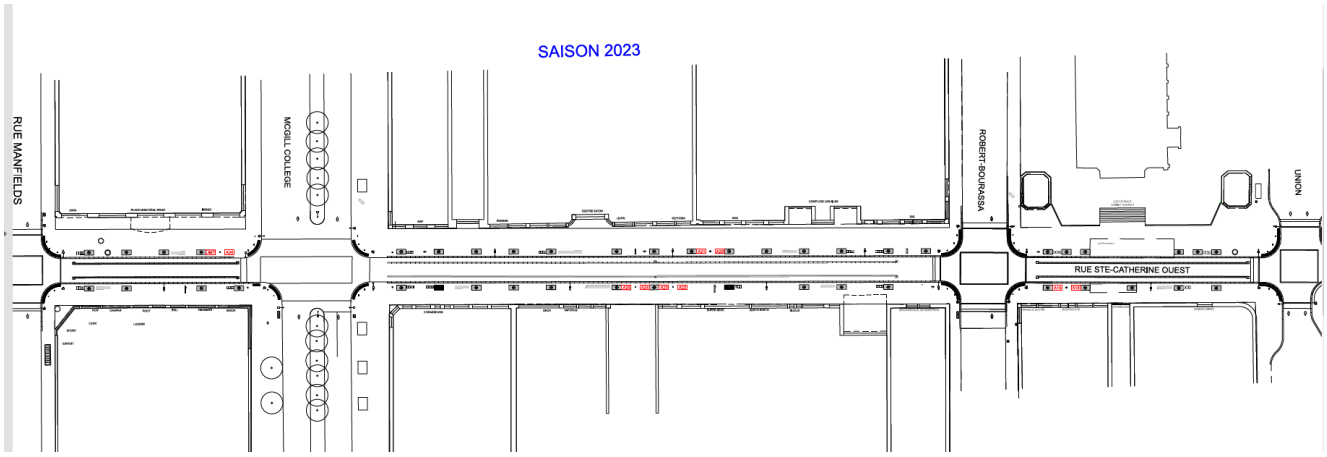
Site Place Jacques-Cartier – 50 emplacements (21 portraitistes caricaturistes, 18 kiosques d'exposants, 11 artisans)



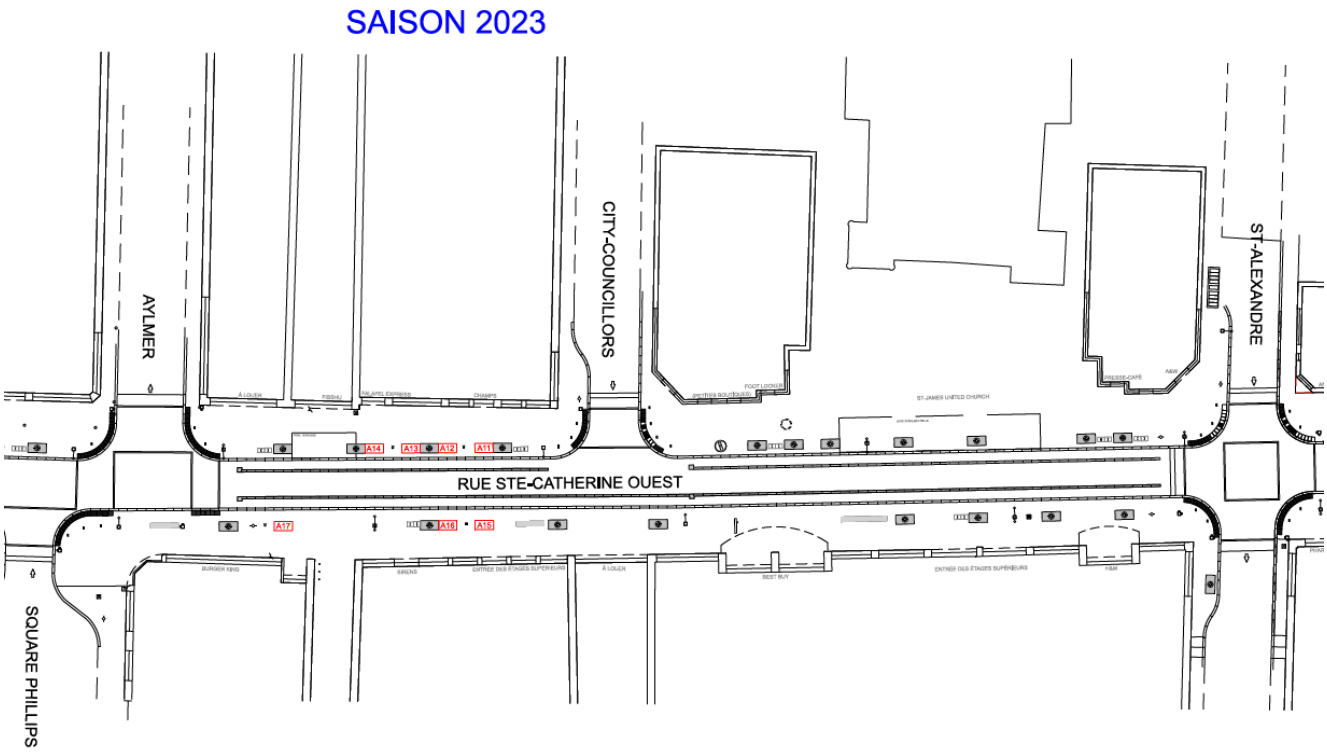
Site Rue Sainte-Catherine Ouest (entre Guy et Stanley) – 19 emplacements (13 artisans, 4 exposants, 2 portraitistes caricaturistes)



Site Rue Sainte-Catherine Ouest (entre Mansfield et Union) – 10 emplacements (artisans)



Site Rue Sainte-Catherine Ouest (entre Aylmer et Saint-Alexandre) – 7 emplacements (artisans)



*Un avis relatif à cette ordonnance (*1228270010*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le …. 2022, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. **Ordonnance désignant les emplacements où il est permis aux détenteurs de permis d'artiste de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre picturale ou graphique**

Vu les paragraphes 3 et 16 de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Sur le site place Jacques-Cartier, les détenteurs de permis d'artiste exposant aux emplacements E1, E2, E3, E4, E5, E8, E9, E10, E28, E29, E40, E41, E42, E43, E44, E45, E46 et E47 dans des kiosques autoportants dans la portion délimitée par les rues De la Commune et Saint-Paul, peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévues au règlement, à la sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

2. Sur le site rue Sainte-Catherine Ouest (entre les rues De la Montagne et Drummond) les détenteurs de permis artiste exposant aux emplacements E21, E22, E23 et E24 peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévus au règlement, sous-section 2, section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

3. Sur le site place Jacques-Cartier, les détenteurs de permis d'artiste portraitiste caricaturiste aux emplacements P5, P6, P8, P17, P18, P19, P20, P21, P22, P23, P24, P25, P26, P27, P28, P29, P30, P31 P32, P33, P34, peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévus au règlement, sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

4. Sur le site rue Sainte-Catherine Ouest (entre les rues De la Montagne et Drummond) les détenteurs de permis d'artiste portraitiste caricaturiste aux emplacements P54 et P57, peuvent se prévaloir des dispositions d'attribution des emplacements prévus au règlement, sous-section 2 de la section 3, tel qu'illustré sur le plan joint;

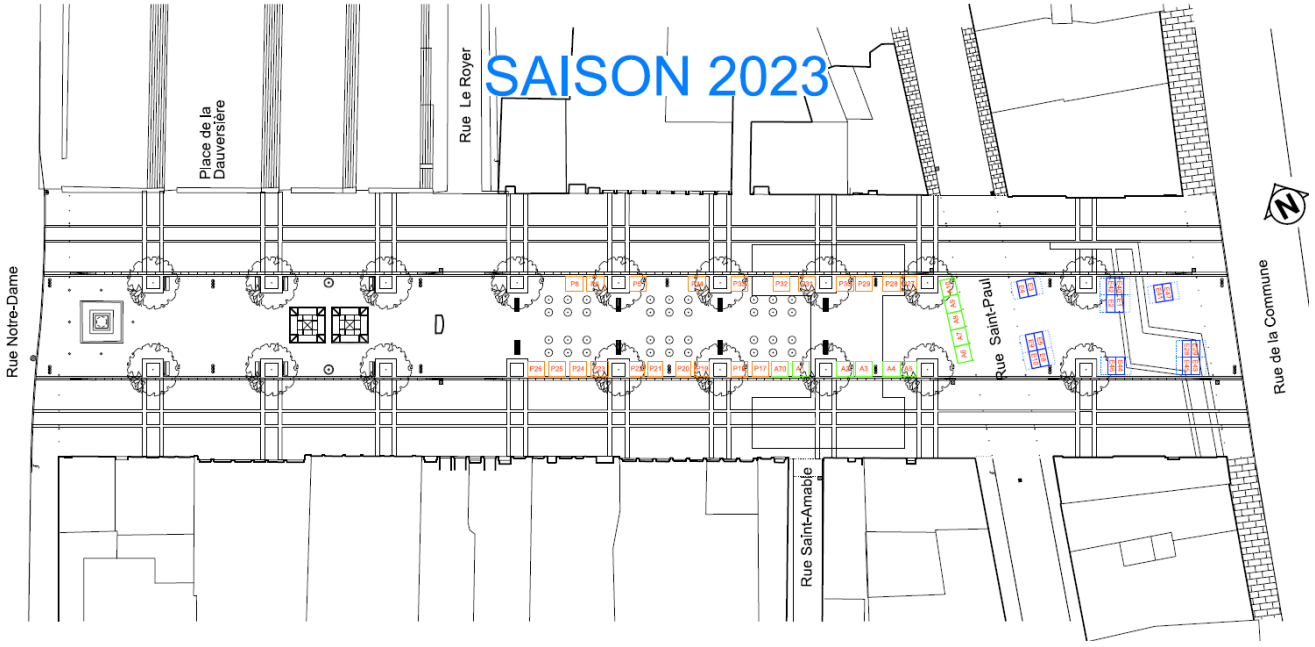
5. Exceptionnellement pour l'année 2023, en raison de la pandémie, les artistes (exposants et portraitistes caricaturistes) ayant un emplacement sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, n'auront pas l'obligation de l'occuper pendant une période minimale au cours de la saison;

6. Exceptionnellement pour l'année 2023, en raison de la pandémie, les artistes ne verront pas leur année d'ancienneté comptabilisée aux fins de l'attribution des emplacements pour l'année suivante. L'année de référence pour l'ancienneté cumulée sera l'année 2019, soit l'année avant la pandémie.

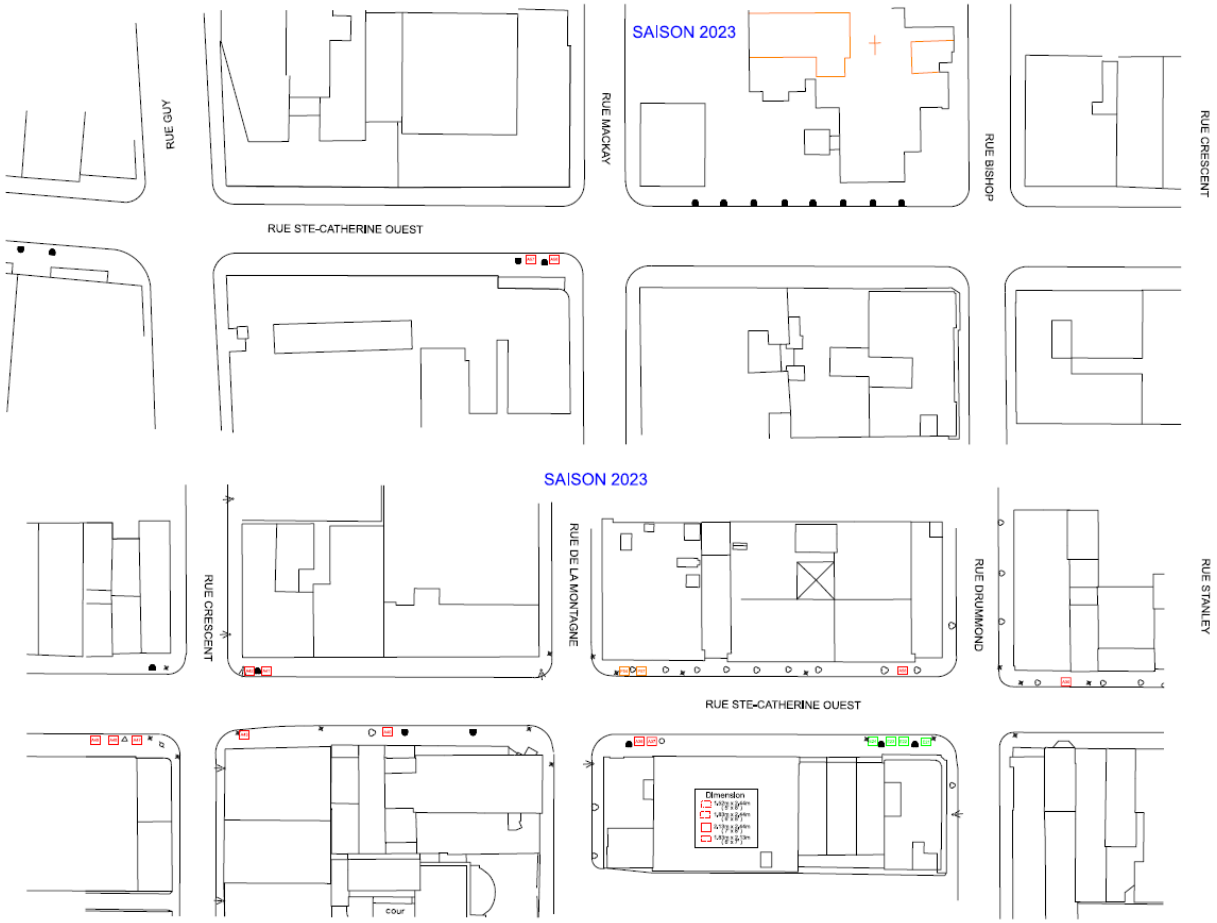
ANNEXE A

Emplacements - Saison 2023

Site Place Jacques-Cartier



Site Rue Sainte-Catherine Ouest (entre Guy et Stanley)



*Un avis relatif à cette ordonnance (*1228270010*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le …… date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. xx **Ordonnance relative à l'usage des kiosques d'artistes-exposants**

Vu le paragraphe 16 de l'article 40 du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Les emplacements d'artistes-exposants situés à la place Jacques-Cartier sont munis de kiosques conçus par la Ville et spécifiquement destinés à l'exposition d'œuvres picturales ou graphiques conformes aux procédés et œuvres autorisées sur le permis d'occupation de l'artiste.

2. Les kiosques sont mis gratuitement à la disposition des artistes-exposants aux conditions prévues à l'annexe A.

3. S'il y a lieu, l'installation des kiosques se fait au printemps, dès que les conditions climatiques le permettent.

4. L'occupant doit libérer et remettre en état le kiosque à la fin de la saison. La date précise, le cas échéant, sera transmise à l'occupant par un préavis écrit de quinze (15) jours à cet effet. L'Arrondissement ne pourra être tenu responsable des dommages causés aux biens laissés dans le kiosque après la date limite pour libérer les lieux et l'Arrondissement pourra, à sa seule discrétion, en disposer aux frais de l'occupant.

5. L'Arrondissement pourra mettre fin en tout temps au prêt en signifiant à l'occupant un préavis écrit de quinze (15) jours à cet effet, sans être tenu de verser aucune indemnité, compensation ou autre dédommagement à l'occupant pour tous dommages subis, le cas échéant.

6. Le prêt comprend les services suivants fournis par l'arrondissement : a) l'usage d'une clé donnant accès au kiosque; b) l'installation et l'enlèvement des kiosques, s'il y a lieu. Les autres services requis par l'occupant, s'il y a lieu, lui sont facturés par l'arrondissement selon ses pratiques administratives.

7. La présente ordonnance remplace l'Ordonnance E-7.1, o. 51 relative à l'usage des kiosques d'artistes-exposants, édictée en vertu du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre E-7.1).

ANNEXE A
CONDITIONS D'OCCUPATION DES KIOSQUES

---

*Un avis relatif à cette ordonnance (*1228270010*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir le *, date de son entrée en vigueur*

ANNEXE A
CONDITIONS D'OCCUPATION DES KIOSQUES

1. En raison de la pandémie, l'occupant n'a pas l'obligation d'occuper le kiosque pour une période minimale de 28 jours au cours de la saison.

2. L'occupant s'engage à maintenir le kiosque dans un état d'excellente propreté ainsi que l'équipement, s'il y a lieu, qui devra être de bonne apparence et de bon goût, et à payer toutes les dépenses se rapportant à l'éclairage, à la décoration, à la sonorisation, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage de son kiosque.

3. L'occupant doit respecter le périmètre d'occupation maximal de 8' de longueur X 9' de profondeur. Tous les accessoires et supports d'expositions additionnels utilisés, à l'exception du ou des parasols servant à se protéger du soleil, doivent être contenus à l'intérieur de ce périmètre. De plus, les portes du kiosque doivent être rabattues sur elles-mêmes afin de ne pas excéder la longueur autorisée et ne pas empiéter sur le kiosque qui lui fait dos, lorsque applicable.

4. Aux fins de support d'exposition, l'occupant peut adapter ou apporter des modifications ou additions accessoires au kiosque prêté. Toutefois, l'occupant devra, à ses frais, remettre en état le kiosque prêté avant la fin de la période de prêt.

5. L'occupant doit:

    5.1 utiliser les lieux prêtés aux seules fins de l'activité, le tout en conformité avec toute loi, règlementation ou ordonnance municipale applicable;

    5.2 garantir et tenir l'Arrondissement indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit résultant directement de l'usage du kiosque par l'occupant;

    5.3 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et l'indemniser de toute dépense faite, de tout jugement et de toute condamnation qui pourraient être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement découlant directement de l'usage du kiosque par l'occupant;

    5.4 réparer, à ses frais, tous les dommages aux lieux prêtés résultant directement de l'usage de l'occupant;

    5.5 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux lieux prêtés résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou dans les lieux prêtés pendant sa période d'occupation;

    5.6 aviser immédiatement l'Arrondissement, par écrit, de toute défectuosité, incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux lieux prêtés ou à chacun de ses accessoires;

    5.7 permettre à l'Arrondissement de faire toute réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien du kiosque sans aucune indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.8 faire respecter toutes les clauses et conditions de la présente ordonnance par toutes personnes (mandataires, représentants, employés ou autres) nommées par lui ou agissant pour lui avec son accord;

5.9 assurer en tout temps la sécurité du public;

5.10 se conformer à toutes les directives de sécurité émanant du Service de la sécurité incendie de la Ville.

6. L'occupant convient expressément de ne pas sous-prêter le kiosque en tout ou en partie, de ne pas céder ni transporter ce prêt ou aucun des droits qui s'y rattachent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'Arrondissement.

7. L'occupant doit se conformer aux lois et aux règlements qui s'appliquent à l'occupation du kiosque et à la tenue de l'activité.

8. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'occupant :

8.1 s'engage à payer toute taxe, tout droit ou impôt aux autorités qui les imposent;

8.2 s'engage à se procurer tout permis requis en raison de l'exercice de son activité;

8.3 garantit que les redevances exigibles en raison de toute représentation ou prestation, dans le kiosque, ont été ou seront acquittées.

SAISON 2023


Place de la Dauversière
Rue Le Royer
Rue Notre-Dame
Rue Saint-Amable
Rue Saint-Paul
Rue de la Commune
P8
P6
P5
P4
P3
P32
P31
P30
P29
P28
P27
P26
P25
P24
P23
P22
P21
P20
P19
P18
P17
A70
A2
A3
A4
A5
A6
A7
A8
A9
A10
1:200

SAISON 2023

RUE GUY

RUE STE-CATHERINE OUEST

RUE MACKAY

RUE BISHOP

RUE CRESCENT

A57 A56

SAISON 2023

RUE CRESCENT

A42 A41

RUE DE LA MONTAGNE

IP54 P57 A58

RUE DRUMMOND

A30

RUE STANLEY

A49 A48 A47

A43 A40

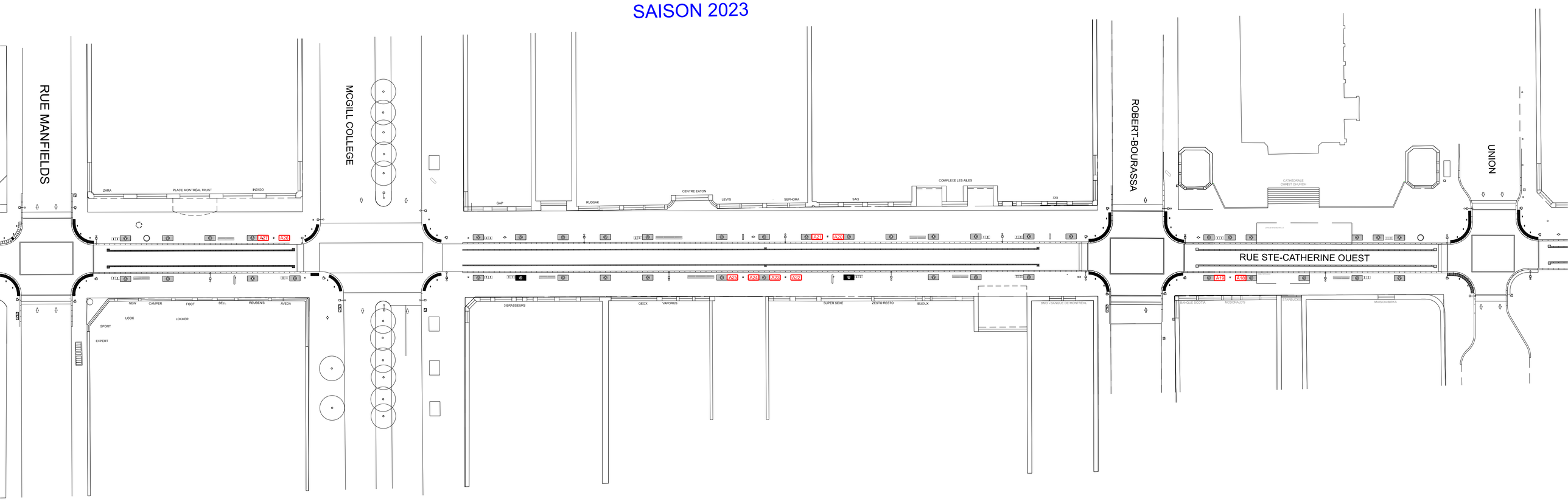
cour

RUE STE-CATHERINE OUEST

A38 A37 E24 E23 E22 E21

Dimension
1.52m x 2.44m (5' x 8')
1.83m x 2.44m (6' x 8')
2.13m x 2.44m (7' x 8')
1.83m x 2.13m (6' x 7')

SAISON 2023


RUE MANFIELDS
MCGILL COLLEGE
ROBERT-BOURASSA
UNION
RUE STE-CATHERINE OUEST
ZARA
PLACE MONTRÉAL TRUST
INDIGO
GAP
RUDSAK
CENTRE EATON
LEVI'S
SEPHORA
SAQ
COMPLEXE LES ALIES
XXI
CATHÉDRALE
CHRIST CHURCH
A27
A26
A21
A20
A25
A24
A23
A22
A19
A18
NEW
CAMPER
FOOT
BELL
REUBEN'S
AVEDA
LOOK
LOCKER
SPORT
EXPERT
3 BRASSEURS
GEOX
VAPORUS
SUPER SEXE
ZESTO RESTO
BIJOUX
BMO • BANQUE DE MONTRÉAL
BANQUE SCOTIA
MCDONALD'S
STARBUCKS
MAISON BIRKS

SAISON 2023

ST-ALEXANDRE

ANGELICA (JOA)

PHARMAPRIX

A&W

PRESSE-CAFÉ

H&M

ENTRÉE DES ÉTAGES SUPÉRIEURS

ST-JAMES UNITED CHURCH

ZONE D'ENGAGEMENT CITOYEN

FOOT LOCKER

(PETITES BOUTIQUES)

BEST BUY

CITY-COUNCILLORS

RUE STE-CATHERINE OUEST

A LOUER

ENTRÉE DES ÉTAGES SUPÉRIEURS

CHAMPS

A11

A12

A13

A14

A15

A16

A17

FALAFEL EXPRESS

FISSHU

CÔTE RENNAUD

SIRENS

BURGER KING

AYLMER

SQUARE PHILLIPS

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD 1228270010*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : *Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), des ordonnances désignant les sites où il est permis de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale, picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2022 et fixant les modalités d'usage des kiosques d'artistes exposants.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- ***# 4 :*** Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- ***# 15 :*** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

3. Pour chacune des priorités identifiées, **quel** est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- ***# 4 et # 15 :*** Dynamiser le centre-ville et appuyer la création artistique et l'achat d'œuvres d'artistes et artisans locaux;
- ***# 4 et # 15 :*** Favoriser les interactions entre les citoyens et les créateurs afin de stimuler l'économie locale et la vitalité culturelle de l'arrondissement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1225907013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 10e partie A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 10e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-24 15:42

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225907013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 10e partie A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue de programmations diverses ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le dixième dossier comportant de divers événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2022 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les programmations identifiées en annexe et déroger aux règlements suivants :
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);
Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560;
Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8.

Les articles précédemment énumérés prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec, dans le but de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la reprise des événements et activités inscrits en annexe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1225907012 / CA22 240412 adoptée le 8 novembre 2022 - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 9ième partie A) et édicter les ordonnances;
1225907011 / CA22 240371 adoptée le 11 octobre 2022 - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 8ième partie A) et édicter les ordonnances;

DESCRIPTION

De nombreuses programmations se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire,

sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison (telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue). Les programmations concernées sont d'envergure locale.
Le calendrier pourrait être adapté en fonction des directives gouvernementales liées à la santé publique.

Les programmations en annexe ont été ou seront soumises pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

En remplacement des événements annulés en raison de la crise de la COVID-19, l'Arrondissement et certains organismes souhaitent continuer de créer des milieux de vie dynamiques en créant des espaces qui donneront aux citoyens l'occasion de profiter d'un début de saison montréalais unique et inspirant, tout en respectant les mesures de distanciation physique actuellement en vigueur.
Ces dérogations permettront de poursuivre différemment l'animation du domaine public en répondant aux différentes exigences en vigueur. Elles permettent de s'adapter aux changements quotidiens occasionnés par la COVID-19 tout en suivant les recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

Les diverses programmations prévues visent, entre autres, à permettre aux gens de briser l'isolement, tout en limitant leurs déplacements. Les emplacements sont choisis selon les besoins identifiés par les équipes et seront ajustés en fonction des recommandations en vigueur émises par les différents paliers décisionnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des activités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :
La priorité n^{o} 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité n^{o} 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacune des activités faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de développement qui consulte et coordonne auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.
Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux. Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des activités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-17

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 776-7375
Télécop. : 514 868-3292

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice - Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2022-11-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225907013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 10e partie A) et édicter les ordonnances

Annexe1 _06_12_2022.xls

01-282, o. XXX_ Saison 2022 10e partie A.doc

B-3, o. XXX Saison 2022 10e partie A.doc

C-4.1, o. XXX saison 2022 10e partie A.doc

P-1, o. XXX Saison 2022_ 10e partie A.doc

GDD 1225907013_grille_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 776-7375
Télécop. : 514 868-3292

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 10e partie, A)**

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2022, **10**e partie A)

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907013) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx décembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 10ième partie, A)**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907013) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx décembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. XXX **Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2022, 10ième partie, A)**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions, de l'affichage promotionnel ou des bannières destinées à cette fin, sur le domaine public, à l'aide d'ancrage sur des bâtiments, sur des structures d'échafaudage, des monolithes ou des tentes ou en structure autoportante sont permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 dans la semaine précédent le début de l'événement et tout au long de sa durée.

L'ancrage de bannières sur les bâtiments doit faire l'objet d'un croquis et d'un permis d'occupation du domaine public à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité et répondre aux normes en vigueur.

Les bannières ainsi que les fanions doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

3. Les organisateurs des événements sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907013) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx décembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

Ville-Marie
Montréal

P-1, o. XXX **Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2022, 10e partie, A)**

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 613 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907013) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal *le xx décembre 2022, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2022, 10e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement											
				Dérogations											
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques							
Magie dans Ste-Marie	Arrondissement Ville-Marie	17-Dec	Parc des Faubourgs	x						x					R-A-MA
Pavoisement	PQDS/SDC Montréal Centre-Ville	Hiver 2023	Ste-Catherine O/Guy Ste-Catherine O/Peel Ste-Catherine O/Union Place Sun Yat Sen Ste-Catherine E/St-Denis Place du Village	x	x						x				N
Disco patin	Arrondissement Ville-Marie	20-Jan	Square Cabot	x			x			x					R-A-MA
Célébrons l'hiver	Arrondissement Ville-Marie	21-Jan-22	Square Cabot	x			x			x					R-A-MA
Disco patin	Arrondissement Ville-Marie	3-Feb-22	Parc Walter-Stewart	x			x			x					R-A-MA
Célébrons l'hiver	Arrondissement Ville-Marie	4-Feb	Parc Walter-Stewart	x			x			x					R-A-MA
Disco patin	Arrondissement Ville-Marie	10-Feb	Parc Toussaint Louverture	x			x			x					R-A-MA
Célébrons l'hiver	Arrondissement Ville-Marie	11-Feb	Parc Toussaint Louverture	x			x			x					R-A-MA
Disco patin	Arrondissement Ville-Marie	17-Feb	Parc des Faubourgs	x			x			x					R-A-MA
Noël on est ensemble	Impact Centre Chrétien	17-Dec	Square Cabot	x			x			x					N-AF-PA
Patinoire réfrigérée square Cabot	Arrondissement Ville-Marie	7 décembre 2022 au 31 mars 2023	Square Cabot	x											R

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225907013) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Légende

R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2022, 10e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement											
				Dérogations											
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques							

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225907013*
Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*
Projet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2022, 10e partie A) et édicter les ordonnances

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité. 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? 14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir. 15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	*oui*	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles** ● **de 1990**Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. **Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant lesimpacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1227317030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023

Il est recommandé, au Conseil d'arrondissement, d'autoriser l'occupation du domaine public du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-25 14:40

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1227317030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour des initiatives culturelles ayant lieu du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240411 - 8 novembre 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023
CA22 240370 - 11 octobre 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er octobre 2022 au 17 mars 2023
CA22 240321 - 13 septembre 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022
CA22 240279 - 5 juillet 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 juillet au 31 décembre 2022
CA22 240234 - 7 juin 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 juin 2022 au 25 septembre 2022
CA22 240192 - 10 mai 2022 - Approuver des initiatives culturelles et édicter les ordonnances du 11 mai 2022 au 13 novembre 2022
CA22 240138 - 12 avril 2022 - Approuver des initiatives culturelles et édicter les ordonnances du 13 avril 2022 au 17 octobre 2022

CA22 240080 - 8 mars 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 mars 2022 au 31 mai 2022
CA22 240029 - 8 février 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 février 2022 au 17 juillet 2022

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent recommencer à faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyen.ne.s l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est de permettre l'accueil des visiteur.euse.s au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle.

Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux
		Dates (Début ou 1 journée)	Date (Jusqu'au)	
Luminothérapie	Partenariat du Quartier des spectacles	8 décembre	17 mars	Rue Sainte-Catherine, Esplanade Tranquille, Parc Hydro-Québec, Promenade des artistes, Square Phillips, Sainte-Catherine O. entre Robert-Bourassa et Union
Le festival du Jamais Lu à Montréal	Jamais Lu	11 décembre		Parc du Mont-Royal, Parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne
COP-15	Ville de Montréal et SPVM	6 janvier	31 janvier	L'ensemble de l'arrondissement de Ville-Marie
Montréal en Lumière	Montréal en Lumière inc.	23 janvier	9 février	Place des festivals, Esplanade Tranquille, rue Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine et de Maisonneuve et Sainte-Catherine entre de Bleury et St-Laurent
La Coupe du Mont-Royal	Ski de fond Montréal	29 janvier	29 janvier	Parc du Mont Royal

JUSTIFICATION

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030:
La priorité no. 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*
La priorité no. 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants:

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyen.ne.s de Montréal, particulièrement dans un contexte de crise sanitaire;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les organismes présenteront au besoin, en collaboration avec les différents intervenants, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de leurs activités.
Le soutien à ces événements culturels aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, des organismes et des artistes offrant des prestations en ces temps de reprise des activités post-pandémie.
Dans la situation actuelle, la Ville et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Naomie TOUSSAINT, Ville-Marie
Hicham TOUZAMI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
Agent de développement culturel

Tél : 514-295-3803
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-25

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438-442-4015
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
directeur(-trice)-cinema, festivals et evenements
Tél : 514-809-3070
Approuvé le : 2022-11-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227317030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023

Grille analyse Montreal 2030 CA dec.pdfTableau des evenements dec CA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
Agent de développement culturel

Tél : 514-295-3803
Télécop. :

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.
2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés en pièce jointe.
3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 6 décembre 2022 le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2.Le promoteur d'une initiative culturelle autorisée sur les sites, heures et lieux d’un événement doit, en tout temps pendant et sur le site de cette initiative culturelle, être en mesure de produire l’autorisation écrite de la Division Festivals et événements.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.
5. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe;
2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;
4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

> 1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;
> 2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées en pièce jointe.
4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.
5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 6 décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe .
2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.
3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère la pièce jointe.

SERVICE DE LA CULTURE

Division Festivals et événements

Initiatives culturelles;

Sommaire 1227317030 **pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 6 décembre 2022.**

Ordonnances															
Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21	Remarque
		Dates (Début ou 1 journée)	Date (Jusqu'au)		Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d' alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire	
Luminothérapie	Partenariat du Quartier des spectacles	8 décembre	17 mars	Rue Sainte-Catherine, Esplanade Tranquille, Parc Hydro-Québec, Promenade des artistes, Square Phillips, Sainte-Catherine O. entre Robert-Bourassa et Union	N/A	N/A	N/A	N/A	2022-10-17 au 2023-03-17 10h à 23 h les jeudis, vendredis et samedi 10h à 24h	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Précision d'heures dans le règlement B-3 art. 20 CA22 240411
Le festival du Jamais Lu à Montréal	Jamais Lu	11 décembre		Parc du Mont-Royal, Parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne	N/A	N/A	N/A	N/A	De 9h à 19h	11 décembre	11 décembre	11 décembre	N/A	11 décembre	N/A
COP-15	Ville de Montréal et SPVM	6 janvier	31 janvier	L'ensemble de l'arrondissement de Ville-Marie	N/A	N/A	N/A	N/A	6h à 23h	Du 6 au 31 janvier 2023	Du 6 au 31 janvier 2023	N/A	N/A	Du 6 au 31 janvier 2023	N/A
Montréal en Lumière	Montréal en Lumière inc.	23 janvier	9 février	Place des festivals, Esplanade Tranquille, rue Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine et de Maisonneuve et Sainte-Catherine entre de Bleury et St-Laurent	N/A	N/A	N/A	N/A	10h à 23h	2023-01-23 au 2023-02-09	2023-01-23 au 2023-02-09	N/A	N/A	2023-01-23 au 2023-02-09	Montage
La Coupe du Mont-Royal	Ski de fond Montréal	29 janvier	29 janvier	Parc du Mont Royal	Oui	Oui	N/A	N/A	9h à 21h	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	N/A

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227317030
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social, Direction*

Projet : Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.

15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1225914003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance afin d'implanter un arrêt d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM), en retirant 5 espaces de stationnement tarifés

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance afin d'implanter un arrêt d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM), situé sur le côté nord du boulevard René-Lévesque, à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa, en retirant 5 espaces de stationnement tarifés F425 - F426 - F427 - F428 et F429.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-25 14:36

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225914003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance afin d'implanter un arrêt d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM), en retirant 5 espaces de stationnement tarifés

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la mobilité et de la planification a reçu une demande de la Société de transport de Montréal (STM) qui désire implanter un arrêt d'autobus de la ligne 74 sur le boulevard René-Lévesque côté nord, à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

En vertu de l'article 3, paragraphe 6 du Règlement sur la circulation et le stationnement de l'ancienne Ville de Montréal à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (C-4.1), le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance :
6°- établir des postes d'attente pour les taxis, les autobus, les minibus et tous autres véhicules;
Ainsi, il est recommandé le retrait définitif de cinq (5) espaces tarifés sur le boulevard René-Lévesque côté nord, à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa.

Retrait définitif des espaces F425 - F426 - F427 - F428 et F429.

JUSTIFICATION

Établir une offre de transport en réponse aux besoins des usagers des services de transport collectif, incluant ceux à mobilité réduite, en ayant recours aux services des organismes publics de transport en commun pour leur territoire respectif de compétence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Perte estimée des revenus pour le retrait définitif de 5 espaces tarifés = 47 000$ par année.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Transmission de l'ordonnance à la Société de transport de Montréal et à l'Agence de Mobilité Durable pour coordination.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1 pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, et à nos diverses politiques de circulation et d'attribution d'espaces de stationnement

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Safia AIT ABDELKOUI, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-23

Annie LAMBERT
Chef de division mobilité et planification des

stationnement

Tél : 514-609-1125
Télécop. :

déplacements

Tél : 514 872-1577
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2022-11-25

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225914003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance afin d'implanter un arrêt d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM), en retirant 5 espaces de stationnement tarifés

1225914003.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-609-1125
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XX	**Ordonnance établissant un arrêt d'autobus servant de terminus pour la ligne 74 de la Société de transport de Montréal, sur le côté nord du boulevard René-Lévesque, à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa**

Vu le paragraphe 6 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXX 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

Le mise en place d'un arrêt d'autobus servant de terminus à ligne 74 de la Société de transport de Montréal sur le côté nord du boulevard René-Lévesque, à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1225914003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le* _____ *2022, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1226220006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2022-2023

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la saison hivernale 2022-2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 10:52

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226220006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2022-2023

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est, en ce sens, un enjeu primordial. Une grande attention est portée sur l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur.
Les événements tenus sur le territoire du Vieux-Port de Montréal font l'objet d'une ordonnance en respect de la réglementation municipale. Un travail de collaboration avec la Société du Vieux-Port de Montréal permet, lors des événements, une diffusion sonore respectueuse des citoyens et en conformité avec les exigences réglementaires de l'Arrondissement. L'article 20.2 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. c-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 24014- 14 avril 2022 - D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 674 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la saison estivale 2022 (1226220004).
CA21 240448 - 23 novembre 2021- Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2021-2022 (1216220006).

CA21 240307 - 26 août 2021 - Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison estivale 2021 (1216220005).

CA19 240525 - 12 novembre 2019 - Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements présentés au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2019-2020 (1196220002).

CA19 240288 - 5 juin 2019 - Édicter une ordonnance autorisant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison estivale 2019 (1196493001).

CA18 240611 - 21 novembre 2018 - Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements présentés au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2018-2019 (1196220002).

CA18 240372 - 12 juin 2018 - D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3,article 20), l'ordonnance c. B-3, o. 574 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour l'année 2018 (1186493003).

CA17 240214 - 11 avril 2017 - D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l’ordonnance c. B-3, o. 529 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour l’année 2017 (1176493003).

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités.

Le gestionnaire du site à la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son territoire des limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin.

Les événements qui se tiendront sur les sites du Vieux-Port de Montréal entre le mois de décembre et de mars sont, en partie, des événements familiaux.

Voici la programmation des événements à venir pour l'hiver 2022-2023.

		Montage		Événement		Démontage		Heures des Événements			
Événement	Lieu(x)	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Payant	Description - Événement
PATINOIRE VIEUX-PORT	Patinoire du Vieux-Port	17-Oct-22	7-Dec-22	8-Dec-22	5-Mar-23	6-Mar-23	17-Mar-23	11:00	23:00	Payant (patinoire) Événements spéciaux (non payant)	Animations diverses et spectacles à la Patinoire du Vieux-Port. Ambiance sononore régulière: 8 décembre 2022 au 5 mars 2023, 10:00 à 23:00 Événements spéciaux avec portée sonore amplifiée: -soirée d'ouverture (activité pyromusicale) 10 décembre, 20:00 à 21:00 -soirées DJ et spectacles de musique, 6, 7,13, 14, 20, 21, 27, 28 janvier 2023,

											18:00 à 22:00 3, 4, 10, 11, 14, 17, 18, 24 février 2023, 18:00 à 22:00 3, 4 mars 2023, 18:00 à 22:00
VILLAGE AUTOCHTONE (dans le cadre de la COP 15)	Carré St-Pierre	5-Dec-22	8-Dec-22	9-Dec-22	11-Dec-22	12-Dec-22	13-Dec-22	6:00	19:30	Non payant	Animations et traditions autochtones. Ambiance sonore régulière.
MONTRÉAL EN FÊTES - À CONFIRMER	Quai Jacques-Cartier	27-Dec-22	31-Dec-22	31-Dec-22	1-Jan-23	1-Jan-23	2-Jan-23	19:00	2:00	Non payant	À CONFIRMER Le 31 décembre aura lieu le plus gros Party du Nouvel An au Canada. Feux d'artifices, artistes québécois les plus populaires de l'heure ainsi que DJ seront au rendez-vous. Portée sonore amplifiées. 31 décembre 2022, 19:00 à 2:00 am
											Douze soirées folles mettant en vedette les meilleurs DJs et VJs locaux et internationaux, pendant l'un des événements les plus branchés de la métropole et les plus en vue au Canada. Igloofest, c'est l'incontournable de l'hiver! Portée sonore amplifiée. Jeudis (4): 19 et 26 janvier, 2 et 9 février 2023 Igloofest -

IGLOOFEST	Quai Jacques-Cartier	3-Jan-23	18-Jan-23	19-Jan-23	11-Feb-23	12-Feb-23	19-Feb-23	19:30	0:30	Non payant (Igloofête) Payant	Scène A (19 et 26 janvier, 2 février) 19:30 à 23:00 Igloofest - Scène A (9 février) 19:00 à 23:00 Igloofest - Scène B (19 janvier) 19:30 à 23:00 Vendredis (4): 20 et 27 janvier, 3 et 10 février 2023 Igloofest - Scène A 19:30 à 00:30 Igloofest - Scène B 20:00 à 23:00 Samedis (4): 21 et 28 janvier, 4 et 11 février 2023 Igloofête 13:00 à 18:00 Igloofest - Scène A 19:30 à 00:30 Igloofest - Scène B 20:00 à 00:30
PATINOIRE VIEUX-PORT	Patinoire du Vieux-Port	25-Feb-23	25-Feb-23	25-Feb-23	26-Feb-23	26-Feb-23	26-Feb-23	21:00	1:00	Non Payant	Événement Nuit Blanche: Les heures d'ouverture seront prolongées à la Patinoire du Vieux-Port Portée sonore maximale 25 février 2023, 21:00 à 1:00 am

Veuillez noter que la programmation est jointe à ce sommaire.

JUSTIFICATION

La présente ordonnance vise à établir un encadrement des plages horaires et des limites maximales au niveau de pression acoustique pour la programmation hivernale 2022-2023 prévue au Vieux-Port de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal contribue à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens et d'accroître la visibilité nationale et internationale de la métropole.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les programmations diverses sont adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut édicter une ordonnance en matière de gestion du bruit en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c.B-3).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie POTVIN
Agente de recherche

Tél : 514 968-4245
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Sophie GENDRON
chef(fe) de division - permis et inspections - arr. ville-marie

Tél : 438 823-2456
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226220006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2022-2023

1226220006-Julie Potvin-Grille d'analyse Montreal 2030.pdf

B-3, o. xxx Vieux-Port saison hivernale 2022-2023.doc

SVPM-Programmation hiver 2022-2023.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie POTVIN
Agente de recherche

Tél : 514 968-4245
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx **Ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2022-2023**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du xx décembre 2022, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'Annexe 1.

2. À l'exception des événements mentionnés au paragraphe 5, le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour les événements est de 75 dBA et 90 dBC (LAeq 15 minutes) mesuré à 5 mètres de la source.

3. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.

4. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

5. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres des appareils sonores installés sur le site pour les événements suivants et selon l'horaire de l'Annexe 1:
   - Événements spéciaux de la Patinoire du Vieux-Port;
   - Événements Nuit Blanche de la Patinoire du Vieux-Port;
   - Montréal en fêtes
   - Igloofest

6. Il est de la responsabilité de la société du Vieux-Port de Montréal de:
   - Déposer à l'arrondissement de Ville-Marie des rapports d'événements mensuels quant aux plaintes et aux mesures sur les niveaux de pression acoustique sur les sites;
   - Mettre en place un système de gestion des plaintes;
   - Produire, pour le 21 mars 2023, un bilan à la suite des événements tenus pour la saison hivernale 2022-2023;
   - Proposer et prévoir des mesures de mitigation afin de minimiser les effets du bruit des événements aux secteurs résidentiels périphériques.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS AU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL POUR LA SAISON ESTIVALE HIVERNALE 2022-2023

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1226220006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le xx décembre 2022, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS AU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL POUR LA SAISON HIVERNALE 2022-2023

		Montage		Événement		Démontage		Heures des événements			
Événement	Lieu(x)	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Payant	Description - Événement
PATINOIRE VIEUX-PORT	Patinoire du Vieux-Port	17-oct.-22	7-déc.-22	8-déc.-22	5-mars-23	6-mars-23	17-mars-23	11:00	23:00	Payant (patinoire) Événements spéciaux (non payant)	Animations diverses et spectacles à la Patinoire du Vieux-Port. Ambiance sonorore régulière: 8 décembre 2022 au 5 mars 2023, 10:00 à 23:00 Événements spéciaux avec portée sonore amplifiée: -soirée d'ouverture (activité pyromusicale) 10 décembre, 20:00 à 21:00 -soirées DJ et spectacles de musique, 6, 7,13, 14, 20, 21, 27, 28 janvier 2023, 18:00 à 22:00 3, 4, 10, 11, 14, 17, 18, 24 février 2023, 18:00 à 22:00 3, 4 mars 2023, 18:00 à 22:00
VILLAGE AUTOCHTONE (dans le cadre de la COP 15)	Carré St-Pierre	5-déc.-22	8-déc.-22	9-déc.-22	11-déc.-22	12-déc.-22	13-déc.-22	06:00	19:30	Non payant	Animations et traditions autochtones. Ambiance sonore régulière.
MONTRÉAL EN FÊTES - À CONFIRMER	Quai Jacques Cartier	27-déc.-22	31-déc.-22	31-déc.-22	1-janv.-23	1-janv.-23	2-janv.-23	19:00	02:00	Non payant	À CONFIRMER Le 31 décembre aura lieu le plus gros Party du Nouvel An au Canada. Feux d'artifices, artistes québécois les plus populaires de l'heure ainsi que DJ seront au rendez-vous. Portée sonore amplifiées. 31 décembre 2022, 19:00 à 2:00 am
IGLOOFEST	Quai Jacques Cartier	3-janv.-23	18-janv.-23	19-janv.-23	11-févr.-23	12-févr.-23	19-févr.-23	19:30	00:30	Non payant (igloofête) Payant	Douze soirées folles mettant en vedette les meilleurs DJs et VJs locaux et internationaux, pendant l'un des événements les plus branchés de la métropole et les plus en vue au Canada. Igloofest, c'est l'incontournable de l'hiver! Portée sonore amplifiée. Jeudis (4): 19 et 26 janvier, 2 et 9 février 2023 Igloofest - Scène A (19 et 26 janvier, 2 février) 19:30 à 23:00 Igloofest - Scène A (9 février) 19:00 à 23:00 Igloofest - Scène B (19 janvier) 19:30 à 23:00 Vendredis (4): 20 et 27 janvier, 3 et 10 février 2023 Igloofest - Scène A 19:30 à 00:30 Igloofest - Scène B 20:00 à 23:00 Samedis (4): 21 et 28 janvier, 4 et 11 février 2023 Igloofête 13:00 à 18:00 Igloofest - Scène A 19:30 à 00:30 Igloofest - Scène B 20:00 à 00:30
PATINOIRE VIEUX-PORT	Patinoire du Vieux-Port	25-févr.-23	25-févr.-23	25-févr.-23	26-févr.-23	26-févr.-23	26-févr.-23	21:00	01:00	Non Payant	Événement Nuit Blanche: Les heures d'ouverture seront prolongées à la Patinoire du Vieux-Port Portée sonore maximale 25 février 2023, 21:00 à 1:00 am

		Montage		Événement		Démontage		Heures des Événements			
Événement	Lieu(x)	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Début	Fin	Payant	Description - Événement
PATINOIRE VIEUX-PORT	Patinoire du Vieux-Port	17-oct.-22	7-déc.-22	8-déc.-22	5-mars-23	6-mars-23	17-mars-23	11:00	23:00	Payant (patinoire) Événements spéciaux (non payant)	Animations diverses et spectacles à la Patinoire du Vieux-Port. Ambiance sononore régulière: 8 décembre 2022 au 5 mars 2023, 10:00 à 23:00 Événements spéciaux avec portée sonore amplifiée: -soirée d'ouverture (activité pyromusicale) 10 décembre, 20:00 à 21:00 -soirées DJ et spectacles de musique, 6, 7,13, 14, 20, 21, 27, 28 janvier 2023, 18:00 à 22:00 3, 4, 10, 11, 14, 17, 18, 24 février 2023, 18:00 à 22:00 3, 4 mars 2023, 18:00 à 22:00
VILLAGE AUTOCHTONE (dans le cadre de la COP 15)	Carré St-Pierre	5-déc.-22	8-déc.-22	9-déc.-22	11-déc.-22	12-déc.-22	13-déc.-22	6:00	19:30	Non payant	Animations et traditions autochtones. Ambiance sonore régulière.
MONTRÉAL EN FÊTES - À CONFIRMER	Quai Jacques-Cartier	27-déc.-22	31-déc.-22	31-déc.-22	1-janv.-23	1-janv.-23	2-janv.-23	19:00	2:00	Non payant	À CONFIRMER Le 31 décembre aura lieu le plus gros Party du Nouvel An au Canada. Feux d'artifices, artistes québécois les plus populaires de l'heure ainsi que DJ seront au rendez-vous. Portée sonore amplifiées. 31 décembre 2022, 19:00 à 2:00 am
IGLOOFEST	Quai Jacques-Cartier	3-janv.-23	18-janv.-23	19-janv.-23	11-févr.-23	12-févr.-23	19-févr.-23	19:30	0:30	Non payant (Igloofête) Payant	Douze soirées folles mettant en vedette les meilleurs DJs et VJs locaux et internationaux, pendant l'un des événements les plus branchés de la métropole et les plus en vue au Canada. Igloofest, c'est l'incontournable de l'hiver! Portée sonore amplifiée. Jeudis (4): 19 et 26 janvier, 2 et 9 février 2023 Igloofest - Scène A (19 et 26 janvier, 2 février) 19:30 à 23:00 Igloofest - Scène A (9 février) 19:00 à 23:00 Igloofest - Scène B (19 janvier) 19:30 à 23:00 Vendredis (4): 20 et 27 janvier, 3 et 10 février 2023 Igloofest - Scène A 19:30 à 00:30 Igloofest - Scène B 20:00 à 23:00 Samedis (4): 21 et 28 janvier, 4 et 11 février 2023 Igloofête 13:00 à 18:00 Igloofest - Scène A 19:30 à 00:30 Igloofest - Scène B 20:00 à 00:30
PATINOIRE VIEUX-PORT	Patinoire du Vieux-Port	25-févr.-23	25-févr.-23	25-févr.-23	26-févr.-23	26-févr.-23	26-févr.-23	21:00	1:00	Non Payant	Événement Nuit Blanche: Les heures d'ouverture seront prolongées à la Patinoire du Vieux-Port Portée sonore maximale 25 février 2023, 21:00 à 1:00 am

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226220006
Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Projet : *Ordonnance de bruit pour le Vieux-Port saison hivernale 2022*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.* *20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *20. La programmation proposée participe à accroître la visibilité de la métropole sur la scène nationale et internationale.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.14

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229678003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 11:51

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1229678003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

CONTENU

CONTEXTE

Lors du dépôt du projet de règlement à la séance du 8 novembre 2022, l'établissement des taux de cotisation finaux par le Service des finances n'était pas complétée. Des taux provisoires avaient alors été indiqués au projet de règlement. Les taux de cotisation finaux sont maintenant établis. Une modification à l'article 3 du projet de règlement est donc nécessaire afin de refléter les taux finaux.
Le règlement comportant les taux finaux est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques dans le présent sommaire addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
commissaire - developpement economique

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229678003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1229678003 - Vieux-Montréal 2023 21nov2022.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-21

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTRÉAL – QUARTIER HISTORIQUE, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 6 décembre 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2023.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2023.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier Historique pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société, une cotisation au taux de 0,1090 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise, à laquelle cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'une même entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cette entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 110,00 $ ni être supérieure à 5 500,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC DU VIEUX-MONTRÉAL – QUARTIER HISTORIQUE - BUDGET 2023

_____

GDD1229678003

VIEUX-MONTRÉAL
SDC
QUARTIER HISTORIQUE

BUDGET 2023

REVENUS	
Cotisations des membres	1 564 000
Intérêts	17 000
Total des revenus	**1 581 000**

DÉPENSES	
1- Projets et support aux événements	235 000
2- Communications et promotion	370 000
3- Opérations et convivialité du Vieux-Montréal	380 000
4-Service aux membres et réseautage	215 000
5- Affaires financières et juridiques	33 000
6- Administration	348 000
Total des dépenses	**1 581 000**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.15

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229705003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville - et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023
Lors du dépôt du projet de règlement à la séance du 8 novembre 2022, l'établissement des taux de cotisation finaux par le Service des finances n'était pas complétée. Des taux provisoires avaient alors été indiqués au projet de règlement. Les taux de cotisation finaux sont maintenant établis. Une modification à l'article 3 du projet de règlement est donc nécessaire afin de refléter les taux finaux.
Le règlement comportant les taux finaux est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques dans le présent sommaire addenda.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 14:29

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1229705003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

CONTENU

CONTEXTE

Considérant que les taux de cotisation finaux n'ont pu être établis avant l'avis de motion, le règlement comportant les taux finaux fait l'objet d'un sommaire addenda entre l'avis de motion et l'adoption.
Lors du dépôt du projet de règlement à la séance du 8 novembre 2022, l'établissement des taux de cotisation finaux par le Service des finances n'était pas complétée. Des taux provisoires avaient alors été indiqués au projet de règlement. Les taux de cotisation finaux sont maintenant établis. Une modification à l'article 3 du projet de règlement est donc nécessaire afin de refléter les taux finaux.
Le règlement comportant les taux finaux est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques dans le présent sommaire addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
conseiller(-ere) en planification

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229705003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT -1229705003 - Centre-Ville 2023 23nov2022.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-23

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 6 décembre 2022 le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui ;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2023.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2023.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 qui figure à l'annexe A est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société une cotisation au taux de 0,0543 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise, à laquelle cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'une même entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cette entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 75,00 $ ni supérieure à 7 725,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement:

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC MONTRÉAL CENTRE-VILLE – BUDGET 2023

GDD 1229705003

MONTRÉAL
CENTRE
—VILLE

Budget 2023 adopté

REVENUS	Budget 2022	Budget 2023 adopté
Cotisations	4,225,000.00 $	4,350,000.00 $
Subventions	2,800,000.00 $	2,650,000.00 $
Commandites	50,000.00 $	100,000.00 $
Intérêts	35,000.00 $	35,000.00 $
Autres revenus	75,000.00 $	77,500.00 $
Sommes reportées	- $	1,000,000.00 $
TOTAL REVENUS	$7,185,000.00	8,212,500.00 $
DÉPENSES		
Dépenses administratives	395,500.00 $	395,325.00 $
Programmation & projets spéciaux	1,581,000.00 $	1,259,900.00 $
Communications et marketing et développement	1,720,000.00 $	2,872,490.00 $
Propreté et sécurité	1,375,000.00 $	1,329,020.00 $
Embellissement et aménagement	1,200,000.00 $	2,015,000.00 $
Mauvaises créances anticipé (cotisations)	1,267,500.00 $	750,000.00 $
TOTAL DÉPENSES	7,539,000.00 $	8,621,735.00 $
RÉSULTAT NET	(354,000.00) $	(409,235.00) $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.16

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229705004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023
Lors du dépôt du projet de règlement à la séance du 8 novembre 2022, l'établissement des taux de cotisation finaux par le Service des finances n'était pas complétée. Des taux provisoires avaient alors été indiqués au projet de règlement. Les taux de cotisation finaux sont maintenant établis. Une modification à l'article 3 du projet de règlement est donc nécessaire afin de refléter les taux finaux.
Le règlement comportant les taux finaux est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques dans le présent sommaire addenda.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 14:30

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1229705004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

CONTENU

CONTEXTE

Considérant que les taux de cotisation finaux n'ont pu être établis avant l'avis de motion, le règlement comportant les taux finaux fait l'objet d'un sommaire addenda entre l'avis de motion et l'adoption.
Lors du dépôt du projet de règlement à la séance du 8 novembre 2022, l'établissement des taux de cotisation finaux par le Service des finances n'était pas complétée. Des taux provisoires avaient alors été indiqués au projet de règlement. Les taux de cotisation finaux sont maintenant établis. Une modification à l'article 3 du projet de règlement est donc nécessaire afin de refléter les taux finaux.
Le règlement comportant les taux finaux est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques dans le présent sommaire addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
conseiller(-ere) en planification

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229705004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier Latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1229705004 - Quartier Latin 2023 23nov2022.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-23

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 6 décembre 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie qu'il occupe plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2023.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un établissement d'entreprise situé au rez-de-chaussée d'un immeuble, une cotisation composée du taux de 0,2667 % appliqué sur la base de la cotisation de l'établissement du membre ainsi que du taux de 0,234045 $ le pied carré, multiplié par la superficie du local occupé par chaque établissement d'entreprise. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsque l'établissement d'entreprise est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un tel établissement, une cotisation composée du taux de 0,2534 % appliqué sur la base de la cotisation de cet établissement ainsi que du taux de 0,222342 $ le pied carré, multiplié par la superficie du local occupé par cet établissement. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Malgré ce qui précède, la cotisation imposée ne peut être supérieure à 19 000,00 $ ni inférieure à 400,00 $ lorsque l'établissement d'entreprise est situé au rez-de-chaussée d'un immeuble et elle ne peut être supérieure à 18 000,00 $ ni inférieure à 400,00 $ lorsqu'il est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble.

Aux fins de l'application du présent règlement, un établissement d'entreprise est réputé situé au rez-de-chaussée s'il répond aux exigences suivantes : il est situé, en tout ou en partie au rez-de-chaussée et son entrée principale y est également située.

4. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard dans les 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

5. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du

compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

6. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC QUARTIER LATIN –BUDGET 2023

GDD1229705004

LE QUARTIER LATIN

BUDGET 2023

REVENUS	Budget 2023 Projet
Cotisations rég. des membres	332 413 $
Pertes anticipées	(25 000) $
Cotisations ant. membres	30 000 $
Contributions volontaires Institutions	6 500 $
Arrondissement Ville-Marie - Subvention salariale	35 000 $
Arrondissement Ville-Marie - Programme de propreté	40 000 $
Arrondissement Ville-Marie - Programme de piétonnisation	337 265 $
Arrondissement Ville-Marie - Autres subventions	153 000 $
Ville de Montréal - Programme de soutien aux SDC	205 959 $
Commandites d'événements	20 000 $
Revenus d'intérêts	3 000 $
TOTAL DES REVENUS	**1 138 137 $**

ADMINISTRATION	
FRAIS D'ADMINISTRATION	205 000 $
FRAIS D'ASSEMBLÉES	3 000 $
FRAIS FINANCIERS	1 000 $
TOTAL DES DÉPENSES ADMINISTRATION	**209 000 $**

PROJETS	BUDGET 2023
TOTAL BUDGET DISPONIBLE POUR PROJETS	**929 137 $**
VOLET 1 - ENVIRONNEMENT EXTERNE	**115 000 $**
1. PROPRETÉ QUARTIER LATIN	40 000 $
2. ACCUEIL & PRÉVENTION	70 000 $
3. CHANTIER STM (Mesures de mitigations)	5 000 $
VOLET 2 - STRATÉGIE D'AMÉNAGEMENT	**442 500 $**
1. SCÉNOGRAPHIE URBAINE	55 000 $
2. MOBILIER URBAIN	202 500 $
3. SIGNALÉTIQUE URBAINE	10 000 $
4. VERDISSEMENT / HORTICULTURE	75 000 $
5. MARQUAGE AU SOL	35 000 $
6. DÉCORATIONS HIVERNALES	40 000 $
7. SIGNATURE LUMINEUSE ONTARIO	25 000 $
VOLET 3 - PROGRAMMATION CULTURELLE	**200 000 $**
1. FESTIVAL MONTRÉAL COMPLÉTEMENT CIRQUE	40 000 $
2. AUTRES ÉVÉNEMENTS	55 000 $
3. PROMOTIONS COMMERCIALES	60 000 $
4. ANIMATION DE L'ESPACE PUBLIC	45 000 $
COMMUNICATIONS/MARKETING/POSITIONNEMENT	**120 000 $**
1. PROMOTION DU QUARTIER LATIN ET DE SES COMMERCES	120 000 $
SERVICE AUX MEMBRES	**10 000 $**
1. FORMATION / COACHING	2 000 $
2. ACTIVITÉS DE RÉSEAUTAGE	5 000 $
3. SONDAGE / ÉTUDE / ACTIVITÉS DE RECHERCHE	3 000 $
	- $
GRAND TOTAL - DÉPENSES PROJETS	**887 500 $**

SURPLUS NON AFFECTÉ	41 637 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.17

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229678005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-28 11:51

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1229678005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

CONTENU

CONTEXTE

Lors du dépôt du projet de règlement à la séance du 8 novembre 2022, l'établissement des taux de cotisation finaux par le Service des finances n'était pas complétée. Des taux provisoires avaient alors été indiqués au projet de règlement. Les taux de cotisation finaux sont maintenant établis. Une modification à l'article 3 du projet de règlement est donc nécessaire afin de refléter les taux finaux.
Le règlement comportant les taux finaux est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques dans le présent sommaire addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
commissaire - developpement economique

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229678005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1229678005 - Village 2023 21nov2022.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-22

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 6 décembre 2022, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2023.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2023 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2023;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2023.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société une cotisation composée du taux de 0,1417 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise ainsi que du taux de 0,207676 $ le pied carré, multiplié par la superficie de chaque établissement. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'une même entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cette entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 350,00 $ ni supérieure à 43 200,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC DU VILLAGE - BUDGET 2023

_____

GDD 1229678005

DocuSign Envelope ID: 740D73DD-DCF3-4B57-B85A-D0F8B9BC09C3

village

Annexe : synthèse du budget 2023 adopté le 25 octobre 2022 lors de l'Assemblée générale spéciale (AGS) sur le budget

PARAMÈTRES DE COTISATIONS	2022	2023
Budget total de cotisations	620 000 $	669 600 $
Cotisation minimum	300 $	350 $
Cotisation maximum	40 000 $	43 200 $
Taux valeur foncière	67 %	60 %
Taux superficie	33 %	40 %

BUDGET PRÉVISIONNEL	REVENUS	DÉPENSES
Cotisations (moins mauvaises créances)	612 640 $	
Subventions et commandites	1 300 692 $	
Activités		1 425 754 $
Frais d'administration		357 345,85 $
Dettes et fonds de prévoyance		50 000 $
Amortissements 2023		80 000 $
SOUS-TOTAL	1 913 332 $	1 913 099,85 $

SURPLUS	232,15 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1229276005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

- déposer, au moment du dépôt du permis de transformation, l'avis d'un expert en acoustique qui atteste que les plans et détails de constructions déposés assurent un niveau sonore à 40 dBa Leq.
- réaliser l'ensemble des travaux de façon substantiellement conforme aux plans préparés par Ariel Aaron, architecte, datés du 3 août 2022;
- localiser toutes les sorties et tous les équipements mécaniques sur le toit et de façon à ce qu'elles soient non-visibles de la voie publique.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 15:28

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229276005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise à autoriser, par usage conditionnel, l'aménagement de quatre logements au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240034 – 9 février 2021 – Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « résidentiel » au-dessus du rez-de-chaussée (3e et 4e étage) dans un secteur de la catégorie M.9 pour le bâtiment sis au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest (1208398011).

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de 4 étages construit en 1888 est situé dans le cadran nord-ouest des rues Sainte-Catherine et Drummond, dans le centre des affaires. Une boutique de vente de téléphonie cellulaire est située au rez-de-chaussée et les étages supérieurs, qui étaient auparavant occupés par des bureaux, sont vacants.

Les commerces situés à proximité de l'immeuble sont pour la plupart des boutiques de vêtements et des restaurants. Plusieurs bars et débits de boissons alcooliques sont également établis dans l'entourage du bâtiment à l'étude. De plus, le bâtiment se situe à moins de 500 mètres au nord du Centre Bell.

Le projet
Avec la baisse de la demande d'espaces à bureaux, le requérant veut convertir le deuxième étage de son édifice en logements. Cette conversion entraînera la création :

- d'un studio;

- de deux appartements d'une chambre;
- d'un appartement avec 2 chambres.

Une demande d'usage conditionnel pour les étages 3 et 4 visant la création de 6 logements a déjà été obtenue et les aménagements réalisés. Le deuxième étage serait à son tour reconfiguré pour accueillir quelque 205 m² (2207 pi2) d'usage résidentiel.
Le cadre règlementaire

- Le bâtiment à l'étude se trouve dans un secteur zoné M.9C au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
- L'usage « résidentiel » est autorisé au-dessus du rez-de-chaussée dans un secteur M.9 selon la procédure des usages conditionnels (article 247).
- Bien que le bâtiment soit situé dans l'aire de protection du Mount Stephen Club, le changement d'usage ne nécessite pas une autorisation de la part du Ministère de la Culture et des Communications (MCC), ni de la Direction de l'urbanisme.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande avec conditions.
En effet, le projet présente les caractéristiques suivantes :

- les étages supérieurs du bâtiment sont vacants et la demande pour des espaces à bureaux a diminué en raison de la popularité du télétravail à la suite de la pandémie.
- la plupart des usages à proximité sur les rues Sainte-Catherine et Drummond sont compatibles avec l'usage résidentiel;
- des mesures de mitigations ont été proposées afin de ramener les niveaux sonores aux normes permises pour un usage résidentiel.

Considérant que les étages 3 et 4 seront aussi réaménagés en usage résidentiel;

Considérant que la demande pour l'espace de bureaux a diminué;

Considérant que le milieu d'insertion peut être compatible avec l'usage résidentiel;

Considérant que si des mesures de mitigations sont nécessaires pour réduire le bruit, celles-ci seront intégrées afin d'assurer la quiétude des futurs résidents.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite
favorable à l'égard de cette demande.

Le projet a reçu un avis favorable des membres du comité consultatif d'urbanisme lors d'une présentation le 13 octobre 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Métropole

- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation au comité consultatif d'urbanisme : 13 octobre 2022
Affichage sur le site : 18 novembre 2022
Publication d'un avis dans le journal : 19 novembre 2022
Conseil d'arrondissement : 6 décembre 2022 – Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
Conseillère en amenagement

Tél : 514-872-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2022-11-29

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229276005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Rapport-Accousticien-1221SainteCatherineOuest-Aout2022-estampillés.pdf



Pieces-jointes-Courriel-Accousticien-26octobre2022.png

Confirmation - Accousticien - Ville de Montréal - 1221 Ste-Catherine Ouest - Estampillé.pdf

1221 Ste-Catherine_O-25-10-22-Plans-estampillés.pdf

PV CCU - 2022-10-13 - UC - 3003195851.pdf

1229276005 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
Conseillère en amenagement

Tél : 514-872-0000
Télécop. :

NOUVEAUX APPARTEMENTS 1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest | Montreal (QC) | H3G 1P3

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

■ Titre du dessin

PAGE TITRE

■ Dessiné par: A.C.

■ Verifié par: A.C.

■ Echelle: NIL

■ Date: 3 Aout 2022

■ Discipline: ARCHITECTURE

■ Dessin No.: A000

■ Dossier: 20-12c

CLASSIFICATION DU BÂTIMENT :

SUPERFICIE DU TERRAIN : 2 965 PC (275.46m²)

AIRE DE BÂTIMENT : 2 965 PC (275.46m²)

SUPERFICIE PLANCHER INTÉRIEUR:
2e NIVEAU = 1877 PC [174.5m²]
3e NIVEAU = 1877 PC [174.5m²]
4e NIVEAU = 1877 PC [174.5m²]
==> TOTAL = 5631 PC [523m²]

INDICE SUPERFICIE DE PLANCHER (ISP) :
5631 PC / 2965 PC = 1.89

HAUTEUR : 4 ÉTAGES

USAGE PAR ÉTAGE :
NIVEAU 1 : E / NIVEAUX 2-3-4 : C

CLASSIFICATION :
E : 3.2.2.63 CCQ 2010 :: GICLEURS / COMBUSTIBLE / PLANCHER 60min / TOIT 0min
C : 3.2.2.50 CCQ 2010 :: GICLEURS / COMBUSTIBLE / PLANCHER 60min / TOIT 0min

CONSTRUCTION PROJETÉ : COMBUSTIBLE
GICLEURS PRÉVUS : OUI
LE SYSTÈME DE GICLEURS DOIT ÊTRE CONFORME À LA NORME NFPA 13 "INSTALLATION OF SPRINKLER SYSTEMS", TEL QUE SPÉCIFIÉ À L'ARTICLE 3.2.5.12 DU CCQ2010)

SÉPARATIONS COUPE-FEU:

- PLANCHER 2e NIVEAU (ENTRE E & C) : S.C.F. 2h MIN [3.1.3.1. CCQ 2010]

- PLANCHER 3e&4e NIVEAU (ENTRE LOGEMENTS) : S.C.F. 1h MIN [3.2.2.50. CCQ 2010]

- MURS PORTEURS, POTEAUX ET POUTRES SUPPORTANT LE 2e NIVEAU :
  S.C.F. 2h MIN [3.1.3.1 & 3.1.7.5. CCQ 2010]

- MURS PORTEURS, POTEAUX ET POUTRES SUPPORTANT LE 3e&4e NIVEAU :
  S.C.F. 1h MIN [3.2.2.50 CCQ 2010]

- TOIT : 0h [3.2.2.50. CCQ 2010]

- CORRIDORS COMMUNS :
  S.C.F. 45min MIN [3.3.1.4. 2] CCQ 2010]

- MURS MITOYENS ENTRE LOGEMENTS :
  S.C.F. 1h MIN [3.3.4.2. 1) CCQ 2010]

- MURS CAGES D'ESCALIERS 2-3-4e NIVEAUX: S.C.F. 1h MIN
  [3.4.4.1. 1) CCQ 2010]

- MURS CAGES D'ESCALIERS 1e NIVEAU: S.C.F. 2h MIN
  [3.4.4.1. 1) CCQ 2010]

LÉGENDE MURS

- CLOISON EXISTANTE EN GYPSE À CONSERVER
- CLOISON EXISTANTE EN GYPSE À DÉMOLIR
- MUR EXISTANT EN BLOC DE BÉTON À DÉMOLIR
- NOUVELLE CLOISON STANDARD 8h
  GYPSE ½" SUR COLOMBAGES MÉTALLIQUE 3-5/8" @ TOUS LES 16" C/C
- NOUVELLE CLOISON D.R.F. 60min:
  TEL QUE SPEC UL U-419 - 1H
  DALLE À DALLE :
  -(1X) GYPSE 5/8" TYPE "X" , JOINTS DECALES ET SCELLES
  -BARRE RESILIENTE 7/8" @ 24" C/C
  -COLOMBAGES MÉTALLIQUES 3-5/8" @ TOUS LES 16"C/C
  -LAINE ACOUSTIQUE 3 1/2" DE TYPE "ROXUL" OU EQUIVALENT
  -(1X) GYPSE 5/8" TYPE "X" , JOINTS DECALES ET SCELLES
- NOUVELLE CLOISON À GAINES D.R.F. 60min:
  TEL QUE SPEC UL U-415 - SYSTEM A (1H):
  DALLE À DALLE :
  -(1X) GYPSE À GAINES 1" TYPE "X" , JOINTS DECALES ET SCELLES
  -COLOMBAGES MÉTALLIQUES TYPE CH 2½" @ 24" C/C MIN
  -(1X) GYPSE 5/8" TYPE "X" , JOINTS DECALES ET SCELLES

NOTES SÉPARATIONS COUPE-FEU PROTECTION DES PLANCHERS, DES MURS, POTEAUX ET ARCS PORTEUR.

2e NIVEAU : NOUVEAUX LOGEMENTS
SEPARATION COUPE-FEU REQUISE : 2h,
(SELON ART. 3.2.2.63 / 3.1.3.1) CCQ-CNB 2010

PLANCHER / PLAFOND DU 2e NIVEAU (ENTRE USAGE E & C) :

RETIRER TOUT PLAFOND SUSPENDU EXISTANT ET REFAIRE, TEL QUE CI-DESSOUS (UL DES L538):

- FINITION DE PLANCHER
- MEMBRANE ACOUSTIQUE (SI REQUIS)
- CONTREPLAQUÉ 3/4" EMBOUVETÉ (SI REQUIS)
- STRUCTURE DE PLANCHER EXISTANT CONSERVÉ
- ISOLANT ACOUSTIQUE
- (1X) GYPSES 5/8" TYPE X, JOINTS SCELLÉS
- BARRE RÉSILIENTE SOUPLE À 24" C/C
- (2X) GYPSES 5/8" TYPE X, JOINTS DÉCALLÉS ET SCELLÉS

MURS : SÉPARATION COUPE-FEU REQUISE MURS DES ISSUES, ET AUTOUR STRUCTURE: (IDEM OU TOUS LES NIVEAUX)

RETIRER TOUT GYPSE EXISTANT ET REFAIRE, TEL QUE CI-DESSOUS (UL DES U301) :

- (2X) GYPSE ⅝" TYPE "X", JOINTS DÉCALLÉS ET SCELLES
- COLOMBAGES MÉTALLIQUES 3-5/8" @ 16" C/C EXISTANT OU NOUVEAU
- ISOLANT ACOUSTIQUE
- (2X) GYPSE ⅝" TYPE "X", JOINTS DÉCALLÉS ET SCELLES

3e-4e NIVEAUX : NOUVEAUX LOGEMENTS
SEPARATION COUPE-FEU REQUISE : 60min
(SELON ART. 3.2.2.50) CCQ-CNB 2010

DÉTAIL PLAFOND / PLANCHERS: (60min - 3.2.2.50 CCQ 2010) / ITS : 54

RETIRER TOUT PLAFOND SUSPENDU EXISTANT ET REFAIRE, TEL QUE CI-DESSOUS:

- FINITION DE PLANCHER
- MEMBRANE ACOUSTIQUE (SI REQUIS)
- CONTREPLAQUÉ 3/4" EMBOUVETÉ (SI REQUIS)
- STRUCTURE DE PLANCHER EXISTANT CONSERVÉ
- ISOLANT ACOUSTIQUE
- BARRE RÉSILIENTE SOUPLE À 24" C/C
- (2X) GYPSES 5/8" TYPE X, JOINTS DÉCALLÉS ET SCELLÉS

NOTE DÉMOLITION:
RETIRER GYPSE EXISTANT DE TOUS LES MURS MITOYENS, CORRIDORS, CAGES D'ESCALIERS ET PLAFONDS ET REFAIRE, TEL QUE SPÉCIFIÉ CI-DESSUS

NOTES GENERALES

1. TOUS LES TRAVAUX DEVRONT ETRE EXECUTES SELON LES NORMES DU CODE NATIONAL DU BATIMENT 2010 ET DES CODES MUNICIPAUX ET PROVINCIAUX.
2. L'ENTREPRENEUR DEVRA VERIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE CHANTIER ET SUR LES PLANS AVANT DE DÉMARRER LES TRAVAUX. DE PLUS, IL DEVRA AVERTIR L'ARCHITECTE POUR TOUTES LES ERREURS ET/OU OMISSIONS AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX.
3. L'ENTREPRENEUR SERA TENU DE VERIFER LES CONDITIONS ACTUELLES SUR LES LIEUX A MODIFIER AVANT D'ETABLIR SA SOUMISSION.
4. LES PLANS DE STRUCTURE, PLOMBERIE, MECANIQUE ET ELECTRICITE SERONT FOURNIS PAR D'AUTRES.
5. L'ENTREPRENEUR EN PLOMBERIE ET/OU EN MECANIQUE DEVRA SOUMETTRE LES PLANS D'INSTALLATION AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX POUR RECEVOIR L'APPROBATION DE L'INGENIEUR.

5.5 PRÉVOIR L'INSTALLATION D'UN NOUVEAU SYSTÈME DE GICLEURS À GRANDEUR DANS LE BÂTIMENT, CONFORME À LA NORME NFPA 13. CELUI-CI DEVRA ÊTRE CONÇU PAR UN INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE.

6. LES SOLINS ET ALLEGES DE PORTES / FENETRES DEVRONT AVOIR UNE PENTE VERS L'EXTERIEUR DE 6% MINIMUM SELON ARTICLE 9.27.3.8 C.N.B. 2010.
7. PREVOIR SCELLANT CONTINU GARANTI A VIE (DUREE DU BATIMENT AU PERIMETRE DES OUVERTURES (PORTES ET FENETRES).
8. DOUBLER LES COLOMBAGES AVEC BOIS AUTOUR DE CHAQUE OUVERTURE, LE CAS ECHEANT.
9. PREVOIR TOUTES LES OUVERTURES ET MANCHONS NECESSAIRES DANS LES MURS ET PLANCHERS POUR AUTRES CORPS DE METIER.
10. LE FABRICANT DES ESCALIERS D'ISSUES DEVRA SOUMETTRE, A SES FRAIS, TOUS LES DESSINS D'ATELIER POUR APPROBATION PAR L'ARCHITECTE AVANT LE DEBUT DE LA FABRICATION.
11. LES MARCHES ET PALIERS D'ESCALIER DOIVENT COMPORTER DES BANDES DE REVETEMENT ANTIDERAPANT OU PREVOIR PLAQUE EN ACIER STRIE ("CHECKER PLATE"). LES MARCHES ET PALIER DEVRONT EGALEMENT ETRE MUNIS DE NEZ DE COULEUR CONTRASTANTE SELON ARTICLE 3.4.6.1. C.N.B. 2010.
12. LA HAUTEUR DES MAINS COURANTES DOIT ETRE D'AU MOINS 36" POUR LES ESCALIERS ET 42" POUR LES PALIERS.
13. L'ENTREPRENEUR DEVRA SCELLER TOUTES PERFORATIONS (CONDUITS ET / OU TUYAUX ET / OU CABLAGE) DANS LES SEPARATIONS COUPE-FEU A L'AIDE D'UN SCELLANT AU FEU HOMOLOGUE ULC OFFRANT LE DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EXIGE POUR LA SEPARATION COUPE-FEU PERFOREE (VOIR COMPOSITION POUR D.R.F.).
14. L'ENTREPRENEUR DEVRA SCELLER TOUTES JONCTIONS ENTRE LES ELEMENTS DE BETON ET LES SEPARATIONS COUPE-FEU A L'AIDE D'UN SCELLANT AU FEU HOMOLOGUE ULC OFFRANT LE DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EXIGE POUR LA SEPARATION COUPE-FEU (VOIR COMPOSITION POUR D.R.F.).
15. TOUTES TRAPPES D'ACCES / CABINETS ENCASTRES DANS LES SEPARATIONS COUPES FEU DEVRONT ETRE HOMOLGUES ULC, ET RESPECTER LE DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EXIGE POUR LA SEPARATION COUPE-FEU (VOIR COMPOSITION POUR D.R.F.) ET ETRE MUNIS D'UN SYSTÈME DE FERMETURE AUTOMATIQUE.
16. L'ENTREPRENEUR DEVRA PREVOIR, A SES FRAIS, UN PLAN D'EVACUATION A PROXIMITE DE CHAQUE ISSUE DANS LES CORRIDORS COMMUNS SELON ARTICLE 2.8.2.7. DU C.N.P.I. 2005.

NOTE: PENETRATIONS TECHNIQUES

OBTURATION COUPE-FEU:
SI DES TUYAUX, TUBES, CONDUITS, CHEMINEES, FILS ET CABLES ELECTRIQUES, FILS ET CABLES DE TELECOMMUNICATION, CABLES DE FIBRES OPTIQUES, CANALISATIONS INCOMBUSTIBLES TOTALEMENT FERMÉES, BOITES DE SORTIE ELECTRIQUE ET AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES SIMILAIRES INCOMBUSTIBLES PENETRENT DANS UNE SEPARATION COUPE-FEU REQUISE OU UNE PAROI FAISANT PARTIE D'UN ENSEMBLE DE CONSTRUCTION POUR LEQUEL UN DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EST EXIGE, LES JOINTS AUTOUR DE CES PENETRATIONS DOIVENT ETRE OBTURES AU MOYEN D'UN COUPE-FEU HOMOLOGUE SELON LA NORME CAN/ULC-S115, AYANT UNE COTE "F" AU MOINS EGALE AU DEGRE PARE-FLAMME EXIGE POUR LES DISPOSITIFS D'OBTURATION DANS LA SEPARATION COUPE-FEU, CONFORMÉMENT AU TAB. 3.1.8.4.
(SELON ART. 3.1.9.1.1) C.N.B. 2010).

PENETRATIONS TECHNIQUES INCOMBUSTIBLES:
LES TUYAUX, CONDUITS, BOITES DE SORTIE ELECTRIQUE, CANALISATIONS TOTALEMENT FERMÉES ET AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES SIMILAIRES QUI PENETRENT DANS UNE CONSTRUCTION POUR LAQUELLE UN DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EST EXIGE DOIVENT ETRE INCOMBUSTIBLES, A MOINS QU'ILS N'AIENT ETE INCORPORES A CETTE CONSTRUCTION LORS DES ESSAIS (SELON ART. 3.1.9.2.1) CCQ-C.N.B. 2010).

PENETRATIONS TECHNIQUES COMBUSTIBLES:
LES ELEMENTS COMBUSTIBLES MENTIONNES AUX ARTICLES 3.1.9.3. ET 3.1.9.4. PEUVENT PENETRER DANS UNE CONSTRUCTION POUR LAQUELLE UN DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EST EXIGE OU LA TRAVERSER, AUX CONDITIONS INDIQUEES.
(SELON ART. 3.1.9.2.1), 3.1.9.3. & 3.1.9.4. CCQ-C.N.B. 2010).

NOTE: COUPE-FEU DES VIDES DE CONSTRUCTION HORIZONTAUX COMBUSTIBLES (PLANCHERS ET TOITS EN BOIS)

LES VIDES DE CONSTRUCTION HORIZONTAUX D'UN PLANCHER OU D'UN TOIT DE CONSTRUCTION COMBUSTIBLE, QUI NE SONT PAS PROTEGES PAR GICLEURS, DOIVENT ETRE DIVISES (AVEC UN CONTREPLAQUE ½" OU UN ASPENITE ½", DONT LES JOINTS SONT SUPPORTES) EN COMPARTIMENTS ETANCHES D'AU PLUS 300 m.ca. [3229 pi.ca.] DE SURFACE, SANS DIMENSION HORIZONTALE, DANS UN SENS OU DANS L'AUTRE, SUPERIEURE A 20m. (65'-7"). (ART. 3.1.11.5.1)b) CCQ-CNB 2010)

LES VIDES DE CONSTRUCTION DES CORNICHES EXTERIEURES, BALCONS ET AUVENTS, DOIVENT ETRE DIVISES (AVEC UN CONTREPLAQUE ½" OU UN ASPENITE ½", DONT LES JOINTS SONT SUPPORTES) AUX ENDROITS OU CES VIDES SE PROLONGENT AU-DELA DES SEPARATIONS COUPE-FEU VERTICALES EXIGEES, ET DE FACON QUE CES VIDES N'AIENT AUCUNE DIMENSION HORIZONTALE SUPERIEURE A 20m. (65'-7").
(ART. 3.1.11.5.2) CCQ-CNB 2010)

NOTE: HAUTEUR LIBRE DES PIECES ET DES ESPACES

LA HAUTEUR LIBRE DES PIECES ET DES ESPACES, SOUS TOUT OBSTACLE (PLAFOND, GICLEURS, EQUIPEMENT MECANIQUE ET/OU AUTRE INSTALLATION FIXE) NE DOIT, EN AUCUN POINT, ETRE INFERIEURE A 2.1m (6'-10½").
(ART. 3.7.1.1.2) CCQ-CNB 2010)

NOTE:

TOUTES LES GAINES DE PRISES D'AIR ET D'EVACUATION DEVRONT SE TERMINER, AUX MURS EXTERIEURS, PAR DES PERSIENNES DE VENTILATION DE MEME COULEUR QUE LE REVETEMENT EXTERIEUR.
(VOIR ING. EN MECANIQUE POUR NOMBRES, DIMENSIONS ET EMPLACEMENT.)

NOTE: INTEGRITE DES ISSUES

UNE SEPARATION COUPE-FEU QUI ISOLE UNE ISSUE DU RESTE DU BATIMENT NE DOIT COMPORTER AUCUNE OUVERTURE SAUF:

-POUR LE PASSAGE DES CANALISATION D'INCENDIE ET DE GICLEURS,

-POUR LE PASSAGE DES FILS ET CABLES ELECTRIQUES, DES FILS ET CABLES DE TELECOMMUNICATION, DES CANALISATIONS INCOMBUSTIBLES TOTALEMENT FERMEES ET DES TUYAUX INCOMBUSTIBLES QUI DESSERVENT SEULEMENT L'ISSUE.

-POUR LES BAIES DE PORTES D'ISSUE,

-POUR LES PANNEAUX DE VERRE ARME OU DE BRIQUES DE VERRE AUTORISES A L'ARTICLE 3.1.8.14.

(ART. 3.4.4.4.1) CCQ-CNB 2010)

LES PUITS D'ESCALIER D'ISSUE NE DOIVENT PAS SERVIR A D'AUTRES FINS QUE L'EVACUATION ET LA CIRCULATION ENTRE LES ETAGES.
(ART. 3.4.4.4.6) CCQ-CNB 2010)

AUCUN LOCAL TECHNIQUE, LOCAL DE RANGEMENT, SALLE DE BAINS OU AUTRES PIECES SECONDAIRES SIMILAIRES NE PEUVENT OUVRIR DANS L'ENCEINTE DE CES ISSUES.
(ART. 3.4.4.4.8) CCQ-CNB 2010)

LES SEPARATIONS COUPE-FEU D'UNE CAGE D'ESCALIER D'ISSUE DOIVENT COMPORTER UN PROLONGEMENT EQUIVALENT DANS UN VIDE TECHNIQUE HORIZONTAL OU UN VIDE DE CONSTRUCTION SITUE AU-DESSUS DE CES SEPARATIONS COUPE-FEU.
(ART. 3.1.8.3.1) & 3.6.4.2.2) CCQ-CNB 2010)

LES SEPARATIONS COUPE-FEU D'UNE CAGE D'ESCALIER D'ISSUE DOIVENT COMPORTER UN JOINT ETANCHE A LA FUMEE A LA JONCTION D'UN PLANCHER, D'UNE DALLE DE TOIT ET D'UN PLATELAGE DE TOIT.
(ART. 3.1.8.3.2) CCQ-CNB 2010)

NOTE: ISSUES ET VOIES D'ACCES AUX ISSUES

LES ISSUES ET LES VOIES D'ACCES AUX ISSUES DOIVENT DEMEURER LIBRES EN TOUT TEMPS.

LES ALLEES ET CHEMINS RELIANT LES ISSUES A LA VOIE PUBLIQUE DEVRONT ETRE ENTRETENUS, DENEIGES ET LIBRES DE TOUT OBSTACLE.

(ART. 2.7.1.6.1) CNPI 2010)

NOTE: SYSTEME DE DETECTION ET D'ALARME INCENDIE

SYSTÈME D'ALARME INCENDIE:
LE BATIMENT DOIT ETRE DESSERVI PAR UN SYSTEME D'ALARME INCENDIE ET CE SYSTEME DOIT:

-ETRE RELIE A UNE CENTRALE DE RECEPTION D'ALARME INCENDIE,

-ETRE RELIE A UNE SOURCE D'ALIMENTATION ELECTRIQUE DE SECOURS CAPABLE DE FOURNIR UNE SURVEILLANCE ELECTRIQUE PENDANT AU MOINS 24 HEURES ET, PAR LA SUITE, LE COURANT A PLEINE CHARGE PENDANT AU MOINS 30 MINUTES.

(VOIR ING.), (ART. 3.2.4.1., 3.2.4.7. & 3.2.7.8.3) CCQ-CNB 2010)

PANNEAU ANNONCIATEUR:
LE BATIMENT DOIT COMPORTER, A L'ENTREE PRINCIPALE, UN PANNEAU ANNOCIATEUR COMPORTANT DES INDICATEURS DE ZONE DISTINCTS PERMETTANT D'IDENTIFIER L'ORIGINE DU DECLENCHEMENT DES DISPOSITIFS D'ALARME POUR CHAQUE:

-AIRE DE PLANCHER, SANS QU'AUCUNE ZONE N'AIT PLUS DE 1 ETAGE,

-GAINE VERTICALE OU CAGE D'ESCALIER DEVANT ETRE EQUIPEE DE DETECTEURS DE FUMEE,

-INSTALLATION DE VENTILATION DEVANT ETRE EQUIPEE DE DETECTEURS DE FUMEE.

(VOIR ING.) (ART. 3.2.4.8.2) CCQ-CNB 2010)

DECLENCHEURS MANUELS:
DES POSTES MANUELS DOIVENT ETRE INSTALLES A PROXIMITE DES ENTREES PEINCIPALES ET PRES DE CHAQUE PORTE D'ISSUE.
(VOIR ING.) (ART. 3.2.4.16.1) CCQ-CNB 2010)

DETECTEURS DE FUMEE:
DES DETECTEURS DE FUMEE DOIVENT ETRE INSTALLES:

-AU SOMMET ET A TOUS LES TROIS ETAGES DES PUITS D'ESCALIER D'ISSUE,

-DANS CHAQUE CORRIDOR COMMUN.

-AU SOMMET DU PUITS D'ASCENSEUR.

-DANS LA SALLE DE MACHINES D'ASCENSEUR,

-DANS LES SALLES ELECTRIQUES NON PROTEGEES PAR GICLEURS.

(VOIR ING.) (ART. 3.2.4.11., 3.2.4.14. & 3.6.2.7.3) CCQ-CNB 2010)

AVERTISSEURS DE FUMEE:
CHAQUE LOGEMENT DOIT ETRE MUNI D'UN AVERTISSEUR DE FUMEE ALIMENTE PAR LE SYSTEME ELECTRIQUE ET SITUE AU PLAFOND, DANS LES CHAMBRES ET DANS LES CORRIDORS MENANT AUX CHAMBRES.

SI PLUSIEURS AVERTISSEURS DE FUMEE DOIVENT ETRE INSTALLES A L'INTERIEUR D'UN MEME LOGEMENT, CEUX-CI DOIVENT ETRE RELIES ELECTRIQUEMENT AFIN QUE TOUS SE DECLENCHENT SIMULTANEMENT AU DECLENCHEMENT D'UN SEUL D'ENTRE EUX.
(VOIR ING.) (ART. 3.2.4.20. CCQ-CNB 2010)

AVERTISSEURS SONORES:
DES AVERTISSEURS SONORES DOIVENT ETRE INSTALLES DE MANIERE A CE QUE LE SIGNAL D'ALARME OU D'ALERTE SOIT CLAIREMENT AUDIBLE SUR TOUTES LES AIRES DE PLANCHER.
(VOIR ING.) (ART. 3.2.4.18. CCQ-CNB 2010)

AVERTISSEURS VISUELS:
UN AVERTISSEUR VISUEL RELIE AU SYSTEME D'ALARME INCENDIE DOIT ETRE INSTALLE:

-DANS CHAQUE LOGEMENT,

-AUX ENDROITS OU LE BRUIT AMBIANT PEUT DEPASSER 87 dBA.

(VOIR ING.) (ART. 3.2.4.17.5) & 3.2.4.18.7) CCQ-CNB 2010)

SYSTEME DE GICLEURS:
LE SYSTEME DE GICLEURS DOIT:

-COMPORTER DES DETECTEURS DE DEBIT RELIES AU SYSTEME D'ALARME INCENDIE ET INDIQUES SEPAREMENT SUR LE PANNEAU ANNONCIATEUR.

-ETRE SOUS SURVEILLANCE ELECTRIQUE ET INDIQUER, SUR LE PANNEAU ANNONCIATEUR, TOUT DERANGEMENT.

(VOIR ING.) (ART. 3.2.5.12, CCQ-CNB 2010)

NOTE: CONTINUITE DES SEPARATIONS COUPE-FEU

LES SEPARATIONS COUPE-FEU VERTICALES EXIGEES, Y COMPRIS UNE PAROI DE GAINE VERTICALE OU DE CAGE D'ESCALIER, DOIVENT COMPORTER UN PROLONGEMENT EQUIVALENT DANS UN VIDE TECHNIQUE HORIZONTAL OU UN VIDE DE CONSTRUCTION SITUE AU-DESSUS DE CES SEPARATIONS COUPE-FEU. (ART. 3.1.8.3.1) & 3.6.4.2.2) CCQ-CNB 2010)

CES SEPARATIONS COUPE-FEU DOIVENT COMPORTER UN JOINT ETANCHE A LA FUMEE A LA JONCTION D'UN PLANCHER, D'UNE DALLE DE TOIT ET D'UN PLATELAGE DE TOIT.
(ART. 3.1.8.3.2) CCQ-CNB 2010)

NOTE: SIGNALISATION D'ISSUE

LES PORTES D'ISSUE, A L'EXCEPTION DES PORTES D'ENTREE PRINCIPALE DU BATIMENT, DOIVENT ETRE SIGNALEES PAR DES PANNEAUX "SORTIE" BIEN VISIBLES ET CONTINUELLEMENT ECLAIRES, PLACES AU-DESSUS OU A COTE DE LA PORTE. LA DIRECTION DE L'ISSUE DOIT ETRE SIGNALÉE, AU BESOIN, AU MOYEN D'UN SIGNALISATION AVEC UNE FLECHE INDIQUANT LA SORTIE. (ART. 3.3.4.5.1.) CCQ-CNB 2010)

NOTE: EXTINCTEURS PORTATIFS

DES EXTINCTEURS PORTATIFS DOIVENT ETRE INSTALLES ET ACCESSIBLES A MOINS DE 25m (82'-0") DE TOUT POINT DE L'AIRE DE PLANCHER, EXCLUANT L'ESPACE OCCUPE PAR LES LOGEMENTS (VOIR ING.),

CES EXTINCTEURS DOIVENT ETRE INSTALLES DANS DES CABINETS ENCASTRES, PORTANT L'HOMOLOGATION ULC RESPECTANT LE DEGRE DE RESISTANCE AU FEU EXIGE POUR LA SEPARATION COUPE-FEU (VOIR COMPOSITION POUR D.R.F.) ET NE DOIVENT PAS FAIRE SAILLIE DE PLUS DE 100mm (4") DANS LE CORRIDOR COMMUN.
(ART. 3.3.1.9.4) CCQ-CNB 2010)

NOTE: GAINES MECANIQUES VERTICALES.

LE NOMBRE, L'EMPLACEMENT ET LES DIMENSIONS DES GAINES MECANIQUES VERTICALES DEVRONT ETRE DETERMINES ET COORDONNES PAR UN INGENIEUR EN MECANIQUE MEMBRE DE L'O.I.Q.

NOTE: PROTECTION DES MURS, CLOISONS, COLONNES, POUTRES, LINTEAUX ET AUTRES ELEMENTS PORTEUS.

S'ASSURER DE LA PROTECTION DES MURS, CLOISONS, COLONNES, POUTRES, LINTEAUX ET AUTRES ELEMENTS PORTEURS, ET CE AVEC L'APPLICATION DE (2) GYPSE 5/8" TYPE "X" AU PERIMETRE DE CES ELEMENTS (1 HEURE AU FEU MINIMUM ATTEINT).

NOTE: SYSTEME DE GICLEURS.

LE BATIMENT DEVRA ETRE ENTIEREMENT PROTEGE PAR UN SYSTEME DE GICLEURS. (VOIR ING.)
PRÉVOIR L'INSTALLATION D'UN NOUVEAU SYSTÈME DE GICLEURS À GRANDEUR DANS LE BÂTIMENT, CONFORME À LA NORME NFPA 13. CELUI-CI DEVRA ÊTRE CONÇU PAR UN INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE.

LÉGENDE PORTES

- PORTE EXISTANTE ET CADRE À CONSERVER
- PORTE EXISTANTE ET CADRE À DÉMOLIR
- NOUVELLE PORTE ET CADRE

LÉGENDE PORTES DIVERSES

(2) NOUVELLES PORTES SALLES MÉCANIQUES
D.R.F 45min ULC

- PORTE ACIER PRE-PEINT 36X84
- CADRE D'ACIER SOUDÉ PRE-PEINT
- POIGNÉE À LEVIER
- SERRURE A CLE

(2) NOUVELLES PORTES D'ISSUES INTÉRIEURES
D.R.F 45min ULC

- PORTE ACIER PRE-PEINT 36X84
- CADRE D'ACIER SOUDÉ PRE-PEINT
- POIGNÉE À LEVIER
- FERME PORTE
- REGARD EN VERRE ARME

(3) NOUVELLES PORTES APPARTEMENT (CORR.COMMUN)
D.R.F 20MIN - 3.1.8.10.1 CCQ 2010)

- PORTE DE BOIS A AME PLEINE 34X84
- CADRE D'ACIER SOUDE PRE-PEINT
- FERME-PORTE
- SEUIL TOMBANT
- SERRURE A CLE

LÉGENDE INDICATEURS D'ISSUES

NOTE: ENLEVER TOUS LES INDICATEURS NON CONFORMES EXISTANTS ET REMPLACER PAR NOUVEAUX AUX EMPLACEMENTS SPÉCIFIÉS AUX PLANS. INSTALLER VIS-À-VIS EXTINCTEUR PORTATIF

- ÉCLAIRAGE D'URGENCE NOUVEAU
- INDICATEUR D'ISSUE AVEC ÉCLAIRAGE D'URGENCE NOUVEAU
- INDICATEUR D'ISSUE NOUVEAU

NOTES VENTILATION TOILETTES

- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA INSTALLER UN VENTILATEUR MÉCANIQUE AVEC ÉVENTS AU TOIT DANS TOUTES LES SALLES DE BAIN EXISTANTES ET NOUVELLES DES APPARTEMENTS

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

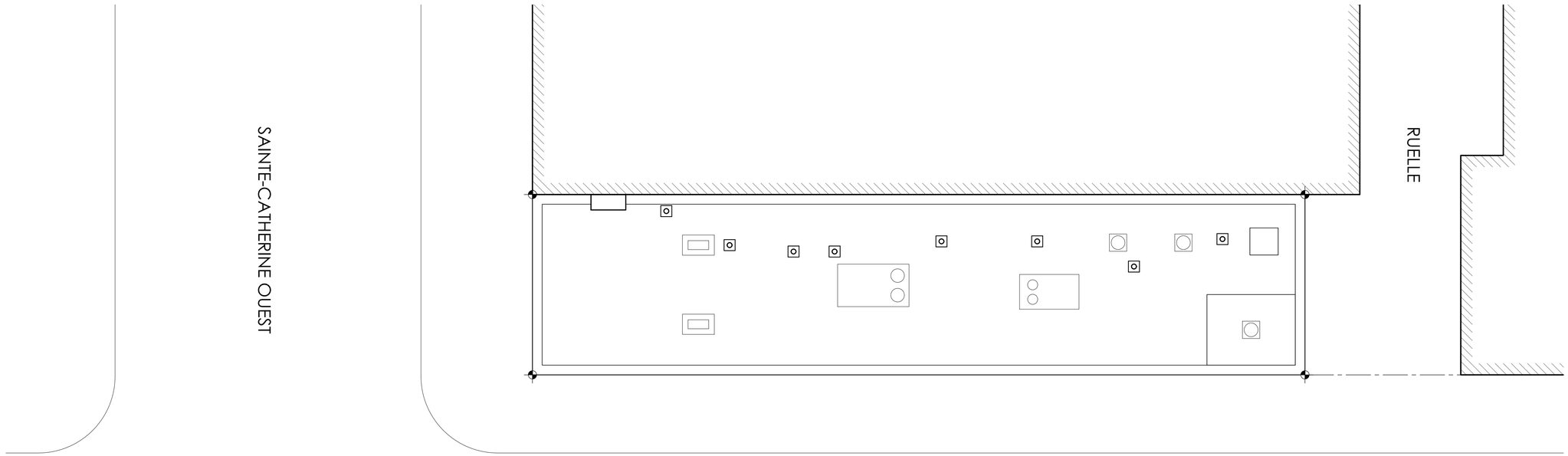
NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

■ Titre du dessin

CLASSIFICATION DU BATIMENT
NOTES GÉNÉRALES

■ Dessiné par: A.C.
■ Verifié par: A.C.
■ Echelle: NIL
■ Date: 3 Aout 2022
■ Discipline: ARCHITECTURE
■ Dessin No.: A100
■ Dossier: 20-12c



1 PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ 1/8"=1'-0"

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

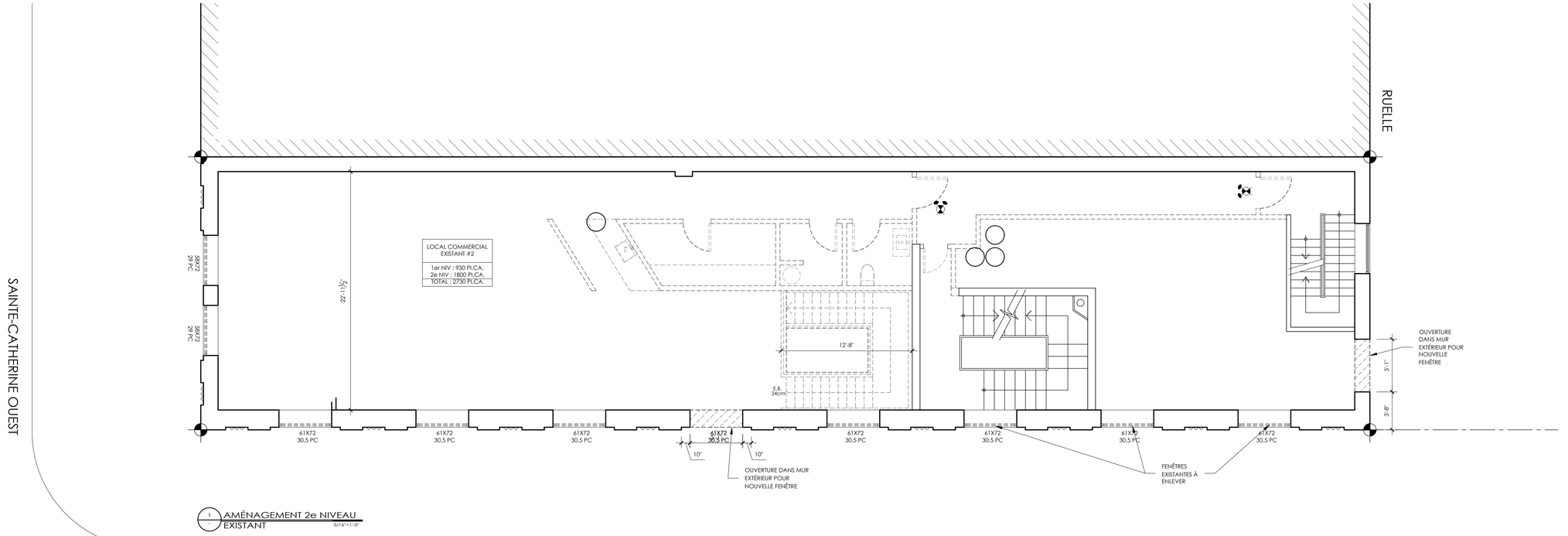
NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

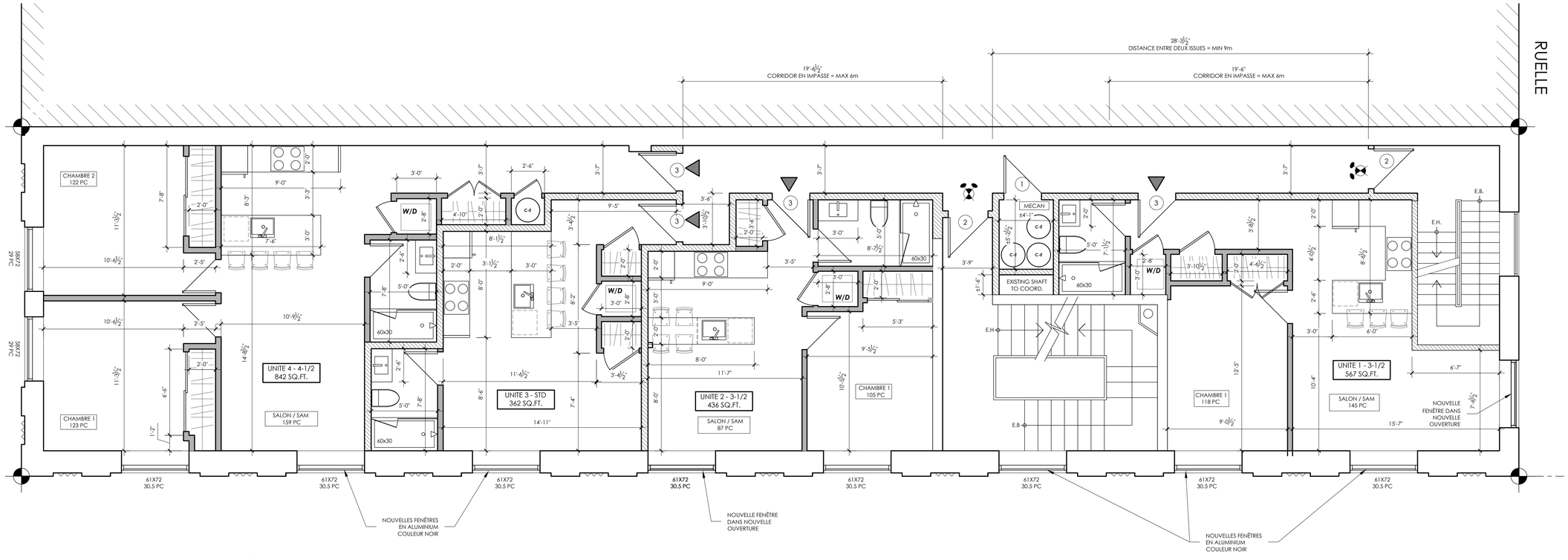
■ Titre du dessin

PLAN D'IMPLANTATION

■ Dessiné par: A.C.
■ Verifié par: A.C.
■ Echelle: INDIQUÉE
■ Date: 3 Aout 2022
■ Discipline: ARCHITECTURE
■ Dessin No.: A101
■ Dossier: 20-12c



1 / A AMÉNAGEMENT 2e NIVEAU EXISTANT 3/16"=1'-0"



2 / A AMÉNAGEMENT 2e NIVEAU PROPOSÉ 3/16"=1'-0"

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

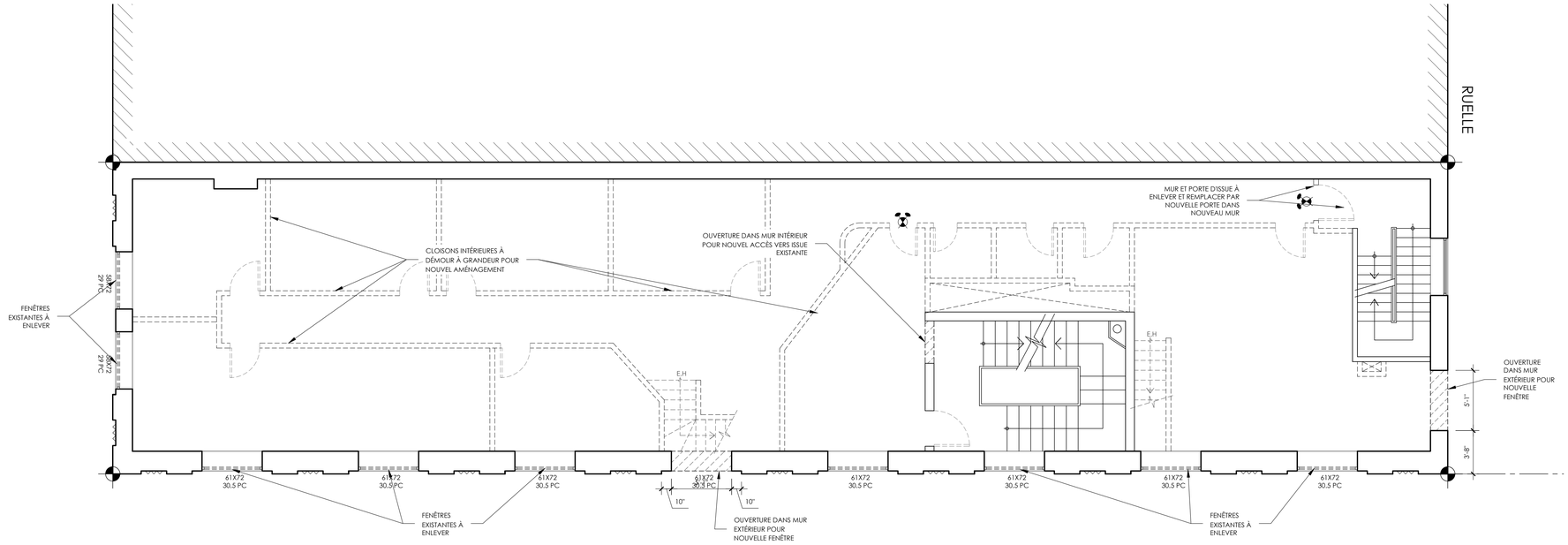
NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

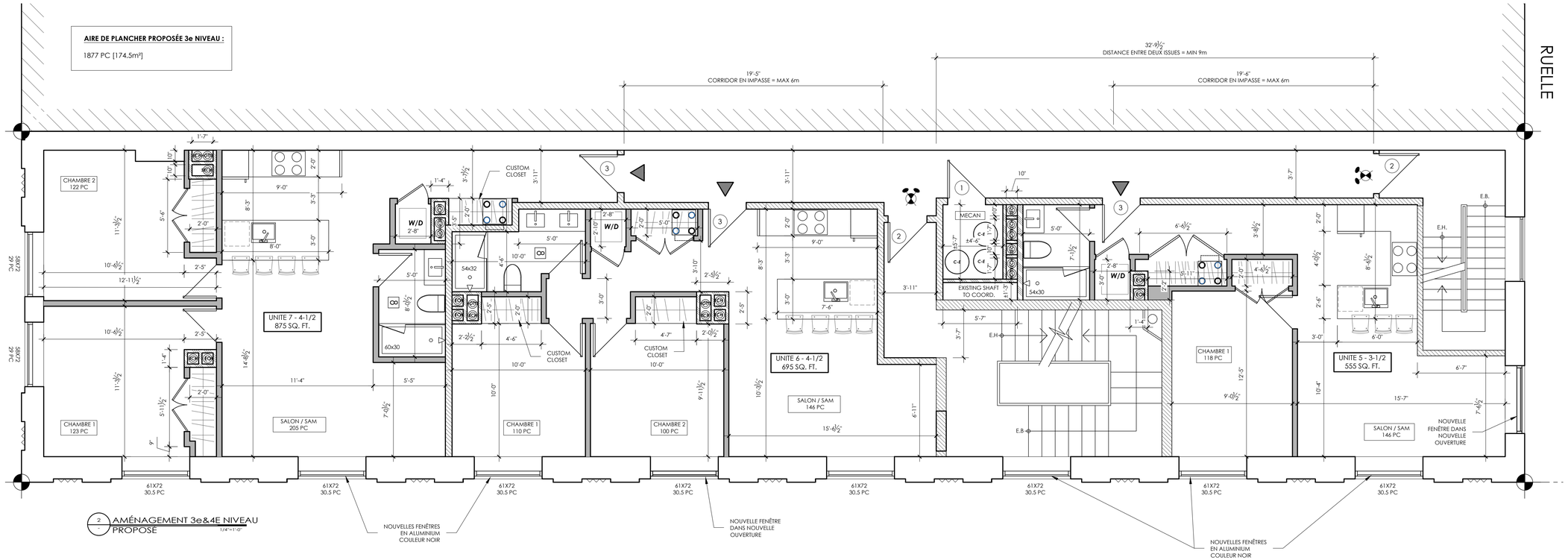
■ Titre du dessin

AMÉNAGEMENT 2e NIVEAU
DÉMOLITION / PROPOSÉE

■ Dessiné par: A.C.
■ Verifié par: A.C.
■ Echelle: INDIQUÉE
■ Date: 3 Aout 2022
■ Discipline: ARCHITECTURE
■ Dessin No.: A200
■ Dossier: 20-12c



1 AMÉNAGEMENT 3e&4e NIVEAU DÉMOLITION 3/16"=1'-0"



2 AMÉNAGEMENT 3e&4E NIVEAU PROPOSÉ 1/4"=1'-0"

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 NOVEMBRE 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

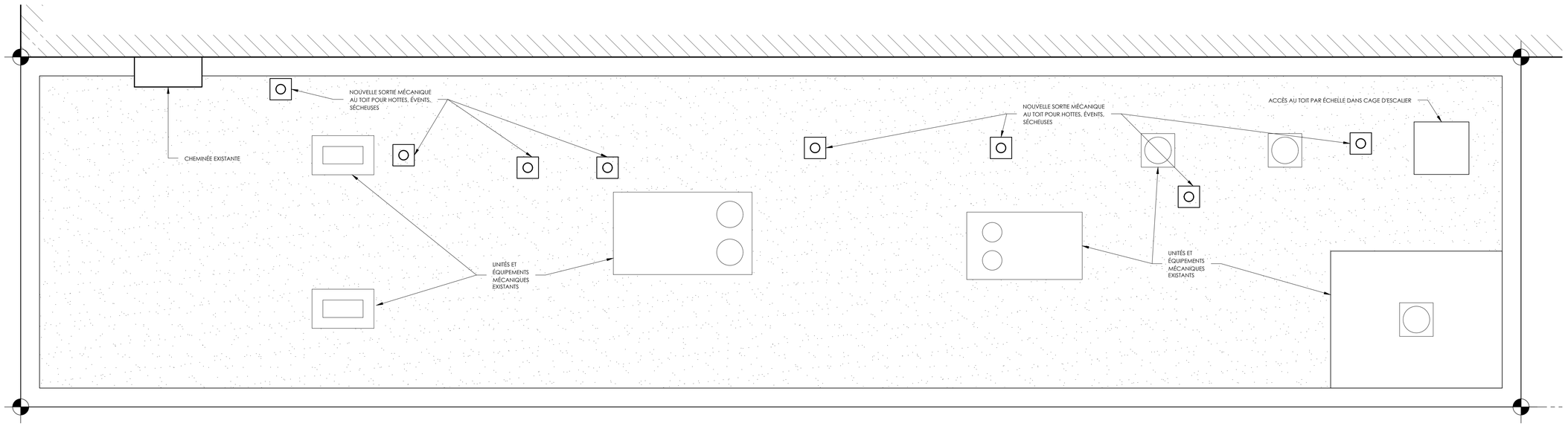
NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

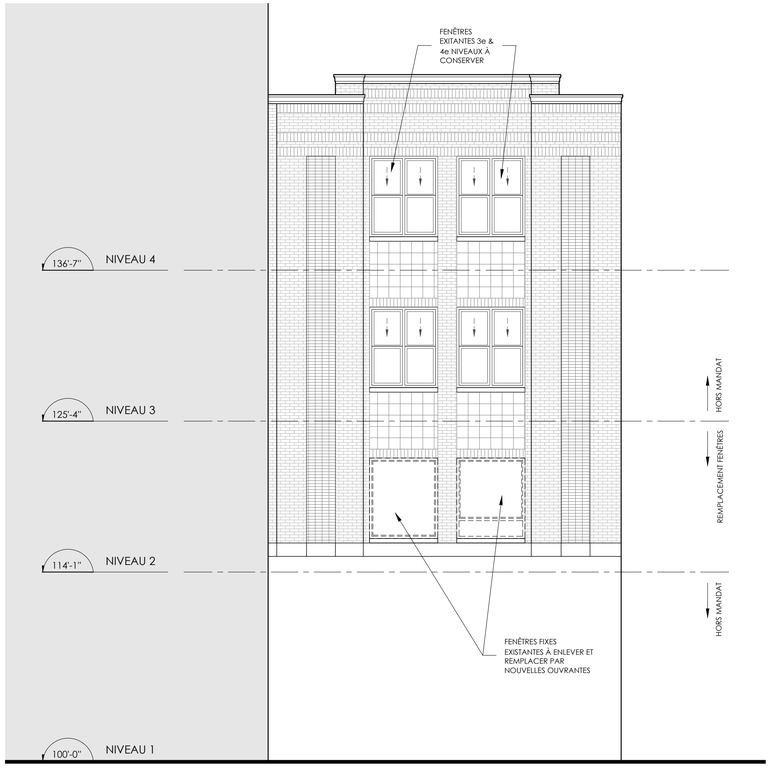
■ Titre du dessin

AMÉNAGEMENT 3e & 4e NIVEAUX
DÉMOLITION / PROPOSÉE

■ Dessiné par: A.C.
■ Verifié par: A.C.
■ Echelle: INDIQUÉE
■ Date: 3 Aout 2022
■ Discipline: ARCHITECTURE
■ Dessin No.: A201
■ Dossier: 20-12c



4 PLAN DE TOIT PROPOSÉ
PROPOSE 1/4"=1'-0"



RUE STE-CATHERINE OUEST

1 ÉLÉVATION STE-CATHERINE EXISTANTE / DÉMO 3/16"=1'-0"

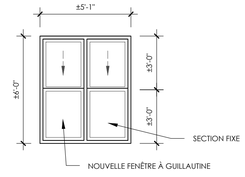
FINIS FENÊTRES EXTÉRIEURES :

- TOUTES LES NOUVELLES FENÊTRES EXTÉRIEURES SERONT DE TYPE HYBRIDE (PVC INTÉRIEUR BLANC). LES FINIS EXTÉRIEURS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR GENTEK NOIR.
- LES FENÊTRES SERONT DE LA SÉRIE **HYBRIDE COLONIAL** DE *TOUCHETTE PORTES & FENETRES*

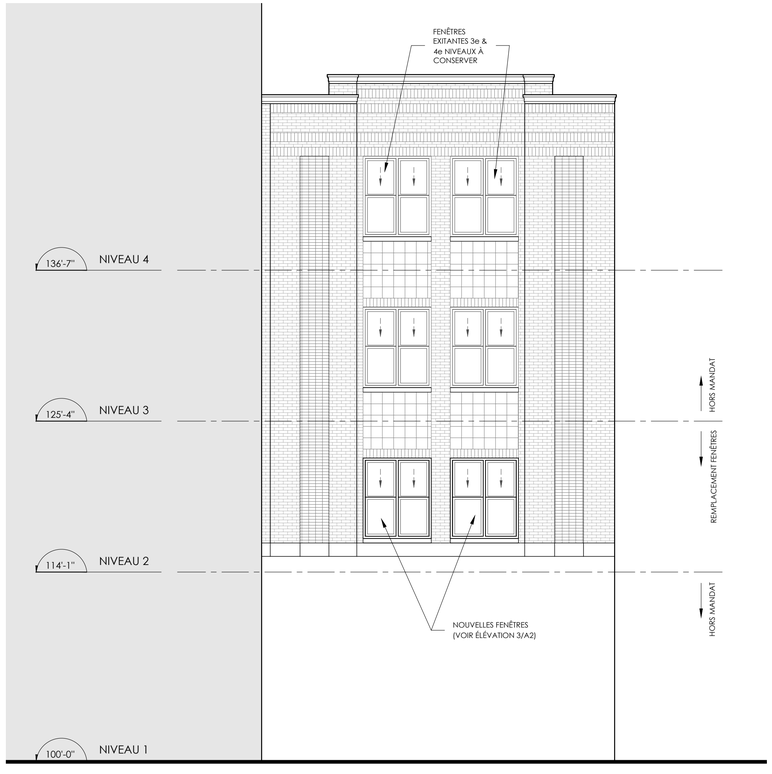
(VOIR FICHES TECHNIQUES EN ANNEXE)

VITRAGE :
LE VITRAGE SERA DE TYPE DOUBLE LAMINÉ: VERRE 8mm, ESPACE D'AIR 16mm, VERRE LAMINÉ 5mm-1,52mm-5mm, POUR UN INDICE STC-40

NOTES FENÊTRES:
L'ENTREPRENEUR DEVRA PRENDRE TOUTES LES DIMENSIONS EXACTES DES OUVERTURES AU CHANTIER AVANT DE PASSER LA COMMANDE DES FENÊTRES ET DÉBUTER LES TRAVAUX. L'ENTREPRENEUR DEVRA AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTE ERREUR OU OMISSION AUX PLANS



3 ÉLÉVATION AGRANDIE FENETRE TYPIQUE 1/4"=1'-0"



RUE STE-CATHERINE OUEST

2 ÉLÉVATION STE-CATHERINE PROPOSÉE 3/16"=1'-0"

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

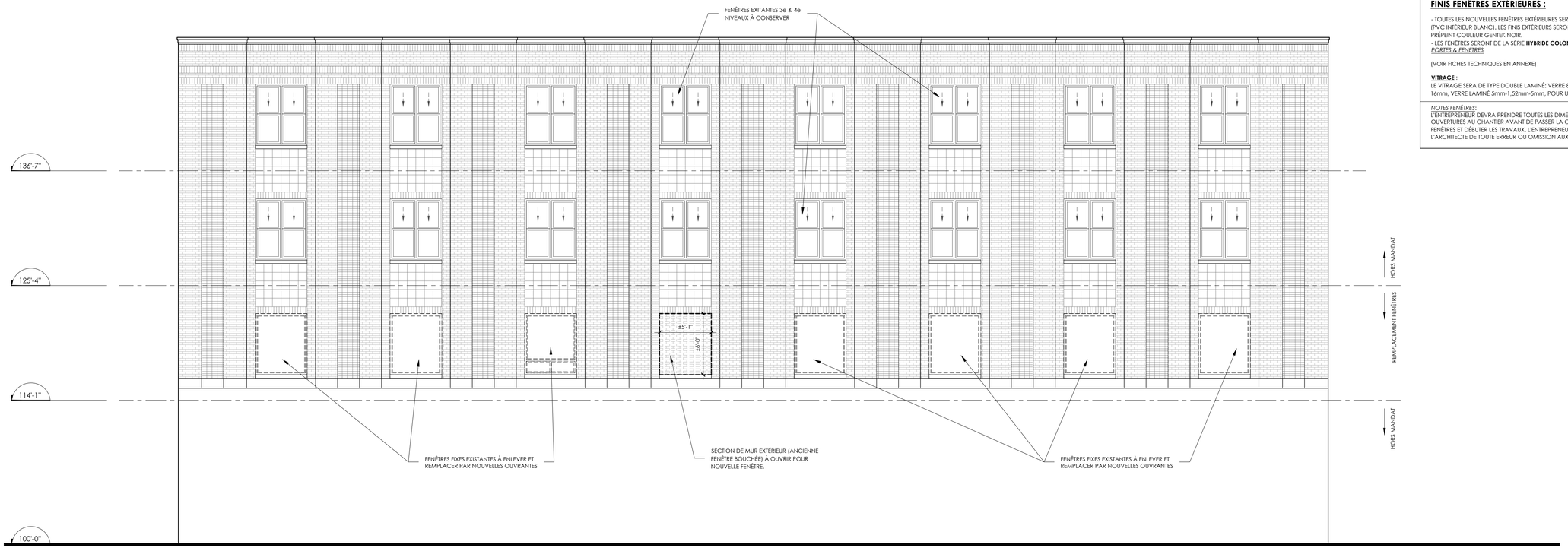
NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

■ Titre du dessin

ÉLÉVATION STE-CATHERINE
EXISTANTE / PROPOSÉE
PLAN DE TOIT PROPOSÉ

■ Dessiné par: A.C.
■ Verifié par: A.C.
■ Echelle: INDIQUÉE
■ Date: 3 Aout 2022
■ Discipline: ARCHITECTURE
■ Dessin No.: A300
■ Dossier: 20-12c



1 ÉLÉVATION DRUMMOND EXISTANTE / DÉMO 3/16"=1'-0"

FINIS FENÊTRES EXTÉRIEURES :

- TOUTES LES NOUVELLES FENÊTRES EXTÉRIEURES SERONT DE TYPE HYBRIDE (PVC INTÉRIEUR BLANC). LES FINIS EXTÉRIEURS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR GENTEK NOIR.
- LES FENÊTRES SERONT DE LA SÉRIE **HYBRIDE COLONIAL** DE *TOUCHETTE PORTES & FENETRES*

(VOIR FICHES TECHNIQUES EN ANNEXE)

VITRAGE :
LE VITRAGE SERA DE TYPE DOUBLE LAMINÉ: VERRE 8mm, ESPACE D'AIR 16mm, VERRE LAMINÉ 5mm-1,52mm-5mm, POUR UN INDICE STC-40

NOTES FENÊTRES:
L'ENTREPRENEUR DEVRA PRENDRE TOUTES LES DIMENSIONS EXACTES DES OUVERTURES AU CHANTIER AVANT DE PASSER LA COMMANDE DES FENÊTRES ET DÉBUTER LES TRAVAUX. L'ENTREPRENEUR DEVRA AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTE ERREUR OU OMISSION AUX PLANS



2 ÉLÉVATION DRUMMOND PROPOSÉE 3/16"=1'-0"

ARIEL AARON ARCHITECTE

705-5175 av. de Courtrai | Mtl (Qc) | H3W 0A9
t: (514)-290-9017 | e: ac@arielaaron.com

Date	Description	Par
25-10-22	ÉMIS POUR COORDINATION ING.	A.C.
08-03-22	ÉMIS POUR PERMIS	A.C.

■ Client

650 Wellington Investments Ltd

100, Boul. Alexis Nihon, #102
Montreal (Qc) | H4M 2N6

■ Projet

NOUVEAUX APPARTEMENTS
1221 STE-CATHERINE OUEST

1221 Ste-Catherine Ouest
Montreal (QC) | H3G 1P3

■ Titre du dessin

ÉLÉVATION DRUMMOND
EXISTANTE / PROPOSÉE

■ Dessiné par: A.C.
■ Verifié par: A.C.

■ Echelle: INDIQUÉE
■ Date: 3 Aout 2022

■ Discipline: ARCHITECTURE
■ Dessin No.: A301

■ Dossier: 20-12c

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

RAPPORT D'ÉTUDE

ÉTUDE DU CLIMAT SONORE D'UN PROJET IMMOBILER SITUÉ AU 1221 RUE SAINTE-CATHERINE OUEST À MONTRÉAL, ARRONDISSMENT DE VILLE-MARIE

(N/R: V22-075)

Présenté à :

650 WELLINGTON INVESTMENTS LTD
Montréal (Québec)

V/R :
Bon de commande : Courriel

Étude et rapport par :
Danny Vu, ing

Rapport : V22-075
Août 2022

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

TABLE DES MATIÈRES

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION 1

2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE 5

3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT LAeq 24h 6

4. INDICE D'INSONORISATION REQUIS POUR L'ENVELOPE DU BÂTIMENT 10

5. VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ 12

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 14

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 Zone d'étude et points de mesure sur une période de 24h 3
FIGURE 2 Aménagement intérieur du 2e 3
FIGURE 3 Vue d'élévation du bâtiment du côté rue Drummond 3
FIGURE 4 Vue d'élévation du bâtiment du côté rue Sainte-Catherine Ouest 4
FIGURE 5 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R1 8
FIGURE 6 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R2 9

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées 6
TABLEAU 2 Résultats des mesures de bruit corrigés selon la COVID-19 7
TABLEAU 3 Indice de transmission sonore extérieur-intérieur (OITC) minimum requis 10

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 Extrait du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie No 01-282 15
ANNEXE 2 Rapport et certificats de calibrations valides des instruments 19
ANNEXE 3 Conditions météorologiques 25

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

www.vinacoustik.com / info@vinacoustik.com
560 Avenue Sainte Croix, Suite B1, Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2, Canada Tél.: (514) 946-6299

Montréal, le 4 août 2022

650 Wellington Investments Ltd
100, Boul. Alexis Nihon #102
Montréal (Québec)
H4M 2N6

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

À l'attention de Monsieur Jeremy Kornbluth

OBJET : **RAPPORT D'ÉTUDE V22-075**
Étude d'impact sonore d'un projet d'immobilier sis au 1221 rue Sainte-Catherine Ouest à Montréal

Monsieur,

À votre demande, une étude acoustique a été effectuée pour évaluer l'impact sonore sur l'environnement du projet immobilier situé au 2e étage du 1221 rue Sainte-Catherine Ouest à Montréal, arrondissement de Ville-Marie.

À partir des mesures de bruit pendant 24 heures effectuées sur le site du projet du 4 au 5 novembre 2020. Une analyse a été faite pour déterminer le niveau d'insonorisation adéquat afin d'obtenir un niveau de bruit ambiant à l'intérieur de l'établissement égale ou inférieur à *40 dBA Leq (24h)* selon l'article 307.2 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie No 01-282 (voir Annexe 1) pour le 2e étage du bâtiment.

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION

1.1 Le plan d'aménagement de la zone d'étude et du projet immobilier est présenté à la Figures 1 et 2.

1.2 La vue en élévation du bâtiment est présentée à la Figure 3 et 4.

1.3 Les mesures de longues durées pendant 24 heures ont été effectuées du 4 au 5 novembre 2020 à deux (2) points de mesures (R1 et R2) sur le futur site du projet immobilier.

1.4 Deux (2) sonomètres intégrateurs Noise Sentry de Convergence Instruments, classe 1, ont été utilisés pour les mesures de bruit en continu. Ces instruments ont été calibrés avant et après les mesures en utilisant un étalonneur Bruel and

Kjaer 4231 et aucune déviation majeure (>0.5 dB) n'a été observée. Ces instruments sont conformes aux normes en vigueur et sont vérifiés annuellement par un laboratoire indépendant. Les rapports et les certificats de calibration valides de ces appareils se trouvent à l'Annexe 2.

1.5 Pour la période d'échantillonnage en continu et de longue durée, les mesures de bruit ont été effectuées dans les conditions météorologiques suivantes :

- vitesse du vent < 20 km/h;
- température > -10°C;
- humidité relative < 90 %;
- aucune précipitation, chaussée sèche

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Les rapports des conditions météorologiques pendant la période d'échantillonnage de bruit se trouvent à l'Annexe 3.

1.6 Étant donné que les relevées sonores sont obtenues durant la période de la COVID-19, une correction de +3 dBA a été ajoutée aux niveaux de bruit mesurés. Ce qui est équivalent à doubler le niveau de bruit des sources de bruit (le trafic et activités du lieu).

1.7 À partir des résultats obtenus et retenus, l'indice de transmission sonore extérieur-intérieur (ITSEI) ou, de son nom plus connu en anglais, « OITC » (Outdoor/Indoor Sound Transmission Class) minimum requis a été déterminé pour obtenir un niveau de bruit ambiant à l'intérieur de l'établissement égale ou inférieur à 40 dBA Leq (24h).

1.8 Les résultats de cette étude sont présentés dans ce rapport technique.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

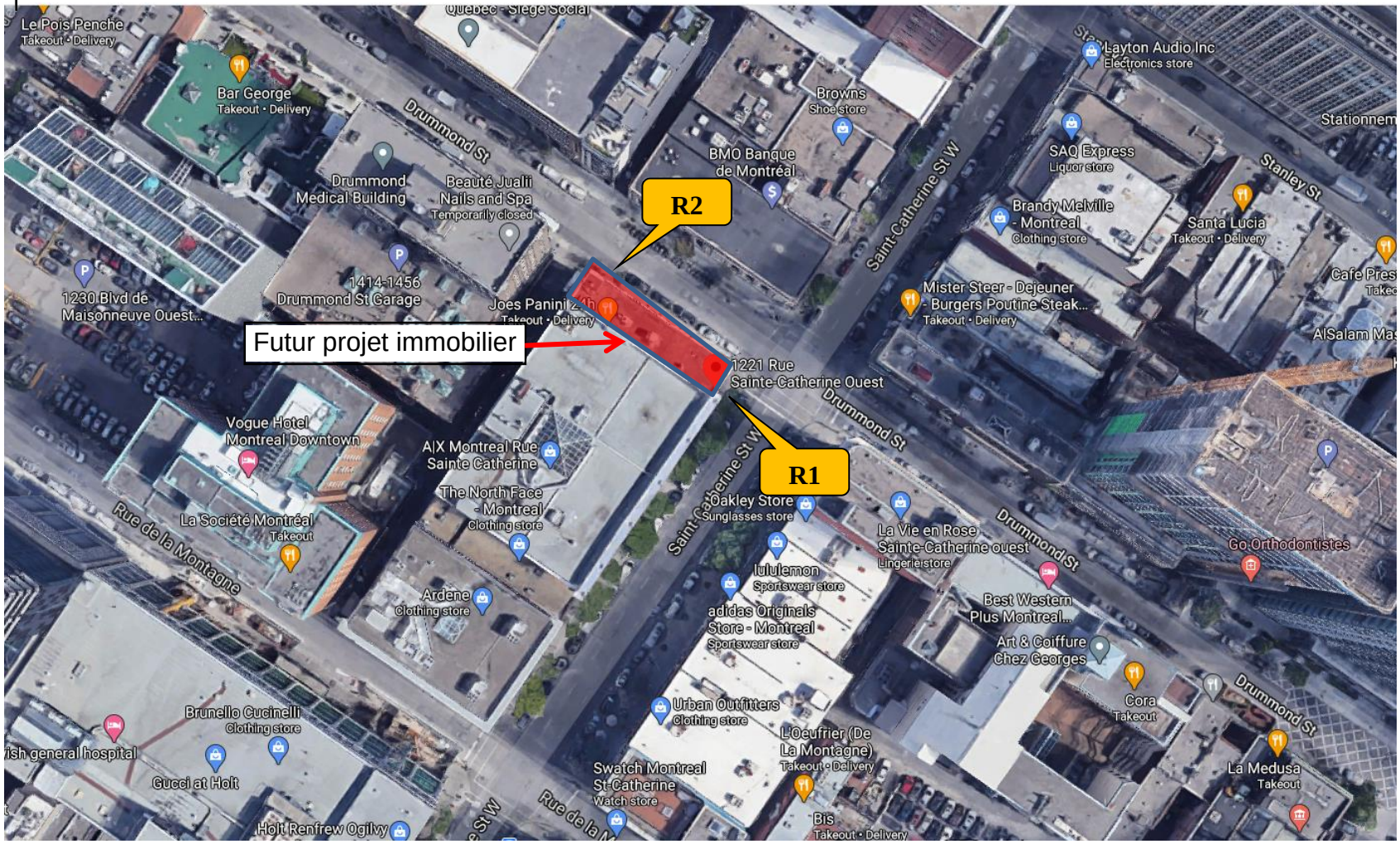


FIGURE 1 Zone d'étude et points de mesure sur une période de 24h

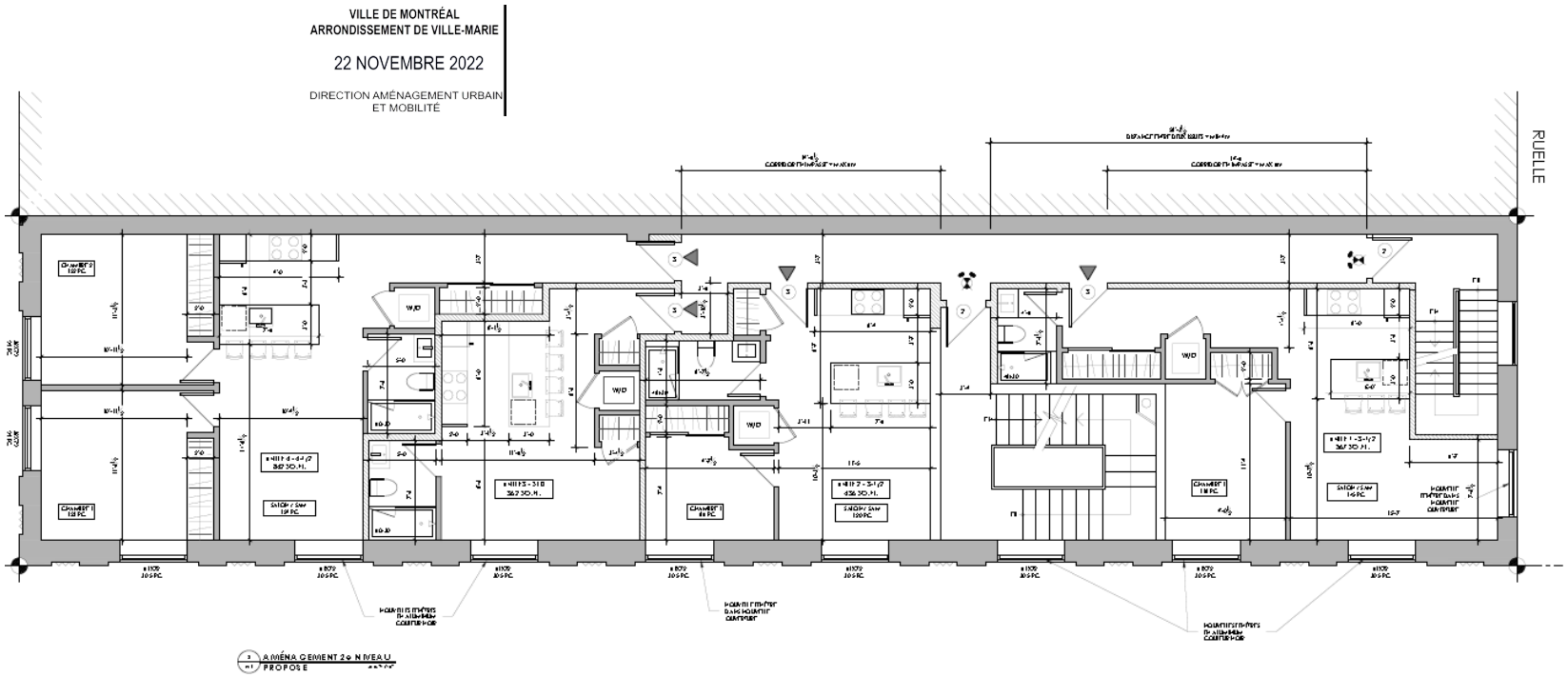


FIGURE 2 Aménagement intérieur du 2e étage

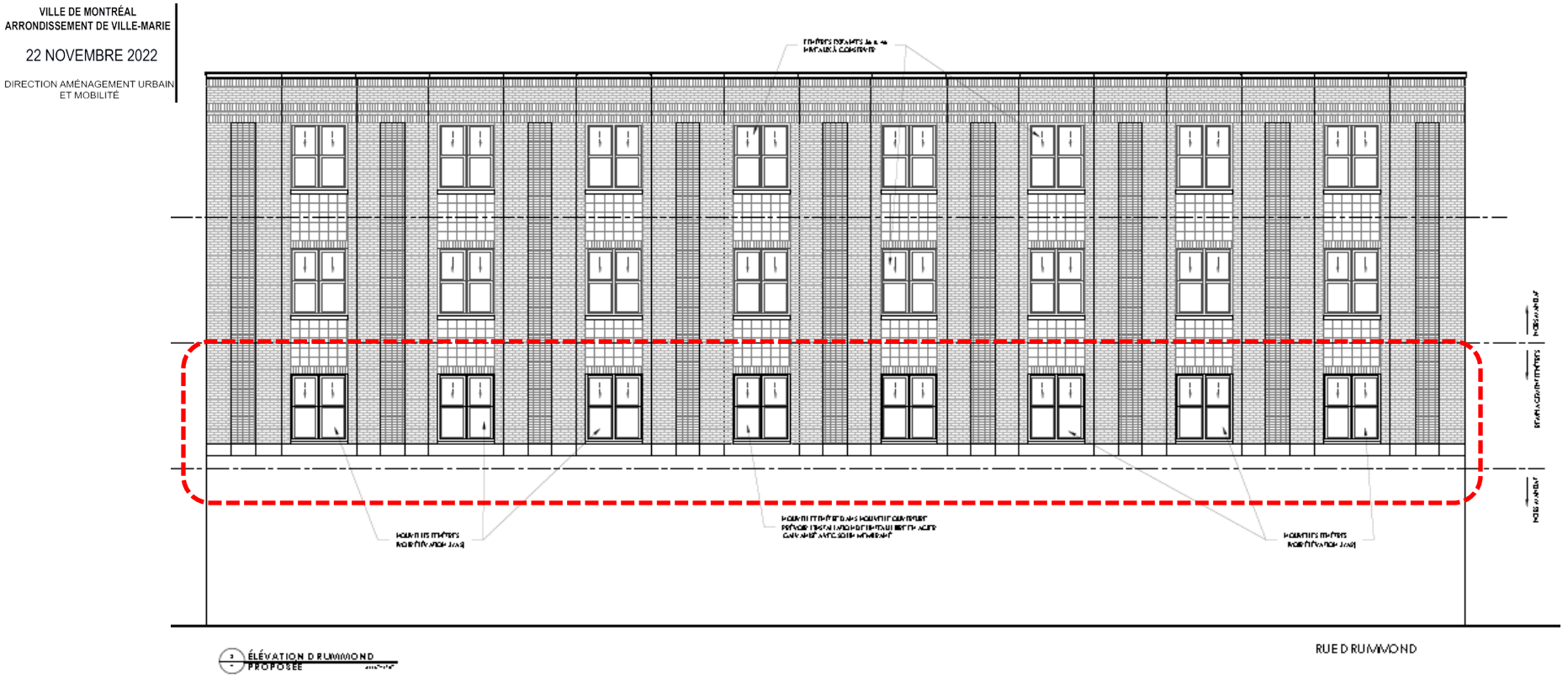


FIGURE 3 Vue d'élévation du bâtiment du côté rue Drummond

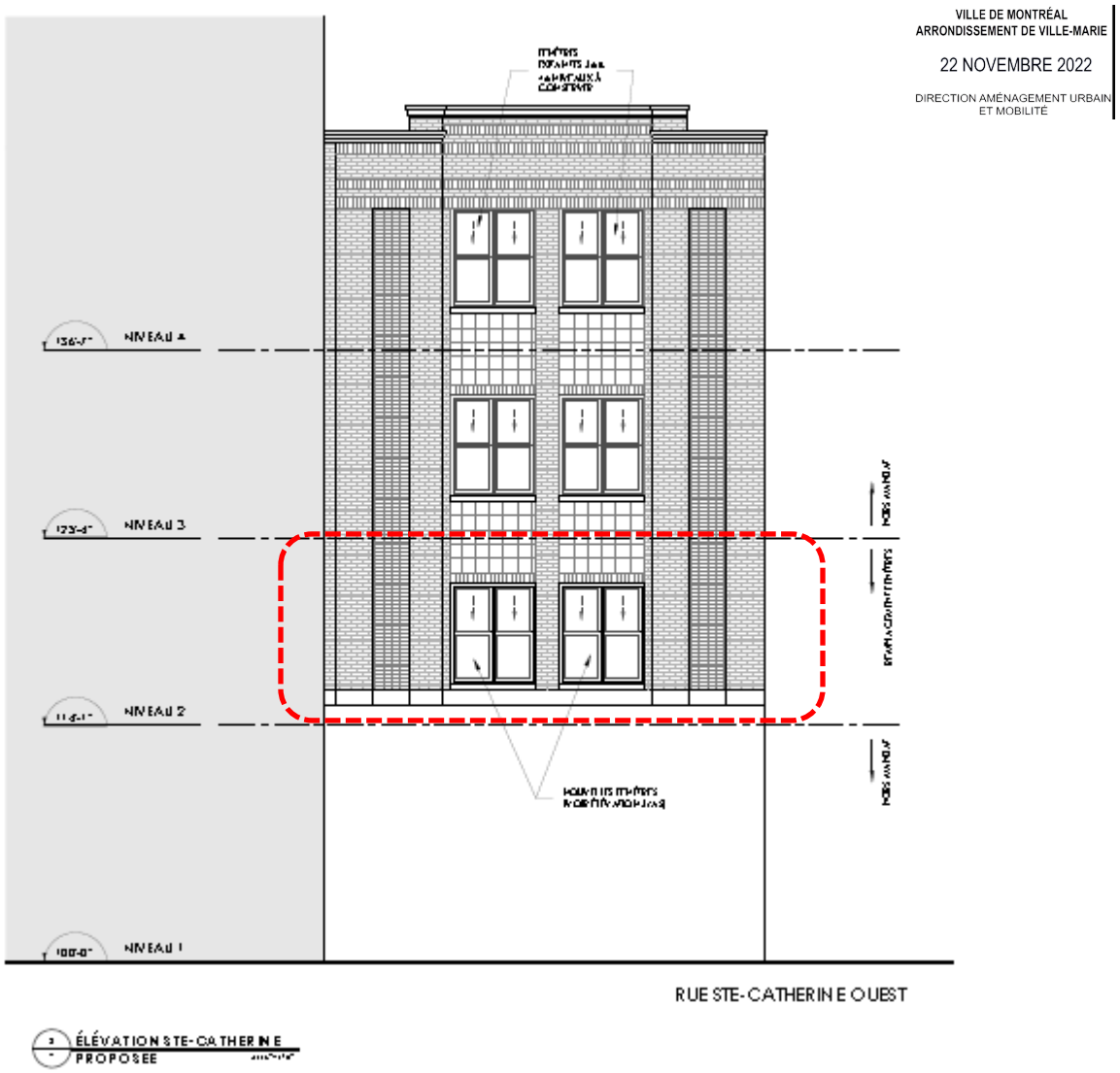


FIGURE 4 Vue d'élévation du bâtiment du côté rue Sainte-Catherine Ouest

2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

CRITÈRE SONORE SELON LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE No 01-282

L'arrondissement de Ville-Marie possède notamment un règlement d'urbanisme, Règlement Numéro 01-282, Section IV, Exigence Relatives Aux Usages Sensibles, l'article 307.2.4 stipules :

« *La construction, l'agrandissement ou le changement d'usage d'un bâtiment destiné à un usage sensible ne peuvent être effectués sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 m de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à* ***40 dBA Leq (24 h****) »*

3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT LAeq 24h

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Le niveau du bruit ambiant actuel sur la zone d'étude (site du projet immobilier), a été mesuré au point de mesure R1 et R2 à la façade du bâtiment (voir Figure 1) sur une période élémentaire de 1 seconde ($L_{Aeq,\ 1\ sec}$) du 4 au 5 novembre 2020.

À partir des données échantillonnées au point de mesure R1 et R2, les niveaux de bruit équivalent ($L_{Aeq,\ 24h}$) a été calculé. Les résultats sont présentés au Tableau 1.

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées

POINTS DE MESURE	NIVEAU DE BRUIT Leq24h MESURÉ (dBA) 4 AU 5 NOVEMBRE 2020
R1 (façade Ste-Catherine)	**66[1]**
R2 (façade Drummond)	**67[1]**

(1) : arrondie à l'unité

Les graphiques du niveau de bruit en fonction du temps du 4 au 5 novembre 2020 est présenté à la Figure 5 et 6.

Selon les résultats, un niveau de bruit Leq_{24h} de **66 dBA** au point R1 (situé à la façade sur Ste-Catherine) et **67 dBA** au point R2 (situé à la façade sur Drummond) ont été obtenus.

Lors de l'étude sur place, il a été observé qu'il y a des travaux de construction dans la ruelle près du point de mesure R2 (rue Drummond). Ce qui explique un niveau de bruit légèrement plus élevé qu'au point R1 (Ste-Catherine).

Étant donné que les relevées sonores sont obtenues durant la période du confinement de la COVID-19, les résultats obtenus pourraient ne pas être représentatif dû au trafic routier et activités réduits.

Afin de projeter le niveau de bruit représentatif en temps normale, le trafic routier projeté sur la rue Ste-Catherine et Drummond sera considéré comme étant deux (2) fois plus important ou subit une augmentation de 100% du débit mesuré. Ce qui implique une augmentation de 3 dBA aux niveaux de bruit mesurés. Donc, le résultat corrigé et projeté est de **69 dBA** (66 dBA + 3 dBA) au point R1 et de **70 dBA** (67 dBA + 3 dBA) au point R2.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Les résultats corrigés dû à la COVID-19 sont présentés au Tableau 2.

TABLEAU 2 Résultats des mesures de bruit corrigés selon la COVID-19

POINTS DE MESURE	NIVEAU DE BRUIT Leq24h CORRIGÉ (dBA) 4 AU 5 NOVEMBRE 2020
R1 (façade Ste-Catherine)	**69[1]**
R2 (façade Drummond)	**70[1]**

(1) : Une augmentation de 3 dBA est appliquée

Il est à noter que d'après une étude de bruit au début du mois de mars 2019 ou juste avant la pandémie. Un niveau de bruit de 63 dBA (LAeq 24h) a été obtenu au 60, rue St-Catherine Est. Donc, le niveau de bruit retenu entre **69** et **70 dBA** du Tableau 2 dans le cadre de cette étude est considéré comme étant surestimé.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

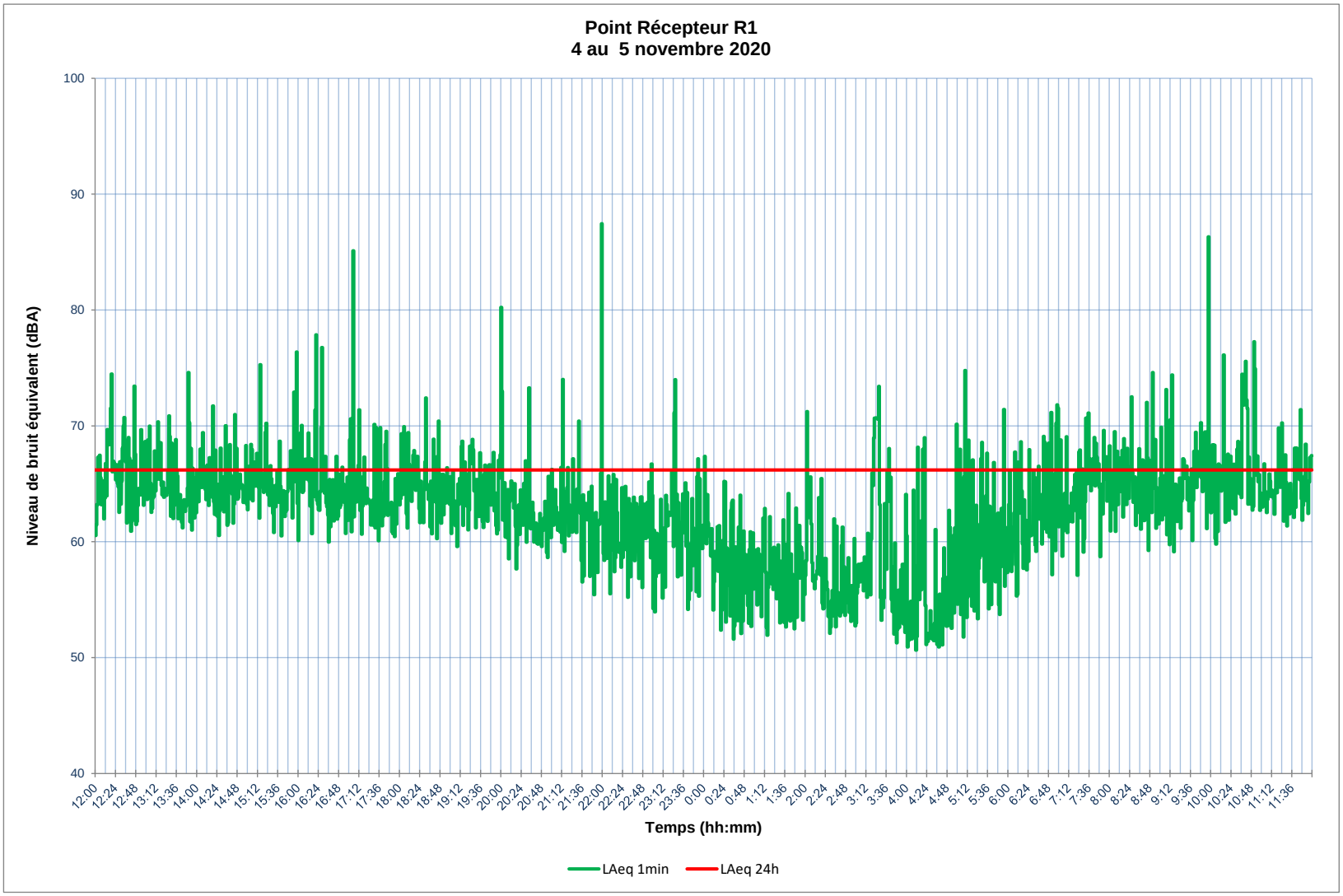


FIGURE 5 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R1

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

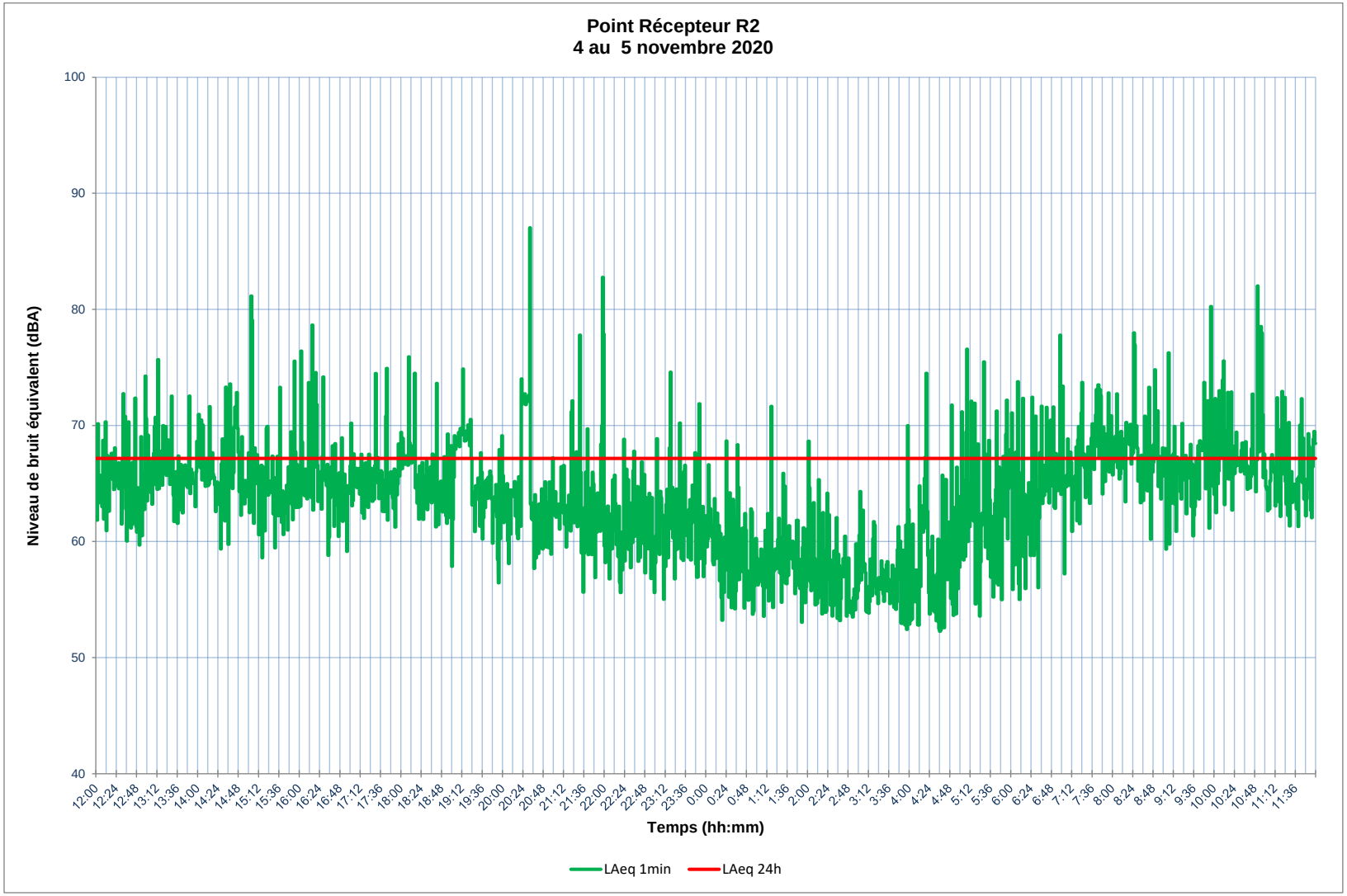


FIGURE 6 Niveau de bruit mesuré en fonction du temps au Point R2

4. INDICE D'INSONORISATION REQUIS POUR L'ENVELOPE DU BÂTIMENT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Afin de respecter la limite **40 dBA Leq$_{24h}$** à l'intérieur du bâtiment, l'insonorisation de l'enveloppe du bâtiment devrait avoir un indice de transmission sonore extérieur-intérieur (ITSEI) ou, de son nom plus connu en anglais, « OITC » (Outdoor/Indoor Sound Transmission Class) comme suit :

TABLEAU 3 Indice de transmission sonore extérieur-intérieur (OITC) minimum requis

POINT DE MESURE	NIVEAU DE BRUIT Leq24h CORRIGÉ (dBA)	LIMITE SONORE Leq 24h À L'INTÉRIEUR (dBA)	OITC MINIMUM REQUIS
R1	69[1]	40[2]	**29[3]**
R2	70[1]		**30[3]**

(1) Niveau du bruit mesuré et corrigé à la façade du bâtiment (Voir Tableau 2)
(2) Limite sonore du règlement No 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie
(3) Soustraction de la limite sonore du niveau de bruit Leq$_{24h}$ mesuré

Selon les résultats du Tableau 3, la façade du bâtiment sur la rue Ste-Catherine doit avoir un indice OITC égal ou supérieur à **OITC 29** et la façade du bâtiment sur la rue Drummond doit avoir indice OITC égal ou supérieur à **OITC 30**.

En ce qui concerne la façade dans la ruelle, elle doit aussi avoir indice OITC égal ou supérieur à **OITC 29.**

Il est à noter que, l'indice de transmission extérieur-intérieur (OITC) de American Society Testing Material (ASTM) a été conçu de manière à fournir un indice composite pour les façades extérieures et les sources de bruit types reliées au domaine des transports (routier, ferroviaire, et avion).

Bien que l'indice ITS (Indice de Transmission du Son) ou, de son nom plus connu en anglais, « STC » (Sound Transmission Class) soit largement utilisé pour évaluer la performance acoustique d'une paroi, son usage est réservé aux bruits intérieurs types tels que les conversations et les bruits habituels de l'environnement à l'intérieur d'un bâtiment. Il n'est pas indiqué pour coter des éléments externes de la façade à l'égard des bruits extérieurs types qui comportent habituellement des niveaux élevés de sons à basses fréquences.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

L'indice OITC fournit la réduction pondérée A de la paroi d'essai par rapport à un spectre de bruit extérieur standard et inclut les fréquences de 80 à 4 000 Hz. Ce spectre standard se veut représentatif de tous les types de bruits extérieurs.

L'analyse de la performance acoustique de l'enveloppe du bâtiment tel que murs extérieurs, toitures, portes d'accès et fenestration doit se baser sur l'indice OITC.

Dans la pratique, l'écart entre l'indice STC et OITC est en générale entre 7 à 10 points de différence. Si seules les informations STC sont disponibles, il est suggéré de cibler 7 à 10 points de plus que l'indice OITC pour obtenir l'équivalent.

5. VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Le bruit extérieur peut pénétrer dans une habitation par les voies de propagation sonore suivantes :

- À travers la fenestration;
- Par les ouvertures sur les murs extérieurs (e.g. prise d'air frais, sortie de la sécheuse, sortie du ventilateur de la hotte de cuisine, sortie du ventilateur d'évacuation de la salle de bain, etc…);
- À travers les murs extérieurs et le toit;
- À travers les portes.

Parmi les voies ci-dessus, la fenestration constitue la voie principale de propagation du bruit extérieur vers l'intérieur des habitations.

Lorsque le niveau de bruit à la façade du bâtiment est supérieur à **55 dBA** ($LAeq_{24h}$), la seule protection possible pour obtenir un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** à l'intérieur est donc le traitement de la fenestration. Le degré d'isolement acoustique des fenêtres est généralement le point faible de toutes façades, car la masse surfacique totale et l'épaisseur des murs et des toits proprement dit sont suffisantes pour assurer une isolation adéquate contre le bruit extérieur du lieu.

Selon le plan d'architecte version 03-08-2022 et les informations reçus, le projet immobilier vise à convertir le 2e étage au-dessus du RDC du bâtiment en habitation résidentiel en remplaçant la fenestration 2e étage et conserver les murs extérieurs existants (Voir Figure 2 à 4).

La fenestration proposée pour le 2e est comme suit :

FINIS FENÊTRES EXTÉRIEURES :

- TOUTES LES NOUVELLES FENÊTRES EXTÉRIEURES SERONT DE TYPE HYBRIDE (PVC INTÉRIEUR BLANC). LES FINIS EXTÉRIEURS SERONT EN ALUMINIUM PRÉPEINT COULEUR GENTEK NOIR.
- LES FENÊTRES SERONT DE LA SÉRIE HYBRIDE CONTEMPORAIN DE *TOUCHETTE PORTES & FENETRES*

(VOIR FICHES TECHNIQUES EN ANNEXE)

VITRAGE :
LE VITRAGE SERA DE TYPE DOUBLE LAMINÉ: VERRE 6mm, ESPACE D'AIR 16mm, VERRE LAMINÉ 5mm-1,52mm-5mm, POUR UN INDICE STC-40

NOTES FENÊTRES:
L'ENTREPRENEUR DEVRA PRENDRE TOUTES LES DIMENSIONS EXACTES DES OUVERTURES AU CHANTIER AVANT DE PASSER LA COMMANDE DES FENÊTRES ET DÉBUTER LES TRAVAUX. L'ENTREPRENEUR DEVRA AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTE ERREUR OU OMISSION AUX PLANS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Les indices de transmission du son de la fenestration proposée ont été calculés à partir du logiciel de prédiction INSUL V9.0.17 et les résultats obtenus sont comme suit :

- STC 41
- OITC 32

Avec un tel indice, STC 41 et OITC 32, la fenestration du 2^{e} étage est :

- adéquate pour obtenir un niveau de bruit inférieur à 40 dBA LAeq 24h à l'intérieur du bâtiment.

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

6.1 Des mesures et analyses sonores ont été effectués sur le site du projet immobilier situé au 1221 rue Ste-Catherine Ouest à Montréal pour évaluer le climat sonore actuel sur une période de 24h du 4 au 5 novembre 2020.

6.2 Selon les résultats, le niveau du bruit ambiant actuel de la zone étude est :

- **66 dBA** (LAeq 24h) au point R1 (côté Ste-Catherine);
- **67 dBA** (LAeq 24h) au point R2 (côté Drummond);

6.3 Étant donné que les relevées sonores sont obtenues durant la période de la COVID-19, une correction de +3 dBA a été ajoutée aux niveaux de bruit mesurés. Ce qui est équivalent à doubler le niveau de bruit des sources de bruit (le trafic routier et activités). Donc, le résultat corrigé et projeté est de **69 dBA** (66 dBA + 3 dBA) au point R1 et de **70 dBA** (67 dBA + 3 dBA) au point R2.

6.4 Le critère sonore applicable est un niveau de bruit inférieur à **40 dBA** sur une durée de 24h en milieu intérieur selon le règlement No 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie.

6.5 Selon les calculs du logiciel de prédiction INSUL V9.0.17, l'indice de transmission du son de la fenestration proposée pour le 2^{e} (STC 41 et OITC 32) est :

- adéquate pour obtenir un niveau de bruit inférieur à **40 dBA LAeq 24h** à l'intérieur du bâtiment.

J'espère le tout conforme à votre demande. Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Rédaction



Danny Vu, ing.
VINACOUSTIK INC.
VTD

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 NOVEMBRE 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

ANNEXE 1

Extrait du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie No 01-282

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 NOVEMBRE 2022
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

DU

RÈGLEMENT D'URBANISME

DE L'ARRONDISSEMENT

DE

VILLE-MARIE

01-282

À JOUR AU 6 mars 2017

(INCLUANT CA-24-282.112)

bâtiment où se trouve le logement;

2° provoquant ou produisant du bruit, une émanation d'odeur, de gaz, de poussière, de chaleur ou de fumée à l'extérieur du logement;

3° provoquant ou produisant des vibrations dans un mur ou un plancher;

4° provoquant ou produisant des interférences dans les appareils électriques ou électroniques situés dans les autres parties du bâtiment où se trouve le logement.

282.109, a. 82.

305.5 Il est interdit de recevoir de la clientèle dans un logement dont une partie est affectée à des fins de bureau, d'atelier ou d'établissement de soins personnels, sauf si ce logement dispose d'une entrée extérieure distincte aux fins de cette occupation.
282.109, a. 82.

SECTION II
EXIGENCES RELATIVES AUX GÎTES TOURISTIQUES
282.98, a. 76.

306. Aux fins de la présente section, lorsqu'une distance minimale est prescrite entre des établissements, cette distance se mesure à partir des points les plus rapprochés des terrains où sont situés les établissements visés.

Lorsque la distance mesurée conformément au présent article n'est pas un multiple de 5, cette distance est arrondie au multiple de 5 supérieur.
282.98, a. 76.

306.1. Les mesures de contingentement applicables pour des usages cités dans la présente section doivent tenir compte des usages de même nature situés dans un autre arrondissement ou une autre municipalité où des mesures de contingentement sont en vigueur pour cet usage, lorsque ces mesures portent sur des secteurs contigus situés dans deux arrondissements ou une autre municipalité.
cette distance est arrondie au multiple de 5 supérieur.
282.109, a. 83.

307. L'usage gîte touristique doit être situé à une distance minimale de 150 mètres d'un autre gîte touristique.
282.98, a. 76.

SECTION IV
EXIGENCES RELATIVES AUX USAGES SENSIBLES

307.1. Aux fins de la présente section, un usage sensible correspond à l'un des usages suivant :

1° un usage résidentiel;

2° les usages équipements collectifs et institutionnels suivants :

- bibliothèque;
- centre d'hébergement et de soins de longue durée;
- centre de protection de l'enfance et de la jeunesse;

- centre de réadaptation;
- centre de services de santé et de services sociaux;
- centre hospitalier;
- collège d'enseignement général et professionnel;
- école primaire et préscolaire;
- école secondaire;
- établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
- garderie;
- université.

282.109, a. 84.

307.2. La construction, l'agrandissement ou le changement d'usage d'un bâtiment destiné à un usage sensible ne peuvent être effectués :

1° sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 m d'une limite d'emprise d'une gare de triage ou d'une voie ferrée principale, lorsqu'elle est à ciel ouvert, indiquée sur la carte de l'annexe G et adjacent à cette emprise, si le niveau de vibration à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage est supérieur à 0,14 mm/s;

2° sur un terrain ou une partie de terrain faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme situé à moins de 300 m de l'emprise d'une gare de triage ferroviaire indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ou par un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h);

3° sur un terrain ou une partie de terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme ou dans les unités de paysage Cité du Havre (CH) et Pointe-du-Moulin (PM) situé à moins de 300 m de l'emprise d'une autoroute ou d'une voie rapide indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ou par un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h) ;

4° sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 m de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale indiquée sur la carte de l'annexe G, lorsqu'elle est à ciel ouvert, et adjacent à cette emprise si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h).

282.109, a. 84.

307.3 Dans le cas de travaux de construction, d'agrandissement ou du changement d'usage d'un bâtiment comprenant l'aménagement d'un espace extérieur adjacent à une emprise d'une gare de triage ou d'une voie ferrée principale, lorsqu'elles sont à ciel ouvert, destinés à un usage sensible, ceux-ci doivent être approuvés conformément au titre VIII, afin d'assurer la sécurité et la quiétude des usagers.

282.109, a. 84.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

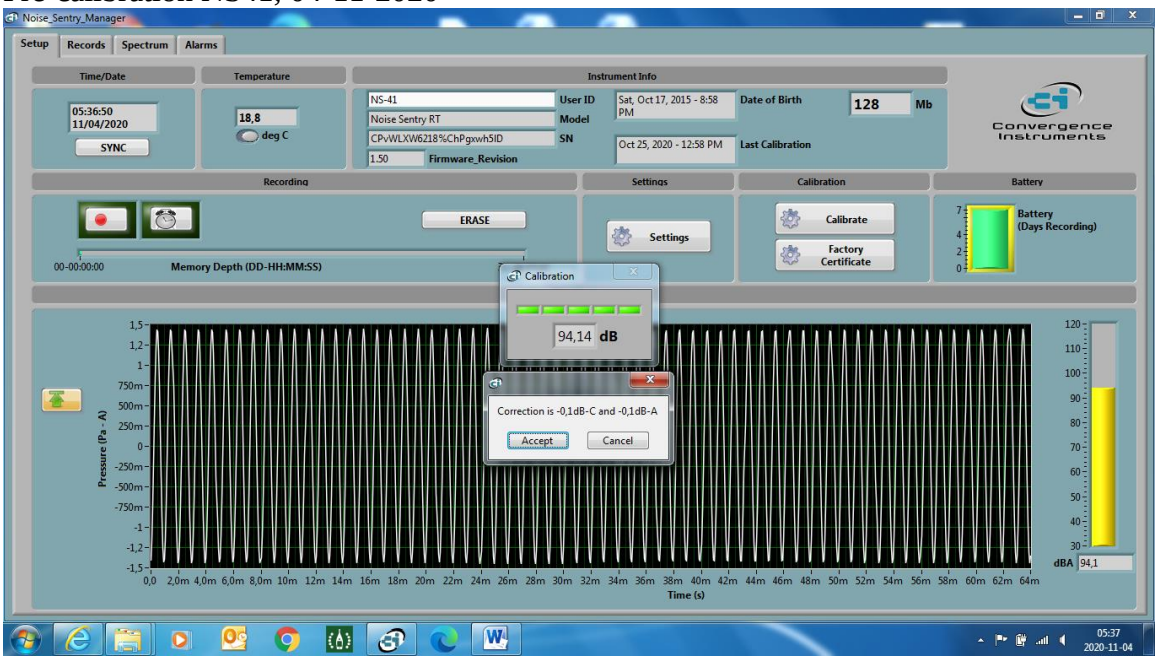
22 NOVEMBRE 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

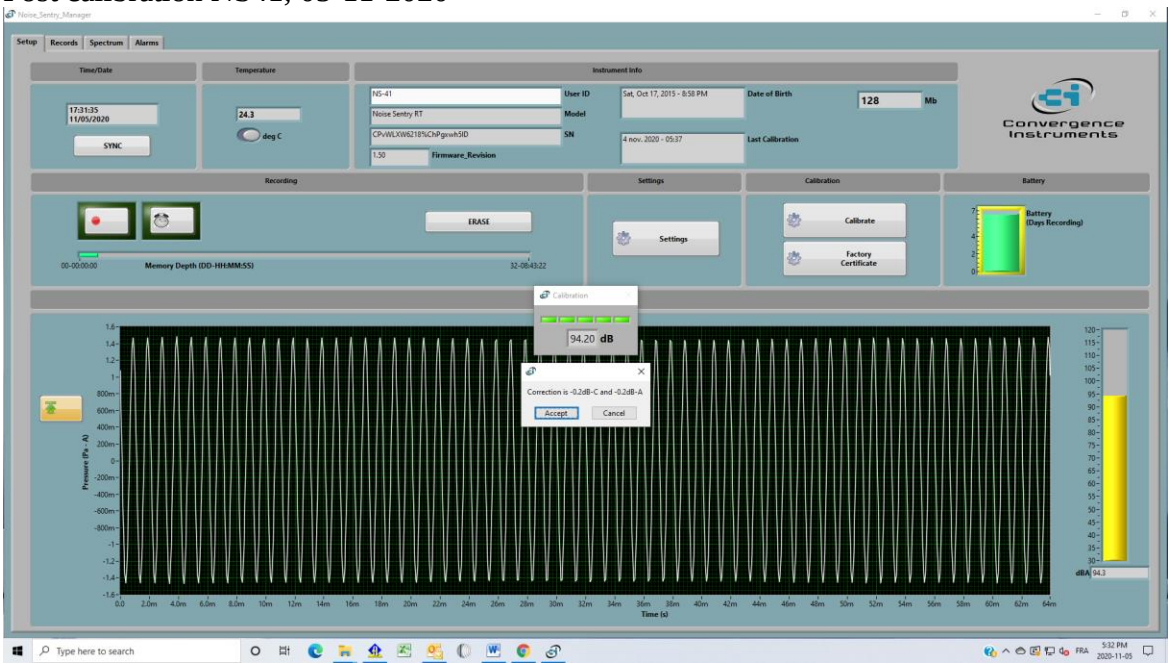
ANNEXE 2

Rapport et certificats de calibrations valides des instruments

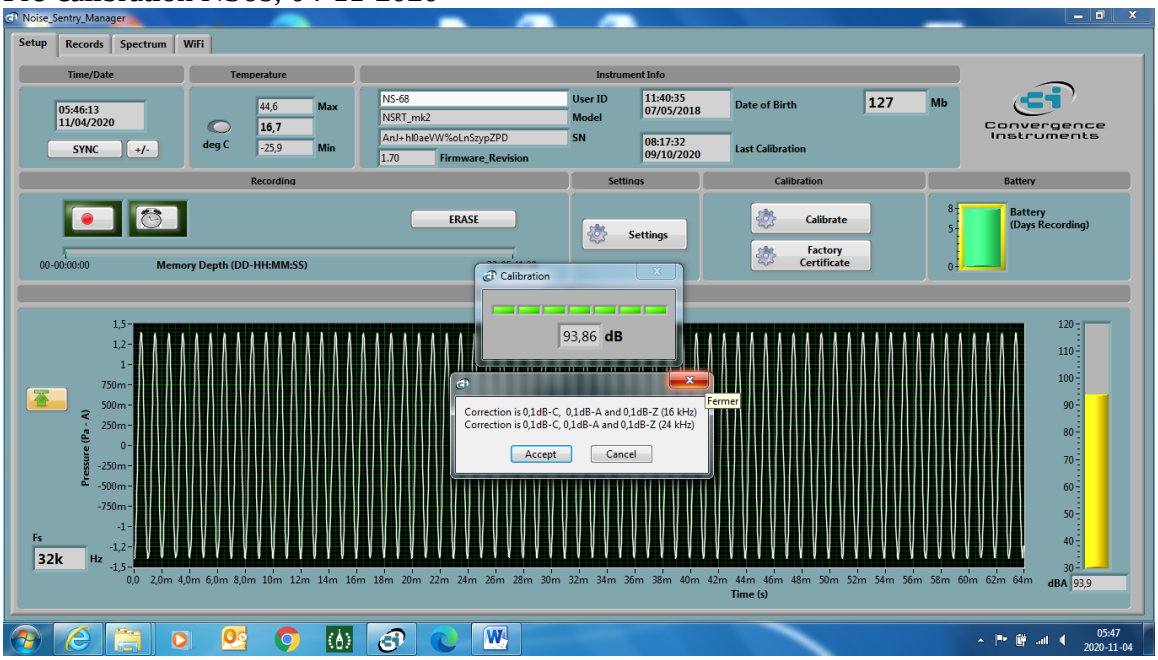
Pre-calibration NS41, 04-11-2020



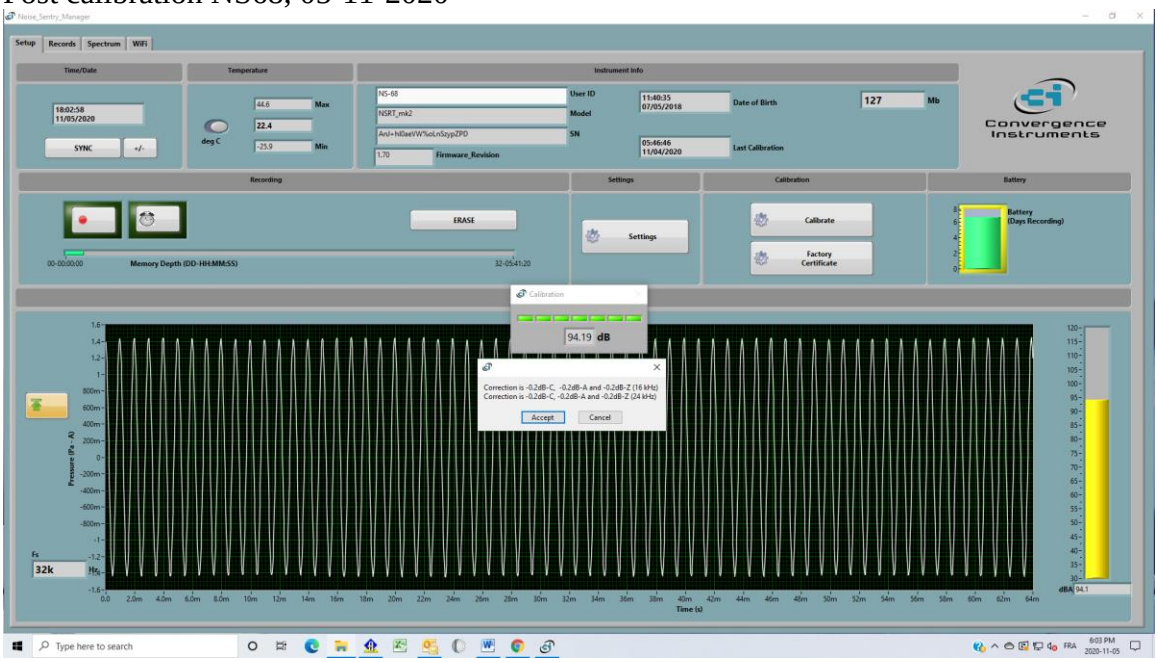
Post calibration NS41, 05-11-2020



Pre-calibration NS68, 04-11-2020



Post calibration NS68, 05-11-2020

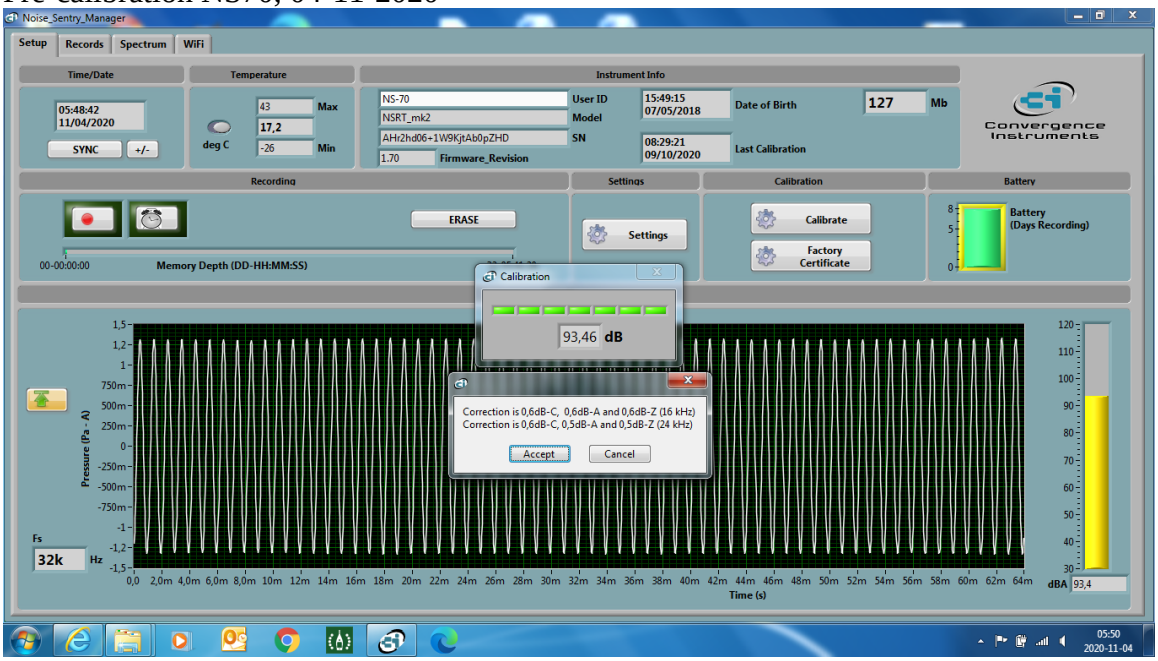


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

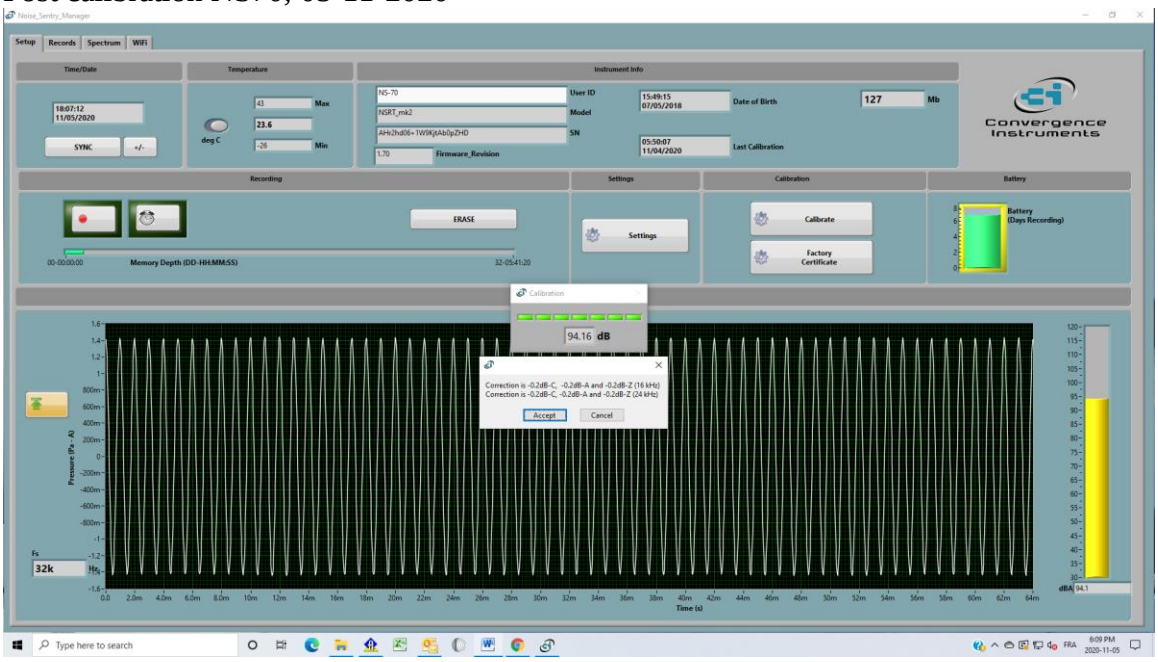
22 NOVEMBRE 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Pre-calibration NS70, 04-11-2020



Post calibration NS70, 05-11-2020



Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
505, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. : (514) 288-1551 **Fax :** (514) 288-9399 **www.irsst.qc.ca**

Certificat d'étalonnage d'un calibreur acoustique

Certificat N° : Aco-cal-11529 **Demande de service N° :** S819198 **Date de réception :** 2020/08/21

Demandeur :
Vu Danny (DLP-1556)
Vinacoustik inc.
535 boul. Lebeau
St-Laurent (Québec)
H4N 1S2 Canada
1083

Destinataire :
Danny Vu
Vinacoustik inc.
535 boul. Lebeau
St-Laurent (Québec)
H4N 1S2 Canada
1083

INSTRUMENT

Fabricant : Bruel & Kjaer **# de série :** 2528322
Modèle : BK 4231 **# d'inventaire :** HB2-30538
Condition de l'instrument à la réception : Aucune défectuosité apparente.
Travail supplémentaire effectué :

ÉTALONNAGE

Le calibreur acoustique a été testé à l'aide d'instruments de référence pour vérifier sa réponse aux essais spécifiés dans la CEI 60942:2003, "Electroacoustique - Calibreurs acoustiques", Annexe B - Essais périodiques.
L'instruction de travail **I-ACO-005 : Détermination du SPL, de la fréquence et du % de distorsion totale du signal sonore d'un calibreur acoustique selon la CEI 60942** a été suivie pour effectuer ces tests.

Note : À la réception, le calibreur acoustique générait un niveau de pression acoustique de 93,97 dB.
Le calibreur acoustique n'a pas été ajusté avant son étalonnage.

ÉQUIPEMENTS D'ÉTALONNAGE

Étalons de travail

Équipement	Manufacturier	Modèle	# de série
Générateur de signal	Stanford Research	DS360	85442
Voltmètre-électromètre	Keithley	237	0548585
Fréquencemètre	Pendulum	CNT-90	SM153070
Analyseur de distorsion	Keithley	2015	0947463
Analyseur FFT	ONO SOKKI	CF-7200	84701434
Mesureur combiné de pression, d'humidité relative et de température	Vaisala	PTU303	P4240896

Étalons de référence contribuant directement à la traçabilité

Équipement	Manufacturier	Modèle	# de série	Laboratoire	Date d'étalonnage due	Certificat
Microphone pression	Brüel & Kjaer	4160	2652758	CNRC-SME	21 août 2022	AS-2019-0007
Microphone pression	Brüel & Kjaer	4180	2787498	CNRC-SME	21 novembre 2020	AS-2017-0017
Pistonphone	Brüel & Kjaer	4228	2399379	CNRC-SME	21 mai 2022	AS-2019-0002
Voltmètre	Agilent	34401A	3146A69914	IRSST	8 juin 2021	ELM-1712-V2
Mesureur combiné de relative et de température	Vaisala	PTU303	R2020359	Vaisala	5 juin 2024	K008-C01824
Rubidium	Stanford Research	FS725	107509	SRS Stanford research sys	1 novembre 2023	N/A

CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

Les tests ont été effectués dans les conditions ambiantes suivantes :
Température : 24,3 ° C ± 0,5 ° C **Pression :** 1000,0 hPa ± 2 hPa **Humidité relative :** 51 % ± 5 %

Date d'étalonnage : 2020/09/28 **Date d'émission :** 2020/09/28

Effectué par : Clémence Duchesne
Clémence Duchesne, Technicienne en physique
duchesne.clemence@irsst.qc.ca

Approuvé par :
Gonçalo Da Silva, Professionnel scientifique
goncalo.dasilva@irsst.qc.ca

Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
505, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. : (514) 288-1551 **Fax** : (514) 288-9399 **www.irsst.qc.ca**

Certificat d'étalonnage d'un calibreur acoustique

Certificat N ° : Aco-cal-11529 **Demande de service N ° :** S819198 **Date d'étalonnage :** 2020/09/28

INSTRUMENT

Fabricant : Bruel & Kjaer **# de série :** 2528322
Modèle : BK 4231 **# d'inventaire :** HB2-30538

RÉSULTATS D'ÉTALONNAGE

	SPL	Fréquence	Distorsion totale
Spécifications du fabricant :	94,00 dB ± 0,20 dB	1000,00 Hz ± 1,00 Hz	Non spécifiée (1)
Tolérances de la norme CEI 60942 :	± 0,40 dB	± 10,00 Hz	≤ 3,0 %

(1) La spécification du manufacturier est donnée pour la 'distorsion harmonique' et non la 'distorsion totale' telle que demandée par la CEI 60942:2003

	À la réception	1er essai	2ème essai	3ème essai	Moyenne	
SPL (dB)						
Moyenne *	93,97 ± 0,01	93,97 ± 0,01	93,97 ± 0,01	93,97 ± 0,01	93,97	✔
Minimum	93,96	93,96	93,96	93,96		
Maximum	93,98	93,97	93,97	93,98		
Fréquence (Hz)						
Moyenne *	999,96 ± 0,00	999,96 ± 0,00	999,96 ± 0,00	999,96 ± 0,00	999,96	✔
Minimum	999,96	999,96	999,96	999,96		
Maximum	999,96	999,96	999,96	999,96		
Distorsion totale (THD+N de 22 à 20000 Hz) (%)						
Moyenne *	0,73 ± 0,13	0,70 ± 0,13	0,73 ± 0,13	0,79 ± 0,16	0,74	✔
Minimum	0,63	0,58	0,64	0,66		
Maximum	0,84	0,88	0,87	0,94		

* Les incertitudes indiquées ici correspondent à 2 fois l'écart-type calculé sur 20 mesures effectuées sur une période d'essai de 20 secondes.

Le niveau de pression sonore du calibreur acoustique correspond à des conditions de référence de 1013.25 hPa, 23 ° C et 50 % d'humidité relative.

Le calibreur acoustique a été montré conforme aux prescriptions d'essais périodiques décrits dans la CEI 60942:2003 pour les calibreurs acoustiques de classe 1 et concernant le niveau de pression acoustique et la fréquence spécifiée pour les conditions ambiantes dans lesquelles les essais ont été effectués.

Cependant, comme on ne dispose pas de preuve officielle émanant d'un organisme responsable pour l'approbation de modèle montrant que le modèle de calibreur acoustique est conforme aux prescriptions d'évaluation de modèle décrites dans l'Annexe A de la CEI 60942:2003, on ne peut tirer aucune conclusion générale concernant la conformité du calibreur acoustique aux prescriptions de la CEI 60942:2003.

Les résultats d'étalonnage indiqués sur ce certificat ne s'applique qu'à l'instrument décrit en rubrique et ne sont pas nécessairement représentatifs de modèles similaires.

Sauf indication contraire, les résultats de l'étalonnage sont tous à l'intérieur de la portée de cette accréditation.

Les incertitudes sur les mesures de SPL, de fréquence et de distorsion totale sont respectivement égales ou inférieurs à 0,15 dB, 0,3 % et 0,41 %. Ces incertitudes, calculées pour un facteur d'élargissement de k=2, correspondent à un niveau de confiance d'environ 95 %. Elles incluent des composantes estimées par méthodes statistiques et prennent en compte toutes les sources d'erreur connues.

CLAS ARC-CNRC CLAS 94-01

Accreditation du laboratoire d'étalonnage acoustique de l'IRSST

Le Service d'évaluation des laboratoires d'étalonnage (CLAS) du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) a évalué et certifié la capacité d'étalonnage du laboratoire et la traçabilité au Système international d'unités (SI) ou à des étalons acceptables selon le CLAS.

Le présent certificat d'étalonnage est délivré conformément aux conditions de certification du CLAS et aux conditions d'accréditation du Conseil canadien des normes (CCN).

Le CLAS et le CCN ne garantissent pas l'exactitude des étalonnages individuels effectués par les laboratoires accrédités.

N° d'inscription du laboratoire accrédité par le CCN : 107, délivré à l'origine, le 1993-04-06
N° du certificat CLAS : CNRC CLAS N° 94-01, délivré à l'origine, le 1994-09-23

Copyright (c) 2013 par IRSST
Ce certificat ne peut être reproduit autrement qu'en entier sauf avec l'autorisation écrite, préalablement obtenue, du responsable technique du laboratoire.

Logiciel de contrôle utilisé : Etalcal version 3.0.20

ANNEXE 3

Conditions météorologiques

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 NOVEMBRE 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Accueil › Environnement et ressources naturelles › Météo, climat et océanographie nautique › Conditions météorologiques et risques pour les › Données historiques

Rapport de données horaires pour le 04 novembre 2020

Toutes les heures sont exprimées en heure normale de l'est (HNE). Pour convertir l'heure locale en heure avancée, ajoutez une heure à l'heure locale.

MONTREAL/PIERRE ELLIOTT TRUDEAU INTL
QUÉBEC
Opérateur de station opérationnelle : ECCC - SMC

Latitude : 45°28'00.000" N | Longitude : 73°44'00.000" O | Altitude : 32,10 m
ID climatologique : 7025006 | ID de l'OMM : 71163 | ID de TC : WTQ

HEURE	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Tend.	Réf. Adian	Météo
00:00	-0,4	-6,1	56		0		101,10			ND
01:00	-0,1	-6,6	61	33	1		101,10		-1	ND
02:00	-0,1	-6,6	61	17	13		101,13		-4	ND
03:00	-0,1	-7,4	56	14	13		101,15		-4	ND
04:00	-0,1	-6,9	60	13	15		101,14		-5	ND
05:00	-0,1	-6,6	62	13	15		101,14		-5	ND
06:00	0,1	-6,6	69	11	13		101,19			ND
07:00	0,1	-6,1	71	13	15		101,19			ND
08:00	1,5	-6,1	62	13	17		101,17			ND
09:00	2,6	-3,5	64	13	16		101,15			ND
10:00	3,5	-3,4	60	13	17		101,13			ND
11:00	5,6	-3,0	56	13	14		101,06			ND
12:00	6,5	-1,6	56	13	16		101,00			ND
13:00	8,1	-0,9	53	13	16		101,97			ND
14:00	9,1	0,7	55	13	13		101,89			ND
15:00	9,7	1,1	56	13	13		101,86			ND
16:00	9,4	1,6	58	11	14		101,86			ND
17:00	8,1	1,7	63	10	7		101,86			ND
18:00	5,4	0,7	73	3	15		101,87			ND
19:00	3,1	-0,6	74	3	16		101,89			ND
20:00	3,4	-1,1	77	3	15		101,87			ND
21:00	1,4	-1,5	81	1	16		101,87			ND
22:00	0,6	-1,9	83	1	17		101,86			ND
23:00	0,1	-2,1	83	1	15		101,85			ND

Légende

- T - valeur actuelle
- M - Données manquantes
- ND - non disponible
- [Vide] - Indique une valeur non observée

Date de modification :
2020-09-17

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 NOVEMBRE 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Accueil › Environnement et ressources naturelles › Météo, climat et ressources naturelles › Conditions météorologiques et dangereuses passées › Données historiques

Rapport de données horaires pour le 05 novembre 2020

MONTREAL/PIERRE ELLIOTT TRUDEAU INTL
QUÉBEC
Opérateur de station opérationnelle : ECCC - SMC

Latitude :	45°27'54.000" N	Longitude :	73°44'30.000" O	Altitude :	32.10 m		
ID climatologique :	7025006	ID de la WMO :	71123	ID de TC :	YMQ		

Heure	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Précip.	Refr. éolien	Météo
00:00	0,2	-2,2	84	1	15		101,84			ND
01:00	-0,1	-2,4	84	1	14		101,83		-4	ND
02:00	0,2	-2,1	85	1	13		101,83			ND
03:00	0,3	-2,0	84	1	9		101,79			ND
04:00	0,0	-2,0	86	1	8		101,78		-3	ND
05:00	0,0	-2,1	85	2	9		101,78		-3	ND
06:00	-0,2	-2,2	86	1	7		101,75		-3	ND
07:00	0,0	-2,0	86	36	7		101,74		-2	ND
08:00	2,4	-0,7	80	36	8		101,73			ND
09:00	7,0	1,0	66		0		101,74			ND
10:00	10,5	2,7	57	25	3		101,69			ND
11:00	15,2	4,5	47	22	7		101,57			ND
12:00	15,1	4,9	47	21	15		101,47			ND
13:00	20,2	5,0	37	24	14		101,45			ND
14:00	20,4	5,0	36	25	15		101,42			ND
15:00	19,3	4,6	35	24	15		101,41			ND
16:00	17,7	5,3	44	22	11		101,42			ND
17:00	16,2	5,2	48	22	11		101,45			ND
18:00	15,2	6,2	51	26	9		101,54			ND
19:00	15,0	5,4	49	25	8		101,56			ND
20:00	12,2	5,1	62	20	6		101,56			ND
21:00	11,0	6,0	71	18	9		101,54			ND
22:00	13,6	5,7	59	21	8		101,57			ND
23:00	11,9	5,5	65	22	7		101,57			ND

Légende

- T - valeur estimée
- M - Données manquantes
- ND - non disponible
- [Vide] - Indique une valeur non observée

Date de modification :
2020-09-17

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 octobre 2022
3003195851
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1221, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Andréanne Maltais-Tremblay
Description :	La demande concerne un bâtiment de 4 étages construit en 1888 et situé dans le cadran nord-ouest des rues Sainte-Catherine et Drummond, dans le centre des affaires. Une boutique de vente de téléphonie cellulaire est située au rez-de-chaussée et les étages supérieurs, qui étaient auparavant occupés par des bureaux, sont vacants. Le bâtiment se situe à moins de 500 mètres au nord du Centre Bell. Avec la baisse de la demande d'espaces à bureaux, le requérant veut convertir le deuxième étage de son édifice en logements. Cette conversion entraînera la création : ▪ d'un studio; ▪ de deux appartements d'une chambre; ▪ d'un appartement avec 2 chambres. Une demande d'usage conditionnel pour les étages 3 et 4 et la création de 6 logements a déjà été obtenue. Le deuxième étage sera ainsi reconfiguré pour accueillir quelque 205 m² (2207 pi2) d'usage résidentiel. De plus, l'enveloppe extérieure du bâtiment sera modifiée pour accueillir de nouvelles fenêtres, visibles de la voie publique, et de nouvelles ouvertures aux étages 2 à 4. Cet aspect sera toutefois traité dans une demande de transformation ultérieure.
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans l'aire de protection du Mount Stephen Club.
Remarque importante :	À sa séance du 12 novembre 2020, le CCU a émis un avis favorable avec conditions.
Considérant que :	Les étages 3 et 4 seront aussi réaménagés en usage résidentiel.
Considérant que :	La demande pour l'espace de bureaux a diminué.
Considérant que :	Le milieu d'insertion peut être compatible avec l'usage résidentiel.

Considérant que :	Des mesures de mitigations peuvent être demandées afin de réduire le niveau sonore à l'intérieur à 40 dBa Leq24h et ainsi assurer la quiétude des futurs résidents.
Considérant que :	Le projet devra être soumis à la révision architecturale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Que, lors du dépôt du permis de transformation, un expert en acoustique atteste que les plans déposés permettent de corriger la situation et de ramener le niveau sonore à 40 dBa Leq24h et moins.**
- **Que l'ensemble des travaux soit substantiellement conforme aux plans préparés par Ariel Aaron, architecte datés du 3 août 2022.**
- **Que toutes les sorties et tous les équipements mécaniques soient localisés sur le toit et non-visibles de la voie publique.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229276005
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme
Projet : Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » au 2e étage du bâtiment situé au 1221, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** En créant plus de logements au centre-ville, le projet permet à Montréal d'être plus attractive internationalement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228398010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « restaurant » comme usage commercial associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 pour la suite 102 du 1225, rue du Sussex, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « restaurant » comme usage commercial associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 prévu à l'article 153 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'aménagement d'un restaurant dans le local 102 du 1225, rue du Sussex, conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement;
D'assortir cette autorisation à la condition suivante :

a. implanter l'usage conditionnel « restaurant » de la présente autorisation de manière substantiellement conforme au plan estampillé par l'Arrondissement le 4 octobre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 13:49

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228398010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « restaurant » comme usage commercial associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 pour la suite 102 du 1225, rue du Sussex, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin que l'usage « restaurant » soit autorisé pour la suite 102 de l'immeuble situé au 1225, rue du Sussex en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Site
Le local à l'étude se situe au rez-de-chaussée d'un immeuble construit en 1964. Cette tour comporte 17 étages et 111 logements. Deux immeubles, de style « maisons en rangée », le bordent de part et d'autre au nord et au sud. Ces bâtiments comportent un rez-de-chaussée et 3 étages créant ainsi un contraste au niveau des hauteurs et du style architectural sur le côté est de la rue du Sussex. La tour d'habitation est reculée de plusieurs mètres par rapport aux bâtiments qui la côtoient. L'immeuble fait face au nouveau complexe immobilier du Children.

Le local, la suite 102, pour lequel la présente demande d'usage conditionnel est demandée, abritait un dépanneur jusqu'à tout récemment (depuis les années 1990).

Projet
La demande vise à aménager un restaurant dans la suite 102 du 1225, rue du Sussex. Le restaurant, une boulangerie, occupera une superficie de 99 m² au rez-de-chaussée de l'immeuble. La requérante projette également d'aménager un café-terrasse de 43 m² dans la cour avant du local, soit dans l'espace faisant face à la future boulangerie pour l'été 2023.

Cadre réglementaire

- Le paragraphe 1° de l'article 153 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) prévoit que l'usage « restaurant » est un usage commercial

associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 et peut être autorisé par usages conditionnels.
- La procédure prévue à l'article 308 prévoit l'autorisation d'exercer un usage conditionnel selon le respect des critères applicables de l'article 315.
- L'immeuble est situé dans l'unité de paysage «Maisons en rangée».

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. En effet, l'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant. La boulangerie permet d'animer le secteur et propose un commerce de proximité à la population.
Considérant que :

- le projet de restaurant est compatible avec le milieu de par la proximité de la clientèle visée en plus de s'inscrire comme un restaurant de proximité dans un secteur résidentiel dense;
- le local visé est inoccupé depuis le départ du dépanneur;
- le restaurant participera à l'animation et à l'ambiance urbaine du secteur;
- les secteurs limitrophes ont un fort caractère commercial.

Le projet a reçu un avis favorable du CCU lors de sa séance du 10 novembre 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Affichage sur le site : à partir du 18 novembre 2022
- Publication dans un journal : 19 novembre 2022
- Conseil d'arrondissement : 6 décembre 2022
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 438.820.3317
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Louis ROUTHIER
architecte - planification

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228398010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « restaurant » comme usage commercial associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 pour la suite 102 du 1225, rue du Sussex, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie



1225 Sussex_BOULANGERIE_PLANS TRANSFORMATION-estampillé.pdf[pièce jointe "1228398010 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf" supprimée par Samuel FERLAND/MONTREAL] [pièce jointe "1228398010 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf" supprimée par Samuel FERLAND/MONTREAL]



1228398010 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf



PV signé_1225_du Sussex.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 438.820.3317
Télécop. :

1.0 CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 TOUT TRAVAIL EXÉCUTÉ PAR L'ENTREPRENEUR ET SES SOUS-CONTRACTANTS DOIT SE CONFORMER AUX EXIGENCES DES LOIS MUNICIPALES, LOCALES, PROVINCIALES ET FÉDÉRALES, AINSI QUE TOUT AUTRE RÈGLEMENT APPLICABLE, SPÉCIFIÉ OU NON SUR LES DESSINS.

1.2 AUX ENDROITS OÙ LE CONTRAT, LES NOTES OU LES DESSINS RÉFÈRENT À TOUT TRAVAIL DE NATURE PLUS STRICTE QUE L'EXIGE LE CODE DU BÂTIMENT OU TOUT AUTRE DÉPARTEMENT AYANT JURISDICTION SUR LE TRAVAIL, LE TRAVAIL AYANT LA NATURE LA PLUS STRICTE SERA EXÉCUTÉ DANS TOUS LES CAS.

1.3 L'ENTREPRENEUR ET SES SOUS-CONTRACTANTS DEVRONT OBTENIR ET PAYER POUR TOUTE APPROBATION LÉGALE ET TOUT PERMIS NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION ET L'ACHÈVEMENT DE SON TRAVAIL.

1.4 TOUS LES DESSINS PAR IDX AINSI QUE LES NOTES DE CONSTRUCTION SONT COMPLÉMENTAIRES. LES RÉFÉRENCES FAITES À UN DESSIN SERONT CONSIDÉRÉES COMME FAITES À TOUS LES DESSINS.

1.5 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA AVERTIR IDX IMMÉDIATEMENT S'IL NE PEUT EXÉCUTER TOUT LE TRAVAIL DÉCRIT DANS CES DESSINS.

1.6 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA AVERTIR IDX DE TOUTE DIVERGENCE ENTRE LES DESSINS, LES NOTES ET LES CONDITIONS SUR LE SITE AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL ET DEMANDER CLARIFICATION.

1.7 AVANT DE PLACER UNE SOUMISSION, TOUS LES ENTREPRENEURS ET SOUS-CONTRACTANTS DOIVENT VISITER LES LIEUX ET SE FAMILIARISER AVEC LES CONDITIONS EXISTANTES, LA NATURE DU TRAVAIL AINSI QUE LES DIFFICULTÉS QUI ACCOMPAGNENT L'EXÉCUTION DE CE TRAVAIL.

1.8 LE DÉPÔT D'UNE SOUMISSION SERA CONSIDÉRÉE COMME UNE ÉVIDENCE QU'UNE TELLE VISITE A ÉTÉ FAITE ET TOUTE RÉCLAMATION ULTÉRIEURE POUR DU PERSONNEL, DE L'ÉQUIPEMENT OU DU MATÉRIEL SUPPLÉMENTAIRE OU POUR DES DIFFICULTÉS ENCOURUES, QUI AURAIENT PU ÊTRE PRÉVUS SI UNE TELLE VISITE AVAIT ÉTÉ FAITE, NE SERA PAS CONSIDÉRÉE.

1.9 CHAQUE CONTRACTANT DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LE SITE.

1.10 TOUS LES CONTRACTANTS DEVRONT CONTACTER LE GÉRANT DU BÂTIMENT POUR S'INFORMER DES RÈGLEMENTS DU PROPRIÉTAIRE DU BÂTIMENT POUR LA CONSTRUCTION, LES LIVRAISONS, L'HORAIRE DES TRAVAUX ET TOUT AUTRE RÈGLEMENT QUI POURRAIT AFFECTER LEUR TRAVAIL.

1.11 TOUS LES CONTRACTANTS DOIVENT FAIRE TOUS LES ARRANGEMENTS REQUIS POUR LA LIVRAISON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES MATÉRIAUX. C'EST LA RESPONSABILITÉ DE CHAQUE CONTRACTANT DE VÉRIFIER LES RÈGLEMENTS ET LOIS EN VIGUEUR CONCERNANT LE SITE, INCLUANT:

(A) LA DATE ET L'HEURE DES LIVRAISONS DEVRA ÊTRE ÉTABLIE EN CONJONCTION AVEC LA PERSONNE GÉRANT LE SITE.
(B) LES CONDITIONS DU BÂTIMENT, INCLUANT LES DIMENSIONS ET CHARGES MAXIMUMS DE L'ASCENSEUR, LA DIMENSION DES PORTES, CORRIDORS ET FENÊTRES, ETC.
(C) TOUS LES COÛTS ENCOURUS PAR L'INSTALLATION ET/OU L'UTILISATION D'UN SYSTÈME DE MONTE-CHARGE. FRAIS QUI SERONT COUVERTS PAR LE CONTRACTANT UTILISANT LE MONTE-CHARGE. TOUS LES COÛTS ENCOURUS PAR L'ENLÈVEMENT TEMPORAIRE ET LA RÉINSTALLATION DES SECTIONS DE FENÊTRES SERONT COUVERTS PAR LE CONTRACTANT NÉCESSITANT CES TRAVAUX.

1.12 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, SES SOUS-CONTRACTANTS ET TOUT AUTRE CONTRACTANT IMPLIQUÉ DANS CE PROJET DOIVENT PRENDRE NOTE QUE TOUT FRAIS CAUSÉ PAR DU TRAVAIL DÉFECTUEUX OU INAPPROPRIÉ RÉSULTANT MAIS NON LIMITÉ À UNE MAIN-D'OEUVRE OU DU MATÉRIEL INFÉRIEUR, UNE PLANIFICATION DÉFICIENTE OU UNE MAUVAISE GESTION DES COMMANDES, SERONT COUVERTS PAR LE PARTI RESPONSABLE DE CES FRAIS.

1.13 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EST RESPONSABLE D'ENLEVER TOUT DÉBRIS ET DÉCHET PRODUIT PAR SES EMPLOYÉS ET PAR LES EMPLOYÉS DE SES SOUS-CONTRACTANTS, INCLUANT LES DÉCHETS RÉSULTANT DE L'INSTALLATION DU TAPIS OU DES FILS DE TÉLÉPHONE, ETC.

1.14 L'UTILISATION DES MOTS "PRÉVOIR" OU "FOURNIR" EN CONNEXION AVEC TOUT ITEM SPÉCIFIÉ SIGNIFIE, SAUF OÙ INDIQUÉ AUTREMENT, QUE L'ITEM SPÉCIFIÉ DEVRA ÊTRE FOURNI ET INSTALLÉ, AINSI QUE CONNECTÉ SI REQUIS.

1.15 LÀ OÙ LES TERMES "ÉQUIVALENT À", "AUTRE APPROUVÉ", "ÉQUIVALENT APPROUVÉ", "ACCEPTABLE" OU TOUT AUTRE TERME QUALIFICATIF GÉNÉRAL SONT UTILISÉS DANS CES NOTES, ON DEVRA COMPRENDRE QUE LA RÉFÉRENCE EST FAITE AU JUGEMENT ET À LA DÉCISION DE IDX.

1.16 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA EXERCER UN CONTRÔL STRICT DU NETTOYAGE DU SITE POUR EMPÊCHER LA POUSSIÈRE DE S'ÉCHAPPER DU SITE.

1.17 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA PROTÉGER CORRECTEMENT LES PROPRIÉTÉS OU TRAVAUX ADJACENTS. TOUT DOMMAGE CAUSÉ À CES DERNIERS PAR SES EMPLOYÉS DEVRA ÊTRE RÉPARÉ SANS DÉLAI, À SES PROPRES FRAIS.

1.18 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA ASSURER LA PROTECTION DU SITE JUSQU'À LA REMISE AU CLIENT.

1.19 LES NOTES DE CONSTRUCTION ET LES DESSINS SONT FOURNIS POUR ILLUSTRER LE DESIGN ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DÉSIRÉ ET SOUS-ENTENDENT UNE CONSTRUCTION, DES MATÉRIAUX ET UNE MAIN-D'OEUVRE D'EXCELLENTE QUALITÉ.

1.20 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA CONSERVER EN TOUT TEMPS SUR LE SITE UN JEU DE PLANS DE CONSTRUCTION COMPLET ET À JOUR, POUR L'UTILISATION PAR TOUS LES CORPS DE MÉTIER.

1.21 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, LORSQUE LES DESSINS SONT APPROUVÉS, ASSUME TOUTE RESPONSABILITÉ POUR LA CONSTRUCTION, LES MATÉRIAUX ET LA MAIN-D'OEUVRE ASSOCIÉE AU TRAVAIL DÉCRIT DANS CES NOTES ET DESSINS. ON S'ATTENDRA À CE QU'IL SE CONFORME À CES PLANS.

1.22 TOUTES LES SORTIES DE SECOURS, LES CORRIDORS D'ACCÈS À L'ISSUE, AINSI QUE LE CHEMIN ENTRE LA SORTIE ET LA RUE DEVRONT ÊTRE MAINTENUS DÉGAGÉS EN TOUT TEMPS POUR UNE ÉVACUATION FACILE EN CAS D'URGENCE.

1.23 DURANT TOUTE LA PÉRIODE DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION, TOUTES LES ISSUES, L'ÉCLAIRAGE D'URGENCE, LES APPAREILS DE PROTECTION INCENDIE AINSI QUE LES ALARMES EXISTANTS DEVRONT ÊTRE CONTINUELLEMENT MAINTENUS.

1.24 LÀ OÙ DES OUVERTURES DOIVENT ÊTRE PRATIQUÉES DANS UNE SÉPARATION COUPE-FEU EXISTANTE POUR PASSER DES CONDUITS, CABLES, ETC., ET OÙ LA PROTECTION COUPE-FEU A ÉTÉ ENLEVÉE OU ENDOMMAGÉE, L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FERMER ET/OU RÉPARER TOUTE OUVERTURE AVEC LES MÊMES MATÉRIAUX, FINIS ET DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU QUE LES ARÉES ADJACENTES.

1.25 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL REMPLACERA TOUT VERRE CRAQUÉ OU BRISÉ. TOUTES LES FENÊTRES DOIVENT ÊTRE INSPECTÉES PAR LE CONTRACTEUR ET TOUTE CONDITION INOPÉRABLE DOIT ÊTRE RÉPARÉE.

2.0 DÉMOLITION

2.1 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FOURNIR TOUTE LA MAIN-D'OEUVRE ET LES MATÉRIAUX REQUIS POUR COMPLÉTER LA DÉMOLITION ET L'ENLÈVEMENT DES ITEMS COMME DICTÉ PAR IDX.

2.2 AVANT L'ENLÈVEMENT D'UN MUR OU D'UN PLAFOND, LE PARTI RESPONSABLE DEVRA S'ASSURER QU'IL NE S'AGISSE PAS D'UN MUR PORTEUR OU D'UN ÉLÉMENT STRUCTURAL. SI UN MUR PORTEUR OU UN ÉLÉMENT STRUCTURAL DOIT ÊTRE ENLEVÉ OU MODIFIÉ, LE PARTI RESPONSABLE DOIT EN AVERTIR LE CLIENT ET/OU IDX IMMÉDIATEMENT.

2.3 TOUS LES TAPIS ET SOUS-TAPIS, AINSI QUE LES ÉLÉMENTS DE FIXATION DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS, SAUF OÙ INDIQUÉ AUTREMENT.

2.4 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA EFFECTUER TOUS LES TRAVAUX DE DÉMOLITION EN RESPECTANT LES RÈGLEMENTS DE LA VILLE CONCERNANT LA DÉMOLITION ET L'ENLÈVEMENT DES DÉCHETS.

2.5 TOUT ÉLÉMENT ENLEVÉ OU DÉMOLI DOIT ÊTRE ENLEVÉ DES LIEUX SAUF S'IL EST RÉUTILISÉ OU RENVOYÉ AU CLIENT OU INDIQUÉ AUTREMENT.

2.6 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA ENLEVER TOUS LES CONDUITS RESTANT APRÈS LA DÉMOLITION DES MURS, INCLUANT LES BOÎTES ÉLECTRIQUES, PLAQUES, ET TOUT AUTRE FILAGE OU ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE OU DE TÉLÉPHONE.

2.7 PARTOUT OÙ LA DÉMOLITION A CAUSÉ UNE IRRÉGULARITÉ DANS LA DALLE DE BÉTON, LE CONTRACTANT DEVRA NIVELER LA DALLE POUR RECEVOIR LE NOUVEAU FINI DE PLANCHER.

2.8 TOUT ÉLÉMENT DÉCLARAGE, FILAGE, INTERRUPTEUR ET MOULURE MÉTALLIQUE VISIBLE ET NON RÉUTILISÉ DEVRA ÊTRE ENLEVÉ ET RANGÉ OU ENLEVÉ DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL.

2.9 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA ÉRIGER UN ÉCRAN PROTECTEUR POUR EMPÊCHER LA POUSSIÈRE DE SORTIR DU CHANTIER, ET CE PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION (SI NÉCESSAIRE).

2.10 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FOURNIR UN SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE TEMPORAIRE DANS TOUT L'ESPACE EN CONSTRUCTION.

2.11 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA ENLEVER JUSQU'À LA SOURCE TOUT ÉLÉMENT DE PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE ET AUTRE ÉLÉMENT ABANDONNÉ SORTANT DU SOL, DES MURS ET DU PLAFOND.

2.12 LORSQUE LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT TERMINÉS, L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT LAISSER L'ESPACE PROPRE ET BALAYÉ.

2.13 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT EFFECTUER TOUTES LES RÉPARATIONS NÉCESSAIRES POUR RENDRE L'ENDROIT PROPRE À RECEVOIR LE TRAVAIL DES AUTRES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION DU PROJET.

2.14 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT EFFECTUER TOUTES LES PERFORATIONS AU PLANCHER NÉCESSAIRES À L'INSTALLATION DES AUTRES TRAVAUX.

2.15 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EST RESPONSABLE D'INSPECTER TOUTES LES SURFACES DE GYPSE ET AUX ENDROITS OÙ LA DÉMOLITION A CAUSÉ UNE IRRÉGULARITÉ DANS LE GYPSE, IL DOIT LA RÉPARER. IL DOIT INSTALLER DE NOUVELLES MOULURES DE COIN ET REPAIRE LES JOINTS POUR OBTENIR UNE SURFACE LISSE ET ALIGNÉE.

2.16 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT INSTALLER DES LAMELLES DE MÉTAL AUTOUR DES CONDUITS TRAVERSANT DES MURS DE BLOCS.

2.17 TOUT ENDROIT ENDOMMAGÉ PAR LA DÉMOLITION DOIT ÊTRE RÉPARÉ POUR LE RENDRE PAREIL AUX ÉLÉMENTS IMMÉDIATEMENT ADJACENTS, AU NIVEAU DE LA COULEUR, DES MATÉRIAUX, DES FINIS ET DU DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU, SAUF SI INDIQUÉ AUTREMENT.

3.0 CONSTRUCTION (CLOISONS)

3.1 S'ASSURER QUE TOUS LES ANCRAGES, FONDS DE CLOUAGE, ÉLÉMENTS DE MÉCANIQUE ET D'ÉLECTRICITÉ SONT INSTALLÉS ET APPROUVÉS AVANT DE COMMENCER LA CONSTRUCTION DES CLOISONS.

3.2 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FOURNIR ET INSTALLER TOUTES LES PARTITIONS INDIQUÉES SUR LES DESSINS PAR IDX.

3.3 SAUF OÙ INDIQUÉ AUTREMENT, TOUTES LES DIMENSIONS SONT DE SURFACE FINIE À SURFACE FINIE.

3.4 TOUTES LES CLOISONS DOIVENT ÊTRE SOLIDEMENT ANCRÉES, SELON LES INDICATIONS DU FABRICANT.

3.5 INSTALLER LES PANNEAUX DE GYPSE EN UTILISANT L'HORIZONTALE ET LA VERTICALE POUR LIMITER LE NOMBRE DE JOINTS.

3.6 LES MURS DESSINÉS ALIGNÉS AVEC LES ÉLÉMENTS EXISTANTS DU BÂTIMENT DOIVENT L'ÊTRE DE MANIÈRE À CE QUE LE JOINT SOIT LISSE ET DROIT, SAUF OU INDIQUÉ AUTREMENT.

3.7 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT INSTALLER DES MOULURES DE COIN À TOUS LES COINS ET BORDS DES PARTITIONS.

3.8 EFFECTUER TOUTES LES OUVERTURES ET RÉPARATIONS NÉCESSAIRES DANS LE GYPSE POUR LES CONDUITS ET AUTRES ÉLÉMENTS EN UTILISANT LES MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS.

3.9 REMPLIR ET SABLER TOUS LES JOINTS EXPOSÉS, LES COINS ET BORDS, LES OUVERTURES ET FIXATIONS POUR RENDRE LA SURFACE ACCEPTABLE POUR LA DÉCORATION.

3.10 LE TIRAGE DES JOINTS REQUIERT 3 COUCHES DE PLÂTRE MINIMUM.

4.0 PLAFOND

4.1 SUPPORTER LA GRILLE DE PLAFOND SUSPENDU EN UTILISANT DES CROCHETS. SUSPENDRE INDÉPENDAMMENT DES MURS, COLONNES, TUYAUX, CONDUITS DE VENTILATION, ETC.

4.2 LES ÉLÉMENTS DE SUPPORT DU PLAFOND SUSPENDU NE DOIVENT PAS ÊTRE INSTALLER À PLUS DE 6" DES MURS AU PÉRIMÈTRE.

4.3 INSTALLER DES FOURRURES TRANSVERSALEMENT AUX SUPPORTS PRINCIPAUX À 16" C/C. ATTACHER CHAQUE SUPPORT AVEC UNE ATTACHE APPROUVÉE ET MINIMUM 2 BOUCLES DE FIL DE FER NO 16 GA. LE PROFILÉ DE FOURRURE NE DOIT PAS TOUCHER LES MURS DE PÉRIMÈTRE.

4.4 INSTALLER DES MONTANTS MÉTALLIQUES AU LIEU DES PROFILÉS LORSQU'IL Y A DE LONGUES PORTÉES, COMME SOUS LES CONDUITS ET TUYAUX.

4.5 LA HAUTEUR DES PLAFONDS SUSPENDUS DOIT ÊTRE LA MÊME QUE SUR LES DESSINS PAR IDX. TOUTE DÉVIATION DES HAUTEURS DOIT ÊTRE SOUMISE À IDX POUR APPROBATION.

5.0 ÉCLAIRAGE ET ÉLECTRICITÉ

5.1 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT INSTALLER TOUS LES ÉLÉMENTS D'ÉCLAIRAGE ET D'ÉLECTRICITÉ COMME MONTRÉ SUR LES DESSINS ET NOTES.

5.2 L'ENTREPRENEUR EN ÉLECTRICITÉ DOIT COORDONNER SONT TRAVAIL AVEC LES SPÉCIFICATIONS DU FABRICANT.

5.3 TOUS LES NOUVEAUX ÉLÉMENTS INSTALLÉS DOIVENT RENCONTRER LES STANDARDS ULC, SI UN TEL STANDARD EXISTE POUR L'ÉLÉMENT, SAUF OÙ INDIQUÉ AUTREMENT.

5.4 LORS DE LA SOUMISSION, L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR FOURNIR ET INSTALLER LES ÉLÉMENTS INDIQUÉS.

5.5 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL ET L'ENTREPRENEUR EN ÉLECTRICITÉ DOIVENT VÉRIFIER SI LE DÉGAGEMENT ENTRE LES ÉLÉMENTS DU PLAFOND ET LE GYPSE EST SUFFISANT POUR INSTALLER LES ÉLÉMENTS INDIQUÉS SUR LES DESSINS. TOUTE DIVERGENCE DOIT ÊTRE RAPPORTÉE À IDX IMMÉDIATEMENT.

5.6 LORSQU'IL Y A PLUS D'UN INTERRUPTEUR AU MÊME ENDROIT, ILS DOIVENT ÊTRE REGROUPÉS SOUS LA MÊME PLAQUE.

5.7 TOUT FILAGE ÉLECTRIQUE ET DE TÉLÉPHONE DOIT ÊTRE DISSIMULÉ DANS LES MURS, LA MAÇONNERIE ET/OU LE PLAFOND.

5.8 L'ENTREPRENEUR EN ÉLECTRICITÉ DOIT FOURNIR TOUT LE FILAGE.

5.9 L'ENTREPRENEUR EN ÉLECTRICITÉ DEVRA COORDONNER SON TRAVAIL AVEC L'INGÉNIEUR MÉCANIQUE ET L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL AVANT DE COMMENCER SON TRAVAIL.

6.0 H.V.A.C.

6.1 L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA FOURNIR TOUS LES ÉLÉMENTS DE CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION ET LEUR INSTALLATION, SELON LES DESSINS DE L'INGÉNIEUR.

6.2 L'ENTREPRENEUR EN H.V.A.C. SERA RESPONSABLE DE LA SUPERVISION DES TRAVAUX ET DEVRA INSPECTER LES SYSTÈMES À LA FIN DE L'INSTALLATION.

7.0 PLOMBERIE

7.1 L'ENTREPRENEUR EN PLOMBERIE DOIT COORDONNER SON TRAVAIL AVEC CELUI DES AUTRES CORPS DE MÉTIER IMPLIQUÉS DANS LA CONSTRUCTION.

8.0 PLANCHERS

8.1 AVANT DE COMMENCER TOUT TRAVAIL SUR LES PLANCHERS, LE PARTI RESPONSABLE DEVRA VÉRIFIER L'ÉTAT DU PLANCHER ET AVERTIR IDX DE TOUT DÉFAUT, FAIBLESSE OU CARACTÉRISTIQUE PARTICULIÈRE.

8.2 LE PARTI RESPONSABLE DOIT PRÉPARER ET NIVELER LE PLANCHER AVANT L'INSTALLATION DU NOUVEAU FINI DE PLANCHER. TOUT LE TRAVAIL ET LES COÛTS D'AJUSTEMENT DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS PAR LE CLIENT.

8.3 LA COULEUR DE TOUS LES JOINTS DE PLANCHER DOIT ÊTRE DÉCIDÉE PAR IDX ET LE CLIENT.

9.0 FINITION DES MURS

9.1 SAUF OÙ INDIQUÉ AUTREMENT, TOUS LES MURS DOIVENT ÊTRE PEINTS SELON LES PLANS DE FINIS.

9.2 LE PARTI RESPONSABLE DOIT VÉRIFIER LA CONDITION DE TOUTES LES SURFACES À PEINDRE. LE PARTI RESPONSABLE DOIT EFFECTUER TOUTES LES RÉPARATIONS MINEURES ET NETTOYER LES SURFACES AVANT DE PEINDRE.

9.3 LES MURS INCLUENT LES SURFACES DU PLANCHER JUSQU'AU PLAFOND, LES PILASTRES, LES FASCIAS, LES RETRAITS ET PROTUBÉRANCES.

9.4 TOUT TRAVAIL DE PEINTURE REQUIERT UN MINIMUM DE 1 COUCHE D'APPRÊT ET DE 2 COUCHES DE PEINTURE.

9.5 LE CONTRACTANT DOIT, UNE FOIS LE TRAVAIL TERMINÉ, NETTOYER TOUS LES ENDROITS OÙ LA PEINTURE A ÉTÉ RENVERSÉE, A COULÉ OU A ÉCLABOUSSÉ, INCLUANT LES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE, DIFFUSEURS, INSERTIONS AU PLANCHER, ETC. TOUTES LES PLAQUES ÉLECTRIQUES ET LA GUINCAILLERIE DOIT ÊTRE ENLEVÉE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX ET RÉINSTALLÉE APRÈS QUE LA PEINTURE AIT SÉCHÉ.

10.0 NETTOYAGE

10.1 NETTOYER LES LIEUX MINUTIEUSEMENT ET ENLEVER TOUS LES DÉBRIS DURANT LES TRAVAUX ET UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS. L'ESPACE DOIT ÊTRE REMIS AU CLIENT PROPRE ET BALAYÉ.

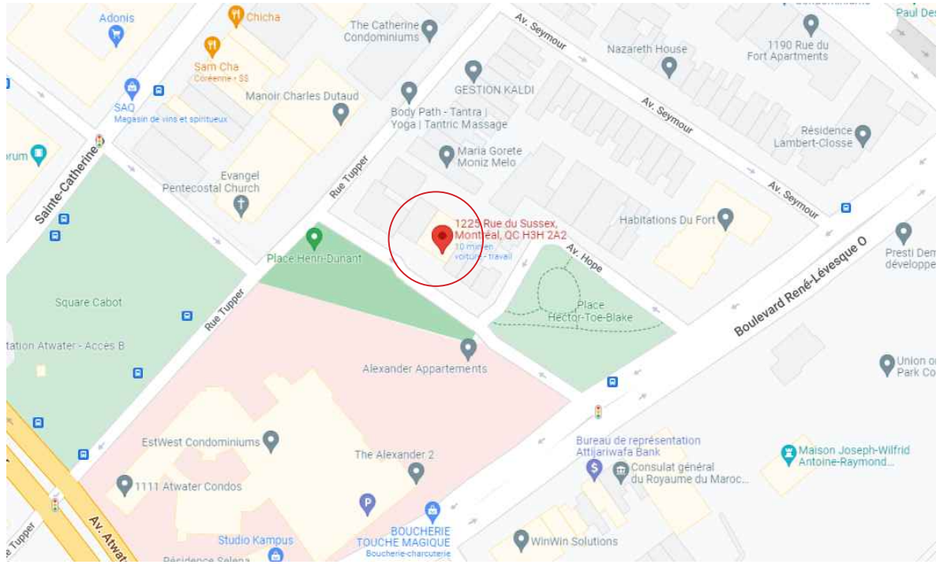
IMPORTANT

LES DESSINS PRODUITS PAR IDX DESIGN+COM SONT POUR COMMUNIQUER LE DESIGN, LE CONCEPT ET LES PRINCIPES DE DESIGN D'INTÉRIEUR.

LES DÉTAILS DE CONSTRUCTION ET LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES POUR LA CONSTRUCTION SONT DESSINÉS ET APPROUVÉS PAR LES ARCHITECTES RESPONSABLES.

LES DESSINS D' IDX DESIGN + COM INDIQUENT SEULEMENT L'EMPLACEMENT DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE ET D'ÉLECTRICITÉ.

POUR LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES APPAREILLES ET DE L'INSTALLATION DES APPAREILES VOIR DESSINS DE L'INGÉNIEUR.



PLAN CLÉ:

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

1225 SUSSEX

1225 Rue du Sussex
Montréal, Québec
Canada, H3H 2A2

PROJET:

CLIENT:

PLACE SUSSEX

55 Louvain Street West,
Suite 200
Montreal, QC,
Canada,H2N 1A4

A-0 PLAN DE DÉMOLITION
A-1 PLAN D'AMÉNAGEMENT
A-2 PLAN DE CONSTRUCTION
A-2a DETAILS
A-3 PLAN DU PLAFOND REFLECHI

DESSINS:

Ordre des architectes du Québec
A 4411
JEAN-BENOIT BOURDEAU
ARCHITECTE

2022-07-22

28-06-2022	PERMIS

OBLIK ARCHITECTURE
Jean-Benoit Bourdeau, Architecte OAQ
19 Place Gabriel, Candiac, Qc, J5R 3V2
www.oblik-architecture.com
(514) 970-4674

IDX DESIGN + COM
A 9500 RUE MEILLEUR, SUITE 800
MONTRÉAL, QUEBEC
CANADA, H2N 2B7
T 514 . 282 . 1090
W WWW . IDXDESIGN . COM

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

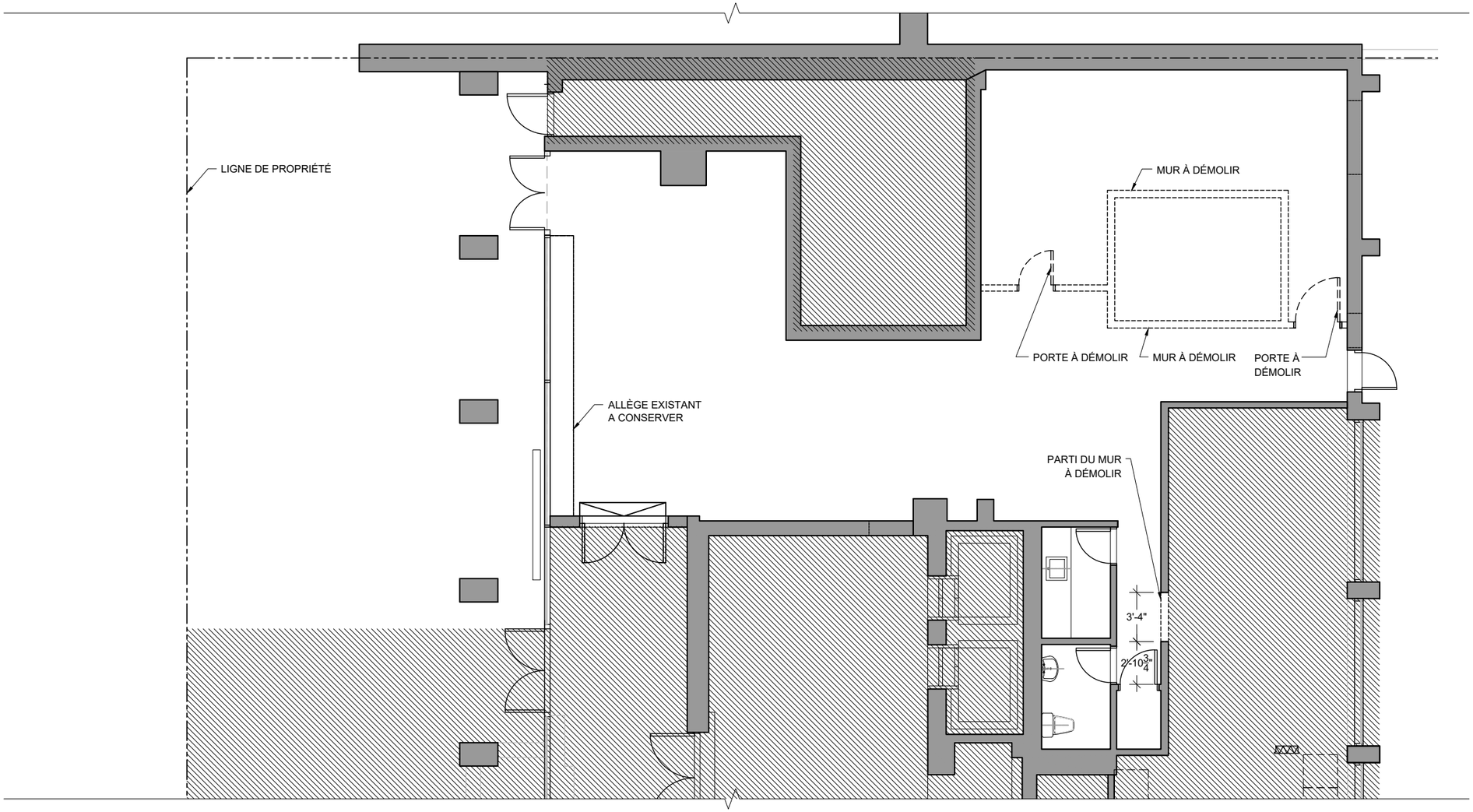
4 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

LÉGENDE DE DÉMOLITION

TYPE	DESCRIPTION
	ÉLÉMENT EXISTANT À ENLEVER
	MUR EXISTANT À CONSERVER
	SECTION HORS CONTRAT

N = NOUVEAU
X = À ENLEVER
R = À RELOCALISER
E = EMPLACEMENT EXISTANT À CONSERVER



1 / A1 PLAN DE DÉMOLITION
ÉCHELLE: 1/8" = 1' - 0"

NOTES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE CHANTIER. TOUTE DIVERGENCE DEVRA ÊTRE RAPPORTÉE À IDX DESIGN AVANT OU PENDANT LES TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DEVRA SE CONFORMER AU CONTRAT, AUX EXIGENCES DE PERFORMANCE, AUX CODES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES.

TOUTE UTILISATION ET/OU REPRODUCTION DE CES PLANS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE IDX DESIGN COMMUNICATION.

Ordre des architectes du Québec
A 4411
JEAN-BENOIT BOURDEAU
ARCHITECTE

2022-07-22

Date	Description
28-06-2022	PERMIS

Client:

PLACE SUSSEX
55 Louvain Street West,
Suite 200
Montreal, QC,
Canada,H2N 1A4

OBLIK ARCHITECTU
Jean-Benoit Bourdeau, Architecte OAQ
19 Place Gabriel, Candiac, Qc, J5R 3V
www.oblik-architecture.com
(514) 970-4674

IDX DESIGN + CON
A 9500 RUE MEILLEUR, SUITE 800
MONTRÉAL, QUEBEC
CANADA, H2N 2B7
T 514 . 282 . 1090
W WWW . IDXDESIGN . COM

Projet:

1225 SUSSEX
FAÇADE LOCAL COMMERCIAL

1225 Rue du Sussex
Montréal, Quebec.
Canada, H3H 2A2
TEL: FAX:

Titre:

PLAN DE DÉMOLITION

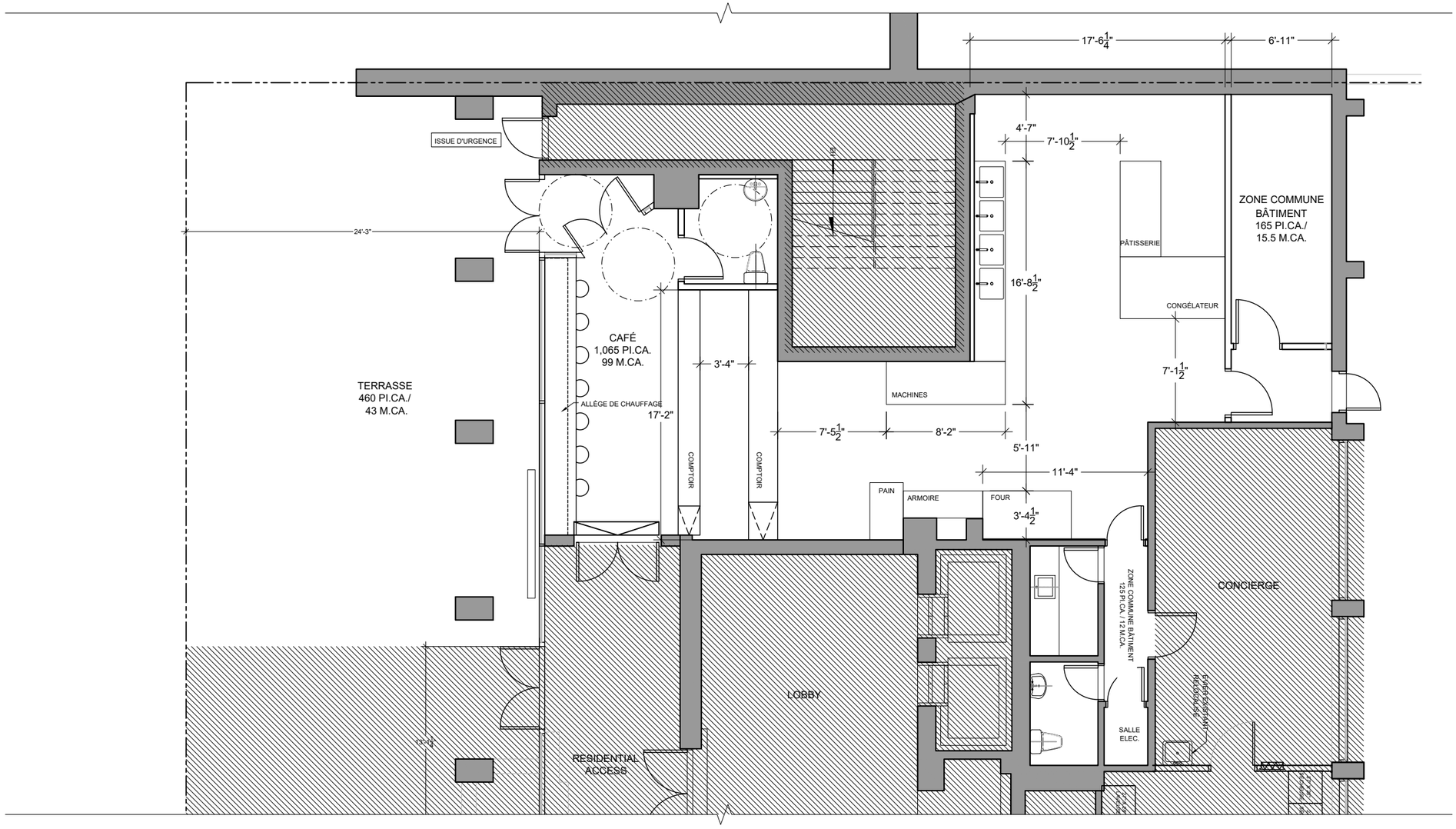
Page:

Échelle: 1/8" = 1'-0" A0

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



1 / A1 PLAN D' AMÉNAGEMENT
ÉCHELLE: 1/8" = 1' - 0"

NOTES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE CHANTIER. TOUTE DIVERGENCE DEVRA ÊTRE RAPPORTÉE À IDX DESIGN AVANT OU PENDANT LES TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DEVRA SE CONFORMER AU CONTRAT, AUX EXIGENCES DE PERFORMANCE, AUX CODES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES.

TOUTE UTILISATION ET/OU REPRODUCTION DE CES PLANS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE IDX DESIGN COMMUNICATION.

Ordre des architectes du Québec
A 4411
JEAN-BENOIT BOURDEAU
ARCHITECTE

2022-07-22

Date	Description
28-06-2022	PERMIS

Client:

PLACE SUSSEX
55 Louvain Street West,
Suite 200
Montreal, QC,
Canada,H2N 1A4

OBLIK ARCHITECTU
Jean-Benoit Bourdeau, Architecte OAQ
19 Place Gabriel, Candiac, Qc, J5R 3V
www.oblik-architecture.com
(514) 970-4674

IDX DESIGN + COM
A 9500 RUE MEILLEUR, SUITE 800
MONTRÉAL, QUEBEC
CANADA, H2N 2B7
T 514 . 282 . 1090
W WWW . IDXDESIGN . COM

Projet:
1225 SUSSEX
FAÇADE LOCAL COMMERCIAL

1225 Rue du Sussex
Montréal, Quebec.
Canada, H3H 2A2
TEL: FAX:

Titre:
PLAN D' AMÉNAGEMENT

Page:

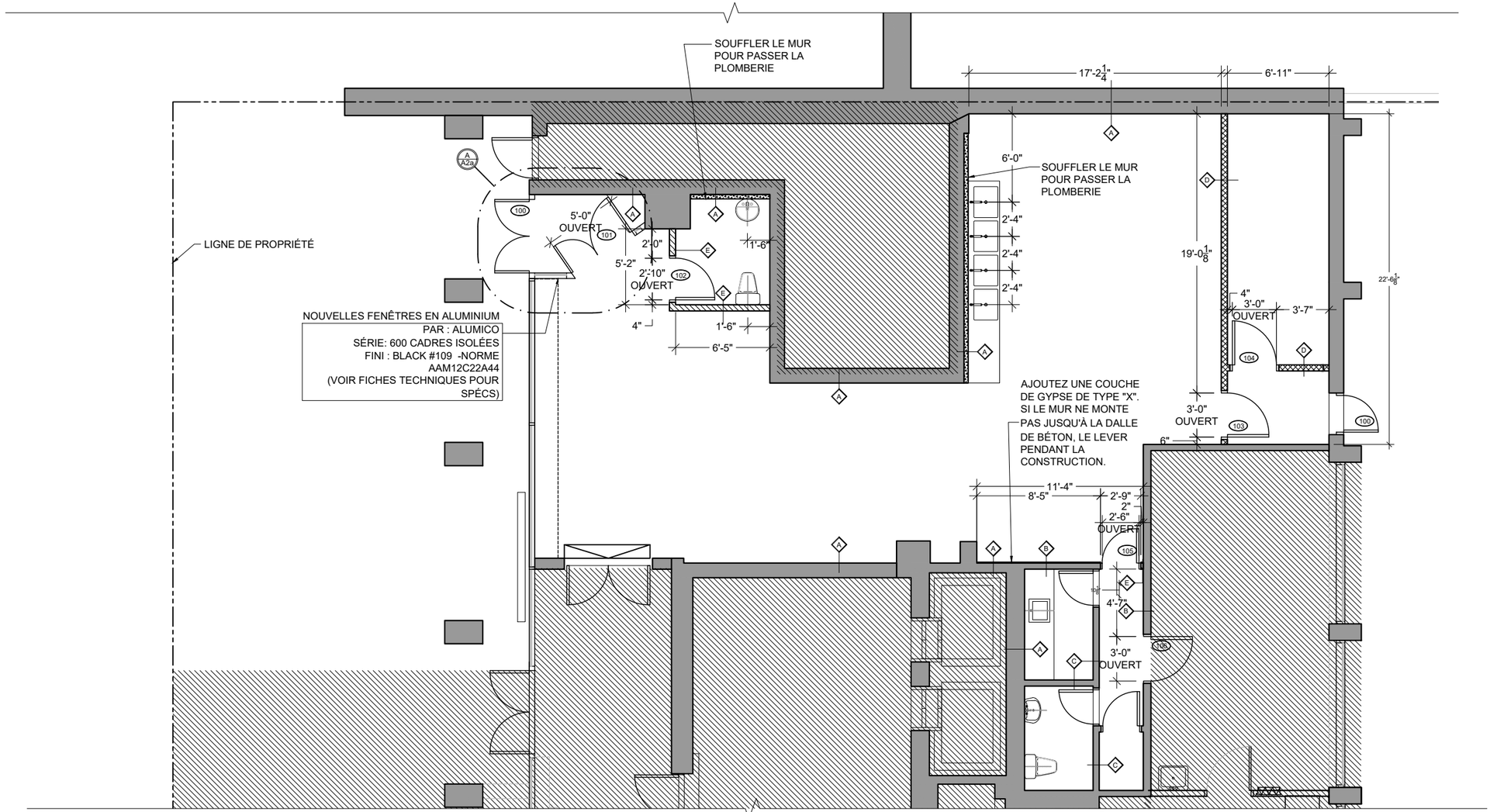
Échelle: 1/8" = 1' A1

LÉGENDE DE MUR

TYPE	COUPE	DESCRIPTION	TYPE	COUPE	DESCRIPTION	NOTE/SYMBOLE
A		MUR EXISTANT EN BLOC DE BÉTON À CONSERVER; RÉ-AGRÉER TEL QUE REQUIS	D		CLOISON INTÉRIEURE JUSQU'A LA DALLE DE BÉTON - 2 PLAQUES DE PLÂTRE ⅝" TYPE 'X' BARRES RÉSILIENTES @24" CÔTÉ INTÉRIEUR -MONTANTS MÉTALLIQUES 3 ⅝" @16"C/C CAL 16 -ISOLANT INSONORISANT QUIÉTUDE ROSE FIBERGLAS 3 ½" -1 PLAQUE DE PLÂTRE ⅝"TYPE 'X'	CLOISON INTÉRIEUR RÉSISTANCE AU FEU MIN 1 HEURE S.T.C MIN 60 (CLASSIFICATION D'ATTÉNUATION SONORE)
B		MUR EXISTANT EN GYPSE AVEC RÉSISTANCE AU FEU À CONSERVER; RÉ-AGRÉER TEL QUE REQUIS				
C		MUR EXISTANT EN GYPSE HYDROFUGE À CONSERVER; RÉ-AGRÉER TEL QUE REQUIS	E		CLOISON INTÉRIEURE JUSQU'AU PLAFOND - 5/8" GYPSE HYDROFUGE - 3 5/8" MONTANTS MÉTALLIQUE 16" C/C - LAINE ACOUSTIQUE - 5/8" GYPSE HYDROFUGE	CLOISONS INTÉRIEURES

LÉGENDE DE PORTES

100		PORTE EXISTANTE À CONSERVER	104	36"X84" (1 ¾" ÉP.)	PORTE SIMPLE EN BOIS (PLEINE) AVEC CADRE EN ACIER (PEINT) -BUTOIR -FERME-PORTE -SERRURE DE RANGEMENT -RÉSISTANCE AU FEU 45MIN
101	1X34" & 1X26" HAUTEUR 84"	PAR : ALUMICO SERIE 2020 (2 ½" X 2") AVEC FERME PORTE AUTOMATIQUE ET BARRE PANIQUE. POIGNEE AR700 (2X) SERRURE À VERROU H19. FINI : NOIR #109 VERRE : THERMO FINI 1" TREMPÉ (OU ÉQUIVALENT - DOIT ÊTRE CONFORME AUX NORMES EN VIGUEUR)	105	30"X84" (1 ¾" ÉP.)	PORTE SIMPLE EN BOIS (PLEINE) AVEC CADRE EN ACIER (PEINT) -BUTOIR -FERME-PORTE -SERRURE DE BUREAU -RÉSISTANCE AU FEU 45MIN
102	32"X84" (1 ¾" ÉP.)	PORTE SIMPLE EN BOIS (PLEINE) AVEC CADRE EN BOIS -BUTOIR -SERRURE DE PRIVACITÉ	106	36"X84" (1 ¾" ÉP.)	PORTE SIMPLE EN BOIS (PLEINE) AVEC CADRE EN ACIER (PEINT) -BUTOIR -FERME-PORTE -SERRURE DE BUREAU -RÉSISTANCE AU FEU 45MIN
103	36"X84" (1 ¾" ÉP.)	PORTE SIMPLE EN BOIS (PLEINE) AVEC CADRE EN ACIER (PEINT) -BUTOIR -FERME-PORTE -SERRURE DE BUREAU -BARRE PANIQUE -RÉSISTANCE AU FEU 45MIN			



1 / A2 PLAN DE CONSTRUCTION
ÉCHELLE: 1/8" = 1' - 0"

NOTES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE CHANTIER. TOUTE DIVERGENCE DEVRA ÊTRE RAPPORTÉE À IDX DESIGN AVANT OU PENDANT LES TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DEVRA SE CONFORMER AU CONTRAT, AUX EXIGENCES DE PERFORMANCE, AUX CODES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES.

TOUTE UTILISATION ET/OU REPRODUCTION DE CES PLANS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE IDX DESIGN COMMUNICATION.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Ordre des architectes du Québec
A 4411
JEAN-BENOIT BOURDEAU
ARCHITECTE

2022-07-22

Date	Description
28-06-2022	PERMIS

Client:

PLACE SUSSEX
55 Louvain Street West,
Suite 200
Montreal, QC,
Canada,H2N 1A4

OBLIK ARCHITECTU
Jean-Benoit Bourdeau, Architecte OAQ
19 Place Gabriel, Candiac, Qc, J5R 3V
www.oblik-architecture.com
(514) 970-4674

IDX DESIGN + CON
A 9500 RUE MEILLEUR, SUITE 800 MONTRÉAL, QUEBEC CANADA, H2N 2B7
T 514 . 282 . 1090
W WWW . IDXDESIGN . COM

Projet:

1225 SUSSEX
FAÇADE LOCAL COMMERCIAL

1225 Rue du Sussex
Montréal, Quebec.
Canada, H3H 2A2

TEL: FAX:

Titre:

PLAN DE CONSTRUCTION

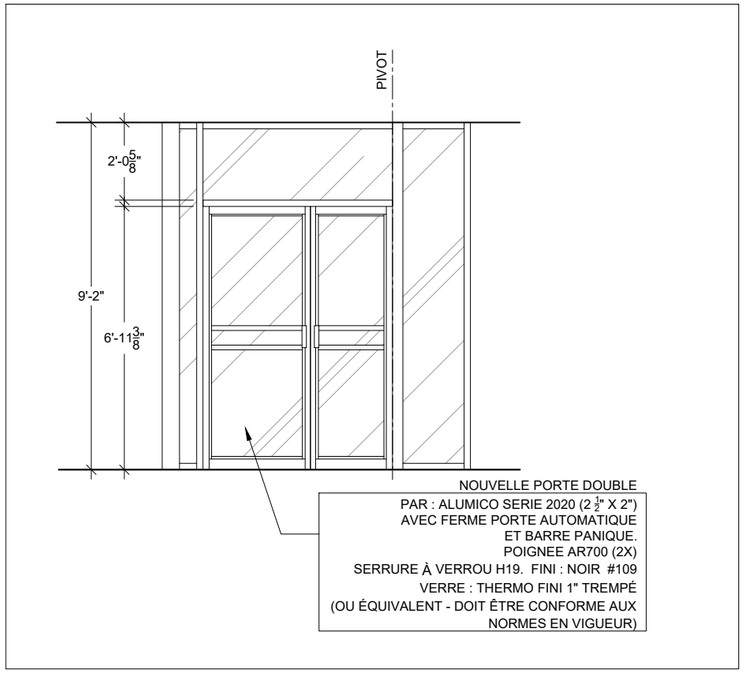
Page:

Échelle: 1/8" = 1' A2

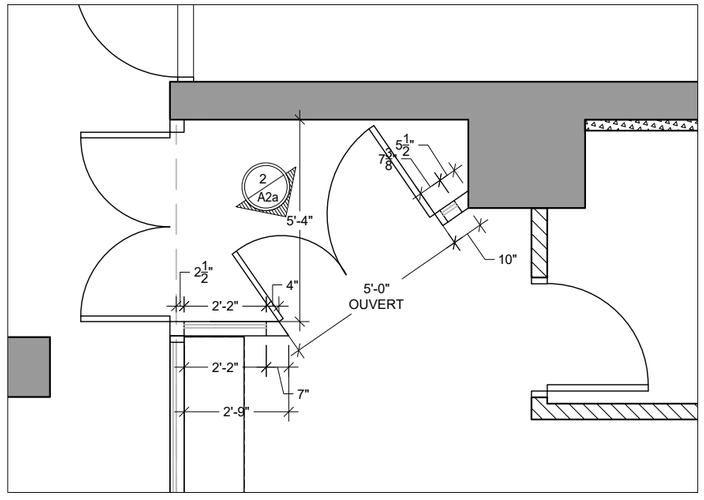
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



2 / A2a ÉLÉVATION
ÉCHELLE: 1/4" = 1' - 0"



1 / A2a DÉTAIL VESTIBULE
ÉCHELLE: 1/4" = 1' - 0"

NOTES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE CHANTIER. TOUTE DIVERGENCE DEVRA ÊTRE RAPPORTÉE À IDX DESIGN AVANT OU PENDANT LES TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DEVRA SE CONFORMER AU CONTRAT, AUX EXIGENCES DE PERFORMANCE, AUX CODES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES.

TOUTE UTILISATION ET/OU REPRODUCTION DE CES PLANS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE IDX DESIGN COMMUNICATION.

Ordre des architectes du Québec
A 4411
JEAN-BENOIT BOURDEAU
ARCHITECTE

2022-07-22

Date	Description
28-06-2022	PERMIS

Client:

PLACE SUSSEX
55 Louvain Street West,
Suite 200
Montreal, QC,
Canada,H2N 1A4

OBLIK ARCHITECTU
Jean-Benoit Bourdeau, Architecte OAQ
19 Place Gabriel, Candiac, Qc, J5R 3V
www.oblik-architecture.com
(514) 970-4674

IDX DESIGN + COM
A 9500 RUE MEILLEUR, SUITE 800
MONTRÉAL, QUEBEC
CANADA, H2N 2B7
T 514 . 282 . 1090
W WWW . IDXDESIGN . COM

Projet:

1225 SUSSEX
FAÇADE LOCAL COMMERCIAL

1225 Rue du Sussex
Montréal, Quebec.
Canada, H3H 2A2
TEL: FAX:

Titre:

DETAILS/LEGEND

Page:

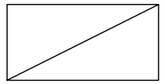
Échelle: Indiquee A2a

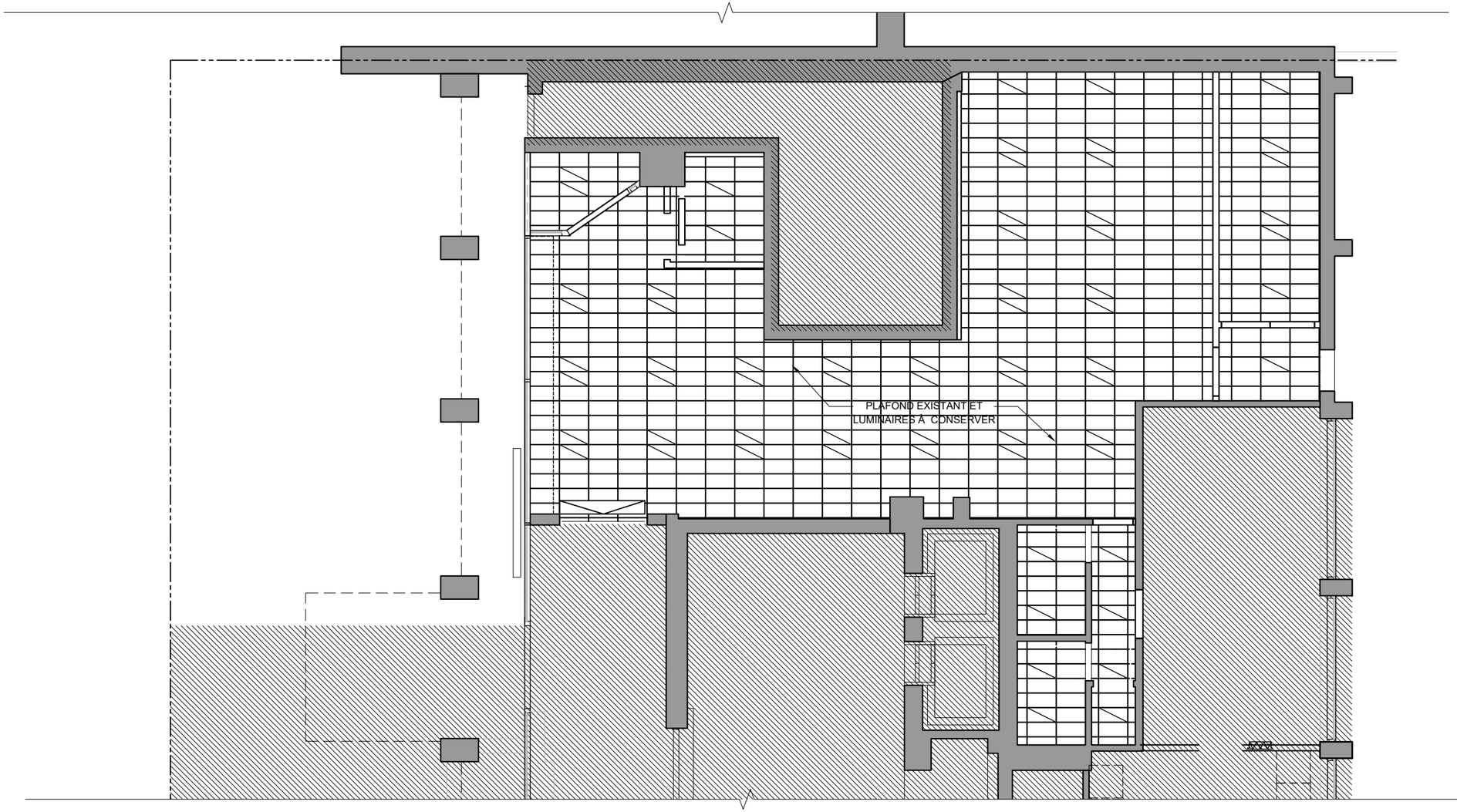
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

LÉGENDE D'ÉCLAIRAGE

NO	SYMBOLE	DESCRIPTION	NOTES
1		ÉCLAIRAGE ENCASTRÉ 24" X 48"	EXSTANTES A CONSERVER



1 / A3 PLAN DU PLAFOND RÉFLÉCHI EXISTANT
ÉCHELLE: 1/8" = 1' - 0"

NOTES

L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE CHANTIER. TOUTE DIVERGENCE DEVRA ÊTRE RAPPORTÉE À IDX DESIGN AVANT OU PENDANT LES TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DEVRA SE CONFORMER AU CONTRAT, AUX EXIGENCES DE PERFORMANCE, AUX CODES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES.

TOUTE UTILISATION ET/OU REPRODUCTION DE CES PLANS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE IDX DESIGN COMMUNICATION.

Ordre des architectes du Québec
A 4411
JEAN-BENOIT BOURDEAU
ARCHITECTE

2022-07-22

Date	Description
28-06-2022	PERMIS

Client:

PLACE SUSSEX
55 Louvain Street West,
Suite 200
Montreal, QC,
Canada,H2N 1A4

OBLIK ARCHITECTU
Jean-Benoit Bourdeau, Architecte OAQ
19 Place Gabriel, Candiac, Qc, J5R 3V
www.oblik-architecture.com
(514) 970-4674

IDX DESIGN + COM
A 9500 RUE MEILLEUR, SUITE 800 MONTRÉAL, QUEBEC CANADA, H2N 2B7 T 514 . 282 . 1090 W WWW . IDXDESIGN . COM

Projet:

1225 SUSSEX
FAÇADE LOCAL COMMERCIAL

1225 Rue du Sussex
Montréal, Quebec.
Canada, H3H 2A2

TEL: FAX:

Titre:

PLAN DU PLAFOND RÉFLÉCHI

Page:

Échelle: 1/8" = 1' A3

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003220352
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1225, rue Du Sussex
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande concerne un local qui se situe au rez-de-chaussée d'un immeuble construit en 1964. Cette tour comporte 17 étages et 111 logements. Deux immeubles, de style « maisons en rangées » le bordent de part et d'autre au nord et au sud. Ces bâtiments comportent un rez-de-chaussée et 3 étages créant ainsi un contraste au niveau des hauteurs et du style architectural sur le côté est de la rue Du Sussex. De plus, la tour d'habitation est reculée de plusieurs mètres par rapport aux bâtiments qui la côtoient. L'immeuble fait face au nouveau complexe immobilier du Children. La Place Henri-Dunant se situe entre le bâtiment à l'étude et les tours du Children. Le square Cabot et le parc Hector-Toe-Blake sont également situés dans un rayon d'environ 100 m du 1225, rue Du Sussex. Le local, la suite 102, pour lequel la présente demande d'usage conditionnel est demandée, abritait un dépanneur jusqu'à tout récemment (depuis 2004). La demande vise à aménager un restaurant dans la suite 102 du 1225, rue Du Sussex. Le restaurant, une boulangerie, occupera une superficie de 99 m² au rez-de-chaussée de l'immeuble. La requérante projette également d'aménager un café-terrasse de 43 m² dans la cour avant du local, soit dans l'espace faisant face à la future boulangerie pour l'été 2023.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet de restaurant est compatible avec le milieu de par sa proximité de la clientèle visée en plus de s'inscrire comme un restaurant de proximité dans un secteur résidentiel dense.
Considérant que :	Le local visé est inoccupé depuis le départ du dépanneur.

Considérant que :	Le restaurant participera à l'animation et à l'ambiance urbaine du secteur.
Considérant que :	Les secteurs limitrophes possèdent un caractère commercial.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante : ● **Implanter l'usage conditionnel « restaurant » de la présente autorisation de manière substantiellement conforme au plan estampillé par l'arrondissement le 4 octobre 2022.**	
Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228398005
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme
Projet : Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « restaurant » comme usage commercial associé à la catégorie de la famille résidentielle R.3 pour la suite 102 du 1225, rue Du Sussex, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S.O.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228398011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » comme usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 pour le sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » comme usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 prévue au paragraphe 1° de l'article 301 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'aménagement du sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church), conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement;
D'assortir cette autorisation à la condition suivante :

a) implanter l'usage mentionné à la présente autorisation de manière substantiellement conforme au plan estampillé par l'arrondissement le 3 novembre 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 14:06

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228398011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » comme usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 pour le sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin que l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » soit autorisé au sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church) en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Site
Le local à l'étude se situe au sous-sol de l'église St. George's Anglican Church. Ce bâtiment a été inauguré en 1868. Une annexe a été construite du côté ouest de l'église. L'annexe est le siège des activités communautaires de la communauté.

Projet
La demande vise à aménager le sous-sol de l'église afin qu'il puisse recevoir des personnes en situation d'itinérance. Des services comportant un vestiaire avec douches seront offerts aux bénéficiaires. Des repas, préparés à l'extérieur, seront également offerts. Le centre sera ouvert uniquement le jour. L'entrée à ce centre se fera par la porte d'accès de la rue Stanley.

Aucune transformation extérieure n'est requise.

Cadre réglementaire

- Le paragraphe 1° de l'article 301 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) prévoit que l'usage « activité communautaire ou socioculturelle »

est un usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 et peut être autorisé par usage conditionnel.
- La procédure prévue à l'article 308 prévoit l'autorisation d'exercer un usage conditionnel selon le respect des critères applicables de l'article 315.
- L'immeuble est situé dans l'unité de paysage Grande propriété institutionnelle (GPI);
- Il fait également partie du site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. En effet, l'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant. L'accueil de personnes en situation d'itinérance est une composante fondamentale de l'institution et permettra à de nombreuses personnes de bénéficier de soins de première nécessité.
Considérant que :

- l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » est compatible avec le milieu environnant lequel est composé d'une mixité d'usages propre à un centre-ville habité;
- l'église agit comme un pôle institutionnel dont l'une des principales missions est de venir en aide aux démunis;
- la demande en service d'aide aux personnes en situation d'itinérance est importante sur l'ensemble du territoire montréalais;
- la mission communautaire de l'église St. George's Anglican Church oeuvre depuis plus de 150 ans;
- l'ajout de l'usage conditionnel ne nécessite aucune modification extérieure.

Le projet a reçu un avis favorable du CCU lors de sa séance du 10 novembre 2022.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des engagements en inclusion et équité.
Plus précisément, ce projet suit l'orientation : Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion.
Cette orientation intervient sur les échelles L'être humain au cœur de nos actions et des quartiers vivants.
Priorités :
6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire
9- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Affichage sur le site : à partir du 18 novembre 2022
- Conseil d'arrondissement : 6 décembre 2022
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 438.820.3317
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Louis ROUTHIER
architecte - planification

Tél : 514-868-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228398011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » comme usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 pour le sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

1228398011 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

POUR PERMIS_ST-MICHAEL_estampillé.pdf

PV_signé_1001_CDM.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
Conseiller en aménagement

Tél : 438.820.3317
Télécop. :

Novembre 2022

MISSION ST-MICHEAL_Réaménagement du centre de jour

1101, rue Stanley, Montréal (Québec) H3B 2S6



LISTE DES DESSINS_

Architecture

A-00 Couverture

Existant_Démolition

D-101 Sous-sol existant / Démolition

Nouvel aménagement

A-101 Plan sous-sol

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

3 novembre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

		08
		07
		06
		05
		04
		03
		02
POUR PERMIS	03/11/2022	01
RÉVISIONS	JOUR/MOIS/AN	No.

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme
1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 1R5
t 514.935.6684 f 514.935.7620 e info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

INGÉNIEUR

INGÉNIEUR

PROJET:
MISSION ST-MICHAEL
RÉAMÉNAGEMENT DU CENTRE DE JOUR
1101 RUE STANLEY

TITRE:
COUVERTURE

No. PROJET:	SUPERVISÉ PAR:
222236	A.L.
DESSINÉ PAR:	APPROUVÉ PAR:
M.A.	M.P.
ÉCHELLE:	DATE:
NA	03-11-2022

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A-4477
FÉLIX-ANTONIN LABOSSIÈRE
ARCHITECTE

ARCHITECTURE A-00

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

LÉGENDE

- MUR / CLOISON EXISTANT
- NOUVEAU MUR / CLOISON
- MUR / CLOISON / SOUFFLAGE À DÉMOLIR
- NOUVELLE PORTE
- PORTE EXISTANTE
- (45) PORTE ULC 45MINS
- SORTIE DE VENTILATION AU MUR (SÉCHEUSE OU SDB)
- (1) RÉFRIGÉRATEUR 1 (PORTES DOUBLES) - TRUE REFRIGERATOR
- (2) RÉFRIGÉRATEUR 2 - LG
- (3) RÉFRIGÉRATEUR 3 - DANBY
- (4) RÉFRIGÉRATEUR 4 - LG LRONC 1404V/00
- (5) CONGÉLATEUR - BEVERAGE AIR
- (6) CONGÉLATEUR TOMBEAU / FREEZER CHEST - WOODS
- (7) MACHINE À LAVER ET À SÉCHER COMMERCIALES - TBD (+/- 30"X30")
- (8) LAVE-VAISSELLE - HOBART LXiH
- (9) DOUCHE - MAAX BIARRITZ 40 (30"X32"X74") OR EQUIVALENT

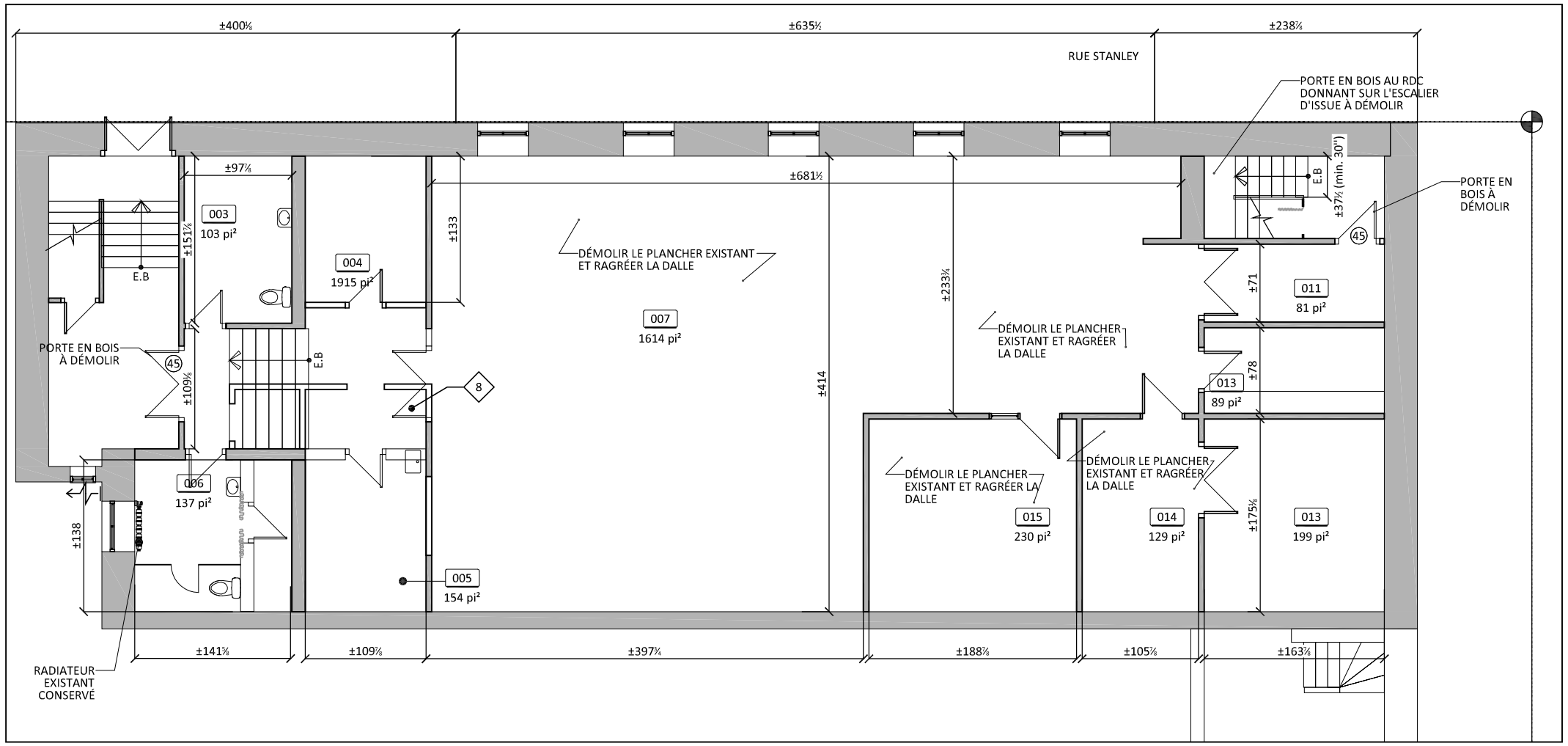
NOTES GÉNÉRALES

- PRÉVOIR LES SUPPORTS TEMPORAIRES POUR LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
- VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS AU CHANTIER, RAPPORTER TOUTES LES DIFFÉRENCES AU MAÎTRE D'OEUVRE DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.
- PRÉVOIR TOUS LES FONDS DE CLOUAGE POUR TOUT LE NOUVEAU MOBILIER FIXE
- RAGRÉER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES ENDOMMAGÉES APRÈS DÉMOLITION.
- LES MAINS COURANTES DE L'ESCALIER MENANT AU LOCAL DE MISSION ST-MICHEAL NE SONT PAS CONFORME, ELLES SONT À REMPLACER. LE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ AVERTI DE LA NON-CONFORMITÉ.
- LES PORTES DE L'ÉTAGE DONNANT SUR LA CAGE D'ESCALIER NE SONT PAS COUPE-FEU, ELLES SONT À REMPLACER. LE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ AVERTI DE LA NON-CONFORMITÉ.
- LA SÉPARATION COUPE-FEU DU PLAFOND N'EST PAS CONFORME, UN GYPSE DOIT ÊTRE AJOUTER AFIN D'ATTEINTRE LE DRF 1H REQUIS. LE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ AVERTI DE LA NON-CONFORMITÉ.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

3 novembre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



		08
		07
		06
		05
		04
		03
		02
POUR PERMIS	03/11/2022	01
RÉVISIONS	JOUR/MOIS/AN	No.

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme
1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 1R5
t 514.936.6884 f 514.936.7820 e info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

INGÉNIEUR

INGÉNIEUR

PROJET:

MISSION ST-MICHAEL
RÉAMÉNAGEMENT DU CENTRE DE JOUR
1101 RUE STANLEY

TITRE:

EXISTANT / DÉMOLITION

No. PROJET:	SUPERVISÉ PAR:
222236	A.L.
DESSINÉ PAR:	APPROUVÉ PAR:
M.A.	M.P.
ÉCHELLE:	DATE:
1/8"=1'-0"	03-11-2022

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A 4477
FÉLIX-ANTONIN LABOSSIÈRE
ARCHITECTE

ARCHITECTURE D-101

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

LÉGENDE

- MUR / CLOISON EXISTANT
- NOUVEAU MUR / CLOISON
- MUR / CLOISON / SOUFFLAGE À DÉMOLIR
- NOUVELLE PORTE / PORTE EXISTANTE
- (45) PORTE ULC 45MINS
- SORTIE DE VENTILATION AU MUR (SÉCHEUSE OU SDB)
- (1) RÉFRIGÉRATEUR 1 (PORTES DOUBLES) - TRUE REFRIGERATOR
- (2) RÉFRIGÉRATEUR 2 - LG
- (3) RÉFRIGÉRATEUR 3 - DANBY
- (4) RÉFRIGÉRATEUR 4 - LG LRONC 1404V/00
- (5) CONGÉLATEUR - BEVERAGE AIR
- (6) CONGÉLATEUR TOMBEAU / FREEZER CHEST - WOODS
- (7) MACHINE À LAVER ET À SÉCHER COMMERCIALES - TBD (+/- 30''X30'')
- (8) LAVE-VAISSELLE - HOBART LXiH
- (9) DOUCHE - MAAX BIARRITZ 40 (30''X32''X74'') OR EQUIVALENT

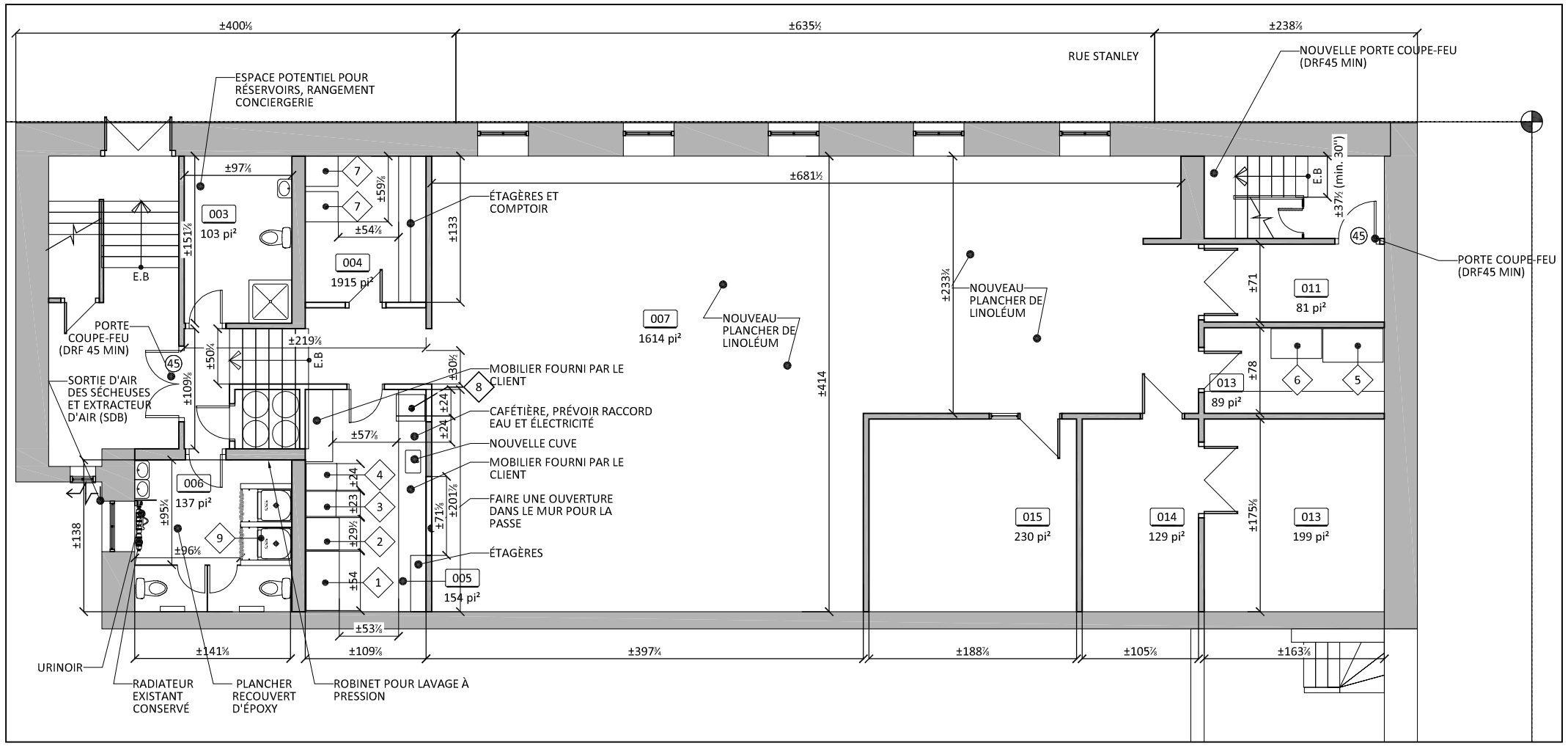
NOTES GÉNÉRALES

- PRÉVOIR LES SUPPORTS TEMPORAIRES POUR LES TRAVAUX DE STRUCTURE.
- VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS AU CHANTIER, RAPPORTER TOUTES LES DIFFÉRENCES AU MAÎTRE D'OEUVRE DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.
- PRÉVOIR TOUS LES FONDS DE CLOUAGE POUR TOUT LE NOUVEAU MOBILIER FIXE
- RAGRÉER TOUTES LES SURFACES EXISTANTES ENDOMMAGÉES APRÈS DÉMOLITION.
- LES MAINS COURANTES DE L'ESCALIER MENANT AU LOCAL DE MISSION ST-MICHEAL NE SONT PAS CONFORME, ELLES SONT À REMPLACER. LE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ AVERTI DE LA NON-CONFORMITÉ.
- LES PORTES DE L'ÉTAGE DONNANT SUR LA CAGE D'ESCALIER NE SONT PAS COUPE-FEU, ELLES SONT À REMPLACER. LE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ AVERTI DE LA NON-CONFORMITÉ.
- LA SÉPARATION COUPE-FEU DU PLAFOND N'EST PAS CONFORME, UN GYPSE DOIT ÊTRE AJOUTER AFIN D'ATTEINTRE LE DRF 1H REQUIS. LE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ AVERTI DE LA NON-CONFORMITÉ.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

3 novembre 2022

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



		08
		07
		06
		05
		04
		03
		02
POUR PERMIS	03/11/2022	01
RÉVISIONS	JOUR/MOIS/AN	No.

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme
1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 1R5
t 514.936.6884 f 514.936.7820 e info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

INGÉNIEUR

INGÉNIEUR

PROJET:

MISSION ST-MICHAEL
RÉAMÉNAGEMENT DU CENTRE DE JOUR
1101 RUE STANLEY

TITRE:

AMÉNAGEMENT

No. PROJET:	SUPERVISÉ PAR:
222236	A.L.
DESSINÉ PAR:	APPROUVÉ PAR:
M.A.	M.P.
ÉCHELLE:	DATE:
1/8"=1'-0"	03-11-2022

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A 4477
FÉLIX-ANTONIN LABOSSIÈRE
ARCHITECTE

ARCHITECTURE A-101

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003224621
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1001, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » au sous-sol de l'église St. George's Anglican Church qui sera aménagé, afin de recevoir des personnes en situation d'itinérance. Des services comportant un vestiaire, avec douches, seront offerts aux bénéficiaires et des repas, préparés à l'extérieur, seront également offerts. Le centre sera ouvert uniquement le jour. L'entrée à ce centre se fera par la porte d'accès de la rue Stanley. Aucune transformation extérieure n'est requise. Le local à l'étude se situe au sous-sol de l'église St. George's Anglican Church. Ce bâtiment a été construit en 1868. Cette église, conçue par l'architecte William Tuttin Thomas possède une grande richesse architecturale inspirée du style néo-gothique. L'église est située au cœur du centre-ville de Montréal dans le Site patrimonial du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. Entre 1947-1948, à la suite de la vente du terrain au nord du bâtiment, une construction annexe a été érigée du côté ouest de l'église. Cette annexe est en continuité avec l'église par son parement et ses détails de pierre ainsi que par la configuration de ses ouvertures. L'annexe est le siège des activités communautaires de la communauté religieuse.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « activité communautaire ou socioculturelle » est compatible avec le milieu environnant lequel est composé d'une mixité d'usages propre à un centre-ville habité.
Considérant que :	L'église agit comme un pôle institutionnel dont l'une des principales missions est de venir en aide aux démunis.

Considérant que :	La demande en service d'aide aux personnes en situation d'itinérance est importante sur l'ensemble du territoire montréalais.
Considérant que :	La mission communautaire de l'église St. George's Anglican Church depuis plus de 150 ans.
Considérant que :	L'ajout de l'usage conditionnel ne nécessite aucune modification extérieure.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Implanter l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » de la présente autorisation de manière substantiellement conforme au plan estampillé par l'arrondissement le 3 novembre 2022.**

Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance vidéo et donc ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228398011
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme
Projet : Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » comme usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie de la famille équipements collectifs et institutionnels E.5 pour le sous-sol de l'immeuble situé au 1001, avenue des Canadiens-de-Montréal (St. George's Anglican Church), conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire*s*

9- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Améliore l'accessibilité des personnes en situation d'itinérance à des services de bases (douches, repas servis et chaleur en hiver le jour). Du coup, cette initiative renforce le filet social de l'arrondissement grâce à des services communautaires plus forts et mieux distribués spatialement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2022/12/06
18:30

Dossier # : 1228449001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation de la toiture du basilaire par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons pour le bâtiment situé au 1050, rue De La Gauchetière Ouest conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder pour le bâtiment situé au 1050, rue De La Gauchetière Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:

a. déroger notamment au paragraphe 1° de l'article 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b. d'aménager et d'occuper un café-terrasse d'une superficie de maximale de 450 mètres carrés sur une partie du toit du basilaire, et ce, de manière substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 2 novembre 2022;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a. retirer le revêtement de végétation synthétique sur les murs de la tour;
b. aménager des bacs de plantation continus sur le café-terrasse, à la base des murs de la façade ouest de la tour, à l'exception des portions entièrement vitrées de la façade, en favorisant la plantation d'une végétation dense dans ces derniers;

3) De fixer un délai maximal de 36 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débuter les travaux de transformation visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2022-11-29 14:07

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur général adjoint - Service aux citoyens par intérim / Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228449001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation de la toiture du basilaire par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons pour le bâtiment situé au 1050, rue De La Gauchetière Ouest conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre l'aménagement d'un café-terrasse sur la toiture du basilaire de l'hôtel le Château Champlain qui déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie. Ce café-terrasse peut néanmoins être autorisé en respectant les procédures et critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé est localisé dans le centre des affaires, lieu important pour le rayonnement de la métropole, et dans le site patrimonial cité du *Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada* . Aux abords du bâtiment se trouve une occupation principalement commerciale ou institutionnelle; la fonction résidentielle n'est pas adjacente au site à l'étude.

Le complexe est composé de deux bâtiments en surhauteur reliés par un basilaire commun dont la toiture jardin est accessible pour les occupants. La construction de l'hôtel le Château Champlain par le Canadien Pacifique a été achevée en 1967 selon les plans de l'architecte Roger d'Astous. Le deuxième bâtiment de ce complexe, construit selon les plans de Parkin architecte, est occupé par des bureaux. Les étages inférieurs des deux tours sont occupés par des commerces et des salles communes.

Dû au dénivelé naturel du site, la place du Canada, qui borde le site au Nord, se trouve au même niveau que la toiture du basilaire. Le projet initial comprenait la construction d'une passerelle qui enjambe la rue De La Gauchetière reliant le domaine public à la toiture du basilaire du nouveau complexe immobilier. En continuité et au même niveau que le parc, le basilaire a été conçu comme un espace accessible pour la clientèle des bâtiments. Au fil du temps, l'aménagement de cette toiture a évolué de manière à ce que seule la portion nord-

est et sud-ouest soit accessible.

La proposition

La demande vise à autoriser l'occupation d'une partie de la toiture du basilaire à des fins de café-terrasse. Cette occupation sera accessoire au restaurant et débit de boissons alcooliques aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment, qui correspond au niveau de la rue De La Gauchetière. D'une superficie de 450m², le café-terrasse pourra accueillir environ 80 personnes.

Cadre réglementaire

La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :

- Le paragraphe 1° de l'article 392 qui prévoit qu'un café-terrasse est prohibé sur un toit dans le secteur dans lequel se trouve le bâtiment, soit la catégorie M.7C.

Cette occupation peut être autorisée par résolution en respectant la procédure et les critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu des paragraphes 3° du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir les normes concernant les usages.
Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.
Malgré les dispositions interdisant d'avoir un café-terrasse sur un toit dans un secteur de la catégorie M.7C, l'occupation proposée est localisée sur un toit accessible directement par la place du Canada et sera aménagée à l'emplacement prévu initialement pour être occupé par les utilisateurs et clients du complexe. Cette toiture, servant d'accès principal pour le bâtiment localisé au 1020, rue De La Gauchetière Ouest et au même niveau que la place du Canada, peut être assimilée à une cour. Un café-terrasse pouvant être autorisé dans une cour dans un secteur de la catégorie M.7, la proposition respecte l'esprit du règlement.

L'occupation proposée est compatible avec le milieu avoisinant et sera bénéfique pour le rayonnement du centre des affaires. Il répond d'ailleurs de façon adéquate aux critères du Règlement sur les projets particuliers et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme et du PPU du Quartier des gares.

Considérations:

- la toiture du basilaire est en continuité avec la place du Canada, et que cette toiture donne accès au hall principal du 1010, rue De La Gauchetière Ouest;
- l'aménagement du café-terrasse permettra l'intensification de l'occupation commerciale d'un espace sous-utilisé et favorisera le dynamisme et l'animation du secteur;
- ce nouveau café-terrasse permettra d'offrir une expérience urbaine

supplémentaire pour le secteur centre des affaires et permettra d'apprécier l'architecture distinctive du site patrimonial cité;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique sur le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Première lecture de la résolution de PPCMOI par le conseil d'arrondissement

- Affichage et avis public
- Assemblée publique de consultation
- Deuxième lecture de la résolution de PPCMOI par le conseil d'arrondissement
- Période d'approbation référendaire
- Adoption de la résolution de PPCMOI par le conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-11-28

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2022-11-28

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228449001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation de la toiture du basilaire par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons pour le bâtiment situé au 1050, rue De La Gauchetière Ouest conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

Procès verbal de la séance du CCU du 10 novembre 2022.

PV CCU - 2022-11-10 - PP et RP - 3003217456.pdf

Plans d'architecture estampillés par l'arrondissement en date du 2 novembre 2022.

Plans d'architecture.pdf

Carte des zones visées et contiguës.



1228449001.jpg

Grille d'analyse Montréal 2030.

Grille d’analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580
Télécop. :

Plan d'aménagement du café-terrasse.

Statistiques sur le restaurant Lloyd :
Superficie : 320 m2
Capacité : 152 personnes

Statistiques sur le café-terrasse :
Superficie : 450 m2
Capacité : 80 personnes

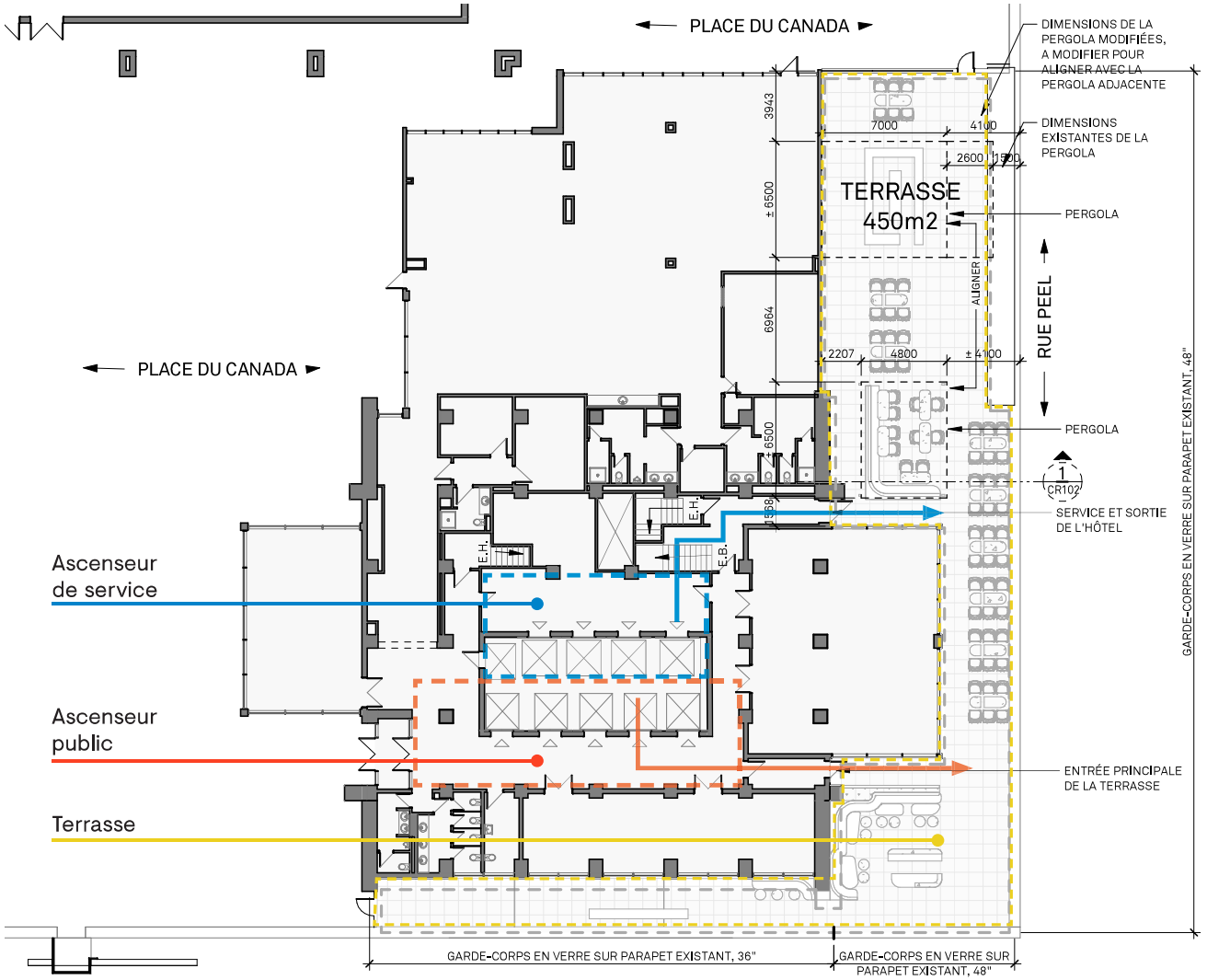
En bleu :
Parcours du personnel du restaurant et de l'hôtel. Les déplacements du perosnnel vers la terrasse se font par les ascenseurs de service, situés dans la cuisine commune de l'hôtel et du restaurant.

En rouge :
Parcours des usagers du restaurant de l'hôtel. Accès public à la terrasse par les ascenseurs publics, situés dans le lobby de l'hôtel.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 novembre 2022

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



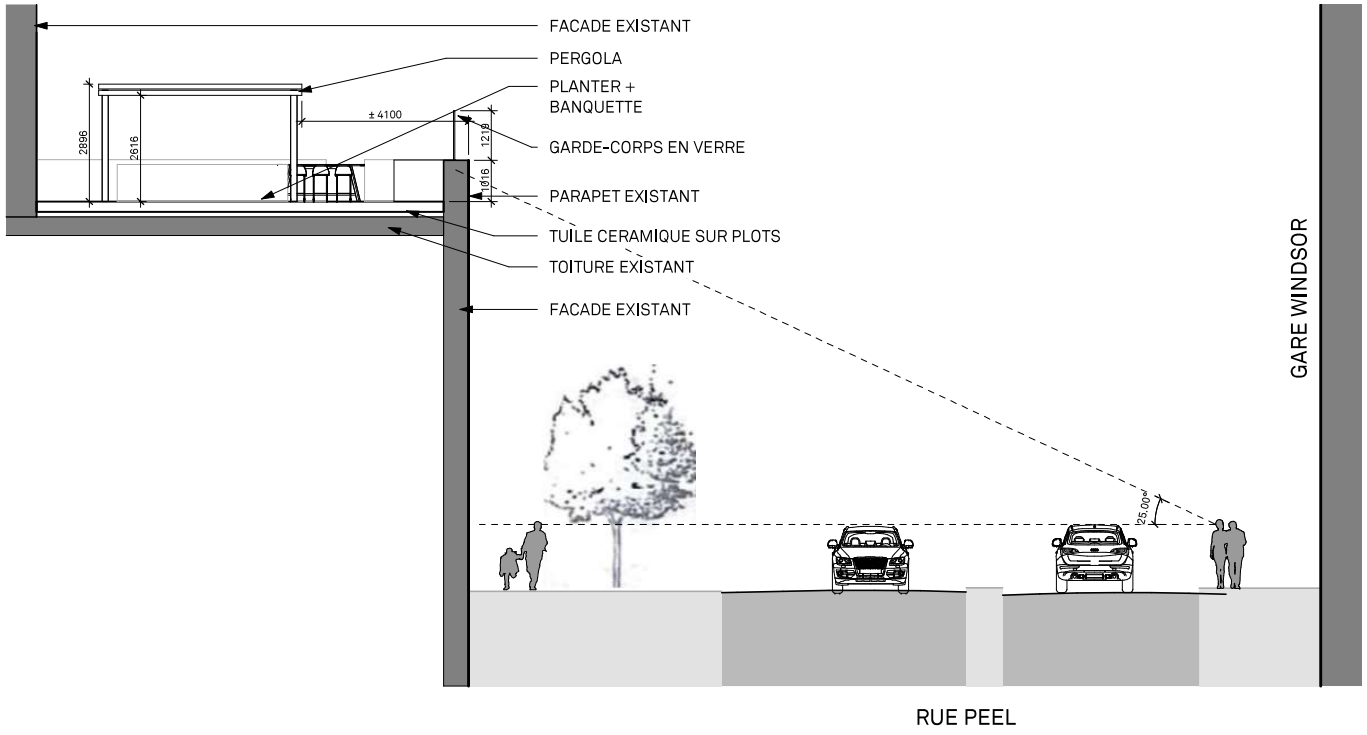
Plan niveau plaza, agrandi
Accès à la terrasse à partir des ascenseurs

Document de présentation - PPCMOI

Plan d'aménagement du café-terrasse.

La pergola du bar est en recul, permettant une vue dégagée à partir du trottoir.

Le rehaussement de 36" et 48" du garde-corps/parapet actuel par une série de paneaux de verre permet de créer une protection lorsque les usagers sont sur la terrasse tout en minimisant l'impact sur le bâtiment et la propagation du son.

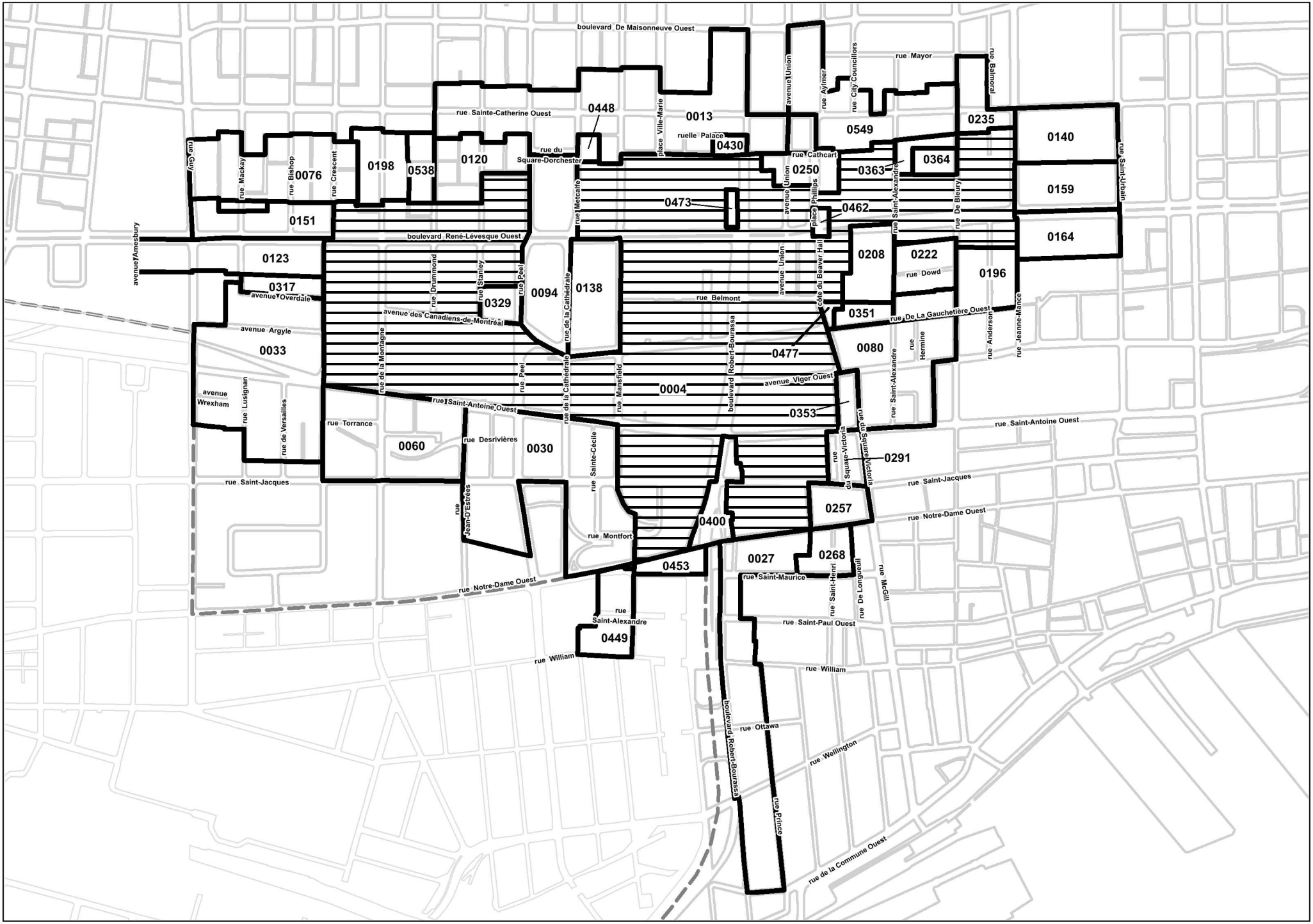


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 novembre 2022

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Document de présentation - PPCMOI



Localisation **Dossier : 1228449001** **Date : 24 novembre 2022**

Zone(s) visée(s) Zone(s) contiguës Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 novembre 2022
3003217456
4.2.1 et 4.6.8

Objet :	**PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**
Endroit :	1050, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	La demande vise à autoriser l'occupation de la toiture du basilaire de l'hôtel le Château Champlain par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons exploité par l'hôtel et l'aménagement de la terrasse. Les travaux d'aménagement ont déjà été réalisés, mais le café-terrasse n'est pas déjà exploité par l'occupant de l'établissement. Le bâtiment visé par la présente autorisation, construit selon les plans de la firme D'Astous & Pothier et achevé en 1967, est localisé dans le centre des affaires. Il fait partie d'un ensemble de deux bâtiments en surhauteur reliés par un basilaire commun comportant des commerces. Le deuxième bâtiment de ce complexe, construit selon les plans de Parkin architecte, est occupé par des bureaux. Aux abords du bâtiment, l'on retrouve une occupation principalement commerciale ou institutionnelle. Aucune occupation résidentielle n'est adjacente au site à l'étude. Le projet initial comprenait la construction d'une passerelle qui enjambe la rue De La Gauchetière afin de relier la Place du Canada au basilaire du nouveau complexe immobilier. En continuité et au même niveau que le parc, le basilaire a été conçu comme un espace accessible pour la clientèle des bâtiments. Au fil du temps, l'aménagement de cette toiture a évolué de manière à ce que seule la portion nord-est et sud-ouest est accessible. Plus précisément la demande vise à l'occupation d'une partie de la toiture du basilaire à des fins de café-terrasse. Cette occupation sera accessoire au restaurant d'une superficie de 320 m² aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment. Le café-terrasse étant à l'étage supérieur, les clients et les employés utiliseront les ascenseurs du bâtiment pour y accéder. L'espace visé pour l'aménagement de cet usage est localisé en contrebas du bâtiment de l'hôtel sur les sections nord et ouest de la toiture du basilaire. La superficie occupée par le café-terrasse sera de 450 m², soit 1.4 fois la superficie du restaurant, ce qui permettra d'accueillir environ 80 personnes. L'aménagement du café-terrasse comprend l'installation d'un plancher en tuile de céramique sur plot occupant l'ensemble de l'espace entre le

	parapet et le bâtiment. Tout le mobilier, à l'exception des banquettes en bois, sera amovible et pourra être retiré durant la période hivernale. Pour les garde-corps, le propriétaire a installé des panneaux de granite noir sur la portion horizontale du parapet sur lequel est apposé un sabot en acier inoxydable supportant un panneau de verre transparent. Étant continu et sans ouverture, ce garde-corps aura aussi comme effet de réduire la propagation du son vers le domaine public et les autres bâtiments du secteur. Deux pergolas sont installées sur la toiture, celle au nord a des dimensions de 4.8 m par 6.5 m alors que celle au sud a des dimensions de 7.4 m par 6.5 m. Afin de réduire la visibilité depuis la voie publique de cette dernière, elle sera tronquée de manière à avoir les mêmes dimensions que la pergola nord. Finalement, une végétation synthétique imitant les plantes grimpantes a été installée sur l'ensemble des murs donnant directement sur le café-terrasse. Cette installation, de faible qualité et incompatible avec l'architecture moderne du bâtiment, sera retirée. En remplacement, le requérant propose d'installer des plantes en pots, d'une hauteur d'un mètre, le long des murs extérieurs de la tour.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'occupation projetée répond adéquatement aux critères du Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011), est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme et du PPU du Quartier des gares.
Considérant que :	L'aménagement de la terrasse répond adéquatement aux critères du *Règlement d'urbanisme 01-282*, et aux objectifs de conservation et de mise en valeur du site patrimonial du Square Dorchester et de la Place du Canada (12-006).
Considérant que :	La toiture du basilaire est en continuité avec la Place du Canada, et que cette toiture donne accès au hall principal du 1010, rue De La Gauchetière Ouest.
Considérant que :	L'occupation de la toiture par un café-terrasse est compatible avec le milieu avoisinant dont les activités sont principalement commerciales et institutionnelles.
Considérant que :	L'aménagement du café-terrasse permettra l'intensification de l'occupation commerciale d'un espace sous-utilisé et favorisera le dynamisme et l'animation du secteur.
Considérant que :	Ce nouveau café-terrasse permettra d'offrir une expérience urbaine supplémentaire pour le secteur centre des affaires et permettra d'apprécier l'architecture distinctive du site patrimonial cité.

Considérant que :	La matérialité des garde-corps minimise l'impact visuel sur l'architecture de la tour du Château Champlain.
Considérant que :	Les matériaux utilisés pour les garde-corps sont de bonne qualité et sont sobres.
Considérant que :	La végétation synthétique sera retirée pour être remplacée par des plantations en bacs.
Considérant que :	La pergola sud sera tronquée de manière à réduire significativement son impact sur l'apparence des façades de cet immeuble d'intérêt.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retirer l'ensemble du revêtement de plantes artificielles sur les murs de la tour.**
- **Favoriser une végétation dense et continue au bas des murs du bâtiment, et détailler les bacs de plantation et les espèces plantées.**

Robert Beaudry Président	Billy Chérubin Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228449001*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme*
Projet : *Adopter une résolution autorisant l'occupation de la toiture du basilaire par un café-terrasse accessoire au restaurant et débit de boissons pour le bâtiment situé au 1050, rue De La Gauchetière Ouest conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, dont entre autres:

- *Priorité 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision*
- *Priorité 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité Montréal 2030:

- *aménagement de plantation en bac sur la toiture du bâtiment - priorité 2*
- *l'intensification de l'occupation commerciale d'un espace sous-utilisé favorise le dynamisme et l'animation du secteur - priorité 20*
- *création d'une expérience urbaine supplémentaire pour le secteur centre des affaires et permettra d'apprécier l'architecture*

distinctive du site patrimonial cité - priorité 20

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle